HAL
archives-ouvertes.fr

Les flux migratoires en Savoie et Haute-Savoie : 1860-2015 Rapport de recherche pour le Musée Savoisien

Olivier Chavanon, Jacques Barou

▶ **To cite this version:**

Olivier Chavanon, Jacques Barou. Les flux migratoires en Savoie et Haute-Savoie : 1860-2015 Rapport de recherche pour le Musée Savoisien. [Rapport de recherche] Musée Savoisien Université de Savoie Mont Blanc. 2015. halshs-01841261

HAL Id: halshs-01841261
https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01841261

Submitted on 17 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les flux migratoires en Savoie et Haute-Savoie 1860-2015

Rapport de recherche pour le Musée savoisien

(sous la direction scientifique d'Olivier Chavanon et de Jacques Barou)

Novembre 2015 - Université Savoie-Mont-Blanc
Laboratoire LLSETI—Pôle enquête

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont accompagné cette recherche en acceptant de consacrer du temps afin de livrer leurs connaissances et/ou leurs expériences.

Le travail de recherche à partir duquel ce rapport a été rédigé s'est déroulé de juin 2015 à novembre 2015 sur le territoire des deux Savoie, ce dans le cadre d'un appel d'offre du Musée savoisien financé par le programme européen Interreg-Alcotra Ethnologia.

Composition de l'équipe :

Direction scientifique

- Olivier Chavanon, Sociologue, Maître de conférences en sociologie, laboratoire LLSETI, Université Savoie-Mont-Blanc, Directeur du Pôle enquête.
- Jacques Barou, Anthropologue, Directeur de recherche au CNRS, laboratoire PACTE, Sciences-po Grenoble.

Membres :

- Arnaud Grandjacques, Historien, École des Hautes Études en Sciences Sociales, laboratoire LLSETI, chercheur associé au Pôle enquête, Université Savoie-Mont-Blanc.
- Cécile Blanc, Sociologue, laboratoire LLSETI, chercheuse associée au Pôle enquête, Université Savoie-Mont-Blanc.
- Amandine Le Barbier, Sociologue, Institut d'Études Politiques de Grenoble.

SOMMAIRE

I. Notice méthodologique p.7

II. Introduction générale p.8

III. Histoire et sociologie des flux migratoires sur les deux Savoie p.13

III.1. *De la révolution française jusqu'à l'annexion : une terre d'émigration pour l'essentiel* p.14

III.2 *De 1860 à 1911 : une immigration de voisinage qui prend de l'ampleur* p.19

III.3 *Les Savoyards de l'extérieur et le déclin démographique de la montagne* p.23

III.4 *La dominante piémontaise et l'invisibilité des Suisses* p.26

III.5 *L'entre-deux-guerres : Baisse démographique locale* et recours à l'immigration p.31

III.6 *Ugine et la communauté russe* p.35

III.7 *Rôle des immigrés dans l'économie des pays de Savoie* p.38

III.8 *La vie des immigrés à l'époque du développement industriel* p.41

III.9 *Des années de crise aux années de guerre* p.44

III.10 *L'immigration des trente glorieuses :une lente reprise des flux* p.51

III.11 *Des changements invisibles* p.54

III.12 *Vie et travail des immigrés dans les années 1960* p.60

III.13 *1975 : un moment charnière* p.64

III.14 *Problèmes sociaux et initiatives solidaires* p.68

III.15 *La fin du vingtième siècle : regroupements familiaux et demandeurs d'asile* p.74

III.16 *Élargissement des origines* p.77

III.17 *Présence des familles et problèmes de cohabitation* p.81

III.18 *Les premiers demandeurs d'asile* p.83

III.19 *La population immigrée à la fin du XXème siècle* p.90

III.20 *La situation aujourd'hui* p.100

IV. Conclusion partie III p.105

V. Corpus qualitatif/Entretiens p.107

V.1 L'immigration italienne

Monsieur B. (Clandestin, Fascisme, École, Entreprise, Racisme, Centre de tri de Montmélian) p.108

Madame P. (Barrages hydro-électriques, Communisme, Fascisme, Essor du tourisme, École) p.122

Messieurs (frères) C. (Bûcheronnage, Stations de ski, Tourisme, Jeux Olympiques, Tignes (station), Racisme) p.142
Monsieur et Madame D. (Usine Pechiney,Industrie électrométallurgique Tignes (barrage), Baraques, Racisme, Conditions de logement) p.161
Monsieur P. Y. D. (Usine Pechiney, Industrie du ski, Dynastar, Monde ouvrier) p.178
Monsieur P. M. (Décolletage, Association Unitalia, Centre de tri, Clandestin, Isolement, Racisme) p.192
Monsieur C. M. (Entrepreneuriat, Décolletage, Formation, Jeunesse Ouvrière Chrétienne) p.205
Monsieur Oliva (Entreprise Oliva, Guerres, Racisme, Scolarité) p.217
Monsieur M. Faïta (Centre de tri, Clandestinité, Décolletage, Professorat) p.232
Madame M. (Émigration définitive en Italie, Filière, Nationalité, Pauvreté, Racisme) p.245
Madame S. (Entrepreneuriat en oxydécoupage, Industrie textile, Nostalgie, Scierie) p.255
Madame U. (Filières, Nostalgie de l'Italie, Tourisme, Traditions) p.266
Madame T. (Migration internationale (Venezuela), Pauvreté, Représentations) p.278
Monsieur James C. (Usine de Petit-Coeur, Quartier nègre, Logement ouvrier, Sentiment d'ostracisme, Pollutions industrielles) p.288
Madame D. (Tourisme, Restauration, Cuisine italienne, Culture) p.303
Madame F. (Mémoire familiale, Accidents du travail, Famille, Action sociale italienne) p.317
Madame G. Botte (Modane, Muséobar, Dormitorio, Frontière) p.325
Monsieur X. Lett (Modane, Muséobar, Racisme, Frontière) p.329
Claudine Théolier/Muséobar (« Modane à l'heure italienne ») p.332

V.2 L'immigration espagnole
Monsieur R. (Associations, Clandestinité, Intégration, Racisme) p.337

V.3 L'immigration des Russes blancs
Monsieur Pierre K. (Mémoire familiale, Russes blancs, Saint-Gobain, Modane, Bolcheviks) p.349

V.4 L'immigration maghrébine
Monsieur Charly. M. (Associations, Intégration/Insertion, Maghreb, Cités de transit/Bidonvilles, ADDCAES) p.354
Monsieur Abdelkader. Z (Associations, Intégration/Insertion, Maghreb, Cités de transit/Bidonvilles, ADDCAES) p.364

Madame Chama. H. (Chibanis, Vieillissement, Résidences ADOMA, Maroc, ADDCAES) p.375

V.5 L'immigration syrienne
Monsieur Nasr. Al. M. (Guerre, Réfugié, Visa, Diplôme, Daech) p.394

V.6 Musée de Rumilly
Madame Bergamotte. H. (Rumilly, Industries, Musée) p.403

V.7 L'immigration comorienne
Messieurs, Trésorier et Président de l'association « Karthala des Comores) : (Association, Culture, Traditions, Transmission) p.408

V.8 L'immigration portugaise
Association « Les roses de mai » (Culture, Tradition, Intégration, Travail, Langue, Génération) p.418

V.9 L'immigration chilienne
Madame Olaya. M. (Coup d'État, Torture, Pinochet, Réfugiés, Foyers SONACOTRA) p.434
Monsieur Octavio. S. (Persécutions, CIMADE, Réfugié, Indien Mapuche) p.450

V.10 L'immigration albanaise
Madame Irma. K. (Guerre civile, Demandeurs d'asile, Langue, Religion) p.457

V.11 L'immigration cambodgienne
Association cambodgienne de Chambéry (Khmers rouges, Communisme, Solidarité, Culture) p.466

VII. Annexes statistiques partie III
Résultats principaux du recensement de 2012 p.476

VIII. Iconographie. p.

IX. Bibliographie p.

NOTICE MÉTHODOLOGIQUE

Afin de rendre compte dans ses multiples dimensions du fait migratoire en Savoie et Haute-Savoie, ce rapport articule deux principaux types d'approches ; types d'approches qu'on retrouvera dans l'organisation générale du document.

La première s'appuie sur un état des lieux socio-démographique et statistique des flux migratoires depuis 1860 jusqu'à aujourd'hui, ce à partir de l'analyse de l'ensemble des sources et documents susceptibles d'en éclairer la nature, l'ampleur, l'origine, les spécificités… Recensements, archives privées, publiques, littérature scientifique constituent les éléments principaux du corpus à l'origine du chapitre historique. Celui-ci propose au lecteur un balayage chronologique sur une période de plus de cent-cinquante ans des différentes dynamiques d'émigration et d'immigration sur les deux Savoie.

Le second type d'approche se fonde quant à lui sur une collecte directe des expériences de l'immigration chez celles et ceux qui en furent les acteurs directs, ou parfois, les témoins privilégiés. Ces entretiens approfondis (d'une durée moyenne de deux à trois heures) permettront au lecteur d'aborder en quelque sorte de l'intérieur, à partir d'un point de vue subjectif, la diversité des éléments constitutifs de l'expérience migratoire. Une trentaine de témoignages au total ont été réalisés. Ils couvrent différentes vagues migratoires.

Dans le second chapitre de ce rapport, la retranscription de chaque entretien est précédée d'une mise en contexte, ainsi que d'un index de mots clés. Comme son nom l'indique, la mise en contexte vise à dessiner le cadre sociologique, économique, historique particulier de la trajectoire présentée. L'index des mots clés favorisera le repérage des éléments saillants de chaque témoignage.

N.B. : Les personnes auprès desquelles ces entretiens ont été conduits ont tantôt été sollicitées par nos soins en fonction de leur profil migratoire, tantôt ce sont elles qui nous ont pris contact avec notre équipe suite à un appel à participation relayé dans différents organes de la presse locale.

INTRODUCTION

Avec les États-Unis ou le Canada, la France appartient aux principaux pays industrialisés dont la dynamique de population doit en grande partie à l'apport de l'immigration. À l'échelle d'un siècle, entre 1860 et 1960, d'après les statistiques fournies par le ministère de l'Intérieur[1], ce sont presque 20 millions de Français qui sont issus de l'immigration à la première, seconde ou troisième génération. En 1996 déjà, l'historien Ralph Schor écrivait que depuis 1945, 40% de l'accroissement démographique de la population française était imputable aux flux migratoires[2]. En 2002, pour l'historien Gérard Noiriel[3], deux Français sur trois avaient une ascendance étrangère en remontant aux arrières-grands-parents. Plus récemment, d'après cette fois les résultats de l'enquête « Trajectoires et origines » (TeO[4]) — conduite conjointement par l'INED et l'INSEE auprès de 22 000 répondants en France métropolitaine sur la période 2008-2009 — il s'avère que 20% des Français déclarent une *origine étrangère**, c'est-à-dire soit sont nés à l'étranger, soit sont nés d'au moins un parent lui-même né hors de l'Hexagone.

Pour rappel, en 2014, la France comptait officiellement 5,6 millions d'immigrés, soit 8,9 % de sa population totale.

---

* N.B. : En vertu de la définition de l'INSEE, distinguons bien *immigré* et *étranger*. « Un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré ».

À la lumière de ces quelques chiffres, on comprend que notre territoire national n'est pas un espace fermé sur lui-même dont l'histoire ne doit rien à la présence étrangère. Bien au contraire, depuis la deuxième moitié du XIXème siècle,

---

[1] M Tibon-Cornillon, « Le défi de l'immigration maghrébine », *Politique aujourd'hui*, mars 1984.

[2] R. Schor, *Histoire de l'immigration en France*, Armand Colin, 1996.

[3] dans « *Atlas de l'immigration en France* », Autrement, 2002.

[4] enquête TeO consultable en ligne sur le site internet de l'Institut National des Etudes Démographiques.

moment où le phénomène prit un caractère massif, notre pays constitua le lieu d'arrivée de différentes vagues successives qui s'installèrent provisoirement ou plus durablement. À propos de l'histoire migratoire en France, on distingue classiquement trois grands cycles, trois principales phases qui découlent de l'alternance de moments de forts afflux (liés à une période d'essor économique et industriel : Second Empire, années 20, 30 Glorieuses) et de périodes de stabilisation et de recul des entrées suite à des crises (1880, 1930, 1980).

Pour la première vague, les frontières furent d'abord franchies par des Européens, principalement des Italiens et des Belges (plus de 60% à eux seuls). La France de la deuxième moitié du XIXème siècle se caractérisait par une stagnation démographique, un vieillissement de sa population et un très faible dynamisme de son régime de natalité. Il fallait par conséquent envisager un recrutement de main-d'œuvre hors des frontières afin de satisfaire aux besoins grandissants de l'appareil productif. Dans de nombreux secteurs, l'Hexagone était alors à la pointe de l'innovation technologique : électro-chimie, métallurgie, aciers spéciaux, air liquide, automobile. Le développement des entreprises supposait des bras pour faire tourner les machines et cet appel trouva un écho d'autant plus favorable dans certains pays frontaliers que ceux-ci étaient alors dans un contexte d'expansion démographique, contexte souvent associé à une situation sociale et économique qui ne permettait pas à des milliers de ruraux de subvenir à leurs besoins (avec par exemple la chute des prix agricoles suite à l'unification italienne qui conduisit de très nombreux Transalpins à fuir la misère en suivant les itinéraires empruntant les cols). Globalement, il s'agissait d'une immigration plutôt masculine, au caractère pendulaire, c'est-à-dire fondée sur des mouvements de départ et de retour en fonction de la capacité des uns ou des autres à accumuler un petit pécule. On retiendra qu'à la veille du conflit, les étrangers étaient un peu plus d'un million sur 40 millions d'habitants, soit environ 3% de la population française.

C'est au lendemain de la Grande guerre que la France devint le premier pays d'immigration au monde, en chiffres relatifs, c'est-à-dire rapportés à sa population totale. Autant dire que le cycle qui débuta dans les années 1920 fut d'une ampleur considérable. Les raisons en sont multiples. La France avait été touchée plus que les autres belligérants sur le plan humain et matériel. En 1919, un accord de main-d'œuvre fut signé avec le gouvernement italien en vue de combler les pertes de guerre. Les zones septentrionales (Piémont et Lombardie) qui avaient été les grandes pourvoyeuses de travailleurs jusqu'alors furent rejointes par le Mezzogiorno, concerné à son tour par un exode massif. En 1921, les Italiens étaient 421 000 sur le sol hexagonal. Ils étaient 808 000 dix ans plus tard, soit près du double… Au cours de cette période, nous élargîmes par ailleurs l'aire de recrutement vers l'Europe de l'Est. Sur une décennie, en plus des

nationalités déjà présentes (italienne, belge et espagnole principalement), arrivèrent des centaines de milliers d'immigrants polonais qui vinrent combler le déficit bras disponibles, notamment dans les grandes exploitations agricoles de la région parisienne ou dans les mines. Pour la plupart des migrants présents, du fait des difficultés du logement, les conditions d'habitat furent souvent marquées par la misère. On vit la multiplication des taudis, des bidonvilles[5] (parfois appelés « Villages nègres ») au pourtour ou à l'intérieur des villes. Quant aux campagnes, d'innombrables exploitations reléguèrent tout simplement l'immigré avec le bétail[6]. Lors du recensement de 1931, les étrangers étaient 2,9 millions sur 41,8 millions d'habitants (soit 7% de la population française), parmi lesquels 808.000 Italiens, 508.000 Polonais, 352.000 Espagnols[7], 250.000 Belges…

Après la Seconde guerre mondiale, les « Trente Glorieuses » ouvrirent une troisième phase au cours de laquelle le patronat et l'État eurent massivement recours aux travailleurs issus de l'ancien empire colonial en Afrique du Nord (ceux des pays du Maghreb, c'est-à-dire l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). La fin de la guerre d'Algérie amena plus d'un million de Pieds-noirs, colons d'origine européenne, mais aussi juifs séfarades (natifs d'Afrique du Nord) et de *Harkis* (musulmans demeurés fidèles à la France). La péninsule ibérique fournit également son lot de migrants. Entre 1958 et le milieu des années 70, les Portugais passèrent de 20 000 à 750 000. Dès les années 1960, débuta l'immigration turque en provenance d'Anatolie suite au coup d'état mené par un groupe d'officiers contre le Parti démocrate. Décidée par le gouvernement français, la fermeture officielle des frontières en 1974 n'entraîna pas la fin des mouvements migratoires. Ceux-ci se poursuivirent en partie au titre de la politique du regroupement familial. Du milieu des années 1970 au milieu des années 1980, d'autres migrations apparurent : l'Asie du Sud-Est, avec notamment l'exil des *Boat-people* indochinois, cambodgiens, vietnamiens, laotiens fuyant les les Khmers rouges ; les années 1990-2000 virent augmenter le nombre de migrants des pays de l'Afrique subsaharienne (l'Insee et l'INED en dénombraient 570 000 en 2006).

On l'aura compris, pour aussi superficiel et incomplet que puisse être ce survol, il invite à prendre la mesure d'un phénomène qui, au cours des deux derniers

---

[5] De nombreux témoignages confirment l'extension de cet habitat précaire. Des voix d'indignation s'élèvent dont on retrouve des traces dans la presse d'époque.

[6] Une revue d'économie écrivait en 1924 : « Trop nombreuses sont encore les exploitations où l'ouvrier fait partie du cheptel vif, où le travailleur couche à l'écurie sur une mauvaise paillasse ». Cf R. Schor, op. cité, p86.

[7] La guerre d'Espagne de 1937 généra par la suite, comme on le sait, un exil important lors de la Retirada. Un demi-million de malheureux franchissent en février 1939 les cols pyrénéens enneigés. La plupart seront cantonnés dans des camps de concentration construits à la hâte, surtout dans les Pyrénées-Orientales.

siècles, aura profondément métamorphosé le visage de la nation sur le plan démographique, sociologique, économique, urbanistique. Car comme le soulignait à cet égard François Héran[8], la migration nette depuis 1946 équivaut dans notre pays à l'effet du baby-boom ou à celui de l'allongement de la vie…

*

* *

Faire l'histoire de l'immigration dans les pays de Savoie revient à traiter les données de deux départements Savoie et Haute-Savoie qui sont concernés par ce thème de manière assez inégale, le premier ayant toujours été beaucoup moins touché que le second par les flux migratoires et ayant une proportion presque deux fois moindre d'étrangers dans sa population globale. Toutefois ces deux départements présentent sous l'angle de l'histoire des flux migratoires un certain nombre de points communs qui font leur originalité par rapport au reste de la France. Avant d'être des terres d'accueil ils ont été des terres de départ et c'est en partie le déficit de population causé par ces départs qui a entraîné le recours à l'immigration quand la situation économique a commencé à changer. Ensuite la proximité géographique de la Suisse et de l'Italie, pays fortement touchés par l'émigration, jusqu'au début du XXème siècle pour le premier et jusqu'aux années 1960 pour le second a fait que les ressortissants de ces États ont toujours été fortement surreprésentés par rapport à la moyenne nationale. Enfin, la diversité des atouts dont dispose aujourd'hui les pays de Savoie sur le plan économique y attire de façon constante des flux de population représentant un très large éventail de catégories sociales et de zones d'origine, depuis les cadres hautement qualifiés originaires des plus riches pays européens jusqu'aux migrants fuyant la pauvreté ou la violence qui touchent certains pays d'Afrique ou d'Asie. Les statuts administratifs sont tout aussi diversifiés que les cultures représentées : frontaliers, saisonniers, travailleurs permanents, conjoints et enfants de Français, demandeurs d'asile et réfugiés. Les rapports des uns et des autres aux sociétés locales sont bien sûr de nature différente et l'analyse de l'évolution de ces rapports sur une longue période reflète les transformations de l'appréhension de l'étranger chez les nationaux et la place que les migrants prennent peu à peu dans la vie et la culture savoyardes.

Le présent texte vise à décrire le processus d'immigration étrangère en Savoie après le rattachement à la France de cette région jusqu'à l'époque actuelle, en identifiant les moments charnières de cette histoire, les continuités et les ruptures

---

[8] Directeur de recherche à l'Institut National d'Etudes Démographiques, dans « La société française a-t-elle besoin de l'apport démographique des migrations ? », *Migrations et mutations de la société française; L'État des savoirs*. Sous la dir. de M. Poinsot et S. Weber, La Découverte, Paris, 2014. p.282.

afin de donner une idée aussi précise que possible du cadre dans lequel seront analysés ensuite divers vécus de la migration et de l'intégration à travers les témoignages recueillis en parallèle. Il se présente sous l'aspect d'un rapport de recherche assez «classique» recourant à l'analyse statistique et aux données de caractère macro sociologique sur l'immigration dans les pays de Savoie sur plus d'un siècle et demi, s'efforçant de mettre en lien l'évolution des flux migratoires et du devenir des immigrés dans la société savoyarde avec les grands changements économiques, démographiques, sociaux et culturels qui affectent cette société, avec en arrière-plan un regard comparatif sur la situation de la France dans son ensemble afin de mieux faire ressortir l'originalité locale.

Nous garderons aussi l'orientation qui a présidé à la création en 2007 de la cité nationale pour l'histoire de l'immigration à savoir considérer l'histoire de l'immigration comme partie intégrante de l'histoire de France. Dans cette logique, nous nous efforcerons de faire le lien entre les évènements qui ont rythmé l'histoire des pays de Savoie depuis leur intégration à la France et les évènements qui ont marqué par ailleurs l'histoire de l'immigration dans cette région. Nous reprendrons aussi le découpage historique qui a été utilisé dans l'ensemble des recherches réalisées dans le cadre du programme : histoire et mémoires de l'immigration en régions lancé en 2008 par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances : première moitié du XIXème siècle, de 1860 à 1914, entre-deux guerres, années 1950 à 1975, 1976 à 1999 et début des années 2000. Nous nous appuierons sur les données des divers recensements exploitables, sur les quelques travaux qui ont pu être consacrés à telle ou telle de ces périodes et nous tenterons de les illustrer quand ce sera possible par des extraits des témoignages recueillis en parallèle auprès des divers acteurs impliqués dans la migration. Les réalités locales particulièrement emblématiques de tel ou tel aspect de l'immigration en Savoie seront mentionnées dans ce texte mais seront développées plus en détails dans les deuxième et troisième parties de cette étude.

HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DES FLUX MIGRATOIRES SUR LES DEUX SAVOIE

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'À L'ANNEXION : UNE TERRE D'ÉMIGRATION POUR L'ESSENTIEL

Il ne s'agit pas ici de développer une histoire de l'émigration des Savoyards à l'extérieur de leur région mais d'identifier certains facteurs qui ont pu créer un lien entre émigration et immigration : déficit de main-d'œuvre due aux départs des locaux et comblés par l'appel à une population extérieure, présence savoyarde dans des pays d'où sont venus ultérieurement des migrants, expérience de la migration vécue par les Savoyards eux-mêmes et susceptibles de jouer sur la perception des immigrés et de favoriser certaines représentations etc..

Comme toutes les régions de montagne en Europe, la Savoie a connu au cours des XVIIème et XVIIIème siècles ces «remues d'hommes» analysées par Abel Poitrineau[9]. La nécessité de mener des activités saisonnières pour compléter les ressources très limitées tirées de l'agriculture a conduit les paysans savoyards à se déplacer au moins temporairement à l'intérieur de leur pays ou sur ses marges. La situation politique historiquement confuse de la Savoie, sa position géographique près des frontières ont contribué à amplifier un phénomène propre à toutes les zones montagneuses pauvres. Le phénomène de départ s'est accru au cours du XIXème siècle. Rattachée à la république française à partir de 1792 puis au premier empire, la Savoie a connu la conscription dans les armées de la révolution puis dans les armées napoléoniennes. Un moyen de résister à cet enrôlement forcé était le mariage précoce des jeunes gens qui faisait rapidement d'eux des chargés de familles que l'on enrôlait qu'exceptionnellement. De ce fait, la période de fécondité pour les couples s'allongeait et une forte croissance démographique était perceptible quelques années plus tard avec une population jeune et dynamique qui se trouvait dans l'impossibilité de trouver sur place assez d'emplois à occuper.

Entre 1838 et 1848 la population du duché atteint 583000 habitants un sommet qu'elle ne retrouvera que dans la seconde moitié du XXème siècle. Cet excédent démographique ne pouvait être régulé que par l'émigration vers des zones plus industrialisées. C'est au cours de cette période que les départs ont été les plus nombreux de l'ordre de 30000 par an[10].

Cette importance des départs s'explique à la fois par des raisons propres à la situation du duché de Savoie et par des facteurs propres aux pays vers lesquels

---

[9] A.Poitrineau, *Remues d'hommes .Les migrations montagnardes en France aux XVII et XVIII siècles en France,* Paris, Aubier, 1983.

[10] J. Depoisier, Etude statistique sur les émigrations de la Savoie depuis 1783jusqu'en 1847, *L'investigateur, Journal de l'Institut historique, T VIII, février 1858.*

les migrants pouvaient le plus facilement se diriger. D'un côté le surpeuplement relatif des zones rurales savoisiennes[11] dans le cadre d'une économie d'autosubsistance frugale appelle un recours à l'émigration des gens les plus mobiles, d'abord les jeunes hommes en quête de gains financiers leur permettant de payer l'impôt et d'acheter à leurs familles les biens de consommation indispensable. D'un autre côté, la France voit à partir de 1830 son économie s'industrialiser, ce qui crée d'importants besoins en main-d'œuvre qui ne peuvent être entièrement satisfaits par les populations locales. C'est le début de l'immigration dite de voisinage qui se prolongera jusqu'au milieu du XXème siècle.

En 1840, on pouvait estimer le nombre de Savoisiens vivant en France à près de 100000 soit 18% de la population du Duché. Paris devient la principale ville savoisienne avec 42000 ressortissants en 1860 à la veille de l'annexion. À l'époque, Chambéry ne compte que 19000 habitants et Annecy, 10000[12]. L'éventail des métiers exercés par les émigrés de Savoie est très large. Les célèbres petits ramoneurs, emblématiques de la condition misérable des migrants venus des montagnes, sont en fait très peu nombreux, environ 400 en 1838 contre 5000 journaliers, 2000 ouvriers de fabrique, 1000 apprentis ouvriers, 2000 décrotteurs, 1000 crocheteurs, 400 porteurs d'eau…

On trouve aussi des gens plus qualifiés : 500 cochers de fiacre, 1000 commissionnaires et coursiers, 300 instituteurs et répétiteurs, 100 teneurs de livres et caissiers[13]. À dominante prolétaire malgré une petite frange assez qualifiée, cette émigration diffère de l'émigration savoisienne des XVIIe et XVIIIe siècles, composée de saisonniers agricoles et de colporteurs itinérants traversant les campagnes d'Europe avant de revenir au village. Les villes et avant tout Paris sont le lieu principal d'installation d'une population qui tend à s'y sédentariser et à y faire souche au fil du temps même si le lien avec le pays d'origine parvient à se maintenir pendant une ou deux générations. Les conditions de vie à Paris s'améliorent. Vivant au départ dans des meublés ou des chambrées où ils s'entassent entre originaires des mêmes villages, les émigrés sortent peu à peu de la condition prolétarienne pour accéder à des emplois plus qualifiés et devenir

---

[11] Pour des raisons purement pratiques nous utiliserons le terme de savoisien pour désigner les habitants du Duché de Savoie au temps de son rattachement au Royaume de Piémont-Sardaigne et le terme de savoyard pour désigner les habitants des deux départements rattachés à la France.

[12] Paul Guichonnet, Politique et émigration savoyarde à l'époque des nationalités (1848-1860), *Hommes et migrations,* n 1166, juin 1993.

[13] Tous ces chiffres proviennent de statistiques établies en 1838 à partir des passeports délivrés aux ressortissants savoisiens en France, voir P. Guichonnet, op cit.

autonomes à travers l'accès au petit commerce. Alors qu'au début du XIXème siècle le mot savoyard est associé aux fumistes, badigeonneurs et autres ramoneurs et prend familièrement le sens de rustre, sale et sans éducation[14], en 1834, on parle de la communauté savoisienne de Paris comme d'une «aristocratie de l'émigration[15]».

Ces «expatriés» en situation de réussite joueront un rôle important dans le succès du plébiscite de 1861, se faisant les avocats du rattachement de la Savoie à la France, pays où ils gagnaient leur vie et dont ils avaient acquis la culture avant même d'en devenir citoyens. Le Second Empire n'hésitera pas à se servir de cette « Savoie de l'extérieur » pour influencer le vote en faveur de l'annexion. En 1860, des commerçants établis à Paris sont envoyés dans leur village d'origine aux frais du gouvernement pour exhorter leurs compatriotes à ratifier la réunion de la Savoie à la France tandis que la plupart des émigrés en font autant dans leur correspondance, ce qui explique le succès massif du oui.16
Le rattachement n'empêchera pas la poursuite de l'émigration qui s'amplifie en direction de Paris, de Lyon ou de Genève tout en découvrant de nouveaux horizons plus lointains.

Une émigration avait commencé à partir de 1852 vers l'Argentine via l'Uruguay car à l'époque Montevideo était un port beaucoup plus actif que Buenos-Aires. Les gouvernements de ces pays cherchaient à peupler leurs immenses espaces ruraux en attribuant gratuitement des terres à des familles, de préférence latines et catholiques. Un certain nombre d'intermédiaires ont joué un rôle important dans le recrutement des candidats. L'agence Beck, installée à Bâle se chargea de recruter dans les cantons catholiques de Suisse et en Savoie. Les volontaires étaient envoyés depuis Bâle au Havre par le train d'où ils prenaient le bateau. Le consul général Dunoyer représentant de l'état sarde à Buenos Aires fut à l'origine du départ de plus de 300 personnes originaires du Genevoix en 1854. Son frère Charles installé comme architecte à Chambéry était son principal relai en Savoie et poursuivit les recrutements après l'annexion.

Les Savoyards n'ont pas été les seuls à émigrer vers l'Argentine. Les Basques, les Béarnais et les Rouergats, autres populations originaires des montagnes ont été nombreux à partir. Au total près de 220000 Français sont partis mais près de 120000 sont revenus au bout de quelques années. Il n'en reste pas moins

---

[14] G. Chevalier, « Savoyard, l'évolution sémantique du terme » *Revue savoisienne,* 1978-1979, pp 61-73.

[15] Léon Faucher, « Statistique morale. La colonie des Savoyards à Paris » *Revue des deux mondes,* novembre 1834, p315.

[16] P. Guichonnet, *Histoire de l'annexion de la Savoie à la France,* Horvath, 1984.

qu'aujourd'hui c'est en Argentine que l'on trouve les communautés savoyardes les plus organisées et qui sont constituées par les descendants des émigrants de la deuxième partie du 19ème siècle. Dans les années 1980, les liens ont été reconstitués avec les cousins restés en Savoie. Des échanges ont été organisés, une association Savoie-Argentine a été créée et, avec l'aide des départements, elle a financé la construction de deux centres dans la province d'Entre Rios, pour l'apprentissage de la langue française. Dans d'autres régions où, moins nombreux, ils sont souvent fondus dans la communauté francophone, ils se regroupent autour des consulats ou des bureaux de l'Alliance française (Maroc, Mexique, Uruguay, Canada, USA, Afrique du Sud….). Ces migrants peuvent être des atouts pour l'économie savoyarde, si bien que la CCI de Chambéry a entrepris de les recenser pour leur proposer de faire la promotion des produits et du savoir-faire savoyards.

Il faut accorder aussi une attention particulière à l'émigration des Savoyards en Algérie. Avant l'annexion, la Compagnie genevoise de Sétif avait envoyé près de 400 Savoisiens en Algérie. Après 1860 le mouvement migratoire s'étendra et se poursuivra jusqu'au milieu du XXème siècle. Le décret du 15 juillet 1874 qui attribue des concessions gratuites aux familles françaises laborieuses sera la principale cause de cette émigration qui a touché en particulier la vallée d'Aulps et la vallée de Thônes[17].

Dans un texte paru en 1960, le chanoine Déchavassine recensait précisément 96 familles originaires de différentes localités savoyardes établies dans dix-huit communes et centres de colonisation en Algérie18. Plusieurs de ces localités étaient situées dans la région de Sétif : Aïn Abessa, Ampère, Bordj Bou Arreridji, Colbert, Faucigny, La Fayette, Saint-Arnaud… On trouve aussi en moindre nombre certaines familles savoyardes implantées près de Rélizane, dans l'Oranais, en particulier à Montgolfier et à Uzès le Duc.

Aujourd'hui beaucoup d'immigrés originaires d'Algérie installés en Savoie sont originaires de la région de Sétif. L'immigration algérienne dans les deux départements savoyards ayant commencé dans les années 1950 et s'étant développée après 1962, on peut faire l'hypothèse qu'un certain nombre de migrants ont suivi leurs employeurs repliés en Savoie à la suite de l'indépendance algérienne. Certaines personnalités de l'Algérie française d'origine savoyarde se sont installées la région de leurs ancêtres après

17 Henriette Andarelli « L'émigration vers l'Algérie des habitants de la vallée de Thônes de 1830 à 1962. » *Revue des Amis du Val de Thônes*, n°16, pp 129-136.

18 M.Déchavassine, 1960, « La Savoie émigrante et missionnaire », Le Globe. *Revue genevoise de géographie*, tome 100, pp 393-433.

l'indépendance. C'est le cade Paul-Dominique Benquet-Crevaux né en 1918 à Serarda dans la Constantinois et mort en 2005 à Chambéry qui fut maire de Philippeville de 1953 à 1957. Engagé en faveur de l'Algérie française il est possible qu'il ait été à l'origine du repli sur la Savoie d'un certain nombre d'ex-harkis fuyant la répression après l'indépendance.

Le lien entre émigration et immigration se retrouve aussi dans d'autres cas. Sur le plan des migrations internes, on a pu noter que les arrivées en Savoie de nombreux Alsaciens et Mosellans après 1870 font suite à une ancienne implantation de colporteurs savoisiens à Cernay, Sélestat, Kaysersberg et Turckheim[19].

L'augmentation des départs après les quelques années de stabilisation qui ont suivi le rattachement inquiète les nouvelles autorités préfectorales. En 1873 la Commission Départementale alerte le Préfet sur l'importance prise par l'émigration lointaine. Certaines communes se vident de 30 à 40% de leur population. Ceux qui partent n'envisagent pas toujours de retour et vendent leurs biens ancestraux, ce qui explique que l'on retrouve dès la seconde moitié du XIXème siècle des étrangers, surtout suisses et italiens qui sont enregistrés comme propriétaires exploitants agricoles et non pas fermiers ou métayers comme c'est le cas dans la plupart des autres régions.

Cette arrivée d'étrangers du voisinage immédiat dans la seconde moitié du XIXème siècle n'enraye pas le déclin démographique des deux départements qui se poursuit jusqu'au recensement de 1921 où l'on descend au seuil le plus bas depuis l'existence des statistiques publiques avec une population de 460702 habitants (225034 pour la Savoie et 235668 pour la Haute-Savoie). Cela représente une diminution de 122298 habitants par rapport à la situation du Duché de Savoie en 1848, soit – 20,9%. Il est vrai que ce recensement est le premier à être réalisé après la Première guerre mondiale et que les pertes humaines occasionnées par le conflit ont accentué la tendance à la baisse liée au solde migratoire. Il n'en reste pas moins que les deux départements ont connu un solde migratoire négatif depuis le milieu du XIXème siècle malgré les transformations qui s'opèrent au niveau de leur économie et l'attraction qu'ils commencent à exercer sur les pays voisins ou sur le reste de la France. Il faudra plusieurs décennies pour que le solde migratoire redevienne positif et que la vocation de terre d'accueil des pays de Savoie se substitue à leur image de terre de départ.

---

[19] *Les Savoyards dans le monde: recherches sur l'émigration* : actes du colloque d'Annecy, 13 et 14 décembre 1991, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, 1992 - 381 pages.

DE 1860 À 1911 : UNE IMMIGRATION DE VOISINAGE QUI PREND DE L'AMPLEUR

Le recensement de 1861 est le premier à être réalisé après l'annexion. Il donne donc une photographie assez fidèle de ce qu'est la Savoie au tout début de son appartenance à la France. Le département de Savoie compte alors 275 039 habitants et celui de Haute-Savoie 267 496 alors que la France compte 37 386 313 habitants. Les deux départements totalisent donc 542 535 habitants soit plus de 40000 habitants de moins, (– 7%) que le Duché en 1848 avant l'accélération des migrations. La région est encore essentiellement rurale. Dans chacun des deux départements, seules 75 communes ont entre 1000 et 5000 habitants et une seule commune en Haute-Savoie dépasse les 10000 habitants. 78 294 personnes habitent des communes de moins de 500 habitants et 188 051 personnes des communes de 500 à 1000 habitants. La population urbaine totale est de 31478 personnes pour la Savoie et de 20263 pour la Haute-Savoie, soit respectivement 11,44% et 7,5% de la population totale. En ce qui concerne la population rurale, elle est proportionnellement parmi les plus élevées que l'on trouve sur l'ensemble des départements français. Avec 92,42% de ruraux, la Haute-Savoie est alors le département le plus rural de France devant la Creuse. La Savoie, avec 88,56% se classe dans les dix départements les plus ruraux. Les deux départements attirent peu. Les Français d'origine nés dans un autre département qui sont recensés en 1861 ne sont que 11769 en Savoie et 4192 en Haute-Savoie, soit 4,27% et 1,56% de la population. Il est vrai que nous ne sommes qu'un an après le rattachement et que cela fausse l'appréciation de l'attractivité de la région mais peu de départements enregistrent une aussi faible immigration interne. Seules la Corse et la Lozère sont en dessous de la Haute-Savoie.

Pour ce qui est de l'immigration étrangère, les deux Savoie sont faiblement concernées mais enregistrent tout de même des chiffres plus élevés que la plupart des départements ruraux. On compte 113 étrangers naturalisés français en Savoie et 51 en Haute-Savoie. Pour ce qui est des étrangers on enregistre les chiffres suivants :

Tableau I : Les étrangers dans les deux Savoie en 1861

	Anglais	Américains	Allemands	Belges	Espagnols	Italiens	Polonais	Suisses	Autres	Total	%
Savoie	16	9	106	15	7	1583	5	159	5	1905	06
Haute Savoie	8	4	114	12	6	623	8	1002	7	1777	06
Total	24	13	120	27	13	2161	13	1161	12	3682	06

Les effectifs sont faibles et les proportions par rapport à la population totale se situent à un peu plus de 0,6% contre près de 1,35% au niveau de la France entière qui compte alors 506381 étrangers. Toutefois, on constate qu'un an à peine après le rattachement, les principales caractéristiques qui vont marquer pendant longtemps l'immigration dans les deux Savoie sont déjà bien affirmées. La dominante italienne en Savoie et la dominante suisse en Haute-Savoie sont déjà bien visibles. Les Italiens représentent 83% de l'immigration dans le premier département et les Suisses 56% de l'immigration dans le second. Les deux nationalités ensemble représentent 90,2% de l'immigration sur l'ensemble de la région. Au niveau national ce sont les Belges qui forment de loin la plus importante communauté avec 204 000 ressortissants devant les Allemands, les Italiens n'arrivant alors qu'en troisième position et les Suisses en quatrième position. Cette originalité de l'immigration en Savoie va se maintenir au fil des recensements suivants comme le montrent les tableaux ci-après.

Tableau 2 : Principaux résultats du recensement de 1866

	Population totale	Français nés dans un autre département	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	271 663	9650	155	2411	187	162	2760	1,01
Haute-Savoie	273 768	7131	100	1476	1752	437	3665	1,33
Total 2 Savoie	545 431	16781	255	3887	1939	599	6425	1,17
France	38 067 064	4 388 505	16 286	99 624	42 270	513 342	655 236	1,72

Cinq ans plus tard les choses ont légèrement changées. La Savoie a vu sa population totale diminuer de 3376 habitants tandis que la Haute-Savoie a vu la sienne augmenter de 6272. Ce dernier département commence à s'affirmer comme plus attractif, attirant à la fois plus de Français nés ailleurs et plus d'étrangers. La proportion de la population étrangère augmente et se rapproche de ce qu'elle est au niveau national.

Tableau 3 : Principaux résultats du recensement de 1872

	Population totale	Français nés dans un autre département	Alsaciens Lorrains ayant opté	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	267958	14463	230	198	3689	381	365	4435	1,65
Haute-Savoie	273027	11234	97	302	1730	2350	458	4538	1,66
Total 2 Savoie	540 985	25687	327	500	5419	2731	803	8973	1,65
France	36 102921	4543764	126243	15303	112579	42834	585255	740668	2,05

Les conséquences de la guerre de 1870 sont lisibles dans ce recensement. La France voit sa population totale diminuer du fait de l'annexion des deux départements alsaciens et de la Moselle par l'empire allemand mais aussi sans doute du fait des pertes dues à la guerre. Les deux départements savoyards voient aussi leur population diminuer même si c'est dans des proportions bien moindres. Les migrations internes augmentent sensiblement et l'immigration étrangère fait de même toujours avec les deux mêmes nationalités dominantes. On note aussi une augmentation sensible des naturalisés, ce qui indique une tendance à l'installation. Enfin, une nouvelle catégorie de migrants apparaît, celle des Alsaciens et Lorrains ayant opté pour la nationalité française et qui sont au niveau national deux fois plus nombreux que ceux qui ont accepté de devenir allemands et qui se retrouvent désormais recensés parmi les étrangers. Leur nombre dans les deux Savoie est assez faible par rapport à ce qu'il est dans les départements du nord-est mais il atteste d'une ancienneté des relations entre la Savoie et l'Alsace à l'époque du colportage.

Tableau 4 : Principaux résultats du recensement de 1881

	Population totale	Français nés dans un autre département	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	266438	7626	309	6246	308	199	6753	2,53
Haute-Savoie	274087	4753	315	2695	2808	332	5835	2,12
Total 2 Savoie	540 525	12379	624	8941	3116	531	12588	2,32
France	37 405290	2 877518	77046	240 733	66281	694076	1 001090	2,67

Tableau 5 : Principaux résultats du recensement de 1891

	Population totale	Français nés dans un autre département	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	261550	21259	375	8695	453	313	9461	3,6
Haute-Savoie	265090	12432	283	3659	3705	390	7754	2,9
Total 2 Savoie	526640	33691	658	12354	4158	703	17215	3,25
France	38133385	6300198	170704	286042	83117	761052	1130211	2,9

LES SAVOYARDS DE L'EXTÉRIEUR ET LE DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE DE LA MONTAGNE

Ce recensement indique les départements d'origine des habitants de l'ensemble des départements français, ce qui permet d'avoir une idée du nombre de Savoyards d'origine vivant en dehors de la Savoie. Ainsi, on trouve sur l'ensemble de la France 296146 originaires de Savoie et 288499 originaires de Haute-Savoie dont 66227 et 45442 vivent dans un autre département que leur département de naissance. Les contingents les plus importants se trouvent dans le département de la Seine (19446 et 15538), le Rhône (13293 et 7835), l'Isère (9830 et 2054) et l'Ain (4595 et 4621).

Quant aux Français recensés en Savoie et nés dans un autre département ils viennent aussi pour beaucoup de la Seine (1744 et 1402), du Rhône (2661 et 1113) et des départements limitrophes: Isère (3657 et 715), Ain (884 et 893). On peut faire l'hypothèse que les originaires de la Seine et du Rhône sont des Savoyards d'origine de retour au pays après une vie active passée dans ces deux grands pôles de l'émigration savoisienne. Quant aux originaires des départements limitrophes, leur présence en Savoie s'explique avant tout par la proximité.

Il y a peu de résidents savoyards nés en Algérie et dans les autres colonies (105 pour les deux départements) mais un nombre significatif de Français nés à l'étranger : 790 en Savoie et 1786 en Haute-Savoie. Ce sont probablement des descendants d'émigrants de retour d'un pays d'Europe ou d'Amérique, ce qui atteste du caractère encore fragile et très temporaire de cette émigration. Quant à la population étrangère, elle est toujours à large dominante italienne (71,7%) et suisse (24%). Elle n'a cessé de progresser d'un recensement à l'autre et en 1891 sa proportion au niveau des deux départements dépasse ce qu'elle est au niveau national.

Que font ces étrangers et comment vivent-ils ? Les chiffres indiquent une proportion de plus en plus forte de personnes vivant en famille. Le nombre de femmes chez les Italiens est de 3902 soit 31,5% et chez les Suisses, il est de 1797, soit 43,2%. La proportion de femmes plus élevée chez les Suisses s'explique par le fait que beaucoup de femmes suisses occupent des emplois de services, en particulier dans l'hôtellerie. Les activités des étrangers restent avant tout liées à l'agriculture et à l'industrie. Afin d'arriver à des données plus précises, nous avons consulté aux archives départementales les fiches d'enquête réalisées dans la perspective du recensement de 1891. Malgré les incertitudes liées à l'effacement de certaines données sur ces feuilles remplies à la main,

nous pouvons faire un certain nombre de constats à partir d'entités plus petites que le département. Si l'on prend en considération l'arrondissement de Thonon les Bains qui est un des plus concerné par la présence étrangère.

On y trouve 1844 étrangers dont 1103 hommes et 741 femmes. Le nombre d'enfants de moins de 15ans est de 601, ce qui indique une présence familiale déjà bien affirmée. 679 personnes vivent de l'agriculture, 619 de l'industrie, 269 du bâtiment, 219 du commerce, 43 personnes vivent d'une activité libérale et 16 d'une activité artisanale ou artistique. Parmi les familles vivant de l'agriculture on trouve une majorité de propriétaires exploitant.

Cela confirme que l'immigration étrangère joue un rôle de remplacement des Savoyards qui ont émigré ailleurs. Cette arrivée des migrants compense en partie les pertes démographiques dues à un solde migratoire qui reste négatif du fait de l'excédent des départs sur les arrivées. Mais cela n'empêche pas la population totale de la région de diminuer d'un recensement à l'autre.

Entre 1861 et 1866, la population totale de la région passe de 542 535 habitants à 545 431, (+ 0,53%). Cette hausse est faible mais elle indique que dans un premier temps, le rattachement est bénéfique et se traduit par l'arrivée d'un certain nombre de fonctionnaires et d'autres acteurs économiques. Mais l'embellie démographique est de courte durée. Entre 1866 et 1872 la région perd 4446 habitants (0,81%) puis elle stagne entre 1872 et 1881 (- 0,8%) avant de connaître une nouvelle baisse entre 1881 et 1891 (- 2,56%). Cette dernière baisse est contemporaine des départs pour les Amériques et l'Algérie qui accentuent le phénomène de baisse tendancielle de la population dans une région de montagne qui n'a pas encore vu se transformer son économie.

Dans le même temps, la population immigrée étrangère augmente régulièrement : + 74% de 1861 à 1866, + 39,6% de 1866 à 1872, + 40,2% entre 1872 et 1881 et + 44,7% entre 1881 et 1891. Les effectifs étrangers restent faibles mais leur augmentation constante parallèle à la diminution de la population totale est symptomatique du lien entre l'émigration des Savoyards à l'extérieur et l'immigration étrangère en Savoie. Les recensements suivants confirment ces tendances à l'augmentation de l'immigration dans une dynamique de baisse démographique sans compensation des départs par les arrivées.

Le premier recensement du XXème siècle, celui de 1901 fait ressortir que les deux départements savoyards ont perdu respectivement 11657 et 10284 habitants depuis 1881. Le solde migratoire est toujours négatif. L'excédent de l'émigration sur l'immigration est de 6487 et 4464 soit des taux d'émigration de

25 et 16,8 pour 1000. C'est surtout la population rurale qui a diminué du fait de l'émigration avec – 29,6 pour 1000 en Savoie et – 60,2 pour 1000 en Haute-Savoie. Dans ce dernier département la perte due à l'exode rural est compensée en partie par une croissance de la population urbaine qui a gagné 10153 habitants en 1901 tandis que la population urbaine en Savoie n'augmentait pratiquement pas. La population rurale est toujours proportionnellement très élevée : 84,5% en Savoie et 87, 33% en Haute-Savoie qui n'est toutefois plus le département le plus rural de France comme en 1861, dépassée à ce niveau par les Landes et les Côtes du Nord. Malgré les départs, la population rurale reste donc relativement dynamique avec un excès des naissances sur les décès de 1777 et 2505. Logiquement, la population active est surtout employée dans l'agriculture avec 25541 et 21741 exploitants chefs d'établissement et 19365 et 21807 ouvriers agricoles. L'industrie occupe toutefois un nombre croissant de personnes, sans qu'il soit toujours facile de faire la part entre activité agricole et activité artisanale. L'exemple de la production de tabac dans la région de Rumilly est caractéristique de la mixité des deux secteurs. Les agriculteurs sont incités à produire du tabac qui leur est acheté systématiquement par la manufacture locale qui emploie en outre certains d'entre eux pour les travaux de séchage des feuilles. On a un type de développement industriel en milieu rural sans forte concentration de main-d'œuvre ouvrière qui évoque l'industrie de la soie à Lyon quelques décennies plus tôt.

Il semble que la population locale ne suffise pas à éponger les besoins de ces nouvelles activités. En effet, la population étrangère continue sa progression avec 9960 personnes recensées en Savoie et 10268 en Haute-Savoie, soit respectivement 3,91% et 3,89% alors qu'au niveau national les étrangers représentent 2,6% de la population totale. Une proportion importante de ces étrangers est née en France : 1867 et 2279, soit 18,7% et 22,9% du total. C'est là le signe d'une immigration familiale significative. Le nombre de naturalisés a été multiplié par plus de 3 depuis 1891, ce qui traduit une tendance à l'installation.

On constate la prééminence des Italiens (8950 et 5006) devant les Suisse (387 et 3911) qui représentent toujours à eux deux plus de 92% de la population étrangère mais les Suisses sont en diminution ; En Haute-Savoie, ils sont nettement dépassés par les Italiens. La proportion de femmes n'a pas beaucoup progressé depuis vingt ans : 36% chez les Italiens et 44,6% chez les Suisses.

LA DOMINANTE PIÉMONTAISE ET L'INVISIBILITÉ DES SUISSES

On dispose partiellement d'informations qualitatives sur l'immigration de cette époque. Elle a tous les caractères de l'immigration de voisinage qui pour reprendre l'expression d'Antoine Prost n'est « qu'un exode rural qui franchit une frontière[20] ». Du fait de la proximité géographique et des liens historiques et culturels, ce sont les Piémontais qui forment l'essentiel des immigrés italiens en Savoie des années 1860 à la veille du premier conflit mondial. Ils viennent surtout du Biellais, du Canavais, du Val de Lanzo, du Val de Suse et du Val d'Aoste. Il est difficile de savoir si toutes les personnes recensées s'installent en Savoie ou ne font que transiter par cette région frontalière pour aller vers des centres industriels plus développés. Il est certain qu'à la même époque, on trouve de fortes communautés piémontaises à Lyon et à Saint-Etienne. Ceux qui se fixent en Savoie sont minoritaires par rapport à la masse de ceux qui se dirigent vers la Provence et la Côte d'Azur ou dans les grandes villes de Rhône-Alpes. Il est paradoxalement plus facile pour un Piémontais de se rendre en Savoie après le rattachement qu'à l'époque de la Royauté Sarde. Après 1871, la IIIe République vote des lois très libérales sur la circulation des travailleurs alors qu'à l'intérieur du Royaume sarde, les déplacements de main-d'œuvre étaient très contrôlés. Le voyage se fait à pieds par les cols alpins selon des trajectoires pratiquées dès le moyen âge. Il n'est pas sans danger surtout l'hiver, comme l'attestent un certain nombre de témoignages transmis par les ascendants des Français d'origine italienne engagés dans le recueil de l'histoire de leurs familles (voir en particulier l'histoire de Jena Baptiste Fantini, parti en 1877 de son village de Boletto au Piémont et enseveli par une tempête de neige qui ne dut son salut qu'à l'intervention des moines de l'hospice du Grand Saint Bernard, récit transmis par son arrière petit fils Joseph Mino[21]).

Ce genre de risques n'empêche pas les flux de s'intensifier jusqu'au début du XXème siècle ; En 1913, on enregistre 78663 départs depuis le Piémont dont 70% à destination de la France[22]. Pour braver les dangers de la montagne, il faut être poussé par la misère et c'est le cas pour de nombreux habitants des montagnes piémontaises. À partir de 1880, l'agriculture italienne connaît une crise importante. Les prix chutent et les paysans connaissent de véritables disettes, se nourrissant essentiellement de polenta et de pain. Pour les

---

[20] A.Prost, « L'immigration en France depuis cent ans », *Esprit,* avril 1986, p 534

[21] J.Mino, *Les carnets de Rose T, 1882-1962 Mémée Rose raconte ,* 2001, La fontaine de Siloé

[22] F. Forray, A.Caprioglio, M. Poët, *Le cœur à l'ouvrage, l'émigration piémontaise en Savoie,* 2004, La fontaine de Siloé

Piémontais la France si proche et que l'on imagine si riche jouera le même rôle que l'Amérique dans d'autres régions de la péninsule.

Certains ont déjà vécu des migrations saisonnières ou temporaires en Savoie. Ils y ont exercé d'abord des métiers liés au monde rural : ouvriers agricoles, bûcherons, charbonniers, commerçants ambulants…De véritables « foires aux hommes » se tenaient au début de l'été sur l'esplanade de l'hospice du Mont-Cenis. On y recrutait de la main-d'œuvre pour faucher les prairies des Alpages, travailler le lait ou garder les troupeaux. Il y avait même parmi eux des enfants de cinq à douze ans proposant leurs services comme bergers contre des rémunérations dérisoires[23].

Si beaucoup sont devenus maçons, c'est par opportunité, la plupart d'entre eux n'ayant jamais pratiqué ce métier en Italie[24]. La construction de la voie ferrée et du tunnel ferroviaire du Fréjus inauguré en 1871 permettra aux Piémontais de travailler dans le secteur des travaux publics qui restera longtemps emblématique de leur activité en France. À partir de 1880, on commence à les trouver dans les premières grandes usines comme l'usine électrotechnique de Chedde fondée à Passy en 1895 qui produira du chlorate de potassium puis de l'explosif ou l'usine électrométallurgique du Giffre à Marignier, fondée en 1897. En 1906, les Italiens sont 75 sur les 275 employés que compte l'usine d'aluminium de Saint-Michel de Maurienne et à Ugine, ils dominent avec un effectif de 200 sur 350 ouvriers. La majorité d'entre eux sont piémontais[25]. Ils sont aussi présents dans les fabriques de pâtes alimentaires de Chambéry où ils mènent une grève en 1906.

Certains de ces paysans devenus ouvriers aspirent à devenir entrepreneurs. Le développement du décolletage dans la vallée de l'Arve offrira à ceux qui étaient déjà bien installés les premières possibilités de créer des entreprises. Cette industrie qui est issue de l'horlogerie implantée dans le Faucigny par des Suisses venus du Valais à la fin du XVIIe siècle voit son développement s'amorcer à partir de 1893 grâce à la houille blanche. C'est la naissance des dynasties « biellaises »qui contrôleront plus tard les plus grandes usines de décolletage. Le cas le plus emblématique de réussite est celui de Joseph Carpano né en 1823 à Val di Mosso dans le Biellais qui, associé au Suisse Jacotet fonde en 1869 à

---

[23] F. Forray, A.Caprioglio, M. Poët, op cit

[24] M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens : 1860-1960 un siècle de présence italienne dans les deux Savoie,* éditions de l'astronome.

[25] M. F. Bal, *Ugine au XXème siècle.*

Cluses une entreprise de décolletage qui deviendra par la suite la plus importante de la vallée[26].

Tous les Italiens n'ont pas connu de telles réussites et l'accueil des Savoyards devenus Français n'a pas été particulièrement chaleureux envers ces Piémontais que l'on jugeait outrageusement privilégiés à l'époque où le Duché dépendait de Turin. C'est là une cause locale qui se rajoute aux autres facteurs de xénophobie anti-italienne répertoriés en France à l'époque et qui se cristallisent autour de la concurrence pour le travail, de la peur envers une population où les hommes seuls étaient encore relativement nombreux et des rivalités franco-italiennes dans le processus d'expansion coloniale de la fin du XIXème siècle[27].

En pays de Savoie, on relève quelques incidents mettant en cause la main-d'œuvre italienne tantôt accusée de briser les grèves, tantôt de les fomenter. Les seuls faits réellement graves se situent en 1894 quand à la suite de l'assassinat à Lyon du président Sadi Carnot par un immigré italien, de véritables émeutes anti-italiennes se propagent dans toute la région se traduisant entre autres par le pillage des commerces de Chambéry et de Saint-Michel de Maurienne tenus par des Transalpins. Cela n'empêche pas les flux de se poursuivre et d'augmenter significativement à la fin du XIX e siècle. Les Italiens deviennent au niveau national la première communauté, dépassant les Belges qui étaient les plus nombreux depuis le début du XIXème siècle. Ils représentent 36% des étrangers. Dans les deux Savoie leur proportion est de 68,9% des étrangers, l'effet de voisinage renforçant la pression migratoire. Leur nombre ne cessera d'augmenter jusqu'aux années 1960.

L'ascension des Italiens se fait parallèlement à la diminution du nombre des Suisses, que ce soit dans les pays de Savoie ou au niveau national. En Haute-Savoie où ils étaient traditionnellement la première communauté étrangère, ils sont nettement dépassés par les Italiens à partir de 1901. Sur le plan qualitatif, on sait peu de choses sur la présence suisse en pays de Savoie. Les recensements indiquent une population familiale et une population féminine plus importantes qu'au niveau de l'ensemble des étrangers. L'éventail des professions exercées est plus large. Si on compte des ouvriers d'industrie et des agriculteurs originaires des zones rurales du Valais, on peut aussi identifier un certain nombre d'artisans qualifiés dans l'horlogerie et la fromagerie ainsi qu'un nombre de femmes significatif travaillant dans l'hôtellerie et le secteur des services

---

[26] P. Guichonnet, « Une originale concentration industrielle : le décolletage et horlogerie en Haute-Savoie » in *Le Globe*. *Revue genevoise de géographie*, tome 101, 1961. pp. 23-63.

[27] P. Milza, Voyage en Ritalie, 2004, Payot.

domestiques. Le fait qu'ils soient pour la plupart francophones, porteurs de patronymes français et qu'ils aient, semble-t-il, toujours joui en France d'une image favorable a sans doute facilité leur intégration à la société locale. Il y a peu d'allusions les concernant dans la littérature locale et leurs descendants ne semblent pas avoir éprouvé le besoin de recueillir les témoignages de leurs ancêtres migrants.

Par la suite, les Suisses ne cesseront de jouer un rôle important dans l'économie savoyarde mais ce sera plus en tant qu'investisseurs qu'en tant qu'immigrés, ceci sans parler de l'attractivité que constitue la proximité de leur pays devenu riche et des échanges de populations transfrontalières que celle-ci génère.

Tableau 6: Principaux résultats du recensement de 1901

	Population totale	% Français nés dans un autre département	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	254731	10,6	1411	8950	387	623	9960	3,9
Haute-Savoie	263803	6	1423	5006	3911	1351	10268	3,8
Total	518534	16,6	2834	13956	4298	1974	20228	3,8
France	38961945	19,6	202715	377638	68892		1037778	2,66

À la veille de la grande guerre, le recensement de 1911 confirme les tendances identifiées auparavant. Les deux départements savoyards continuent de perdre de la population malgré une immigration étrangère en progression. La Savoie compte 247890 habitants et la Haute-Savoie 255137, soit des baisses respectives de — 2,68% et de — 3,28% au cours des dix dernières années. Depuis l'annexion, les pays de Savoie ont perdu près de 8% de leur population. Dans le même temps la population étrangère a augmenté de près de 450% et est passée de 0,6% à près de 4% de la population totale.

La baisse globale de population est à apprécier en référence au pays dans son ensemble. En dix ans, la France a connu une faible augmentation de 1% de sa population essentiellement due à la croissance de la population urbaine : + 475000 habitants. Seuls 23 départements parmi les plus urbanisés et industrialisés ont vu leur population augmenter. Comme toutes les régions rurales, les deux Savoie ont un solde migratoire négatif et les Savoyards qui

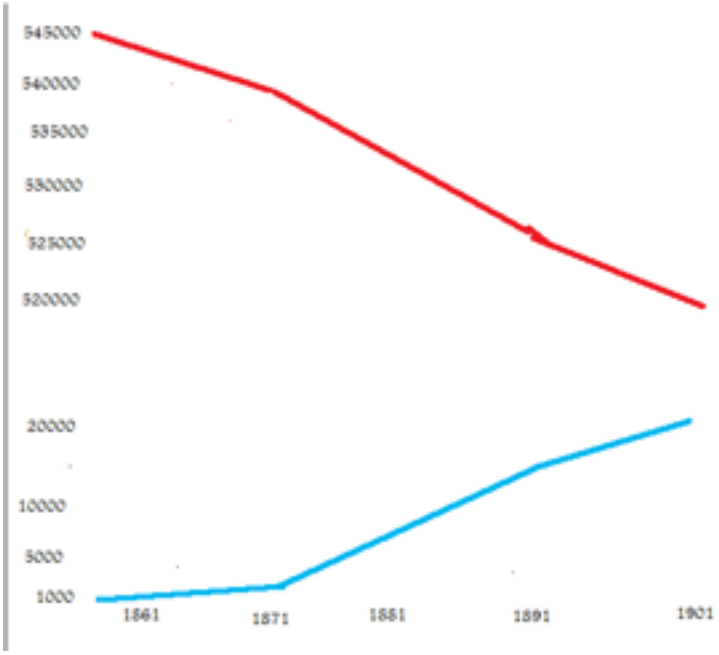
quittent leur région continuent de contribuer à la croissance des grandes villes de l'hexagone. En retour, les deux Savoie attirent peu d'originaires d'autres départements : 39894 soit 7,9% de leur population et il s'agit pour la plupart de natifs des départements où se trouvent les principales communautés savoyardes, Seine et Rhône pour l'essentiel, ce qui signifie probablement qu'il s'agit de descendants d'émigrés revenus au pays.

À la même époque, les pays voisins fournisseurs de migrants pour la Savoie sont toujours dans une dynamique de croissance démographique. La Suisse a connu un accroissement décennal de 12,7% et l'Italie de 6,8%[28]. Il faut noter que le Piémont est à l'époque la seule région italienne à perdre de la population, ce qui annonce son extinction progressive en tant que foyer de départs et annonce une relève qui se fera à partir des zones plus méridionales. Les conditions sont donc réunies pour que le processus migratoire amorcé après le rattachement se poursuive et s'amplifie pendant l'entre-deux-guerres.

Schéma 1 Évolution de la population totale des deux Savoie et de la population étrangère de 1881 à 1901

____ population totale

____ population étrangère



[28] M.Zimmerman, les recensements en 1910 et 1911, *Annales de géographie,* t. 21, n° 115, 1912. pp. 86-91.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES : BAISSE DÉMOGRAPHIQUE LOCALE ET RECOURS À L'IMMIGRATION

Comme partout en France, les pertes de la guerre ont accéléré le déclin démographique dans les pays de Savoie. Le recensement de 1921 marque un seuil-plancher dans la population des deux départements depuis le rattachement. Il faudra attendre 1962 pour retrouver le niveau de population de 1861.

Tableau 6: Principaux résultats du recensement de 1921

	Population totale	% Français nés dans un autre département	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	%
Savoie	225034	11,3	1411	9855	782	774	11411	5,07
Haute-Savoie	235668	7,3	1423	4740	5713	219	10234	4,3
Total	460702	9,3	2834	14595	6445	933	21645	4,6
France	39209518	22,2	202715	450960	90149	1009350	1550459	3,96

Les deux départements ont perdu 57 832 habitants par rapport à l'avant-guerre, soit plus de 11% de leur population. À la tendance à la baisse provoquée par un solde migratoire largement négatif depuis 1860 se sont ajoutées les conséquences de la guerre. Comme toutes les régions rurales, les pays de Savoie ont payé le prix fort en termes de pertes humaines. Les Français originaires des autres départements ne se bousculant pas pour venir occuper les emplois créés dans la région, le recours à l'immigration étrangère devient crucial. La population immigrée augmente toutefois faiblement par rapport à ce qu'elle était avant-guerre. Les Italiens forment toujours le principal contingent avec 67,4% de l'ensemble des étrangers tandis que les Suisses font un retour en force en Haute-Savoie. Les deux nationalités représentent toujours à elles deux une très forte majorité : 97,3% des étrangers. Les autres nationalités ont des effectifs très faibles mais on observe quelques changements par rapport à l'avant-guerre. Les Allemands qui comptaient toujours autour de cent ressortissants en Haute-Savoie disparaissent presque complètement. On trouve des nationalités qui n'étaient pratiquement pas présentes avant la guerre : 230 Belges et 226 Espagnols. Il s'agit là de travailleurs qui répondent à l'appel lancé au-delà des frontières par les responsables économiques soucieux de combler la pénurie de main-d'œuvre. Ce phénomène se retrouve à l'époque dans toute la France mais cette arrivée de Belges et d'Espagnols en Savoie restera très conjoncturelle.

On recense pour la première fois des ressortissants argentins : 11 hommes et 9 femmes, probablement des descendants d'émigrés savoyards. On constate aussi l'arrivée d'une vingtaine de Russes et de 70 « Africains » dont on ne sait de quel pays ils proviennent.

Cette augmentation de la population étrangère est générale sur toute la France et annonce une décennie de flux importants mais dans les pays de Savoie, du fait de la faiblesse structurelle de la démographie locale et des transformations économiques qui vont s'opérer, l'immigration jouera un rôle déterminant au cours de l'entre-deux-guerres avec des taux de présence toujours supérieurs à ce qui s'observe au niveau national.

Le recensement de 1926 confirme cette tendance. La population totale des deux départements est de 460083, en très légère diminution par rapport à 1921 tandis que la population étrangère représente avec plus de 36000 personnes 7,8% de la population totale soit nettement plus qu'au niveau national où elle a pourtant beaucoup augmenté.

En Savoie, les Italiens sont toujours nettement dominants avec 14 981 personnes dont 40,6% de femmes devant les Suisses au nombre de 916 dont 47,4% de femmes. Les Russes, absents avant la Première guerre forment la troisième nationalité avec 376 personnes dont seulement 15,4% de femmes. Cette sur-masculinité est à cette époque associée à une immigration récente provoquée par la guerre civile qui a suivi la chute du régime tsariste. Les Polonais arrivent ensuite avec 204 personnes dont 37,4% de femmes. Ces deux nationalités commencent à être visibles au niveau national dans les années 1920, les premiers ont fui la révolution bolchévique tandis que les seconds faisaient l'objet de recrutements dans le pays d'origine de la part des grandes organisations patronales. Il faut noter toutefois que ces deux nationalités sont beaucoup moins représentées en proportion qu'au niveau national en particulier dans les zones minières où les Polonais en particulier forment l'essentiel des recrutements. En Haute-Savoie, la diversité des provenances est plus limitée. Les Italiens (9529 dont 39,2% de femmes) dépassent à nouveau les Suisses (7832 dont 43% de femmes).

La proportion de ceux qui travaillent dans l'agriculture reste significative avec 1213 Italiens et 1504 Suisses sur l'ensemble de la région. L'industrie devient toutefois et de loin le premier secteur d'emploi de la main-d'œuvre immigrée. Cela se traduit par une forte concentration dans les petites villes qui voient se développer des activités industrielles. Le cas le plus caractéristique de cette

évolution est celui de la commune d'Ugine qui en 1931 compte 2290 immigrés sur 4754 habitants soit 48,16% de sa population.

Le développement industriel de la ville a commencé en 1904 avec l'ouverture de l'usine de ferro-alliages créée par Paul Girod. Le recrutement a d'abord été local avec l'embauche de manœuvres et terrassiers qui entreprennent à partir de 1903 l'aménagement de la chute d'eau du moulin Ravier avant de construire à ses pieds la première usine où ils se reconvertiront comme ouvriers aux fours. En 1908 est ouverte une aciérie électrique et est créée la *Compagnie des Forges et Aciéries électriques Paul Girod*. La Première guerre mondiale va stimuler la production d'acier et Ugine fournira jusqu'à 50% des commandes de l'armée pendant les années du conflit. Au lendemain de celui-ci la main-d'œuvre locale ne suffisant plus les aciéries d'Ugine vont élargir l'horizon de leurs recrutements grâce entre autres à l'embauche de la plupart des Russes et des Polonais recensés dans le département en 1921. L'usine compte jusqu'à 42% de main-d'œuvre étrangère dans les années de l'entre-deux-guerres. L'essor industriel se poursuit autour de la fabrique d'aciers spéciaux grâce à l'invention de nouveaux procédés de fabrication et les aciéries d'Ugine vont employer jusqu'à 3000 personnes[29].

Les autres recensements de l'entre-deux guerres confirment le renforcement du lien entre immigration et industrie. En 1926, la Savoie compte une population totale de 224 704 habitants parmi lesquels 17 584 étrangers et 1212 naturalisés. La Haute-Savoie compte quant à elle 18 421 étrangers et 1552 naturalisés pour une population totale de 241 143 habitants. Les proportions d'immigrés y sont de 8,36% et de 8,28%, ce qui est supérieur à la proportion d'immigrés dans un département plus peuplé et industrialisé comme le Rhône où elle est de 6,6%. La part des femmes dans la population étrangère et naturalisée est de 41,2% pour la Savoie et de 44% pour la Haute-Savoie. Ces deux départements sont parmi ceux où la part des femmes immigrées est la plus forte dans la région. Par comparaison la proportion de femmes immigrées dans le Rhône est de 38,9% et de 31,9% dans la Loire. Il y a donc bien une originalité de la population immigrée dans les deux départements savoyards qui est en proportion très élevée et compte un nombre de femmes plus élevé qu'au niveau régional et national. Cela est dû à la prédominance des immigrations de voisinage italienne et suisse essentiellement.

En Savoie, les Italiens représentent toujours la première nationalité chez les immigrés avec 14 981 personnes soit 85,1% de la population étrangère. La

[29] Roger Devos, *Histoire d'Ugine*, Académie Salésienne, 1956

proportion de femmes y est de 40,6%. En Haute-Savoie, les Italiens arrivent en tête avec 9529 ressortissants dont 39,2%de femmes devant les Suisses qui comptent 7832 ressortissants dont 43,1% de femmes. Ces deux nationalités représentent à elles seules 94,2% des étrangers. Les nationalités venues de plus loin ne sont vraiment présentes qu'en Savoie avec des contingents d'Espagnols (235), de Polonais (204) et de Russes (376). Au sein de ces nationalités recrutées par les organisations patronales ou venues comme réfugiés, la proportion de femmes est nettement plus faible : 37% chez les Polonais, 34% chez les Espagnols et 15,4% chez les Russes.

UGINE ET LA COMMUNAUTÉ RUSSE

L'arrivée d'une population russe relativement nombreuse en Savoie dans les années 1920 s'explique essentiellement par les recrutements de la part des industriels et en particulier des aciéries d'Ugine. Il est possible que des liens plus personnels aient pu exister entre certains de ces immigrés et des savoyards partis travailler en Russie dans les années précédentes. Les historiens de la Savoie mentionnent plusieurs cas de jeunes femmes savoyardes ayant fait des études d'institutrices qui seraient parties travailler en Russie auprès de familles de l'aristocratie francophile qui souhaitaient faire apprendre le français à leurs enfants[30]. On ne sait toutefois rien de précis sur le devenir de ces institutrices et nous n'avons recueilli aucun élément qui puisse accréditer l'idée qu'elles aient pu avoir une quelconque influence sur la venue des Russes en Savoie. Ce qui est certain, c'est que parmi les réfugiés russes venus travailler à Ugine on comptait un certain nombre d'aristocrates, officiers dans les armées blanches, qui avaient du quitter leur pays après la défaite face aux « rouges » en 1922. Beaucoup d'entre eux se réfugièrent d'abord dans les pays baltes qui venaient de s'affranchir de la tutelle russe et qui ne manifestèrent pas beaucoup de sympathie envers eux. À partir de là, ils émigrèrent vers l'Europe occidentale ou les États-Unis et même la Chine. On peut estimer le nombre d'exilés ayant fuit l'URSS à près de un million et demi dont près de 400 000 se seraient installés en France[31]. Une légende veut que la plupart des aristocrates soient devenus chauffeurs de taxi à Paris car le seul métier manuel qu'ils connaissaient était la conduite automobile. En fait, en dehors de ceux qui avaient déjà acquis des biens en France avant la Révolution et qui ont pu maintenir un train de vie élevé, les exilés sont devenus pour la plupart ouvriers d'usines. Leur exil a coïncidé avec une période d'intenses recrutements dans l'industrie pour combler l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre nationale fortement affaiblie par la guerre. Le patronat français avait créé en 1924 la Société Générale d'Immigration qui recrutait directement du personnel ouvrier dans les pays du sud et de l'est de l'Europe, en particulier en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie. Mais des recrutements ont été effectués aussi dans camps de réfugiés, situés dans les zones limitrophes des pays ravagés par les guerres civiles. C'est ainsi que des Arméniens et des Grecs fuyant la Turquie ont été recrutés au Liban et en Syrie, pays passés sous administration de la Société des Nations puis sous mandat français à partir de 1920. Le processus de recrutement a été du même ordre pour les Russes embauchés aux aciéries d'Ugine. La plupart se trouvait soit dans les pays baltes pour ceux qui avaient combattu dans

---

[30] Paul Guichonnet, Politique et émigration savoyarde à l'époque des nationalités (1848-1860), *Hommes et migrations,* n 1166, juin 1993.

[31] Alexandre Jevakhoff, *Les Russes blancs*, Taillandier, 2007.

le nord de la Russie soit en Bulgarie pour ceux qui avaient combattu dans le sud, parmi lesquels plusieurs Cosaques qui avaient lutté contre l'Armée rouge sous la direction du général Dénikine. Le fait que la plupart de ces hommes soient des militaires ayant fui après la défaite explique la très faible proportion de femmes au sein de cette population.

Les aciéries d'Ugine engagent à partir de 1921 plusieurs centaines de Russes recrutés dans les camps de réfugiés par les émissaires patronaux. On installe ceux qui vivaient en célibataires et qui étaient les plus nombreux, dans six « foyers » construits dans l'enceinte de l'usine tandis que les familles sont logées au « vieux phalanstère » à proximité des alliages. La direction des aciéries les aidera même à aménager une église orthodoxe dans un bâtiment industriel désaffecté. Elle sera consacrée en 1926 sous le nom de paroisse Saint-Nicolas et rattachée au patriarcat de Constantinople.

Les Russes d'Ugine, deuxième nationalité, il est vrai très loin derrière les Italiens, ont formé une communauté très repliée sur elle-même. C'est là d'abord le résultat de la politique patronale qui encourageait un tel repli en fournissant les moyens de vivre en communauté avec une cantine spécialement destinée aux Russes, une église puis plus tard une école pour que les enfants puissent apprendre la langue russe. Mais les Russes n'ont pas eux-mêmes envisagé de s'installer durablement en France. Animés par l'espoir de retourner en Russie pour renverser le régime bolchevik, leur groupe était souvent traversé par des querelles politiques. Pendant la Deuxième guerre mondiale plusieurs d'entre eux repartiront se battre, certains dans les troupes allemandes pour renverser le régime soviétique, d'autres, retrouvant leur patriotisme, rejoindront l'Armée rouge pour repousser l'envahisseur. D'autres enfin combattront dans les maquis de Savoie aux côtés des résistants français. En 1947, l'appel lancé par Staline aux exilés pour qu'ils rentrent participer au développement du pays poussera encore certains à quitter la France et la communauté commencera à se déliter. Le dernier prêtre de la paroisse orthodoxe d'Ugine est décédé en 1980 et n'a jamais été remplacé.

La religion orthodoxe a joué un grand rôle dans le maintien de l'identité de cette communauté. On compte parmi les Russes d'Ugine un saint de l'église orthodoxe canonisé par le patriarcat de Constantinople le 16 janvier 2004 sous le nom de Saint Alexis d'Ugine. Né en 1867 dans un village de la région de Vlazma, Alexis Medvedkov devient prêtre en 1895. Il exerce son ministère pendant 23 ans dans une paroisse rurale très pauvre de la province de Saint-Pétersbourg avant de devoir fuir la Russie après avoir été arrêté et torturé par la Tcheka. Il se réfugie avec sa famille en Estonie où il reste jusqu'en 1930. Cette année là il obtient de

la part du métropolite Euloge, en charge des églises orthodoxes russes d'Europe occidentale d'être nommé en France et se retrouve prêtre de la paroisse d'Ugine qui vient d'être créée. Bien que très court son ministère contribua à révéler les tensions internes à la communauté russe d'Ugine et les différences sociales et politiques qui la traversait. Très apprécié de la grande masse des immigrés russes pour sa simplicité et sa charité, il fut durement critiqué par les anciens officiers qui lui reprochaient son manque d'autorité. Il décèdera d'un cancer généralisé en 1934 à l'hôpital d'Annecy. Plusieurs années après sa mort, le cimetière d'Ugine où il était enterré fut déplacé à la demande de la municipalité qui comptait construire un immeuble sur son emplacement. Les cadavres furent inhumés pour être transférés dans un nouveau cimetière. On constata que le corps du père Alexis était resté intact alors que le cercueil qui le contenait avait été complètement détruit. Cette « non-corruption du corps » est un signe de sainteté pour l'église orthodoxe. Son cadavre, transféré d'abord au cimetière russe de Sainte-Geneviève des Bois dans l'Essonne sera définitivement inhumé dans le nord de la Bourgogne au monastère orthodoxe de Bussy en Othe fondé par des moniales russes en 1946. En 2004, Alexis sera canonisé et depuis le nom d'Ugine se trouve associé au nom d'un saint étranger.

L'histoire, brève, de la communauté russe d'Ugine est exemplaire de la manière dont l'immigration fut gérée par le patronat dans les années de l'entre-deux-guerres. Elle est aussi révélatrice du rôle joué par la religion dans la conservation de l'identité d'origine. Le souvenir de cette communauté aujourd'hui dispersée et absorbée dans la population locale est entretenu par l'association « la communauté russe et Ugine » dont le siège est à Combloux. Cette association est à la fois une des dernières sources d'information sur cette communauté et un acteur de la « patrimonialisation » de la mémoire de l'immigration. Elle a restauré en 2001 l'église orthodoxe Saint-Nicolas qui tombait en ruines. S'il y a dans les pays de Savoie des lieux emblématiques de la présence de certaines immigrations, Ugine est le site de référence d'une présence russe aujourd'hui évanouie.

RÔLE DES IMMIGRÉS DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS DE SAVOIE.

L'année 1931 est considérée comme marquant le point culminant de l'immigration en France dans l'entre-deux-guerres. Il faudra attendre 1975 pour retrouver une importance aussi élevée de l'immigration au sein de la population et de l'économie françaises. Dans les deux départements savoyards le phénomène est amplifié du fait de l'ampleur des besoins dans l'économie.

Tableau 7: Principaux résultats du recensement de 1931

	Population totale	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	% Etrangers
Savoie	229476	2252	16604	806	3368	20778	9,05
Haute-Savoie	248640	2366	13258	6143	1772	21173	8,5
Total	478116	4618	29862	6949	5140	41951	8,7
France	41 228000	361000	808979			2 729000	6,5

Comme l'indique ce tableau, le pourcentage des immigrés en Savoie est supérieur de plus de deux points à ce qu'il est au niveau national. Si les Italiens et les Suisses continuent de former la grande majorité des immigrés en Haute-Savoie avec plus de 91% des effectifs, en Savoie, la part de ces deux nationalités diminue sensiblement par rapport aux recensements précédents. Ils représentent encore 83% de l'immigration mais les Suisses sont désormais moins nombreux que les étrangers venus dans le cadre des recrutements à distance au profit des industriels. Les Polonais dépassent désormais les Suisses avec 872 ressortissants dont 21% de femmes et les Russes les suivent de près avec 670 ressortissants dont 25% de femmes. Il faut noter que ces deux nationalités sont aussi présentes en Haute-Savoie avec 318 et 211 ressortissants. On a donc une configuration particulière avec une dominante de vieilles immigrations de voisinage avec un pourcentage de femmes voisinant les 40% et une minorité croissante de nouvelles immigrations venues de loin et encore très peu féminisées. Dans quels secteurs travaillent ces deux composantes de la population immigrées des pays de Savoie ?

Le premier groupe est ventilé selon un spectre assez large alors que le second reste très concentré dans l'industrie et par conséquent dans les villes où sont

implantées les principales usines. Ainsi parmi les hommes actifs de nationalité italienne et suisse on trouve la répartition suivante :

Tableau 8 : répartition sectorielle des actifs masculins

SAVOIE	mines	agriculture	Industrie de transformation	Commerce manutention	Professions libérales	soins	Services publics
Italiens	228	586	6449	360	494	15	36
Suisses		42	253	4	53	14	9
HAUTE SAVOIE							
Italiens	153	397	5568	166	397	40	44
Suisses	19	850	1207	47	337	65	67

Même si le secteur des industries de transformation est dominant, on trouve une répartition assez large avec une présence non négligeable dans le secteur des professions libérales qui regroupe ici les entrepreneurs et les artisans indépendants. Il faut même noter la présence de cette population dans les services publics où en général on ne trouve que des nationaux.

Pour ce qui est de la répartition sectorielle des femmes actives des deux nationalités mentionnées, on a le tableau suivant :

Tableau 9 répartition sectorielle des femmes actives

Savoie	agriculture	Industrie de transformation	Commerce	Professions libérales	soins	Services publics
Italiens	205	669	285	60	204	11
Suisses	7	42	25	37	28	1
Haute-Savoie						
Italiens	114	542	198	30	101	1
Suisses	226	184	115	107	125	1

La répartition sectorielle des femmes de ces deux nationalités qui représentent dans les deux départements l'essentiel de la population immigrée n'est pas très différente de celle des hommes. L'industrie de transformation est le premier secteur concerné. L'usine est donc le principal horizon professionnel des femmes Il faut noter l'importance du nombre d'entre elles qui travaillent dans le secteur

des soins qui est à comprendre au sens moderne de « care » englobant aussi bien le secteur de la santé que le travail de soins à la personne dans un cadre domestique. Les femmes sont aussi très présentes dans le commerce et en Haute-Savoie, on note un nombre important de Suissesses travaillant dans l'agriculture. Les nationalités d'arrivée plus récente sont essentiellement présentes dans le secteur industriel comme le révèle le tableau suivant

Tableau 10 : répartition sectorielle des actifs masculins polonais et russes

SAVOIE	mines	agriculture	Industrie de transformation	Commerce manutention	Professions libérales	soins	Services publics
Polonais	43	2	485	4	5	2	1
Russes		3	415	2	7	1	1
HAUTE SAVOIE							
Polonais		21	150	6	13	1	
Russes		3	108	4	9	5	1

Au total 89% des hommes actifs de ces deux nationalités recensés dans les deux départements travaillent dans les industries de transformation alors que dans le cas des Italiens et des Suisses le pourcentage est de 75%. Même s'il y a une certaine persistance de la présence suisse dans l'agriculture et même si on observe chez les immigrés « traditionnels » des pays de Savoie une tendance à la diffusion dans tous les secteurs de l'activité économique, c'est bien l'industrie qui, dans ces années de plein emploi occupe l'essentiel des étrangers. C'est encore plus vrai chez ceux qui sont arrivés après la Première guerre mondiale qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. Les femmes russes et polonaises, il est vrai peu nombreuses, sont très majoritairement employées dans les industries de transformation. La présence polonaise dans les mines est très faible alors qu'au niveau national ils y forment le contingent le plus important. Cela s'explique essentiellement par la faible importance de ce secteur dans les pays de Savoie. On est passé d'une première immigration au XIXème siècle qui venait des pays voisins avant tout pour remplacer les Savoyards partis ailleurs dans les différents secteurs où ils travaillaient, en particulier dans l'agriculture, à une immigration dans l'entre-deux-guerres qui vient toujours majoritairement du voisinage mais qui est recrutée de plus en plus loin pour venir soutenir l'essor industriel de la région, essor porté à l'époque par la houille blanche et non par le charbon comme dans d'autres bassins industriels.

LA VIE DES IMMIGRÉS À L'ÉPOQUE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Comment vivent les immigrés dans les pays de Savoie dans l'entre-deux-guerres ? Comme il n'existe plus guère de témoins ayant connu cette époque on en est réduit à imaginer la vie quotidienne des immigrés à travers des témoignages de seconde main ou à travers les effets produits par les changements économiques et politiques survenus à l'époque. Il y a d'abord un assouplissement de la législation sur les procédures d'entrée qui a facilité les mouvements migratoires et sans doute renforcé les possibilités d'installation en France par rapport à la situation antérieure. En 1926, devant l'ampleur des besoins en main-d'œuvre, la France supprime le registre d'immatriculation qui obligeait chaque candidat au séjour à se faire immatriculer à la mairie de son lieu de résidence en fournissant un extrait de naissance et une pièce d'identité visée par le consulat dont il relevait. La personne était alors en possession d'un extrait de ce registre qu'il devait présenter à chaque contrôle sous peine d'expulsion. Cette démarche compliquée est remplacée par une simple carte mentionnant l'état civil et la profession exercée. Celle-ci s'obtenait facilement sur la foi des déclarations de la personne demandeuse. Avec la crise qui touche la France au début des années 1930 cette carte disparaît et les candidats au séjour doivent présenter un certificat d'embauche et un certificat sanitaire. Puis, devant la persistance de la crise, on passe à l'institution de quota. Le préfet fixe pour chaque secteur un pourcentage d'immigrés à ne pas dépasser. Certains secteurs restent néanmoins très ouverts aux immigrés. Le bâtiment et les travaux publics peuvent embaucher jusqu'à 50% d'étrangers. Cette restriction sera abolie en 1939 devant les besoins en main-d'œuvre générés par les industries liées à la défense.

Tous ces changements ont eu pour résultat de faire augmenter les situations de clandestinité et devant le peu d'empressement de la main-d'œuvre française et de la main-d'œuvre immigrée déjà stabilisée à travailler dans certains secteurs comme les chantier en haute altitude, les employeurs n'ont pas hésité à recruter des irréguliers.

Sous l'angle des conditions de vie au quotidien on constate des différences importantes selon les localités. Dans les petites villes développées autour d'une industrie dominante, les employeurs fournissaient le gîte et le couvert. À Ugine, les familles étaient logées dans le « phalanstère » construit en 1910 par l'architecte genevois Maurice Braillard sous la forme d'une cité en U, très fonctionnelle et offrant un très haut niveau de confort pour l'époque avec chauffage central et eau courante. Les immigrés y sont regroupés par nationalités, ce qui ne facilite pas toujours le contact. Des bagarres sont souvent

signalées entre Russes et Polonais alors que les Italiens qui forment plus de la moitié des effectifs de l'usine et viennent presque tous du nord du pays s'intègrent assez vite à la vie locale. Selon la volonté du fondateur de l'usine Paul Girod, divers œuvres sociale sont mises à disposition des ouvriers : dispensaire gratuit, épicerie coopérative, laverie, salle des fêtes, restaurant d'entreprise, école professionnelle. Il existe même une bonneterie destinée aux femmes qui n'ont pas de travail[32].

À Rumilly, l'entreprise suisse « lait Montblanc » fait construire une cité ouvrière en 1920 pour y loger les familles aussi bien françaises qu'immigrées. Les choses sont moins faciles dans les villes plus importantes où les immigrés doivent se contenter des logements dégradés qui n'intéressent plus la population locale. À Chambéry, les familles piémontaises se concentrent dans le centre ancien entourant la caserne Curial et dans le faubourg Montmélian. L'insalubrité est le lot des familles d'arrivée récente qui se retrouvent souvent dans les derniers étages sous les toits où elles subissent le froid de l'hiver et la chaleur torride de l'été. Les hommes travaillent dans des entreprises de bâtiment ou à la cimenterie Chiron. Les femmes travaillent dans les industries agro-alimentaires : fabrique de pâtes, chocolaterie ou aux chaussures Bailly. L'aspect dégradé des quartiers habités liés à l'origine étrangère de ses occupants provoque un « effet ghetto » qui isole la population immigrée du reste de la ville. À partir de 1931 les choses commencent à s'améliorer à partir de 1931. Le cimentier Lucien Chiron devenu maire de la ville fait construire les premières habitations à bon marché. Elles accueilleront progressivement de nombreuses familles immigrées qui abandonnent les logements insalubres du centre ville à des gens d'arrivée plus récente. Ce secteur continuera de jouer son rôle de zone de premier accueil jusqu'aux années 1980 où on y trouvait encore de nombreux travailleurs algériens dans des situations d'insalubrité extrêmement critiques. Il faudra une grande opération de rénovation pour voir disparaître cet ensemble d'immeubles dégradés dont le statut très fréquent de propriété en indivision gênait considérablement les initiatives d'amélioration.

L'accès à un logement décent, dans des quartiers bien insérés dans le tissu urbain semble avoir été plus facile dans des villes de taille plus modeste qui ont connu dans l'entre-deux-guerres une amorce de développement. Cela a été le cas avec Albertville et surtout Aix-les –bains qui avec le développement du thermalisme offrait de nombreux emplois dans différents secteurs allant du bâtiment aux services et permettait aux nouveaux venus de bénéficier de l'accès à des logements décents ainsi qu'à diverses activités éducatives et sportives.

---

[32] Francine GLIERE, Fonds Paul GIROD (1889-1951) - *Ingénieur chimiste, inventeur et industriel, créateur des aciéries d'Ugine*, 1982

N'ayant pas, comme dans les villes industrielles l'accès aux services sociaux offerts par les patrons philanthropes ou l'accès aux équipements et aux logements de cités en développement rapide, les immigrés dans les grandes villes s'efforcent de développer des pratiques de solidarité à travers la vie associative. Celle-ci se construit souvent autour de l'église. Pour venir en aide aux émigrés italiens à l'étranger, Monseigneur Bonomelli, évêque de Crémone avait créé en 1900 une œuvre à leur intention. En 1922 une « opera bonomelli » s'implante à Chambéry autour d'un prêtre et d'une communauté de religieuses. De forme associative, elle propose outre une assistance spirituelle, des services d'entraide et des loisirs sportifs pour la jeunesse. Dissoute en 1928 en raison des tensions qui s'étaient développées entre fascistes et antifascistes, l'œuvre Bonomelli laisse la place à la mission Schiaparelli animée par des missionnaires italiens qui s'installent dans l'hospice Saint-Benoît à proximité du faubourg Montmélian. La mission a été longtemps le principal organisateur de la vie communautaire italienne à Chambéry. Les fêtes religieuses aussi bien que profanes rassemblaient une bonne partie des immigrés italiens de la ville. Le pèlerinage marial à Myans fut organisé à partir de 1927 par la mission qui fournissait aussi des services comme l'aide administrative, l'aide à la recherche d'emplois, la garde d'enfants, le soutien scolaire. Elle a été longtemps pour les immigrés italiens un lieu de rencontre et d'échange solidaire permettant de cultiver le sentiment identitaire tout en acquérant les moyens de s'intégrer dans la société locale.

Dès l'entre-deux-guerres on observe en effet un certain nombre de signes qui révèlent une tendance forte à la recherche de l'intégration. Un des plus évidents est l'augmentation du nombre de naturalisés. Entre 1926 et 1939, près de 3000 Italiens se sont fait naturaliser dans le département de la Savoie. L'évolution de la loi en France a facilité ce mouvement. En 1927, la loi permet de demander la naturalisation au bout de trois ans de résidence seulement et dès l'âge de dix-huit ans. En 1939, on pouvait estimer qu'une famille italienne sur quatre s'était faite naturaliser[33]. Par ailleurs, on notait que les mariages mixtes étaient en augmentation. Malgré les efforts du régime fasciste pour inciter les émigrés italiens à conserver leur nationalité et à maintenir des liens étroits avec le pays et malgré les poussées xénophobes des années de crise, les Italiens des pays de Savoie entreprennent dès cette époque un cheminement vers l'intégration.

[33] F. Forray, A. Caprioglio, M. Poët, op cit p40

DES ANNÉES DE CRISE AUX ANNÉES DE GUERRE

Le recensement de 1936 est le dernier réalisé avant la Seconde guerre mondiale. Il a lieu dans un contexte de crise économique et d'explosion du chômage qui exacerbent les tensions et déclenchent dans l'opinion publique française une vague de xénophobie parmi les plus virulentes que le pays ait pu connaître. Comment ce phénomène s'est-il manifesté dans ces pays de Savoie où l'immigration était proportionnellement très élevée à l'époque ?

Tableau 11: Principaux résultats du recensement de 1936

	Population totale	Etrangers naturalisés	Italiens	Suisses	Autres	Total Etrangers	% Etrangers
Savoie	233608	4283	16155	592		19917	8,5
Haute-Savoie	256353	3835	13381			20598	8
Total	489961	8118	29536			40515	8,2
France	41183000	516000	721021			2 326000	5,6

En 1936, on note une diminution du nombre d'étrangers par rapport au précédent recensement dans les deux départements savoyards comme au niveau de la France entière. Toutefois, la baisse du nombre d'étrangers dans les pays de Savoie est bien plus faible qu'au niveau national : — 3,42% contre – 14,7%. Parallèlement, le nombre des naturalisés a presque doublé par rapport à 1931 : 8118 contre 4618, ce qui fait une augmentation de + 75%. Les immigrés devenus français représentent désormais 16,6% de l'ensemble des immigrés au sens actuel du terme, c'est-à-dire les étrangers nés à l'étranger incluant ceux qui ont gardé leur nationalité d'origine et ceux qui ont acquis la nationalité française après leur arrivée en France. Au niveau national on observe aussi une hausse du nombre des naturalisés pendant la même période mais dans des proportions nettement moindres : +42%.

On peut en conclure que les effets de la crise ont peu d'incidences sur le nombre d'étrangers présents en Savoie et sont plutôt une incitation à se protéger des risques d'une éventuelle expulsion par l'acquisition de la nationalité française. Contrairement à ce qu'on observe au niveau national où la crise entraine une baisse visible du nombre d'immigrés, dans les départements savoyards l'ampleur du nombre d'acquisition de la nationalité française contribue plutôt à une augmentation du nombre d'immigrés depuis le précédent recensement. Les

expulsions ont été rares contrairement à ce qui s'est passé dans des départements miniers comme le Nord et le Pas de Calais, ou plus proche dans le Rhône.

Comme nous l'avons vu auparavant la politique des quotas qui est mise en place pour protéger l'emploi des Français a peu influé sur l'emploi des étrangers, les secteurs où ils étaient les plus nombreux ont pu conserver des quotas d'embauche élevés et les employeurs ont souvent engagé plus d'étrangers qu'ils ne le pouvaient d'après la loi en recrutant même des clandestins afin de satisfaire des besoins en main-d'œuvre que les Français ne pouvaient ou ne voulaient combler.

Les Italiens restent toujours le groupe dominant dans les deux départements représentant 72% du total des étrangers. Leur nombre reste stable par rapport à 1931 tandis que le nombre de naturalisés parmi eux augmente considérablement au cours de la période. Les Suisses continuent de diminuer surtout en Savoie où ils sont dépassés par les Polonais (617) et les Russes (676). On note aussi la présence dans ce département de 945 personnes recensées comme Africains. Il s'agit probablement pour l'essentiel de militaires puisque le groupe ne compte que des hommes. 751 sont classés comme travaillant dans les services publics ce qui accrédite l'hypothèse qu'il s'agit bien de militaires mais 168 travaillent dans l'industrie de transformation et sont probablement des ouvriers venus d'Algérie. Les mentions d'un certain nombre d'ouvriers kabyles parmi les 22 nationalités travaillant à Ugine dans l'entre-deux-guerres accréditent l'hypothèse d'une présence nord-africaine en Savoie à cette époque, présence qui ira en se renforçant après la guerre et dans les années 1960-1970. Dans le même ordre d'idées, on observe pour la première fois une présence de Portugais, 69 en Savoie et 31 en Haute-Savoie, population très majoritairement masculine qui deviendra la première nationalité immigrée dans les deux départements au début du XXIème siècle.

La répartition sectorielle des immigrés ne change pas beaucoup par rapport à 1931. L'industrie de transformation reste le principal employeur pour les hommes aussi bien que pour les femmes de toutes nationalités y compris les naturalisés. Chez ces derniers on observe toutefois une présence croissante dans l'agriculture, les transports et le commerce. Les femmes naturalisées en particulier sont nombreuses à travailler dans le commerce. La naturalisation traduit un désir d'ascension sociale qui oriente la recherche d'emploi vers des secteurs qui laissent une plus grande indépendance et par une volonté de sortie du monde ouvrier. Les activités indépendantes sont aussi un refuge pour échapper à la crise du salariat qui précarise l'emploi industriel dans ces années

là. L'élargissement de l'éventail des secteurs d'activité observée lors du précédent recensement s'amplifie dans les années qui précèdent la guerre. Les flux migratoires pendant cette période s'enrichissent même de nombreux exilés politiques qui ne passent pas forcément par la demande d'asile, procédure peu connue et peu pratiquée à l'époque. La proximité de l'Italie facilite la fuite des antifascistes qui peuvent trouver alors du travail en Savoie et s'installer avec leur famille, fréquentant un milieu communautaire italien peu influencé par le fascisme.

Ces réfugiés qui ne sont pas appelés ainsi ne sont que rarement des gens engagés dans un parti politique hostile au régime. La plupart du temps, ce sont des ouvriers qui refusent l'embrigadement que tente d'imposer le parti mussolinien à travers des institutions comme le «doppo lavoro». Divers témoignages rassemblés dans l'ouvrage déjà cité *« Le cœur à l'ouvrage »* font référence à des hommes qui avaient un emploi souvent stable, et qui, pour avoir refusé l'embrigadement, se voient condamnés au chômage et n'ont plus d'autre issue que l'émigration de l'autre côté des Alpes pour nourrir leurs familles. La ville de Modane joue pendant ces années là un rôle de ville-refuge. La présence italienne y est importante et ancienne et la population française ne lui est pas hostile. Pour les hommes d'arrivée récente, il est possible de trouver du travail grâce aux nombreux réseaux italiens qui se sont constitués là et pour les familles, il existe une école italienne pour les enfants des fonctionnaires italiens qui s'y trouvent en poste et pour les enfants des Italiens à l'étranger, ce qui facilite l'adaptation. Mais ces antifascistes non encartés ne cherchent pas à faire de la politique. Ils se font les plus discrets possibles et évitent de fréquenter les lieux où se retrouve la population italienne. Ce qui marque ces années, c'est avant tout la méfiance réciproque. En s'efforçant d'instrumentaliser les consulats et les associations italiennes à des fins de propagande, le régime fasciste pousse les ressortissants italiens à rester de plus en plus à l'écart de ces lieux. Certaines associations se dissolvent pour sortir des enjeux de pouvoir dont elles étaient devenues le principal champ d'affrontement. C'est le cas de l'œuvre Bonomelli qui disparaît en 1928. Les deux consulats d'Italie présents en Savoie, à Chambéry et à Modane ont du mal à continuer d'offrir des services administratifs aux ressortissants italiens quand le régime leur demande de vanter les mérites du Duce, de surveiller les antifascistes et de mettre en place une politique de rapatriement des immigrés. Cette dernière n'aura que très peu de résultats alors que les demandes de naturalisation exploseront à l'approche de la guerre.

La déclaration de guerre a été très mal vécue par la plupart des familles italiennes des pays de Savoie même par celles qui avaient de la sympathie pour le régime mussolinien. Un entretien réalisé avec deux sœurs originaires de la

vallée de Suse et venues habiter à Modane avec leurs parents en 1923 exprime très bien la souffrance ressentie par les membres de cette communauté à l'occasion de la déclaration de guerre :

« L'Italie déclare la guerre à la France en 1940. Notre cœur est déchiré. Pour la première fois, je vois les larmes couler des yeux de mes parents. Nous avons honte de ne pouvoir rien faire ; Honte en pensant que notre pays devenait l'ennemi de ce pays qui nous avait accueillis, ce pays qui nous avait ouvert ses bras et son cœur. La souffrance était surtout dans notre cœur car nous avions beaucoup d'amis et nous pouvons affirmer que jamais nous n'avons ressenti de la part de nos amis français le moindre reproche par rapport à cette situation douloureuse[34] *».*

Du fait de cette déclaration de guerre, un certain nombre de jeunes hommes immigrés en Savoie se sont retrouvés incorporés dans les troupes italiennes et ont du faire face à des troupes françaises où se trouvaient un certain nombre de leurs cousins naturalisés. Certains témoignages évoquent des scènes de fraternisation et un évitement des combats qui ont contribué à donner de la guerre sur la frontière franco-italienne une image quelque peu folklorique, forgeant au passage la légende d'une armée italienne peu encline à se battre. En fait, les liens tissés entre la France et l'Italie par plusieurs décennies d'immigration italienne dans les pays de Savoie, le nombre de mariages mixtes et de naturalisés français ne pouvaient manquer de faire apparaître cette guerre comme encore plus absurde que partout ailleurs. La faible motivation à se battre coté italien explique la modestie de l'avancée des troupes du Duce, pourtant bien supérieures en nombre. Elles ne pourront occuper qu'un territoire réduit en Haute Maurienne et Haute-Tarentaise tandis que la majorité du territoire savoyard relèvera de l'autorité de Vichy. Fin 1942 après le débarquement allié en Afrique du Nord les troupes italiennes occupent toute la Savoie. Malgré la chasse menée contre les antifascistes locaux, elles ont plutôt laissé le souvenir d'une occupation acceptable, les officiers italiens refusant d'arrêter les Juifs et les communistes à la demande des autorités de Vichy. Après la capitulation italienne en septembre 1943, les Allemands reviennent en force et désarment leur ancien allié pour occuper à leur tour la province. Certains soldats italiens rejoignent alors la résistance et combattent aux côtés de ceux qu'ils occupaient quelques temps plus tôt.

Pour la population immigrée d'origine italienne, la période de la guerre aura été l'occasion d'éprouver un attachement pour la France supérieur à celui qu'elle

---

[34] F. Forray, A. Caprioglio, M. Poët, op cit p 76

avait pour son pays d'origine. L'hostilité au fascisme a bien sûr été le mobile dominant de ce choix qui n'a jamais impliqué la négation de ses racines ni empêché de cultiver un lien privilégié avec la « petite patrie », tel village du Piémont ou du Val d'Aoste dont la famille était originaire. Le caractère récent de l'unité italienne, l'association du nationalisme italien à un régime totalitaire comme celui de Mussolini et le pragmatisme des immigrés expliquent sans doute ce choix dominant envers la France au cours d'une période propice au déchirement des appartenances.

Malgré leur position plutôt neutre sinon pro-française dans le conflit, les immigrés italiens ont subi pendant cette période un rejet plus marqué de la part de la population française avec même parfois des violences perpétrées contre eux à la fin de la guerre par des résistants de la vingt cinquième heure comme le relatent certaines personnes interviewées dans le cadre de cette recherche. La participation des immigrés à la résistance est surtout connue à travers les travaux consacrés aux FTP M.O.I émanation du PCF formés principalement de Juifs d'Europe centrale et constitués initialement en région parisienne[35]. Le bataillon carmagnole fondé à Lyon en 1942 et le bataillon Liberté fondé à Grenoble en 1943 ont la même composition et sont venus depuis la région parisienne pour combattre dans les Alpes, en particulier dans l'Oisans et le Vercors[36].

Il existe peu d'informations sur la participation à la résistance des immigrés installés en Savoie, dans la mesure où ils ont surtout combattu dans des maquis locaux et n'ont pas formé de groupes spécifiques. La bataille du plateau des Glières en Haute-Savoie a opposé en mars 1944 aux troupes de Vichy et à l'armée allemande un maquis de résistants composé principalement d'anciens du 27e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy épaulé par deux groupes de FTP-MOI soit environ 80 hommes immigrés et 50 Républicains espagnols réfugiés en France. 38 d'entre eux seront tués au combat et 82 seront fusillés ou déportés après avoir été fait prisonniers. On ne mentionne pas d'immigrés de la région parmi les victimes. Par contre le 5 juin 1944, l'armée allemande en se retirant massacre près d'Ugine une dizaine de bûcherons italiens, originaires pour la plupart de Bergame qu'elle avait pris pour des terroristes parce qu'ils travaillaient dans les bois.

---

[35] LAROCHE Gaston, *On les nommait des étrangers : les immigré-e-s dans la Résistance*, Paris, Les éditeurs français réunis, 1965

[36] COLLIN Claude, *Carmagnole et Liberté. Les étrangers dans la Résistance en Rhône-Alpes*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. «Résistances», 2000, 180 p.

L'histoire a retenu aussi les noms de Renato et Lauro Tassile, fils d'un antifasciste émigré à Annemasse, engagés dans la «Patrouille blanche » un maquis créé dans les environs de Scionzier dès l'instauration du régime de Vichy et renforcé par la suite par l'arrivée de nombreux réfractaires au S.T .O. Renato sera tué aux Carroz d'Arraches en juin 1944 et Lauro sera arrêté puis torturé par la milice et fusillé à Sevrier quinze jours plus tard[37].

L'histoire des trois frères Nespolo, natifs d'Albertville et d'origine valdotaine est révélatrice des différences de destins vécus par les enfants d'immigrés pendant la guerre. Tous trois ont été mobilisés dans les troupes françaises. L'aîné fut tué sur le front dès 1940, le second fait prisonnier passa toute la guerre en captivité. Le troisième après s'être évadé participa à la résistance dans un maquis F.T.P à Epierre en Tarentaise. Il résume très bien les sentiments identitaires des enfants d'immigrés italiens élevés en Savoie qui ont vécu les années de guerre :« On se sent Savoyard d'abord puis Français avec quelques attaches italiennes[38]. »

Qu'en a-t-il été des autres immigrés ? Les Russes ont vu dans l'attaque allemande contre l'URSS une occasion de mettre à bas le régime qui les avait chassés. En mars1942, 70 Russes qui travaillaient à Ugine, soit le tiers des effectifs sont partis pour l'Allemagne afin de s'engager dans les supplétifs de la Wehrmacht qui combattaient sur le front soviétique. Il est probable que d'autres Russes de Savoie aient participé à la résistance. On en compte quelques-uns parmi les quelques 62 Uginois tués ou déportés en Allemagne. Jusqu'à aujourd'hui des familles russes contactent les associations savoyardes pour essayer de retrouver la trace d'un ascendant qui a participé à la résistance. Il s'agit de prisonniers soviétiques ramenés en France et internés dans des camps de travail. Dans certains de ces camps, comme à Beaumont dans le Pas de Calais, des comités de patriotes soviétiques se sont constitués très tôt et ceux qui ont pu s'enfuir se sont efforcés de rallier la résistance française[39]. Une famille implantée dans l'Oural a transmis le témoignage d'un grand-père, Piotr Stankov, qui s'était enfui d'un camp de la région de Metz et qui, après être arrivé en1944 en Haute-Savoie, a été mis en contact avec un maquis local par le biais d'une aristocrate Russe blanche installée dans le Faucigny[40].

---

[37] Site de l'association Mémoire locale et Seconde guerre mondiale en Rhône-Alpes.

[38] F. Forray, et alii, op cit p169.

[39] G.Laroche, *On les nommait des étrangers, Les immigrés dans la résistance,* éditeurs français réunis, 1965.

[40] Novorossia vision

La proximité de la Suisse explique aussi l'importance du nombre de Juifs étrangers qui ont transité par les pays de Savoie. Certains ont été incorporés dans un G.T.E (groupe de travailleurs étrangers) dans le camp de Ruffieux en Chautagne. 1698 israélites de ce camp ont été ensuite déportés[41]. Mais les Savoyards ont aussi contribué à sauver plusieurs familles juives. 109 habitants des départements ont reçu le titre de « justes parmi les nations ».

Dans l'ensemble, la période de la Seconde guerre mondiale, dans les pays de Savoie, comme dans l'ensemble de la France a plutôt contribué à accélérer l'intégration des immigrés. Certains sont entrés en politique après avoir participé à la résistance et ont pu obtenir des mandats électoraux. L'ensemble de la population immigrée ayant partagé les épreuves vécues par tout le pays s'est senti davantage partie prenante de la société d'accueil.

[41] C .Brunier *Les juifs en Savoie, 1940-1944.* mémoires et documents de la société savoisienne d'histoire et d'archéologie, 2003.

L'IMMIGRATION DES TRENTE GLORIEUSES : UNE LENTE REPRISE DES FLUX

Dans les pays de Savoie, comme sur l'ensemble de la France, les années de croissance économique qui vont de la libération au milieu des années 1970 sont caractérisées par une forte immigration de travailleurs dont l'éventail des origines va en s'élargissant, incluant de plus en plus de gens provenant d'autres continents sans toutefois que l'immigration en provenance d'Europe cesse d'être dominante. En toile de fond on constate une remontée sensible puis très forte de la démographie savoyarde, les deux départements retrouvant le niveau de population qu'ils avaient avant l'annexion et voyant ensuite le mouvement d'augmentation se poursuivre en raison de leur prospérité. Au départ, la situation économique restant encore peu favorable et la situation politique restant complexe, les flux reprennent plutôt lentement.

Le recensement de 1946 qui est le premier à avoir lieu après la guerre dénombre nettement moins d'étrangers dans les deux départements savoyards que celui de 1936 : 13408 étrangers en Savoie contre 19917 en 1936 et 13 772 en Haute-Savoie contre 20598, soit des baisses de – 48% et –35%. Jamais depuis que l'on recense les étrangers en Savoie on avait assisté à une telle diminution. Parallèlement toutefois, on observe une hausse du nombre de naturalisés. Ils sont au nombre de 7631 en Savoie contre 4283 en 1936 et 7489 en Haute-Savoie contre 3835 en 1936, soit des progressions de + 78% et + 85%. Comme nous l'avions déjà constaté dans le chapitre précédent, la période qui a précédé la guerre a été favorable aux naturalisations et une fois le conflit terminé, celles-ci reprennent fortement.

Il faut constater l'importante proportion de femmes parmi les naturalisés : 49 % en Savoie et 54,7% en Haute-Savoie. La naturalisation peut être interprétée ici comme un signe d'intégration qui parachève une installation durable en famille. Du point de vue des nationalités présentes, les Italiens restent dominants dans les deux départements même si leur proportion est moins élevée qu'avant-guerre. En Savoie, avec 9525 ressortissants, ils représentent encore 71% de la population étrangère. Les Polonais suivent avec 1027 ressortissants devant les Espagnols 588 ressortissants, les Suisses avec 416 ressortissants et les Russes avec 397 ressortissants. On a recensé aussi cette année là 640 personnes venues de l'Union française, c'est-à-dire des ex-colonies d'Afrique, d'Asie et d'ailleurs qui avaient constitué cette nouvelle entité. Il est probable qu'une partie de ces personnes sont des militaires stationnant dans la région. Le nombre de femmes parmi eux est extrêmement bas.

En Haute-Savoie, les Italiens avec 6981 personnes représentent 50,6% des étrangers et viennent devant les Suisses qui, avec 4133 personnes représentent 30% de ce total. Ces deux nationalités restent donc très dominantes dans le département avec 80% de la population immigrée. Les autres nationalités sont peu nombreuses. On trouve là aussi 568 ressortissants de l'Union Française, essentiellement des hommes.

Au niveau de la France dans son ensemble, on constate une même diminution de la présence étrangère accompagnée d'une croissance des naturalisations. Il faut attendre le recensement de 1954 pour observer une reprise des flux d'entrées.

Tableau 12: Principaux résultats du recensement de 1954

	Population totale	Etrangers naturalisés	Italiens	Espagnols	Suisses	AUTRES	Total Etrangers	% Etrangers
Savoie	252217	7872	12682	1290	321	1638	15931	6 ,3
Haute-Savoie	293721	8180	9740	748	3772	1458	15718	5,3
Total	545938	16052	22422	2038	4093	3096	31649	5,8

La prépondérance italienne se maintient dans les deux départements. On note une augmentation sensible du nombre d'Espagnols qui constituent le deuxième groupe en Savoie et le troisième en Haute-Savoie. Les Suisses se maintiennent en Haute-Savoie et constituent encore près de 24% de la population étrangère du département. Les Polonais et les Russes ont diminué considérablement par rapport aux recensements antérieurs. Certains sont repartis dans leur pays suivant en cela les appels de leurs gouvernements d'origine qui par ailleurs ont fermé les frontières et contrarié considérablement de nouveaux départs vers l'Europe occidentale. En proportion les étrangers représentent nettement moins qu'avant la guerre mas les naturalisés constituent tout de même près de 3% de la population totale des deux départements. Celle-ci dépasse à nouveau les 500 000 personnes et a connu une croissance de +12% par rapport à l'avant-guerre. Cette croissance ne peut s'expliquer que par un solde migratoire très positif qui témoigne de l'attractivité d'une région qui voit son dynamisme industriel se renforcer par la croissance du tourisme hivernal et du secteur des services qui lui sont liés.

Les immigrés participent faiblement à cette diversification des activités. Les hommes actifs sont encore très majoritairement employés dans les industries de

transformation. En Savoie, 62% des actifs masculins travaillent dans ce secteur contre 14% dans l'agriculture et le forestage, 8,1% dans le commerce et 4,6% dans les services privés ou publics.

En Haute-Savoie, la répartition est une moins déséquilibrée. On compte 50% d'actifs masculins dans les industries de transformation, 23,6% dans l'agriculture et le forestage, 14,4% dans le commerce et 7,1% dans les services. Ces différences entre les deux départements s'expliquent moins par le poids des différentes activités dans l'économie globale de l'époque mais par la présence en Haute-Savoie d'une forte population suisse qui est plus présente que les autres nationalités dans l'agriculture, le commerce et les services.

Du côté des femmes, on note des changements significatifs. En Savoie, elles sont beaucoup moins nombreuses qu'avant-guerre à travailler dans l'industrie : 22% contre 49,5% dans le secteur des services à la personne et 13,4% dans le commerce. En Haute-Savoie, le pourcentage de femmes travaillant dans l'industrie reste plus élevé : 38%. Celles qui travaillent dans l'agriculture représentent 10,5ù de l'effectif des femmes actives. Dans le commerce, le pourcentage est de 13% et dans les services il est de 35%. Là aussi on observe une surreprésentation des Suissesses dans les services, le commerce et l'agriculture.

La main-d'œuvre étrangère reste donc majoritairement orientée vers des secteurs qui souffrent d'une image peu attractive, ce qui laisse à la main-d'œuvre nationale le choix de secteurs plus valorisants et exigeant plus de qualifications. Le système des avantages offerts par une immigration de travail à l'ensemble de la population du pays d'accueil se vérifie dans les pays de Savoie comme au niveau de la plupart des pays européens pendant cette période faste dite des Trente glorieuses.

DES CHANGEMENTS INVISIBLES

Les statistiques des divers recensements laissent dans l'ombre un certain nombre de populations ou ne font pas apparaître les changements de régions d'origine qui caractérisent telle ou telle migration. C'est le cas des Italiens. Jusqu'à la Première guerre mondiale on avait essentiellement des gens du Nord : Piémont, Vénétie, Lombardie, Val d'Aoste… Dans l'entre-deux-guerres, les zones de provenance tendent à se diversifier avec une part plus élevée de gens du Sud et de l'Est : Frioul, Vénétie. Après la Seconde guerre mondiale les derniers flux importants d'Italiens viennent du sud : Sicile, Calabre, Campanie, Sardaigne. Les recrutements ne se font plus désormais par des organisations d'obédience patronale mais par le biais de l'Office National d'Immigration (O.N.I.) établissement public créée en 1945 et qui a le monopole de l'introduction des immigrés.

La procédure est assez lourde mais offre une certaine sécurité aux candidats à l'immigration. Des antennes de l'O.N.I. sont ouvertes dans quelques grandes villes italiennes : Rome, Milan, Turin, Naples…Les candidats à l'immigration doivent s'y rendre pour subir un contrôle d'identité et une visite médicale. On leur remet un billet à destination de la gare internationale de Modane. À proximité de celle-ci se trouve un centre de recrutement de l'O.N.I. Les migrants qui viennent de débarquer y accomplissent diverses formalités administratives avant d'être orientés vers la ville où se trouve l'employeur avec qui ils ont signé un contrat de travail. Ceux qui n'ont pas de contrat sont dirigés vers le centre de recrutement de Montmélian pour y attendre une éventuelle embauche d'un employeur français. Un témoignage recueilli par Philippe Hanus auprès d'un étudiant qui avait travaillé au début des années 1960 pour l'O.N.I. à Modane accrédite l'idée d'une immigration majoritairement en provenance du Sud :

« Des convois de 400 à 500 personnes en partance pour les champs de betteraves du Nord ou pour les vendanges dans le midi arrivaient plusieurs fois par jour. La plupart étaient des Calabrais et Siciliens, originaires des mêmes villages, rassemblés sous la responsabilité d'un convoyeur de la même région… Lorsqu'ils arrivaient on entendait toutes sortes de sonorités et de dialectes. Ce n'était pas notre italien scolaire qui pouvait nous dépanner[42]*. »*

Ces arrivées régulières par la voie ferrée n'empêchaient pas la poursuite d'arrivées clandestines ; Certains sautent sur les trains de marchandises ou traversent à pieds les 12 km du tunnel du Fréjus, utilisant les mêmes techniques

[42] P. Hanus, « À la découverte d'un patrimoine des migrations italiennes à travers les Alpes », *Ecarts d'identité* n° 115 **/** 2009 p 93**.**

que les migrants des années 2000 qui veulent rallier la Grande-Bretagne par le tunnel sous la Manche. D'autres viennent à pieds par les montagnes, franchissant les cols sous la conduite de passeurs. En ces temps de forte activité économique générant d'urgents besoins en main-d'œuvre, on ne cherche pas vraiment à les dissuader de venir travailler même clandestinement et peu sont refoulés.

Les études récentes confirment l'importance prise par les migrants du Sud au sein de l'immigration italienne en France. Selon le rapport publié en 2013 par l'Anagrafe degli Italiani Residenti all'Estero (A.I.R.E.), Sicile, Calabre et Pouilles étaient les provinces les plus représentées en France et sur environ 20 000 citoyens italiens vivant dans les deux départements savoyards, il y aurait 17% de Siciliens, 15% de Calabrais, 14% de Vénètes, 7% de Campaniens, 7% de Piémontais. Les différences d'origine régionale n'apparaissent pas dans les statistiques des recensements mais elles ont joué un rôle important dans la vie sociale des immigrés. L'opposition Nord/Sud, interne à la vie politique italienne et qui nourrissait à l'époque les préjugés négatifs des uns envers les autres s'est transplantée en France avec l'arrivée des migrants du Sud.

Cela se traduit par des stratégies d'implantation différentes. Le phénomène est facilité par l'organisation en réseaux villageois. Quand une personne a pu trouver un emploi dans telle ou telle ville il en informe sa parentèle et les postes offerts sont majoritairement pourvus par celle-ci. Les employeurs encouragent cette tactique qui leur permet d'avoir des groupes cohérents parmi lesquels il est facile d'identifier des leaders qui seront ensuite des intermédiaires entre le patron et les ouvriers. Cela facilite le travail d'interprétariat et assure une certaine autodiscipline, les premiers embauchés tenant à se porter garants des qualités professionnelles de ceux qu'ils ont recommandés.

Pour toutes ces raisons, on constate des implantations de gens de même origine dans les mêmes villes, travaillant souvent chez le même employeur. Quelquefois, cela produit des relations de concurrence entre groupes régionaux. À Scionzier, l'industrie du décolletage déjà ancienne emploie de nombreux Piémontais dont certains de première, deuxième ou troisième génération sont devenus entrepreneurs.

À Cluses où le décolletage se développe un peu plus tard, on constate une implantation majoritaire de Calabrais. Ils viennent des villages de San Corenzo, Mélito di Porto Salvo, Montebello, Ionico, Bagaladi[43].Par la suite, les entreprises

[43] Anne Marie Faidutti-Rudolph, *L'immigration italienne dans le sud de la France*, thèse de doctorat.

créées par les Calabrais deviendront les principales rivales de celles des Biellais qui avaient quelques décennies d'avance dans ce secteur. Le fonctionnement de cette activité permettait en particulier à des ouvriers compétents de se mettre à leur compte au bout de quelques années de travail salarié. Pour lancer une nouvelle entreprise, rien n'était plu efficace que de travailler en famille et les premiers ouvriers embauchés étaient souvent originaires du même village que le patron.

Les comportements les plus communautaires ne sont pas forcément associés aux gens du Sud. Si ces derniers deviennent nettement majoritaires à partir des années 1950, il y a encore des arrivées depuis les provinces du nord, en particulier depuis la Vénétie. Un entrepreneur installé à Chedde, originaire de Sernalia della Bataglia, au nord de Trévise, recrutait ses ouvriers en Vénétie et allait jusqu'à intervenir dans leur vie privée, les incitant à épouser des femmes de chez eux.

Un groupe familial important originaire de San-Nazario, installé à Annecy parvint à développer une importante activité dans le secteur du tourisme, embauchant frères et cousins plus ou moins éloignés venus du pays[44].

Ces liens familiaux ou régionaux entre patrons et salariés n'ont pas empêché les conflits dans les entreprises mais ils ont abouti à des implantations dominantes des divers groupes régionaux dans les mêmes localités savoyardes, ce qui a contribué à l'entretien de la mémoire des origines et à la création de liens entre la ville française de résidence et la ville ou le village d'origine. S'il y a une identité franco-italienne chez les Savoyards d'origine transalpine, elle s'appuie sur des références très concrètes à des « petites patries ».

Une autre population déjà importante dans les années 1950 n'apparaît pas dans les recensements. Il s'agit des originaires d'Algérie qui ont depuis 1947 la citoyenneté française. Néanmoins et malgré une politique qui s'efforce de les assimiler ils font l'objet d'un comptage à part sous le nom de Français Musulmans d'Algérie (FMA). À partir du déclenchement des hostilités en 1954, ils font l'objet d'une surveillance attentive de la part des Renseignements Généraux qui ont adressé aux préfets des départements plusieurs notes, aujourd'hui versés aux archives départementales, qui nous informent sur leur nombre, leur provenance et leurs relations avec la population française, sans oublier bien sûr leurs orientations politiques. Ainsi, grâce à une enquête menée en 1959 sur la Savoie on apprend que 85% des Algériens présents dans le département sont

---

[44] Anne Pelletier, *L'immigration en Haute-Savoie et l'action de l'ALAP*, mémoire de maîtrise, institut de géographie alpine, Grenoble 1993.

originaires du Constantinois contre 10% qui viennent de l'Algérois et 5% de l'Oranais. Les principales localités d'origine sont : El Millia, Colo, Djidjelli, Zemala, Maadid, Taglait, Ouled Aouat, Sétif, Batna, St-Arnaud, Colbert, La Soumam, Bou Arreridj. Il faut noter que plusieurs de ces localités sont à l'époque les lieux de résidence de plusieurs familles « pied-noires » originaires de Savoie. Comme chez les Italiens, le lien communautaire aboutit à des représentations plus plus moins forte de telle ou telle région d'origine chez tel ou tel employeur. 40% des Algériens travaillent en Tarentaise. Il s'agit de gens originaires de Colo et d'El Milia. 20% travaillent en Maurienne. Il s'agit surtout d'originaires de Sétif, St Arnaud et Colbert. À Ugine travaillent surtout des Kabyles originaires de Sidi Aïche et Djidjelli. À Chambéry, dominent les originaires de Bou Arreridj. C'est dans cette ville que les Algériens sont les plus nombreux : 400 environ devant Ugine où ils sont 220 et Moûtiers où ils sont 280. Le secteur qui les emploie le plus est le BTP avec 1010 travailleurs devant les chantiers hydro-électriques où on en trouve 311 et les industries chimiques où ils sont 324. Au total, ils sont 1380 dans le département de Savoie. Il s'agit d'une population très peu qualifiée : 80% sont manœuvres.

Pendant la Guerre d'Algérie, les notes des R.G. se suivent à un rythme accéléré. Elles font dans l'ensemble le constat que la population musulmane est plutôt calme et explique cela par la faiblesse du chômage. Une note constate une amélioration de l'image de cette main-d'œuvre auprès des employeurs qui sont moins réticents à l'embaucher. Cette population est peu politisée. En 1949, une section du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) parti nationaliste fondé par Messali Hadj est créée à Notre Dame de Besançon. Elle y écoule une cinquantaine de journaux Algérie Libre, ce qui est peu par rapport à la population algérienne présente dans le département.

La seule source d'inquiétude à propos de cette population concerne un phénomène qui tient plus de la rumeur que de la réalité. Une note des R.G. en date du 11 mars 1956 évoque de mystérieux télégrammes que recevraient les Algériens de la région pour les inciter à rentrer au pays. La note cite un article du Dauphiné Libéré paru le même jour qui croit savoir que plusieurs travailleurs ont demandé leur congé dans un certain nombre d'entreprises et que d'autres, partis en vacances au pays, n'ont pas repris leurs postes. On parle même de 50% de défections dans certaines usines. En fait, dans certains secteurs la main-d'œuvre algérienne avait une activité saisonnière de nettoyage des machines et pouvait partir en grand nombre en milieu d'année quand les tâches de nettoyage qui l'occupaient étaient terminées. Rien dans les notes des R.G. n'accrédite la véracité de ces mystérieux télégrammes qui auraient été envoyés par des

membres du FLN pour affaiblir l'économie française en la privant d'une main-d'œuvre dont elle avait fortement besoin pour son développement.

Pendant toute la durée de la guerre les notes consultées insistent plutôt sur le calme de la population musulmane qui a peu de contacts avec les Français du fait de son isolement dans certains quartiers anciens dégradés. Ce sera le principal problème pour la population immigrée maghrébine pendant longtemps. En 1955, un premier centre d'accueil nord-africain ouvre ses portes faubourg du marché et loge 120 personnes. Les efforts pour améliorer les conditions d'habitat de ces immigrés vivant en célibataires ne porteront leurs fruits que plusieurs années après. Les raisons de cette surreprésentation de cette population dans l'habitat insalubre sont diverses : pénurie de logements neufs, existence d'un parc ancien dégradé dans les centres des grandes villes qui sera très vite utilisé par des marchands de sommeil, pour certains originaires d'Algérie qui verront là une occasion d'exploiter leurs compatriotes.

Par ailleurs la violence du conflit en Algérie provoque des arrivées imprévues de gens qui se trouvent pris entre les maquis du FLN et l'armée française et se réfugient en métropole là où ils espèrent trouver quelque aide. C'est ainsi qu'en février 1956 arrivent à Thonon-les-Bains plusieurs hommes qui ont fui la région de Colo où des violences se sont produites entre Européens et musulmans mais aussi entre tribus pro FLN et tribus pro françaises. Sans emplois et mal vêtus, ils se retrouvent à dormir dans des hangars ou dans les dépendances de la cure. La mairie réquisitionnera une usine désaffectée pour les loger provisoirement. Ils seront à l'origine de la majorité de l'immigration algérienne en Haute-Savoie.

Le Constantinois a fourni la grande majorité des flux migratoires vers les pays de Savoie. L'enchaînement des violences à la suite de massacres de populations européennes commis le 20 août 1955 dans la région de Philippeville (aujourd'hui Skikda) explique sans doute ces flux d'arrivées importantes qui aboutissent à des concentrations dans des zones d'habitat dégradé voire même dans la rue. Ces violences sont suivies d'une répression qui fera entre mille et trois mille morts dans toutes les localités de la région[45]. Certaines ont été le fait de l'armée mais d'autres sont dues à l'action de milices civiles incitées à se venger par certains responsables politiques, en particulier par le maire de Philippeville, Paul Banquet-Crevaux qui s'installera à Chambéry après l'indépendance de l'Algérie[46].

---

[45] Roger Vétillard, 20 août 1955 dans le nord-constantinois, un tournant dans la guerre d'Algérie? Riveneuve, 2012.

[46] Voir à ce sujet Yves .Courrières, *Les fils de la Toussaint,* Fayard, 1968.

À la suite de ces massacres, la région perd près de 10% de sa population européenne qui se réfugie en métropole. On peut penser qu'un certain nombre de musulmans inquiets eux-aussi des retombées des violences ont suivi le mouvement. La politique menée ensuite consiste à regrouper les villageois dans des camps disséminés dans toute la région pour les contrôler et leur éviter de subir l'influence du FLN. Le village de Tamalous dont sont originaires les premiers Algériens recensés à Thonon-les-Bains abritait un regroupement de près de 12 000 personnes. Le journaliste Pierre Macaigne qui avait visité les divers camps de regroupement décrit une situation précaire qui poussait les hommes à émigrer dans l'espoir d'améliorer le sort de leurs familles[47]. Bénéficiaires dans les villages de regroupement d'une aide distribuée par les réseaux d'action catholique, c'est tout naturellement qu'ils vont demander un hébergement à la cure de Thonon-les-Bains qui sera vite dépassée. C'est cette migration, née de la guerre d'Algérie surtout orientée vers la Haute-Savoie qui subira les conditions d'habitat les plus négatives, alors que les flux antérieurs de Français musulmans d'Algérie, travaillant pour la plupart dans de grandes entreprises, étaient pris en charge au niveau du logement.

[47] *Le Figaro,* 30 avril 1959.

VIE ET TRAVAIL DES IMMIGRÉS DANS LES ANNÉES 1960

Deux recensements ont eu lieu au cours de ces années marquées par une situation économique propice au recrutement de travailleurs immigrés. Ils permettent de comprendre les changements qui commencent à s'opérer dans la composition de la population immigrée et laissent présager de la politique qui devra se mettre progressivement en place pour répondre aux besoins de cette population en matière d'accueil, d'habitat et de formation.

Le recensement de 1962, année de l'indépendance algérienne, permet de connaître le nombre précis de ressortissants algériens présents dans les deux départements savoyards et les principaux secteurs dans lesquels ils sont employés. Alors que l'immigration de voisinage, italienne et suisse, commence à ralentir et que les migrations espagnoles et portugaises n'ont pas encore pris le relai, la population algérienne devient la deuxième en importance dans les deux départements et représente 12,6% de la population étrangère toujours nettement dominée par les Italiens qui représente 63,8% du total, tandis que la présence suisse continue de se réduire.

Principaux résultats du recensement de 1962

	Population totale	Etrangers naturalisés	Italiens	Algériens	Suisses	AUTRES	Total Etrangers	% Etrangers
Savoie	266556	8980	13384	2163	258	2517	18322	6,8
Haute-Savoie	329195	9687	12498	2960	3104	3643	22205	6,7
Total	595751	18667	25882	5123	3362	6160	40527	6,75
France				330560				6,2

Il faut noter aussi l'importance des naturalisés qui ont progressé de +16% par rapport à 1954. La part des femmes est prépondérante parmi les naturalisés où elles représentent 54,4% de l'ensemble alors que parmi les étrangers elles ne représentent que 37,6%. Certains groupes de population sont à très nette dominante masculine. C'est le cas des Algériens parmi lesquels les femmes ne représentent que 12% du total (8,4% en Haute-Savoie). Cela va induire une politique du logement qui privilégiera les foyers pour travailleurs vivant en célibataires. Dans l'ensemble la population immigrée composée des étrangers plus les naturalisés a progressé plus fortement que la population totale des deux départements qui est elle-même en croissance relativement forte : + 24% contre

+ 9,1%. Cette croissance rapide du nombre d'immigrés s'explique pour l'essentiel par l'essor d'activités dans lesquelles ils sont habituellement très représentés.

Le BTP est le plus gros employeur d'hommes étrangers : 7836 actifs masculins travaillent dans ce secteur sur les deux départements. Vient ensuite le secteur des industries de transformation avec 6819 actifs. Le commerce suit assez loin derrière avec 1145 actifs. L'agriculture et le travail en forêt sont de moins en moins concernés avec 1003 actifs contre 1875 avant la guerre.

Du côté des femmes on observe une prééminence du secteur des industries de transformation avec 1251 actives devant le secteur des soins qui regroupe 1003 actives. Le commerce occupe encore 392 actives alors que l'agriculture n'en emploie plus que 134. Cette répartition sectorielle des immigrés reflète les mutations qui s'opèrent dans l'économie savoyarde au cours des années 1960 avec une forte activité du bâtiment et des travaux publics impulsée par les besoins en logements, en équipements et en infrastructures. Les industries de transformation sont encore assez dynamiques tandis que le secteur des services se développe et que l'agriculture qui était au XIXème siècle le principal secteur d'emploi des actifs étrangers hommes et femmes a considérablement réduit ses besoins en main-d'œuvre.

Le recensement de 1968 traduit une accentuation de ces tendances. La population étrangère progresse encore fortement avec 52 200 personnes (30 956 en Haute-Savoie), ce qui fait une augmentation de + 28,8%, progression jamais atteinte jusque là. La population des naturalisés n'augmente quant à elle que de 5,9%. C'est le signe d'un renouvellement de l'immigration avec des arrivées provenant de pays jusque là peu représentés ou du renforcement de ressortissants de pays à l'époque peu désireux de s'installer durablement. C'est en particulier le cas des Algériens qui avec un total de 8048 personnes ont connu une augmentation de +57% par rapport à 1962 mais restent une population essentiellement masculine, les femmes ne représentant que 21% du total.

On note une forte augmentation du nombre d'Espagnols : 9012 ressortissants dont 7176 en Haute-Savoie, ce qui en fait la seconde nationalité en importance derrière les Italiens. La part des femmes y est de 46,4%.

Des nationalités jusque-là peu représentées connaissent une augmentation sensible. C'est le cas des Portugais qui sont 2536 sur les deux départements (1660 en Haute-Savoie). Les femmes représentent 31,4% de cette population. L'immigration portugaise s'est faite en bonne partie clandestinement et par le

biais de réseaux d'interconnaissance qui ont contribué à la mise en place d'une solidarité spontanée entre les gens :

« Beaucoup de Portugais à Chambéry, beaucoup de Portugais du nord du pays, du nord, nord, qui sont aussi arrivés pas mal clandestins dans les années 68, quand l'immigration a commencé à arriver en France. Après on en a eu pas mal aussi qui ont immigré au Brésil. Mais oui après dans la Savoie à Chambéry oui il y en a eu pas mal. Ben vous savez dans les petits villages à l'époque il suffisait qu'il y en ait un qui ait réussi à... Ben après ils se communiquaient, ils trouvaient, il lui dit ben j'ai du boulot pour toi donc tu, tu te débrouilles à venir et... Ils s'entraidaient beaucoup, à se trouver des appartements entre eux... Il y avait une grande entraide[48]. »

D'autres nationalités apparaissent : Yougoslaves (652 dont 41% de femmes), Marocains (452 dont 24,7% de femmes, Tunisiens (380 dont 33% de femmes). Les Italiens voient leur nombre stagner du fait des naturalisations et d'un ralentissement des flux d'arrivées. Ils sont encore 25628 dans les deux départements soit une diminution de -0,98%, ce qui est insignifiant. Leur proportion diminue toutefois du fait de l'augmentation très sensible des autres nationalités. Avec 49,9%, ils passent pour la première fois en dessous de la moitié de la population étrangère. La proportion de femmes, avec 39,9% reste encore inférieure à la proportion d'hommes, ce qui est le signe d'arrivées encore récentes. Le particularisme savoyard en matière d'immigration qui était fondé sur la dominante très marquée des Italiens et Suisses se maintient donc mais s'atténue fortement au cours des années 1960. Sous l'angle de la répartition sectorielle de la population étrangère, le BTP et les Industries de transformation sont toujours fortement dominants.

[48] Entretien avec Fanny M. septembre 2015 (association « les roses de mai)

Tableau : répartition sectorielle des actifs étrangers en 1968

SAVOIE	Agriculture	BTP	Industrie de transformation	Transports et manutention	Commerce	soins	Services
Italiens	152	2948	1772	296	352	284	136
Espagnols	20	316	292	32	144	36	4
Algériens	32	828	788	16	52	32	16
Portugais		364	64		16	28	4
Marocains	20	36	20		24	8	
H A U T E SAVOIE							
Italiens	148	2448	2524	52	428	340	60
Espagnols	84	1068	1840	8	168	312	12
Algériens	24	1008	1620	12	244	120	100
Portugais	12	572	264	8	20	44	28
Marocains	4	44	60	4	12	8	
total	496	9632	9244	408	1460	1212	342

Il s'agit ici de l'ensemble des actifs sans distinction de sexe. On constate que le BTP est le premier secteur d'emploi de la population immigrée suivi de près par les industries de transformation. Les autres secteurs ne rassemblent que 17% des actifs étrangers. Plus l'immigration est ancienne, et plus l'éventail des secteurs d'activité devient important. Malgré cela le BTP reste le secteur le plus représenté parmi les Italiens qui constituent la migration principale et la plus ancienne. L'accès au secteur des services est presque inexistant pour les migrations récentes, Portugais et Marocains.

1975 : UN MOMENT CHARNIÈRE

Ce dynamisme de l'immigration de travail élargi à des pays de provenance de plus en plus variés se poursuit jusqu'au milieu des années 1970. Le recensement de 1975 reflète encore une immigration essentiellement économique en forte augmentation, surtout en Haute-Savoie. Les pays de Savoie ne sont plus depuis longtemps une terre ingrate que l'on fuit mais une zone d'activités variées qui a besoin de main-d'œuvre et la trouve parmi les migrants.

Principaux résultats du recensement de 1975

	Population totale	Etrangers naturalisés	Italiens	Algériens	Espagnols	Portugais	AUTRES	Total Etrangers	%
Savoie	306545	9705	11455	5365	1490	3830	3285	25425	8,2
Haute-Savoie	450395	12870	12265	7835	7465	6520	11130	45215	10,03
Total	756940	22575	24325	13200	8955	10350	14415	70640	9,1
France	523380365	1385885						2749545	7,4

Au cours de ces dernières années de forte prospérité où les frontières étaient encore largement ouvertes à l'immigration, les deux départements savoyards connaissent une forte augmentation de leur population étrangère : +19,6 % en Savoie et +46,06% en Haute-Savoie par rapport à 1968. Dans le même temps, la population française stagne, augmentant de +4,4% en Haute-Savoie et diminuant même de – 6% en Savoie. Les naturalisés, quant à eux, connaissent une augmentation de + 23% en Haute-Savoie et de + 3,3% en Savoie.

La différence entre les deux départements s'affirme. La Haute-Savoie, à l'économie plus dynamique et plus industrialisée a un taux de population étrangère de plus de 10%, nettement plus que la France dans son ensemble à l'époque (7,4%). L'éventail des nationalités représentées est plus large qu'en Savoie. La catégorie « autres » est dominante en Haute-Savoie alors qu'elle est encore assez faible en Savoie. D'où viennent les nouveaux migrants ?

La population portugaise qui dépasse les 10 000 ressortissants dans les deux départements a augmenté de + 308% par rapport à 1968, suivant en cela le mouvement de croissance qu'on observe au niveau de cette immigration sur toute la France. Les Turcs, pratiquement absents en 1968 sont au nombre de 310 en Savoie et de 1125 en Haute-Savoie. Les Yougoslaves sont au nombre de 1465 sur les deux départements et les Marocains connaissent une croissance

spectaculaire avec 1035 ressortissants en Savoie et 1535 en Haute-Savoie. Les Tunisiens sont 1685 en Haute-Savoie et 560 en Savoie.

Ces augmentations rapides de populations jusque là peu présentes sont dues à des recrutements opérés par les entreprises via l'Office National d'Immigration qui à l'époque dispose d'antennes dans plusieurs capitales et grandes villes des pays fournisseurs. Quelquefois, les recrutements se sont faits de manière spontanée. Un employeur est parti dans un pays susceptible de fournir de la main-d'œuvre et a fait signer des contrats dans un café comme le rapporte cette jeune femme à propos de son père :

« À Chambéry, il y avait une communauté importante de Casablanca qui sont arrivés en même temps, avec le même patron. C'est le même patron qui leur a fait le même contrat Il était au café, il a dit Bon voilà, je vais vous faire des contrats pour aller travailler en France. Il y avait pas de visa à l'époque[49] *»*

En Haute-Savoie, les entreprises de décolletage ont dû s'appuyer sur une main-d'œuvre peu qualifiée et peu exigeante pour s'adapter aux transformations de la demande. Elles ont trouvé chez les nouveaux migrants originaires du Portugal, de Yougoslavie, d'Afrique du Nord et de Turquie une main-d'œuvre correspondant à leurs attentes. Des industries anciennes et peu attractives en termes de salaires et de conditions de travail ont également puisé dans ce gisement. À Rumilly, les tanneries B.C.S ne trouvant plus sur place la main-d'œuvre ayant les capacités requises ont fait venir de Turquie plusieurs ouvriers qui avaient travaillé dans ce secteur. La plupart d'entre eux sont venus de la province d'Isparta, sur les hauts plateaux de la chaîne du Taurus.

« Dans les années 70/80, donc une immigration turque. Alors ce qu'on m'a dit c'est que c'était à l'initiative des tanneries puisqu'il y a à Rumilly des tanneries assez anciennes et qui se sont déplacées dans les années 80, ils ont construit le nouveau bâtiment et ils auraient eu une pénurie de main-d'œuvre, main-d'œuvre qualifiée et donc ils seraient allés chercher des Turcs je dis ils seraient parce que ça c'est ce qu'on m'a raconté mais je ne suis pas allée vérifier. Chercher une population turque pour son savoir-faire lié à la tannerie, lié au travail du cuir[50]*. »*

En 1975, les groupes de migrants d'arrivée récente sont plus ou moins à dominante masculine. Alors que les migrants européens comptent une part importante de femmes (45% chez les Yougoslaves et 44% chez les Portugais),

---

[49] Entretien Chama H Juillet 2015

[50] Entretien Bergamote H ; octobre 2015

les Marocains comptent seulement 24% de femmes, les Turcs 22% et les Tunisiens 18%. La part des femmes au sein des différentes communautés immigrées est donc moins liée à l'ancienneté de l'immigration qu'à sa zone de provenance. Les Algériens qui ont commencé à migrer dans les pays de Savoie dès les années 1950 ne comptent que 26% de femmes en 1975.

Le potentiel des regroupements familiaux est donc considérable à cette époque. Il va pouvoir se développer pour des raisons administratives. La suspension de l'immigration de travail décrétée en 1974 par le gouvernement Chirac entraîne une libéralisation de l'immigration familiale. Cela se traduit au niveau des chiffres de l'O.N.I. de Haute-Savoie qui enregistre encore 60 entrées de travailleurs en 1973 puis 51 entrées de familles rejoignantes l'année suivante[51].

Du côté des anciennes immigrations on constate une diminution importante. Si les Italiens restent toujours la première nationalité étrangère dans les deux départements, leur proportion dans la population étrangère n'est plus que de 45% en Savoie et de 27% en Haute-Savoie. Cette diminution s'explique par le processus de naturalisation déjà bien entamé au sein de cette population et par le tarissement des flux depuis les diverses régions d'Italie où la croissance économique et le vieillissement de la population ont contribué à stopper pratiquement les départs. Les nationalités arrivées dans l'entre-deux-guerres comme les Russes et les Polonais ont presque disparu du recensement. Il faut noter toutefois qu'une population suisse de taille significative (3150 personnes) est encore présente en Haute-Savoie.

Les Espagnols devenus la seconde nationalité en importance en Haute-Savoie constituent une population employée surtout dans les industries de biens intermédiaires et comptant une proportion de femmes relativement élevée (48,4%). À partir de 1975, leur nombre va aller en diminuant. Le changement politique intervenu dans leur pays avec la mort de Franco cette année là ainsi que l'amélioration de la situation économique vont inciter nombre d'entre eux à rentrer au pays.

On constate que des différences importantes existent entre les immigrations d'origine européenne et les immigrations d'origine nord-africaine et turque. En dehors du caractère beaucoup plus familial des premières il y a aussi des différences significatives au niveau des qualifications professionnelles. Globalement 60% des étrangers sont manœuvres ou ouvriers spécialisés et 26%

[51] A. Pelletier, op cit

sont contremaîtres ou ouvriers qualifiés mais ces taux varient beaucoup en fonction des nationalités :

Main d'œuvre non qualifiée en 1975 :
Turcs : 81,3%
Algériens : 77,3%
Tunisiens : 77%
Portugais : 70%
Italiens : 48,4%

C'est chez ces derniers qu'on trouve les taux les plus élevés d'ouvriers qualifiés et de contremaîtres : 27,2% et de patrons de l'industrie et du commerce : 7,7%. Les secteurs dominants d'emploi sont toujours les mêmes : industrie des biens intermédiaires et bâtiment et travaux publics mais la présence des différentes nationalités y est très variable. De manière générale les migrations récentes sont plus employées dans le secteur du BTP que dans celui des industries : 47% des Marocains, 37,2% des Portugais et 36% des Turcs sont employés dans le BTP. Les nationalités d'Afrique du Nord et turque sont presque absentes du secteur des services. Cela s'explique par la quasi inexistence de femmes actives au sein de ces populations.

Ces différences de répartition sectorielle et de qualifications entre la main-d'œuvre européenne et la main-d'œuvre maghrébine et turque n'est que faiblement corrélée à l'ancienneté de présence. Un groupe implanté dans les deux départements de relativement longue date comme les Algériens est caractérisé par un faible niveau de présence dans les catégories qualifiées. Alors que des groupes d'arrivée plus récente comme les Portugais et les Yougoslaves sont plus représentés dans ces catégories. Quelles que soient les explications de telles différences, elles n'en dessinent pas moins une démarcation au sein de la population immigrée qui est perçue dès l'époque par un certain nombre de personnalités. Ainsi Monsieur Luis S. alors président de la communauté catholique espagnole de Thonon-les-Bains distinguait avec humour une catégorie d'immigrés « première classe » à laquelle appartenait sa propre communauté et les autres communautés d'origine européenne et d'autre part les autres populations plus nettement marquées par leur condition d'étrangers qui se situaient au bas de l'échelle sociale[52]. C'est cette partie là de la population immigrée qui va faire pendant plusieurs années l'objet d'une politique visant à améliorer sa situation.

[52] Propos cités dans Anne Pelletier, op cit, p 45

PROBLÈMES SOCIAUX ET INITIATIVES SOLIDAIRES

On ne peut pas faire l'histoire de l'immigration sans y inclure les initiatives des acteurs concernés de près par cette question : fonctionnaires, élus, employeurs, militants associatifs etc.. Ces acteurs sont amenés à intervenir sur le plan de l'habitat, de la formation, de l'accès aux droits ou de la scolarisation face à des situations sociales critiques caractérisant certaines populations immigrées.

Les situations les plus emblématiques des difficultés sociales au début des années 1970 concernent surtout le logement. Les Algériens sont particulièrement touchés par ce problème dès les premières années de leur présence dans les deux départements. Population masculine en majorité et faiblement qualifiés, ils se retrouvent souvent dans des immeubles insalubres qui n'ont pas de fonction d'habitation à l'origine. Leur situation de célibataires de fait ne leur permet pas d'accéder au logement HLM et leur faible pouvoir d'achat, amputé des transferts qu'ils font vers leur pays n'autorise pas de se loger dans de l'habitat privé décent. L'histoire de leur présence en Savoie est jalonnée de faits divers soulignant la précarité de leurs conditions de vie.

En 1955, on repère à Sallanches une quinzaine d'entre eux logés dans une école désaffectée sans électricité. En 1962, à Thonon-les-Bains, 25 Algériens sont logés dans un garage. À Meythet, une quarantaine d'hommes sont logés dans une ancienne porcherie. À la suite d'un incendie, ils doivent passer une partie de l'hiver sous la tente. Les premières initiatives prises pour améliorer la situation ne sont pas particulièrement satisfaisantes. Une association des foyers nord-africains de la Haute-Savoie a été créée en 1952 sous l'impulsion de quelques industriels. Elle est présidée par le directeur des Forges de Crans. Une association d'aide aux Nord-africains de Thonon et du Chablais a été créée en 1957. Elle bénéficie d'aides financières de la part des autorités françaises d'Algérie. La Société Nationale pour le Logement des Algériens, aujourd'hui Adoma est sollicitée pour construire des foyers. Le premier d'entre eux est construit à Seynod en 1956. Le projet suscite des protestations de la part des riverains qui retardent son ouverture. À Chambéry, un autre établissement est ouvert un peu plus tard dans la ZAC des Landiers. À Cluses et à Scionzier, les municipalités s'opposent à l'ouverture de tels établissements. L'offre reste donc insuffisante par rapport aux besoins. Par ailleurs le confort des établissements ouverts reste précaire et les résidents ne s'y plaisent guère. À Thonon, le foyer est en fait un dortoir installé dans une usine désaffectée. Il offre un alignement de 66 lits séparés par des distances de 40 cm et une seule cuisine salle à manger qui ne peut contenir que 20 places.

Les établissements SONACOTRA offrent des chambres individuelles mais les résidents doivent accepter un règlement intérieur qui rappelle la caserne. L'électricité est coupée à partir de 22 heures et les occupants sont soumis à un contrôle policier.

C'est toutefois dans les centres anciens des villes que les situations d'insalubrité sont les plus nombreuses avec des hôtels meublés tenus par marchands de sommeil algériens qui exploitent sans vergogne leurs compatriotes. Ces situations dureront jusqu'à la fin des années 1970. À Chambéry, une enquête diligentée par la municipalité en 1978 recense une trentaine d'hôtels garnis insalubres occupés par des hommes algériens vivant en célibataires. La plupart étaient situés derrière la caserne Curial. L'un de ces hôtels situé rue Juiverie hébergeait 45 personnes sur un espace très réduit et sommairement aménagé :

« Vous voyez rue Juiverie, moi j'habitais rue Juiverie, au-dessus des stocks américains à l'époque, il y avait au dernier étage, un marchand de sommeil, il avait une pièce de 14 m², il y avait 45 personnes dedans. Vous voyez, ces mecs là ils ne rouspétaient jamais, jamais. Pour eux c'était important d'avoir un toit. Ils étaient comme du bétail dans ces trucs là mais ils rouspétaient jamais, jamais[53]*. »*

D'autres situations d'insalubrité sont signalées rue Perrine à La Roche-sur-Yon, rue Perrière, rue de l'Ile et rue Sainte-Claire à Annecy. Quelques personnalités savoyardes qui sont indignées par ces situations d'insalubrité qui touchent la main-d'œuvre immigrée décident de passer à l'action en créant des associations à vocation humanitaire et militante qui ont surtout pour objectif de dénoncer les situations les plus scandaleuses sans se risquer dans la production de logements décents pour cette population. En Savoie, se crée en 1970 le Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés à l'initiative d'un syndicaliste CFDT et d'un ingénieur EDF qui avaient été indignés par les conditions de vie de la main-d'œuvre immigrée sur les chantiers des barrages alpins. Cette organisation qui s'est dissoute en 1998 a mené essentiellement des actions de soutien aux immigrés en dénonçant au besoin certains employeurs indélicats ainsi que des marchands de sommeil. Les archives du CSTI aujourd'hui déposées aux archives départementales de Savoie rendent compte des diverses actions menées et nous éclairent sur les conditions de vie des populations immigrées.

La lutte contre l'habitat insalubre étant une des priorités du C.S.T.I, une de ses principales actions a été d'obliger une entreprise de bûcheronnage sous-traitante

---

[53] Entretien Abdelkader Z, septembre 2015.

de l'O.N.F. à loger sa main-d'œuvre dans des conditions acceptables. En l'occurrence 9 ouvriers marocains qui travaillaient pour cette entreprise à l'aménagement d'un sentier forestier à Usillon près de Thorens étaient logés en bordure de la forêt sous des bâches suintant l'humidité. Le CSTI et d'autres associations, alertées par l'un de ces bûcherons a saisi la gendarmerie d'Annecy pour intervenir sur les lieux le 28 juin 1974 et obliger l'employeur à reloger son personnel dans des conditions règlementaires. L'affaire fit l'objet de deux articles dans le Dauphiné Libéré les 30 juin et 1ER Juillet 1974 ainsi que d'un reportage sur F.R.3..

Une autre action fut de convaincre le maire de Chambéry nouvellement élu en 1977 de résorber une cité construite à Cognin par la municipalité précédente. Il n'existe pas de photos de cette cité dont le souvenir est assez flou. Elle avait été construite avec les matériaux provisoires utilisés à l'époque pour l'édification des cités de transit. Son emplacement tout près de la rivière facilitait la propagation de l'humidité dans les logements. Les choses ne sont pas non plus très claires en ce qui concerne son occupation. Il semble qu'elle ait été construite en 1962 pour accueillir des familles d'anciens harkis rapatriées après l'indépendance de l'Algérie. Au fil du temps, des familles immigrées d'autres provenances s'y étaient installées. Après plus de quinze ans de fonctionnement, elle était devenue insalubre. Les enfants qui y vivaient devaient faire trois kilomètres le long de la route nationale pour aller à l'école dans le quartier du Biollay. C'est là que fut édifiée une cité HLM où se réalisèrent les relogements des familles de Cognin.

Assez vite l'action du CSTI s'étendit à la défense des droits des immigrés en ouvrant une permanence juridique avec l'appui d'organisations humanitaires plus spécialisées comme la CIMADE et le GISTI[54]. L'association se tourna aussi vers les familles en organisant des projections de films à leur intention et en organisant des actions de suivi scolaire. Elle rencontra parfois des difficultés liées à la complexité des relations au sein de certains groupes d'immigrés. La création d'un centre culturel destiné à la population turque de Chambéry révéla surtout les tensions internes existant parmi les usagers et le centre périclita au bout de quelques années. Au-delà de ces actions, le CSTI diffusait surtout sa vision des droits de l'homme par le biais de certains organes de presse locale comme *La vie nouvelle.* Cette politisation l'amena à entrer en conflit avec la Préfecture qui, consciente de l'utilité d'un organisme prenant en compte les besoins de la population immigrée, favorisa en 1982 la création d'une association à vocation plus technique l'ADDCAES (Association Départementale de Développement et de Coordination Auprès des Étrangers de la Savoie) qui jusqu'à aujourd'hui mène

[54] Groupe d'information et de soutien aux immigrés, association nationale fondée à Paris en 1972 par des juristes et des travailleurs sociaux.

diverses missions dans le domaine de l'interprétariat, de l'accompagnement vers l'emploi, de la formation etc..

Le CSTI, constatant qu'il avait joué son rôle auprès de l'administration qui prenait désormais en compte les besoins de la population immigrée décida de se dissoudre quelques années plus tard.

En Haute-Savoie où la population immigrée était nettement plus importante et où les rapports avec la population locale étaient assez tendus, on observe à l'époque une évolution semblable avec au départ une implication de plusieurs associations appartenant à la même mouvance «chrétienne sociale » qui, après avoir sensibilisé l'opinion et les acteurs politiques et administratifs aux besoins des immigrés, laissent la place à un organisme plus professionnel l'ALAP (Association logement Accueil et Promotion des Travailleurs et Familles en Haute-Savoie).

Là aussi, le problème principal est celui de l'habitat insalubre. En 1972, les associations regroupées dans « groupement pour la résorption de l'habitat insalubre et le relogement des mal logés » entreprennent une enquête sur une centaine de logements situés à Cluses, Annecy, Annemasse et d'autres villes du département. Il en résulte que 80 logements sont dangereusement humides, 92 n'ont pas de W.C. et 85 n'ont pas l'eau courante. De telles situations entraînent parfois de graves accidents. En 1970, à Scionzier 4 personnes sont mortes asphyxiées dans une chambre sans aération. À Annecy, la même année, un enfant est mort de froid. À Rumilly, une famille de six enfants dont le père souffre de maladie pulmonaire vit dans un logement excessivement humide. À la suite du refus de sa demande par un organisme HLM, il doit être hospitalisé.

Les conclusions de cette enquête sont diffusées dans un tract intitulé : « Des bêtes ou des hommes ». Le Dauphiné Libéré reprend ce titre dans un article du 7 décembre 1972. Après avoir rappelé les lois récemment votées qui permettent de lutter efficacement contre l'habitat insalubre, l'article passe en revue les situations critiques qui concernent essentiellement les travailleurs immigrés originaires d'Afrique du Nord. C'est dans la vallée de l'Arve que les situations sont les plus problématiques. À Scionzier où les immigrés représentent 42% de la population locale, on identifie 223 personnes logées dans des conditions particulièrement insalubres. À Cluses, un foyer en construction offrira 207 places, ce qui paraît insuffisant par rapport aux besoins. La Sonacotra sollicitée par les autorités préfectorales a entrepris de construire plusieurs foyers dans l'agglomération d'Annecy et à Annemasse qui offriront au total près de 1200 lits. Le problème est plus difficile à résoudre en dehors des villes et particulièrement

sur les chantiers où la population est mouvante. Il faut des enquêtes de la Direction du Travail et de l'Emploi avec procès verbaux à la clé pour que les employeurs fassent un effort pour améliorer les logements offerts. Quant aux familles qui commencent à venir en nombre, elles n'ont à l'époque que très peu de chances d'obtenir un logement en HLM, même quand il y de la vacance. Les bailleurs sociaux les regardent avec méfiance et craignent les réactions de rejet de leurs locataires européens. En 1978, un père de famille tunisien attaque en justice la SA HLM de Haute-Savoie qui lui a refusé un logement sans autre raison que son origine. Le fait que les bailleurs sociaux se soient fixé des pourcentages de familles immigrées à ne pas dépasser ne facilitera bien sûr guère l'accès aux HLM de ceux-ci pendant longtemps et l'habitat privé bas de gamme, souvent insalubre restera leur principale possibilité de logement jusqu'aux années 1990 où ils commenceront à représenter une proportion significative des locataires de l'habitat social mais avec de fortes concentrations dans les mêmes quartiers.

Afin d'avoir un opérateur local susceptible de répondre à la diversité des besoins de ces populations qui semblent avoir des difficultés à accéder aux divers services de droit commun, plusieurs représentants des diverses administrations concernées par le problème, ainsi que des responsables syndicaux, des militants associatifs, des élus locaux et des employeurs se réunissent le 6 juin 1973 pour créer une structure susceptible d'apporter des réponses aux besoins des immigrés. Sous l'impulsion du directeur de la DDASS de Haute-Savoie est crée l'ALAP, association mixte s'insérant dans un processus de relations entre pouvoirs publics et personnes privées. L'organisme se voit attribuer deux missions d'intérêt général : logement et action sociale en direction des immigrés et des gens du voyage d'une part et d'autre part, gestion du réseau d'accueil qui vient d'être créé au niveau national. Cette mission consistera à accueillir les immigrés d'arrivée récente, les orienter, les appuyer dans leurs démarches administratives pour les aider à accéder au droit commun.

En 1974, l'ALAP embauche son premier salarié. En 1978, elle en compte déjà 35[55]. Quarante ans plus tard, le 16 décembre 2013, Le Tribunal de Grande Instance d'Annecy prononçait la liquidation judiciaire de l'association qui était en cessation de paiement depuis plus d'un an. La baisse de la fréquentation des résidences, leur entretien insuffisant et les réductions des financements institutionnels sont à l'origine de cette disparition. Les besoins en logement ont évolué considérablement en quelques décennies. Les travailleurs vivant en célibataires qui étaient très nombreux au début des années 1970 et pour lesquels avaient été construits les foyers de travailleurs étrangers ont vu leur nombre se

[55] A. Pelletier, op cit

réduire considérablement. Les organismes gestionnaires ont du s'adapter à de nouveaux besoins pour accueillir des femmes seules, des familles, des demandeurs d'asile. Ceux qui n'ont pas pu accomplir cette adaptation étaient inévitablement appelés à disparaître.

Une association basée dans l'Ain, Alpha 3 A, a repris en gestion les résidences ALAP de Marnaz, La Roche-Foron et Rumilly ainsi que le Centre d'accueil de demandeurs d'asile de 157 places situé dans ces deux localités.

Ce regard sur les années 1970 révèle la fragilité de la politique mise en place. Elle a été pensée pour une population appelée à changer dans les années suivantes. Beaucoup d'hommes seuls ont fait venir leur famille et de nouveaux besoins en logements, travail social et éducation sont apparus. Le chômage a commencé à toucher les immigrés dans des proportions importantes, réduisant leur pouvoir d'achat et partant leurs possibilités de participation à la vie sociale locale.

LA FIN DU VINGTIÈME SIÈCLE : REGROUPEMENTS FAMILIAUX ET DEMANDEURS D'ASILE

Au cours des années 1980 et 1990, les flux migratoires changent de composition. Au niveau national, la part des personnes venant pour des raisons de travail qui était jusque là prépondérante descend à moins de 10% tandis que les entrées de familles dépassent les 50% et que celles des demandeurs d'asile atteignent les 30%. Les deux départements savoyards n'échappent pas à cette évolution. En 1982 elle commence déjà à être perceptible, tandis que les nouvelles immigrations venues de pays tiers rattrapent en importance les immigrations européennes.

Principaux résultats du recensement de 1982 :

	Population totale	% de de femmes	naturalisés	% de femmes	Etrangers	% de femmes	% Population étrangères
Savoie	324000	50,9	9520	56,12	25720	42,9	7,9
Haute-Savoie	501620	50,3	14240	59,2	46340	41,7	9,2
Total	825620	50,6	23760	57,6	72060	42,3	8,5
France	54 296000		254000		4037000	37,5	7,4

La part des femmes au sein de la population étrangère est encore inférieure de 8 points à ce qu'elle est dans la population totale mais c'est déjà beaucoup plus élevé qu'en 1975 et 1968 où cette proportion était inférieure à 40% au niveau des deux départements. Dans le cas des naturalisés, la proportion de femmes est nettement plus élevée qu'au niveau de la population totale. C'est là une constance qui se poursuite jusqu'à nos jours. Dans le cas précis des pays de Savoie au début des années 1980, on peut penser que les naturalisations ayant concerné principalement les anciennes immigrations, avec en particulier un pic élevé avant la Seconde guerre mondiale, la dominante féminine s'explique par le fait qu'il s'agit alors d'une population vieillissante dans laquelle les femmes sont toujours les plus nombreuses.

On observe une augmentation du nombre des femmes dans toutes les nationalités présentes, même si les immigrés européens en comptent toujours plus comme le révèle le tableau suivant :

Part des femmes au sein des différentes nationalités en 1982

	Italiens	Espagnols	Portugais	Autres U.E	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres
Savoie	8880	800	4160	480	6480	2140	600	1040	1140
% femmes	44,5	40,5	46,1	62,5	39,5	38,3	39,7	30,7	52,6
Haute Savoie	10300	4360	8900	1520	8840	2720	1720	2680	5960
% femmes	42,7	43,5	50,1	40,7	34,7	38,2	33,7	37,3	41,9
Total	19180	5160	13060	2000	15320	4860	2320	3720	7100
% femmes	43,6	42	48,1	51,6	37,1	38,2	33,7	34	47,2

On constate que la proportion de femmes a considérablement augmenté par rapport à 1975, en particulier dans les nationalités d'Afrique du nord et de Turquie même si elle reste nettement inférieure à ce qu'elle est chez les Européens. Chez les Algériens la proportion de femmes est passée de 26% à 37,1%, chez les Marocains, elle est passée de 24% à 38,2%. Chez les Tunisiens, elle est passée de 18% à 33,7% et chez les Turcs de 22% à 34%. Il y a donc bien eu de nombreux regroupements familiaux entre 1975 et 1982 au sein de groupes de travailleurs qui auparavant vivaient très majoritairement isolés. C'est ce que confirment certains entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche, comme celui d'une jeune femme marocaine dont le père est venu d'abord avec d'autres hommes pour travailler à Chambéry avant de faire venir femme et enfants six ans plus tard ou celui d'une femme turque arrivée aussi en 1976.

« (…) donc ils ont débarqué à Chambéry, ils ont travaillé, première année 70 jusqu'à 76. Donc pendant 6 ans et donc après il a fait venir ma maman et puis donc nous, mon frère, ma petite sœur et moi. Ma petite sœur qui avait 6 mois et moi qui avait 3 ans[56]. »

« Je suis arrivée en France en 1976. Mon père est arrivé trois ans auparavant. C'était au cours de la dernière vague d'arrivée de main-d'œuvre étrangère[57]. »

[56] Entretien Chama H. 15/07/15

[57] Entretien Serpil O. 7/07/2015

Les immigrations du début des années 1970 ont pris dès le départ une dimension familiale. C'est le cas des Portugais où la proportion de femmes était déjà de 44% en 1975 et passe à 48,1% en 1982. Les arrivées des familles se sont faites beaucoup plus tôt et dans un délai relativement court après la venue du père, comme le précise cette dame de 50 ans interviewée à Chambéry :

« Alors moi je suis arrivée en France en septembre 73. J'avais 8 ans. Je suis venue faire mes 9 ans en France. Avec mes parents, par l'immigration. Légale. Mon papa est venu un an avant nous, a trouvé un appartement, c'est a rempli, a acheté à la croix rouge des lits tout ça, il a meublé l'appartement et après il nous a fait venir[58]*. »*

[58] Entretien Maria R, 28/09/2015 (association « les roses de mai »)

ÉLARGISSEMENT DES ORIGINES

Les chiffres de 1982 confirment les différences entre les deux départements savoyards. La Haute-Savoie compte une population immigrée nettement plus nombreuse avec deux à trois fois plus d'originaires du Maghreb, de Turquie et d'autres pays tiers. Dans le cas de ces derniers pays on trouve en particulier des originaires d'Afrique sub-saharienne avec en particulier un groupe de Cap-verdiens installés à Thonon-les-Bains. Ils sont tous originaires de la même île de cet archipel lusophone qui connaît depuis longtemps de nombreux flux de départs vers l'Europe aussi bien que vers l'Afrique et l'Amérique. Ils ont fondé une association nommée Santa Catarina du nom de leur village d'origine[59].

Une population de Laotiens venus comme demandeurs d'asile après 1975 a commencé à s'installer dans la vallée de l'Arve à partir de 1977 où une entreprise de téléphonie dénommée HPF en avait embauché un nombre important[60]. Cette entreprise fabriquait des téléphones fixes au design original qui aujourd'hui sont recherchés comme objets de collection. Elle a disparu au début des années 1980. Les Laotiens sont restés nombreux dans la région, surtout à Bonneville où d'autres populations originaires d'Asie du Sud Est, Cambodgiens et Vietnamiens sont venues s'installer dans les années 1970.

On constate aussi que la population étrangère en Haute-Savoie est un peu moins féminisée qu'en Savoie, ce qui explique l'importance du parc de foyers pour travailleurs qui compte une dizaine d'établissements contre un seul en Savoie.

Pour ce qui est de l'emploi, les chiffres de 1982 confirment les différences entre immigrés européens et non européens sous l'angle des qualifications. Parmi les Italiens, les ouvriers non qualifiés ne représentent que 7,9% des actifs en Savoie et 12,6% en Haute-Savoie. Migration vieillissante, ils comptent 9,7% de retraités. La promotion sociale se fait chez eux par le biais de l'accès au statut de patron de l'artisanat, du commerce ou de la petite entreprise industrielle ainsi que par les professions intermédiaires. Ils sont par contre peu nombreux à être cadres ou membres des professions intellectuelles. C'est chez les naturalisés que l'on trouve la plus forte proportion de membres de cette catégorie ainsi que la plus forte proportion de retraités. Cette catégorie se rapproche le plus des Français sous l'angle de la place dans l'échelle sociale.

---

[59] A. Pelletier, op cit.

[60] R. Alili, « Les Laotiens de Bonneville », *Hommes et migrations,* n°1166, juin 1993, pp 31-34.

Les Portugais, population d'arrivée récente, se situent entre les vieilles immigrations européennes et les migrations venues des pays tiers. La proportion d'ouvriers qualifiés est légèrement inférieure à celle des ouvriers non qualifiés et on ne compte que très peu d'artisans et d'entrepreneurs. Du fait de la moyenne d'âge encore très jeune à l'époque on ne compte qu'une cinquantaine de retraités. Les employés sont relativement nombreux, de même que le personnel de services. Il s'agit majoritairement d'emplois féminins.

Les immigrations en provenance des pays tiers comptent de fortes majorités d'ouvriers non qualifiés. Elles comptent aussi de très fortes proportions de chômeurs : 40,28% chez les Algériens en Savoie et 42,3% en Haute-Savoie. 42,2% chez les Marocains en Savoie et 39,8% en Haute-Savoie. 40% chez les Tunisiens en Savoie et 36,7% en Haute-Savoie. Le chômage n'épargne pas non plus les immigrés européens mais il les touche en proportion moindre. La simultanéité de la généralisation de l'immigration familiale et du développement du chômage de masse au début des années 1980 ne pourra manquer d'avoir des conséquences négatives sur le plan social par la suite. Cette période coïncide toutefois avec une période de restructuration dans l'industrie qui provoque une conjoncture particulièrement difficile mais appelée à s'améliorer dans les années ultérieures. L'industrie du décolletage, en particulier, après une phase de réorganisation génératrice de diminution d'activité et de suppression d'emplois, a su se réorienter vers une production adaptée aux nouvelles technologies de communication. Aujourd'hui 347 entreprises de décolletage fonctionnent en Haute-Savoie sur un total de 586 dans l'ensemble de la France. Toutefois, malgré le chômage et les difficultés sociales, l'immigration se poursuit vers les pays de Savoie comme le montrent les deux derniers recensements de la fin du XXème siècle.

En 1990, on innove pour la première fois en distinguant les notions d'immigrés et d'étrangers qui se recouvraient auparavant. Cette distinction s'est appuyée sur une réflexion complexe qui a conduit à une nouvelle classification. En effet Tous les étrangers ne sont pas des immigrés et tous les immigrés ne sont pas des étrangers. Au sens strict, un immigré est une personne qui n'est pas née sur le territoire où elle vit (en l'occurrence en France métropolitaine). Toutefois, cette définition est peu opératoire lorsqu'on s'intéresse à l'immigration étrangère ; elle regroupe en effet des personnes d'origine étrangère et des Français de naissance sans rapport direct avec l'immigration étrangère : rapatriés d'Afrique du Nord, originaires des DOM, Français de naissance nés à l'étranger de parents d'origine métropolitaine mais résidant à l'étranger à l'époque ... Par "immigrés" on entend ici l'ensemble des personnes étrangères ou françaises par acquisition

nées hors de France métropolitaine ; soit environ 4,1 millions de personnes en 1990, parmi lesquelles 1,3 million sont françaises et 2,8 millions étrangères.

Dans les deux départements savoyards, on peut désormais comme ailleurs distinguer immigrés et étrangers. Les évolutions qui s'affirment en 1990 et 1999 confirment les tendances déjà observables en 1982 : féminisation accrue de toutes les communautés, élargissement des zones de provenance, diminution de la part des Européens par rapport à l'ensemble de la population immigrée. Mais on constate aussi un vieillissement de la population immigrée dans son ensemble et une augmentation de la taille des ménages. La taille de ces ménages est supérieure à la moyenne des ménages recensés et s'en écarte de plus en plus, car elle augmente (3,28 personnes par ménage en 1975, 3,34 en 1982, 3,38 en 1990), alors que la moyenne baisse (respectivement 2,88 ; 2,70 ; 2,57).

Cette évolution résulte de la progression du nombre des ménages d'étrangers ne provenant pas de l'U.E et de la forte augmentation de la taille de ces ménages. Quant aux ménages dont la personne de référence appartient à l'U.E, leur taille reste supérieure à la moyenne nationale, mais elle diminue progressivement. Si on tient compte de ces nouvelles définitions, on a en 1990 pour la Savoie une population immigrée de 35 191 personnes dont 23 068 sont de nationalité étrangère et 12 123 ont acquis la nationalité française. En Haute-Savoie, la population immigrée est nettement plus importante puisqu'elle s'élève à 68 430 personnes dont 48 758 étrangers et 19 672 Français. Dans les deux départements, les proportions d'étrangers parmi les immigrés sont assez voisines de ce qu'elles sont au niveau national : 65,5% pour la Savoie et 71% pour la Haute-Savoie.

Cette différence entre les deux départements est révélatrice des écarts qui s'instaurent entre eux à partir de cette date en matière d'immigration. La Savoie connait une stabilisation de sa population immigrée. La population étrangère est en baisse de moins 10% par rapport à 1982 mais la population de naturalisés augmente dans le même temps de plus 27%. Il n'y a donc très peu de nouvelles arrivées et une tendance à l'installation durable qui se traduit par l'acquisition de la nationalité française.

En Haute-Savoie on enregistre plutôt une poursuite de la croissance de la population immigrée dans son ensemble : +5,21% pour la population étrangère et +38% pour les acquisitions de nationalité française, ce qui contribue aussi à son essor démographique global. Celui-ci s'est traduit par une augmentation de +13% de la population totale entre les deux recensements. Les deux départements comptent toujours des proportions d'immigrés supérieures à la

moyenne nationale qui est de 7,4 %. Avec 12% en Haute-Savoie et 10% en Savoie, les deux départements sont aussi au-dessus de la moyenne en Rhône-Alpes qui est de 8,8%.

La proportion de femmes parmi les immigrés a encore augmenté. Elle est de 48,64% en Savoie et de 47,87% en Haute-Savoie. Elle progresse dans toutes les communautés. Elle atteint 41% chez les Algériens vivant en Savoie et 38 % chez ceux vivant en Haute-Savoie. Au sein des populations originaires des pays de l'Union Européenne vivant en Savoie, la proportion de femmes est de 46,6% et de 46,2% chez celles vivant en Haute-Savoie. Dans les immigrations plus récentes, elle tend à augmenter : 43% chez les Marocains en Savoie et 42,24% en Haute-Savoie contre 38% en 1982. Chez les Portugais, les femmes représentent 45,8% des ressortissants installés en Savoie et 46,6% de ceux installés en Haute-Savoie. Chez les Turcs elle est de 43% dans les deux départements. Chez les Tunisiens, elle est de 42,9% en Haute-Savoie et de 38,9% en Savoie.

Les populations originaires des pays tiers ont connu une augmentation de + 17% par rapport à 1982. Les immigrés des pays de l'Union européenne ont au contraire connu une diminution de –16,5%. Ils restent toutefois légèrement dominants au niveau des étrangers, représentant un peu plus de 50% de l'ensemble.

PRÉSENCE DES FAMILLES ET PROBLÈMES DE COHABITATION

Les problèmes qui vont désormais se poser seront moins ceux de l'accueil de travailleurs et de familles venues les rejoindre avec de jeunes enfants que ceux des jeunes générations nées et élevées dans les départements savoyards dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de chômage persistant. La concentration des familles immigrées et de nombre de jeunes ménages issus des diverses immigrations dans certains quartiers HLM amènera le développement de la « politique de la ville » pour apporter à la fois une amélioration du cadre de vie et des opportunités de travail à travers l'encouragement à la vie associative et aux initiatives de la population locale. Les deux départements n'ont pas connu dans les années 1980 et 1990 des émeutes urbaines importantes comme celles qui ont touché Lyon ou Grenoble. Toutefois, en 1989, un fait divers tragique a provoqué des violences et des actes de vandalisme à Scionzier et Cluses. Le 13 Juillet, alors que l'on fête le bicentenaire de la Révolution française, un bal est organisé au lac de Thyez près de Cluses, une altercation entre deux jeunes tourne au drame. Un garçon d'origine tunisienne âgé de 23 ans est poignardé par un jeune de 27 ans d'origine calabraise. Ce dernier est poursuivi par un groupe de Maghrébins et pour échapper au lynchage, il se réfugie dans un bar avant d'être mis en sûreté à la gendarmerie de Cluses. Une émeute démarre dans la foulée dans le quartier du Crozet à Scionzier, dont la victime était originaire. Une trentaine de personnes se rendent à la clinique de Cluses pour prendre des nouvelles du blessé. Apprenant que leur camarade est décédé, ils se mettent à saccager le centre-ville, vandalisant la mairie, la poste et plusieurs commerces, détruisant plusieurs abris-bus et défonçant le macadam pour en faire des projectiles. Un peu plus tard, une centaine de personnes se rassemblent devant la gendarmerie et invectivent les gendarmes pendant plusieurs heures avant de brûler leurs voitures de service. Par chance aucun coup de feu n'est tiré. Quelques élus se rendent en pleine nuit dans le quartier du Crozet à Scionzier pour parlementer avec les émeutiers[61].

Le lendemain, un conseil municipal exceptionnel se tient en mairie de Cluses tandis que 400 militaires du Groupement de Gendarmerie de Haute-Savoie sont arrivés sur les lieux. Il est décidé de maintenir la fête du 14 Juillet qui se déroulera sans incidents. La tension persistera pendant plusieurs jours mais le sang-froid des gendarmes et le dialogue engagé par les élus avec les jeunes maghrébins du quartier du Crozet ont permis d'éviter des débordements encore plus dommageables. Ces évènements seront répercutés par la presse nationale, ce qui contribuera à faire de Cluses le lieu emblématique des problèmes de

[61] www.lemessager.fr/.../article_1989_emeutes_et_attentats_autour_de_cluses.

cohabitation entre immigrés, alors qu'aucune émeute de ce type ne s'était jamais déroulé dans la région et qu'en 1986 un reportage de FR3 Alpes avait présenté le quartier du Crozet comme un lieu de brassage où les différentes populations entretenaient de bonnes relations.

Quant au meurtrier, il sera jugé en 1992 et acquitté, le mobile du crime raciste ne pouvant être retenu et le coup ayant été porté au cours d'une discussion passablement alcoolisée. Ce jugement ne provoquera aucun incident violent dans la région.

Depuis, le quartier du Crozet est étiqueté « quartier sensible » et a bénéficié des diverses procédures créées dans le cadre des politiques de la ville, en particulier dans les années qui ont suivi les émeutes de l'action d'un Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Aujourd'hui les problèmes sociaux y sont fréquents, les actes de dégradation sont souvent le fait de jeunes collégiens plus ou moins déscolarisés. Les quelques descentes de gendarmerie qui s'y produisent encore de temps à autre, pour des problèmes relativement mineurs, n'ont jamais provoqué d'émeutes semblables à celles de 1989. Le quartier ne fait même pas partie de la liste des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) créée par le décret n°96-1156 du 26 décembre 1996. Dans les deux départements savoyards, ces zones qui se caractérisent par une accumulation de problèmes sociaux ne sont qu'au nombre de 8, ce qui est très peu si l'on tient compte de l'importance de la population immigrée. La plupart sont concentrées sur Chambéry : Chambéry-le-Haut, Chantemerle, Le Piochet, La Cassine, Le Biollay et Bellevue. En Haute-Savoie, on ne trouve que deux quartiers : le Perrier à Annemasse et les Ewües à Cluses. La situation de l'emploi, moins dégradée qu'ailleurs et la prise en charge précoce des besoins sociaux des familles immigrées par des associations compétentes expliquent sans doute en partie ce nombre relativement faible de quartiers appelant un traitement renforcé.

LES PREMIERS DEMANDEURS D'ASILE

Une autre source de modification de la composition de la population immigrée est venue de l'arrivée de demandeurs d'asile à partir du milieu des années 1970. En 1973, est créé le « dispositif national d'accueil » (DNA) avec les premiers centres provisoires d'hébergement (CPH) pour accueillir notamment les réfugiés chiliens fuyant le coup d'État de Pinochet. En 1975, l'État délègue à l'association France terre d'asile (FTDA) la coordination du dispositif qui concerne également les réfugiés du Sud-Est asiatique et s'élargit aux autres origines. La plupart des Centres Provisoires d'Hébergement on été installés à l'intérieur de foyers de travailleurs qui disposaient de places libres. La plupart du temps, ces foyers appartenaient à la SONACOTRA, aujourd'hui ADOMA. Il n'y a pas eu de C.P.H. en Savoie du fait que dans les années 1970-1980, les foyers de travailleurs étaient remplis par leur clientèle traditionnelle. C'est un peu plus tard que l'on voit se mettre en place des structures destinées aux demandeurs d'asile dans les deux départements. Les premiers réfugiés venus s'installer en Savoie sont passés par des Centres d'hébergement situés dans d'autres départements de la région Rhône-Alpes ou sont venus quelquefois directement de Paris après avoir obtenu leur statut.

L'arrivée et l'installation de ces personnes en Savoie sont liées à des opportunités professionnelles puis à une bonne insertion dans le milieu local. Ils y ont trouvé à la fois des conditions favorables à leur intégration et des possibilités de maintenir une activité militante en lien avec leurs conditions et tournée vers leurs pays d'origine.

Les premiers groupes de demandeurs d'asile se sont souvent croisés dans les centres provisoires d'hébergement et les relations entre eux ont été souvent conflictuelles. Une réfugiée chilienne installée à Chambéry depuis plus de vingt ans se souvient des contacts difficiles avec les originaires d'Asie du Sud-Est qu'elle a pu avoir au début de son arrivée en France :

« Donc ben à Paris déjà, Orly tout ça. On nous a amenés dans un foyer Sonacotra et là c'était un peu l'enfer parce que c'était la même époque des boat people vietnamiens qui étaient contre les communistes, qui nous prenaient à nous comme des communistes, des ennemis donc c'était la Tour de Babel quoi. Les asiatiques, les sud-américains, c'était la guerre quoi. Dans le foyer parce que eux venaient de fuir et nous on disait mais on fuit justement la dictature fasciste. Eux ils disaient mais non les fascistes, c'est les communistes. Ah là la, c'était terrible et puis on pouvait pas se comprendre puisqu'il y avait pas de langue à part l'anglais, le français personne le parlait. Oui les vietnamiens ils parlaient plus

mais nous on parlait pas du tout, nous c'était plutôt l'anglais. Et donc dans ces foyers d'accueil où c'était vraiment la... je vous dis on pouvait pas rester ensemble. Il fallait toujours des groupes de différents pays et c'était terrible, terrible, terrible[62]*.* »

Ces deux vagues de réfugiés ont en effet été presque concomitantes. Pour les Chiliens, le coup d'état a eu lieu en 1973 et les flux de départ les plus importants se sont situés entre 1974 et 1976 mais les dates d'arrivée en France se sont échelonnées sur près de 15 ans car beaucoup sont passés d'abord par d'autres pays voisins, en particulier l'Argentine. Les vagues d'arrivées les plus importantes ont été enregistrées au début des années 1980, alors que les années qui suivent le coup d'état n'ont vu que des entrées assez peu nombreuses. Les choses sont quelque peu trompeuses à ce niveau car les dates indiquées sont celles qui correspondent à la première demande d'asile et, comme pour d'autres réfugiés par la suite, on observe que de nombreux Chiliens ont vécu d'abord en France un certain nombre d'années sans papiers avant de déposer leurs demandes d'asile.

Dans le cas des ressortissants du Viêt Nam, du Cambodge et du Laos, c'est l'année 1975 qui marque le début de l'exode. À quelques semaines d'intervalle, les régimes politiques en place dans les trois pays qui étaient soutenus par les pays occidentaux ont été balayés par des partis totalitaires. Dès l'effondrement du régime du Sud Viêt Nam en mars 1975, 143 000 premiers réfugiés quittent le pays avec les Américains, fuyant le régime communiste. Rapidement des vagues d'autres réfugiés partent ensuite par leurs propres moyens sur des embarcations de fortune. Après la réunification en 1976, de nombreuses vagues d'émigration clandestines ont lieu avec la radicalisation socialiste progressive du Sud. À partir de 1978, une forme particulière de départ maritime, qualifiée de semi-officielle, voit le jour. Moyennant une somme d'argent aux autorités locales et aux organisateurs, la minorité ethnique souvent commerçante des Sino-vietnamiens peut fuir sur des bateaux au fur et à mesure des tensions avec la Chine, notamment pendant la guerre sino-vietnamienne, jusqu'à la fin des années 1980. Beaucoup d'entre eux sont dirigés vers des camps de Hong Kong. Les images de milliers de réfugiés parqués dans ces camps derrière des barbelés et des barreaux dans des conditions déplorables soulèvent l'indignation des médias occidentaux de l'époque. Parmi ces millions d'émigrants, principalement originaires du sud, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime qu'entre 200 000 et 250 000 d'entre eux ont péri, victimes des gardes-côtes, des pirates ou de noyades. Au Cambodge, la prise du pouvoir par les

[62] Entretien Olaya M. Juillet 2015

Khmers rouges le 17 avril 1975 marque le début d'une dictature sanglante qui va provoquer la mort de près du quart de la population. Afin d'échapper à la déportation dans les campagnes, beaucoup de gens fuient à travers la jungle jusqu'en Thaïlande où le H.C.R a commencé à installer des camps d'accueil. L'essentiel des arrivées en France se fait à partir de 1979 et de la défaite des Khmers Rouges devant l'armée vietnamienne. C'est au moment où le cauchemar prend fin que beaucoup choisissent de se diriger vers les camps de Thaïlande dans l'espoir de trouver un refuge dans un pays « libre ». Les raisons de ce départ après la chute du régime qui leur avait fait tant de mal sont complexes. Il y a la méfiance héréditaire envers les Vietnamiens qui jouent incontestablement un rôle dans la décision de partir, comme l'exprime un réfugié cambodgien résidant à Chambéry :

« C'est à l'époque occupé par les vietnamiens en 1979. Je pense que c'est eux quand ils font ça, ils disaient les Khmers rouges sont dans la forêt donc il a encore tué, attaqué les Khmers rouges et tué en même temps ces gens qui sont allés travailler pour couper les bois. Et après mes enquêtes, je fais pas de la politique mais j'ai suivi l'histoire et c'est une histoire que les Vietnamiens ont profité de tuer encore les Cambodgiens. »

Mais la raison essentielle tient dans le constat que le pays est détruit. L'organisation concentrationnaire établie par les Khmers Rouges laisse la place à un désordre dans lequel il est difficile de trouver où se loger et de quoi se nourrir. Les gens déplacés ne peuvent pas retrouver leurs propriétés et ne peuvent pas se faire accepter ailleurs : il y a surtout un sentiment d'anéantissement total, de découragement et d'abattement qui fait que tout paraît pratiquement impossible à reconstruire.

Au Laos, une guerre civile opposait depuis 1953 le Pathet Lao (Laos libre) d'inspiration communiste à la monarchie constitutionnelle instaurée par la France en 1948 et soutenue par les Américains. En 1973, après une réconciliation entre les deux tendances, le Pathet Lao s'empare progressivement du pouvoir et en décembre 1975, la monarchie est abolie et est remplacée par la République démocratique populaire lao, sous forte influence vietnamienne. Le pays ne retrouve pas pour autant la paix avec la fin de la guerre civile : dès la prise du pouvoir par les communistes, des guérillas animées par les anciennes forces pro-américaines des Hmongs, et d'autres minorités ethniques comme les Yaos et les Méos, se développent avant de s'éteindre progressivement faute de moyens et de soutien étranger.

C’est un groupe de réfugiés Yao passé par la Thaïlande qui est à l’origine de la communauté laotienne installée à Bonneville et dans les environs. Arrivés à Paris, comme la plupart des demandeurs d’asile du Sud-Est asiatique, ils ont été rapidement orientés vers Bonneville où l’entreprise de fabrication de téléphones pouvait leur offrir des emplois. La majorité est restée dans cette ville. Après la disparition de l’entreprise de téléphonie, ils ont trouvé des emplois dans divers secteurs, certains créant même des entreprises artisanales dans la soudure ou la carrosserie. Il existe deux associations encore actives dans cette ville : une a vocation à maintenir un lien avec la culture yao en organisant de temps à autre des fêtes folkloriques. L’autre est une association bouddhiste créée en 2011.

Les itinéraires de ces différents groupes ont été complexes avant l’arrivée en Savoie, comme le précisent les personnes rencontrées au cours de cette recherche. Une réfugiée chilienne vivant actuellement à Chambéry a, comme beaucoup de ses compatriotes, émigré d’abord en Argentine pour rejoindre son mari, opposant à Pinochet qui avait réussi à s’enfuir après avoir été emprisonné :

« Et c'est comme ça qu'il a fait lui, il est passé à l'Argentine et donc après moi c'était mon tour de le rejoindre et j'avais ma fille aînée qui maintenant a 43 ans elle était petite quoi, 3 ou 4 ans. Ca a été terrible, pas aussi terrible maintenant que on voit ces gens-là, ces immigrés qui arrivent en bateau, qui meurent dans l'eau tout ça, c'est aussi, mais nous c'était... On risquait la vie aussi mais c'était pas aussi vous voyez, il fallait passer clandestinement la frontière, et moi j'ai réussi avec ma fille avec des grands efforts, à rejoindre mon mari en Argentine. »

En fait, un accord secret, connu sous le nom de « plan condor » avait été passé entre les différentes dictatures militaires du cône sud de l’Amérique latine pour éliminer tous les opposants et après avoir échapper à une tentative d’assassinat de la part de militaires argentins, le mari de cette réfugiée a été envoyé en France par les Nations Unies qui intervenaient à l’époque dans ces pays pour protéger les personnes persécutées. Sa famille l’a rejoint quelques mois après, alors qu’elle n’avait jamais imaginé se rendre en France. Après être passée par un centre provisoire d’hébergement situé à Orly, la famille obtient un statut de réfugié et le père se voit proposer un emploi de manœuvre à la SNCF au Havre. Ils emménagent dans un appartement HLM mais rencontrent de grosses difficultés pour s’adapter, parlant encore très mal français, souffrant de l’isolement et du climat. Ayant des problèmes d’asthme, le père obtient une mutation d’abord pour Grenoble puis pour Chambéry où la famille réside depuis vingt ans. Le couple a divorcé, ce qui est fréquent chez les réfugiés chiliens où

les hommes, très affaiblis par ce qu'ils avaient subi au Chili, ont laissé aux femmes toute la responsabilité de porter la famille. Toujours militante, Olaya M. a pu constituer à Chambéry un réseau d'amis qui se retrouvent dans des actions de solidarité envers les réfugiés d'aujourd'hui.

Les réfugiés du Sud Est asiatique ont connu aussi des itinéraires complexes avant d'arriver en Savoie :

« En fait on a même pas décidé de partir ailleurs, on a quitté comme ça le pays natal, jusqu'à la frontière de Thaïlande et c'est là qu'on découvre que l'ONU, que le UNHR ils sont là-bas. Ils nous ont accueilli au camp de Khao I Dang. On a dû rester avant d'arriver à Khao I Dang, on a dû rester 8 semaines. 2/3 nuits au camp à la frontière. Ça s'appelle le camp de résistante anti-cambodgien, anti-communiste. Et après on est rentré ici. On a dû rester 6 mois. Après on est rentré, ils nous ont fait quitter le camp Khao I Dang, ils nous ont envoyés vers le Chonburi. On a dû rester à peu près aussi 5/6 mois. C'est un autre camp, mais c'est plus près pour qu'on puisse quitter l'Asie pour partir vers les pays de destination. Et après Chonburi on a dû rester en prison internationale en Thaïlande, je ne sais pas comment ça s'appelle, je ne me rappelle plus du nom, on n'est pas prisonniers mais c'est comme le plus près de l'avion il n'y a pas de camp, donc on a pu dormir dans la prison. Je me rappelle plus son nom. Près de l'aéroport. À peu près on a dû rester 2 ou 3 nuits je crois. Près de l'aéroport de Bangkok. Et après le bus est venu nous chercher jusqu'à l'aéroport en destination de la France[63]. »

Après un bref séjour en région parisienne la famille est conduite au centre provisoire d'hébergement de Cognin-les-gorges dans l'Isère où adultes et enfants pourront apprendre le français. À l'issue de six mois de séjour, les gens sont envoyés dans différentes villes des alentours où on leur propose du travail. Notre enquêté qui a suivi ses parents arrive à Chambéry à l'âge de 14 ans ; Sa famille obtient un appartement grâce à l'aide de l'association « les enfants du Mékong ». Son père, comme beaucoup d'autres réfugiés cambodgiens est recruté par une entreprise sous-traitante de la SNCF spécialisée dans le nettoyage. Lui-même bénéficie de l'aide bénévole des étudiants de l'université de Savoie pour apprendre le français et obtient un CAP de soudeur en 1982.

[63] Entretien Mathias K. septembre 2015

Les familles cambodgiennes seraient environ 90 à Chambéry et dans les environs. La vie associative s'est développée d'abord pour maintenir un lien avec la culture khmère, puis pour aider le Cambodge qui aux yeux des exilés reste un pays pauvre, plus ou moins sous contrôle vietnamien. Cette question amène quelques militants associatifs locaux à se politiser plus ou moins et à se coordonner avec d'autres associations ailleurs en France et à l'étranger afin de lutter contre l'emprise vietnamienne sur leur pays. En dehors de cela, les Asiatiques, comme les Chiliens, ont conscience que les associations locales leur ont apporté une aide appréciable à leur arrivée en Savoie et participent volontiers à des actions de solidarité en faveur d'autres réfugiés ou pour des causes humanitaires qui sont mises au devant de l'actualité.

Par la suite, des structures d'accueil destinées aux demandeurs d'asile ont été ouvertes dans les deux départements. Après les jeux olympiques d'Albertville en 1992, Adoma a récupéré une partie des constructions provisoires utilisées pour l'hébergement des athlètes afin d'ouvrir un Centre d'Accueil pour demandeurs d'asile[64]. Il va bénéficier en particulier aux Bosniaques exilés suite aux guerres qui se déroulent dans l'ex-Yougoslavie. La poursuite jusqu'aux années 2000 de flux de personnes fuyant les conflits en Europe centrale et orientale, dans le Caucase ou en Afrique centrale amènera l'ouverture de nouveaux établissements en particulier à Saint-Michel de Maurienne et à Annemasse. Diverses populations venues des zones marquées par des guerres ou de pays sous l'emprise de dictature s'y succèderont pendant plus de dix ans. La fermeture du CADA géré par Adoma en 2010 à Saint-Michel de Maurienne donnera lieu à un conflit entre cet organisme et les salariés qui ne comprenaient pas pourquoi on fermait un établissement qui faisait encore face à une demande importante. Devant l'arrivée de nouvelles vagues de demandeurs d'asile en provenance de Syrie en 2015, il a été décidé d'ouvrir à nouveau l'établissement.

Des établissements d'hébergement autres que des CADA ont accueilli aussi des demandeurs d'asile. C'est le cas d'un certain nombre de CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale) situés dans les principales agglomérations savoyardes. Une famille d'origine albanaise rencontrée au cours de nos enquêtes a été hébergée au CHRS géré par l'association la Galopaz à Barberaz. Si cette famille s'est vue refuser le statut de réfugié, elle a pu tout de même obtenir un titre de séjour pour raisons familiales et humanitaires, ce qui lui

[64] Créés par la circulaire du 26 septembre 1991, les CADA sont spécifiquement destinés aux demandeurs d'asile à qui ils offrent hébergement et aide administrative et sociale. Les centres provisoires d'hébergement sont réservés aux réfugiés statutaires qui ont du mal à trouver un logement autonome après l'obtention de leur statut.

a permis de trouver du travail et d'entreprendre quelques années après des démarches pour obtenir la nationalité française. Sans l'aide apportée par les divers acteurs locaux impliqués dans les actions de solidarité, elle ne serait sans doute jamais parvenue à stabiliser sa situation à Chambéry et à s'intégrer de façon plutôt réussie puisque les deux conjoints exercent chacun un emploi et que les deux aînés des enfants venus en France en 2003 à l'âge de 16 et 13 ans ont pu reprendre des études à Chambéry et obtenir des diplômes importants. Elle est consciente de l'importance de l'aide que lui a apporté le secteur associatif dans ses difficultés lors de son arrivée en France.

« La Croix rouge oui, les gens... Ils ont fait beaucoup. Parce que c'est des gens qui sont en retraite, qui travaillent là-bas comme ça, ils font bénévolat, c'était là-bas qu'on... Je sais pas moi là-bas j'avais le sourire parce qu'ils étaient là, ils m'aidaient. Ces gens-là... Ben oui, oui. Je peux pas oublier, j'ai des photos, j'ai tout avec ces gens-là. Et je vois encore, ils viennent, j'ai une dame qui vient ici à la maison chaque fois, après on a des autres qui nous invitent, on invite, comme ça. On peut pas oublier ces gens-là[65]. »

L'arrivée des demandeurs d'asile à partir des années 1980 a donc contribué à modifier le visage de l'immigration dans les pays de Savoie. À côté des composantes dominantes venues d'Italie, d'Espagne, du Portugal, du Maghreb et de Turquie, on trouve désormais des familles originaires des Balkans, du Caucase, d'Asie du Sud-Est, d'Afrique centrale etc.. Certains, surtout parmi les premiers arrivés, ont obtenu un titre de réfugié. La majorité a pu, après des périodes plus ou moins longues de vie sans papiers, obtenir un statut légal associé à diverses situations : vie familiale, santé, protection subsidiaire en cas de risque encouru en rentrant au pays.

[65] Entretien Irma K, septembre 2015

LA POPULATION IMMIGRÉE À LA FIN DU XXÈME SIÈCLE

Le recensement de 1999 est non seulement le dernier du XXème siècle mais aussi le dernier à être réalisé la même année par enquête exhaustive. Il a donc des chances d'être plus précis et plus fiable que les précédents. Quelle photographie donne-t-il de l'immigration dans les deux départements savoyards ?

On observe tout d'abord une certaine stabilisation de la population immigrée au sens où elle comprend les personnes nées à l'étranger qui ont conservé leur nationalité et celles qui ont acquis la nationalité française depuis leur entrée en France. Le nombre d'étrangers en particulier diminue, passant en Savoie de 23 068 en 1990 à 19749 et en Haute-Savoie de 48 758 à 47 283. Cette baisse du nombre d'étrangers due à une diminution des entrées pendant la période intercensitaire n'est pas compensée par une hausse des acquisitions de la nationalité française puisque celles-ci ne concernent que 5636 personnes en Savoie et 11 375 en Haute-Savoie. La proportion des immigrés en Savoie qui est de 6,9% diminue et passe au-dessous de la moyenne régionale (8,4%) et nationale (7,4%) tandis qu'en Haute-Savoie, avec 9,3%, elle reste nettement au-dessus. Les écarts s'affirment entre les deux départements. La Haute-Savoie dont la population totale est de 630 750 habitants contre 373 160 en Savoie, soit une supériorité de près de 70%, s'affirme comme un département de forte immigration, se classant, pour ce qui est de la proportion d'immigrés en région Rhône-Alpes juste après le Rhône, département beaucoup plus urbanisé, comme l'indique le tableau ci-après :

	Population totale	Population immigrée	% dans la population totale	Population étrangère	% dans la population totale
Ain	516 063	46 924	9,1	41 291	8
Ardèche	285 781	11 898	4,2	8 954	3,1
Drôme	438 265	27 296	6,2	20 406	4,7
Isère	1 094 768	99 458	9,1	67 867	6,2
Loire	729 134	46 226	6,3	39 880	5,5
Rhône	1 579 237	155 247	9,8	117 926	7,5
Savoie	373 160	25 646	6,9	20 010	5,4
Haute-Savoie	630 750	58 890	9,3	47 515	7,5
Rhône-Alpes	**5 647 158**	**471 585**	**8,4**	**363 849**	**6,4**

Du point de vue des origines, on observe un élargissement de l'éventail en même temps qu'une affirmation de la dominante européenne plus marquée dans ces deux départements qu'au niveau de la région et de la France entière.

	Savoie	Haute-Savoie	Ensemble	% pays de Savoie	Rhône Alpes	% Rhône Alpes	% France
Europe	15648	34902	50550	59,7	226216	48	44,9
Dont U.E à 15	13647	22787	36434	43	188915	40,1	37,8
Dont Italie	7828	9489	17317	20,4	74222	15,7	8,8
Portugal	3221	5631	8852	10,4	53919	11,4	13,3
Espagne	968	3655	4623	5,4	33212	7	7,3
Allemagne	358	1082	1440	1,7	7734	1,6	2,9
Royaume Uni	499	1123	1572	1,8	7238	1,5	1,7
Autres	1521	12115	13636	16,11	37301	7,9	7,1
Dont Suisse	328	9525	9853	11,6	16630	3,5	1
Ex Yougoslavie	520	1168	1688	1,9	6784	1,4	1,7
Afrique	7455	14925	22380	26,4	171857	36,4	39,3
Dont Maghreb	6730	12410	19140	22,6	151040	32	30,1
Dont Algérie	3663	5901	9564	11,3	84228	17,8	13,3
Maroc	2425	3965	6390	7,5	39604	8,4	12,1
Tunisie	642	2544	3186	3,7	27208	5,8	4,7
Autres pays d'Afrique	725	2542	3267	3,8	20817	4,4	9,2
Asie	2326	7432	9758	11,5	61701	13,1	12,8
Dont Turquie	1508	4354	5862	6,9	29683	6,3	4
Vietnam	152	669	821	0,9	6352	1,3	1,7
Amérique Océanie	697	1604	2301	2,7	11811	2,5	3
TOTAL	25646	58990	84636	100	471585	100	100

Les pays de Savoie dont la population dépasse pour la première fois le million d'habitants présentent une indéniable originalité sur le plan de la composition nationale de la population immigrée, à la fois par rapport à Rhône-Alpes et par rapport à la France dans son ensemble. La part de la population européenne est nettement plus importante qu'ailleurs : 59,7% contre 48% en Rhône-Alpes et 44,9% au niveau de la France entière. Les immigrations de voisinage qui ont été

largement dominantes depuis le XIXème siècle sont encore une fois en tête. Les Italiens sont toujours la première nationalité et les Suisses qui avaient connu une forte diminution depuis plusieurs décennies font un retour en force devenant à nouveau le deuxième groupe national en importance. Il ne s'agit plus cette fois des fromagers et autres agriculteurs venus pour travailler mais de citoyens helvétiques travaillant dans leur pays mais résidant en Haute-Savoie. Le même phénomène s'observe à un degré moindre dans un autre département frontalier, celui de l'Ain. Il s'agit de migrations résidentielles qui s'expliquent par les différences de coût foncier entre les départements savoyards et les villes voisines de la confédération helvétique, en particulier l'agglomération de Genève. Les choses vont s'amplifier ultérieurement. Selon une étude de l'observatoire statistique transfrontalier publiée quelques années plus tard[66], les citoyens helvétiques représentent 42% de ces migrants résidentiels qui travaillent en Suisse, les autres étant des frontaliers français (37,3%) et des fonctionnaires internationaux travaillant en Suisse. La majorité s'installe dans le Genevois français. Il s'agit d'une population plutôt jeune, majoritairement composée de couples avec enfants. Les professions intermédiaires et les employés forment les couches dominantes. 84% des actifs travaillent dans le canton de Genève.

Logiquement, les populations en provenance de pays tiers sont beaucoup moins représentées en Savoie qu'au niveau de Rhône-Alpes et qu'au niveau français. Les originaires du Maghreb ne représentent que 22,6% de la population immigrée des deux départements savoyards contre 32% en Rhône-Alpes et 30,6% en France. Les Algériens, en particulier, sont en 1999 nettement sous-représentés (11,3%) par rapport à leur proportion dans la population immigrée rhônalpine (17,8%). Les autres pays d'Afrique représentent aussi en Savoie une faible part de la population immigrée (3,8%) par rapport à ce qu'ils pèsent au niveau national (9,2%).

En revanche les Turcs sont proportionnellement plus nombreux dans les pays de Savoie (6,9%) qu'au niveau régional (6,3%) et national (4%). Cela est dû aux recrutements importants dont ils ont fait l'objet de la part des industriels en Haute-Savoie dans les années 1970. Le profil de l'immigration en Savoie reste donc original par rapport à ce qu'il est au niveau de la France entière. La population immigrée représente toujours une part supérieure aux moyennes nationales et régionales dans la population totale avec une dominante européenne qui n'existe plus ailleurs.

---

[66] Comité régional franco-genevois, Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes, 2006. Office Cantonal de la Statistique. Genève.

La répartition géographique des immigrés est très variable selon les localités comme le montre le tableau suivant :

Unité urbaine	Population immigrée	Population totale	%
Genève-Annemasse	20 042	106 531	18
Annecy	11 423	136 862	8,3
Chambéry	9 443	113 737	8,3
Cluses	8 684	56 866	15,3
Thonon-les-Bains	5449	58992	9,2
Aix-les-Bains	3248	40341	8,1
Albertville	2709	30992	8,8
Sallanches	2636	41022	6,4

La conurbation frontalière du Genevois français est déjà la zone où la présence immigrée est la plus forte devant l'unité urbaine de Cluses fortement industrialisée. On trouve ensuite les deux chefs-lieux départementaux de Chambéry et Annecy, puis des villes à vocation plus tertiaire comme Aix-les-Bains et Thonon-les-Bains. Des villes plus petites comme Albertville et Sallanches sont attractives du fait de leur proximité avec les stations de ski. Albertville a bénéficié des activités générées par les jeux olympiques de 1992. Sallanches avec son industrie de décolletage et sa proximité des lieux touristiques a connu un essor démographique considérable à partir des années 1980. L'unité urbaine a dû s'étendre et les activités de construction y ont attiré une main-d'œuvre immigrée importante.

Du point de vue de la composition familiale et de la pyramide des âges, la population immigrée des deux départements savoyards commence à ressembler à la population globale.

La proportion de femmes reste encore inférieure à la proportion d'hommes dans la plupart des nationalités représentées, surtout chez les Algériens où elle reste inférieure à 40% de la population totale. Dans la population turque, elle dépasse les 46%, ce qui la rapproche de ce que l'on trouve au niveau des Européens. Les femmes sont toujours nettement plus nombreuses parmi les naturalisés. En Savoie, la part des françaises par acquisition au sein de la population immigrée

féminine est de 39,5% contre 28,7% chez les hommes et en Haute-Savoie, elle est de 39% contre 32% chez les hommes. Ces pourcentages correspondent à ce qui se retrouve au niveau national. Cette prépondérance des femmes est due en partie à l'impact de la législation : de 1945 à 1973, les étrangères se mariant avec un Français devenaient françaises sans formalité alors que les hommes étrangers gardaient leur nationalité dans les mariages mixtes. Depuis 1973, la législation assure l'égalité entre les hommes et les femmes quant à la possibilité de devenir français en cas de mariage avec un conjoint français. En Savoie et Haute-Savoie, la part des immigrés ayant acquis la nationalité française en 1999 reste tout de même inférieure à ce qu'elle est au niveau national et régional : 34,6% et 32,9% contre 35,6% et 36,1%.

La structure familiale de la population immigrée a des incidences sur sa situation au niveau du logement. Ainsi en Haute-Savoie où la population algérienne ne compte que 38% de femmes, 2,7% des immigrés habitent en foyers de travailleurs.

Dans les deux départements, la situation des immigrés au niveau du logement est marquée par un taux de propriétaires plus élevé qu'au niveau national tandis que leur présence en HLM, surtout en Haute-Savoie est moindre que la moyenne. Cela peut s'expliquer par la présence d'une population européenne professionnellement plus qualifiée et implantée de plus longue date qui accède plus facilement à la propriété, comme le montre le tableau suivant :

	Savoie	Haute-Savoie	Rhône-Alpes	France
Nombre de ménages immigrés	16343	35948	284299	2561605
% de propriétaires	44	50,5	42,8	41,9
% de locataires	51,6	46,1	54,4	53,8
dont en maison individuelle	34,9	39,3	34,6	38,8
dont en immeuble collectif	60,9	58,5	63	58,2
dont en HLM	34,8	22,3	31,6	27,9
Ensemble des ménages	**154 713**	**253 720**	**2 273 841**	**23 808 072**
% de propriétaires	55,5	57,4	53,9	54,7
% de locataires	38,6	37,1	41,8	40,7
dont en maison individuelle	47,8	44,6	46,7	55,9
dont en immeuble collectif	48,4	52,2	50,6	41,4
dont en HLM	17,2	11,3	16	16

Nous pouvons observer que si le taux de propriétaires parmi les ménages immigrés des pays de Savoie est supérieur à ce qu'il est au niveau rhônalpin et au niveau français, il en va de même pour l'ensemble des ménages qui sont plus nombreux à être propriétaires qu'au niveau régional et national. Dans le cas des ménages vivant en HLM, en particulier en Haute-Savoie la proportion de locataires immigrés est plus faible qu'en Rhône-Alpes et en France. Mais cette proportion est aussi faible au niveau de l'ensemble des ménages. Le coût élevé du foncier dans ce département explique sans doute qu'il y ait moins de logements HLM qu'en Savoie. Toutefois, dans les deux départements, les proportions de ménages immigrés logés en HLM sont deux fois supérieures à celles de l'ensemble des ménages, ce qui se retrouve aussi en Rhône-Alpes et au niveau national.

Si l'on prend en compte les nationalités des ménages immigrés, on peut constater que les originaires du Maghreb sont beaucoup plus nombreux à être logés en HLM que les originaires d'Europe, ce qui reflète les différences de catégories professionnelles. Les Turcs se situent dans une position intermédiaire, étant nettement plus nombreux que les Maghrébins à être propriétaires de leur

logement. Ils ont une stratégie de mobilité résidentielle par achat d'une première maison ancienne qu'ils restaurent et revendent ou louent ensuite pour en acheter une autre ou en construire une neuve. Comme beaucoup travaillent dans le bâtiment, ils réalisent eux-mêmes une grande partie de la construction :

« On a vécu 11 ans en logement HLM avant de construire notre propre maison. On l'a revendue 9 années plus tard et mon mari a reconstruit une maison à Mercury à l'aide de membres de sa famille[67]. »

Cette stratégie a été dans le passé celle des Italiens puis des Portugais. Parmi ces derniers certains ont privilégié la construction d'une maison au pays, dans l'espoir de rentrer assez rapidement. N'ayant rien fait construire en France, ils vivent en HLM et se rendent une partie de l'année dans leur maison au pays :

« Tous ceux qui ont pas acheté ici ils ont là-bas une maison, c'est comme mes beaux-parents c'est pareil, ils sont en HLM comme mes grands-parents, bon c'est pas encore la même génération mais ils sont quand même restés en HLM, ils sont en HLM et quoiqu'il en soit la maison elle est là-bas et ils font les travaux à chaque fois. Et ici du coup ils ont jamais parce qu'ils se sont toujours dit bientôt on va repartir donc du coup ils n'ont jamais investi ici. Mais par exemple mes beaux parents aujourd'hui ils regrettent ne serait-ce qu'avoir un petit appartement pour tous les deux maintenant, ben voilà, pour avoir. Pas déranger leurs enfants quand ils reviennent, quand ils vont, parce qu'ils vont aller ils vont venir et voilà c'est ça. Mais du coup non, ils ont le HLM et voilà[68]. »

La catégorie sociale des actifs immigrés diffère toutefois sensiblement selon leur pays d'origine. Globalement, lorsqu'ils viennent du Maghreb ou d'Asie, ils sont beaucoup plus souvent ouvriers que la moyenne. En 1999, la proportion d'ouvriers atteint ainsi 70 % pour les natifs de Turquie résidant dans les pays de Savoie, 56% pour ceux du Maghreb. En ce qui concerne les courants migratoires en provenance d'Europe, les profils professionnels sont très diversifiés. Si les immigrés originaires du Portugal ou d'ex-Yougoslavie sont presque aussi fréquemment ouvriers que ceux d'origine maghrébine, les natifs d'Italie sont surreprésentés parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprises et les natifs d'Allemagne, du Royaume-Uni ou de Suisse sont souvent des cadres.

Côté secteur d'activité, les actifs immigrés sont surreprésentés dans l'industrie. L'immigration de main-d'œuvre en France, jusque dans les années 70, a

---

[67] Entretien Serpil O, 15 juillet 2015

[68] Entretien avec l'association « les roses de mai »

particulièrement concerné l'industrie et la population immigrée est en grande partie ouvrière. Ainsi, 27 % des actifs immigrés des pays de Savoie travaillent dans l'industrie alors que la proportion est de 22 % pour l'ensemble des actifs occupés. Il s'agit majoritairement d'hommes, avec notamment des effectifs d'un ou deux milliers de personnes dans le décolletage ou la mécanique générale. La surreprésentation des immigrés est surtout marquée dans l'industrie des biens intermédiaires, plus particulièrement dans la métallurgie-transformation des métaux.

Après l'industrie, c'est dans la construction que les immigrés sont très présents. Ils sont deux fois plus nombreux à occuper un emploi dans ce secteur que la moyenne des actifs des deux départements (13% contre 6%, proportions équivalentes aux moyennes nationales et régionales). La population immigrée est aussi sur représentée dans les services aux particuliers, plus précisément dans l'hôtellerie restauration et les services personnels et domestiques, où l'on retrouve les femmes de ménages et les employées de maison. Plus de 9% des actifs immigrés appartiennent à ce secteur contre 7% de l'ensemble des actifs occupés.

En somme, la situation sociale de l'ensemble des immigrés n'a pas beaucoup changé depuis le début du XXème siècle. Les plus anciennement implantés, souvent originaires d'Italie, assurent leur promotion sociale par la petite entreprise, les autres restent majoritairement ouvriers dans l'industrie et le BTP pour les hommes et employées dans le secteur des services pour les femmes. Seule l'agriculture, qui a été un des principaux employeurs d'immigrés jusqu'à l'entre-deux-guerres, n'en occupe pratiquement plus. La réduction du nombre d'exploitations et la mécanisation du travail expliquent cela.

La population immigrée reste nettement plus touchée par le chômage que la population française à la fin du XXème siècle. Le faible niveau d'étude et de qualification professionnelle en est la principale cause.

Malgré la présence en Savoie d'une population originaire de pays du nord de l'Europe (Allemagne, Royaume-Uni, Suisse) qui a un niveau d'études élevé et l'attrait exercé par l'université de Chambéry fondée en 1979 sur les étudiants étrangers, la grande masse des immigrés n'atteint pas le niveau du baccalauréat. Cela n'est pas toujours corrélé au chômage, mais en cas de diminution d'activité dans les secteurs comme le BTP qui emploient traditionnellement une population peu qualifiée, l'insuffisance d'instruction devient un handicap pour se reconvertir vers des secteurs où il y a plus d'exigence en matière de niveau d'études.

La population immigrée traditionnellement plus jeune que la population française tend à vieillir du fait du ralentissement des arrivées. 19% ont à cette époque plus de 65 ans contre 16% dans l'ensemble de la population. Les personnes âgées sont surtout nombreuses au sein des immigrations d'ancienne implantation qui se sont peu renouvelées. Chez les Italiens, on a en 1999 dans les deux départements 35% de retraités sur la population active des deux sexes. Mais au sein d'une population d'arrivée moins ancienne comme les Algériens, on observe aussi une croissance du pourcentage de retraités qui dépasse les 15%. Il s'agit pour une bonne part d'entre eux d'hommes qui ont passé toute leur vie active dans des foyers de travailleurs et qui, une fois la retraite venue, ne rentrent pas dans leur pays. Ces personnes qu'on a pris l'habitude d'appeler des « chibanis » — d'un mot d'arabe dialectal qui désigne les vieillards — présentent un profil assez particulier qui amène les logeurs et les travailleurs sociaux qui sont en contact avec eux à prendre des mesures adaptées.

« Rentrer au pays, c'est une chose qui est très compliquée parce qu'ils ne pourront pas s'installer définitivement avec une famille, femme et enfants, qu'ils ne connaissent pas... Donc arrivé à un mois ou deux mois, il faut qu'ils reviennent dans leur résidence et dans leur résidence, ils ont leurs repères. Donc c'est pas grand chose mais leurs repères c'est leurs copains, c'est la petite promenade avec les copains le matin, c'est aller voir le docteur, c'est discuter des infos avec les copains, voilà... et comme ils sont âgés, certains ont Alzheimer, d'autres ont des troubles de mémoire, de comment dire, voilà ils ont pas mal de maux donc après c'est pas évident ; et ça c'est pas les copains qui peuvent le voir parce que les copains sont âgés[69]. »

Après avoir constitué une force de travail qui a contribué à dynamiser l'économie savoyarde, l'immigration en s'installant génère divers problèmes sociaux qui exigent des réponses de la collectivité.

[69] Entretien Chama H. 20 Juillet 2015.

LA SITUATION AUJOURD'HUI

Le recensement de 2012 donne un aperçu de l'évolution de l'immigration dans les deux départements et peut être considéré comme rendant assez fidèlement compte de la situation actuelle. Il confirme les grandes tendances identifiées au cours du siècle précédent et permet de noter quelques changements.

Les tableaux détaillés (placés en annexe) permettent de constater que la population immigrée, au sens née à l'étranger, a continué d'augmenter dans les deux départements quoique moins en Savoie qu'en Haute-Savoie. En Savoie, elle compte 31 067 personnes en 2012 contre 88 864 en Haute-Savoie. L'écart entre les deux départements s'accroit. Les immigrés représentent 11,7% de la population de Haute-Savoie et 7,7% de la population de la Savoie qui continuent toutes les deux de croître. Les originaires d'Europe représentent près de 60% de la population immigrée en Haute-Savoie et 52,7% en Savoie. Dans les deux départements, les Italiens représentent toujours la première nationalité devant les Portugais et les Algériens. Cela différencie l'immigration dans les pays de Savoie par rapport à la situation au niveau national où les Européens ne représentent plus que 40% de l'ensemble.

Un des points marquant est la féminisation de l'immigration. Alors qu'à tous les recensements des XIXème et XXème siècles, les hommes étaient dominants, ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses au XXIe siècle. Elles représentent 51% des immigrés en Savoie et 52,7% en Haute-Savoie.

Les populations marocaine et algérienne ont connu un accroissement sensible grâce à l'arrivée des femmes qui sont maintenant plus nombreuses que les hommes au sein de ces communautés. Dans la catégorie « autres pays d'Afrique », les femmes sont également dominantes. Seuls les Tunisiens et les Turcs sont encore des communautés à dominante masculine.

La structure de la population immigrée en Savoie suit à ce niveau les évolutions perceptibles au niveau national. La progression de la population féminine s'explique par différentes raisons. L'espérance de vie est plus longue, ce qui explique la dominante féminine dans les classes d'âge élevées. Celle-ci varie toutefois selon les nationalités. Au sein de groupes comme les Algériens et les Tunisiens où les hommes qui ont émigré seuls sont aujourd'hui âgés, la part des femmes chez les plus de 55 ans est moindre alors qu'elle est plus importante chez les Italiens et Espagnols où l'immigration familiale s'est faite plus tôt. Mais on doit constater que dans toutes les tranches d'âge, les femmes sont maintenant dominantes dans les deux départements, en particulier dans la

catégorie des 25 à 54 ans qui rassemble le plus grand nombre d'actifs. Cela signifie qu'il y a une immigration de femmes pour des raisons autres que le regroupement familial, en particulier pour des raisons d'activité économique. Les emplois créés depuis le début des années 2000 sont plus souvent des emplois de services à la personne vers lesquels on oriente plus facilement les femmes.

Les femmes sont nombreuses au sein des nouvelles immigrations qui ont cru fortement depuis le début des années 2000 : ressortissants des pays de l'Union européenne autres que les pays du Sud, fournisseurs traditionnels d'immigrés, ressortissants des pays européens « autres », ressortissants des pays africains « autres » et des pays du reste du monde. La croissance de ces nouveaux immigrés, surtout sensible en Haute-Savoie, se traduit par une présence beaucoup plus marquée que par le passé de cadres supérieurs et de professions intermédiaires qui représentent en 2012 17,7% de tous les actifs immigrés dans ce département et 33,6% des actifs immigrés originaires de l'Union Européenne hors Italie, Espagne et Portugal et 22,6% chez les ressortissants de pays européens hors U.E.. On observe aussi un fort pourcentage de retraités (18% de la population totale). Il résulte de l'augmentation logique de cette catégorie chez les représentants des anciennes immigrations, Italiens en particulier où cette catégorie représente 57,3% de la population totale. La population des nouveaux migrants européens reste majoritairement une population active, même si les pourcentages de retraités commencent à être significatifs : 16% chez les citoyens de l'U.E. et 12,% chez les hors U.E..

Un regard sur les nationalités détaillées des nouveaux migrants fait ressortir le poids de certains groupes. Les Britanniques avec 4066 ressortissants constituent la troisième nation européenne derrière les Portugais et les Italiens. Il s'agit d'une population familiale avec un équilibre entre hommes et femmes et une population plutôt jeune qui compte 22,9% d'enfants de moins de quinze ans. Les Belges avec 1408 ressortissants et les Allemands avec 1095 ressortissants ont un profil assez proche quoiqu'un peu moins jeune. Parmi les ressortissants européens hors U.E., les Suisses forment de loin le premier groupe en importance avec 15 616 personnes, ce qui en fait, comme au XIXème siècle, la première nationalité étrangère en Haute-Savoie. Ils constituent une population familiale avec 23% d'enfants de moins de 15 ans et un équilibre de la sex-ratio.

Les Serbes, avec 2272 ressortissants constituent la seconde nationalité européenne hors U.E.. Leur profil est aussi celui d'une immigration à dominante familiale. Les Russes réapparaissent avec 404 ressortissants. Ils constituent un groupe extrêmement féminisé avec 70% de femmes.

Certaines populations d'Afrique subsaharienne sont aussi très féminisées : 59% d'Ivoiriennes, 64% de Camerounaises, 62% de Malgaches, 68% de Mauriciennes. Le cas de ce dernier groupe rappelle que la féminisation très marquée peut être liée à des migrations matrimoniales qui touchent en particulier l'Europe de l'Est et certains pays d'Afrique. La population brésilienne est aussi très majoritairement féminisée : 73%.

Si, dans le cas des Suisses et de certains groupes étrangers travaillant en Suisse, le mobile de la migration est résidentiel et dicté par des stratégies de diminution du coût du logement, d'autres populations viennent avant tout pour des raisons économiques. C'est le cas des Britanniques qui ont jeté leur dévolu sur la vallée de Chamonix et dont le choix relève d'une forme de recherche du bien-être assortie à l'exploitation d'opportunités économiques. La proximité de l'aéroport de Genève desservi par plusieurs vols en provenance de Londres facilite l'accès à la région. Certains résidents britanniques travaillent une partie de la semaine en Angleterre et passent le reste du temps en Haute-Savoie. D'autres ont abandonné un emploi bien rémunéré à Londres pour exercer une activité de moindre intérêt financier mais offrant un cadre de vie agréable. Certains disent avoir fait ce choix pour leurs enfants qui peuvent ainsi bénéficier d'un accès rapide aux sports d'hiver. Enfin, le fait d'être anglophone dans une zone où affluent des touristes de toutes provenances qui ne parlent que cette langue offre des opportunités de travail dans le secteur du tourisme[70].

L'immigration en Haute-Savoie au XXIe siècle s'annonce comme caractéristique de nouveaux mouvements de populations qui commencent à se réaliser un peu partout sur la planète et qui n'ont plus pour principal mobile que la recherche d'un emploi mais la recherche d'un cadre de vie correspondant à des aspirations qui se développent surtout dans les classes moyennes éduquées.

En Savoie, la situation semble plus « classique ». Les nationalités qui représentent les migrations traditionnelles liées au travail ouvrier sont encore dominantes. Elles représentent 67,5% des effectifs dont 34,5% d'Européens du sud et 33% de Maghrébins et de Turcs. Le profil de ces populations reste assez caractéristique de l'immigration économique : chez les Portugais, les Maghrébins et les Turcs on trouve encore un nombre d'hommes légèrement plus important que le nombre de femmes.

Chez les Italiens, population vieillissante, c'est logiquement l'inverse. La proportion d'enfants de moins de 15 ans est faible de partout puisque la plupart

---

[70] Christine Geoffroy, L'immigration des Britanniques à Chamonix, conférence Paris 13 Dauphine. CRIDAF ;

d'entre eux sont nés en France et ne sont donc pas comptabilisés parmi les immigrés. La tranche d'âge de 25 à 54 ans représente la moitié des effectifs.

Au point de vue des catégories socioprofessionnelles on a encore une dominante des ouvriers et employés : 52% chez les Portugais, 35% chez les Marocains, 32% chez les Turcs, 27% chez les Algériens, 20% chez les Italiens. Chez ces deux derniers groupes, la proportion de retraités est considérable, surtout chez les Italiens qui, avec 49,6% de retraités constituent une vague migratoire en fin d'existence. Chez les Algériens, la proportion de retraités est de 26% car la population s'est tout de même renouvelée au cours des dernières années. Chez les Maghrébins et les Turcs, on constate la persistance d'une importante proportion de personnes sans activité professionnelle : 40,9% chez les Algériens, 51% chez les Marocains et 57% chez les Turcs. La majorité de ces personnes sont des femmes.

Les groupes européens U.E. et hors U.E. sont encore peu représentés mais ils ont un profil très différent de l'immigration traditionnelle de travail. Les nationalités détaillées ne sont pas accessibles sur le site de l'INSEE mais on peut faire l'hypothèse que ce sont les mêmes qu'en Haute-Savoie. Les originaires d'autres pays de l'U.E. représentent 13,3% des effectifs immigrés du département. Les femmes constituent 56% de cette population. L'éventail des catégories socioprofessionnelles est très ouvert mais les cadres supérieurs et les professions intermédiaires représentent plus de 23% des actifs. C'est par ailleurs une population assez jeune et active où les 25 à 54 ans constituent 57% du total. La population européenne hors U.E. est très féminisée : 57%. Elle compte 52,7% de personnes dans les tranches d'âge de 25 à 54 ans et on y trouve peu d'enfants : 11,5%. Du point de vue socioprofessionnel elle est assez diversifiée, comptant un pourcentage d'ouvriers et d'employés de 31,2%. Elle se situe donc entre l'immigration traditionnelle et la nouvelle immigration originaire des pays riches de l'U.E..

La population originaire d'Afrique subsaharienne est féminisée à 52% et est assez jeune avec 24% de moins de 24 ans. Ouvriers et employés y constituent 24% des catégories professionnelles. On y compte aussi 63,6% de personnes sans activité professionnelle. C'est au sein de ce groupe que l'on trouve une population relativement importante de saisonniers qui occupent des emplois de services faiblement qualifiés dans l'hôtellerie des stations de ski ou des stations thermales. C'est le cas des Comoriens en particulier qui sont souvent employés à la plonge dans les hôtels et restaurants des stations de ski, quelquefois sans être

déclarés, comme l'avait révélé un fait divers impliquant il y a quelques années un sous-traitant du Club Méditerranée[71].

[71] ISM CORUM *Recrutement et mobilité : analyse pour une prévention des discriminations dans l'accès au travail e l'évolution professionnelle dans le tourisme en montagne : l'exemple du Club Méditerranée.* Rapport pout la Communauté européenne. Lyon 2003.

CONCLUSION

L'histoire de l'immigration en Savoie présente une indéniable originalité par rapport à ce que l'on peut constater au niveau de la France dans son ensemble. Dans des départements qui, à la fin du XIXème siècle, connaissent une crise économique et une stagnation démographique importantes, le recours à une main-d'œuvre venue des pays voisins, Italie et Suisse essentiellement, permet d'atténuer les effets des départs sur l'activité économique, alors essentiellement agricole.

Avec la mise en place des premières usines hydrauliques, l'industrie, appuyée çà et là sur un savoir-faire artisanal ancestral, commence à se développer. Si l'immigration italienne représente pendant plusieurs décennies l'essentiel de la population étrangère, des filières de recrutement plus lointain commencent à se mettre en place du côté de l'Europe de l'Est et de l'Algérie. Il faut attendre toutefois le lendemain de la Seconde Guerre Mondiale pour que la population immigrée commence à se diversifier. Si l'Italie fournit toujours l'essentiel de la main-d'œuvre, les origines régionales ont changé : Calabrais et Vénètes succèdent aux Piémontais et aux Bergamasques. Le relai est pris pour peu de temps par l'immigration espagnole, surtout en Haute-Savoie, tandis que la guerre d'Algérie provoque l'arrivée de populations en quête de travail et de sécurité. L'immigration portugaise et l'immigration turque commencent à la fin des années 1960 et jouent un rôle important dans le bâtiment et les travaux publics.

Les problèmes sociaux ne tardent pas à accompagner l'immigration. Conditions de logement insalubres et conditions de travail abusives provoquent l'engagement de militants locaux en faveur des immigrés les plus défavorisés. Ce mouvement se professionnalise et devient peu à peu un partenaire des pouvoirs publics dans la gestion des besoins sociaux des immigrés.

À partir de 1975, les regroupements familiaux et les demandes d'asile contribuent à transformer le visage de l'immigration qui représente une proportion de la population totale des deux départements toujours supérieure à ce qu'elle est au niveau régional et national. Les immigrés contribuent à la croissance démographique des deux départements qui sont devenus très attractifs et voient se diversifier leurs économies.

Si les problèmes de cohabitation provoquent parfois des faits divers dramatiques, les pays de Savoie connaissent peu d'émeutes urbaines dans les années 1990 au moment où en France, de nombreuses violences se produisent dans les quartiers d'habitat social des grandes et des petites villes.

À la fin du XXème siècle, on constate que l'immigration n'a cessé de croître dans les deux départements, à la fois en chiffres absolus et en proportion. Il devient toutefois difficile de traiter ensemble Savoie et Haute-Savoie, ce dernier département ayant connu une croissance démographique globale beaucoup plus importante et attirant une immigration beaucoup plus diversifiée. La proximité de la Suisse y provoque en particulier au début des années 2000 une immigration de caractère résidentiel qui touche surtout des populations européennes. Ce qui s'observe alors préfigure ce qui pourrait se passer dans l'avenir avec des mouvements de population qui sont moins provoqués par la recherche de l'emploi que par celle d'un cadre de vie correspondant aux aspirations dominantes de couches sociales qui ont les moyens d'assurer leur mobilité.

CORPUS QUALITATIF / ENTRETIENS

Mise en contexte entretien

Monsieur B.

Après avoir hautement profité de la violence désordonnée voire anarchique qui accompagne les années de son installation au pouvoir, Mussolini souhaite mettre fin à l'indiscipline qui gangrène alors l'Italie. Pour ce faire, il s'appuie sur son ministre de la justice, Rocco, qui édifie un véritable pouvoir répressif sur les décombres des institutions démocratiques. En réformant sans ménagement aucun le pouvoir central, Rocco forge la nouvelle physionomie du pays : l'Italie a désormais un régime policier et autoritaire[72]. En novembre 1926, les lois fascistissimes (dont la véritable appellation est lois de défense de l'État) couronnent l'édifice. Elles transforment les libertés individuelles en souvenirs ; pour ne mentionner que les aspects qui concernent le sujet, « tous les passeports pour l'étranger sont annulés ; des sanctions sévères sont prises à l'égard des émigrés clandestins et il est prévu un usage immédiat des armes contre ceux qui tentent de franchir la frontière (…)[73] ».

La rigueur de ces interdictions ne contrarie cependant pas la résolution de ceux qui veulent échapper au système : au contraire, ils sont assez nombreux à les braver pour aller s'installer de l'autre côté des Alpes.

La période de la Seconde guerre mondiale fut particulièrement pénible pour le contingent italien présent en France, dans la mesure où il s'est trouvé soumis à des logiques difficiles à soutenir. L'entrée en guerre de l'Italie contre la France a dirigé envers les ressortissants transalpins méfiance et animosité. Ceux-ci naviguent dans des eaux troubles, puisque leur pays d'origine s'oppose au pays où ils choisissent de vivre…

Sur le territoire savoyard, la présence militaire italienne et les liens tissés de longue date rendent plus nettes encore ces ambiguïtés et compliquent la situation[74]. Pour ce qui relève des rapports entre les Transalpins et les Savoyards pendant le conflit, Mino Faïta propose de distinguer deux phases : la première s'étend de 1940 à novembre 1942 alors que la seconde couvre l'intervalle qui va de novembre 1942 à septembre 1943.

- Dans un premier temps, la Savoie fait, quasiment intégralement, partie de la zone libre. On n'observe à ce moment-là qu'une discrète présence italienne. À l'évidence, ce ne sont pas des conditions favorables à un déploiement de violence caractérisée.

---

[72] Cf. S. Berstein et P. Milza, *L'Italie contemporaine, du Risorgimento à la chute du fascisme*, Armand Colin, 1995, p.270

[73] Ibid., p.271

[74] Notons qu'à cette époque, on estime que le groupe des Italiens représente 7 à 10% de la population totale en Savoie.

« La population savoyarde a su faire la distinction entre les forces d'occupation et la minorité fascisante qui les soutenait et tous les autres, une majorité silencieuse, craignant pour son avenir, honteuse d'une situation qu'elle n'avait pas voulue et qu'elle réprouvait.[75]» Ainsi, la vingtaine d'altercations repérée pendant ce laps de temps met aux prises des Savoyards et des fascistes mais également des Italiens et des fascistes. Dans l'ensemble, les clivages politico-idéologiques prennent le pas sur les appartenances nationales. D'ailleurs, les tensions concernent bien moins les troupes d'occupation que les civils qui font preuve d'une arrogance revancharde ou ceux qui cherchent à tirer profit de la présence de soldats italiens[76].

- La seconde phase est marquée par l'installation des troupes allemandes en zone libre pour essayer de contenir un éventuel débarquement dans le sud de la France. Ceci étant, pour ce qui est du sud-est du pays, à l'exception de quelques grandes villes, ce sont les militaires italiens qui ont la main. Selon Christian Villermet, près de 6000 soldats transalpins prennent place en Savoie[77] : outre le maintien de l'ordre, ils se chargent de la traque des réfractaires au STO et de la répression de la résistance. Notons que les activités de surveillance et de dénonciation trouvent l'appui des militants fascistes[78].

Les principales opérations des soldats italiens sont dirigées contre les maquisards : les sites de Platé, des Dents-de-Lanfon, de Monfort (Tête-Noire), Confins essuient effectivement des attaques des Alpini. Malgré des dommages sérieux, ces actions ne sont pas trop dures à encaisser : elles sont en tous les cas sans commune mesure avec les coups que les Allemands porteront aux maquis quelques mois plus tard. Pour sa part, la résistance riposte en s'en prenant aux fascistes et aux collaborateurs[79]. Dans un contexte où la moquerie a cédé le pas à la violence, une montée de l'hostilité à l'endroit de l'occupant est palpable mais, de manière originale, elle ne se mue pas en italophobie généralisée. La chose s'explique certainement par le fait que la majeure partie des Italiens se démarquent de la troupe et des suppôts du régime : la plupart d'entre eux préfère faire profil bas mais une fraction non négligeable fait le choix de rejoindre la résistance.

Ces traits généraux ne doivent pas contribuer à effacer le fait que la

---

[75] M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op. cit., p.153

[76] Ibid., pp.156-157

[77] C. Villermet, *A noi Savoia : Histoire de l'occupation italienne en Savoie*, La Fontaine de Siloé, 1999, p.23

[78] Cf. M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op. cit., p.159

[79] Ibid., pp.160-161

période fut complexe et douloureuse pour les immigrés italiens : l'entretien qui suit le rend sensible. Ajoutons qu'il apporte de la lumière sur un aspect peu documenté : les relations ambiguës entre la population locale et les maquisards. Le maquis prend une forme tangible au cours de l'été 1943 : à l'automne de la même année, on estime à 15 000 le nombre de maquisards en zone Sud[80]. Notons que les maquis se répartissent inégalement sur le territoire : la Savoie et la Haute-Savoie figurent parmi les départements qui en comptent le plus. Bien entendu, tous ceux qui s'y trouvent ne sont pas des résistants ; pour les responsables de la résistance, l'enjeu consiste à transformer ces réfractaires en combattants. Sur le terrain, la survie des maquisards passait par une nécessaire complicité avec la population locale, au sens strict car ils dépendaient d'eux pour se nourrir et de manière indirecte, car seul leur silence les préservait des représailles nazies ou vichystes.

Or, les relations entre la population rurale et les maquisards sont plus ambivalentes qu'on ne l'imagine : l'arrivée des seconds dans les campagnes peut dans certains cas donner l'impression d'une autre forme d'occupation[81] : les mesures de rétorsion à l'égard d'individus convaincus de collaboration, les raids pour se procurer des vivres.... dégénèrent parfois en débordements. Ces abus arbitraires exaspèrent les locaux qui peuvent finir par dénoncer les maquisards aux autorités. Une partie de l'entretien met en lumière ce type de comportements complexes que la guerre engendra : en l'espèce, le pillage subi par la famille de l'enquêté se double d'une confusion entre nationalité et préférence politique. Quoi qu'il en soit, les graves inconduites de quelques maquisards conjuguées au rejet ordinaire des premières heures de la Libération ont profondément imprégné le parcours de l'enquêté.

---

[80] J. Jackson, *La France sous l'Occupation 1940-1944*, Flammarion, 2004, p.571

[81] Ibid., p.576

Entretien avec Monsieur B.

« ***J'ai dû apprendre à me battre puisque j'étais Italien*** »

Lieu : Aime **Origine :** Italie (Veneto) **Période :** 1935-2015

Mots clés : Clandestin, Fascisme, École, Entreprise, Racisme, Centre de tri de Montmélian.

« *Tous ceux qui résistaient avaient le bras droit cassé* »

C'est de l'Italie du nord qu'est parti le fascisme. D'ailleurs, les Italiens du nord traitaient d'Arabes les Italiens qui habitaient au sud de Rome. Aujourd'hui encore, lorsque je retourne en Italie, je ne suis pas considéré comme un Italien mais comme un Vénitien, tout comme les Piémontais le sont avant d'être Italiens. À l'époque, Hitler et Mussolini montaient au pouvoir. Du côté de Venise, là où habitait mon père, l'embrigadement a commencé. Puisqu'il n'a jamais souhaité adhérer au parti, il fut expulsé d'Italie en 1935. Être expulsé signifiait partir sans rien emporter, être emmené par train ou par camion jusqu'à Porto Vecchio. À Porto Vecchio, le bourrage de crâne se poursuivait et tous ceux qui résistaient avaient le bras droit cassé. De Porto Vecchio à Modane, des trains faisaient le trajet pour les voyageurs non expulsés qui avaient des laissez-passer. En revanche, les personnes qui étaient expulsées se rendaient à pied de Porto Vecchio à Modane et empruntaient dans le noir les rails du train, sous le tunnel de onze kilomètres. Il fallait faire attention car les trains passaient et ne s'arrêtaient jamais. Il fallait essayer de se coller contre la paroi du tunnel — il n'y avait que 50 centimètre jusqu'aux rails —, et se mettre à plat ventre pour ne pas être aspiré. Mon père a dû faire le voyage avec son bras cassé. En France, il fut plâtré à l'hôpital de Montmélian après être passé par le centre de tri de Modane.

À 7 kilomètres de Montmélian, à Laissaud, un abbé a proposé à mon père d'être commis de sa ferme. Il s'occupait de la ferme, y vivait et lui reversait la moitié des récoltes.

Ma mère est également Italienne, expulsée de la région de Venise, mais je ne me souviens plus de son histoire quand elle est arrivée. Mes parents se sont rapidement rencontrés en France et se sont mariés environ trois mois après, en 1938 au Consulat d'Italie à Chambéry. Puisqu'ils avaient fui le fascisme et disaient qu'ils ne retourneraient jamais en Italie, ils ont demandé la naturalisation. À cette époque, cette demande fut refusée.

« ***Leur venue était ciblée parce qu'il y avait une haine envers les Italiens*** ».

Je suis né dans la ferme où habitaient mes parents, en 1941. Ma sœur aînée, Milena, est née en 1939. Ensuite, il y a d'autres enfants : Louis, né en 1944, Marcelle en 1948 et Brigitte en 1956. Les prénoms de nos frères et sœurs sont à consonance française car avec ma sœur Milena, nous avons dit aux parents qu'il fallait mieux arrêter de donner des prénoms italiens, car pour nous c'était très dur. Pendant la guerre, il ne faut pas oublier qu'en Savoie les Italiens n'avaient le droit ni au pain, ni à la viande. Ce n'est qu'en 1950 que j'ai pu manger du pain. Ma mère a donc appris à faire le pain à la maison. Je me souviendrai toujours que c'était le meilleur pain que je mangeais. Puisque mon père et ma mère avaient une ferme, dans les années 1943, les gens venaient acheter des produits, même des habitants de Grenoble. Ce que mes parents gagnaient, ils le mettaient de côté. Fin 1944, des personnes ont frappé à la maison. Nous avons ouvert et nous avons vu cinq maquisards, ou faux maquisards, je ne me souviens pas. J'étais enfant et lorsque j'ai vu ces personnes avec toutes leurs armes et un beau revolver, je me suis approché de l'un d'eux pour le toucher. Il m'a pris, m'a mis une paire de baffes et j'ai roulé au sol. À l'époque, nous avions un berger allemand et pour nous protéger, il a mordu. L'homme a tué mon chien, devant moi. Ensuite, ils ont cambriolé mes parents. Ils ont tout pris. Je ne sais pas comment vous dire… quand vous êtes petit et qu'ils tuent votre chien, quand ils volent tout, qu'ils foutent tout en l'air, qu'ils frappent ma mère pour que mon père dise où sont cachées les économies… Avant de partir, ils ont pris ce dont ils avaient besoin dans notre poulailler. Leur venue était ciblée parce qu'il y avait une haine envers les Italiens, alors que mon père a fui l'Italie. Ceux qui sont venus nous voler étaient tous français, pas un ne parlait allemand. Plus tard, j'ai su qu'un de ces hommes habitait près de chez nous et était devenu un grand

transporteur. Jusque dans les années 1950, nous avons subi le fait d'être Italiens. Nous n'avons été naturalisés Français qu'en 1952.

« *Mon père tremblait quand il voyait le centre de tri de Montmélian* ».

Au lendemain de la guerre, beaucoup de parents du côté de ma mère, les Rigetto, sont venus s'installer ici. Il y a eu ses parents et ses frères. C'est comme aujourd'hui : lorsqu'une personne se sent bien à un endroit, elle fait venir des gens. Après la guerre, il fallait reconstruire la France. La France avait besoin des Italiens mais cela n'empêchait pas les Français de les traiter de « *sales ritals* » et de « *sales macarons* ». Il n'y avait pas la reconnaissance, c'était juste une main-d'œuvre corvéable. Vous pouviez travailler 17 heures par jour, c'était de l'esclavage moderne. Ils ne pouvaient même pas manger à table. Ils avaient une écuelle et dormaient dans la grange sur une paillasse. Ils ne dormaient jamais dans les maisons. Ces conditions de vie et la haine envers ces immigrés ont fait que les Italiens devaient être solidaires, qu'ils se réconfortent. C'est pour cela que la chapelle de Myans a été le lieu de culte des Italiens. Les Italiens se réunissaient une fois par an à la chapelle, le lundi de Pacques. Avant d'être la patronne des Savoyards, elle était la patronne des Italiens de France. Encore aujourd'hui, des prêtres viennent du Piémont pour cette messe. Quand nous étions enfants, il fallait partir de Laissaud jusqu'à Myans. C'était une expédition, à pied ou a vélo, comme le faisait ma mère. Sur le porte bagage, il y avait moi et derrière, des prunes du jardin pour essayer de les vendre et gagner un sous. Il y avait 22 kilomètres à faire.

Le quartier des Castors, à Montmélian, est fait d'une trentaine de villas d'Italiens. Un Italien construisait, puis faisait la maison d'un autre… Dans cette ville, il y avait ces fameux baraquements et le centre de tri des Italiens. Mes parents sont passés par là. On leur demandait ce qu'ils savaient faire. Tous les gens du coin qui avaient besoin de main-d'œuvre et qui ne voulaient pas beaucoup les payer venaient au centre de tri. Ils disaient : « *Toi tu es robuste, tu vas faire cela, toi tu feras ça* »… et c'est comme ça que mon père a pu prendre la ferme de l'abbé. Sa sœur fut embauchée à 300 mètres de chez nous, chez un colonel. Mon père me parlait beaucoup de ce centre. Il tremblait quand il le voyait. Je ne me souviens plus exactement s'il disait : « C*'est le lieu de notre désespoir » ou* s'il disait *: « c'est le lieu de nos désillusions* ». Il le disait en italien. Ce centre fut démoli dans les années 1960. Lorsque la France a voulu oublier les anciens souvenirs, tout fut rasé. Malgré des liens de solidarité entre les ouvriers Italiens,

ceux-ci se sont dispersés au fil des années. Seuls des liens avec la famille proche ont perduré.

« ***C'est une jeunesse détruite, c'est une haine*** **».**

À la maison, nous parlions le vénitien. Je n'ai commencé à parler français qu'à l'âge de cinq ans, lorsque je suis entré à l'école. Les parents ont peu à peu appris à parler français, même si cela a mis plus de temps que pour Milena et moi. Puisque nous allions à l'école avec ma sœur - puis les frères et sœurs qui nous ont suivi-, les parents ont pu apprendre par notre intermédiaire : ils nous parlaient en italien et nous leur répondions en français.

Avec les gens de Laissaud, c'était très dur. Je me souviens que lorsque les chasseurs revenaient bredouilles de la chasse, ils tuaient nos animaux qui étaient dans le grand parc devant la ferme : lapins, oies, canards. Ils les flinguaient et disaient à mon père : « *Crève donc vieux rital ».*

Lorsque j'étais enfant, j'ai dû apprendre à me battre puisque j'étais Italien. J'ai appris à survivre. Les Français venaient sur moi à plusieurs et c'est comme ça que j'ai appris l'utilité des coins : lorsque vous êtes dans un coin, ils ne peuvent pas venir de tous les côtés. Un seul peut venir de face. J'ai appris à recevoir. Et je peux vous garantir que lorsque je recevais un coup de poing, il y en avait trois qui étaient par terre. Je suis devenu un bagarreur, c'est pour cela que j'ai fait du rugby quand j'étais adulte, à Montmélian. Dans l'équipe de rugby ça se passait bien, il faut être soudé dans une équipe. Si un ne joue pas, les autres s'en rendent compte et ils le massacrent. Il y avait aussi beaucoup d'Italiens dans l'équipe. Mais en tout cas, plus jeune, pour survivre à l'école, il fallait se battre. Au catéchisme, les enfants Français pouvaient moins montrer qu'ils étaient anti Italien puisque les curés de l'époque étaient assez rigoureux. Je n'ai tout de même pas beaucoup de liens avec l'église, car j'ai été foutu dehors du catéchisme car je faisais des bêtises. De toute façon, nous étions toujours à part, il y avait toujours cette forme de ségrégation jusqu'à ce que les Italiens soient allés faire la guerre d'Algérie.

Je me souviens qu'à la ferme, trois personnes de Laissaud venaient toujours quand mon père était dans les champs et ils lui mettaient un coup de tête. Ils lui disaient : « *Sale Rital, sale macaron ! ».* Plus tard, je leur suis rentré dans le lard. C'est une jeunesse détruite, c'est une haine. Ce n'est pas une haine contre la France puisque malgré tout, c'est elle qui nous a recueillis ; j'ai eu la haine contre une certaine catégorie de Français. Lorsque je vois que beaucoup ont des

médailles, je me dis aussi que la moitié des Français étaient des collabos ! Et sur cette moitié, seulement le dixième a été condamné ; le reste a été blanchi, tel le transporteur dont je vous ai parlé. Il a été blanchi et maintenant on ne peut plus le toucher. C'est pour ça que je n'ai jamais aimé De Gaulle. Il voulait la pacification nationale et qu'on oublie tout. Mais on oublie les massacres qu'ils ont faits, la manière dont on pouvait aussi raser les femmes sans savoir ce qu'elles avaient vécu. Je n'ai jamais apprécié tout cela.

Lorsque vous vous faites massacrer quand vous êtes un enfant, lorsque vous recevez des coups quand vous allez à l'école, quand votre père reçoit des coups… c'est dur. On pouvait juste se dire que pour les contrer, il fallait être supérieur à eux. Donc lorsque je suis arrivé à l'école, je ne connaissais pas un seul mot de français. Mais un an après, je connaissais le français. Dès l'âge de six ans, j'étais soit le premier, soit le deuxième et l'autre était un camarade italien de Laissaud. Même en français et en mathématiques nous étions les meilleurs. Ils n'ont jamais pu nous empêcher d'être les meilleurs et eux, les Français, étaient loin derrière. Je me souviens de notre instituteur qui était anti-Italien. Un jour, il voulait me faire écrire une ineptie au tableau sur les Italiens et la guerre. J'ai refusé alors il m'a empoigné et m'a projeté la tête la première sur le tableau. J'ai été assommé. C'est cela mon enfance…

« *Les Italiens ont connu une plus grande ascension que les Français car ils avaient plus la "niaque"* ».

J'ai quitté l'école à 14 ans, même si j'adorais étudier et apprendre. À 14 ans, je suis rentré aux papeteries de Moulin-Vieux comme garçon de courses jusqu'à mon service militaire à 18 ans. Je m'occupais du courrier dans l'usine. J'ai connu des violences surtout avec les communistes et la C.G.T. — Confédération Générale du Travail —. Il n'y avait pas du tout de solidarité ouvrière. Tous les Italiens que j'ai connus à la papeterie ont beaucoup souffert ; mais après quelques années, ils sont devenus contremaîtres alors que les Français restaient ouvriers. Même moi je suis allé voir le directeur de la papeterie et je lui ai dit que je ne souhaitais pas rester au courrier. Il m'a laissé la possibilité d'apprendre la comptabilité. Je n'y connaissais rien, mais j'ai pris des cours payés par l'entreprise. Les Italiens ont connu une plus grande ascension que les Français car ils avaient plus la « niaque ». Les ouvriers Français, eux, passaient la moitié de leur paye au bistrot avant de rentrer chez eux et pendant ce temps-là, nous, on étudiait. Nous allions à l'école le soir et nous avons réussi. Pour mon père, la vengeance fut d'être devenu régisseur pour une Américaine.

Cette Américaine, Madame A., était une Fitch de la Fitch Bank of América. Elle avait la compagnie de téléphone du Connecticut, une usine d'armement, 40 % d'actions chez Schell et 22 % chez Esso. Le château de cette Américaine se situe vers la Chapelle Blanche. Elle venait souvent à la ferme acheter des victuailles, dont le pain qu'avait appris à faire ma mère. Une sorte d'amitié s'est créée. Enfants, nous étions invités lors des fêtes au château. Un jour, Madame A. a licencié son régisseur et a proposé à mon père de prendre sa place. Ma mère est entrée comme lingère et ma sœur aînée, qui avait fait une école de cuisine, fut employée comme cuisinière et femme de service. Après mon service militaire en Algérie, en 1962, j'ai aussi travaillé pour Madame A.. Ce n'est d'ailleurs que lorsque j'ai été au service militaire que j'ai senti qu'il n'y avait pas de différence entre les personnes : tu es soldat et c'est tout. Nous étions tous pareils car il y avait beaucoup de nationalités différentes. Mon grand copain était un Polonais. Un Malgache, champion de boxe, est venu une fois ici. Un Réunionnais est venu à la maison durant une quinzaine de jours. Un ami du Nord est venu également et ensuite les gens se sont dispersés.

De retour de mon service militaire, je suis donc devenu le chauffeur de Madame A.. À son service, j'étais habillé comme un amiral, je conduisais de belles voitures, j'ai fait trois fois le tour du monde… j'étais le roi ! Madame A. me disait toujours : « *Mr, le plus grand malheur de ma vie est de ne pas pouvoir estimer ma fortune* ». Un jour que je la conduisais vers Venise, je me souviens avoir pilé la voiture et lui avoir dit : « *Madame, le plus grand malheur de ma vie est de devoir estimer ma fortune trop souvent* ». Et elle ne m'en a plus jamais parlé.

Nous avons eu de la chance d'être au service de cette Américaine. Lorsque mon père a travaillé pour elle, il n'était plus considéré comme le « *macaron* ». Et je voyais tous ces gens de Laissaud qui nous avaient massacrés et qui étaient presque obligés de nous lécher les bottes lorsqu'ils venaient voir cette Américaine. Je disais devant elle : « *Vous voyez, celui-ci, c'est celui qui a massacré mon père* ». Les Américains ne comprenaient pas comment les Français avaient pu faire ça — même si, en Amérique, les Américains étaient aussi racistes contre les Noirs —. Puisque toute notre famille, ce noyau dur qui avait été banni de Laissaud, travaillait pour le château, nous sommes devenus comme les maîtres du village. Quand on arrivait, ces gens de Laissaud devaient presque nous cirer les bottes car nous faisions partie du château de Madame A..

Je vais vous expliquer à quel point les Français de l'époque pouvaient être crétins : à la fin de la guerre, tout le monde était pour Staline. Madame A. a proposé à la commune d'acheter un grand terrain et de faire venir un dispensaire en bois des États-Unis. Vous pouvez encore le voir aujourd'hui, lorsque vous allez de Pontcharra à Grenoble, sur la partie gauche. C'est ce qu'elle voulait

donner à Laissaud en mettant à disposition une infirmière et un médecin. Le maire de Laissaud, qui était un « rouge » - [un communiste] - lui a répondu : « *Moi Français, je refuse cet argent des Américains* ». Pendant quatre ans, les onze wagons de bois qu'avait fait venir Madame A. sont restés à la gare de Pontcharra.

Un jour, en 1962, j'ai dit à Madame A. que j'allais me marier alors que je devais la suivre aux États-Unis car elle retournait vivre dans le Connecticut. Elle m'a dit que si je me mariais, je devrais quitter son service. C'est ce que j'ai fait. Trois mois après, je regrettais. Avant de partir aux États-Unis, elle m'a donné sa Mercedes puisque je l'avais beaucoup conduite et qu'elle estimait que je lui avais rendu beaucoup de services, que je ne l'avais pas déçue. Elle a aussi considéré que nous avions beaucoup souffert à cause des habitants de Laissaud et que le maire avait été crétin de refuser le dispensaire. Elle a alors décidé de faire un cadeau empoisonné à Laissaud : faire don de son château non pas à Laissaud, mais à ses habitants. Toute la municipalité devait donc payer les assurances, l'entretien du château… c'était invendable car il fallait que tous les habitants du village signent pour le vendre. Ce n'était pas possible car il y avait toujours des habitants qui étaient contre le maire. Pendant 30 ans, les habitants se sont ruinés à entretenir ce château. Je peux le dire, c'est la plus belle revanche que Madame A. ait pu faire et c'est la plus belle revanche que nous avons pu avoir aussi.

Madame A. n'est jamais revenue en France. Ma sœur a suivi Madame A. aux États-Unis. Elle s'est par exemple occupée d'un repas pour 150 sénateurs. Toute la nourriture venait de France, par le biais d'un Concorde affrété pour l'occasion. La viande, le pain… le Concorde fut immobilisé, ma sœur est venue chercher la nourriture le samedi pour le dimanche. Ma sœur aussi à fait l'erreur de se marier et de quitter le service de Madame A.. Même des sénateurs voulaient l'embaucher. Au bout d'un an, elle aussi a regretté son choix. Elle m'a dit : « *M., qu'est ce que nous avons fait ?* ». Je lui ai répondu : « *Et bien nous avons raté notre* vie ».

Lorsque Madame A. est partie aux États-Unis, mon père a pris sa retraite, même s'il n'avait pas beaucoup d'argent. Quant à ma maman, elle était handicapée : elle avait cinquante ans et un soir, au château, elle a voulu nous chanter une chanson en italien, comme elle le faisait toujours. Au moment de chanter, elle a eu quelque chose au cerveau, elle est tombée à la renverse. Elle n'a jamais pu reparler et son côté gauche est resté paralysé, raide. Elle est restée 25 ans handicapée avant de décéder.

« ***Nous avons pris notre revanche en réussissant*** **».**

Mes frères et sœurs cadets, qui ont des prénoms français, ce sont fait un peu moins embêter à l'école. Mais eux aussi ont pris une revanche. Louis est devenu expert-comptable, commissaire aux comptes. Louis contrôlait tous les inspecteurs des impôts de Moûtiers, deuxième perception de France et avait le contrôle de tous les Carrefour d'Europe. Marcel à créé une entreprise. C'était un métallier d'art. Brigitte fut mariée avec un financier. Nous avons pris notre revanche comme ça, nous avons réussi. Lorsque j'ai quitté le service de Madame A., je suis entré chez les pompiers permanents car cela me plaisait. J'étais logé dans le local des pompiers et je recevais les appels. Dans le même temps, je suis rentré contremaître à la commune de Montmélian, dans les parcs et jardins. Je pouvais partir lorsque la sirène sonnait et j'étais toujours le premier. J'étais de garde le week-end. Ensuite, je suis parti car, à la commune, j'ai rénové tout un quartier avec des jolis arbres ; mais au printemps, le maire les a fait raser. J'ai renversé le bureau du maire et j'ai arrêté ce travail. Ensuite j'ai rénové des maisons, j'ai appris le sablage sur le tas (vous faites des essais, vous testez des types de sables…) avant de me mettre à mon compte. Mon entreprise était dans le sablage même si je continuais à être pompier. Elle a durée sept ans, mais je l'ai reprise trop tard, à 58 ans. J'ai pu partir à 65 ans grâce à mon chiffre d'affaires.

Lorsque j'ai vendu mon entreprise avant de partir en retraite, j'avais huit salariés ; mais le sablage est un métier très dur. Les ouvriers travaillaient trois heures le matin, trois heures l'après-midi et étaient payés huit heures ; je les emmenais sur les chantiers et je les ramenais, le repas de midi était également payé. Malgré ces conditions de travail, il était très difficile de trouver des ouvriers compétents. Par exemple, j'avais un chantier de 10 000 €. Il fallait commencer à sabler le vendredi pour que ce soit prêt le lundi matin. Le même chantier avec deux ouvriers m'a pris une semaine. Donc la main-d'œuvre dans le sablage est vraiment un problème, il faut toujours être derrière. Je faisais de la rénovation de vieilles maisons. Sabler permet de donner du cachet aux vieilles maisons ou aux vieux meubles ; ou alors, je pouvais vieillir un chalet neuf et lui donner l'aspect d'un habitat de 300 ans. Lorsque j'ai commencé, personne ne me connaissait. Mais lorsque les personnes ont découvert le rendu du travail, j'ai été connu. Je suis peu à peu devenu ami avec le maire de Val-d'Isère : un jour, il m'appelle et me dit : « *Monsieur B., nous venons d'agrandir la mairie. Pourriez-vous vieillir les poutres ?* ». Nous avions rendez-vous le vendredi à 17 heures. Il m'a dit qu'il y avait un problème car la réception du chantier devait se dérouler le lundi matin à neuf heures. J'ai donc travaillé à partir du vendredi soir et je ne me suis couché que le lundi à midi. J'étais à la réception du chantier le lundi matin. Le maire m'a serré la main et m'a dit : « *Je vous revaudrai ça* ».

Un jour, des crétins de parisiens ont tagué des rochers. Cela se voyait beaucoup. Le maire m'a appelé pour résoudre ce problème. J'ai amené mon compresseur mais j'ai trouvé que le travail n'était pas satisfaisant. Je lui ai donc proposé de prendre une bombe verte et une bombe noire pour peindre les rochers. De loin, on ne verrait que des rochers et de la mousse. Il a accepté que je le fasse. C'était beau, nous avons laissé les rochers ainsi. J'ai fait la même chose lorsqu'il m'a appelé pour embellir une *via ferrata* : j'ai dû descendre travailler en rappel d'un hélicoptère ! Lorsqu'il y avait besoin de sabler, le maire disait de m'appeler. Il a donc été mon entrée à Val-d'Isère. En effet, à Val-d'Isère, la commune veut être au courant de tous les travaux et délivre une autorisation spéciale pour le sablage. Lorsqu'il y avait ce genre de travaux, la mairie disait aux gens de m'appeler. J'ai fait des appartements quatre-étoiles. Le moindre chalet était à 20 millions de francs. Imaginez ce que cela donne en euros. Les Anglais payaient beaucoup, ils avaient de l'argent. J'ai donc pu acheter une grande collection de tableaux. J'ai même été appelé par la mairie de Bourg-Saint-Maurice qui voulait sabler et patiner des meubles modernes en pin.

« ***Avec la naturalisation nous sommes devenus Français. On ne pouvait plus nous dénigrer*** **».**

Lorsque nous avons tous été naturalisés, j'ai ressenti une certaine fierté car mes parents ne voulaient pas retourner vivre en Italie. Surtout, nous pouvions rentrer dans n'importe quel magasin désormais, puisque nous étions Français. Pendant la guerre, l'Italien n'avaient le droit ni au pain, ni à la viande. La naturalisation nous a également permis de pouvoir postuler dans n'importe quel travail puisque nous n'étions plus des étrangers en France. Nous étions des immigrés, mais des Français. Nous étions devenus Français. On ne pouvait plus nous dénigrer comme avant et nous dire quoi que ce soit. À l'époque, nous ne pouvions pas demander la double nationalité car cela n'existait pas beaucoup. Plus tard, nous, les enfants, nous voulions demander cette double nationalité.

Enfant, j'ai beaucoup entendu « *sales macaronis* ». Mais il y a trois ou quatre ans, je l'ai encore entendu. Lorsque j'ai monté mon entreprise de sablage, on m'a encore traité de « *sale Italien* ». Que je sois un Rital, oui. Je le suis et je le reste. Mon nom est Italien. Mon prénom est Italien. Mais je ne peux pas apprécier que l'on mette un nom péjoratif devant. Un jour on m'a traité de « *sale Rital* » et mon ex-femme ne m'a pas soutenu. Nous nous sommes séparés.

Je pense que j'ai gardé de la fierté de mes origines italiennes. Je pense que cette fierté est venue des paires de claques que nous avons reçues et que,

malgré tout, nous nous en sommes sortis. Comme avec mon ami d'enfance D. [celui qui était premier ou deuxième en même temps que monsieur à l'école primaire] nous avons été très fiers de nous en sortir par l'instruction. On se disait que puisque les Français étaient les plus forts, nous allions les contrer là où ça les blessait le plus. D'ailleurs, l'instituteur que nous avions et qui m'a assommé contre le tableau n'a jamais admis que deux Ritals puissent battre les Français. Il faut toujours prouver et faire deux fois plus puisque nous sommes Italiens. Deuxièmement, j'ai gardé le fait de ne jamais abandonner quelque chose que nous avons commencé, quitte à le regretter après.

« ***Pour l'amour que j'ai envers ma petite-fille, nous retournerons en Italie*** ».

Bien après la guerre, ma mère est allée rendre visite à ses deux sœurs qui étaient restées en Italie. L'une d'elle était artiste peintre et son mari était ingénieur à Breschia. Son autre sœur avait un hôtel à la porte de Venise. Maintenant c'est sa fille, ou peut-être sa petite fille qui tient cet établissement. Mon père est aussi allé voir sa sœur.

La première fois que je suis allé en Italie, j'avais une trentaine d'années. Je me suis rendu à Companogara, là où mon père était né. Pour avoir des renseignements, je suis allé à l'église et j'ai demandé à voir le curé. Avec le peu de vénitien que je connaissais, je lui ai expliqué que je venais de France et que je souhaitais connaître ma famille. Même s'il avait deux baptêmes ce jour-là, il a pris le temps de regarder dans les archives et de me donner tous les noms de mes parents. Je me suis rendu tout d'abord à Rin où j'ai rencontré une cousine qui m'a logé. Ensuite elle m'a présenté son frère, qui avait une grande ferme. Les choses se sont faites comme cela et j'ai pu rencontrer tous mes cousins et mes tantes. Si j'avais écouté tout le monde, je serais resté une semaine chez chacun.

Ensuite, lorsque j'étais au service de Madame A., j'allais en Italie car sa fille Brigitte était mariée avec un industriel Italien. Mon père m'a déjà accompagné en Italie à cette occasion. Jusqu'à sa mort l'année dernière, je gardais contact avec Brigitte, à Milan. Aujourd'hui, ni moi ni mes frères et sœurs n'ont de contact avec l'Italie. Quant à mes deux enfants, aucun ne sait ce qu'est vraiment l'Italie, aucun n'a de contact avec l'Italie. J'ai beau leur parler de l'Italie, cela ne les intéresse pas. Mais il faut dire que mon ex-femme n'aimait pas les Italiens. Elle considérait que les Italiens étaient la race qui venait après les crapauds. C'est pourquoi j'ai regretté le mariage au bout de trois mois. Et elle regrette que les enfants portent mon nom de famille, à consonance italienne. Ses parents aussi étaient anti Italien. Je n'ai donc pas beaucoup vu ni élevé mes enfants. Je ne vois plus un de

mes fils depuis quelques années et je ne connais pas mon petit-fils. Je ne le connaitrai d'ailleurs jamais. Par contre, ma petite-fille est très forte en italien et en anglais. Elle a déjà été plusieurs fois en stage à Rome et je pense que je l'emmènerai en Italie l'année prochaine, car elle me pose beaucoup de questions sur l'histoire de notre famille. Je pense que ma cousine, qui a mon âge, doit également avoir de la famille que je ne connais pas non plus. Nous pourrons donc aller voir ma cousine qui a l'hôtel à Venise. Vers Breschia je n'ai plus de contact car mon oncle et ma tante sont décédés et mon cousin est parti aux États-Unis. Avec ma petite fille, nous allons partir vers l'inconnu ; mais nous irons bien voir un curé qui nous donnera les informations *(rires).* Pour l'amour que j'ai envers ma petite fille, nous retournerons en Italie.

« ***L'équipe de rugby italienne sera toujours l'équipe la plus dure à battre pour les Français*** »

Au sujet du sport, si je dois comparer l'équipe de rugby italienne et l'équipe de rugby française, ce sera toujours l'équipe la plus dure à battre pour les Français parce que tous les Italiens jouent en France. Quand on joue France-Italie, c'est France A contre France B. Les Italiens connaissent à fond le jeu français. C'est pour cela qu'avant nous mettions des 40-0 aux Italiens, mais maintenant on perd contre eux. Même les Anglais perdront contre eux bientôt. En Italie, il n'y a pas encore de structure rugbystique car c'est à 100% pour le foot. Mais les structures viendront car avant il y avait 500 spectateurs et maintenant il y en a 5 000, donc les stades seront bientôt remplis.

Mise en contexte

Madame P.

L'entre-deux-guerres représente la grande époque des migrations entre l'Italie et la France. Dans les années 1920, on observe un mouvement de première ampleur en matière d'arrivées sur le territoire français, qui trouve son origine dans un enchevêtrement de motifs politiques et économiques : à ceux qui cherchent à fuir les difficultés économiques s'ajoutent les victimes de la répression fasciste. La crise de 1929 et l'affirmation du régime fasciste agissent de ce point de vue comme des ferments d'amplification de la tendance, si bien que, dans les années 1930, le nombre d'Italiens présents en France flirte avec le million[82].

Ceci étant, ces éléments circonstanciels fournissent un tableau incomplet de la situation : des données démographiques dissonantes, qui peuvent être considérées comme une toile de fond de ces mouvements, méritent d'être mentionnées. En France, la saignée de la Première guerre mondiale – laquelle a principalement affecté les jeunes gens – rend nécessaire le recours à l'immigration. Pour la Savoie et la Haute-Savoie, le besoin se révèle encore plus criant puisque, dans ces départements, les pertes humaines sont proportionnellement un peu plus élevées que pour l'ensemble du territoire[83]. À l'inverse, bien qu'elle ait essuyé également des pertes importantes (650 000 hommes), l'Italie présente une population en net accroissement, grâce notamment à un taux de natalité robuste[84]. Indéniablement, la France manque de bras alors que l'Italie en regorge.

Les conditions de départ et d'arrivée du grand-père de l'enquêtée s'expliquent au travers des traits essentiels du contexte. Pour fuir le régime de Mussolini, il décide de franchir clandestinement la frontière : son périple illustre le raidissement du système italien. Afin d'encourir le moins de risques possibles, il fit le choix du col de la Galise, plus haut en altitude que les autres voies de passage, et dont les sentiers escarpés semblaient permettre de se soustraire plus aisément à une éventuelle arrestation. En s'installant à Val d'Isère, il trouve aisément du travail sur différents chantiers de construction ou de réfection situés sur la commune. Par la suite, il participe, avec de nombreux compatriotes, à la construction de la route qui mène au col de l'Iseran. « Les travaux pour cette route de l'Iseran avaient débuté à l'été 1929 du côté de la Tarentaise,

---

82 M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, PUR, 2003, p.10

83 Cf. M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens : un siècle de présence italienne dans les deux Savoie 1860-1960*, Editions de l'astronome, 2007, p.40

84 Ibid., p.41

au-dessus de Val d'Isère, et en 1931 en Maurienne. Mais l'altitude restreignait à trois mois et demi par an la durée effective du chantier en Tarentaise.[85] » Finalement, la route du col fut achevée en 1937.

À la fin de la Seconde guerre mondiale, la France manque à nouveau cruellement de bras pour la reconstruction. L'immigration apparaît une nouvelle fois comme la solution ; elle figure même au rang des priorités nationales. Pourtant, l'État ne souhaite pas laisser les dynamiques migratoires à leur libre mouvement. Au contraire, il entend « contrôler et rationaliser les entrées en France[86] » : pour ce faire, il se dote d'un organisme qui est chargé d'organiser le recrutement de travailleurs étrangers, l'ONI (Office National de l'Immigration). Une antenne de cette structure est ouverte à Milan dans une caserne désaffectée de l'armée italienne : ce centre reçoit la mission de trier les candidats à l'émigration selon des critères qui valorisaient la force, la jeunesse, les aptitudes professionnelles... Quel que soit le type de contrat de travail visé, il fallait se plier à une visite médicale qui se révélait humiliante[87].

Ayant obtenu pour son fils une promesse d'embauche en Savoie, le grand-père de l'enquêtée va le chercher en Italie. Il opte cette fois-ci pour un franchissement régulier de la frontière, c'est pourquoi les deux hommes se rendent à Milan, afin de faire enregistrer leur demande. Or, la visite médicale les sépare, puisque le fils obtient un avis positif alors que le père doit essuyer un refus. Qu'importe, il emprunte de nouveau les sentiers de la clandestinité.

À son arrivée en Savoie, le fils rejoint, à l'instar d'une part importante de transalpins, le secteur de la construction. Il travaille sur un certain nombre de chantiers d'importance (les barrages de Tignes, de Roselend, le canal de la Durance...) avant de se consacrer à des activités de maçonnerie plus modestes (contenues dans la construction au sein des stations touristiques).

L'immigration italienne présente l'image d'une immigration réussie et elle est actuellement régulièrement convoquée comme un exemple. Néanmoins, il s'agit là d'une vision rétrospective déformée car les choses se sont déroulées de manière moins idylliques que ne le laisse penser un

---

[85] Y. Bouvier, « Transports et communications : circuler en Savoie et organiser le territoire » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, DROZ, 2014, p.498

[86] Selon l'expression d'Yvan Gastaut, « Recruter et examiner les migrants : la mission de l'ONI de Milan d'après le médecin-chef Deberdt » dans M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, op.cit., p.55

[87] Sur cette question, on peut consulter, outre l'article d'Y. Gastaut, les pages que lui consacre Mino Faïta. Ibid., pp.55-64. M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op.cit., pp. 179-185

tel schéma. Les réactions d'hostilités ne furent pas absentes de l'expérience. Mais , il est vrai que les transalpins se sont saisis des moyens à leur disposition pour réussir. Mino Faïta a montré de quelle manière ils ont investi l'école et comment ils en ont fait un lieu clé de l'intégration[88]. Au départ, l'école se dresse comme un obstacle du fait de la langue mais elle est transformée en moyen de réussite : il est nécessaire de s'emparer des possibilités qu'elle offre mais également de comprendre ce qu'elle véhicule en termes d'éléments fondamentaux du mode de fonctionnement du pays d'accueil. Ici intervient la seconde fonction de l'institution scolaire : au travers de la maîtrise de la langue, elle crée de l'homogène. Elle permet donc aux étrangers de se parer d'invisibilité dans la communauté où ils s'implantent. Les parents des petits immigrés apportent une attention particulière à l'école : elle devient un investissement pour l'avenir de leurs enfants et un moyen d'accélérer l'acclimatation, étant entendu qu'ils profitent indirectement de l'instruction de leurs enfants. Les cas ne sont pas rares où ces enfants, passeurs privilégiés, font le choix de faire de cette fonction de circonstance une profession : c'est le cas de l'enquêtée.

[88] Ibid., p.213-216

Entretien avec Madame P.

« L'école, est un lieu sacré »

Lieu : Bellentre **Origine :** Italie (Émilie-Romagne) **Période :** 1898-2015

Mots clés : Barrages hydro-électriques, Communisme, Fascisme, Essor du tourisme, École.

« La liberté de penser les a fait fuir à contre cœur leur patrie ».

Mon grand-père Romeo est né en 1898 à Rovolo, dans un petit village de la province de Modena, dans l'Émilie-Romagne. Il a épousé ma grand-mère Elmina en 1925. De cette union naîtront mon père Guido, en avril 1926, Ottavio en mai 1929 et Lino en septembre 1936.

En 1923, le fascisme s'implante en Italie avec Mussolini à sa tête. Romeo ne voulait pas y adhérer. Refuser de prendre la carte du parti entraînait l'interdiction de bénéficier des bons alimentaires. Il n'allait pas non plus à la messe, étant donné son anticléricalisme. Ses enfants ne sont pas allés à l'école publique du village car l'institutrice apprenait les chants et le salut fascistes. Mon grand-père Romeo, antifasciste et communiste convaincu, ne voulait pas se plier au régime. Il était un homme de réflexion, il voulait savoir et se donnait le droit d'avoir une opinion. Il devait donc déserter car les personnes qui n'adhéraient pas étaient condamnées à mort par fusillade. Il est parti en France en 1930 à l'âge de 31 ans, laissant sa femme et ses enfants : mon père Guido, quatre ans et son frère Ottavio, bébé de 15 mois. Guido n'a vécu que quatre années dans une vraie famille, tandis qu'Ottavio n'a même pas eu la joie de connaître son père pendant son enfance.

Romeo, l'aîné de la fratrie, n'est pas parti seul d'Italie. Son frère cadet Ugo, 26 ans, l'a suivi. Leurs idées, la liberté de penser et le refus de l'endoctrinement par

le régime de Mussolini les ont fait fuir à contre cœur leur patrie. Pendant de nombreuses années, la police recherchait les déserteurs, fouillait la maison et la cordonnerie qui était normalement gérée de père en fils. L'arrière grand-père, Giuseppe, ne disait rien ; notre grand-mère savait très peu de choses et certainement pas où son mari pouvait être. Cela valait mieux car Romeo était condamné à mort pour avoir déserté. Il risquait la fusillade en cas d'arrestation.

Le deuxième frère de Roméo, Innocente, ne viendra en France que quelques années plus tard. Il avait accepté la carte du parti fasciste et avait du travail en Italie.

La femme de mon grand-père, Elmina, est donc restée au pays. Elle et ses deux enfants vivaient des bénéfices de la cordonnerie que mon arrière grand-père paternel, Giuseppe, tenait dans la maison familiale. Quelques vaches produisaient le lait et la viande de consommation. Elmina faisait également son beurre et son fromage. Dans ma famille, ils étaient propriétaires de châtaigneraies ce qui permettait d'avoir de la farine et de manger ce fruit tout au long de l'hiver. La culture du maïs procurait la farine pour cuisiner la traditionnelle *polenta* de l'Italie du nord. Le village de Rovolo est à 800 mètres d'altitude. Les champignons et la cueillette de certaines baies agrémentaient les repas.

Elmina est ensuite allée loger dans la maison familiale de ses parents à Vallorsara afin de se sentir en sécurité car sa famille avait sa carte au parti. Ses enfants Guido et Ottavio se sont donc mis à fréquenter l'école, inscrits par leur maman qui adhérait à l'idéologie. Mon papa Guido est allé à l'école au moment où sa mère a rejoint sa famille, mais il refusait de faire le salut et n'entonnait pas les chants fascistes. Dans ces circonstances, la maîtresse ne lui donnait pas le goûter. Ma grand-mère s'est aussi mise à envoyer ses enfants à l'église. Mon père fut même enfant de chœur. On peut supposer que c'était une protection.

En France, mon grand-père Romeo était protégé. Avant de passer la frontière, il a fallu suivre un long et périlleux parcours : les deux frères déserteurs ont fuit Rovolo à pied jusqu'à Modena. Ensuite ils ont pris le train pour Turin. De là, ils se sont rendus à pied à Pian Ballota, en Vallée d'Aoste. Ils ont passé le col de la Galise à 2900 mètres d'altitude au mois d'août car ce col reste enneigé très longtemps. Du côté Italien, il est aussi très escarpé. Cette difficulté était la bienvenue, les gardes Italiens ne pouvaient pas les poursuivre ou abandonnaient en cours de route. Ils entendaient les coups de fusil des gardes, même si ceux-ci n'arrivaient pas à les atteindre. Il y a une anecdote familiale qu'on me racontait souvent : mon grand-père Romeo a perdu une chaussure lorsqu'il a franchi le col. Cela peut nous faire imaginer qu'il a été dans l'obligation de s'échapper en France, mais qu'une partie de lui est toujours restée en Italie.

Les frères devaient faire très attention en passant le col de la Galise car certains Français tentaient de chasser les migrants. Néanmoins, ils ont été accueillis au Fornet par la famille C., résistante, qui avait deux fils enseignants. La famille C. avait besoin de bras pour travailler, de sorte que les parents et un des enfants ont demandé à mon grand-père et à son frère de travailler en échange de la nourriture et de l'hébergement. La plupart des Italiens étaient logés et nourris par les habitants en échange de travail.

« *L'école est le lieu sacré, celui qui peut permettre à tout homme de trouver sa voie, de s'en sortir dans la vie* ».

Romeo est devenu très ami avec l'un des instituteurs. Il a participé à la réfection de l'école au Fornet et à celle de Val-d'Isère. Pour Romeo, l'école était le lieu sacré, celui qui peut permettre à tout homme de trouver sa voie, de s'en sortir dans la vie. De côtoyer l'instituteur, d'être curieux, de vouloir en savoir toujours plus, a fait que mon grand-père a mis très peu de temps à apprendre le français. Monsieur C. lui a demandé de participer à la construction de son hôtel familial à la Daille. Il a travaillé ainsi durant un an et a eu l'occasion de rencontrer Monsieur le Maire.

Roméo a toujours été en relation avec les enseignants du village. Chaque fois qu'il y avait quelque chose à lire en français, il voulait le faire pour essayer de se débrouiller. Mon grand-père n'a pas ressenti de rejet de la part des locaux puisqu'à l'époque il y avait beaucoup d'Italiens dans la population locale. Un jour Romeo a eu des soucis de santé. Il souffrait de maux d'estomac comme son frère cadet Ugo. Il avait besoin de conseils et de soins. Un monsieur le mit en contact avec un chirurgien de la clinique Cléret. Puisqu'ils connaissaient la situation politique de Romeo, ils furent discrets et c'est ainsi que mon grand-père fut soigné régulièrement à la clinique. En 1949, il fut opéré d'un ulcère à l'estomac.

« L'entreprise italienne Abate et la naissance des sports de glisse »

En 1931, les travaux de la mise en eau de la commune de Val-d'Isère ont commencé. C'est l'entreprise Abate, d'origine italienne, qui a pris en charge ce chantier et qui a embauché mon grand-père, à l'époque clandestin. Les équipes ont fait les fondations et chaque ouvrier creusait 10 mètres par jour à la pelle et à

la pioche. Romeo, qui avait comme surnom Pippo, était chargé de niveler le fond pour faire passer les tuyaux d'eau potable. Il avait un rôle plus gratifiant que les autres travailleurs. L'entreprise Abate logeait sa vingtaine ou trentaine d'ouvriers dans des maisons en dur. À l'époque, ils les appelaient des baraques. L'une d'elle appartenait à Mr. B.. C'est dans celle-ci qu'a logé mon grand-père et d'autres ouvriers, accompagnés d'un cuisinier.

Un peu plus tard est arrivé un Strasbourgeois, Monsieur D.. Il venait découvrir Val-d'Isère et avait l'intention de créer une école de ski à l'image de celles des Vosges. Il lui fallait trouver un bâtiment pour ce projet. Il allait donc régulièrement à l'emplacement de la baraque où logeait mon grand-père puisqu'elle était un peu plus grande que les autres. Il demandait à cette occasion à Monsieur B. de faire partir les ouvriers de sa baraque pour implanter l'école de ski et accueillir les riches à Val-d'Isère. Monsieur D. était malin. Il discutait beaucoup avec les ouvriers. Sans les menacer de les chasser, il leur demandait des conseils sur la manière dont le bâtiment pouvait être transformé en école de ski. Il disait à Romeo : « *Tu vois, au rez-de-chaussée, on pourrait faire un atelier à skis, les réparer et les stocker. Juste à la place de votre cuisine ! Au premier étage on pourrait recevoir les gens qui veulent apprendre à faire du ski. Ceux qui auront de l'argent bien sûr ! ».*

Romeo ne savait pas qu'il logeait dans une future grande école du ski français. Il participait aux premières discussions. Il était écouté et ainsi il a participé à la naissance des sports de glisse à Val-d'Isère. Monsieur D., convaincu de l'avenir des sports d'hiver, installa donc la première école de ski dans la chambre et la cuisine de Romeo. La femme de Monsieur D. apprenait à skier, même avec la tempête, à tous les enfants du village. Elle était estimée. La famille D. recevait tout le « gratin » de la région. Des médecins, des chirurgiens montaient de Chambéry pour faire du ski. Il n'y avait pas de remonte-pente. Tout se faisait sur les skis, la montée et la descente…

Monsieur D. ne concevait pas une station comme Val-d'Isère sans patinoire. Il demanda donc à Monsieur V. de lui procurer quelques bons maçons pour la réaliser. Au bout de quelques mois, elle fut construite. Les ouvriers étaient fiers. Monsieur V. pouvait faire confiance à ses hommes. Le Maire, Monsieur M., qui était contre l'implantation de l'école de ski, dû se rendre à l'évidence : les curieux et les touristes affluaient.

L'école de ski construite, mon grand-père et les ouvriers ont été logés ailleurs car l'entreprise Abate veillait toujours à ce que ses ouvriers soient bien logés et chauffés au bois, à la crotte séchée de bétail et à la tourbe. Après la patinoire et l'école de ski, Romeo a travaillé sur la route de l'Iseran jusqu'en 1937. À

l'époque, c'était le col routier le plus haut d'Europe à 2700 mètres d'altitudes. Tous les murs qui vont au col de l'Iseran ont été construits par mon grand-père et d'autres Italiens. Ils avaient la particularité de bien savoir tailler la pierre en équerre. Avant l'arrivée des camions, pour amener les pierres, il y avait deux chevaux et c'était le frère de mon grand-père, Ugo, qui s'en occupait. Les Italiens étaient de grands travailleurs, du matin six heures jusqu'à vingt-deux heures ou vingt-trois heures, avec seulement la pause de midi. Parfois ils étaient tellement fatigués qu'ils dînaient très vite et allaient se coucher encore habillés.

Les ouvriers partaient le matin avec du pain ou de la *polenta* et mettaient ces aliments sur leur poitrine, entre leurs vêtements de corps et la veste qu'ils appelaient la canadienne. Cette manière de faire permettait aux aliments de rester tièdes. Il faut dire qu'à l'époque, les ouvriers du col de l'Iseran avaient les oreilles gelées dès l'automne. Le soir, lorsqu'ils rentraient du travail, c'était le cuisinier de leur baraque (qui deviendra l'école de ski) qui leur préparait à manger. Un jour, les ouvriers ont contesté : ils voulaient manger des pâtes à chaque repas parce qu'ils estimaient que les haricots frais n'étaient pas faits pour eux, qu'ils n'étaient pas assez nourrissants pour pouvoir faire les travaux pénibles. Pour agrémenter les pâtes, les ouvriers braconnaient souvent le dimanche. Ils allaient pêcher dans le torrent de Val-d'Isère parfois jusqu'à une trentaine de truites. Ils ont également appris à manger des grenouilles car ce plat n'existait pas en Italie. Lorsqu'il y avait des merles ou d'autres oiseaux qui étaient prêts à prendre leur envol, les ouvriers les prenaient et les apportaient au cuisinier. Celui-ci les mettait dans la sauce tomate. Le pain était fait une fois par semaine dans un hôtel de la famille du chef de chantier, Monsieur V.. Ce pain était bon et conservé sur des étagères pour que les rats ne le mangent pas. S'il devenait trop dur, ils mettaient de l'eau sur le pain. Les ouvriers se régalaient du fromage de chèvre fabriqué par l'Italien du col de la Galise. Au début, le berger en donnait aux prolétaires mais très vite,il le vendit aux hôteliers de Val-d'Isère afin de faire connaître ce fromage à l'aristocratie.

Les Italiens travaillaient et étaient logés ensemble. Ils ont donc reconstruit une petite vie à l'italienne. À Val-d'Isère, il y avait un dancing mais ils n'y allaient pas, trop fatigués par le travail. Ils fréquentaient les bars. Tout en ayant le désir de s'intégrer, les Italiens se retrouvaient pour chanter, préparer des repas (pâtes, raviolis, *polenta*), jouer à la « *mourre* » jeu de mains, « *morra* » en italien. Les avalins disaient que c'était un jeu interdit. Peut-être jouaient-ils de l'argent ? Le dimanche, Romeo passait ses loisirs à détourner les ruisseaux qui alimentaient le lac de Tignes et aussi à miner quelques belles gouilles où les truites abondaient. Si quelqu'un le surprenait à braconner, il disait qu'il tuait les serpents qui pullulaient à l'époque et qui étaient un danger pour le bétail.

« ***Roméo envoyait de l'argent à sa famille par l'intermédiaire d'un contrebandier »*.**

Romeo aimait se promener, il aimait la montagne. C'était un bon vivant même si, lorsqu'il a fui, il a dû laisser en Italie sa femme et ses deux enfants. Romeo envoyait régulièrement de l'argent à sa famille par l'intermédiaire d'un contrebandier qui était surnommé Cacho. Celui-ci était maçon dans l'entreprise Abate et fils d'un berger de Val-d'Isère. Il avait le droit de quitter l'entreprise pour « faire ce qu'il avait à faire ». Jamais il n'a été dit explicitement ce qu'il faisait. Même si tout le monde savait qu'il était contrebandier, personne n'en parlait et ne voulait savoir. On prenait des risques si quelques mots étaient dits inopinément. Cacho passait par l'Iseran ou le col de la Galise avec de l'argent, du sel et souvent d'autres choses qui coûtaient très cher. Il ne rencontrait jamais ma grand-mère directement mais déposait l'argent et une dépêche dans un endroit que nous n'avons jamais connu. Il donnait aussi des nouvelles. Le contrebandier devait dire : « *Je suis parti à l'hôpital* » ou « *Je suis malade* ». Lorsque ma grand-mère et son beau-père Guiseppe, le cordonnier, recevaient ceci, cela voulait dire que tout allait bien pour Romeo, qu'il ne fallait pas se faire de souci. Il y avait également une boulangère qui recueillait des dépêches et qui les faisait transmettre jusqu'en Italie, dans les familles. Ma grand-mère Elmina est restée en Italie, dans sa famille qui adhérait au parti fasciste. Au début de la guerre, les anneaux de mariage et certainement les bijoux de famille, dont la bague en or du mariage, ont été donnés au parti de Mussolini. Elle ne parlait jamais de politique mais la guerre terminée, elle n'avait plus peur de dire que De Gaulle était le mandataire de son argent. Durant de longues années, elle ne jurait que par l'état français qui lui envoyait régulièrement une pension de réversion.

Lorsque le col de l'Iseran et Val-d'Isère furent touchés par la Deuxième guerre mondiale, Romeo a dû fuir, une fois encore. Il est parti dans l'Ain où il a creusé des galeries pour alimenter le barrage de Génissiat. Pendant la guerre, il travaillait dans les galeries et ne s'avisait pas de rentrer en Italie. Il en était hors de question. Il est retourné dans son pays après la guerre en 1946 et revenu en France en 1947 lors de la migration de son fils aîné Guido.

« Roméo, communiste et anticlérical »

Mon grand-père étant communiste et anticlérical. Un jour, pour faire sourire les autres ou pour faire des farces (à l'époque, il n'y avait pas de télévision et les

habitants de Val-d'Isère disaient qu'ils faisaient des farces pour se distraire), mon grand-père et ses amis ont décroché la croix de l'église, l'ont remplacée par un bâton et l'ont cachée.

Pendant la mise en eau de Val-d'Isère, le curé a été le dernier servi au presbytère. On m'a dit que le maire était pour les communistes et qu'il a eu, ainsi, l'eau en premier. Pour se faire pardonner de ne pas installer l'eau au curé, Romeo allait quand même faire ses foins et aidait sa servante à faire les travaux des champs. Un jour, le maire a demandé : « *Que le curé ait enfin de l'eau, faut pas exagérer* !». Le curé fut donc alimenté en eau potable.

Tous les dimanches, les avalins se rendaient à la messe. À côté de l'église, se trouvait un bachal [sorte de lavoir] pour laver le linge. Naturellement, Romeo n'allait pas à la messe. Avec d'autres Italiens qui aimaient bien taquiner les gens et le curé, il allait laver son linge, puis l'étendait. Avec un bâton, il tapait les pantalons et les draps. Pendant la messe, le curé et ses ouailles étaient dérangés par les coups de trique. À 80 ans, le curé fut transféré au diocèse de Moûtiers. En guise d'au-revoir, lors de son départ, il proposa aux ouvriers, dont Romeo, d'aller le voir : « *Pour vous, il y aura toujours une bonne bouteille !* ». C'était une façon de pardonner tous ces pécheurs qui n'allaient pas à la messe le dimanche. Ce curé avait d'ailleurs demandé à plusieurs reprises à Monsieur V. de convaincre ses ouvriers d'y participer. Vous pensez bien que Romeo ne se souciait pas qu'on lui attribuât le titre de pécheur.

Pour remplacer l'octogénaire, un jeune curé a été nommé mais les tensions existaient toujours. Les villageois allaient à la messe le dimanche et ces quelques ouvriers communistes en profitaient pour se lever plus tard que d'habitude et faire la lessive hebdomadaire. Tous avaient des pantalons de la bonne marque « LAFONT » et des chemises vendues par Monsieur T., colporteur à l'époque de père en fils. La vente des vêtements se déroulait sur le chantier la plupart du temps car les ouvriers ne descendaient pas au marché à Bourg-Saint-Maurice. En guise de repassage, les chemises et le linge étaient aplatis entre le sommier et le matelas.

Romeo, étant communiste, trouvait toujours une excuse pour ne pas participer à la réfection de l'église de Val-d'Isère. Il prétendait avoir peur que la voûte principale qui couronnait un crucifix ne lui tombe dessus. Son employeur savait que Romeo était un communiste mais aucune discussion n'était abordée. On ne parlait pas de politique pendant la guerre. On apprenait plutôt à se taire.

Romeo a participé à la démolition de l'église du Vieux Tignes pour qu'elle soit transférée ailleurs. Elle occupait trop de surface sur la place du village et n'était plus assez luxueuse pour recevoir les Tignards en costume, à la mode

parisienne. À l'époque, les Tignards faisaient fortune, à l'Hôtel des ventes à Paris. Ces libéraux, comme dit Monsieur V., n'avaient plus une église à la hauteur. Romeo participa à la démolition de l'église et accepta de construire la nouvelle, dans ce même village. Tant qu'il montait les murs, il ne pouvait pas prétexter qu'une voûte lui tombe sur la tête. Quelques années plus tard, le vieux village de Tignes fut miné et enseveli sous les eaux du barrage. Pour les gens du pays, ce fut une malédiction de voir disparaître le village. Ils pensaient avoir été punis car ils avaient osé démolir l'église, construite là depuis toujours. Le barrage de Tignes verra le jour en 1952 pour augmenter la production d'électricité de la région.

« ***Pour être migrant régulier en France, il fallait passer une visite médicale*** »**.**

Pendant la guerre, mon père Guido était partisan dans le maquis en Italie. Il a travaillé en 1946 sur l'île d'Elbe où il s'occupait des vignes. Il souhaitait venir en France. C'est lors de son séjour sur l'île d'Elbe, à 21 ans, qu'il a su par une dépêche de son père Romeo qu'il y avait du travail dans l'entreprise Abate. Puisque mon père était en règle avec l'armée et qu'il n'était pas déserteur, il a pu arriver en France en 1947.

Romeo était retourné entre-temps en Italie car il avait été malade et ne pouvait plus travailler. À l'époque, pour être migrant régulier en France, il fallait passer une visite médicale. Aussi, mon père Guido et mon grand-père Romeo sont allés à Turin au service des visites médicales. Guido a obtenu l'autorisation de venir en France après le résultat de la visite et une prise de sang. En effet, pour migrer, il fallait être en bonne santé pour ne pas être à la charge de l'État. Mon grand-père a passé la visite mais on ne lui a pas donné le droit de revenir en France étant donné son état de santé. Mon père a pu prendre le train pour aller jusqu'à Modane et mon grand-père lui a dit : « *Ne te fais pas de soucis, je connais les montagnes, je passerai par le col et la route que j'ai construite, à l'Iseran. On se retrouvera en France.* ».

Mon père est venu à Val-d'Isère où il a été embauché comme mécanicien pour monter les téléphériques. Mon grand-père est revenu comme promis et a repris le travail, même s'il n'était pas en très bonne santé et qu'il était toujours clandestin. À cette époque, sa situation s'était arrangée en Italie, lui et son frère Ottavio, déserteurs, ont été graciés par le roi Humbert II. Romeo pouvait

retourner en Italie librement tout en étant en situation irrégulière en France. En 1947 cependant, il a fait le choix de revenir avec son fils.

En décembre 1951, mon grand-père a trouvé un logement à Bourg-Saint-Maurice, dans un quartier entre l'église et l'école, avec d'autres Italiens. Ils étaient tous regroupés dans les mêmes maisons. Ce logement a permis de pouvoir accueillir sa belle-fille, ma maman.

Guido, mon père, a aussi participé à la construction du barrage de Tignes. Il descendait une fois par semaine voir Romeo qui travaillait à Bourg-Saint-Maurice. À Tignes, il était toute la semaine dans des baraques en préfabriqué, au quartier des Boisses. Il faisait beaucoup d'heures sur le chantier mais ne se plaignait pas puisqu'il gagnait de l'argent et pouvait l'envoyer en Italie à sa maman, Elmina.

Guido a rencontré Maria, ma mère, lors d'un bal au village. Il proposa à Maria de réparer la lanière de sa sandale à la cordonnerie pour la revoir. Suite à sa venue en France, il est retourné en Italie et s'est marié le 15 décembre 1951 avec elle. La messe de mariage s'est déroulée à l'église du Montale, église du village de Maria. Guido avait acheté les alliances à Modena. Il n'était pas coutume de faire des cadeaux. Le mariage était l'occasion de réunir les gens du village, proches de la famille des mariés, avec de grands moments de convivialité. La préparation d'un mariage impliquait tout un village. Il y eut entre quatre-vingt et cent personnes au mariage de Guido et Maria. Le déjeuner a eu lieu dans la maison paternelle, tout était déjà conçu pour recevoir du monde étant donné que c'était une auberge. Tout le village était invité. Les jours précédents le mariage, chaque famille tuait une poule pour la faire cuire au pot et préparait un dessert. Le dîner a eu lieu au village de Rovolo dans la famille du marié. Après le mariage, ils sont venus habiter avec mon grand-père Romeo à Bourg-Saint-Maurice. Pour que maman migre légalement, il fallait envoyer un document en Italie, signé par le maire de Bourg-Saint-Maurice en stipulant que mon père pouvait héberger et nourrir son épouse. Ce papier indiquait aussi que c'était une migration temporaire.

Ce ne fut pas facile pour Maria de s'acclimater en France. La barrière de la langue posait des problèmes. Elle a beaucoup souffert de ne pas voir ses frères et sœurs, restés en Italie. Il n'y avait pas de téléphone… Elle n'avait ni le temps ni l'argent pour retourner voir sa famille. Dès ma naissance, elle a eu des problèmes de santé. Madame B., la propriétaire du logement, lui a été d'un grand soutien pour la conseiller et la guider dans cette nouvelle vie. Maman préparait les repas ainsi que la gamelle de mon père pour le chantier. Les ouvriers amenaient une gamelle à réchauffer pour le repas de midi, la *pignata*. Deux

parties s'emboîtaient : le récipient plus grand était pour les pâtes tandis que la partie haute, plus petite, était réservée à la viande ou au fromage.

Maman prenait soin du linge et son souci était que ses enfants soient toujours propres. Elle nous tricotait des pulls, elle confectionnait des robes et des costumes avec sa tante Lina pour que nous puissions assister au carnaval des écoles, aux processions religieuses … Nous étions toujours très soignés. Elle rencontrait des Italiennes qui habitaient dans le même quartier, allait faire les courses dans la grande rue, était en contact avec les enseignantes et quelques voisines françaises pendant que mon père allait sur les chantiers.

Mon père Guido a terminé son emploi au barrage de Tignes en 1952. Il a enchaîné à la Vacherie pour la construction du barrage de Roselend où il a creusé les galeries. C'est à cette époque que le plus jeune frère de mon père, Lino, 19 ans, est venu en France avec un contrat nominatif de travail pour l'entreprise Abate. Au départ, Lino a travaillé sur le pont de Tancarville pour placer les tubes en acier permettant de tenir le pont suspendu. Ensuite ils ont travaillé ensemble au barrage de Roselend. Ils étaient logés dans les baraques en bois et en préfabriqué. Ils faisaient beaucoup d'heures. Je me souviens que Lino disait vivre avec la peur dans les galeries car il y avait beaucoup de bruit, il faisait sombre. Ils portaient des casques car il y avait régulièrement des éboulements.

Mon oncle Lino, le plus jeune, gardait un souvenir traumatisant : deux de ses copains avaient été écrasés en même temps par un éboulement de pierres dans une galerie, autour des pierres on ne voyait plus que des mares de sang. Il avait la peur au ventre quand il travaillait mais aussi quand il sortait ; autour des baraquements, la dynamite était placée tous les 30 mètres. Elle n'était pas entreposée au même endroit par crainte d'une explosion trop importante. Placée tous les 30 mètres, elle ne pouvait faire que de petites explosions et de petits dégâts. Un jour à la Vacherie, sous un tunnel où il travaillait pour canaliser l'eau des ruisseaux, un rocher s'est éboulé et a écrasé le pied de Lino. Il a été très bien soigné dans une clinique à Ugine mais n'a plus pu travailler. De retour dans son pays, il disait : « *Heureusement, je ne suis pas mort* ». Il touche encore à ce jour une pension d'invalidité.

À partir de janvier 1962, mon papa a participé aux travaux sur le canal de la Durance. Il est ensuite revenu en Savoie pour la construction des paravalanches. Les stations de ski se développaient, il a donc participé à la construction des bâtiments et des hôtels à Val-d'Isère, La Plagne, Tignes… Il a obtenu en 1980 la médaille d'argent du travail pour ses trente-deux années travaillées en France.

Le frère de mon père, Ottavio, venu en France à 20 ans en 1949, a été dirigé aux mines de Saint-Étienne. Il est venu ensuite loger à Bourg-Saint-Maurice après s'être marié en 1955. Même si le travail et les conditions de vie avaient été difficiles, je n'ai jamais entendu ma famille critiquer la France. Mon grand-père a migré pour des raisons politiques. Il aimait les montagnes de la Tarentaise. Quant à ma grand-mère, elle recevait la pension de réversion française de son époux. Mon papa se sentait bien en France et n'avait pas du tout envie de retourner en Italie. Il était hors de question de partir. Mes parents étaient intégrés et avaient des amis Italiens et Français. Mon père aimait aller sur les chantiers, il en parlait avec fierté. Il travaillait toute l'année et n'avait jamais de vacances. Il connaissait juste les dimanches en famille, lorsque nous allions à la pêche et dans la nature cueillir les champignons. Travailler le mois des congés payés lui permettait de faire des extras : quand nous pouvions acheter un meuble, maman était contente !

« ***Un rêve : acheter un bout de terre français*** ».

Le rêve de mon père était d'acheter un terrain et de construire sa maison puisqu'il était maçon. Les prix des terrains à Bourg-Saint-Maurice étaient élevés. Il n'arrivait jamais à avoir la somme qui convenait. Ensuite ma maman est tombée malade, construire était devenu impossible.

Il était tout de même entêté et désirait avoir un bout de terre en France. Lors de ses recherches, il sentait qu'il y avait une réticence de la part des propriétaires. Il était Italien ! Cela paraissait impossible et c'est devenu un défi pour lui. Un jour, il y avait une vente aux enchères de terrains. Il y est allé et a acheté ainsi des parcelles de terrain. Il était ravi, se sentait chez lui. Mon père souhaitait également avoir son caveau en France, près de celui de son frère Ottavio. Il voulait être certain d'être enterré dans cet endroit de Tarentaise qu'il aimait beaucoup.

Mon père n'a pas quitté la France durant 10 ans : de 1947 à décembre 1957, juste avant le décès de son papa. Il souhaitait vraiment que nous ayons, en tant qu'enfants, une autre vie que la sienne, que nous soyons une famille, avec le papa, la maman et les enfants ensemble.

***« La nécessité d'apprendre »*.**

Lorsque ma maman est venue s'installer à Bourg-Saint-Maurice, elle habitait donc avec le grand-père Romeo et mon père. Un mois après ma naissance, mon grand-père de 54 ans est reparti vivre en Italie, en 1953. Il nous a quittés après avoir confié ma maman aux bons soins de la famille B., propriétaire du bâtiment. Cela était important car ma maman ne parlait pas français. Mon papa, ma maman et moi-même, âgée de 7 ans, sommes allés en Italie pour la première fois au décès de Romeo. Il avait 59 ans.

La fille de Madame B., qui était un peu plus jeune que maman, l'aidait à communiquer en français chez le médecin et chez les commerçants. Il y avait beaucoup de solidarité. Je me souviens que les commerçants étaient sympathiques avec nous, mais nous étions tout de même des « macaronis ». Mon père parlait mieux le français et faisait tout ce qu'il pouvait pour apprendre. Lorsqu'il fallait écrire il avait un livre de référence, « Le petit secrétaire », qu'il recopiait parfaitement. Lorsque mes parents avaient des documents importants à lire ou à écrire, ils allaient chez l'abbé Borrel à la Bourgeat. Ils avaient entièrement confiance en lui. Cela leur permettait aussi de ne pas avoir à se déplacer au Consulat à Chambéry.

Mon papa a eu son permis de conduire en France. Il a acheté une voiture et faisait ses premiers essais sous le pré de foire de Bourg-Saint-Maurice avant d'aller à l'auto-école.

Mon grand-père Romeo aimait beaucoup apprendre. Il a transmis cela aux générations suivantes. Lorsque mon papa est venu en France, il a apporté un cahier de mathématiques. Il le gardait précieusement car son père lui disait que c'était important d'étudier, de savoir, de ne pas être ignorant. Mon père me disait toujours qu'il était très important que j'étudie bien à l'école. J'avais trois ans dès mon entrée à l'école maternelle ; j'étais la plus jeune. Ma maman faisait tout pour que je sois toujours bien habillée et faisait de son mieux pour communiquer avec l'institutrice. À l'époque, les institutrices disaient qu'il était interdit de parler italien à la maison. C'était pour que les enfants réussissent. Avec les propriétaires de la maison et les gens qui nous entouraient, nous essayions de parler uniquement en français. Lorsque j'allais au CP, mes parents m'envoyaient chez une maîtresse le jeudi pour faire des exercices, pour travailler plus et mieux apprendre la langue. Elle nous donnait des cours de langue pour qu'on s'intègre mieux. J'ai entendu mes parents communiquer en italien à la maison. J'étais l'aînée, je parle italien et je suis bilingue. Je parle également le dialecte entendu dès le berceau et quand j'étais petite. Je n'ai jamais appris ni à l'école, ni au village le dialecte de mes parents et pourtant je le connais. Je peux donc communiquer avec le dialecte de Rovolo en Émilie-Romagne.

Même si parfois nous étions des « *macaronis* », je ne me suis jamais sentie à part. Si j'avais besoin de livres et de faire des recherches, Madame D., qui avait été mon institutrice de maternelle, me laissait toujours accès à sa bibliothèque personnelle. Mes professeurs de collège pouvaient aussi me recevoir quand je le souhaitais. Mes parents voulaient toujours me tirer vers le haut. Ma meilleure amie s'appelait Elisabeth, prénom que j'ai donné à ma fille. Elle était la fille du colonel de l'armée. Je ne sais pas comment mes parents se sont débrouillés pour avoir de telles relations. J'allais chez le colonel pour jouer avec sa fille, mon amie. Mes parents étaient sereins et ravis car j'allais perfectionner mon langage et apprendre le savoir-vivre. Mon papa et ma maman ont été bien accueillis en France. Nous nous sommes intégrés sans trop de difficultés en adoptant le même mode de vie que les Français. Nos professeurs nous ont beaucoup encouragés et aidés. Nous avons apprécié l'attention et la compréhension des prêtres, des propriétaires des maisons de location, de l'entourage et des commerçants.

Sept ans après ma naissance, ma petite sœur est née. Nous logions toujours au même endroit. Nous avons déménagé à la naissance de mon frère. Les propriétaires de cette nouvelle maison élevaient des vaches. Nous allions chercher le lait tous les jours pour le petit déjeuner. À l'école, j'étais bonne élève. Mes parents insistaient pour que j'aille au cours de perfectionnement. Par la suite, lorsque je suis entrée en sixième, il était très important de bien travailler et d'être en tête de classe. Ils faisaient venir un Français à la maison et le payaient pour que je fasse des dictées. J'ai fait beaucoup de dictées ! Il fallait en faire et en refaire pour pouvoir écrire le français sans faute d'orthographe. Pour mon père, l'important était de connaître absolument cette langue et les mathématiques. Il avait ramené son cahier de mathématiques qui expliquait les volumes, les périmètres etc., il reprenait avec moi les cours et me faisait répéter et répéter jusqu'à ce que je sache parfaitement.

Il faut dire que pour mes parents ce fut très difficile car ils n'ont pas pu aller longtemps à l'école, mon père pour des raisons politiques. Quant à ma mère, son papa est tombé malade au moment où elle devait apprendre le métier d'institutrice. Elle travaillait très bien à l'école. Lorsqu'elle allait garder les vaches, elle avait toujours des livres. Elle n'a jamais pu réaliser son rêve, son papa étant décédé. Elle a dû travailler comme domestique, à la ville, chez de riches personnes. Ses sœurs sont restées à la ferme familiale pour aider leur maman.

Mon papa et ma maman demandaient toujours nos notes. Même si nous étions en tête de classe, ils disaient que les autres élèves n'étaient pas une référence. Il fallait toujours que nous fassions des efforts. Mon papa nous montrait également beaucoup de cartes de géographie. Nous étions aussi très proches de la nature.

Au collège, j'ai eu les félicitations avec inscription au tableau d'honneur. À l'époque, il y avait la distribution des prix à la salle des fêtes. À cette occasion, j'ai eu la chance d'avoir une robe et des chaussures neuves. Par contre, une chose ne me plaisait pas beaucoup : mes parents n'allaient jamais aux réunions de parents d'élèves et n'assistaient pas à la distribution des prix. Je les cherchais partout, je les cherchais en vain dans cette salle des fêtes mais ils n'étaient pas là. Ils se sentaient peut être gênés de venir, certainement parce qu'ils ne s'exprimaient pas assez bien. L'important pour eux était de savoir que je rapportais des livres à la maison grâce à la distribution des prix. Ce sont des livres que j'ai toujours, des contes et légendes, des atlas de géographie, des livres d'histoire de France… J'étais très heureuse de revenir avec mes piles de livres qui servaient également à toute la famille. Maman a toujours fréquenté la bibliothèque et a dévoré jusqu'à la fin de sa vie des romans dans les deux langues.

Puisque mes parents ne souhaitaient pas repartir en Italie, ils ont demandé à ce que leurs enfants soient naturalisés. Je fus naturalisée à 12 ans, au tribunal de Moûtiers. C'était très impressionnant. Le juge avait un béret noir et m'a demandé : « *Est-ce que vous voulez devenir Française ?* ». Je ne savais pas trop ce que cela voulait dire et j'ai répondu : « *Oui* ». Le juge m'a demandé : « *Est-ce que vous savez pourquoi* ? » et j'ai répondu ce que mon père me disait toujours : « *C'est pour pouvoir toujours aller à l'école en France* ». Pour mes parents, il était très important que mes frères et sœurs soient également naturalisés. En revanche, mes parents ne voyaient pas l'utilité de l'être. Dans le quartier, nous étions bien intégrés et je n'ai pas de mauvais souvenir de mon enfance à ce sujet.

Grâce à notre naturalisation, mes frères et ma sœur ont eu le droit à des bourses d'études et ont pu faire des études importantes. Mon frère est ingénieur en optronique, ma sœur est ingénieure territoriale dans une mairie. Mon dernier frère a été technicien dans l'armée de l'air et instructeur de vol. Tout ceci a pu être possible par l'ambition permanente de nos parents et notre volonté de réussir. Quant à mon parcours, il a été chaotique. En fin de classe de troisième, j'ai dû rester à la maison et m'occuper de ma maman handicapée. J'ai pris des cours par correspondance jusqu'au baccalauréat. Pour poursuivre mes études, je suis devenue surveillante d'internat au collège de ma ville. J'ai proposé aux élèves de les aider dans leurs devoirs du soir et plus particulièrement en mathématiques. Il manquait un professeur, le directeur m'a proposé de le remplacer. J'ai accepté avec enthousiasme en repensant au cahier de mathématiques de mon père et à tout ce qu'il m'avait appris. C'est à ce moment là que j'ai découvert ma vocation d'enseignante. J'ai aussi appris l'italien aux collégiens Français et quelques rudiments de cette langue aux élèves de l'école

élémentaire. Devenir institutrice était le rêve de ma maman. La fille et petite-fille de migrants que je suis l'a réalisé.

J'ai toujours été sensible aux étrangers qui venaient en France. Les choses se faisaient naturellement avec les Italiens. J'ai beaucoup aidé les Portugais illettrés à faire leurs papiers. J'ai effectué beaucoup de documents administratifs pour eux. Je comprends les enfants qui sont découragés, ceux qui ont des difficultés et des problèmes d'intégration. Malgré tout, j'ai toujours ce complexe d'infériorité, même si mes diplômes sont reconnus comme ceux des Français. J'appréhende de m'exprimer oralement et de ne pas utiliser le vocabulaire adéquat.

« *Son cœur reste Italien* ».

À 17 ans, A. venait de terminer ses études de technicien radio en Italie. Après une récolte de châtaignes qui lui avait rapporté 30 000 lires, il a décidé de venir en France en stop voir son frère.

A. est arrivé le 14 août 1974 à Bourg-Saint-Maurice. Nous nous sommes aperçus pour la première fois le 16 août. Au mois de septembre il a neigé et A. avait besoin de s'acheter des vêtements chauds. Pour cela il devait trouver du travail. Il s'est renseigné auprès d'Italiens et l'un d'eux lui a trouvé une place dans la plomberie. Il voulait aussi apprendre le français. Des personnes lui ont indiqué mon adresse. Il est venu me voir. Je lui ai dit que je voulais bien l'aider mais que je n'avais pas le temps de le faire en étant assise devant un bureau. En revanche, je lui ai proposé de venir à la maison, de m'aider à m'occuper de mes frères, de mes sœurs et de ma maman, tout en ne parlant que français. Il a été d'accord. Après son travail, il venait donc m'aider à la maison. Aujourd'hui, il parle très bien le français. De lui-même, petit à petit, il a également appris à l'écrire.

A. fut appelé pour son service militaire en Italie. Il a refusé de partir et a été déclaré déserteur. Il a donc été recherché. Cet épisode fut clos grâce à l'aide de son frère, carabinier.

À l'époque, mon père souhaitait non seulement que je fasse des études, mais également que je sois bien mariée. Autour de lui, il y avait de riches chefs de chantiers qui venaient à la maison, qui étaient invités aux repas… Mais moi, la seule chose qui m'intéressait, c'était de repartir voir ce jeune homme de 19 ans et lui raconter en français tout ce que je vivais, y compris le fait que mon papa souhaitait pour moi que je me marie avec untel…et que cela ne m'allait pas du tout ! A. écoutait et me racontait aussi en français ses histoires avec ses copines.

Peu à peu, mon papa s'est rendu compte que j'étais assez souvent avec A.. Il a pris des renseignements et il a su que c'était un Italien du sud. Quelle horreur ! Un Italien du sud ! Pour mon père, j'allais faire des pas en arrière. Comme les Italiens du nord n'étaient pas d'accord avec les Italiens du sud, mon père ne supportait pas cette situation et voulait m'interdire de voir A.. Lorsqu'on est jeune, l'interdit devient passionnant et nous avons commencé à nous fréquenter. J'ai été élevé par un papa très autoritaire. A. avait un caractère opposé qui me convenait parfaitement. Au bout de trois ans, nous nous sommes mariés. J'avais complètement pris le contre-pied de ce qu'attendait mon père.

Depuis qu'il est en France, A. a toujours travaillé dans la même entreprise. Son travail a été apprécié et il est devenu responsable de chantier. Pourtant il n'a pas souhaité être naturalisé, son cœur reste Italien. Lorsqu'il est en vacances, il est content de retourner dans son pays natal et même d'aller jusqu'à la frontière (à 30 kilomètres) afin de respirer l'air d'Italie. Si on lui demandait de revivre en Italie, il n'irait peut-être pas.

Dans le cadre d'un échange inter-européen, on m'a demandé si cela m'intéressait d'aller dans une école primaire expérimentale à Turin afin d'enseigner les langues étrangères. J'ai accepté avec le soutien de mon mari. Je donnais des cours de dessin, de mathématiques, d'expression corporelle… en parlant français. Je prenais mes repas au réfectoire avec les élèves et leur parlais français également. Je travaillais en binôme avec l'enseignante italienne : elle faisait son cours et je repassais dans les rangs afin de redonner les consignes en français. Le lendemain, j'enseignais en français et c'était l'enseignante italienne qui redonnait les consignes dans sa langue. Pendant un an je suis donc allée en Italie et je revenais chaque fin de semaine pour voir mes enfants et mon mari.

Au bout de quelques années, nous éprouvions avec mon mari le besoin d'acheter une parcelle de terrain. Nous voulions construire notre maison. Dans la famille, on comptait de bons maçons et un plombier. Dans le village, un lotissement allait se créer. Je suis allée à la mairie mais on m'a dit que mon dossier passerait après celui des Français, s'il restait de la place. Cela ne nous a pas découragés. Nous sommes allés voir un autre lotissement dans une commune voisine. Et ici, personne ne nous a dit que nous n'allions pas avoir de chance parce que nous étions Italiens. Nous avions un peu d'espoir, mais pas totalement confiance. Il s'est avéré qu'un terrain était vendu aux enchères. Nous avons voulu y aller, en ne montrant absolument pas que nous étions Italiens. Il fallait bien se présenter. Je me souviendrai toute ma vie comme nous nous étions bien habillés. Avant de nous rendre à cette vente, nous avions demandé au notaire comment cela fonctionnait. Il nous a donc donné quelques conseils. Nous

nous sommes mis au fond de la salle, nous avons misé quand il le fallait et nous avons pu acheter notre terrain. Nous avons construit cette grande maison avec mon mari plombier, mon papa et mon beau-frère maçon. C'était aussi le rêve de mes parents. Ils étaient contents de voir que nous nous étions intégrés et que nous resterions en France. Pour eux, il ne fallait pas retourner en Italie, il n'y avait qu'en France où nous pouvions avoir un avenir.

Avec le temps, mon père a reconnu les qualités d'A., lui a appris la maçonnerie et lui a transmis sa passion pour la pêche. À la maison, mon mari et moi avons toujours parlé français. En revanche, nous avons parlé italien à nos deux enfants, B. et É., pour qu'ils soient bilingues. Ma fille a un diplôme dans le tourisme et un monitorat de ski. En plus de l'anglais, la langue italienne lui sert dans son activité professionnelle. Mon fils a réussi le concours d'entrée à l'École européenne de design. Il a effectué un master à Milan. Il s'est parfaitement intégré en Italie, travaille dans le design avec des Italiens et parle couramment la langue. Il aime profondément l'Italie, sa gastronomie et la « dolce vita ». Son souhait serait de travailler chez Ferrari et Lamborghini en Émilie-Romagne. C'est la région où sont nés ses ancêtres.

Ma sœur et moi avons fait une recherche généalogique pour mieux comprendre et pouvoir transmettre l'histoire de nos aïeux. Nous n'avons pas quitté la culture italienne. Mon mari et moi partons souvent en Italie où nous avons gardé des liens avec la famille. Nous rapportons toujours à la maison des pâtes, du vin, du café, de l'huile, de la sauce tomate et du parmesan…Tous nos amis se régalent !

Mise en contexte entretien

Frères C.

À l'instar du maçon piémontais, le bûcheron bergamasque constitue une figure ancienne et spécifique des migrations franco-italiennes. À cet égard, au XXème siècle, les deux se situent dans le prolongement d'une tradition assez longue de franchissement saisonnier de la frontière. Is représentent des groupes pour qui l'immigration n'est pas synonyme de rupture (en tous les cas de rupture immédiate) avec leur métier ou leur activité de prédilection. Au contraire, leur venue en France n'est pas dissociable de l'exercice de leurs compétences.

La chose trouve son explication dans le fait que les bûcherons de la région de Bergame ont acquis des techniques éprouvées dans l'exploitation des forêts de montagne. Ainsi, leurs déplacements ne correspondent pas à un abandon de leur savoir-faire mais au contraire à une valorisation : dans ce cas, on pourrait quasiment les assimiler à un transfert de compétences. « Ces *hommes du bois* ont en effet beaucoup appris aux gens du pays dans l'art de l'abattage et surtout dans l'extraction des arbres dans les fortes pentes. On leur attribue notamment l'introduction de la *rise*, sorte de toboggan fait de grumes destiné à faciliter le glissage des fûts d'épicéas, le *câble quatre fils* mû par la pesanteur ainsi que le *sapi*, un levier qui facilite la manutention des billes de bois. Les équipes de bûcherons exportent divers autres outils fabriqués dans les nombreuses taillanderies de la province de Bergame[89]. »

Il faut souligner que l'exploitation des forêts ne répond pas seulement à des techniques scrupuleuses : elle est également fonction d'une organisation bien précise. Depuis le début du XXème siècle, elle est conduite par de petites équipes, dont la structure ne doit rien au hasard. Les plus expérimentés encadrent les novices, les forment et les intègrent progressivement. Par ailleurs, ces petits groupes comprennent également un jeune apprenti qui reste en charge des tâches de la vie domestique. Cette petite société négocie le traitement d'une parcelle de forêt, en s'engageant à remettre les billes de bois au marchand à une date donnée[90].

Les allées et venues saisonnières de ces hommes finissent parfois par se muer en une implantation durable sur les versants montagneux français. Sans doute, le choix d'une installation fut encouragé par la volonté fasciste

[89] P. Hanus, « À la découverte d'un patrimoine des migrations italiennes à travers les Alpes », *Ecarts d'identités*, n°115, 2009, p.94

[90] P. Hanus, « Trajectoires dans l'économie forestière de montagne du XIXème siècle à nos jours », *Hommes et migrations*, 2013, n°1301, p.150

de mettre fin à ces mouvements transfrontaliers permanents. Cette dernière culmine dans les lois fascistissimes qui prévoient une fermeture de la frontière. Quoi qu'il en soit, les travailleurs d'origine étrangère occupent une place centrale dans l'économie forestière des Alpes : à la veille de la Seconde guerre mondiale, les Transalpins représentent encore la moitié des forestiers. D'ailleurs, sur certaines zones comme les massifs de l'Isère, on ne trouve presque que des Italiens[91]. Ces éléments éclairent l'arrivée des grands-parents des enquêtés dans le Vercors.

Parmi les qualités des travailleurs du bois transalpins, leur polyvalence doit être mise en exergue : elle leur permet d'occuper divers postes au sein de la filière.

L'organisation des Jeux Olympiques de 1968 fut une affaire nationale : non seulement elle répondait à la quête de prestige du pouvoir gaulliste mais elle comportait des dimensions liées à l'aménagement du territoire et à la stimulation de la croissance économique qui ne pouvaient laisser le sommet de l'État parfaitement indifférent. Ainsi, les Jeux ont été conçus comme un moyen d'enclencher le rattrapage forcé des infrastructures de l'agglomération grenobloise, lesquelles ne supportaient plus sa croissance démographique soutenue[92]. Cette préoccupation semble éclipser toutes les autres quand on consulte les chiffres des dépenses occasionnées par cet événement : neuf dixièmes couvrent en effet des investissements généraux alors que seul un dixième est consacré aux investissements sportifs[93]. Les pouvoirs publics souhaitaient qu'ils constituent une courroie d'entraînement pour le tourisme hivernal. Enfin, les porteurs locaux du projet ont voulu que cette manifestation soit celle de tout le Dauphiné, qu'elle fonctionne comme un outil promotionnel pour la région ; ceci explique l'éclatement qui préside à la localisation des épreuves. Six sites ont été retenus : Grenoble accueille les sports de glace, Chamrousse le ski alpin, L'Alpe d'Huez le bobsleigh, Autrans le ski de fond, St-Nizier le saut et Villard-de-Lans la luge.

Les Jeux furent donc synonymes de travaux considérables, dont les plus importants et les plus visibles concernaient l'agglomération grenobloise. Par comparaison, ceux qui furent engagés pour les stations pourraient paraître dérisoires : néanmoins, rapportés à l'échelle de ces villages, ils n'étaient pas insignifiants et mobilisèrent grandement la population locale. Ainsi, à Autrans, outre les équipements liés

---

91 Ibid., p.151

92 P. Arnaud et T. Terret, *Le rêve blanc : olympisme et sport d'hiver en France*. Chamonix 1924, Grenoble 1968, Presses Universitaires de Bordeaux, 1993, p.129

93 Ibid., p.166, Arnaud et Terret parlent à ce titre de « prétexte olympique ».

au ski de fond, furent construits deux tremplins ainsi qu'un village olympique.

Si les habitants furent pleinement intégrés lors de la phase de construction, les conséquences des J.O. en termes d'emploi ne furent pas florissantes pour la population autochtone, à en croire Arnaud et Terret. Les emplois créés n'auraient touchés que faiblement les locaux et la plupart du temps, il s'agirait de places saisonnières ne nécessitant que peu de qualifications.

Force est néanmoins de relever qu'Autrans échappe à ce tableau : cette station du Vercors profite pleinement de la « redécouverte » du ski de fond[94]. Cette pratique n'avait cessé de pâtir du développement du ski alpin, au point de disparaître quasiment en France après la Seconde guerre mondiale. Mais, dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, le ski de fond renaît en profitant d'une atmosphère favorable. Le ressort de sa capacité de séduction tient au fait qu'il possède une image située à l'opposé des valeurs véhiculées par une société capitaliste et industrielle. Là où le ski alpin ne serait que leur prolongement, le fond permettrait un retour à la nature, à la simplicité… En l'espèce, les Jeux de Grenoble ne contiennent pas en eux-mêmes les raisons de la relance du ski de fond. Cependant, Autrans a su tirer profit de leur impulsion et de conditions circonstancielles favorables pour devenir un haut-lieu du ski de fond en France, en transformant un engouement en activité économique pérenne[95]. Un des enquêtés fut un des acteurs importants de cette aventure.

La trajectoire de son frère vient en contradiction avec la description faisant état d'un tourisme générateur d'activités sous-qualifiées : au contraire, dans son cas, ce sont les compétences acquises au moment des Jeux de 1968 qui lui ont permis de se faire recruter à Tignes. Sa carrière a évolué avec la station : celle-ci est devenue un des endroits-phares du ski en France. Elle a pu engager de très lourds investissements touristiques grâce aux taxes versées par les électriciens pour exploiter le barrage géant situé sur sa commune[96]. En outre, d'autres Jeux Olympiques, ceux d'Albertville en 1992, contribueront à donner à la station sa renommée actuelle.

---

94 Ibid., p.237

95 Ibid., pp.242-243

96 Cf. D. Varaschin, *Tignes, la naissance d'un géant*, Artois Presses Université, 2002, p. 219

Entretien avec les frères C. (J. et P.J.)

« ***Notre famille s'est sortie peu à peu du bûcheronnage en acquérant d'autres spécialités*** » **.**

Lieu : Autrans **Origine :** Italie (Bergame) **Période :** 1914-2015

Mots clés : Bûcheronnage, Stations de ski, Tourisme, Jeux Olympiques, Tignes (station), Racisme.

« **Les bûcherons Bergamasques sont les spécialistes du transport par câble** » **.**

Les frères C. : le grand-père faisait les saisons à l'extérieur de l'Italie. D'ailleurs, notre père est né à Vallorbe, en Suisse. Mais, à l'origine, notre famille est d'Italie, de Brinville, une petite ville de la contrée de Bergame, à 30 kilomètres. C'est un village dans la montagne. Ses habitants avaient l'habitude de faire du bois pour se chauffer, en plus de l'agriculture. Ils étaient tous plus ou moins bûcherons. N'ayant pas suffisamment de travail en Italie, ils partaient faire les saisons d'été à l'extérieur, en bûcheronnage. Comme le pays de Bergame était assez raide, pentu, ils avaient l'habitude de faire beaucoup de transports par câble. C'étaient les spécialistes du transport par câble. Cela signifie, en gros, qu'ils savaient monter des téléphériques. Ils allaient très haut dans la forêt chercher le bois, ils faisaient une trousse, ils l'attachaient au câble et ils descendaient le bois par ce même câble. C'était leur spécialité. Ils étaient renommés pour cela.

Notre grand-père faisait donc les saisons à l'extérieur et notre grand-mère le suivait. Elle faisait la nourriture et elle donnait un coup de main dans la forêt quand il fallait enlever les branches et les empiler, car les Suisses étaient assez rigoureux dans le domaine de la culture de la forêt. Il fallait enlever et empiler les branches.

Ils ont eu sept enfants. Notre père est le troisième enfant, il est né en 1916, à Vallorbe. Notre grand-père a fait la guerre de 1914-1918, comme tout le monde. Pendant la guerre, il était cuisinier en France. En 1920, il est revenu en France, d'abord pour faire les saisons. À ce moment là, il rencontre un patron de scierie française, Mr B.[97], qui le garde pour les saisons suivantes. À cette même époque, en Italie, il commençait à y avoir le fascisme. Mussolini arrivait au pouvoir et ça n'intéressait pas la famille de rester en Italie. Ils voulaient fuir ce régime et sont venus s'installer en France, dans une ferme au Boucher[98], dans les années 1920. Il y a donc deux facteurs qui les ont fait fuir d'Italie : tout d'abord, le travail pour nourrir la famille. Ils faisaient les saisons en France depuis toujours, puis ils rentraient en Italie au mois d'octobre-novembre. Ensuite, ils refaisaient le stock de bois pour la famille en Italie. Le second facteur est politique. Notre grand-père souhaitait s'installer en France. Les grands-parents se sont faits naturaliser, mais bien après la guerre, aux alentours des années 1950. Ils ont quand même gardé la double nationalité. Au sujet de leurs enfants, il y en a un qui est né en Italie, un qui est né en Suisse et les quatre dernières filles sont nées en France : Marie, Margot, Raymonde et Ginette. Tous les aînés sont nés pendant les saisons, donc les naissances suivent bien l'immigration. Après 1920, tous les enfants sont nés en France. Le patron a gardé le grand-père pour travailler à l'année dans la scierie. Ils se sont donc installés à la ferme qu'ils ont prise en gérance, car ils ne pouvaient pas la payer tout de suite. Dans cette ferme, il n'y avait ni eau, ni électricité. Avec les voisins, ils ont commencé à faire venir l'électricité et l'eau d'abord à la ferme, ensuite à la maison. Au départ, le robinet d'eau froide était à l'étable et il fallait la charrier avec des sceaux. Il y a eu une amélioration de leur vie, petit à petit. Le grand-père s'installait tout en faisant les saisons avec ses deux fils et l'équipe de bûcherons qui venait d'Italie.Au départ, quand il venait faire les saisons depuis l'Italie, il ne venait pas tout seul. En principe, à quelques personnes près, c'était toujours la même équipe qui venait. Parfois certains d'entre eux s'installaient en France. Ils venaient quasiment tous du même village, à trente kilomètres près, et ils faisaient les cabanes en forêt. On nous disait toujours : « *On se souvient de votre grand-père, il faisait les cabanes en forêt et quand lui et l'équipe allumaient le feu le soir, on les voyait depuis le village* ».

Ils essayaient de rester le plus longtemps possible en forêt. Souvent ils ne descendaient que le samedi et le dimanche : pour faire les provisions et laver le linge au village. En effet, le patron leur donnait toujours un petit local pour qu'ils fassent la cuisine, qu'ils nettoient et fassent sécher leur linge. Ils travaillaient de l'aube jusqu'au soir. Ils n'étaient pas payés à l'heure, mais à la tâche. Quand ils

---

[97] Barnier

[98] Hameau d'Autrans

remontaient en forêt, le dimanche soir ou le lundi matin, c'était toujours à pied. Ils faisaient même des concours de celui qui portait le plus longtemps le sac sans le poser par terre. Le père racontait ces anecdotes… Il y avait même un bûcheron qui pouvait porter 80 kilos, du village jusqu'au sommet de la forêt et qui ne laissait jamais la charge par terre ! Ils faisaient des concours et pariaient pour un paquet de tabac. Ils faisaient tout à pied car ils n'avaient pas de tracteur. Ce matériel est arrivé après la guerre, pas avant 1947-1948 ; ils n'avaient pas d'animal non plus car la forêt était trop pentue. Enlever le bois demandait de la technique car les forêts étaient en pente : tout était lancé au pic. Une fois que c'était lancé au pic - ils appelaient cela des risses -, ils rassemblaient le bois dans les couloirs. Dans les couloirs, ils faisaient des planchers pour que le bois glisse mieux. En bas, seulement sur le plat, il y avait les chevaux qui emmenaient le bois au chargeoir. Quand la forêt était plate, c'était plus simple : le bûcheron laissait tomber le bois à plat et les chevaux venaient récupérer la charge.

Les équipes venaient par le bouche-à-oreille. Peu après nous, au village, sont arrivés les Offredi, les Locatelli, les Folloni, les Pitcholli, les Zanardi… Ces familles sont toutes arrivées après, petit à petit. Ils venaient tous travailler à la scierie de Mr B., parce que c'était la plus grosse de l'Isère. Ils venaient quasiment tous du même endroit en Italie. Quand notre grand-père a arrêté la forêt, il fallait bien que la forêt continue à être exploitée. Donc il fallait faire venir d'autres travailleurs, d'autres Italiens car les autres Français, agriculteurs, ne voulaient pas faire la forêt : il y avait le foin à faire. Seuls quelques gens du pays étaient bûcherons. Quand le grand-père et le père ont arrêté, d'autres équipes sont venues, comme les Moretti, les Fonchella, les Lazzaronni. Ils venaient tous du même village. Il y avait un chef d'équipe qui était en communication avec le patron, Mr B.. Le chef d'équipe dirigeait tous les hommes. Le principe était toujours le même : ils partaient en forêt et le samedi et le dimanche, ils redescendaient au village, ils chantaient. Cette nouvelle génération est venue seule, sans famille. Au début, les bûcherons faisaient connaissance avec le patron, les lieux et ils se sont installés petit à petit, en faisant venir leur famille. Par contre, certains ne sont pas restés en France. Ils avaient la famille en Italie, ils étaient bien là-bas, ils ne venaient que pour les saisons. D'autres sont venus directement à la scierie et ne sont pas passés par la forêt.

L'immigration était légale. À l'époque, la parole comptait énormément. Il n'y avait pas de promesse d'embauche de signée, mais les personnes savaient qu'elles allaient être embauchées. Au bout d'un moment, il y avait une telle coordination entre le patron et notre oncle Jacques, que les deux allaient en Italie faire le recrutement. Ils voulaient choisir les travailleurs. Mon oncle, qui parlait très bien bergamasque, partait donc avec Mr. B. et ils faisaient leur équipe là-bas, en Italie : « *Toi tu viens, toi tu viens, toi tu auras tant…* ». Les équipes étaient

presque identiques à chaque saison, même si ça pouvait tourner un peu. À l'époque, le verbe et la parole comptaient vraiment. Il n'y avait pas de signature de contrat, c'était la parole.

« ***Petit à petit, les bûcherons ont connu une évolution dans leur travail*** »

Les premiers Italiens arrivés ont peu à peu changé de travail. Comme nous le disions, notre père qui était en forêt est passé voiturier, notre oncle est passé chauffeur. Il y a eu une évolution de leur travail et une hiérarchie s'est établie, comme des grades. Une confiance s'est aussi installée avec le patron, car le travail était fait. Peu à peu, les bûcherons ont aussi connu une progression dans l'outillage.

Dans les années 1950, certains sont retournés en Italie car lorsque le fascisme fut terminé, l'économie fut relancée. Des usines se sont montées un peu partout chez nous, comme des usines de petits jouets. Beaucoup d'Italiens avaient encore leur maison en Italie. Ils ont pu trouver du travail, alors pourquoi revenir en France ? D'autres sont restés en France, tous ceux qui avaient déjà construit leur maison en France.

Dans les années 1950, les premiers tracteurs et les premiers camions sont arrivés. Notre père faisait désormais les transports. Le bois pouvait être transporté jusqu'à Marseille[99]. Il y a donc eu une évolution de toute la forêt mais aussi des spécialités chez les Italiens : notre oncle Jacques est devenu chef d'équipe et s'est mis à conduire le tracteur. Il prenait le bois en forêt, il l'amenait jusqu'au lieu où le camion pouvait le charger. Les ouvriers Italiens étaient en communication avec Jacques, coupaient là où il leur disait. Il les dirigeait, leur disait où couper, si les arbres étaient secs ou non… Dans les pentes en forêt, il y avait des risques énormes donc dans chaque équipe d'Italiens, il y avait toujours des spécialités : des spécialités du pic, de la hache, pour lancer le bois… Le chef d'équipe distribuait le travail en fonction des spécificités et des moments : comme le bois était coupé au printemps, il y avait de la sève. Ils ne pouvaient donc pas envoyer le bois dans les couloirs car il glissait trop et les billes étaient trop lourdes. Il fallait donc attendre l'automne pour qu'il sèche un peu afin de pouvoir l'envoyer dans la pente. C'était tout un système : il fallait cloisonner pour ne pas que le bois aille dans les propriétés à côté, chez le paysan en dessous… Il y avait toute une hiérarchie des travaux qui s'établissait pour le bûcheronnage.

[99] Ici J. évoque le bois d'Autrans qui est réputé. La marine vient par exemple choisir son bois dans le Vercors. Une fois coupé, il est amené jusqu'à Marseille.

Après 1968-1969, la vague migratoire des Italiens s'est arrêtée. Il n'y avait plus que quelques équipes italiennes dans la forêt.

Ce sont les Espagnols qui ont pris le relais à partir des années 1960. Ils ont remplacé ce que faisaient les Italiens. Il y a eu de la concurrence, c'est évident ! Les Espagnols arrivaient sur le marché et ils n'avaient pas la même monnaie. Ce qu'ils gagnaient en France était le double de ce qu'ils gagnaient en Espagne. Alors que ce que gagnaient les Italiens en France était sensiblement la même chose : la Lire et le Franc étaient presque identiques. En Espagne, c'était quasiment le double ! Donc les gars qui travaillaient en France et qui rentraient en Espagne avaient le double. Leur monnaie était tellement basse qu'ils travaillaient pour deux fois moins cher. Nous n'avons pas de souvenir de friction entre les Italiens et les Espagnols car quand ils étaient en forêt, ça se passait bien. Il y avait surtout des discussions au moment de la vente des coupes puisqu'elles étaient vendues aux enchères. Le jour des coupes, les bûcherons étaient sur les lieux pour dire au patron que s'il prenait telle ou telle coupe, c'était eux qui s'en occuperaient. Du coup, les Espagnols demandaient moins. Bien sûr, il y avait une concurrence… Il y avait une concurrence, mais ils faisaient ce que les Italiens avaient fait dix ans avant : la baraque en forêt, on leur montait l'eau, avec les écorces des arbres ils faisaient le toit et la nuit ils couchaient dedans. Donc les Italiens qui étaient là depuis un certain temps avaient commencé à évoluer et les nouveaux arrivants Espagnols ont fait exactement le même processus de vie que les Italiens quand ils étaient arrivés.

Le bois et les chevaux ont permis à notre oncle Jacques, le frère de notre père, de commencer un nouveau travail. Le premier enfant de la fratrie est une femme, Margot, et notre oncle Jacques est le deuxième. Il a su qu'il y avait une place de voiturier. Il a donc eu trois ou quatre chevaux et il exploitait les forêts quand c'était plat. Il allait jusqu'au chargeoir, là où il y avait les camions. Avec son équipe, il se chargeait de déneiger en saison d'hiver. Cela lui a permis de se sortir du bûcheronnage car c'était assez technique. Il a donc été voiturier, même si au départ il ne connaissait pas les chevaux. Il a appris à les connaitre avec les anciens. Le troisième enfant, notre père, a quant à lui pris les camions quand ils sont arrivés. Il a donc commencé à charger le bois sur les camions et à sortir petit à petit du bûcheronnage. Mais avant tout cela, il y a quand même une époque où toute la famille était en forêt. La preuve est que le quatrième enfant est né en forêt. C'était une fille. Même enceinte, notre grand-mère travaillait. Petit à petit, se sont ouvert à eux d'autres professions, comme voiturier et chauffeur. C'est comme cela que les enfants ont quitté la forêt. Par contre, le grand-père est resté bûcheron presque jusqu'à la fin, même s'il avait la ferme. Car comme tout le monde à cette époque, quand il gagnait un peu d'argent, il achetait une vache, puis une seconde. Donc il était en même temps agriculteur. À la fin il n'était

qu'agriculteur. Ils n'ont pas pu acheter des scieries ou des forêts. Mais ils ont quand même pu construire leur maison.

Quant à nous, nous ne faisons pas le même métier et n'avons pas le même parcours.

Frère J. : moi, dans l'histoire, je me suis fait coincer. À la sortie de l'école primaire, on m'a envoyé à l'école d'apprentissage à Vizille pour apprendre le métier de chaudronnier. Je suis sorti avec un C.A.P. - Certificat d'Aptitude Professionnelle - de chaudronnier. J'ai travaillé un an à l'usine avant d'aller à l'armée. J'aimais beaucoup l'usine, j'y étais super bien : j'avais mon boulot, j'avais mes potes. C'était une ambiance extraordinaire. Je travaillais dans ce que je voulais. En revenant de l'armée, j'apprends que la scierie B. a brûlé en février 1962. La scierie n'a pas été reconstruite ici[100] car une étude de marché indiquait qu'il y avait trop de coûts de transport : le bois débité devait descendre jusqu'en plaine pour partir. Monsieur S, le gendre de monsieur B., qui avait repris la scierie, ne faisait donc pas reconstruire au village. Il a pris des parts dans une scierie à Voiron. Pour nous ce fut difficile, car notre père était en train de faire construire la maison. Il aurait du tout déménager et tout laisser tomber pour aller à Voiron puisqu'il faisait les transports pour cette scierie. Alors, après maintes réflexions, il est venu me voir au mois de juin 1962, alors que j'avais repris mon travail à l'usine, en me disant : « É*coute, je viens de recevoir un camion tout neuf de la scierie pour faire les transports. La scierie m'a acheté un camion tout neuf, la maison se construit et la scierie brûle. Je peux racheter le camion et on fait les transports pour Monsieur S. pendant toutes les saisons d'été. ».*

Je suis donc sorti de l'usine pour faire les transports avec lui puisqu'il y avait le camion à payer, la maison à payer… Ce n'est pas ce que je voulais faire. Moi, j'avais un boulot du tonnerre ! J'ai dû faire cela pendant 10 ans. Au bout de 10 ans, nous avons pu racheter le camion. Cela fonctionnait tellement bien que nous avons pu acheter un tracteur. Nous avions donc un camion et un tracteur. Ensuite, je me suis séparé de mon père car j'en avais ras le bol. Ensuite, il y a eu 1968 nous avons tous plus ou moins été embauchés par les jeux olympiques. À cette occasion, j'ai appris le métier de chauffeur de ratrack [ou dameuse] durant la saison d'hiver. L'année suivante je suis passé démonstrateur pour la société Ratrack. Je prenais le camion de mon père, je chargeais mon ratrack et j'allais faire des démonstrations dans toute la Savoie et la Haute-Savoie. L'été, je reprenais le camion et le bois. L'hiver, pendant que j'avais le camion pour faire les démonstrations, mon père faisait le déneigement avec le tracteur. Nous avons travaillé comme ça pendant deux ans. Ensuite, j'ai laissé tomber mon père, j'ai

[100] À Autrans, scierie Barnier

laissé tomber le camion. Mon père a gardé le tracteur et à continué à faire la forêt.

« ***Nous avons été les premiers à être diplômés de ski de fond*** »

Une économie nouvelle est arrivée : le ski de fond a explosé. Toute la station[101] a été reconnue par le monde entier car des athlètes venaient de partout. Avec trois copains, nous avons monté un petit magasin de ski. En une saison, le matériel était payé tellement ça fonctionnait. Nous avons gardé ces quatre sous et nous sommes allés voir les paysans afin qu'ils nous vendent du terrain pour construire. Un paysan a accepté de nous donner le terrain et en échange il détenait des parts égales avec nous. En trois mois, nous avons construit sur ce terrain. On faisait hôtel, restaurant, snack et location de ski. En hiver, nous comptions les billets. Ça a explosé, il y avait du monde de partout. C'était le premier centre de France qui tournait comme ça, où on pouvait manger, dormir, louer ses skis. Durant des années, ça a marché plein pot.

À partir de là, il fallait encadrer les personnes car il n'y avait pas de diplôme de ski de fond. C'étaient les moniteurs de ski alpin qui enseignaient le ski de fond, mais cette discipline ne les intéressait pas. Donc nous, nous voulions enseigner. Il y avait des gens qui tapaient à la porte pour prendre des cours. Nous avons donc créé le diplôme de ski de fond. Nous avons été les premiers à être diplômés de ski de fond. Les moniteurs de ski alpin nous sont tombés dessus. Nous leur avons donc dit qu'ils n'avaient qu'à créer un monitorat en nous incluant dedans. C'était en 1975. Notre bâtiment, qui était ouvert l'hiver, devait tout de même servir à quelque chose l'été. Je me suis dit que j'allais faire de l'équitation. Me voilà parti, en hors saison, à passer mes diplômes d'équitation. J'ai donc commencé à prendre des chevaux du club de Grenoble car il n'ouvrait pas l'été et les chevaux étaient en pension. Comme ce club ne voulait pas laisser partir ses chevaux sans un encadrement qui venait de chez lui, j'embauchais son personnel. Donc dans notre bâtiment qui faisait hôtel-restaurant l'hiver, on logeait ces personnes et en même temps elles nous donnaient un coup de main. C'est avec ces personnes que j'ai appris mon travail avec les chevaux. La deuxième année, ce fut pareil avec le club de Marseille qui fermait l'été. Il ne fonctionnait qu'avec des réformés de course, c'est-à-dire qu'il n'y avait que des trotteurs et des galopeurs. C'étaient des chevaux qui faisaient 1mètre70 au garrot. Le club de Marseille venait aussi avec ses moniteurs et j'ai aussi appris avec eux. Petit à

[101] D'Autrans

petit, j'ai voulu acheter mes propres chevaux. Je me suis donc mis en contact avec un maquignon qui me montait des chevaux qui venaient de partout : d'Angleterre, de Belgique, les poneys venaient de Hollande… Donc à 50 ans j'ai passé mon diplôme d'équitation. Moi j'avais une corpulence de skieur, tout noué, alors que j'étais avec des cavaliers de 25 ans, grands… j'en ai vraiment bavé mais j'ai obtenu le diplôme. Je pouvais donc enseigner. Petit à petit, en intersaison, derrière le bâtiment, j'ai monté une écurie.

Je suis resté 16 ans à faire ces saisons, ski l'hiver et cheval l'été. Mais petit à petit, je ne pouvais plus m'agrandir. J'ai donc laissé le bâtiment, j'ai vendu mes parts. Je suis resté saisonnier mais avec ma propre écurie. J'étais tellement content de mes chevaux qu'ensuite j'ai créé mon élevage. Tout cela s'est fait petit à petit. Par contre, l'hiver, les chevaux m'embêtaient. Au mois d'octobre ou de novembre, j'emmenais mes chevaux dans la Drôme. Le voyage prenait trois ou quatre jours et j'en profitais pour former les cavaliers puisque pour être diplômés, ils devaient effectuer une randonnée de plusieurs jours. Je descendais donc dans la Drôme avec des clients ou des stagiaires. Les poneys qui ne pouvaient pas faire le voyage étaient chargés dans le camion. Tous les animaux étaient emmenés dans une grande propriété que j'avais clôturée petit à petit. L'hiver je descendais pour les retrouver une fois par semaine lorsque je n'avais pas de cours de ski.

Quant à mon frère P.J, il a été à Tignes à cause de moi. Comme après 1968 j'étais démonstrateur de ratrack, je faisais toutes les stations. Le directeur des pistes de Tignes, Monsieur B.,[102] est venu me voir en me disant qu'il lui faudrait un chauffeur de ratrack. En rentrant de Tignes, je suis allé voir mon frère et je lui ai dit qu'il pouvait être chauffeur.

« *J'ai été le premier dameur français sur glacier et c'est moi qui ai fait quasiment tout le domaine skiable de Tignes* ».

Frère P.J. : à l'époque où J. est venu me voir, je travaillais chez Merlin Gerin. J'avais fait mon C.A.P. de mécanique générale et je travaillais là-bas. Mais je ne m'y plaisais pas. L'armée m'a ensuite payé 16 mois dans la marine… Lorsque je suis rentré de l'armée, J. m'a dit : « *Si tu ne veux pas retourner à l'usine tout de suite, moi je peux t'embaucher pour faire la piste de luge de Villard-de-Lans. Tu prendras ma chenillette car moi j'ai un autre travail.* ». Il m'a donc laissé sa chenillette et m'a fait travailler. En 1967, j'ai fait toute la piste de luge de Villard-

[102] Burnet

de-Lans. Je montais des pavés de glace à travers la forêt et avec les pavés de glace, la piste de luge était façonnée. Les militaires de Grenoble montaient des gros pavés des abattoirs de Grenoble avec leur GMC [gros camions de l'armée], ils me les chargeaient sur la chenillette et moi je les montais en haut de la piste. Là-haut, il y avait deux Autrichiens qui façonnaient la piste tout en glace, jusqu'en bas. J'ai fait cela jusqu'aux Jeux Olympiques de 1968.

Ensuite, mon frère J. m'a dit que le directeur cherchait un chauffeur à Tignes. Puisqu'il allait chercher une chenillette à Tignes, je suis monté avec lui. Il m'a présenté au directeur qui m'a dit que si je voulais, il m'embaucherait puisque j'avais déjà travaillé avec des chenillettes lors des Jeux Olympiques pour faire les pistes de fond. À l'époque j'avais 20 ans. Je suis donc monté à Tignes pour une saison en démissionnant de Merlin Gerin et au final j'y suis resté 35 ans. À l'époque, c'étaient les pisteurs qui damaient les pistes. Beaucoup de stations n'avaient pas encore de chenillette. La chenillette n'est arrivée qu'en 1968 en France. Donc les pisteurs damaient les pistes avec de gros rouleaux en bois. Lorsque les ratracks sont arrivés en France, toutes les stations ont acheté des chenillettes. C'est pour cela que Tignes a acheté deux chenillettes et qu'il lui fallait deux chauffeurs. C'était le 15 décembre 1968. À l'époque, il n'y avait rien à Tignes, juste deux ou trois immeubles. Il n'y avait que quatre télécabines, beaucoup de téléskis, pas encore beaucoup de télésièges. Tout s'est fait après 1968. Au départ je ne connaissais pas du tout la montagne de Tignes. J'avais un copain qui venait de la Haute-Savoie et qui damait sur un secteur pendant que je damais sur un autre secteur. Pour accéder à mon secteur qui était si pentu, je devais partir de Tignes par la route jusqu'à Val-d'Isère et je montais par une piste de Val-d'Isère pour atteindre mon secteur de Tignes. Ce n'était pas développé, il n'y avait pas une piste correcte. À la fin de l'hiver, le directeur m'a dit qu'il voulait exploiter le glacier pour le ski d'été. Il m'a proposé de damer tout l'été sur le glacier. J'ai été le premier dameur du ski d'été. J'étais tout seul sur le glacier, je couchais au restaurant panoramique. La journée je faisais pisteur, j'allais ensuite me changer, je dormais un petit peu, je montais ensuite avec la dernière télécabine au somment de Grande Motte. Là-haut, j'avais un cuisinier à disposition : je mangeais ce que je voulais et je dormais au restaurant. Dès que la neige était correcte, j'allais arranger la piste sur le glacier. Je travaillais toute la nuit. J'ai été le premier dameur français sur glacier avec des chenillettes. J'ai appris sur le tas.

Comme nous n'étions que deux chauffeurs, le directeur a ensuite embauché des gens. Nous avons acheté des chenillettes et je suis passé chef d'équipe. Je m'occupais de tout et le glacier tournait toute l'année. Il fallait boucher les crevasses tous les jours. Ensuite, le directeur m'a dit qu'il fallait que nous fassions des efforts sur nos pistes de ski. Les pistes étaient plus qu'affreuses : on

tournait autour des cailloux et des trous. Il y avait des remontées mécaniques mais le terrain n'était pas travaillé. Le directeur m'a dit qu'il allait acheter un bulldozer et qu'il allait me mettre dessus l'été. Cela signifie que l'hiver je m'occupais du damage et que l'été je façonnais toutes les pistes de Tignes. C'est moi qui ai fait quasiment tout le domaine skiable de Tignes.

« *Les premières années, j'étais l'Italien. Il a fallu se bagarrer* ».

J'ai toujours été logé. Cela a duré 35 ans, au début comme chauffeur et ensuite comme chef de projet. J'avais toute mon équipe et je travaillais avec mon géomètre. À chaque piste nous déposions un permis de construire. J'allais sur le terrain, nous regardions le cubage etc.. Chaque été je recommençais. Le maire de Tignes m'avait donné du matériel phénoménal. C'était le plus beau matériel qui existait en France. On m'a laissé carte blanche pour le domaine skiable. J'ai été mal aimé par les Tignards. Pour eux, j'avais pris la place d'un Savoyard. Surtout que les premières années, quand les ratracks sont arrivés, il y avait beaucoup de suivi à faire sur les machines, car elles n'étaient pas fiables. À l'époque, nous n'avions rien : il n'y avait pas de garage, mes chenillettes étaient sur cales sur la place. Il y avait le bar en face. Les gens disaient : « *Tu as vu l'Italien ?! Il a démonté les chenillettes mais il n'arrivera jamais à les remonter.* ». Là-haut, j'étais l'Italien. Les premières années, j'étais l'Italien. Il a fallu se bagarrer.

Petit à petit, au fil des années, ils ont reconnu les performances. Ensuite, ils n'ont plus rien dit. Quand on est dans un système commercial comme cela, il faut de toute façon se bagarrer toute sa vie professionnelle. Moi, j'ai dû me bagarrer toute ma carrière professionnelle, contre la Commission des pistes, contre les remontées mécaniques, contre les élus... Il y avait des enjeux financiers mais surtout, dans les communes, tous les six ans, il y avait des nouveaux élus, des nouveaux maires. Donc il fallait que tu refasses toujours tes preuves. Chaque nouvel élu débarquait au bas des pistes, disait qu'il voulait faire comme ceci ou comme cela. Il nous prenait à court et au bout d'une semaine, de deux semaines, il se rendait bien compte que tout ce qu'il disait, c'était des bêtises. À ce moment-là, nous reprenions le dessus. On a quand même dû prouver que nous étions meilleurs que tous les nouveaux qui arrivaient. Ils avaient beau dire tout ce qu'ils voulaient, nous, nous connaissions notre travail. Petit à petit, ils ne nous ont plus embêtés et ils nous ont donné du beau matériel. J'ai pu faire les pistes grâce au matériel que j'avais. Il n'y avait que trois bulldozers en France sur piste, et j'en avais un. Ils ont aussi loué deux gros 6 x 6 tout-terrains tous les étés. J'avais un

petit bulldozer pour les finitions, j'avais un tracteur avec un broyeur pour casser les cailloux… C'était phénoménal. J'ai eu des tracteurs de plus en plus gros, avec des broyeurs de plus en plus gros… Je faisais tous de A à Z : nous avions un camion à engazonner. On démontait la montagne mais on la remettait en état derrière. Comme nous étions déjà nombreux sur les pistes, les chauffeurs qui damaient l'hiver étaient chauffeurs l'été. J'avais deux bullistes qui étaient pilotes de chenillettes l'hiver. Certains des employés avaient une ferme et travaillaient pour Tignes à mi-temps. C'était des petites fermes, quelques vaches, pas un gros élevage. C'étaient des gens du coin que j'embauchais au *feeling*. Pas des Italiens ou d'autres nationalités. À cette époque, les vagues migratoires étaient déjà passées.

« ***Heureusement qu'on se retrouvait entre Italiens, sinon nous aurions pris des raclées par les enfants français*** ».

J. est né en 1941 chez l'accoucheuse du village, P.J en 1947, et le dernier, B., grâce à l'amélioration des routes et des transports, a pu naitre en ville[103] en 1952. J., l'aîné, était à l'école avec des Locatelli, Moretti, Pissagali, Offredi, Lazzaronni… toute une bande de « *sales Italiens* ». Il en a bavé et il y avait des bagarres dans la cour de l'école. Heureusement qu'on se retrouvait ensemble, entre Italiens, sinon nous aurions pris des raclées par les autres enfants. On faisait corps ensemble. Quand on nous traitait de « *salesItaliens* », on donnait soit un coup de pied, soit un coup de poing. Avec les instituteurs c'était moins dur qu'avec les enfants, ça passait. Les instituteurs étaient là pour aplanir un peu les choses. Et de toute façon, si on ne se battait pas dans la cour de l'école, on se battait à la sortie. Le second frère P.J, à six ans d'écart, a bien moins connu ces bagarres. Plus tard, en grandissant, il y a eu les clubs de ski. Les Français étaient toujours bien fournis, nous non. Les meilleurs équipements allaient pour les autres, nous on prenait ce qui restait. On ne se plaignait pas, mais on voyait ce qui se passait. Et même malgré le matériel un peu moins bon que les autres, il y avait des fils d'Italiens qui arrivaient à gagner. Alors ça… ça partait en bagarre.

Frère P.J : moi, né en 1947, je l'ai encore un peu sentie, cette animosité envers les Italiens. Mais J., l'aîné de 1941, en a vraiment bavé et B., le plus jeune né en 1952, n'a pas connu cela du tout.

Frère J. : oui mais moi, j'ai le souvenir que lorsque B. s'est présenté au lycée Vaucanson, ce fut le seul à avoir été retenu sur toux ceux du village qui s'étaient

[103] À Grenoble

présentés. Et je peux te dire que je me souviens bien que le maire a fait une tête de six pieds de long !

« ***Nous devions parler français, il n'y avait que ça qui comptait et l'école française*** **».**

Les frères C. : concernant la langue, nos grands-parents parlaient déjà français même si à la maison nos parents parlaient bergamasque entre eux. Ce dialecte pouvait être très près du pur italien, donc nous pouvions comprendre assez facilement l'italien. J. le parle passablement bien, en Italie il se débrouille bien. D'ailleurs, s'il avait la possibilité d'apprendre l'italien, de prendre des cours, J. le ferait. Mais il faut aller en ville[104] et ce n'est pas commode. Par contre, nous ne sommes pas capables de l'écrire. Nous avons aussi pu voir la différence à moins de dix ans d'écart entre frères. Les plus jeunes frères comprennent moins l'italien. En tout cas, à la maison il y avait le dialecte d'origine entre les parents ; en forêt ils parlaient tous italien mais à l'extérieur, dans le village, il fallait parler français pour s'intégrer. Par exemple, notre mère ne nous a jamais parlé bergamasque. Nous devions parler français, il n'y avait que ça qui comptait et l'école française. C'était même assez strict. Notre grand-père maternel parlait très, très bien français. Notre grand-mère avait du mal à comprendre donc notre grand-père se fâchait toujours car il voulait que l'on parle français. Nous n'avons jamais manqué de rien, les parents ont toujours tout fait pour que nous réussissions. Entre Italiens, on se retrouvait parfois le dimanche pour manger des châtaignes ou jouer à la *mastou* [cartes italiennes] mais nous n'avons jamais monté de club ou d'association italienne. On essayait de s'intégrer, de ne pas faire de choses trop à part. Nos parents vivaient en petite communauté parce qu'ils n'étaient pas trop aimés.

« ***Grâce à leur boulot et à leur savoir-faire, les Italiens ont pu s'intégrer*** **».**

Frère P.J. : malgré tous les sévices qu'ils ont eu, les Italiens se sont bien intégrés. Ce n'est pas comme aujourd'hui avec les gens du Maghreb qui font des choses à part. Et puis nos parents et nos grands-parents étaient des travailleurs. Un moment donné, les gens ont reconnu que c'étaient des travailleurs. Cela a beaucoup joué dans l'intégration. C'était très difficile, mais ils ont gagné la partie

[104] Grenoble

grâce à leur travail. Ce n'étaient pas des fainéants et cela a été reconnu après. Quand il y avait des travaux difficiles, on faisait toujours appel à eux [les Italiens], comme en maçonnerie. On a fait venir beaucoup d'Italiens pour la maçonnerie. Et pour le bûcheronnage n'en parlons pas, ils étaient les meilleurs ! C'est pour cela que grâce à leur boulot et à leur savoir-faire, ils ont pu s'intégrer.

Les frères C. : il pouvait y avoir une forme de pression pour qu'on s'intègre. Il est même arrivé un moment où nous avons doublé les gens du pays. Par exemple, notre père avait une voiture alors que 80 % des gens du pays n'en avaient pas. Nous sommes aussi allés visiter des lieux, des endroits, alors que les villageois d'ici ne sortaient jamais de leur pays, jamais de chez eux. Il y a eu une évolution où nous sommes presque passés devant les Français du village. Alors là, ce fut presque la pire des choses pour eux, car d'une part nous prenions le travail, d'autre part nous réussissions.

Frère P.J : par exemple, les plus grandes maisons du village étaient au départ des maisons d'Italiens. Ils sont arrivés avec rien du tout, ils ont réussi à construire leur maison grâce à leur travail, alors que les gens d'ici avec tout ce qu'il fallait mais ils n'avaient rien du tout. Ils pouvaient avoir des corps de ferme, mais rien n'évoluait. Les Italiens sont arrivés avec rien, ils ont construit de belles baraques et cela a fait bouger le village. À l'époque, les plus belles maisons étaient celles des Italiens. Les villageois disaient que nous volions le pain des Français

« ***Pour les Français, tous les Italiens étaient ceux qui avaient fait la guerre avec les Allemands*** »**.**

Les frères C. : les rapports avec les Français étaient aussi difficiles car il y avait un reste de 1940 où une partie de l'Italie était avec les Allemands. Mais ceux qui sont venus ici ont fui ce système ! Mais les Français ne connaissaient pas cela, ils ne savaient rien de cela, ils ne s'intéressaient pas à cela. Pour eux, tous les Italiens étaient ceux qui avaient fait la guerre avec les Allemands. Les Italiens, les *Alpinis* [les soldats Italiens], ont envahi la France. Tous les Italiens étaient mis dans le même sac. Mais nous, nous n'y étions pour rien. Au contraire, beaucoup avaient fui.

La guerre explique aussi nos différences d'âge entre frères. Notre père, avec d'autres Italiens, a été déporté. Il est resté plus d'un an en Allemagne, dans un camp de travail. Le jour du bombardement de Dresde, il s'est sauvé. Il est tombé

sur la Croix-Rouge qui l'a fait revenir en France. C'est pour cela qu'il y a cet écart d'âge entre les frères, c'était la guerre.

Durant l'occupation, il était toujours dit que c'étaient les Italiens qui avaient fait des conneries. Par exemple, si un Allemand était mort, on disait que c'était la faute des Italiens. Lorsqu'il fallait entrer en résistance, tout le monde y allait, même les Italiens ; mais les Italiens étaient bien souvent les premiers à être dénoncés, même si on ne sait pas exactement ce qu'il s'est passé. Les Italiens ont laissé beaucoup de plumes durant la guerre. Nous, par exemple, nous avons un oncle qui est mort fusillé à Grenoble et un autre oncle qui est mort fusillé dans le Vercors, à Villard-de-Lans. Tout cela pour dire qu'il y avait quand même une génération qui était mal vue par les Français. Pour les Français, les Italiens étaient aussi des immigrés, avec une culture différente. Par exemple, notre grand-père maternel est venu d'Italie vers la Chartreuse avec ses cinq enfants pour fuir aussi le régime fasciste. Il y a résidé un moment avant de rencontrer un patron et de venir ici[105]. À cette époque, on se mariait même entre Italiens car pour cette génération qui était arrivée, il était difficile de se mélanger au monde extérieur. Les Italiens se sont beaucoup mariés entre eux car il y avait une réelle mise à l'écart. Ils vivaient en petite communauté, il y avait des quartiers avec des Italiens. Nous avons dû vivre malgré nous en quartier. Lorsque nous étions isolés, c'était encore pire : on recevait encore plus. Il faut dire que les villageois en France étaient un peu des sauvages. C'est un peu ce que P.J. a vécu lorsqu'il a travaillé à Tignes. Les Savoyards et les Hauts-Savoyards sont des gens rudes ; donc les immigrés qui arrivaient étaient très mal vus, ils étaient des étrangers. Ce regard est resté longtemps. Donc se trouvant bien entre eux, les grands-parents et les parents se sont mariés entre Italiens. À partir de notre génération, de ceux qui sont nés après 1940, les choses ont commencé à évoluer un peu pour les mariages, c'était un peu plus ouvert.

Frère J. : c'était plus ouvert pour nous, mais s'il y avait eu des Italiennes, on aurait pris des Italiennes… Mais il n'y avait que des mecs ! *(rires)* Aucun des petits-enfants n'est marié avec une Italienne.

[105] à Autrans

« ***Beaucoup de choses ont été transmises même si nous n'avons pas le même rapport avec l'Italie*** »**.**

Frère J. : beaucoup de choses ont été transmises. Dans la vallée d'Italie d'où vient la famille, ils étaient de très bons charcutiers. Ils avaient tous une ou deux bêtes, des cochons. Nous savons faire les saucissons. Et dans chaque équipe en France, il y avait un spécialiste du cochon. Lorsque les bûcherons en France descendaient le week-end dans le local, ils chantaient tous en italien. Il y avait tout de même des moments intimes entre ces gens. Ils jouaient à la *mora* [jeu de mains]. Nous avons aussi une machine à *polenta*. Dans les bagages, il y avait toujours une machine à polenta car on n'en trouvait pas en France. La machine a été ramenée de l'Italie avec la mémé. Après, en France, il y a eu de la demande et ils se sont mis à construire ces marmites spécifiques. Nous avons aussi appris à nos enfants à faire des pâtes. Une de nos filles fait des pâtes avec son mari.

Frère P.J. : si par exemple il y a un match de football, moi je ne soutiens pas l'Italie. Mais J. plus, sûrement. Moi non. Je n'ai pas gardé cet esprit d'Italien. J. a été noyé au milieu des gens qui arrivaient, des Italiens. Il avait tous les bûcherons autour. Là où on habitait, ils étaient logés juste au-dessus de nous. J., en quelque sorte, a vécu avec eux. Moi j'étais gamin. Je n'ai pas le même rapport avec l'Italie, ce n'est pas pareil. Pour moi l'Italie, c'est la vie de mes parents. Mais pour moi…non. Mon frère J., lui, a plus été baigné longtemps là-dedans.

Frère J. : pour le foot, c'est plus soutenir le jeu… ; les Italiens ont plus de finesse, c'est latin, c'est plus… Tandis que le Français, le jeu est plus « bœuf ». C'est un peu bœuf. Mais c'est tout. Sinon, c'est vrai que nos parents ont gardé des liens avec l'Italie, ils y retournaient souvent. P.J. avait même emmené papa. Moi, j'y suis retourné assez souvent. J'ai toujours eu cet amour pour ce lieu. Ce sont nos racines. Quand les Italiens venaient au village, le samedi soir ou le dimanche pour laver leurs affaires, j'allais leur chercher le paquet de tabac car ils parlaient à peine français. C'était plein de petites choses comme ça, je courais pour eux. J'étais toujours mêlé à ces gens-là. Ils arrivaient comme des athlètes, ils chantaient… ! Et puis j'allais voir mes cousins, j'allais voir mes tantes en Italie, tous ces gens là… Et puis de la famille italienne est venue nous voir en 1968 car dans notre région on pouvait skier. Nous n'avons jamais coupé les liens avec notre famille. Avec B. [le dernier frère], le rapport à l'Italie est encore différent, c'est encore une autre génération, encore plus éloignée de l'Italie. Il a pu profiter de nous, de ma femme qui l'aidait à faire les devoirs et plus tard les *curriculum vitae*. C'était déjà mieux que pour P.J. et que pour moi car à notre époque on ne pouvait pas demander vraiment de l'aide aux parents pour faire les devoirs. Les parents écrivaient français, mais c'était dur. Toute la conjugaison française était

difficile pour eux. Ce n'étaient pas des gens qui avaient fait de grandes études. À 13 ans ils étaient au travail et à 12 ans, notre oncle était au travail en France, chez les paysans. Même nous, pendant les vacances, on allait tous travailler chez les paysans. Ce n'était pas drôle…

Frère J. : l'aînée de nos petits-enfants parle très bien italien et a un prénom italien ; elle est toujours en communication avec une amie italienne de la famille, qui nous a bien connus. Elle l'a même invitée en France et reste en communication. La fille de notre oncle fait aussi un arbre généalogique : elle a recherché toutes les générations.

Frère P.J : chez nous, non. Non, non. Nous ne sommes pas trop… Moi je suis parti et je pense que c'est la vie professionnelle qui a pris le dessus. J'ai été moins baigné dans les choses de l'Italie. Nous sommes partis tôt de la maison. Même avec J., on ne s'est pas beaucoup connus car chacun de nous a fait sa vie professionnelle de son côté.

Les frères C. : nous avons encore de la famille en Italie. Nous avons des cousins mais la famille disparaît, petit à petit. Nous avions une maison de famille en Italie. Notre grand-père l'a vendue avant de mourir. Lorsque nous allons en Italie, nous logeons chez les cousins ou chez des amis qui ont connu nos parents. Nous avons toujours eu des échanges avec ces personnes. Nous avons aussi des cousins qui sont venus travailler en France avant de retourner en Italie et qui parlent très bien français. Cette génération est en train de disparaître, car ils ont environ 90 ans.

Mise en contexte

Monsieur et Madame D.

La Savoie ne fut que peu concernée par la « première révolution industrielle » alors qu'à l'inverse, la seconde fonctionna comme un puissant vecteur de transformation des vallées alpines[106]. À la fin du XIXème siècle, l'électro-industrie se développe en territoire savoyard à la faveur de sa position favorable et des imperfections techniques du moment : l'hydroélectricité alpine fait l'objet d'attentions approfondies car à cette époque, le transport du courant est encore très imparfait. Il implique de lourdes pertes dès que la distance est importante. Dans ces conditions, il relève de la nécessité de bâtir des usines à proximité de sources d'énergie.

La création de l'usine de Chedde s'encastre dans ce contexte économique particulier : les travaux débutent en 1892 mais la colonne d'eau qui alimente le site n'est achevé qu'en 1896. Dans la foulée, ont lieu les premières tentatives pour produire des chlorates de potassium, mais on ne peut parler d'une normalisation de la production qu'à partir de 1897[107]. Ceci étant, les difficultés récurrentes associées à ce produit entraînent une diversification de l'activité (carbure de calcium ou d'aluminium par électrolyse). D'ailleurs, l'innovation soutient la marche de l'entreprise dans les années 1900, puisqu'à la fabrication de chlorates, sont ajoutées celles des perchlorates de potasse et d'ammoniaque. Mais, sans nul doute, la cheddite fut la grande réussite du début du siècle.

La Grande guerre bouleverse la donne pour Chedde : les nécessités de la défense nationale lui confèrent une place importante dans le dispositif d'approvisionnement en explosifs et en aluminium. Il s'ensuit une sorte de pilotage de l'usine par l'État ; en 1916, elle est intégrée au groupe Pechiney et subit des évolutions dans sa production. Cette période est celle d'une forte croissance, qui se traduit par une hausse des effectifs : on dénombre alors 1150 ouvriers, auxquels il conviendrait d'additionner les mobilisés et les personnes qui travaillent à la poudrerie militaire.

Pendant l'entre-deux-guerres, l'usine connaît une phase de stabilisation : après un passage délicat, relatif à la reconversion des activités de guerre, l'établissement renoue avec la croissance jusqu'au début des années 1930. Entre 1930 et 1935, les effets de la crise internationale se font ressentir mais, par la suite, la reprise apparaît en raison du réarmement du pays. Au cours de cette période, il est

---

[106] P. Judet, « La Savoie industrielle » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., p.247

[107] L. Cailluet, *Chedde, un siècle d'industrie au pays du Mont-Blanc*, PUG, 1997, p.25

notable de constater que de nouveaux débouchés furent trouvés pour le chlorate (blanchiement de la pâte à papier, désherbage) ; par conséquent, il fit l'objet d'une exportation importante. D'autre part, l'aluminium, initialement considéré comme une production d'appoint, pèse de plus en plus lourd : on peut même penser que l'invention d'un nouveau procédé de fabrication pour ce produit a permis d'atténuer les conséquences de la crise des années 1930 à Chedde.

À cette époque, apparaissent au premier plan les préoccupations de l'entreprise :

- le fonctionnement de l'usine rendait impératif le recrutement de salariés que le village de Passy et les environs ne pouvaient fournir. Entre les deux guerres mondiales, le groupe des travailleurs, qui comporte des Italiens, des Serbes, des Indochinois, des Maghrébins, devient cosmopolite. L'évolution se fait à vive allure, puisqu'entre 1921 et 1931, la part des étrangers passe de 10% à un quart de la population totale. Au sein du contingent immigré, les Italiens occupent la place la plus conséquente (ce qui semble être une caractéristique de Chedde). Ils viennent pour l'essentiel des régions du Nord (Lombardie, Frioul, Vénétie, Piémont), parfois de Calabre. Divers itinéraires peuvent les conduire à Chedde : soit ils ont arpenté les sentiers de montagne, soit ils arrivent d'autres régions françaises (le Midi, la Lorraine), soit enfin ils ont été « recrutés » par un salarié de Pechiney natif de leur village[108].

- à Chedde, il était non seulement nécessaire d'attirer mais aussi de fixer la main-d'œuvre. Une attention particulière fut portée à la question du logement, ce qui constituait un moyen de s'attacher les services d'ouvriers spécialisés et fiables. Seuls 10% des salariés étaient logés avant 1914 : entre les deux conflits mondiaux, un effort fut fait en ce sens, qui s'accentua à la fin des années 1930. L'architecte Le Même fut mandaté par l'usine pour dessiner un projet de cité-jardin qui était parfaitement ambitieux pour l'époque[109].

- de la question du logement se dégage une forme de philanthropie qui est inséparable d'un paternalisme marqué : on en trouve un prolongement dans la création d'une coopérative, chargée de l'achat de provisions, et d'une mutuelle. À cet égard, l'action sanitaire de l'entreprise doit être signalée : dès 1918, une sage-femme est présente sur le site alors qu'en 1923, apparaît un véritable service médical, articulé autour d'un médecin. La volonté d'exercer un contrôle social s'accuse au regard de la prise en charge de l'organisation des plages horaires non travaillées : ici perce parfois une ambition

[108] Ibid., p.73

[109] Ibid., p.79

d'encadrement moral. Si la surveillance semble évidente, il n'en demeure pas moins que les structures scolaires mises en place ouvraient aux employés la possibilité d'une promotion sociale. En outre, on remarque l'existence d'un groupement musical, d'associations sportives (boules, foot, ski), d'un cinéma, d'activités liées au théâtre et aux spectacles organisées par le curé[110]…

Pendant les Trente Glorieuses, l'usine de Chedde vécut, à l'instar du pays, une séquence florissante. Sur le plan de la fabrication, elle est marquée par le fait que le graphite devient un produit-phare ; il contribue à la croissance en raison des débouchés nucléaires. D'ailleurs, les rémunérations du personnel sont bonnes : même si au sein de celles-ci la part des primes est considérable, les salaires se situent nettement au-dessus des normes de la Haute-Savoie. D'autre part, pour reprendre les thèmes abordés plus haut :

- la composition de la main-d'œuvre étrangère change. Au-delà de la présence de prisonniers allemands, la fin de la guerre marque le retour des Italiens – dont de nombreux Valdôtains et d'anciens employés. Cependant, dès les années 1950, on remarque l''arrivée massive de travailleurs célibataires en provenance du Maghreb.

- enfin, après le conflit, un comité d'établissement apparaît dans l'armature de l'entreprise. Il prend en charge des questions relatives à la solidarité, au travail, au logement, au ravitaillement, à l'entraide... Cet organisme, piloté par des personnalités issues de la Résistance, avait la haute main sur la salle des fêtes, les sports, le centre ménager, le fonds de solidarité[111]…

À partir du milieu de la décennie 1970, Pechiney entre dans une phase délicate et connaît des difficultés comparables à celles qui secouèrent l'économie française en son ensemble. L'usine de Chedde est touchée par la crise de l'énergie et doit faire face à un accroissement de la concurrence internationale. D'autre part, elle subit également des restructurations internes, relatives à la stratégie du groupe. Deux décisions firent date : le transfert de la production des chlorates à Jarrie en 1987 et la cession des activités graphite à une autre société en 1993. Ces éléments se conjuguent pour déboucher sur une baisse notable des effectifs.

Le parcours de l'enquêté est profondément marqué par l'usine de Chedde où il a fait sa carrière comme son père. Pourtant, au sein de celle-ci, un intermède mérite d'être souligné : le passage par le village de Tignes à l'occasion de la construction du

[110] Ibid., pp83-85

[111] Ibid., pp133-137

barrage. Les souvenirs du gigantisme du chantier, des conditions de travail dantesques, des hautes cadences sont restés vivaces, tout comme ceux des rémunérations nettement au-dessus de la moyenne de l'époque[112].

[112] Sur tous ces points, voir D. Varaschin, *Tignes, la naissance d'un géant*, APU, 2001

Entretien avec les époux D.

« Pendant la guerre, les Italiens étaient maltraités »

Lieu : Passy **Origine :** Italie **Période :** 1914-2015

Mots clés : Usine (Pechiney), Industrie électrométallurgique, Tignes (barrage), Baraques, Racisme, Conditions de logement.

« ***Nos pères sont venus en France pour trouver du travail*** »**.**

Madame D. : à l'âge de 13 ans, mon père allait travailler avec son père (mon grand-père), qui était maçon en Allemagne. Ils habitaient à la frontière autrichienne. Ensuite, la guerre de 1914-1918 est arrivée. À 16 ans, mon père est donc parti à la guerre et il a été blessé quatre années de suite. Une balle a traversé le poumon, une autre fois il a dû être trépané. À chaque fois, il a dû retourner au front après avoir été soigné en Italie.

Ensuite, je ne sais pas où mon père travaillait en Italie. Je sais que la famille était tellement pauvre qu'il devait manger des croûtes de fromage. Il devait aller faire les poubelles dans les hôtels pour récupérer les croûtes… Je n'aime pas vraiment en parler... Ils étaient pauvres. Toute l'Italie était pauvre et deux frères de mon père sont partis en Amérique. Mon papa est arrivé en France à 30 ans environ pour trouver du travail. Il était maçon. Il est arrivé à Toulon par Vintimille, passage le plus facile dans les années 1930. Il a beaucoup bâti dans cette ville. Je ne sais plus combien de temps il est resté à Toulon. Ensuite, il est venu ensuite à Praz-sur-Arly. Il a travaillé à « l'Hôtel des Deux Savoie » Cet hôtel existe toujours. Il a construit l'extension qui deviendra ensuite un magasin : les ouvriers ont changé le toit, ils l'ont agrandi et ils ont certainement refait la partie supérieure de l'hôtel puisqu'elle était très abîmée. Mon père avait une caisse à

outils. Elle était sacrée ! Il a aussi beaucoup travaillé sur la place de Megève, autour de la mairie. Il montait là-haut avec son vélomoteur.

Mon papa a rencontré ma maman à Praz-sur-Arly. Elle travaillait à l'« Hôtel de la Poste ». Après s'être mariés, ils sont retournés vivre à Toulon et je suis née dans cette ville. Nous sommes revenus à Servoz durant la guerre de 1939. Sans la guerre nous ne serions jamais revenus. Ma maman était de Servoz. Lorsque nous avons déménagé, j'avais six ans.

À l'âge de 18 ans j'ai quitté Servoz car mon papa qui travaillait sur des chantiers en maçonnerie dans la région, est rentré à l'usine de Pechiney. Nous avons donc déménagé dans les logements mis à disposition par l'usine, à Chedde. Mes parents habitaient dans les logements que nous appelions les « *Cruys* ». Cette cité était en bordure de l'usine Pechiney. À ce moment-là, il y avait des Italiens et des Français. Les Nord-Africains ne sont arrivés qu'après les années 1960, mais je ne n'habitais plus dans la cité.

Monsieur D : mon père est arrivé en 1926. En Italie, il travaillait dans des fours où il devait mettre les briques pour les constructions. Il travaillait énormément mais ne gagnait pas d'argent. Il est venu en France avec ma mère et un ami, Monsieur C., qui n'était pas marié. Mon père a épousé ma mère et, le lendemain, ils sont partis d'Italie. Ils ont mis un an pour régler les dettes du mariage. Ils envoyaient des sous petit à petit puisque la parenté avait avancé les frais de la noce.

Mon père, ma mère et Monsieur C. sont arrivés par hasard en Meurthe-et-Moselle. Mon père est resté un an dans les mines de fer à 800 mètres de profondeur. Il y avait tous les jours des morts. Les conditions de travail étaient terribles. Un oncle, Monsieur B. qui habitait à Chedde, a donc dit à son frère de venir car il y avait du travail à Pechiney et l'usine logeait ses ouvriers. C'est comme ça que mon père est venu ici avec ma mère et Monsieur C.. Ma mère s'occupait de leur faire à manger. Elle n'a jamais travaillé et s'est occupée des huit enfants qu'ils ont eus. Dès qu'ils sont arrivés à Chedde, mon frère aîné est né. Je suis venu tout de suite derrière et ainsi de suite... La sœur de ma mère est également venue en France lorsque ma maman est décédée, très jeune. Ma tante, qui avait déjà un enfant, s'est occupée de tous mes frères. Moi j'étais déjà grand. Ensuite, notre tante a toujours travaillé comme cuisinière chez des notables du coin. Elle devait également faire des ménages. Elle n'est jamais retournée en Italie et en vieillissant, elle a habité chez ma sœur. Ma sœur et son mari étaient propriétaire d'une boucherie. Ils ont beaucoup travaillé et ma tante s'est occupée de leurs enfants. Quoi qu'il en soit, à l'époque où nous étions jeunes, mon père faisait entre 10 et 11 heures de travail par jour à l'usine Pechiney. Après ce que mon père avait vécu dans les mines, Pechiney était Byzance, même s'il y avait des produits dangereux. Il travaillait aussi

régulièrement en dehors, il faisait des routes. Il me disait : « *C'est un travail de forçat* ». Avec la fourche, toute la matinée, il fallait mettre le concassé sur la route. Mon père me racontait tout. Je connais son histoire. Durant 42 ans, il a fait le travail de chloratier, c'est-à-dire qu'il travaillait avec le chlorate à Pechiney. Il a fait également beaucoup d'heures supplémentaires, comme par exemple pour payer les dettes de mariage. Il a travaillé à la construction de l'agrandissement de l'usine Pechiney en 1927. Ici, il n'y a jamais eu de chômage. L'usine prenait de l'expansion d'une année à l'autre. Elle avait commencé petit et, d'une année à l'autre, elle s'agrandissait.

À Sallanches, les commerçants sont devenus riches grâce à l'usine Pechiney. Le premier « Le Clos blanc » a été construit en 1932. L'usine logeait ses ouvriers et avait les moyens financiers de construire. Par exemple, ils ont fabriqué le nouveau « Le Clos blanc » à l'époque où je travaillais au barrage de Tignes, dans les années 1950. Je le sais parce que mon père habitait dans ces maisons en dur, à étages. En 1948-1949, lorsque je travaillais à Tignes, mes parents ont déménagé au nouveau « Le Clos blanc », dans une rangée de maisons neuves. Lorsque je suis arrivé de Tignes pour les voir, je ne savais pas qu'ils avaient déménagé et j'ai dû demander où ils étaient partis. Ces nouvelles maisons étaient toujours des logements de Pechiney. Le loyer était peu cher. Ce n'étaient pas des baraques, mais des maisons. Par contre, il y avait bien des baraquements à côté de l'usine, moitié en dur, moitié en bois et certaines tout en bois… Nous disions qu'elles étaient « en dur », mais sans vraiment savoir avec quoi elles étaient faites. Ils appelaient cela des cantines, comme « la cantine de la Poste », « les cantines en haut », « la cantine Pascal »... Depuis elles ont été démolies mais 300 ou 400 personnes ont dû y habiter en même temps. Après, lorsqu'il n'y avait plus d'ouvrier, des prisonniers Allemands ont été mis dans ces baraques.

« ***Pendant la guerre, les Italiens étaient maltraités*** ».

Monsieur D. : je suis né à la cascade de Chedde, derrière l'école des filles. Lorsque j'avais trois ou quatre ans, nous sommes venus au « Le Clos blanc », dans une maison. Il y avait une majorité d'Italiens qui étaient regroupés dans ces logements. Les réunir n'était pas forcément voulu. Des familles qui avaient sept ou huit enfants allaient dans ces grands logements, alors que ceux qui n'avaient qu'un ou deux gamins allaient dans des petits appartements deux pièces. Nous, nous avions un appartement avec quatre ou cinq pièces puisque nous étions huit enfants.

Madame D. : il faut dire aussi que beaucoup de Français qui travaillaient à Pechiney habitaient sur les coteaux de Passy. Il y avait des Français qui étaient aussi agriculteurs, alors qu'en bas, il y avait beaucoup d'Italiens qui étaient ouvriers.

Monsieur D. : c'est vrai que les Français étaient plutôt sur les coteaux.

Madame D.: pendant la guerre, les Italiens étaient maltraités. Les personnes disaient « *macaronis* ». Pourtant à la maison, nous parlions français puisque ma maman était Française. Mon papa parlait bien français et parlait également couramment l'allemand puisqu'il était allé travailler à 13 ans en Allemagne.

J'étais à l'école de Servoz. Il y avait des élèves qui me donnaient des coups de pied en me disant « *pioulette* ». J'habitais à 2 kilomètres de l'école et je devais rebrousser chemin, passer par un autre endroit pour ne pas tomber sur ce groupe d'élèves. Cela arrivait régulièrement. C'était à la sortie de l'école. À l'école les choses allaient mieux car l'instituteur recadrait les autres enfants. Mais nous étions mal vus.

Monsieur D. : pour moi, ce fut à peu près les mêmes problèmes mais j'avais plus de chances car lorsqu'ils m'avaient traité de « *macaronis* », je leur faisais une tête au carré. Ensuite, le lendemain, les mères ou les deux parents des enfants que j'avais tapés et l'instituteur me « mettaient une danse ». Mes parents aussi. J'essayais d'expliquer à mon père que les autres m'avaient cherché, mais il me répondait que ce serait toujours pareil, qu'ils chercheraient toujours à m'embêter et que je ne devais pas répondre. Je peux vous dire que puisque je me défendais et que je leur mettais la tête au carré, chacun d'eux ne venait pas me voir deux fois de suite. En tout cas, mon père était sévère et me demandait d'arrêter. Il ne voulait pas que je tabasse les gamins. Mais que voulait-il ? Ils m'insultaient et se moquaient de moi. Cela ne m'allait pas. Je prévenais l'instituteur. Il me disait : « *La prochaine fois, fais attention et ne tape pas* ». Mais la prochaine fois était toujours pareille... Je me défendais et ils finissaient les « quatre fers en l'air ».

Je ne sais pas si mes parents ont vécu la même chose que nous avec les Français… Peut-être bien. Mon père s'est fait naturaliser Français. À la maison, entre eux, ils parlaient le patois italien car lorsqu'ils sont arrivés en France, ils ne parlaient pas un mot de français. Ils parlaient à mes frères et à moi le patois italien de Trévise. Petit à petit, ils ont appris. Lorsque j'avais 10 ou 12 ans, mon père parlait mieux français et peu à peu il ne parlait plus que français. Le père de ma femme m'expliquait qu'en Italie les habitants parlaient leur patois ; ensuite, Mussolini les a obligés à parler italien. Pour ma maman qui ne travaillait pas, ce fut très difficile d'apprendre le français. Ensuite, petit à petit, elle aussi a réussi à

le parler… Il faut dire qu'aux endroits où ils habitaient, il n'y avait quasiment que des Italiens.

Madame D. : peut-être que ton père a moins souffert que le mien d'être Italien. À Chedde, où vous habitiez, il y avait beaucoup d'Italiens. À Servoz mon père était le seul.

Monsieur D. : c'est pourtant à Chedde que j'ai eu des problèmes avec les enfants de Français qui me tapaient dessus. Je peux même te dire que des enfants qui avaient des noms italiens, des descendants d'Italiens, étaient aussi terribles avec nous. Leurs parents étaient venus quelques années avant, peut-être avant la Première guerre mondiale et ils étaient très durs avec nous.

Je ne suis allé qu'une fois en vacances. À l'époque, c'était avec le catéchisme. C'était aux Contamines Montjoies, en Haute-Savoie. Nous étions partis de Chedde avec les curés, à pied. Ce fut un désastre ! Il n'y avait pas d'eau. Pour les toilettes, ils avaient fait un trou dans un champ et il y avait des branches autour. Lorsque nous prenions la douche, une équipe portait des seaux d'eau et ils nous arrosaient avec un arrosoir. L'eau était très froide. C'était vraiment un désastre. J'avais 10 ou 11 ans. Ça m'a dégoûté. Au bout de 15 jours, je suis parti des Contamines à pied ; j'étais à cents mètres de chez moi mais je me suis fait attraper par un curé ! Je peux vous dire qu'il m'a « collé une danse » ! Il avait un vieux fourgon. Il m'a mis dedans et m'a remonté aux Contamines. Je n'ai même pas pu aller voir mes parents alors que j'étais à cent mètres ! Voilà, c'était avec les curés… J'ai même fait le sacristain, l'enfant de chœur. J'étais obligé d'aller à l'église car mes parents étaient catholiques. Avec un copain, de mère Française et de père Italien, on buvait le vin blanc du curé et on mangeait les hosties. Le curé faisait la messe mais il n'avait ni hostie, ni vin blanc. Je peux vous le jurer ! Mon copain me disait que cela faisait deux jours qu'il n'avait pas mangé. Nous, nous avions toujours à manger à la maison. Mon père faisait les pommes de terre dans le jardin qu'il louait à un paysan, au dessus du village, à plus de mille mètres d'altitude d'ici, à Bionnassay. Il montait avec un très vieux vélo. En fait, mon père échangeait ce terrain contre du travail. Lorsque c'était le moment des foins, je montais avec lui et je les faisais pour le paysan. Les semences des pommes de terre étaient données par le paysan, en échange de quelques jours de travail supplémentaires. Donc à la maison, nous avions des pommes de terre pour sauver la mise. Mais mon copain n'avait rien. Alors il se bourrait d'hosties. Nous nous prenions de sacrées tabassées par le curé. Il nous corrigeait physiquement. À l'époque c'était comme ça. Aujourd'hui, et c'est un tort, on ne peut plus faire ça. Le banditisme vient de là. À l'époque, quand les adultes nous triquaient, pendant huit ou dix jours on ne faisait plus de bêtises. L'instituteur

aussi nous corrigeait, à grands coups de règle dans les mollets et il y avait beaucoup de sang.

Madame D. : je me souviens aussi de mon instituteur qui tapait. Il était encore plus dur avec les garçons. Il leur faisait faire le tour de la classe et je me souviens de sa blouse qui flottait.

« ***Le travail était dur. Sur le chantier, il y a eu des morts*** »**.**

Monsieur D. : je suis allé à l'école jusqu'à 14 ans. Mon père louait donc ce jardin au paysan en échange d'une aide pour les foins. Ce paysan m'a donné trois mois de travail sur les Maures. À ce moment-là, il y avait encore le glacier, en face. Désormais, il n'y a plus de glacier. J'ai souffert lors de ce travail. J'avais à peine 14 ans et je devais me lever à 4h30 tous les matins. Le patron était vraiment une perle, il était obligé de me lever ! C'était un homme super ! Il pleurait en me disant qu'il était obligé de me lever… Il en pleurait vraiment. Je prenais la faux et j'allais travailler. Au bout de trois mois, je faisais deux fois plus de travail à la faux que lui. Lorsque je suis monté travailler, je ne connaissais pas ce métier de paysan. Dès le lendemain, j'ai appris à traire les vaches. La mémé de là-haut avec 95 ans. Je lui ai donc dit que j'allais faire son travail. Alors je trayais les vaches, je les sortais, la mémé n'avait plus qu'à les surveiller. Ensuite, je descendais le ravitaillement dans un village. Le patron m'attendait en bas, il me donnait la faux et je faisais les foins toute la journée. Le soir, je remontais sur les Maures traire les vaches… C'était trop dur, je ne voulais pas rester. Il m'a dit que si je restais travailler avec lui, il me donnerait tout, même la maison. Mais je ne voulais pas rester. C'était tellement isolé que nous étions « ravitaillés par les corbeaux ».

Ensuite, j'ai appris la menuiserie chez Cerutti, à Passerand. J'avais 17 ans. C'était une entreprise où deux frères immigrés Italiens s'étaient associés. Je n'en garde pas un bon souvenir. C'était très dur. Terriblement dur. Le patron, le samedi après-midi, en riant, me disait : « *Boccia - il me surnommait ainsi, cela veut dire gentiment « gamin » -, Boccia viens cet après-midi donner un coup de balai* ». Il me faisait souffler tous les moteurs des machines. J'étais à quatre pattes. Tous les samedis après-midi je balayais ces grands, ces immenses ateliers, je soufflais les moteurs. Mes parents n'avaient pas la douche dans leur logement. J'étais noir, sale comme un cochon. Je devais piquer le vélo à mon père pour aller chez Pechiney prendre une douche. Une fois, je lui ai pris le vélo pour aller me laver. Lorsqu'il a voulu aller à l'usine il n'a pas trouvé le vélo. Je peux vous dire qu'il m'a donné une correction et que je n'ai jamais retouché le

vélo. Les deux frères associés ne s'entendaient pas. Je ne sais pas comment ils géraient l'argent de l'entreprise. L'un d'eux est mort très jeune et je pense que c'est le Bon Dieu qui l'a rappelé parce qu'il n'était vraiment pas agréable. Je suis parti très tôt de cette entreprise car c'était vraiment trop dur.

À 18 ans, je suis allé travailler à Tignes comme monteur en préfabriqué. Cela signifie que nous faisions des chalets pour loger les contremaîtres et les ingénieurs du barrage. Ensuite, il est arrivé 4 000 ou 5 000 ouvriers à Tignes. Il y avait toutes sortes de travailleurs : des Italiens, des Espagnols, des Arabes… Dès mes premières payes, je gagnais 10 fois plus que ce que je pouvais gagner à Cerutti. Lorsque je suis revenu voir mes parents et des copains à Chedde, après avoir travaillé un mois, j'ai acheté une moto. En un mois de travail, j'avais payé une Moto Confort. Les gens pensaient que je l'avais piquée ! Alors je leur disais : « *Vous n'avez cas venir avec moi, travailler 12 ou 13 heures par jour et à la fin du mois vous aurez une moto* ».

À Tignes, il n'y avait pas de repos, il n'y avait pas de bal comme ici. Ce n'était que le boulot. Nous travaillions le samedi et le dimanche aussi, au moins 12 heures par jour. Les conditions de travail étaient très difficiles mais en un mois, je pouvais me payer une moto alors que mes copains de Chedde mettaient une année pour pouvoir le faire. À Tignes, les ouvriers étaient logés dans des baraquements. Il faisait très froid : regardez mon pouce, il a gelé [effectivement, nous pouvons constater qu'un de ses pouces est abîmé]. Les médecins voulaient me l'enlever mais je n'ai pas voulu. Il faisait très froid à Tignes mais nous ne pouvions pas faire du feu car si la baraque brûlait, nous ne pouvions pas rembourser. On faisait le feu dehors pour faire fondre la neige et se laver le visage le matin. J'étais aux Boisses. Lorsque j'étais enfant, c'était difficile d'être enfant d'Italiens. Par contre, à cette période où je travaillais à Tignes, cela avait disparu. Ce n'était plus comme pendant la guerre. Quand la guerre fut finie, les choses se sont tassées : d'ennemis, nous sommes devenus des amis.

Après les Boisses, j'ai travaillé aux carrières de Tignes. Il y avait de la neige comme deux fois un homme, plus haut que le plafond. Il fallait faire le chemin de la carrière. J'étais le plus jeune travailleur. On ne voyait rien, la neige était deux fois plus haute que nous. Nous faisions également des résistances avec du fil de fer fin. Cela pouvait nous aider à nous chauffer, nous volions le courant. J'étais dans un groupe d'Italiens, et c'étaient les Italiens qui avaient cette technique. Même si mes parents étaient Italiens, moi, je suis né Français ; mais j'étais tout de même dans un groupe d'Italiens au travail. Les Italiens qui travaillaient étaient tous des prisonniers de guerre qui venaient de Russie. Tous, entre 1947 et 1952. Par exemple, mon chef était un officier Italien. Il avait été fait prisonnier en Russie. Tous avaient été prisonniers en Russie, mais comme ils étaient âgés, les

Russes les avaient laissés. Par contre, ils ont gardé tous les jeunes qui sont morts en Sibérie, dans les mines de sel. Tous les jeunes prisonniers Italiens sont morts dans ces mines de sel, en Sibérie. Tous les rescapés plus âgés se sont retrouvés en France puisqu'en Italie il n'y avait pas de travail.

Sur le chantier de Tignes, il y a eu des morts. Je m'en rappelle. Des choses se sont passées devant moi… La chose la plus terrible qui se soit passée devant moi, c'était aux Brévières lorsque les camions montaient aux Boisses. Ils étaient chargés de 20-30 tonnes. Le camion qui était devant commençait à patiner. Plus il accélérait, plus il reculait. Derrière, il y avait un autre camion. Nous, nous étions dans un fourgon en troisième position. Nous voulions les aider. Alors, un collègue a pris un billot de bois qu'il a installé entre les deux camions. Le camion de derrière accélérait pour pousser l'autre. Le billot s'est fendu et la personne s'est retrouvée écrasée, entre les deux camions, comme une feuille à cigarette. Cela s'est passé devant moi. Vous vous rendez compte ? Sur le chantier, il y a en a eu, des malheurs... À la tourelle des Boisses, d'où ils dirigeaient le barrage, il y a eu des choses… Lorsque je suis arrivé pour travailler, ils étaient en train de couper la montagne des deux côtés pour encastrer le barrage. C'était un travail terrible ! Lorsque vous regardez le barrage, vous ne pouvez pas voir grand chose, il y a plus de béton sous le barrage et à l'intérieur de la montagne qu'à l'extérieur. Lorsqu'ils tiraient les mines, les sirènes sonnaient. C'était comme la fin du monde, pendant une demi-heure cela faisait « boum, boum » de partout. Et ensuite, c'était fini et les gens pouvaient sortir. Un jour, à la tourelle des Boisses, ils ont repris le travail suite aux explosions. Le gars a mis son outil dans un vieux trou. Mais la décharge qui était dedans n'avait pas sauté. Au moment où il a mis son outil, tout a explosé et il y a eu huit morts. Moi j'étais à 200 mètres en train de monter des chalets. Beaucoup d'Italiens ont été tués. Il y avait aussi quelques Arabes.

Les Italiens étaient assez spécialisés dans les mines. Ils creusaient les galeries. Il y a eu aussi beaucoup d'accidents, des gens écrasés par des cailloux qui tombaient. Je me souviens que quand ils ont fait la route qui allait à Val-d'Isère, il fallait faire des tunnels. Un jour ils avaient tiré les mines mais un bloc était resté en équilibre. Ils l'ont fait rouler mais les deux personnes qui le poussaient sont parties avec. Ils ont fait une chute de 200 mètres. C'est terrible de voir cela…

Il y avait aussi des étrangers pour la construction du tunnel du Mont-Blanc. Beaucoup d'Italiens sont venus construire. Tout comme les granits à Combloux, ce sont des Italiens. Cela faisait partie de leur spécialité. En Italie, ils apprenaient à tailler des pierres car ils n'avaient pas grand-chose d'autre comme travail. Quoi qu'il en soit, je ne suis pas resté plus de huit mois à Tignes.

Je suis passé à Donzère-Mondragon pour faire des constructions. Ensuite, je suis revenu sept mois à Tignes avant de construire des chalets pour les ingénieurs. C'était du beau travail. J'avais un patron qui était à Lyon. C'était un intermédiaire d'une filière alsacienne de chalet. Il s'occupait de toutes les commandes des chalets de Tignes et des stations. Par contre, tout était fabriqué dans le Haut-Rhin. Par exemple, à la foire de Lyon, on montait un chalet et lorsqu'il avait trouvé un acquéreur, on le démontait puis on le remontait là où la personne voulait l'implanter. J'ai donc remonté des chalets à la Thuile, à Chambéry… Avec l'équipe on devait se débrouiller car à l'époque, il fallait se débrouiller pour manger ; il n'y avait pas non plus de voiture pour se déplacer. Nous devions aussi travailler à Tignes. Un hiver, il faisait très, très froid. J'ai dû rester là-haut tout l'hiver, sans jamais redescendre. Je n'arrivais plus à marcher tellement j'avais des engelures dans les talons. Je couchais même avec mes chaussures car je ne pouvais plus les mettre et les enlever. Le lit était une paillasse avec de la paille. Je dormais avec trois couvertures mais j'avais trop froid. J'ai donc vidé ma valise et j'ai mis tout mon linge attaché sur le lit avec des ficelles, pour me faire une autre couverture. C'était pour ne pas geler de froid. C'était vraiment le système D. Dans la baraque où j'étais, nous étions 20. Au bout de quelques jours, avec la condensation, il y avait 10 centimètres de gel sur les parois, à l'intérieur de la baraque. Chacun notre tour, nous devions aller casser la glace.

Je n'étais pas épais mais j'étais costaud. On me faisait monter, avec un grand Italien, les pannes du toit. Je me les mettais tout seul sur le dos alors que les gros colosses appelaient les copains pour leur mettre la panne sur le dos. Après ce travail très dur, j'ai pu rentrer chez Pechiney.

« ***Lorsque je suis entré à l'usine Pechiney, j'avais le sourire jusqu'aux oreilles. C'était le Paradis après ce que j'avais vécu à Tignes*** **».**

Madame D. : je suis partie de Servoz pour aller à Chedde lorsque j'avais 18 ans, lorsque mon père est rentré à l'usine Pechiney. C'est à ce moment-là où j'ai rencontré Sylvain. Nous nous sommes rencontrés au cours du bal du 14 juillet à Chedde.

Monsieur D. : lorsque nous nous sommes rencontrés, je ne travaillais pas encore à Pechiney. J'effectuais des remplacements. J'étais embauché chez Redel en maçonnerie et menuiserie, en attendant d'avoir la place à Pechiney. J'avais 20 ans. Lorsque je suis entré à l'usine, j'avais le sourire jusqu'aux oreilles. Je ne travaillais que huit heures par jour, c'était un travail qui n'était pas dur : j'étais

chloratier, gardien de batterie. Il y avait 1 500 bacs de chlorate à surveiller et le produit passait dans les électrolyses. Il fallait changer les bacs. Ce pouvait être dur, c'était des acides ; mais pour moi, c'était le Paradis après ce que j'avais vécu à Tignes.

Ensuite j'ai été 36 ans menuisier à l'usine, au service entretien. Je réparais ce qui était cassé (comme les plaques tournantes avec du chêne de premier choix), mais je faisais surtout beaucoup de neuf, comme des casiers, des gros moules en bois qui devaient passer dans les fours… J'étais mon propre patron, je faisais comme je voulais. J'étais autonome. Il y avait trois autres menuisiers et deux charpentiers. Notre atelier était très grand, plus de 200 m² et il y avait beaucoup de machines. Pechiney avait de l'argent. À la fin de ma carrière, pendant 10 ans, j'étais le seul menuisier car Pechiney sous-traitait petit à petit des menuisiers extérieurs. Je n'ai jamais eu de problème pendant 36 ans, alors que tous mes copains ont eu des problèmes.

Après le chlorate, l'usine a fait quelque chose d'encore plus puissant : le perchlorate. Un jour, il y a eu une explosion. Il y a eu des morts.

Il y avait aussi du sodium. Un jour, un copain qui n'avait pas changé ses vêtements de travail a allumé une cigarette après le repas. Il s'est endormi et a brûlé vif. Moi aussi j'ai déjà pris feu, mais je ne suis pas mort. C'était minuit et demi, nous venions de finir notre pause repas. Sur la fenêtre qui donnait sur la centrale, il y avait une boîte d'allumettes, vide. Ce jour-là, je n'avais pas changé de pantalon car au vestiaire il n'y avait plus de pantalon de roulement. J'ai touché la boîte d'allumettes et j'ai pris feu. J'ai couru et j'ai plongé dans le bac d'eau. L'usine Pechiney nous obligeait à mettre des caleçons longs en sous-vêtements. C'est ce qui m'a sauvé, même si j'ai eu quelques trous sur la peau. Je n'étais pas fier car tout le pantalon avait été brulé et j'étais en sous-vêtements. J'en rigole aujourd'hui, mais je me souviens que quand je courais pour aller dans le bac d'eau, le feu était attisé. Puisque je n'avais plus de pantalon, j'en ai pris un à mon père et lorsqu'il est arrivé à trois heures et demie du matin, il n'avait plus de quoi s'habiller.

Entre les années 1950 et 1960, Pechiney était une usine en pleine expansion qui travaillait beaucoup. Petit à petit, ça s'est ralenti. Pechiney sortait quatre grands produits : le graphite, le chlorate pur à presque 100 %, le chrome pur à 99 % et le titane. Peu à peu, tout le chlorate fut transféré à Jarrie [ville proche de Grenoble], alors que l'entreprise, quelques années auparavant, avait changé tous ses bacs. Il fallait bien que l'usine ait beaucoup d'argent pour mettre des bacs neufs et quelques mois plus tard transférer le chlorate ailleurs. Il a fallu un an pour démonter tout le chlorate et faire le transfert à Jarrie. À Jarrie, le chlorate

ressortait jaune, il était bien moins pur mais il était accepté, alors qu'à Chedde, dès qu'il y avait un petit peu de jaune dans le chlorate, c'était un scandale.

Aujourd'hui je suis à la retraite, mais j'ai gardé mes horaires de repas comme lorsque je travaillais à l'usine Pechiney [Monsieur est la retraite depuis de nombreuses années] : nous déjeunons à 11h30 et dînons à 18h30.

« ***Je trouve vraiment dommage que les usines ne logent plus leurs ouvriers*** **».**

Pendant que je travaillais chez Pechiney, l'usine nous logeait à « L'hôtel du Parc ». Le loyer n'était vraiment pas cher. À l'époque, c'était une cocagne. Aujourd'hui, pour les jeunes, c'est affreux comme les loyers sont chers. Nous avions un logement très grand qui ne coûtait pas cher. À l'usine de Chedde, comme dans les logements, il y avait une majorité de Français. Il y avait environ 800 Français pour 200 Italiens. Les cadres de Pechiney avaient des logements juste à côté de l'usine.

Madame D. : je trouve vraiment dommage que les usines ne logent plus leurs ouvriers. C'était vraiment quelque chose de bien. Nous étions vraiment bien dans les logements de Pechiney. Moi, je me suis beaucoup plus dans ces maisons. Nous étions près de tout. Lorsque nous sommes venus dans notre maison, au début, c'était dur car il n'y avait rien, il n'y avait pas d'école… Mon père disait toujours que Pechiney était « la vache à lait » car les gens sont devenus riches avec l'usine. Lorsque nous rentrions à l'usine, c'était une ascension sociale. De plus, il y avait beaucoup d'avantages comme le logement, les colonies de vacances pour les enfants (à l'île de Ré, au Clos Marin…). Il y avait aussi un dispensaire.

Monsieur D. : nous étions biens et logés par Pechiney, mais je voulais construire ma maison car tout le monde me disait : « *Et toi, pourquoi tu ne construis pas ?* ». J'ai donc acheté le terrain de ma maison en janvier 1962. Le terrain était très grand, 2 200 mètres alors, avec un ami de Pechiney, nous avons divisé le terrain pour construire chacun notre maison. Le prix du terrain n'était pas cher puisqu'il appartenait à la commune. Elle vendait ses terrains aux ouvriers et le prix était si bas que tout le monde disait que c'était un cadeau de la commune. À la fin, les ouvriers n'achetaient pas alors des personnes aisées ont pris les terrains restants. Quand j'ai construis ma maison, le bulldozer, c'était moi. J'ai commencé en mars. J'ai fait toutes les fondations à la main. J'ai construit la maison tout seul. C'était dur. Et il faisait froid. Je travaillais sur la maison le week-

end et après le travail. J'en ai bavé mais ensuite, j'avais le sourire car je voyais ma baraque, avec la première dalle. C'était une fierté. Nous n'avions pas d'argent…ce n'était pas un déshonneur. Je suis allé voir le monsieur qui avait des matériaux pour la maison. Je lui ai tout expliqué, il m'a dit que je pouvais le payer lorsque je recevrais de l'argent. Il travaillait beaucoup comme cela, il avait beaucoup de casiers avec les dettes des personnes dedans. Il attendait que les gens viennent le payer quand ils pouvaient. En décembre 1962, j'ai terminé de monter le toit pour pouvoir toucher ma première tranche d'argent. Il fallait avoir le toit pour avoir la première tranche. J'ai pu payer tout de suite le monsieur qui m'avait avancé les travaux. Ensuite, j'ai continué à avoir des dettes, avant de toucher la seconde tranche. Cela s'est passé comme ça jusqu'à la troisième tranche et ensuite, nous n'avions plus de dette. J'ai tout fait tout seul, sauf les sanitaires et l'électricité.

« ***Les liens avec l'Italie n'ont jamais été coupés*** »**.**

Monsieur D. : mes parents retournaient en Italie voir de la famille. Je suis parti avec eux lorsque j'étais enfant. Ma maman m'a aussi emmené pendant un mois et demi en Italie, j'avais six ou sept ans. Les liens avec l'Italie n'ont jamais été coupés. Tous les frères et sœurs de mon père sont venus nous rendre visite à Chedde. Une des sœurs est partie en Amérique mais elle est aussi venue nous voir à Chedde. Moi, je n'ai pas envie de retourner en Italie. Il faut dire aussi que je voyage moins car en voiture je commence à paniquer. Je n'ai jamais eu de voiture italienne. En haut de gamme les voitures italiennes sont, pour moi, les meilleures. Par contre, en bas de gamme, ce sont nous, les Français, les meilleurs. Moi, je suis Français donc je n'écoute pas la radio ou la télé en italien. Si l'équipe de France de football est en compétition avec l'équipe d'Italie, je suis pour le meilleur. Je ne soutiens pas forcément l'Italie, même si mon fils est persuadé du contraire. Lorsque j'étais plus jeune, je suivais un peu la Juve de Turin. Maintenant cela m'intéresse moins et je ne connais plus les joueurs.

« ***À l'époque, les immigrés quittaient tout et certains ne revoyaient jamais leur famille*** **».**

Madame D. : ma mère était Française et mon père Italien. Ils ne sont jamais retournés en Italie, à part un petit peu pour voir la famille. Je ne suis partie

qu'une fois avec eux. Quand j'étais petite, mon père me parlait de l'Italie : elle avait été envahie par les Autrichiens qui avaient tout pris : les bagues de sa mère, le bétail… Je n'ai pas de souvenir que mon père ait été nostalgique de l'Italie puisqu'il avait eu une enfance très dure, très malheureuse. Les deux frères de mon père, qui étaient partis en Amérique, sont venus nous voir à Chedde, en vacances. Un a été docteur. Leurs filles, nos nièces, sont également venues nous dire bonjour et l'une d'elle a fait des études de pédiatrie en Italie. C'est une grande catholique et nous l'avions emmenée voir le pape à Rome et à la messe à Genève. Mon oncle, qui avait fui en Argentine, est aussi venu nous voir en 1956 lorsque nous habitions à « l'Hôtel du Parc ». Il avait loué une voiture à Paris pour venir nous voir, mais il a failli avoir plusieurs accidents. Il ne savait pas ce qu'était un panneau « Stop ». Il est venu nous voir car il allait en Suisse pour se faire soigner. En Argentine, il travaillait dans les marais et tous ses doigts étaient déformés par l'humidité. Même ses pieds étaient déformés. Il était entrepreneur et était assez aisé, même si je ne me souviens plus quel travail il faisait exactement. Nous avons vu aussi son frère, l'autre frère de mon père, qui était également parti en Argentine et qui était devenu tailleur de vêtements. Une des sœurs de mon père, qui était partie en Amérique, ne l'a jamais revu. Quand une de ses sœurs qui était restée en Italie est décédée, celle qui habitait en Amérique est revenue à Turin. Mais nous ne l'avons jamais vue en France

Aujourd'hui, nous avons de moins en moins de liens avec l'Italie car beaucoup sont morts. Moi, j'aime beaucoup aller en vacances à Venise. J'adore cette ville. Lorsque je pars en vacances, j'y vais avec les voyages organisés. J'allais un peu dans la famille de mon papa, mais maintenant mes cousins sont décédés. Je voudrais aussi aller aux Cinq Terres. Mon fils va m'y emmener. Nous n'écoutons pas la radio en italien, nous n'avons pas de chaîne italienne. Par contre, lorsqu'il y a des reportages sur Venise, je regarde.

À la maison, je cuisine de tout mais pas forcément des plats italiens. Par contre, je m'intéresse beaucoup à l'histoire de l'immigration italienne. Puisque mon père était Italien et que j'aime beaucoup lire, je pense que cela m'intéresse. Je sais lire en italien, je comprends l'italien mais je ne le parle pas.

Monsieur D. : moi, je ne me souviens et ne comprends que quelques mots d'italien.

Mise en contexte

Monsieur P.Y. D.

En France, la pratique du ski se développe au cours du dernier tiers du XIXème siècle : elle est introduite dans les Alpes sous l'impulsion de quelques citadins aisés et familiers de l'environnement montagnard. En dépit de l'action volontaire de ces petits groupes de passionnés, cette manière de loisir demeure confidentielle. Même l'intérêt que l'armée porte au ski (elle voit là une nouvelle façon de défendre les frontières situées en altitude et se montre d'autant plus attentive que la technique est maîtrisée par les Italiens) ne suffit pas à enclencher de réelle dynamique.

Sans nul doute, la diffusion de cette pratique bute sur un obstacle majeur : pour skier, il est nécessaire d'importer son matériel de Norvège. À ceci, il faut ajouter que les skis sont soumis à des droits de douane très élevés[113]. Afin de contourner cette difficulté, Abel Rossignol, un menuisier de la région grenobloise, entreprend de fabriquer, à la fin de la décennie 1900, des skis sur le modèle norvégien. Peu de temps après, il crée un petit atelier spécialisé à Voiron. Cependant, pendant longtemps, son activité reste peu volumineuse : en 1930, on évalue à 20 000 paires de skis l'ensemble de la production française[114]. Celle-ci est alors marquée par une fabrication artisanale disséminée dans de multiples petits ateliers.

On peut dater de 1936 le véritable démarrage du ski en France : à la démocratisation touristique naissante, conséquence de l'octroi de congés payés, s'ajoute une transformation d'ordre technique susceptible de favoriser la pratique, l'apparition des premiers téléphériques. De surcroît, quelques résultats sportifs mettant à l'honneur des coureurs français (au rang desquels figurent Emile Allais et James Couttet) contribuent à attirer un peu plus l'attention sur le ski. Cela étant, à la sortie de la Seconde guerre mondiale, la production de skis demeure une activité complètement artisanale : d'ailleurs, la création à Annecy d'un atelier de fabrication de carres par Georges Salomon en atteste.

Les années 1950 et 1960 marquent, pour ce secteur particulier, un changement de physionomie dont les deux arêtes principales sont les premiers feux du tourisme de masse et l'industrialisation de la production. Au début des années 1950, l'entreprise Rossignol frôle la disparition après le décès de son fondateur ; toutefois, Emile Allais trouve un repreneur en la personne de Laurent Boix-Vives. Ce dernier stimule

---

[113] R. Boulat, « Les fabricants de matériel de sports d'hiver » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier, *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., p.301

[114] Ibid., p.302

la relance en misant sur des innovations techniques et en pariant sur la fécondité d'un rapprochement avec les acteurs du haut-niveau, dont l'Equipe de France et l'ENSA (École nationale de ski et d'alpinisme).

L'histoire de Dynastar débute au début des années 1960 lorsque M. Joseph se lance dans l'aventure de la fabrication de skis en créant à Sallanches une société qui se spécialise dans la production de skis métalliques et de skis en fibres de verre. D'ailleurs, cette société trouve son nom actuel à la suite d'une collaboration avec Dynamic qui débouche sur les premiers skis composites : Dynastar naît donc de la contraction de Dynamic et de Starflex (entité originellement présente dans la haute vallée de l'Arve). L'entreprise prend son envol dans le courant des années 1960 à la faveur de deux facteurs disjoints : primo, elle passe un contrat avec l'armée qui génère des commandes massives et secundo, elle connaît de vifs succès aux Championnats du monde de Portillo (1966) – les nombreuses médailles remportées par les sportifs équipés par Dynastar assurent la promotion de la marque. Cette réussite n'échappe pas à Boix-Vives, emblématique patron de Rossignol, qui fait preuve d'une grande ambition stratégique en rachetant Dynastar en 1967.

Dans les années 1970 et 1980, la pratique du ski gagne du terrain en France mais, au niveau mondial, on relève une véritable explosion de ce marché spécifique. Les marques hexagonales profitent nettement de cette configuration favorable. Incontestablement, Dynastar s'installe dans le sillage de Rossignol et bénéficie de sa dynamique et de sa stratégie de développement à l'international, mais, il n'en reste pas moins qu'elle construit sa renommée et sa réussite sur ses skis fétiches : Omeglass, Course doré, Omesoft… Au début des années 1980, force est de reconnaître que Dynastar est une entreprise parfaitement vigoureuse : elle présente un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, produit près de 350 000 paires par an, noue des alliances avec Lange, Kerma et Look et ouvre une unité de production aux États-Unis[115]. À l'occasion de son trentième anniversaire, la firme Dynastar se distingue par de bons résultats aux J.O. d'Albertville : elle occupe alors la place de troisième fabricant mondial de skis et avec 550 000 paires qui sortent annuellement de ses ateliers, elle couvre 8% du marché mondial[116].

La conjoncture se dégrade lors de la décennie 1990 et Dynastar n'échappe pas aux difficultés que rencontrent les deux géants français du matériel de sports d'hiver, Salomon et Rossignol.

---

[115] R. Bonazzi, *Vie économique et histoire des entreprises de Haute-Savoie de 1815 à 2012*, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, La Salévienne, 2013, p.310

[116] Ibid., p.311

Un faisceau de raisons conduit à un recul ininterrompu des ventes en France et en Europe, à tel point que la situation devient réellement difficile autour de l'an 2000. Face au vent, Dynastar engage un ambitieux plan de de modernisation de l'appareil de production, dont la finalité est d'augmenter le rendement. La production est désormais inversée ; à la date de 2003, l'opération permet de mettre moins d'une heure pour fabriquer une paire de skis[117]. Malgré cette notable évolution, le cercle des mauvais résultats n'est pas brisé : Dynastar perd de l'argent et licencie.

À la date de 2005, Rossignol, la maison-mère, fait l'objet d'un rachat par un important groupe international spécialisé dans l'industrie du sport. La restructuration imposée par Quicksilver ne s'avère pas concluante et, dès 2008, le groupe Rossignol est revendu à un fonds de pension australien. Ce rachat débouche sur un retour à Sallanches de la production délocalisée en Asie.

À l'heure actuelle, le site originel, qui emploie 250 personnes, se trouve spécialisé dans la fabrication de skis haut de gamme. La production avoisine 300 000 paires par an[118].

La trajectoire de l'enquêté couvre les trente dernières années de la firme Dynastar et d'autre part, elle s'inscrit dans une histoire familiale, puisque le père et le grand-père était eux aussi ouvriers ; ainsi mise en perspective, elle illustre aussi le glissement progressif de l'industrie locale, qui passe des secteurs lourds à ceux qui sont adossés à la technologie.

[117] Toujours selon Bonazzi, il fallait deux heures trente pour ce faire en 1974. Ibid., p.311

[118] Ibid., p.312

Entretien avec P.Y

(fils des époux D présentés juste avant)

« ***Au travail,à Pechiney comme à Dynastar, on était avant tout ouvrier et il n'y avait pas de tension entre les différentes origines*** **».**

Lieu : Saint-Gervais **Origine :** Italie **Période :** 1914-2015

Mots clés : Usine (Pechiney, Industrie du ski (Dynastar), Monde ouvrier.

« ***Du côté paternel comme du côté maternel, ils ne disaient pas les difficultés qu'ils avaient quittées en Italie*** **».**

Mes parents sont nés en France mais sont d'origine italienne. Ma grand-mère maternelle était Française. Par contre, mon grand-père maternel était Italien, du Frioul. Il aurait probablement du sang Autrichien. Il faudrait le vérifier, ma mère devrait en savoir plus à ce sujet. Mon grand-père avait été réquisitionné dans l'armée italienne. Il a beaucoup de médailles (dont ma mère a hérité car c'était l'aînée des enfants) puisqu'il avait été un grand blessé de guerre de 1914-1918, avant de l'être à nouveau pendant celle de 1939-1945. Fait prisonnier en Allemagne, il devait travailler. Même si cela n'était pas facile, les prisonniers étaient contents car ils n'étaient pas morts d'une balle dans la peau. Mon grand-père parlait peu de cette époque, où tournait cela à la rigolade en disant que les femmes allemandes étaient très musclées. Lorsqu'il est revenu d'Allemagne, il est passé par la vallée, à Servoz, où il a fait connaissance de sa nouvelle femme, ma grand-mère. En effet, il était déjà marié en Italie lorsque la guerre a commencé. Il n'est jamais rentré en Italie pour retrouver sa femme. Le divorce n'existant pas en Italie, il n'a pu se marier en France avec ma grand-mère que beaucoup plus tard, à plus de 60 ans.

Du côté de mes grands-parents paternels, tous deux étaient d'origine italienne : l'un de la région de Trévise(vers Venise) et l'autre du Frioul. Mon grand-père a travaillé dans les mines en Moselle. Je ne sais pas exactement comment il a fait le déplacement. Il avait 14 ans lorsqu'il est arrivé en France pour trouver du travail. À l'époque c'était la misère noire et les enfants partaient avec leur baluchon travailler ailleurs. Ensuite il a travaillé pour Pechiney pendant très, très longtemps. Il était au service du chlorate.

Ma grand-mère paternelle est décédée quand mon papa était très jeune donc sa tante [la maman du frère] est venue les aider, porter secours à mon grand-père paternel pour élever les très jeunes enfants. La tante était une vieille fille, elle est venue délibérément et avec beaucoup de dévotion. Elle ne s'est jamais mariée, elle n'a jamais fait une rencontre masculine. Elle a élevé les enfants de son frère.

Du côté paternel comme du côté maternel, ils ne disaient pas les difficultés qu'ils avaient quittées en Italie.

« ***L'entreprise Pechiney logeait ses ouvriers*** ».

Si mes parents sont nés en France et ont toujours habité Marlioz Passy, avant son mariage, ma mère a habité dans ce qu'on appelait les *Cruys*, c'est-à-dire des petites cités juxtaposées de l'entreprise Pechiney. C'est là où mon grand-père travaillait. C'étaient vraiment des cités pour les ouvriers. Il y avait beaucoup d'immigrés, notamment beaucoup de Maghrébins. Enfant, j'ai beaucoup joué avec ces enfants Maghrébins. Ils étaient beaucoup plus âgés que moi car la première génération n'avait pas encore d'enfant. J'ai de très bons souvenirs de ces jeux. Il y avait aussi des Français, mais la majorité était des étrangers.

Dans cette cité ouvrière typique, les petites maisons se ressemblaient toutes. C'était un bâtiment tout en longueur attenant à l'usine. Il y avait des appartements qui se ressemblaient tous. Parfois les familles étaient plus nombreuses, ce qui était le cas du côté de mes grands-parents paternels. Ils avaient donc droit à deux appartements. Je n'ai pas de souvenir de baraquement puisque la région et Pechiney était déjà riches et logeaient les ouvriers. C'était tout de même le confort pour ces ouvriers qui venaient travailler dans l'usine de Chedde.

Mon grand-père maternel a fait sa carrière chez Pechiney, ainsi que mon grand-père paternel. Angel habitait également à Chedde, mais dans une autre cité, le « Clos Blanc ». Elle aussi était aussi entretenue par l'entreprise Pechiney. Elle

n'était pas attenante à l'usine, mais plutôt au centre de Chedde. Il y avait une hiérarchie car les cadres supérieurs de l'entreprise Pechiney avaient une cité-jardin. Les appartements étaient un peu plus luxueux, plus spacieux.

Les grands-pères paternel et maternel étaient tous deux maçons, comme beaucoup d'Italiens. Ils ont donc fait partie des premières personnes à monter les premières pierres de l'entreprise, ils l'ont construite. Ensuite, ils ont travaillé dans les différents services de Pechiney en tant qu'ouvriers. Je ne sais pas exactement dans quels services ils ont travaillé. Il faudra que je demande à mes parents. La construction de l'entreprise s'est donc superposée à leur embauche en tant qu'ouvrier. Pechiney s'agrandissait beaucoup, car c'était au temps du boom industriel. Donc mes grands-parents ont bâti, agrandi les murs de cette usine.

« ***L'information concernant le travail était issue d'une ou de deux personnes qui rameutaient d'autres étrangers, comme une filière*** »**.**

En Italie, on savait qu'il y avait du travail en France, en Savoie. Les entrepreneurs français demandaient de la main-d'œuvre qualifiée, des maçons, des charpentiers… Ils ne trouvaient pas forcément assez de personnes en France. Souvent, cette information était issue d'une ou de deux personnes qui rameutaient d'autres étrangers. C'est peut-être pour cela que beaucoup de personnes viennent de la région de Trévise. Quasiment 80 % des personnes viennent de là-bas, comme une filière. Elles ont pu garder leur culture. Certaines personnes de plus de 80 ans se font encore livrer des produits italiens, comme le *Panettone* artisanal. Elles parlent français avec un gros accent italien et parfois certains mots sont combinés italien-français. Ce sont surtout les femmes qui parlent comme ça, car elles ne sont pas allées travailler. Entendre ces femmes s'exprimer est très sympathique, c'est très beau. Les Portugais faisaient aussi venir des gens pour travailler dans la vallée à Saint-Gervais. Par exemple, un Portugais a ramené quasiment tout son village.

Mon grand-père paternel, venu en Moselle à 14 ans travailler à la mine, devait être une personne mature comme une personne de 25 ans aujourd'hui. Je ne sais pas s'il est parti seul ou accompagné. À l'époque, c'était la misère. Peut-être qu'on lui a dit qu'il y avait du travail en Moselle et qu'il pouvait aller rejoindre ces personnes ; peut-être qu'il est venu en France avec une adresse car il ne pouvait pas rester chez lui. En tout cas, il a beaucoup travaillé dans les mines car il était de petite taille et son gabarit était très recherché pour certaines tâches. Ensuite, il a dû entendre parler de cette usine Pechiney et est allé y travailler. Lorsque

j'étais jeune j'allais voir mes grands-parents, ils habitaient toujours dans ce lotissement ouvrier. Ils y sont restés jusqu'à la fin de leur carrière. Ensuite, ils ont tout de même fini par pouvoir déménager, une quinzaine d'années avant qu'ils ne disparaissent. Ils ont habité sur les coteaux de Passy dans une petite maison en location. Ils n'ont jamais acheté. Nous avions la possibilité d'aller les voir très souvent car ils n'habitaient vraiment pas loin. Mon grand-père venait également nous voir car il n'avait pas le permis de conduire, mais avait une Mobylette. Il roulait à 20 km/h, nous pouvions même le dépasser à vélo, ce qui nous faisait rire ; mais il était très fier d'avoir sa Mobylette, comme s'il avait une Ferrari dans les mains. Mes deux parents ont le permis de conduire et dès mes 18 ans, j'ai obtenu le mien.

Mon père était menuisier et charpentier. Il a fait beaucoup de chantiers, notamment au barrage de Donzère-Mondragon pour construire des bâtiments - maisons et immeubles - et au barrage de Tignes. Un jour, il s'est installé ici et a travaillé pour Pechiney où il a fait 90 % de sa carrière. Il était le seul menuisier de Pechiney pendant de très longues années, jusqu'à sa retraite. Ensuite, Pechiney a sous-traité la menuiserie. À cette époque, un menuisier en entreprise faisait un peu tout : il pouvait fabriquer un bureau, des étagères, des placards. Dans le même temps, il allait tailler des grosses traverses car la voie ferrée arrivait à Pechiney. Ces traverses en chêne lui permettaient de changer celles qui étaient défectueuses. Son travail n'était donc pas toujours en lien direct avec les ouvriers et avec leur travail répétitif. En tant qu'ouvrier, il n'était pas en production.

« ***Il y avait une identité ouvrière qui couvrait les diverses origines*** ».

À Dynastar où je travaille, comme dans beaucoup d'entreprises dans la vallée de l'Arve, il y a beaucoup d'étrangers d'origine maghrébine, de Portugais et d'Italiens. Il y a aussi des Espagnols, des Turcs. L'entreprise est multiculturelle. Les choses se passent plutôt bien, y compris entre la première et la deuxième génération d'immigrés. Maintenant, la première génération est à la retraite. Pour être né en 1962, j'ai vraiment pu connaître des personnalités espagnoles et italiennes qui étaient vraiment fortes sympathiques. Sans entrer dans le débat, je trouve que la première génération était plus sympathique que la deuxième et la troisième ; comme pour nous, les Italiens, peut-être que notre première génération était plus sympathique que nous-mêmes maintenant.

Plus jeune, j'ai fait aussi quelques stages longs à Pechiney. Il y avait beaucoup de cultures également. À ma connaissance et d'après mon père, il n'y a jamais eu de problème entre les nationalités des premières générations. Mon père

expliquerait même qu'il y avait une très bonne entente. Il dirait que si des personnes voulaient dénigrer une nationalité, ils pointeraient les Nord-Africains comme des personnes fainéantes ; mon père vous expliquerait que « non », les Nord-Africains travaillaient exactement comme les autres, avec la même ardeur. Je l'ai entendu dire ça. Personnellement, moi qui ai fait quelques semaines de stage en maçonnerie à l'âge de 16 ans avec des Nord-Africains, j'ai de très bons souvenirs. Ils travaillaient comme les autres. Très franchement, tout le monde mettait la main à la pâte et faisait avancer le bateau de la même manière. Tout le monde avait la même ardeur au travail. Il y avait une identité ouvrière qui couvrait les origines diverses que les personnes pouvaient avoir. Du reste, il y avait des Français « de souche », comme à Dynastar et à Pechiney à l'époque de papa, qui travaillaient tout autant que les autres. Au travail, on était avant tout ouvrier de cet endroit et il n'y avait pas de tension entre les différentes origines.

En dehors de l'usine, au « Clos blanc » où habitaient les grands-parents paternels, il y avait un mélange culturel et, vraiment, tout se passait très, très bien. En ce qui concerne l'habitation de mes grands-parents maternels, qui était plus à l'écart du centre car à proximité de l'entreprise, l'entente et la solidarité étaient présentes. L'entente était très bonne, même si parfois il pouvait y avoir quelques jalousies. Aujourd'hui, si on remet à l'ordre du jour le fameux pique-nique de quartier, la fête des voisins, il faut bien savoir que ces distractions existaient auparavant. Elles étaient issues de cette génération où chacun était main dans la main. J'ai vraiment des souvenirs de cette entraide. Ma grand-mère faisait tous les papiers administratifs des Maghrébins qui étaient à côté de son habitation. Eux lui rendaient beaucoup de services. Ils lui faisaient des commissions quand il le fallait. Quand ils revenaient après des vacances au pays, ils avaient les bras chargés de cadeaux, notamment des oranges. Je ne me souviens pas avoir mangé d'aussi bonnes oranges depuis.

Mon père aimait beaucoup la pétanque. Ce jeu est imbriqué dans la culture italienne. La pétanque, c'est un moment où les familles étaient ensembles. C'était une relation de quartier. Il n'y a pas qu'à Marseille où on joue à la pétanque ! Il y avait des endroits dans les quartiers ouvriers où les gens jouaient et les enfants étaient autour. J'ai tellement vu les personnes jouer à la pétanque que c'est peut-être pour cela que je n'en fais pas aujourd'hui. C'est comme pour la pêche : mon père m'a fait tenir des rallonges de pêche sans pêcher, sans tremper un hameçon dans l'eau… Je n'ai donc jamais pu aller à la pêche car il m'en a dégoûté *(rires).* De ce côté-là, il n'était pas dans l'éducatif même s'il ne s'en rendait pas compte.

Sans doute que le délitement des liens entre les différentes communautés a commencé à ma génération. Je crois également qu'il y a des difficultés

supplémentaires avec les générations qui ont une trentaine d'années aujourd'hui. À l'époque de mes parents, les ouvriers étaient tous dans la même « galère » : le travail était très dur, ils travaillaient six jours sur sept et parfois, ils faisaient des heures supplémentaires le dimanche matin. Ils forçaient, ils forçaient, et je pense que cela rapprochait les gens. Le fait d'être dans des efforts au quotidien renforçait les liens. Peut-être y a-t-il également le fait que les personnes habitaient au même endroit. Lorsque tout le monde est proche sur les lieux de travail et de logement, peut-être qu'une cohésion se forge. Je ne suis pas certain que ce soit vrai aujourd'hui. Mais à l'époque de mes parents, c'est une certitude. D'autre part, ils n'avaient pas le choix d'être ensemble, car puisque Pechiney avait de l'argent, cette entreprise logeait ses ouvriers. Aujourd'hui, je ne suis pas certain que nous pourrions répliquer la même chose et que les choses se passeraient aussi bien qu'à cette époque. Je n'en suis pas convaincu, même si ce n'est pas à moi de répondre à ce type d'hypothèse.

Mes parents étaient de confession catholique. Ils allaient à l'église de temps à autre mais c'était surtout pour les grandes périodes comme Noël ou les fêtes (les mariages et les baptêmes). Sinon, ils n'étaient pas des pratiquants assidus. Par contre, ils étaient catholiques croyants. Mon père, s'il pouvait éviter d'aller à l'église, le faisait. Mais il était croyant. Pour le coup, c'est vraiment dans sa culture. C'était important de ne pas avoir des mots blasphématoires. Je pense à quelques injures italiennes : lorsque mon grand-père maternel jouait à la pétanque, il avait des mots assez injurieux par rapport à Dieu et cela revenait souvent. Je n'ai compris que plus tard ce que cela voulait dire. Je pense qu'à l'époque, la religion ne mettait pas autant de frontières entre les personnes qu'aujourd'hui.

« *Il est certain que l'immigration de l'après-guerre fut mal reçue* ».

Jusque dans les années 1960-1970, Pechiney avait environ 1000-1200 ouvriers. Aujourd'hui, ils ne doivent être que 250. Lors de ma scolarité primaire, il y avait une majorité d'enfants d'ouvriers issus de l'immigration (Portugais, Espagnol, Polonais, Italiens…). Bien sûr, il y avait aussi des Français. Il est certain que l'immigration de l'après-guerre fut mal reçue. Il y avait encore quelques résistants qui voyaient d'un sale œil les Italiens. Il y a eu quelques animosités. J'ai quelques souvenirs au sujet de mes grands-parents : ils n'étaient pas toujours très bien reçus, il y avait parfois quelques coups de mitraillettes, des rafales qui passaient au-dessus de leurs têtes. Dans tous les cas, ils étaient plutôt reçus à coup de mitraillette qu'avec le sourire. En général, c'était ça. Derrière,

l'immigration maghrébine a été mieux reçue. En effet, les Italiens étaient logés lorsqu'ils avaient trouvé un emploi. Avant, ils devaient se débrouiller par eux-mêmes. Dans le cas des immigrations suivantes, notamment l'immigration maghrébine, des logements pouvaient leur être fournis même s'ils n'avaient pas encore de travail. Cela est une certitude.

La génération de mes grands-parents fut accueillie difficilement en raison de la Première guerre mondiale ; mais au temps de mes parents, les questions politiques et idéologiques n'avaient plus cours. Ça s'est estompé probablement après la guerre. Et puisque la vie était difficile, chacun se serrait les coudes. Je peux affirmer qu'ils ont eu une belle vie et qu'ils ont été heureux. C'était les Trente Glorieuses. Aujourd'hui, mon père a 86 ans, ma maman a 82 ans et je les trouve très épanouis. Ils n'ont pas de discours haineux. Ils n'ont pas un brin de ressentiment par rapport à telle ou telle ethnie. À l'époque, les religions prenaient moins d'ampleur qu'elles ne peuvent le prendre aujourd'hui, notamment pour l'immigration maghrébine. Lorsqu'il y avait des enterrements, des Maghrébins pouvaient entrer à l'église. Je ne suis pas certain qu'ils le fassent aujourd'hui. Tout simplement. À l'époque, tous les immigrants étaient contents d'être accueillis par la France et chacun était très reconnaissant. *A priori*, je suis très éloigné de cette immigration puisque mes parents sont nés en France, mais je remercie néanmoins la terre d'accueil qu'est la France. C'était un bel exemple de démocratie.

« *J'ai été la première personne à travailler sur machines numérisées dans l'entreprise Dynastar* ».

Mon père avait peut-être le vœu que je travaille chez Pechiney car il y avait deux générations dans cette entreprise. Parfois, cette éventualité fut abordée à la maison. Peut-être que la menuiserie aurait pu me plaire, mais ce n'est pas dans cette direction que je suis allé. Mon parcours est le suivant : je suis né en 1962. Je demeure à Saint-Gervais-les-Bains avec mon épouse depuis plus de 31 ans. J'ai donc toujours vécu dans cette vallée. Je suis né à Sallanches. Comme je l'ai dit, mes parents habitaient Merlioz Passy. Avec mon épouse, nous avons eu trois enfants. Ils ont 30 ans, 27 ans et 15 ans.

Je travaille à Sallanches dans l'entreprise Dynastar qui fabrique des skis. Nous faisons partie du groupe Rossignol. N'ayant pas fait d'études poussées, après le lycée du Mont-Blanc, je suis parti dans le technique où j'ai fait un C.A.P. — Certificat d'Aptitude Professionnelle — de tourneur-fraiseur. Ensuite, j'ai effectué du dessin industriel en construction mécanique à Grenoble. J'ai fait quelques

stages puis, à Dynastar, je n'ai pas travaillé dans le domaine du dessin industriel comme cela aurait pu être prévu : je suis dans un atelier où nous fabriquons des moules sur de grosses machines numérisées. Cependant, le dessin industriel m'a beaucoup servi dans ma tâche. Au départ, les machines n'étaient pas numérisées : les moules étaient faits entièrement par éléments composés à la main, taillés sur des toupies en bois qui étaient aménagées pour travailler du dural [un alliage d'aluminium]. C'était une tâche fastidieuse et très physique. J'ai eu de la chance car cela ne faisait que deux ans que j'étais dans l'entreprise avant d'intégrer cet atelier avec les machines numérisées. J'ai été la première personne à travailler sur machines numérisées dans l'entreprise. C'était en 1986 alors que je ne suis rentré qu'en 1984. Depuis cette époque, ce sont toujours des grosses machines qui fabriquent les moules. On ne fait pas le moule d'un ski mais de deux paires de ski. Il y a quatre empreintes, ce qui nécessite des machines assez imposantes. Nous travaillons avec les trois dimensions. Dans l'usinage, c'est de la haute technologie. Dès les années 1985-1986, nous avons basculé dans la haute technologie grâce à notre ingénieur, Monsieur P.. À cette époque, nous étions 600-650 employés embauchés à l'année chez Dynastar. Aujourd'hui, nous sommes environ 160 en contrat à durée indéterminée. Il y a donc une grosse déperdition, notamment parce que beaucoup d'actionnaires sont passés par là. Ce discours, nous pouvons le retrouver dans beaucoup d'entreprises. Depuis deux ans et demi, l'actionnaire est un fonds de pension, Altor. Ce sont des Norvégiens. En général, les actionnaires sont avec nous trois ou quatre années maximum avant de nous revendre en essayant de faire des royalties ; et ce après avoir bien « pressé le citron ». Cela n'a tout de même pas été le cas de tous nos actionnaires. Le premier actionnaire, Quick Silver, avait acheté l'entreprise à prix fort et a, comme on le dit, « mangé la grenouille » avec nous. Ils ont perdu beaucoup d'argent et ils nous ont revendus à une entreprise australienne et américaine. Ces derniers ont racheté l'entreprise peu cher et on fait des royalties en nous revendant. Ils ont plus que doublé leur mise. Maintenant ce sont les Norvégiens. Sauf pour le dernier actionnaire, il y a toujours eu des suppressions de postes. Nous sommes au minimum des employés en fonction de la production exécutée. Nous n'aurions pas compris comment les Norvégiens pourraient faire des suppressions d'emplois.

« *La culture italienne était plus marquée chez des copains qu'à la maison* ».

Les grands-parents et les parents ne nous pas transmis spécialement une culture italienne. J'ai 75 % de sang italien qui coule dans les veines. Que me reste-t-il ? Je ne peux pas dire que j'ai deux cultures… Mais quoi que… Tout d'abord, à la

maison, nous aimons bien les pâtes. Il faut dire que chez les Italiens, les pâtes sur la table sont omniprésentes. J'ai un four à pizza et à pain. Si je l'ai fait, c'est que j'avais cette culture italienne. Ma maman n'aimait pas vraiment les pâtes, elle n'en faisait pas souvent, même si mon père pouvait lui en demander. Pour ma mère, le plat italien n'était pas forcément sur la table, d'autant qu'elle était Française. Même si mon père s'en plaignait un petit peu, pour ma maman ce n'était pas volontaire car elle ne se sentait pas Italienne.

J'avais un ami Calabrais que j'ai perdu de vue. Chez lui, les pâtes étaient presque tous les jours sur la table, ainsi que les gnocchis. Elles étaient agrémentées avec de la sauce tomate, des morceaux de saucisses qui étaient bientôt aussi grosses que des cannellonis. J'ai eu aussi cette culture au travers d'amis car j'ai côtoyé des collègues issus de l'immigration italienne. Cette culture italienne était plus marquée chez des copains qu'à la maison. Du côté de mes grands-parents paternels, j'ai des souvenirs de plats de pâtes autour de la table.

Je me sens à 100 % Français. Ce qui me reste de l'Italie, c'est la cuisine. Les pâtes sont toujours sur la table. Ce qui me reste aussi, c'est surtout le souvenir de mes grands-parents, même s'ils ne m'ont jamais parlé italien. J'ai fait italien à l'école, sinon je n'aurais jamais parlé cette langue. En CM2, mon instituteur a dit à mes parents que puisque j'avais des origines italiennes, ce serait bien que je fasse de l'italien. Maintenant, avec le recul, je me dis que j'aurais aussi pu faire anglais. Lorsque l'instituteur a dit cela à mes parents, je pense que cela leur a fait plaisir et ils n'ont pas dit non. J'ai trois sœurs, très studieuses : à chaque fois la première langue fut l'italien et ensuite l'anglais. Mais nous n'avons jamais parlé italien entre nous.

C'est rare, mais lorsque je peux parler un petit peu italien, par exemple avec des cousins de mon papa ou lorsque les personnes italiennes cherchent leur route, cela me fait toujours plaisir. Peut-être que j'ai cette langue dans mes gènes, malgré tout. C'est possible.

Les grands-parents ne sont jamais retournés dans leurs villages d'origine. Ils ont quelquefois traversé le tunnel du Mont-Blanc, ont fait un tour à Aoste… mais ils ont coupé les ponts, comme une grande partie des frères de mon père qui sont partis aux États-Unis. Ils ne se sont jamais revus.

Du côté de mon grand-père maternel, n'ayant pas envie de voir sa première femme, il n'y est jamais retourné. Je pense que cela est d'ordre psychologique.

Mes parents sont allés à Venise, ils ont fait des visites en Italie, ils sont allés voir de la famille de temps à autre mais ce fut très rare. Personnellement, c'est la même chose. J'ai traversé le tunnel du Mont-Blanc, je suis allé à Aoste. Ensuite nous avons traversé l'Italie pour aller à Venise, mais jamais pour retrouver de la

famille. Les ponts étaient coupés. Lorsque je vais en Italie, je ne fais pas le plein de nourriture. J'y vais comme un touriste normal, même si j'ai souhaité manger des pâtes à Venise. Elles étaient très bonnes. Par contre, j'aime beaucoup la culture italienne qui est magnifique.

Aujourd'hui, je ne vois pas beaucoup d'Italiens partir l'été en Italie et revenir avec le coffre chargé d'une nourriture typiquement italienne. Petit, je me souviens très bien que nous passions nos vacances d'été ici, nous étions très bien. Nous avons aussi été en colonie de vacances. Ce n'est que plus tard que mes parents ont pu parfois aller en Italie voir de la famille en vacances. Même mon ami d'origine calabraise n'est pas retourné au pays. Ce sont les petits-enfants qui sont retournés retaper une maison en Calabre. Lorsque les familles sont parties d'Italie, elles n'avaient pas de bien là-bas. Elles sont venues sans rien et ont tout construit ici.

Les Italiens ont bien réussi, il y a eu beaucoup d'entrepreneurs. En tout cas, la génération qui vient en France et la première génération ont une certaine distance par rapport à l'Italie ; les liens avec l'Italie peuvent sauter souvent une génération. Mais jamais un Italien ne dénigrera la France, même si les Italiens n'ont pas toujours été bien accueillis, même s'ils ont été traités de « *macaronis* » et de « *spaghettis* ». Quand les Français disaient cela, ça se réglait à coup de poing et puis c'était terminé. Je n'ai jamais entendu mes parents mal parler de la France. Je n'ai jamais entendu dire du mal de la France. Jamais. Mon papa par exemple, bien qu'étant né en France, aura des difficultés à dire s'il soutient l'équipe de foot d'Italie ou l'équipe de foot française. Il va par exemple pouvoir dire : « *Que les meilleurs gagnent* ». En revanche, si une autre équipe joue contre les Italiens, il va être pour les Italiens. De la même manière que si les Français jouent contre une autre équipe, il va supporter les Français. Mais un match France-Italie est plus délicat. Cependant, je le soupçonne d'être tout de même pour l'équipe d'Italie. Je trouve cela plutôt drôle.

Quant à mes enfants, ils ne posent pas de question sur l'Italie, nous mangeons juste des pâtes une fois par semaine. Pourtant, ils portent notre nom italien. Ils sont Français à 150 %. Moi je suis juste Français à 100 %. Je me sens Français avant d'être Savoyard et ensuite je me sens un petit peu Italien, avec des racines italiennes quand même. On ne réchappe pas à son nom. Le nom italien est là, il faut le porter.

Je joue beaucoup aux cartes. Un jour, j'ai appris qu'il y avait un grand fabricant de cartes en Italie, le plus grand de l'époque. Cette marque porte le même nom de famille que le notre. Seul un détail dans l'orthographe n'est pas identique. Je me suis dit que c'était peut-être de la famille. En regardant sur Internet, j'ai pu me rendre compte que les fabricants de ces cartes avaient des liens avec l'Autriche.

Comme j'aime jouer aux cartes, je me suis demandé si cette marque ne pouvait pas me sponsoriser. D'ailleurs, après coup, des personnes qui sont allées en Italie m'ont acheté des cartes à ce nom. Les cartes françaises ne sont pas de bonne qualité. Je n'utiliserais jamais des cartes françaises dans ce domaine.

Mise en contexte

Monsieur P. M.

Quelques semaines après l'arrêt des combats de la Seconde guerre mondiale, la dynamique migratoire franco-italienne reprend : si on observe des mouvements de population de moindre envergure par rapport aux années 1920 et 1930, il doit être souligné qu'ils s'inscrivent dans des formes comparables, puisque nombre de ressortissants Italiens franchissent la frontière en passant plus ou moins librement par les cols des Alpes. Cependant, cette situation, générée par la désorganisation ambiante ne dure pas tant la volonté de contrôler ces flux spontanés est partagée par les autorités italiennes et françaises. Ces volontés concordantes débouchent en 1946 sur la mise en place de l'ONI (Office National de l'Immigration) ; cet organisme reçoit la charge de sélectionner les individus souhaitant rejoindre la France, mais son fonctionnement ne sera effectif qu'à partir de 1948.

Dans l'intervalle, les deux États s'organisent pour tenter de canaliser et d'ordonner les départs car les deux parties ont à y gagner : d'une part, l'Italie souffre d'avoir à sa disposition une population nombreuse en âge de travailler, qui subit les rigueurs d'un chômage endémique ; de l'autre, la France manque, dans de larges proportions, d'une main-d'œuvre spécialisée apte à reconstruire le pays et à faire redémarrer l'économie. À cela, il faut ajouter que dans l'hexagone, les travailleurs transalpins sont généralement appréciés par les entrepreneurs.

Ces éléments dessinent les contours de l'accord migratoire franco-italien de mars 1947 : celui-ci prévoit la venue de 200 000 travailleurs italiens, qui bénéficient par ailleurs de conditions hors du commun (taux de change préférentiel, prime de 2000 francs pour les mineurs, attribution des allocations familiales même quand la famille de l'intéressé réside en Italie, possibilité de rapatrier 20 à 40% du salaire[119]…). Ce régime de faveur montre que l'émigré italien est convoité[120]. Pourtant, l'accord ne tient pas ses promesses : on estime à seulement 50 000 le nombre de travailleurs italiens effectivement arrivés en France entre 1946 et 1956[121].

---

[119] SPIRE A., « Un régime dérogatoire pour une immigration convoitée. Les politiques françaises et italiennes d'immigration/émigration » dans BLANC-CHALEARD M-C. (sous la direction de), *Les Italiens en France depuis 1945*, PUR, 2003

[120] *Ibid.*, p.42

[121] *Ibid.*, p.53

Sans nul doute, les critères drastiques élaborés par les deux pays ont abouti, de manière contre-intuitive, à la création d'une configuration favorable aux migrations clandestines : elles se nourrissent des contrariétés qui escortent la voie officielle[122].

La persistance de la solution clandestine peut s'expliquer par le fait que les candidats au départ jouent habilement des intérêts divergents des deux États. Derrière le souhait commun d'encadrer les flux, chacun conserve ses préoccupations propres. Côté italien, on cherche à faire monter les enchères en tirant profit de la compétition que se livrent les différents pays d'accueil potentiels (France, Belgique, Angleterre, Argentine, pour ne citer que les principaux) ; de plus, les autorités italiennes ne consentent facilement qu'à une émigration temporaire, faite de célibataires, qui présente l'avantage d'être aisément mobilisable pour un retour au pays au cas où la conjoncture prendrait à nouveau une tournure favorable. Or, ces inclinations gênent la France qui assigne pour sa part un double objectif à sa politique d'immigration : elle doit permettre de couvrir les besoins en main-d'œuvre mais également de relancer la natalité. De ce fait, la France vise l'installation durable de familles qui pourraient venir combler le déficit démographique national.

Ainsi s'éclairent les attitudes différenciées par rapport aux mouvements clandestins : les autorités transalpines font preuve d'une grande vigilance à leur égard puisqu'ils échappent au système de compensation qui avait été négocié. Pour leur part, les pouvoirs publics français se montrent bienveillants face aux arrivées clandestines, car elles constituent l'occasion de passer outre les termes d'un accord qui ne remplit pas ses objectifs. Plus généralement, toute arrivée dont la régularité est douteuse aurait suscité en d'autres temps, moins de clémence ; elle fait l'objet d'un accueil conciliant, tant ces contournements servent de soupape à un système qui attire à lui les critiques réitérées des entrepreneurs en mal d'employés[123].

La surveillance se révèle donc plus sévère sur le versant italien, où les contrôles sont à la fois plus nombreux et plus draconiens. Cette situation de traque jure avec ce qui se passe dans l'hexagone, où la rencontre de l'enquêté et de ses compagnons de route avec les forces de l'ordre prend un aspect purement protocolaire, qui fait d'eux moins des clandestins que des individus en instance de régularisation. En revanche, l'installation dans la vallée de l'Arve à

---

[122] Cf. BLANC-CHALEARD M-C. (sous la direction de), *Les Italiens en France depuis 1945*, *op.cit.*, p.37

[123] Voir les cas exposés par Philippe Hanus dans un article à paraître :« Migrants et policiers sur la frontière franco-italienne après 1945 »

l'automne 1947 fut quant à elle jonchée de difficultés. À cette époque, l'ombre portée de la guerre et de l'occupation italienne reste tenace en pays de Savoie : sans conteste, les réactions de rejet de la population locale à l'endroit des immigrés italiens s'avèrent courantes. Ces marques d'hostilité ont de quoi surprendre un jeune adolescent, renvoyé à une situation de conflit qui le dépasse parfaitement. Cette incompréhension s'additionne à celle qui accompagnait le fait de devoir quitter son pays, en cachette de surcroît.

Cependant, les pénibles facettes des premiers temps s'estomperont avec l'entrée dans le monde du travail : à ce titre, le parcours professionnel de l'enquêté dans le décolletage illustre une des caractéristiques fondamentales de ce secteur d'activité. En effet, le fonctionnement de cette industrie spécialisée repose en large part sur des mécaniciens compétents, qui constituent véritablement les piliers de l'activité.

Cette catégorie de travailleurs correspond au groupe que P. JUDET désigne sous l'appellation de « noyau dur[124] ». Leurs qualités sont par conséquent très demandées ce qui explique que les patrons se mettent en quête de leurs services et essayent parfois de les débaucher. Parallèlement, ces mécaniciens, conscients de leur valeur, jouent également leur carte personnelle en cherchant à faire monter les enchères à leur profit. Cette spécificité explique l'aspect tourmenté de certaines existences professionnelles.

[124] JUDET P., « De l'horlogerie au décolletage : la reconversion industrielle de la vallée de l'Arve des années 1900 aux années 1930 », *op. cit.*, p.60-61

Entretien avec Monsieur P. M.

« ***Rares ont été les personnes qui ont eu des attentions humaines durant cette immigration*** **».**

Lieu : Cluses **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1936-2015

Mots clés : Décolletage, Association Unitalia, Centre de tri, Clandestin, Isolement, Racisme.

« ***Les gens tentaient l'aventure clandestinement pour éviter des dépenses exorbitantes et incertaines*** **».**

Lorsque nous vivions en Italie, les conditions de vie n'étaient pas faciles mais, pour l'époque, nous vivions bien. Notre maison était en long, avec une *loggia* dehors. Nous n'avions ni électricité, ni eau courante : nous allions la chercher à la fontaine, avec une jarre que nous mettions sur la tête. Pour nous laver, mon père avait fait une espèce d'évier avec un trou d'évacuation. Pour nous, c'était le grand luxe, c'était formidable.

Je me souviens qu'à l'époque de la guerre, nous étions dans notre maison et nous entendions des bombes tomber. Un morceau d'acier est passé devant la *loggia*. Il y avait un tel bruit que j'ai pensé que la bombe nous était tombée dessus. Je pensais que c'était le dernier moment de la vie, mais c'est le mûrier qui fut fendu en deux. Quoi qu'il en soit, en Italie, nous n'avions pas énormément de confort. Il est donc important de comprendre pourquoi les gens émigrent car la vie des migrants n'est pas toujours facile.

Nous savions par la presse que la France et l'Italie avaient des conventions pour le travail. Mais ce n'était pas simple car passer par les voies administratives signifiait, pour les candidats à l'émigration, subir une visite médicale dans leur région. Ensuite, ils devaient aller en train jusqu'à Milan pour passer une visite et

le voyage coûtait cher. Si, par manigance, un candidat échouait à la visite « régionale » mais parvenait malgré tout à se rendre à Milan, il prenait le risque d'avoir à revenir sur ses pas. À l'époque, les gens n'avaient pas beaucoup d'argent, surtout dans les zones rurales. Ils ne pouvaient pas se déplacer aisément et même s'ils parvenaient à aller légalement jusqu'à Milan, rien ne garantissait qu'ils soient acceptés à la visite. Donc les gens tentaient l'aventure clandestinement, pour éviter des dépenses exorbitantes et incertaines.

Pour l'émigration de mes frères aînés, Joseph et Antoine, deux Italiens étaient déjà à Cluses avant la guerre. Ils s'étaient débrouillés pour faire un contrat de travail à Joseph, qui a 14 ans de plus que moi. Joseph et Antoine sont donc venus en France un an avant ma venue et celle de ma sœur.

Voici une anecdote : lorsqu'Antoine et Joseph sont arrivés en France, l'un avait son contrat de travail et l'autre n'en avait pas. Les deux sont passés clandestinement pour ne pas avoir de problème avec les contrôles administratifs. À Bourg-Saint-Maurice, un de mes frères a été envoyé en Moselle puisqu'ils avaient besoin d'un agriculteur pour arracher des betteraves. Cet emploi était saisonnier. À la fin de la saison, il fallait donc qu'il retourne en Italie. Après avoir fait ce voyage en France, il était hors de question de retourner au pays. Mon autre frère est donc allé voir son employeur et lui a demandé qu'il lui établisse un contrat de travail. L'employeur a accepté d'embaucher mon autre frère et le problème fut réglé. Il est même allé chercher mon frère à la gare de Montmélian. Cette histoire nous montre que tout n'était pas négatif, que certains Français nous ont aidés. Il y avait des gens humains…mais c'était rare. Mon frère Joseph, qui était venu avec un contrat de travail de maçon, fut également aidé par cet employeur au bout d'un ou de deux mois. Il lui a dit que ce n'était pas un travail pour lui et qu'il fallait qu'il se trouve un emploi dans le décolletage. Il l'a donc libéré de ses obligations. Cet employeur fut très humain pour les Italiens du coin. Ce fut un exemple pour tout le monde, il trouvait un logement pour ses employés. Les logements étaient ce qu'ils étaient, mais tout le monde s'en accommodait. Cet employeur était humble et arrangeant. Dès qu'il pouvait rendre service, il le faisait. Par exemple, la maison dans laquelle nous sommes, que j'ai construite avec mon frère, a été montée avec les matériaux de ce monsieur. Il nous faisait payer quand nous le pouvions. Je crois qu'aujourd'hui, les choses ne se passent pas ainsi, malgré la liberté que nous avons. Rares ont été les personnes qui ont eu des attentions humaines durant cette immigration. Mais celles que nous avons rencontrées, nous ne les oublions pas. Nous ne pouvons pas les oublier.

« ***Nous étions Italiens et prisonniers de nous-mêmes*** **».**

Je vous confie mon histoire, celle d'un adolescent de 11 ans à qui on dit : « *Maintenant, tu vas partir pour la France* ». Pour moi, c'était un continent inconnu. Je n'en avais jamais entendu parler. Je me demandais où était la France, comment elle allait être… On m'a dit aussi : « *Tu vas devoir faire une marche à pied* ». Je ne comprenais pas pourquoi nous devions partir (un an après mes deux frères) à pied avec ma sœur et d'autres personnes, au vu des moyens existants à cette époque.

Le 15 octobre 1947, à trois heures du matin, nous avons dû nous lever pour nous rendre à pied jusqu'au train, qui se trouvait à six ou sept kilomètres. Nous voilà partis vers Reggio di Calabre. Avec mes parents, nous avons passé la journée à discuter. Ils m'ont fait une description de ce qu'allait être la montagne, froide. Je m'en souviendrais toujours, ils m'ont acheté une casquette car il allait faire froid. Mes parents m'ont dit également que si quelqu'un nous demandait où nous allions, je devais dire que je n'en savais rien. Je ne devais absolument pas parler. Dans ma tête d'adolescent, je ne comprenais pas pourquoi je ne pouvais pas dire que nous allions en France. Je ne comprenais pas pourquoi je devais partir de mon village, Pentedattilo. Je ne comprenais pas non plus le danger qui pouvait nous guetter.

Dans le train, je me suis retrouvé face à un homme. C'était une armoire à glace, avec des barrettes et des galons de toutes sortes. Je ne savais pas ce que c'était. Du haut de mes 11 ans, je n'avais jamais vu de carabinier. Ce monsieur m'a demandé si j'allais en France. Intimidé, peureux, j'ai répondu : « *Oui* », alors qu'il ne fallait pas le dire. Je ne comprenais pas où était le problème, pourquoi nous n'avions pas le droit de voyager alors que nous étions en Italie.

C'est à Reggio de Calabreque ma sœur et moi-même avons dû quitter nos parents, qui restaient en Italie. Vers vingt heures, nous avons embarqué de Reggio pour aller jusqu'à Aoste. Dans mes souvenirs, nous voyagions dans un wagon à marchandises. Je ne comprenais pas pourquoi nous voyagions dans ces wagons alors que d'autres étaient plus confortables. Je ne comprenais pas ce que nous faisions de mal.

Arrivés à Aoste, nous avons rejoint mon frère Joseph, qui était déjà en France et qui venait de Cluses avec un guide. Ils sont venus nous réceptionner. Nous sommes allés jusqu'au pied de la montagne et ensuite, on nous a dit que nous allions prendre le bus. J'ai appris que les bus n'étaient pas contrôlés par les gendarmes, alors que les voitures étaient arrêtées. Je me disais que nous étions Italiens et prisonniers de nous-mêmes. Je n'arrêtais pas de me poser la question : « *Pourquoi ?* ».

Le bus nous a amené sur une place à Saint-Didier et nous avons débarqué, avec notre valise sur le dos. Je ne sais pas si vous vous imaginez la migration : lorsque vous partez, vous prenez des habits d'hiver et d'été, vous prenez à manger puisque vous ne savez pas combien de temps cela va durer… Vous êtes donc bien chargés. Nous avions beaucoup d'appréhension. Lorsque le bus est parti, nous nous mettions à plat ventre dès que nous voyions arriver des phares de voiture, puisque nous ne savions pas qui pouvait nous intercepter.

Nous commençâmes à escalader Saint-Didier pour atteindre le Col du Petit-Saint-Bernard, avant de descendre sur Bourg-Saint-Maurice. Pour ceux qui ont déjà fait de la marche à pied de jour, tout paraît divertissant. Mais de nuit vous ne savez pas où vous mettez les pieds, vous faites attention à vous, à ce que vous portez… C'était fastidieux et cette montée ne finissait jamais !

Aux alentours de 23 heures ou minuit, nous arrivâmes au sommet du Col, le 16 octobre 1947. Une maison cantonnière était illuminée et il fallait passer autour de cette maison. J'avais peur que nous nous fassions repérer, d'autant que nous avions fait du bruit. Par chance, personne n'est sorti de la maison. Je commençais à avoir des doutes. Je me disais qu'en Italie nous étions presque poursuivis alors qu'ici, personne ne réagissait.

Trois cents mètres plus loin, le guide a dit à mon frère Joseph : « *Tu te souviens du parcours. Désormais, vous ne craignez plus rien. Continuez à descendre et moi je vais chercher d'autres personnes à Aoste ».* Je me souviens qu'à ce moment-là, à force d'enlever toutes les canadiennes [vestes] que j'avais sur moi, je me suis rendu compte que j'avais perdu ma casquette, cette première casquette que je portais. À un moment, mon frère m'a dit : « *On arrivera quand on atteindra les lumières, en bas* ». Il aurait mieux fait de ne jamais me le dire puisque ce chemin qui descendait semblait ne jamais s'arrêter. Il faut dire aussi que les descentes sont plus dangereuses que les montées. Un homme a d'ailleurs glissé et j'ai cru qu'il allait mourir. Nous avons pu néanmoins arriver sans problème à la gare de Bourg-Saint-Maurice.

« *Nous étions des clandestins de l'Italie, pas de la France* ».

La gare était contrôlée, surveillée. Quand les autorités voyaient des gens arriver en groupe, elles leur demandaient d'où ils venaient et où ils allaient. À partir du moment où les autorités connaissaient notre destination, le problème était réglé et elles ne nous demandaient pas de retourner en Italie. C'est plus tard que j'ai compris que nous étions des clandestins de l'Italie et pas de la France. Pour

ceux qui arrivaient avec l'immigration légale, il n'y avait pas de problème non plus, ils étaient bien accueillis : on leur donnait à manger, un billet de train pour leur destination et un peu d'argent de poche.

Quoi qu'il en soit, les autorités nous ont demandé ce que nous faisions là. En parlant un petit peu et avec la gestuelle, mon frère a donné son papier de travail et une destination. Les choses se sont bien passées et il n'y a pas eu de suite. Les autorités vérifiaient surtout si des gens arrivaient à 100% clandestinement, c'est-à-dire s'ils ne savaient pas ce qu'ils allaient faire et où ils allaient aller. Après ce contrôle, nous avons pris le train à Bourg-Saint-Maurice pour aller à Cluses.

À Cluses, nous avons logé à l'hôtel de la « Grenette » durant deux mois. L'hôtel n'est pas fait pour y vivre. Nous avions une grande pièce pour quatre personnes - mes deux frères, ma sœur et moi - et nous avions un réchaud électrique pour nous faire à manger. Lorsque je me rends compte que 60 ans après il y a toujours des problèmes de logement, cela signifie qu'il y a un gros problème politique. C'est un problème éternel qui nous poursuit, même si aujourd'hui j'ai une maison. Dans ma mémoire, je sais que moi aussi j'ai cherché un logement.

Après l'hôtel, nous avons trouvé un petit appartement où il y avait un fourneau, derrière Roc Radio. Nous n'avons pas habité longtemps dans cette pièce. Nous avons ensuite logé dans un appartement au dessus du forgeron. Ensuite, nous sommes partis dans une grande maison. À l'intérieur de celle-ci, nous disposions d'une grande pièce avec du béton par terre et une pièce à l'étage. Nous sommes arrivés à faire une troisième pièce et c'est ainsi que nous avons pu faire venir nos parents d'Italie, avec notre dernière sœur, en 1950. Nous étions donc sept. Je me souviens qu'à cette époque il faisait froid dans cette maison qui n'était pas chauffée. Mes parents montaient toujours une bouteille d'eau dans le lit et parfois l'eau pouvait geler. Bref, ce n'était pas le grand luxe mais nous prenions ce que nous pouvions trouver. Nous ne pouvions pas choisir. Jusqu'en 1954, toute la famille est restée ensemble.

Il est important de savoir que cette immigration italienne a été choisie, voulue et était dans l'intérêt réciproque de la France et de l'Italie. La France devait se reconstruire et l'Italie sortait d'une guerre dont elle était déficitaire. Il y avait des conventions : la France voulait prendre de la main-d'œuvre en bon état, saine, utilisable tout de suite. L'Italie était chargée de contrôler cette main-d'œuvre avant qu'elle travaille en France. Il y avait donc un contrôle médical par région. Lorsque le contrôle était bon, on envoyait la main-d'œuvre à Milan. À Milan, il y avait un contrôle médical français et le docteur confirmait ou infirmait ce qui avait été dit. Ceux qui étaient valides avaient un laissez-passer et pouvaient embarquer dans un train ; ceux qui n'étaient pas en état étaient renvoyés chez

eux. Ceux qui avaient un contrat de travail allaient directement à leur destination en France. Ceux qui n'avaient pas de travail étaient livrés à eux-mêmes. Il y avait aussi la barrière de la langue. D'habitude, lorsqu'on ne sait pas parler la langue, on peut se faire comprendre avec des gestes. Mais lorsqu'au lendemain de la guerre vous n'êtes pas appréciés, c'est beaucoup plus compliqué. On n'osait même pas parler. À qui devait-on s'adresser ? Comment la personne en face de moi avait vécu la guerre ? Qu'avait-elle subi ? Il était donc très difficile pour nous d'entrer sur ce terrain qui ne nous appartenait pas culturellement. Les circonstances n'aidaient pas.

Mon frère, qui était déjà en France, avait une résidence et des papiers. D'après ce que j'avais compris à l'époque, le plus difficile était pour ceux qui passaient clandestinement et qui n'avaient pas de papier, pas de contrat de travail pour passer. Il faut dire que l'Italie, pour chaque travailleur qu'elle envoyait en règle, touchait un sac de charbon. L'Italie voulait toucher son dû. Elle avait besoin de son dû, c'est pourquoi elle était contre les clandestins. En revanche, la France avait besoin de main-d'œuvre. Tous ceux qui passaient clandestinement étaient aussi une aubaine pour la France puisqu'elle avait besoin de bras et que l'Italie n'avait rien à percevoir. En outre, ceux qui passaient par la voie administrative légale devaient aller dans un centre à Montmélian, une sorte de camp de concentration. Chacun était envoyé à un endroit selon sa spécificité : par exemple, s'ils avaient besoin d'agriculteurs en Moselle, tu devais aller en Moselle. On attribuait à la personne une adresse, un petit peu d'argent de poche, un casse-croûte et une destination par le train. Et la personne embarquait. Cette immigration imposée a duré jusqu'en 1957-1958. Elle a duré longtemps et c'est pourquoi cette immigration a été complétée par une immigration espagnole. La seule différence est que les Italiens sont venus avec un billet de train aller, alors que les Espagnols ont eu beaucoup plus de billets allers-retours.

Cette immigration des Italiens s'est faite au lendemain d'une guerre qui n'était pas joyeuse. Mais l'immigration n'a pas été gaie non plus. Par exemple, ma destination était Cluses et je n'avais pas le droit d'aller jusqu'à Annecy sans prévenir les autorités. Chaque déplacement était contrôlé et je ne faisais pas ce que je voulais. Une fois encore, j'étais prisonnier de moi-même. Si j'avais des amis, je ne pouvais pas me lever le matin et décider d'aller les voir. Je ne pouvais pas. Encore une fois, j'étais prisonnier malgré moi. C'était difficile… Tous les immigrants qui venaient sous contrat officiel de Milan devaient impérativement avertir les autorités de leurs déplacements. Par exemple, pendant le week-end, on devait donner l'adresse de l'endroit où on se rendait. De plus, dès qu'on vous orientait vers un travail donné, vous aviez un contrat de travail. C'est-à-dire que si on vous envoyait comme maçon ou agriculteur, vous n'aviez pas le droit de faire autre chose, vous étiez soumis à l'emploi affecté et les autorités devaient

être informées de tous vos déplacements. Si vous vouliez partir, il fallait que l'employeur vous donne son accord. Il fallait qu'il annule son contrat et qu'il vous donne l'autorisation d'aller ailleurs. C'était la même chose pour faire des extras avec un autre employeur : il fallait l'accord de l'employeur initial. Nous n'avions pas le choix. Il fallait attendre 15 ans, parfois plus, pour avoir une situation régularisée. Pour vous dire, à l'époque, tous ceux qui arrivaient à avoir un contrat de travail, même s'ils passaient clandestinement, étaient sauvés puisqu'ils savaient où ils allaient aller ; alors que lorsque vous passiez par une voie hiérarchique, vous n'aviez pas de certificat de travail et on vous envoyait, selon vos compétences ou vos capacités, à une entreprise qui cherchait quelqu'un.

« *Les Italiens n'étaient pas les bienvenus* ».

Cette immigration que nous avons vécue a été triste les premières années. Elle a été très, très triste, car il a fallu « jouer serrer », surtout entre Italiens, car ils n'étaient pas les bienvenus. Malgré tout, il faut reconnaitre que cette immigration italienne, orgueilleuse, incitative, entreprenante, imaginative et solidaire apportera un élan économique et beaucoup d'Italiens, par leur savoir-faire, ont contribué à la croissance de bon nombre d'entreprises. Mais la situation n'était pas vécue comme cela par les Français de l'époque ; en majorité, les Italiens n'étaient pas les bienvenus. On rasait les trottoirs.

En janvier 1948, j'ai vécu cette situation. J'étais adolescent et je fus obligé d'aller à l'école qui était obligatoire jusqu'à 14 ans. À onze ans, à l'école, j'étais rejeté par mes pairs. C'était vraiment difficile à vivre car je n'avais aucun contact avec les enfants de mon âge en dehors de l'école. Je me battais avec les enfants car on me traitait de tous les noms, « *macaroni* » et autres… Je vous laisse imaginer à quoi pouvait ressembler, au niveau émotionnel, ces moments de solitude, de mise à l'écart. Je passais mon temps à raser les trottoirs à force de me battre avec les jeunes. Souvent, je voyais même les adultes qui incitaient les jeunes à nous chercher des noises. À l'époque, il y a eu un jeune d'un an de plus que moi environ, qui a pris ma défense en disant : « *Foutez-lui la paix à ce gosse, il ne vous a rien fait !* ».

Je ne comprenais pas car j'avais entendu parler de la guerre, mais je ne savais pas ce qu'était la guerre. Je me demandais pourquoi les gens m'en voulaient. Je ne comprenais pas ce qu'on pouvait me reprocher. Les premières années ont été vraiment difficiles. C'était infernal, je ne comprenais pas pourquoi les gens m'agressaient, je ne savais pas ce qu'était la guerre et lorsque j'étais enfant, en Italie, je ne me sentais pas mal à l'aise avec les militaires, qu'ils soient Allemands

ou Américains. On me parlait de la guerre alors que pour moi, les militaires étaient sympathiques. J'étais enfant, je ne savais pas ce que représentait la guerre et on me la reprochait indirectement. Je sentais les adultes qui incitaient à ces agressions. On peut pardonner à un enfant, mais la bêtise des adultes est difficile à comprendre. Je ne peux pas oublier ces moments difficiles, c'était presque un rejet des Italiens du fait de la guerre, comme si on avait demandé à chacun de nous : « *Est-ce que vous voulez faire la guerre ? Est-ce que vous êtes pour ou contre la guerre ?* ». Personne n'a eu son mot à dire et son avis à donner sur cette guerre. La plupart des gens ne savaient pas pourquoi ils se battaient. C'était parce qu'un illuminé a dit qu'il fallait faire la guerre. On a su plus ou moins après pourquoi, mais au départ, la population ne savait pas pourquoi elle faisait la guerre. Aujourd'hui, on peut donner différents éléments mais la guerre est faite par des gens qui nous orientent l'esprit, on ne connait pas le fond de la guerre. Cela est malheureux à dire, mais le politique est le désastre de la planète. Cette immigration, je ne l'oublierai jamais parce qu'elle fut très dure. Elle a été difficile à vivre parce qu'on ne comprenait pas. On ne comprenait pas cette situation mais nous étions obligés de l'assumer, par n'importe quel moyen. L'immigration n'est pas toujours la bonne solution, surtout lorsqu'elle n'est pas gérée de bout en bout, quand on ne peut pas réceptionner les gens. On accueille les gens par humanité lorsqu'il y a la guerre. Mais cette immigration, je l'ai mal vécue. Avant que mes parents n'arrivent en France, je ne pouvais pas retourner les voir en Italie, même si ma mère me manquait beaucoup. Nous connaissions leurs difficultés financières. En France, nous, leurs enfants, nous pouvions leur envoyer chaque mois un petit peu d'argent.

Ici en France, tout fonctionnait par rationnement. Il y avait un système de ticket et chaque personne avait droit à 50 grammes de pain par jour. Nous avions un grand appétit ! Que pouvait faire un enfant avec 50 grammes ? Si on soudoyait les autres boulangeries pour obtenir un peu plus, même en payant, nous avions toujours l'impression de mendier… Nos parents n'ont pas pu venir avant 1950 car trouver un logement fut très difficile. Déjà à quatre frères et sœurs, cela n'a pas été simple de trouver un appartement.

Puisque l'école était obligatoire jusqu'à 14 ans, j'ai été à l'école laïque en France, dès le printemps 1948. À 14 ans, je me suis présenté au certificat d'études. En mathématiques, il n'y avait pas de problème. Tout allait bien, sauf en français. Je n'ai donc pas obtenu mon certificat d'études. Ma mère, qui était venue habiter en France entre-temps, me disait que ce n'était pas grave. Mais je voulais ce certificat d'études. Alors, je suis allé voir le directeur et je lui ai dit que j'aimerais bien refaire une année d'études. Il m'a répondu : « *Ce n'est pas contre toi, mais tu n'arriveras pas à te perfectionne en français* ». C'est donc à ce moment-là que

j'ai décidé d'aller travailler. Au mois de septembre 1950, j'ai commencé à travailler à l'usine « Précis découpage ».

« ***Je me suis rendu compte que partir avait été difficile mais que nous avions de meilleures conditions de vie en France*** **».**

Je ne suis retourné en Italie qu'en 1952 alors que j'étais arrivé en 1947. Je suis allé voir ma grand-mère. Lorsque je suis retourné en Italie, j'ai eu l'impression que les choses n'avaient pas beaucoup changé. J'ai eu le sentiment qu'en cinq ans les choses ne s'étaient pas arrangées pour les personnes qui étaient restées en Italie. Tel que j'avais laissé le village, je l'ai retrouvé ; et j'ai retrouvé les villageois dans la même situation que lorsque j'étais parti. Je me souviens que ma grand-mère était émerveillée de me voir si bien habillé. Je me suis rendu compte que partir avait été difficile, mais que nous avions de meilleures conditions de vie en France. Par exemple, j'ai eu ma première paire de chaussures en avril 1947. Avant, j'étais pieds nus. Lorsque je suis retourné en Italie, j'ai parfois eu le sentiment d'être rejeté, comme si j'étais le cancre qui avait réussi. C'est tout juste si on me disait « bonjour » alors que j'étais l'enfant du pays.

De 1950 à 1953, j'ai donc travaillé à « Précis Découpage ». J'avais des responsabilités mais aucun diplôme. Puisque cette situation me déplaisait, et après sept ans de réflexion, j'ai décidé de prendre des cours du soir pour passer le C.A.P - Certificat d'Aptitude Professionnelle - de tourneur. J'ai quitté l'enseigne en 1957 pour aller travailler chez Frank&Pignard. Puis, en 1962, je suis allé dans les établissements Henri Joseph Roch pour une courte durée. Dans le courant de la même année, je suis allé travailler comme mécanicien pour Carpano&Ponce, l'élite de la vallée en termes de travail de précision. Je suis resté sept ans. En 1969, je suis allé travailler pour l'entreprise Igman, à Vougy, pendant 11 ans. Cette entreprise a été rachetée plus tard car elle a fait faillite. J'ai donc travaillé à Fondex comme agent de maîtrise jusqu'à ma retraite.

Aujourd'hui, je peux jeter un regard sur le passé et sur le présent. Les jeunes d'aujourd'hui sont différents : la corpulence physique n'est pas la même, les sentiments non plus. Je me souviens qu'à 14 ans, nous faisions des tachymètres et j'allais les livrer à pied, à 3 kilomètres, avec la luge à la main. Lorsque j'entends des jeunes dialoguer aujourd'hui, faire 3 kilomètres à pied leur paraît invraisemblable. Je me souviens que le mercredi et le samedi j'aidais le comptable et ensuite j'amenais les colis à la gare. Ils étaient volumineux. J'avais un char et je devais le pousser. Aujourd'hui, lorsque j'observe l'état d'esprit des

jeunes, je me pose des questions et j'ai aussi le sentiment qu'il y a moins de respect les uns pour les autres.

Aujourd'hui, je suis intégré. Je ne fais pas venir de produits d'Italie et je n'achète pas de produit italien dans des épiceries spécialisées. Cela fait 68 ans que je suis à Cluses et je connais une bonne partie des habitants. Je vais dire bonjour à tout le monde. Dans les rapports humains, je suis plus Français qu'Italien. Je n'ai aucun problème aujourd'hui avec la nationalité française et avec les Français. En revanche, j'ai gardé la nationalité italienne car je ne voulais pas renier les miens. Je ne me suis jamais renié, je suis Calabrais. Je suis le père fondateur, avec d'autres Italiens, de l'association Unitalia. L'objectif de cette association est de rassembler les gens, qu'il y ait des rencontres collectives. Nous avons eu des adhérents et des sympathisants. Jusqu'à 200 familles ont été inscrites, ce qui fait environ 400 ou 500 personnes. Les activités ont été à Cluses et en France. Nous ne sommes allés qu'une fois à Turin.

À Chambéry, il n'y a plus de Consulat italien. Cela signifie que l'État Italien prend de moins en moins compte de ses citoyens qui vivent à l'étranger. Maintenant, nous devons faire 400 kilomètres pour aller à Lyon et tout le monde ne peut pas le faire…

Je suis retourné au village il y a cinq ans, pour une fête religieuse. Cela faisait tellement longtemps que je ne voyais pas ce côté verdoyant que j'ai été surpris. Maintenant, la plupart des membres de ma famille sont morts et faire le trajet jusqu'en Italie devient difficile. Mes enfants ne vont pas reprendre la maison familiale. Mon aînée a fait la maternelle en Italie. Elle parle très bien italien. Mon autre fille, qui est en Angleterre, fait du commerce international. Elle parle donc allemand, italien, français…

MISE EN CONTEXTE

Monsieur C. M.

Le développement du décolletage dans la vallée de l'Arve correspond à un processus de reconversion industrielle : cette activité, qui consiste à « usiner des pièces métalliques par enlèvement de copeaux » subsume des opérations de « tournage, de perçage, de taraudage et de fraisage de pièces de métal[125] ». Elle a pris son envol au début du XXème siècle sur un territoire structuré par l'horlogerie. La transition commence à s'effectuer au moment de la Première guerre mondiale, alors que le Faucigny horloger subit une crise de la sous-traitance : en effet, dans les années 1900, les donneurs d'ordres suisses ont fait le choix de produire eux-mêmes les pignons et les roues dont ils avaient besoin. Baisse des prix et effondrement de la demande sont les deux facettes des difficultés qui s'abattent sur la région. Dans un tel cadre, tout poussait à croire que le déclenchement de la Grande Guerre allait porter le coup de grâce à cette activité. Or, contre toute attente, le conflit offre les conditions d'une renaissance en faisant apparaître "une demande de plusieurs types de produits : pièces tournées en grande quantité (fusée d'obus), diverses pièces usinées et mécanisme de précision (altimètres, appareils de mesure)[126]". De toute évidence, ce sont les impératifs de la défense nationale qui engagent la vallée de l'Arve dans l'aventure du décolletage.

Cette nouvelle orientation s'inscrit néanmoins dans le prolongement de l'activité antérieure, dans le sens où il n'y a pas de révolution technique entre l'horlogerie et le décolletage, mais plutôt un mouvement qui combine adaptation et innovation[127]. Force est de souligner que le glissement d'une spécialité à une autre ne s'effectue pas sans heurts : la décennie 1920 se révèle comme chargée en contraste entre une activité horlogère en plein déclin et la montée en puissance du décolletage. Ce dernier profite du développement de nouveaux secteurs tels que l'automobile, la construction électrique, la radio, le téléphone…

Le décolletage, qui fait partie intégrante de l'identité de la vallée de l'Arve, s'est donc déployé grâce au legs de l'horlogerie. Cependant, il serait erroné de penser qu'il s'apparente à une industrie repliée sur elle-même, tant elle doit à la mobilité des hommes et aux relations tissées avec l'extérieur. De ce point de vue, elle s'inscrit dans le sillage de

---

[125] Selon la définition proposée par Pierre Judet.

[126] JUDET P., « De l'horlogerie au décolletage : la reconversion industrielle de la vallée de l'Arve des années 1900 aux années 1930 » dans *Cahiers du centre Pierre Léon*, 1999, n°3-4, p.54

[127] Pierre Judet parle quant à lui de « régénération ».

l'horlogerie qui avait bénéficié de l'émigration savoyarde : les Faucignerands qui avaient quitté leur région d'origine ont, pour une part, noué des liens profonds avec les membres de la vaste zone horlogère, suisse et comtoise. Par le biais de ces déplacements, les compétences ont pu circuler d'un espace à l'autre. De fait, pour ce qui concerne le décolletage, on se trouve dans un cas de figure comparable : la production de petits pignons a nécessité l'usage de nouvelles machines fabriquées en Suisse.

À la sortie de la guerre de 1914-1918, ce sont des mécaniciens helvétiques qui sont venus dans le Faucigny pour instruire les ouvriers locaux sur leur fonctionnement. Ainsi, le transfert de techniques et de savoir-faire se fit dans le prolongement de contacts noués antérieurement. Dans les années 1920, la présence suisse est d'ailleurs notable dans la région de Cluses et, significativement, les représentants de la confédération helvétique occupent pour beaucoup des postes d'encadrement dans les entreprises. Ils tiennent le rôle de passeurs, en formant les travailleurs locaux au maniement des machines récentes. Par ailleurs, cette activité industrielle a hautement bénéficié de l'apport d'une main-d'œuvre immigrée qui provenait en proportion importante d'Italie.

Si le décolletage a pu s'implanter et se diffuser par le biais d'une mécanisation dont les tenants et les aboutissants furent apprivoisés grâce à la diffusion de compétences originellement extérieures, il présente une autre caractéristique singulière : la structure de son monde de production. Celui-ci se subdivise en trois groupes, les patrons, les ouvriers compétents et la main-d'œuvre non qualifiée[128] ; il est remarquable de constater une certaine porosité entre ces différentes catégories. En effet, au sein de cet univers économique, les qualités les plus valorisées sont la polyvalence, l'excellence technique, l'esprit d'initiative… Par voie de conséquence, en dépit de l'existence de postes spécialisés, les carrières ne sont aucunement figées. Au contraire, la compétence sert de discriminant pour l'obtention d'une place à responsabilités. De la même manière, faire preuve d'habileté technique constitue un brevet pour prétendre être en charge d'une autre opération dans le dispositif de production. Ce cas de figure nous confronte à un profil assez typique de la vallée de l'Arve. L'ouvrier compétent constitue un pilier des entreprises du décolletage et, en un sens, il porte ces entités grâce à son savoir-faire. Il n'est pas rare que ces individus contractent l'ambition de tenter l'aventure pour leur propre compte : ils deviennent alors ces « ouvriers-patrons[129] » qui

[128] JUDET P., *De l'horlogerie au décolletage* , *op. cit.*, p.62

[129] Selon l'expression d'Yves Lequin.

mettent sur pied une organisation économique dont la structure repose sur leurs initiatives personnelles et leurs talents particuliers.

Le présent enquêté s'est mué en entrepreneur : il a eu à connaître la période ouverte par la crise pétrolière des années 1970, période qui constitue un nouvel âge pour le décolletage sachant que les logiques dissolvantes de la désindustrialisation n'ont pas épargné ce secteur. Cependant, les acteurs ont cherché à s'adapter à la nouvelle situation : en donnant à l'électronique une place centrale, ils ont ouvert un espace neuf qui leur a permis de plutôt bien résister à la secousse. Or, cette prime accordée à la technologie a transformé en retour l'écosystème. Non seulement elle a contraint les entreprises à trouver de nouveaux débouchés (et donc à se rendre moins dépendantes du secteur économique), mais elle a induit des licenciements, a brisé les mécanismes de transmission des entreprises et a rendu inenvisageable l'installation à leur compte des ouvriers compétents[130].

[130] Sur ces points, se reporter à Pierre Judet, « La " Savoie industrielle " » dans VARASCHIN D., BONIN H. et BOUVIER Y. (dir.), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, DROZ, 2014, p.289-294

Entretien avec C. M.

« ***J'ai mis beaucoup d'énergie à l'Université car je voulais créer mon affaire*** »

Lieu : Cluses **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1945-2015

Mots clés : Entrepreneuriat, Décolletage, Formation, Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

« ***Mon but était d'apprendre*** »**.**

En Italie, les enfants ne vont à l'école que le matin. Je consacrais l'après-midi à apprendre un métier que j'aimais : tailleur. Je savais tailler un costume, le réaliser... Avant de venir m'installer en France, j'ai voyagé avec mon père, notamment à Nice où nous avons un peu habité. À Nice, je me disais que je pourrais peut-être trouver du travail car les gens s'habillaient. Mais mon parcours a fait que je suis venu m'installer en Haute-Savoie où les gens sont habillés plus simplement.

Lorsque j'avais quinze ans, mon père, qui était artisan dans la chaussure, ne pouvait plus gagner sa vie. Il fallait donc que nous nous déplacions, même si mes grands-parents maternels étaient assez aisés ; au temps de Victor-Emmanuel, mon arrière-grand-père était Ministre des finances. Nous avions de quoi manger, même si les conditions de vie n'étaient pas les mêmes qu'en France. Deux sœurs de mon père habitaient déjà à Cluses lorsqu'il m'a proposé de m'y installer. Je n'ai pas refusé, d'autant qu'à 15 ans je venais de terminer mes études dans la région de Calabre. Au village où nous habitions, je ne pouvais pas aller à l'université et j'aurai dû aller à Messine. Je suis donc arrivé à Cluses à l'âge de 16 ans, en « touriste ». J'habitais chez une de mes tantes et j'ai pris le temps de regarder ce qui se faisait dans la région. Pour le reste de ma

famille, les conditions de vie devenaient difficiles. J'ai donc cherché un travail de manœuvre dans le décolletage, à Cluses. J'ai commencé au plus bas niveau de l'échelle.

Mon but était d'apprendre. Progressivement, j'ai gravi les échelons jusqu'au jour où ce que je savais n'était, à mon sens, pas suffisant. J'avais remarqué que les entreprises où j'avais travaillé ne savaient pas faire un diagramme pour une étude de prix. C'est cela qui m'a donné envie de reprendre mes études. Souvent, les gens prenaient ce qu'on leur donnait à faire et c'est tout. Pour moi cela était grave. Pour créer une affaire, il faut savoir faire une étude sur les différentes opérations à mener pour établir la production d'une pièce. Une fois que la production est établie, on peut compléter en ajoutant de la matière, des traitements, le transport… Ensuite, il faut fixer un taux horaire à la machine, sinon, on ne gagne rien. Une fois que tout cela est fait, nous pouvons faire un devis au client. Je me suis donc inscrit à l'Université, en externe. J'ai approfondi mes connaissances en dessin géométrique, de manière à savoir lire le plan d'une pièce et la réaliser. Progressivement, je suis passé de manœuvre à régleur, puis décolleteur et chef d'équipe.

Tout au long de mes études à l'Université, ce fut difficile ; je m'appliquais beaucoup à travailler et à parler français. Avec ma femme nous avons eu rapidement des enfants. Je faisais donc mes devoirs le soir, après que les enfants soient allés au lit et ce jusqu'à une heure du matin. La journée j'étais contremaître, il fallait travailler et pendant ce temps, ma femme française me corrigeait les fautes, ce qui me permettait de rendre mes devoirs. J'ai mis beaucoup d'énergie à l'Université car je voulais créer mon affaire. Il faut dire que mon grand-père était céréalier. Le matin, lorsque je partais avec lui, il me disait : « *Malheur à celui qui se lève le matin et qui doit compter son argent. Si tu veux vivre bien, aies ton indépendance, crée ton affaire. Gagne peu, tout en sachant que si tu veux gagner plus, tu pourras le faire ; alors que si tu es chez un patron, tu seras limité et tu ne pourras pas aller plus loin ».* Mon père a donc été artisan et moi, je me suis dit que je devrais créer mon affaire.

Lorsque j'ai fini mes études, par chance, je suis sorti major de promo. L'entreprise Tornos, en Suisse, proposait un stage aux trois premiers de la classe. J'ai donc accepté cette proposition. D'un stage qui devait durer un mois, je suis resté trois ans. J'ai fait beaucoup de choses, de la fonte jusqu'à la réalisation des machines et de leur livraison. Avec ma femme, nous voulions vivre ensemble mais elle ne voulait pas habiter ailleurs qu'en Haute-Savoie. Tornos me faisait des offres, tout comme des Américains, mais je voulais rester avec ma femme. Je suis donc revenu à Cluses afin de créer mon entreprise.

« ***Je voulais que ce soit mon entreprise, je voulais être libre*** **».**

J'avais des contacts avec des Italiens qui fabriquaient des aciers. Ce contact allait de soi puisqu'avant de demander ma nationalité française, j'étais Italien. Ceux qui fabriquaient de l'acier m'ont proposé de créer un dépôt à Cluses. Cela m'aurait intéressé puisque je pouvais acheter du métal et le revendre aux décolleteurs du coin. Le problème est que je devais être gérant et je ne voulais pas. Je voulais que ce soit mon entreprise, je voulais être libre. J'ai donc refusé la proposition et continué le décolletage. J'ai pu avoir d'autres offres importantes, des personnalités voulaient s'associer avec moi ; mais je voulais être indépendant, je ne voulais pas perdre mon âme. Je voulais diriger mon entreprise. Je ne suis pas anarchiste mais je voulais être seul. Je préférais gagner moins mais être chez moi, plutôt qu'investir comme on me le proposait et ensuite être chez un patron. De là j'ai démarré mon affaire avec mon jeune frère. J'avais déjà travaillé avec lui puisque lorsque j'étais contremaître, il était dans mon équipe. Petit à petit, nous avons acheté des machines. Au départ, nous faisions trois équipes pour pouvoir rembourser le matériel que nous avions acheté. Je voulais rembourser les machines. Nous avons donc travaillé sans arrêt pendant trois ans. Au bout de trois ans nous pouvions respirer car nous avions déjà payé une première partie du prêt. J'ai donc décidé que nous pouvions arrêter de faire autant d'heures. Nous avons commencé à travailler moins mais nous nous sommes aperçus que lorsque nous arrêtions de faire des heures, les taxes étaient telles que nous ne pouvions pas les payer. Il a donc fallu recommencer à travailler dur mais avec une autre organisation.

Nous avons eu des clients de Lyon. Cette entreprise m'a beaucoup aidé. À l'époque, cette entreprise avait construit des pelles pour pouvoir creuser le canal de Suez. Le fils du patron de cette entreprise est donc allé les vendre et c'est comme ça qu'est venu l'hydraulique dans leur entreprise. Je connaissais ce fils du dirigeant du temps où j'étais responsable adjoint fédéral de la Jeunesse Ouvrière Catholique (J.O.C). Il m'a dit que si je m'installais, je pouvais être un de ses fournisseurs. J'ai donc commencé à faire de l'hydraulique pour leurs pièces. Cela leur convenait et moi je pouvais gagner ma vie. À partir de ce moment là nous avons eu de gros clients en France. Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises sont vendues aux Allemands et aux Anglais. Il n'y a plus que quatre grosses entreprises en France qui font de l'hydraulique et je les fournis.

« ***Le fait que je sois catholique fut très important*** »**.**

Aujourd'hui, nous gagnons notre vie et j'ai une liberté totale. Depuis le jour où j'ai créé mon entreprise, personne ne m'a fait de remarque sur le fait que j'étais un étranger. Par contre, j'ai été vexé le jour où on m'a sollicité pour travailler pour l'État. J'ai créé et remis un dossier. J'étais très, très ami avec un homme du Conseil général. Le dossier fut refusé : on m'a répondu que je n'étais pas encore assez français pour prétendre au marché de l'État ! J'ai interpellé mon ami du Conseil général qui m'a dit de laisser tomber. Je lui ai dit que cela me vexait beaucoup. Il n'y avait rien de plus vexant pour moi que cela. J'étais très ami avec cet homme depuis très longtemps, mais je l'ai laissé. Ce papier m'a vraiment mis en colère. Pour moi, ce fut un coup tordu que je n'ai pas compris.

Sinon, avant, je n'ai jamais eu de problème pour trouver du travail parce que j'étais Italien. Il faut dire qu'avant d'arriver en France, je suis allé voir le curé qui mangeait presque tous les jours chez mes grands-parents. En Italie, le soir, il me donnait des cours. Je lui ai dit que j'allais partir en France et il m'a fait un courrier pour que le curé de l'endroit où j'allais habiter sache qui j'étais. Lorsque je suis arrivé, je suis allé à la messe et je me suis présenté à Cluses, même si je parlais français comme je pouvais, tel que je l'avais appris. Je me suis fait des amis à partir de là. Au départ, j'ai eu des amis qui étaient aisés. Ensuite, j'ai eu des amis dans le travail ouvrier. Dans le travail, il y a eu une évolution. Lorsque j'étais manœuvre, ceux qui étaient au-dessus de moi dans la hiérarchie m'aimaient bien. Ils disaient que j'étais intelligent. Ensuite, lorsque j'ai gravi les étapes, les personnes qui m'aimaient bien avant ne m'aimaient plus. Je n'ai jamais compris pourquoi. Peut-être que j'étais gênant. Mais les autres, qui étaient toujours plus ou moins au même niveau, ont continué à me respecter. Ensuite, on m'a mis un peu de côté, progressivement. Cela a été dur pour moi parce que je perdais mes amis. Nous n'avions plus le même type de relation, nous n'avions plus les mêmes affinités. On me regardait comme une « bête rare ».

Pour autant, à mon arrivée, je n'ai pas eu de difficulté. Le fait que je sois catholique fut très important. J'ai pu rencontrer des personnes. Par contre, je suis marié à une Savoyarde et au départ, il a été très difficile de vivre avec les Savoyards. On pouvait me prendre pour un mafieux, il y avait des clichés. J'en ai souffert, d'autant que j'essayais de faire en sorte que tout se passe bien. Dieu sait si je faisais tout pour les aider… Entrer dans la communauté des vrais Hauts-Savoyards n'est pas évident. Ils sont méfiants. Les portes n'ont pu être ouvertes qu'au bout de 10 ans : un jour, tout d'un coup, les portes se sont ouvertes et les gens ont parlé de tout devant moi. Un jour, on m'a même demandé de prendre la place du maire ! D'eux-mêmes, ensuite, ils m'ont poussé. Tout s'est fait par étapes ici. Ma fille est professeure à Paris, je vais la voir souvent. Je trouve qu'à

Paris c'est la même chose, ce n'est pas facile de s'intégrer. De toute façon, ma vie est à Cluses avec des Français, des Italiens, des Algériens, des Piémontais, des Noirs… Je ne suis pas raciste. En revanche, pour certaines choses, je dis « chacun chez soi ». C'est grave les gens qui viennent par bateau, car ils ne sont pas préparés. Ils viennent sans savoir où ils vont. Ils ont la volonté de travailler, c'est certain, mais que savent-ils faire ? J'ai déjà eu des salariés qui ne parlaient pas un mot de français, c'est dommage. En tout cas, une fois que j'ai créé mon entreprise, j'ai aidé d'autres à créer la leur. Par exemple, j'ai aidé une personne avec qui je travaillais lorsque j'étais contremaître ; j'ai également aidé mes cousins que j'avais eus en apprentissage. J'ai aussi aidé d'autres personnes qui n'étaient pas dans le décolletage, en donnant des conseils, en prêtant mes balances etc.. Par contre, avant la création de mon affaire, aucun Italien n'avait une entreprise de décolletage à Cluses. Je me suis beaucoup investi dans cette ville. Par exemple, à l'époque où je suis arrivé, il y avait très peu de télévisions. Nous faisions des veillées dans une salle, avec des baby-foot, des billards, du ping-pong. Nous nous amusions. Par le biais de la J.O.C., nous avons créé un télé-club. Cela nous a permis de passer des programmes : j'amenais la télévision de chez mes parents et nous faisions payer la soirée. Grâce à cet argent, au bout de deux ans, nous aurions pu acheter une télévision pour le club. J'étais trésorier du télé-club, le curé était président. Au bout d'un moment, je me suis froissé avec le curé et je n'ai plus fréquenté l'association.

Puisque je faisais partie de la Jeunesse Ouvrière Catholique, je me suis battu pour que Cluses construise des Habitations à Loyers Modérés - H.L.M. -, du fait du manque de logements disponibles. Lorsque ce fut fait, Cluses les gérait. En revanche, je me suis opposé à la troisième tranche puisque je voulais garder l'école et le terrain de foot. S'il restait du terrain, la troisième tranche me semblait possible. Mais on a enlevé à la commune la gestion des HLM… C'est dommage car lorsqu'on les gérait, on alternait les familles Arabes, Françaises, Italiennes… On intercalait les populations. Ensuite, ça n'a plus été le cas et il y a eu de gros problèmes.

Je me souviens qu'un jour, en tant que représentant de la Jeunesse Ouvrière Catholique à la mairie de Cluses, je fus invité pour une réunion. À cette époque, le maire a invité Herzog, qui était député. Le maire lui a présenté la ville comme riche, avec des habitants épanouis puisqu'il y avait tout, à Cluses. À la Jeunesse Ouvrière Catholique, nous travaillions sur ces questions et nous savions qu'à Cluses, il n'y avait rien. Nous savions qu'il y avait des personnes qui avaient demandé des maisons de jeux, un dancing… mais le maire et son conseil avaient refusé. À l'époque j'étais peut-être naïf : lorsqu'on a m'a demandé si j'avais quelque chose à dire, j'ai répondu que ce qu'avait dit le maire était faux, pour la bonne et simple raison qu'à Cluses, il n'y avait rien : « *Nous, les jeunes,*

lorsque nous voulons nous amuser, nous allons en Suisse. Pour acheter des vêtements, nous allons à Annemasse car à Cluses, il n'y a rien ». Le maire fut vexé. Il s'est levé et a dit : « *Ce monsieur est un étranger et pour nous, ça ne reste qu'un étranger.* ». Cela a été difficile pour moi. À cette époque, j'étais chef d'équipe dans une entreprise importante à Cluses et on m'a conseillé de partir et de me faire oublier quelques temps. Des copains de la J.O.C. avaient aussi été vexés car je m'étais exprimé comme représentant de la J.O.C. et non pas à titre personnel. C'est comme ça que j'ai dû partir travailler ailleurs durant deux ans. Ensuite je suis allé travailler en Suisse puisque j'avais fini mes études à l'Université.

Plus tard à Cluses, avec d'autres personnes, nous avons créé un club de pétanque, « La Sardagne-Messy ». Il y avait des Italiens et des Français. J'ai été président durant 18 ans. Ce club fonctionne toujours. Nous avons créé le boulodrome de Cluses, à la force des bras mais avec le financement du Conseil général. Ensuite, j'ai créé un club de foot, « le club des Ewues ». Là encore, toutes les nationalités qui voulaient venir le pouvaient. J'ai été trésorier puis j'ai pris la présidence. Lorsque j'ai vu que ce club fonctionnait bien, j'ai laissé la présidence. J'ai également été maire-adjoint de la commune dans laquelle j'habite.

J'ai aussi fait partie de la Famille Éducatrice et Culturelle Franco-Italienne. Cela a été très important pour moi, parce que je trouvais que les Italiens qui étaient ici ne communiquaient pas avec les Français. Je pense que cela pouvait générer les difficultés que les personnes rencontraient, puisqu'elles ne parlaient pas français. Les ouvriers du bâtiment se retrouvaient donc à vivre entre eux, dans des cabanes, sans échanger avec les Français. Moi, je n'ai jamais rencontré de difficulté mais je leur ai dit qu'il fallait qu'ils essaient de se faire comprendre, qu'après cela irait mieux pour eux. J'ai sollicité des personnes pour faire des cours de français pour les Italiens, et en même temps, nous faisions des cours d'italien pour les Français. Les ouvriers ont bien compris qu'il était important qu'ils parlent français ; mais au bout d'un moment, les Calabrais ne venaient plus. Je ne savais pas pourquoi, avant de remarquer que les Piémontais avaient prient la place des Calabrais. Il y avait une espèce de jalousie qui s'était créée. Les gens du Nord, les Piémontais, n'acceptaient pas de cohabiter avec les Calabrais. Ils ne les voulaient pas. Les Piémontais, premiers arrivés en France, étaient devenus Français et n'acceptaient plus les autres Italiens, les Calabrais qui venaient du sud. Ce ne sont pas les Français qui n'acceptaient pas les Italiens du sud. Il y a encore des histoires entre Italiens du sud et du nord. D'ailleurs, lorsque je suis arrivé à Cluses, les Piémontais ne me parlaient pas car j'étais un Italien du sud. Peu à peu, ils ont appris à me connaître et tout s'est bien passé. Ils pouvaient même venir me voir pour me demander conseil.

L'association Unitalia s'est créée bien longtemps après cela car les Calabrais vivaient en communauté ; tout ce qu'il se passait, ils le vivaient entre eux. Lorsque nous avons voulu faire une équipe de foot italienne et française, je les ai invités à venir à une réunion, à la chapelle de la Sardagne. Des Calabrais sont venus et nous ont dit qu'ils ne voulaient pas être Franco-Italiens. Ils ne voulaient pas se mélanger. Je leur ai dit que c'était une grossière erreur de faire cela. Lorsque je me suis marié, j'ai arrêté beaucoup d'associations.

« *Lorsque l'on part d'un endroit où l'on vit bien, il faut tout refaire dans le nouveau pays* ».

Lorsque je suis venu en France, mes parents avaient de l'argent en Italie. Cependant, cela ne suffisait pas pour que nous puissions tous vivre. Lorsque mes parents sont venus par l'Office National de l'Immigration, nous avons loué un petit appartement, pas luxueux. Lorsque l'on part d'un endroit où l'on vit bien, il faut tout refaire dans le nouveau pays. Mon père était artisan, mes grands-parents étaient cultivateurs céréaliers. On leur donnait un coup de main pour travailler mais en contrepartie, on vivait avec eux et on mangeait. Lorsque ma maman est venue en France, elle a dû acheter le pain alors que chez ses parents on le faisait une fois par semaine et, trois fois par an, ses parents faisaient venir un pâtissier pour faire des gâteaux secs. Ils avaient aussi des oliviers ce qui permettait d'avoir toujours de l'huile. En France, il a fallu tout acheter.

Au bout de deux ans comme tailleur à Cluses j'ai eu un bon salaire. Je faisais des retouches ainsi que des pantalons pour des personnes. À ce moment-là, nous avons pu louer à la Sardagne un appartement qui était très bien, spacieux, bien fini. Nous n'avons donc pas dû vivre dans des appartements insalubres. Du fait que mes parents soient venus avec l'Office National de l'Immigration, nous avons même pu avoir des couvertures, une gazinière et des assiettes pour l'installation. Par contre, autour de moi, j'ai connu des maçons qui habitaient dans des baraques. Parfois ils étaient saisonniers. De plus, ils n'avaient pas la possibilité d'avoir un logement puisque c'était la pénurie.

« ***Je suis fier d'être devenu français*** **».**

J'ai pris ma nationalité française lorsque j'avais une vingtaine d'années. J'ai pu me faire réformer de l'armée - grâce à la mention « faible de constitution » - puisque j'étais soutien de famille et que j'allais monter mon entreprise. Malgré le fait que je sois réformé de l'armée, j'ai pu obtenir ma nationalité française. D'ailleurs, je suis fier d'être devenu français, je revendique cette nationalité car je l'ai choisie. Je m'étais interrogé sur le fait de demander la double nationalité : mais je pense que lorsqu'on part d'un endroit avec un passé et que l'on va ailleurs, on choisit notre nationalité, on la vit. On la vit à fond. Ne parlons pas de guerre, car cela est dépassé. Mais si aujourd'hui je devais me battre contre des Italiens, cela m'embêterait, car je suis né Italien. Mais aujourd'hui la France prime, c'est elle que j'ai choisie. On nait quelque chose et on devient autre chose. Je sais où je vais et je sais ce que je fais. Mes enfants sont Français, ma femme est Française et moi je suis Français car je l'ai choisi. Cela ne signifie pas que je renie l'Italie. Je suis resté 35 ans sans y aller, mais il y a cinq ans, j'ai été content de retourner à l'endroit où je suis né. Bien que j'étais content de partir en France, j'ai souvent rêvé la nuit que je me trouvais avec ma femme et mes enfants dans des endroits que je connaissais lorsque j'étais petit. Je ne sais pas si cela arrive à d'autres, mais moi j'ai rêvé longtemps de cela. Je suis donc allé en Calabre avec les enfants pour leur montrer où j'étais né. Depuis que j'y suis allé et que je leur ai montré, je n'ai plus rêvé la nuit de cela. De plus, j'ai été un peu déçu de la manière dont ça s'est passé en Calabre. Je n'ai plus retrouvé de copains d'école et le peu que j'ai retrouvés, ils ne me reconnaissaient pas. C'est vrai que je suis parti longtemps… Puisque on ne me reconnaissait pas, je me suis dit que cela ne valait pas la peine de continuer et je n'y suis pas retourné.

Par contre, je connais beaucoup de gens qui retournent régulièrement en Italie. Je pense que ces personnes sont des patriotes et que pour eux, l'Italie est restée l'Italie. Pour moi, ce n'est pas le cas. Mon père, qui a fait un peu de politique, était contre Mussolini. Même s'il avait envie d'aller ailleurs, il a tout de même été contraint de partir. Néanmoins, à un moment, il a fait partie de ceux qui l'ont fait monter au pouvoir… En tout cas, je n'ai pas le rapport avec l'Italie que peuvent avoir certains.

Mes enfants ont appris l'Italien à l'école. D'ailleurs, ma fille me dit que je le parle très mal. Je prends également des cours d'anglais, ma fille me dit que je vais estropier la langue *(rires).* Un de mes fils travaille avec moi dans le décolletage. J'ai deux autres fils : un chirurgien vasculaire à Lyon et un généraliste, spécialisé dans l'aéronautique, vers Annemasse. Ma femme ne parle pas italien non plus. Je pense que pour qu'un enfant puisse parler une langue, il faut que ce soit la mère qui la parle, puisque c'est elle qui élève les enfants, qui les éduque. Le père

subvient à leurs besoins. Je trouve que les choses ne sont pas pareilles qu'avant. De tout temps, ce sont les femmes qui ont eu le pouvoir. Je n'ai jamais vu mon père ou mon grand-père commander à la maison. Mais aujourd'hui, au grand jour, les femmes disent qu'elles commandent.

J'ai des petits-enfants de 19 ans, 17 ans, 14 ans, 10 ans, 8 ans et 3 ans. Je les ai souvent avec moi mais ils ne s'intéressent pas à la Calabre. Pourtant, du côté de ma mère, il me reste des biens en Calabre. Bien que la maison en Calabre tombe en ruine, je n'y suis pas retourné, d'autant que cela n'intéresse pas les enfants. Le village ne les intéresse pas. Il y a eu un passé qui a fait que, peut-être, nous avons rejeté la famille et ils savent pourquoi. Alors le village ne les intéresse pas. La politique génère parfois des conflits dans les familles et c'est grave.

Mise en contexte

Monsieur Oliva.

Sans conteste, le phénomène migratoire entretient des liens puissants et étroits avec le secteur du bâtiment. À cet égard, les relations d'imbrication entre le mouvement migratoire et le pôle de la construction sont si nettes que l'on pourrait, en un sens, assimiler leur fonctionnement à celui d'un tandem. Non seulement le secteur du bâtiment fait figure de débouché naturel pour les travailleurs qui arrivent de l'étranger, mais il faut souligner que sans l'apport massif d'une main-d'œuvre venue d'ailleurs, les entreprises de construction n'auraient sans doute pas pu se développer comme elles l'ont fait.

L'immigration italienne n'échappe pas à la règle, bien au contraire ; les activités du bâtiment et des travaux publics situées en Savoie non plus[131]. Mino Faïta a montré le rôle crucial que les Transalpins ont tenu sur les chantiers savoyards[132]. Cependant, il a également mis en évidence le fait le fait que les activités du bâtiment et des travaux publics ne fonctionnent pas uniquement au moyen de l'embauche d'une main-d'œuvre non qualifiée, fuyant la misère et dont la robustesse et le courage constituent les caractères principaux. D'un autre côté, on trouve en nombre conséquent des professionnels de ce secteur, bardés d'aptitudes, qui viennent exercer leur métier en France : soit ils louent leur service à des entreprises locales, soit ils décident de se mettre à leur compte. Les deux options ne sont pas incompatibles et souvent elles se succèdent dans le temps. Mino Faïta présente à ce titre la création d'une entreprise comme « le rêve secret sinon le projet explicite de tous les émigrés[133] » : une telle réalisation viendrait sanctionner la réussite de l'aventure migratoire.

Indéniablement, la transformation des ouvriers du bâtiment en entrepreneurs trouve un terrain favorable dans le fait que l'activité demeure peu mécanisée jusqu'au milieu du XXème siècle. « Le capital nécessaire à l'installation réside dans la qualité du savoir-faire et dans la quantité de main-d'œuvre disponible. Deux atouts dont disposent les Transalpins. Le chemin d'ouvrier à patron passe souvent par un statut intermédiaire : ouvrier, puis tâcheron, puis sous-traitant, puis entrepreneur[134]. »

---

131 M. Faïta, « Le bâtiment et les travaux publics en Savoie, un binôme aux mains de l'État » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., pp.423-456

132 M. Faïta, *Les Italiens peuple bâtisseur : on attendait des bras, il vint des hommes*, Editions de l'Astronome, 2010

133 Ibid., p.67

134 Ibid., p.76

Le cas suivant a ceci d'original qu'il éclaire ces différentes facettes : d'une part, le grand-père de l'enquêté était ouvrier maçon de métier. Peu après son arrivée en France, pendant l'entre-deux-guerres, il a travaillé sur un chantier de première ampleur en Maurienne : la construction du barrage de Bissorte. Cette réalisation achevée en 1936 marque la volonté de l'époque d'associer à une imposante retenue à une chute de première hauteur. « L'aménagement combinait les avantages du grand barrage réservoir (40 millions de m³) et de la plus haute chute de France (1148 m) mise en valeur par la première conduite unique à l'air libre de grande puissance au monde. Ainsi conçu et exploité par la SNES [Société hydroélectrique de Savoie], il pointait comme le plus puissant équipement des Alpes[135]. » Comme pour les constructions postérieures de Génissiat[136] et de Tignes, au-delà des manœuvres de circonstance, on fit appel à des spécialistes, dont la présence fut indispensable à la conduite des opérations.

Par ailleurs, le père de l'enquêté correspond quant à lui à un autre type de profil : il s'agit d'un jeune homme issu d'une zone rurale, qu'il quitte pour se soustraire aux difficultés qui la frappent et qui ne peut se prévaloir de connaissances professionnelles en la matière. En se faisant embaucher dans l'entreprise de l'un de ses parents éloignés, le père de l'enquêté débute une existence professionnelle de labeur. À l'instar de la majorité des travailleurs du bâtiment, il emmène son fils sur les chantiers, dès sa prime adolescence, dans le but de l'initier au métier. « À la différence de ce qui se passe chez les ouvriers d'usine, on était fier, dans le bâtiment, d'avoir un fils qui suive ses traces. On lui imposait des règles précises, on se montrait inflexible, même si on le protégeait de loin. L'objectif était de transmettre le métier mais surtout le goût de la vie de chantier, d'instiller la fierté professionnelle, jusqu'à en faire bel et bien une raison de vivre dominante[137] » Cette attitude, « typique du parcours des émigrants italiens » (selon l'expression de Lonni), ne débouche pas dans le cas présent sur une transmission du flambeau : le père décide de décliner une proposition d'emploi pour son fils, qui deviendra ingénieur grâce à son parcours scolaire.

---

[135] D. Varaschin, « L'énergie ou comment faire système avec son territoire » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., p.394

[136] Sur ce point, voir M. Faïta, *Les Italiens peuple bâtisseur*, op. cit., p.179

[137] A. Lonni, « Sur les chantiers de la France d'après-guerre : anciennes et nouvelles capacités professionnelles » dans M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, op. cit., p.80

Entretien avec Monsieur Oliva.

« *Notre histoire familiale m'évoque le déchirement* ».

Lieu : Grenoble **Origine :** Italie (Trentino) **Période :** 1881-2015

Mots clés : Entreprise Oliva, Guerres, Racisme, Scolarité.

« ***Le fascisme était déjà à l'œuvre et tous les postes intéressants étaient réservés aux Italiens*** »

Mon grand-père maternel est né en 1881 a Boccaldo près de Trambileno, Rovereto e Bolzano Trento dans la région du Trentino Alto Adige, à l'époque de l'empire Austro-Hongrois. Il a donc fait la Première guerre mondiale avec les Autrichiens. Il habitait dans cette zone frontière qui a basculé italienne après la guerre. Mon grand-père ne voulait pas devenir Italien, le fascisme était déjà à l'œuvre et tous les postes intéressants, en particulier dans la fonction publique, étaient réservés aux Italiens. Il a donc décidé de partir à Paris en 1918 puis, je ne sais pas pourquoi, il s'est retrouvé à Modane. C'est à Modane qu'il s'est installé. Il s'est fait naturaliser français, sûrement entre les deux guerres mondiales. À cette époque il avait déjà des enfants. Je ne sais pas exactement où l'aîné, Elvio, est né. C'était en 1912, peut-être à Boccaldo. Je crois que son second fils, Germain, est né en 1917 à Laprehausen. Je ne sais pas si cette région faisait partie de l'Italie ou de l'Autriche. Emile, son troisième fils, est né en 1920 à Boccaldo. Mon grand-père a fait venir sa femme et ses trois premiers enfants au Freney et, en 1926, naissent des jumeaux. L'un s'appelle Georges et l'autre décède tout de suite à la naissance. En 1931, ma maman est également née au Freney.

Mon grand-père était ouvrier maçon. Il a travaillé au barrage de Bissorte [en Maurienne], comme tailleur de pierre. Ensuite, il a tenu la prise d'eau du Freney

pour une entreprise qui a été nationalisée après la Seconde guerre mondiale. Pour autant, il n'a pas été agent E.D.F. - Électricité De France - et travaillait comme gardien de prise d'eau. Son travail consistait, entre autres, à maintenir propres les grilles d'entrée de la prise d'eau. Pour ce faire, il fallait retirer les objets flottants plaqués contre les grilles avec une espèce de râteau. Il appelait cela « dégriller ». À l'époque, il n'y avait pas de dégrilleur automatique : tous les déchets et objets flottants arrivaient aux grilles du barrage. Maintenant, le dégrillage se fait automatiquement.

Dans la vie de mon grand-père maternel il y a un paradoxe : il a dû faire la guerre de 1914-1918 du côté de l'Autriche. Il savait parler allemand. Pendant la guerre de 1940-1945, au Freney, il voulait traverser le passage à niveau qui était gardé par les Allemands. Je ne sais pas comment cela s'est déroulé exactement, mais mon grand-père a voulu traverser ce passage, bien que les Allemands ne le veuillent pas. Ils lui ont donc tiré dans la jambe. Comme mon grand-père a dû être hospitalisé, ma grand-mère est partie avec lui et ma mère, qui devait avoir 12 ans, s'est retrouvée toute seule, sous les bombardements. Ses frères étaient déjà adultes à l'époque. Germain, qui était dans la résistance, s'est marié en 1944. Avec sa fiancée, ils auraient voulu que ma mère descende vers Chamousset, car Modane avait été évacué après les bombardements et il y avait des familles d'accueil. Je ne sais pas pourquoi cela ne s'est pas fait.

« *Une journée de travail ne lui payait pas le pain* ».

Mon père est Italien, il est né en 1927. Mes parents se sont mariés en décembre 1951. Ma sœur est née en 1952 et moi, en 1956. Avec ma sœur, nous ne savons pas exactement à quelle date mon père est arrivé en France. Il devait avoir 19 ou 20 ans, ce devait donc être en 1946 ou 1947. Il a quitté l'Italie pour venir à Modane parce qu'il disait que dans son village des Cervelli près de Coazze (proche de Turin), une journée de travail comme bûcheron ne lui payait pas le pain. Il n'avait jamais mangé de viande puisque les lapins élevés par ses parents étaient réservés à la vente sur le marché, tout comme le beurre et le fromage. C'est tout ce qu'il disait de sa vie en Italie car dans la famille, nous ne parlions pas beaucoup. Personne ne parle. Mon père était l'aîné d'une fratrie : il avait un frère et trois sœurs. Son père travaillait dans une papeterie à Coazze. Il avait également deux ou trois vaches. La famille n'avait donc pas beaucoup d'argent.

Après la guerre de 1939-1945, tout était à reconstruire à Modane à cause des bombardements. L'entreprise de maçonnerie Oliva, dont les propriétaires seraient des cousins éloignés originaires du même village que ma famille d'Italie,

a commencé son activité entre les deux guerres. Lorsque la guerre de 1940 s'est terminée, cette entreprise de maçonnerie-travaux publics a alors pris son essor. Mon père, par le bouche-à-oreille, a appris que cette entreprise avait besoin de main-d'œuvre en France pour reconstruire Modane. Il est donc parti de Coazze à pied et est passé clandestinement par le col de la Roue. Je suppose qu'ils sont partis à plusieurs de Coazze et des environs.

À son arrivée en France, il ne mangeait que du pain trempé dans du lait, des œufs, du fromage et des fruits. Il a trouvé du travail comme « *boccia* », c'est-à-dire comme apprenti manœuvre, l'homme à tout faire de l'époque car il n'avait pas de formation. Il a pu entrer tout de suite à l'entreprise Oliva où une majorité d'Italiens travaillait : il y avait plusieurs Oliva de la famille éloignée, ainsi que d'autres travailleurs issus des villages d'Italie, aux alentours de Coazze. Cette entreprise logeait ses ouvriers, dans des maisons à La Praz. Il est possible que mon père y ait séjourné, mais je n'ai aucune certitude.

Mon père est parti d'Italie parce qu'après la guerre, les conditions de vie étaient très difficiles. Je ne sais pas où il était logé après sa venue en France en 1947 jusqu'à son mariage en 1951. Je sais que l'entreprise Oliva logeait ses ouvriers, mais je ne sais pas si mon père a bénéficié d'un de ces logements. En 1960, mon père a pu se payer une vieille maison à Fourneaux. Elle avait échappé aux bombardements. La moitié du toit avait tout de même été soufflée par les obus, ainsi qu'un mur. Mon père a donc bricolé dans cette maison pour essayer de la maintenir en état. Mais avec du vieux, on ne peut pas faire du neuf.

Mon père est le seul de la famille à s'être expatrié. Pour son frère et ses sœurs, les choses se sont arrangées assez vite. Gina, sa sœur née en 1935, était triste du départ de son frère aîné. Elle a épousé un vendeur de fruits qui faisait les marchés et rapidement ils ont eu un niveau de vie supérieur à celui de mon père : la belle voiture, la belle maison… Ils ont beaucoup travaillé. Ma tante est décédée en 2014 et mon cousin germain a pris la succession. Il continue encore aujourd'hui à faire les marchés avec ses fils. Ils travaillent dur.

Sa dernière sœur s'est mariée à un commerçant qui faisait alimentation et traiteur à Coazze. Là c'est pareil, ils avaient un niveau de vie et une qualité de vie meilleure que mon père. Ma cousine a repris le magasin. Par contre, pour elle, les choses deviennent un peu plus compliquées. Les commerçants commencent à souffrir de la concurrence des grandes surfaces en Italie. Coazze, pour les Turinois, était une destination de vacances et il y avait beaucoup de fréquentation dans les années 1960-1970. Maintenant ce n'est plus forcément une destination de vacances, il y a moins de monde, moins de consommation.

Une autre de ses sœurs s'est mariée à un soudeur de l'entreprise Fiat. Pour son travail, mon oncle a voyagé, entre autres, en Russie. Là encore, il n'y a pas « photo » : le niveau de vie de ma tante et de mon oncle était meilleur que le nôtre, même si, puisque son mari était technicien, elle vivait un peu moins bien que ses deux sœurs commerçantes.

Ernesto, né un an après mon père, est aussi resté en Italie. Peu de temps après le départ de mon père, il a pu se faire embaucher à la papeterie de Coazze, comme son père, et a continué la double activité avec les quelques vaches. Il est certain que l'évolution sociale de son frère fut meilleure que celle de mon père, resté toute sa vie ouvrier plâtrier peintre chez Oliva. Les choses étaient plus faciles pour son frère en Italie. Par exemple, il a pu construire une maison neuve alors que mon père n'a jamais pu le faire. Il faut dire aussi qu'en Italie la famille avait des terrains, alors qu'en France, mon père n'avait rien. Ernesto est décédé à l'âge de 46 ans.

Je pense que mon père devait être dépressif. Il fumait beaucoup et était alcoolique. Il ne se faisait pas soigner. Son frère n'a pas eu ce problème d'alcoolisme, mais il est également mort jeune. Je me demande quelles étaient les origines de cet état dépressif : est-ce que c'était dû au fait qu'il avait dû s'expatrier ? Est-ce que c'était le fait de voir qu'en partant d'Italie, il n'avait pas évolué comme il le souhaitait ? Quand nous allions voir la famille en Italie, je crois me souvenir que, parfois, ses frères et sœurs disaient à mon père de revenir. Ma sœur m'a dit qu'avant ses trente ans, notre père n'avait jamais ni fumé, ni bu. Elle pense que c'est le décès de son père (né en 1903 et décédé en 1961) qui l'a beaucoup affecté. De plus, le partage des biens s'est fait par tirage au sort et dans la douleur : Nonna, notre grand-mère paternelle (née en 1904 et décédée en 1969) n'avait plus de chez elle en Italie, et notre père non plus !

Quoi qu'il en soit, ma mère racontait que lorsqu'ils sont allés au village de mon père après leur mariage pour voir la famille de mon papa, il n'y avait pas de route depuis Coazze pour accéder à la maison au Cervelli, c'était un chemin ; et puisque ma mère était Française, au début, les sœurs de mon père ne l'acceptaient pas. Elles avaient dix ou onze ans et lui donnaient un surnom qui signifiait, en gros, « s*ale Française* ». Le comble c'est qu'elle était tout de même d'origine italienne ! En tout cas, je sais que ma maman avait souffert de ce rejet. Peu à peu, les choses se sont arrangées et ma sœur se souvient que mes parents passaient décembre au Cervelli, quand l'entreprise Oliva mettait les ouvriers en intempéries et ne les réquisitionnait pas pour enlever la neige à la pelle, sur les voies de la gare S.N.C.F. de Modane. Après le décès de notre grand-père, nous ne sommes jamais restés plus de deux jours en Italie car les

villegianti (vacanciers essentiellement originaires de Turin) louaient les logements et occupaient donc les lieux l'été.

« ***Fin des années 1950, mon père a dû partir en déplacement sur Chambéry parce qu'il n'y avait plus assez de travail sur Modane*** »

Lorsque mon père est arrivé à l'entreprise Oliva, il était manœuvre. Il y avait beaucoup de travail pour reconstruire Modane. Ensuite, il a été plâtrier-peintre. Il devait donc faire les plafonds, tirer les plâtres, monter les cloisons en brique et les enduire de plâtre, peindre les murs au badigeon, à la chaux. Au départ, les substances étaient relativement saines. Par contre, dans les années 1960, il fallait déjà repeindre les camions de l'entreprise au pistolet avec des peintures qui devaient contenir des produits toxiques. À l'époque, il fallait mettre un masque pour peindre au pistolet mais il n'aimait pas ça et l'enlevait. Mon père était le seul peintre, donc il s'est aussi occupé des peintures de coffrage (pour éviter que le béton ne colle au bois) et a respiré des solvants, des peintures. Mon père est mort à 55 ans d'un cancer du larynx. Sans doute le tabagisme et l'alcoolisme furent des facteurs déterminants, mais également la peinture au pistolet lorsqu'il travaillait sur les camions et les coffrages.

Vers la fin des années 1950, mon père a dû partir en déplacement de nombreuses années sur Chambéry parce qu'il n'y avait plus assez de travail sur Modane. Même si mon père avait voulu acheter quelque chose à Chambéry pour éviter les allers-retours, ma mère n'aurait pas voulu partir de Fourneaux : elle avait son père et deux de ses frères au Freney. Comme mon père buvait, le fait qu'il soit en déplacement pour son travail a peut-être pu soulager ma mère, elle n'avait pas à le supporter toute la semaine quand il était en crise.Ma mère aurait souhaité que mon père aille à la messe. Avec ma sœur, nous sommes allés au catéchisme et nous avons fait nos communions. C'était surtout par tradition. Chaque début septembre, nous allions en famille au pèlerinage du Charmaix. C'est une chapelle dans le vallon du Charmaix où se rejoignent les vallées du Fréjus et de la Roue. Tout au long de l'année, mon père n'allait pas à la messe mais se rendait à ce pèlerinage. Après la messe, on montait au lavoir, nous allions manger dans la montagne et c'est comme cela que je me souviens que mon père disait être venu en France clandestinement par le col de la Roue. Beaucoup d'Italiens viennent pour participer à ce pèlerinage le premier dimanche de septembre.

« ***C'était la bagarre dans la cour de l'école : j'étais le "sale Rital"*** »

Enfants, nous avons vécu le rejet à Fournaux. Ma sœur, née en 1952 à Modane, a été traitée de « *sale piaf* » et de « *macaroni* » dans la cour de l'école et au village de Fourneaux dans les années 1960. La colère des Français envers les Italiens qui avaient envahi la Maurienne au début de la guerre était donc toujours présente. En revanche, elle ne fut traitée qu'une fois de « *Ritale* » et pas méchamment, par une parisienne surprise de la voir blonde aux yeux bleus avec un tel patronyme !

Quant à moi, je suis né Français par ma mère, en septembre 1956, à Modane, dans la maternité qu'il y avait en face de la gare. À l'école primaire de Fourneaux, au cours des années 1960, je me souviens que c'était « la bagarre » dans la cour de l'école: tout d'abord parce que j'étais le « *sale Rital, tu viens bouffer le pain des Français* ». Ensuite, les autres enfants me disaient : « *En plus, ton père, il boit* ». Donc je me bagarrais. De plus, comme je louchais, souvent les garçons se moquaient de moi. Néanmoins, chaque situation est bien spécifique du lieu et de l'époque. J'en parlais avec une voisine à Fourneaux, qui était aussi fille d'Italiens. Elle a 22 ans de plus que moi et elle me disait que dans la cour de l'école, elle n'avait jamais eu ce sentiment d'être stigmatisée parce qu'elle était d'origine italienne. Alors, pourquoi les choses se sont focalisées ainsi sur moi à l'école ? Peut-être parce que l'entreprise Oliva a le même patronyme que nous et que nous avons été assimilés à des privilégiés : des Italiens qui viennent profiter de la France. Peut-être que le fait que mes parents achètent une maison en 1960, même si elle était vieille et qu'ils l'ont retapée, a pu gêner. Tout le monde n'avait pas forcément envie de se lever le matin pour aller travailler.

Est-ce qu'il y avait des jalousies ? Parce qu'il ne faut pas se leurrer, ce que me disaient les gosses à l'école était ce que pensaient leurs parents. C'était ce que devaient leur dire leurs parents. En plus, comme j'avais un strabisme, j'étais considéré comme différent des autres. J'étais donc un révolté, j'étais isolé, je ne faisais partie d'aucune bande et c'était souvent la bagarre. J'avais un seul copain, fils d'instituteur. Dans la cour de l'école de Fourneaux, je ne me souviens pas qu'il y ait eu beaucoup d'autres enfants d'Italiens de ma génération. Dans le quartier, justement, il n'y avait pas trop de familles d'origine italienne. À l'époque, à Fourneaux, la population était essentiellement composée de personnes qui travaillaient à la papeterie Matussière et à la S.N.C.F. - Société Nationale des Chemins de Fer Français. D'ailleurs, en face de la maison, il y avait les cités S.N.C.F. avec les jardins ouvriers. À côté, c'étaient les maîtres et les maitresses de l'école primaire de Fourneaux qui étaient logés. Les personnes de la S.N.C.F. et des douanes étaient « de bons Français ». Je ne sais pas si mes parents ressentaient ce rejet des Italiens. Ma mère avait souffert de la guerre dans son

enfance et elle était un peu paranoïaque. Elle disait que les gens étaient méchants, mais je ne sais pas sur quoi elle se basait, ni si cela était dû au fait que mon père était Italien.

À la maison, mon père parlait français. Par contre, il reparlait le dialecte lorsqu'il allait quelques jours à Coazze. Lorsque nous y allions l'été, ce n'était pas des vacances. Il fallait travailler, faire les foins. À l'automne, nous allions ramasser des châtaignes, les pommes, les poires, les nèfles… Au printemps, dès que le Mont-Cenis rouvrait, on retournait au pays de mon père. On n'y restait jamais plus de deux ou trois jours. De toute façon, il y avait l'école. À l'époque, on ne prévoyait pas quand nous allions partir. Nous partions au dernier moment, lorsqu'il y avait des intempéries et lorsque le patron de l'entreprise autorisait mon père à partir quelques jours.

À l'école, ma mère m'a fait réciter mes leçons jusqu'en CM2. Lorsque je suis passé en sixième, elle m'a dit qu'elle ne pourrait plus m'aider car elle n'était pas allée plus loin que la primaire. Elle ne pouvait plus me faire réciter mes leçons. Déjà, c'était nous, ma sœur puis moi, qui remplissions les papiers des impôts dès le collège. Durant les vacances d'été 1966, entre le CM2 et la sixième, ma maman m'a dit qu'il fallait que j'aille voir ce que c'était que de travailler avec mon père. Ensuite, je choisirais : soit j'irai travailler avec mon père. Soit, si je voulais faire un petit peu mieux, je continuerais l'école. J'ai donc fait le « *boccia* », apprenti corvéable à merci, dans le bâtiment. Je travaillais avec mon père sur Chambéry puisque à cette époque, l'entreprise Oliva n'avait plus assez de travail à Modane. Mon père partait donc en déplacement toute la semaine. Cette expérience fut radicale : le lundi, à cinq heures du matin, nous descendions sur Chambéry avec un ancien tube Citroën pour commencer les travaux à sept heures. Déjà, le trajet n'était pas évident. Ce n'était pas confortable. Ensuite, il y avait la journée de travail et puisque mon père buvait, elle est encore plus pénible. Nous étions logés par l'entreprise Oliva, à Chambéry, vers la préfecture. Ils avaient des locaux corrects pour loger leurs salariés.

« ***Au cours des études, il n'y avait ni de stratégie, ni de revanche, ni de vocation*** **».**

Dès la sixième, j'apprenais donc mes leçons tout seul car je ne voulais pas travailler dans les mêmes conditions que mon père… En classe, au C.E.S - Certificat d'Études Spéciales ? - de Modane, comme pour ma sœur, j'ai appris l'italien en première langue puis l'anglais, à partir de la quatrième. Je n'ai plus senti de brimade à cause de mes origines italiennes. Par contre, à cause de mon

strabisme, certains se moquaient toujours de moi. J'ai subi une opération au cours des vacances de Noël en classe de troisième. Certains professeurs ont été formidables et je dois encore les remercier car si j'ai continué mes études, c'est aussi grâce à eux…

Puisqu'avec ma maman nous faisions le jardin autour de la maison à Fourneaux, j'avais envie de continuer le lycée dans le domaine agricole. Mais à l'époque, le premier lycée agricole était à Valence, c'était trop loin. Je bricolais un petit peu le vélo, alors je me suis retrouvé en seconde au lycée technique à Saint-Jean-de-Maurienne, un peu par hasard. Je n'étais pas mauvais en mathématique et le professeur m'a conseillé de faire E., c'est-à-dire une section mathématique et technique. Mes parents étaient complètement dépassés par cette proposition, car ils ne savaient pas du tout ce que c'était. À cette époque, ma sœur était déjà en I.U.T. - Institut Universitaire de Technologie - de chimie à Grenoble. Quoi qu'il en soit, je me suis retrouvé en première E et, de fil en aiguille, j'ai passé le baccalauréat E., toujours avec l'italien en première langue. Lorsque j'ai eu mon bac avec mention, mes parents étaient contents, sans plus, c'était comme ça, et puis voilà, ils ne se rendaient pas bien compte de ce que cela représentait. Ma maman voulait que nous fassions des études puisqu'elle n'avait même pas pu passer le certificat d'études. Mon père voulait plutôt que l'on commence à travailler tout de suite.

J'ai travaillé un été dans les bureaux de l'entreprise Oliva, je crois que c'était l'été de ma première. Mon père avait aussi été sollicité par les peintres de Modane qui savaient que j'avais travaillé avec mon père. Il a tout de même dit « non » à cette proposition. S'il avait dit « oui », j'aurais dû y aller. Maman a toujours insisté pour que l'on aille à l'école dans la mesure où on ne redoublait pas. Notre histoire familiale m'évoque le déchirement. Je suppose que mon père a vécu un déchirement lorsqu'il a dû partir. Moi aussi, lorsque j'étais gamin, je pensais rester tranquillement à Modane. Mais à Modane, il n'y avait pas de travail et en seconde, il n'était pas évident de se lever à cinq heures du matin pour partir en internat à Saint-Jean-de-Maurienne. Nous partions le lundi matin et nous ne revenions que le samedi après-midi. Avant je n'étais jamais parti, même pas en colonie de vacances. Je partais avec mon sac et j'avais un peu l'impression de vivre un déracinement… Nous n'avions pas l'impression d'être vraiment intégrés, même si les choses allaient un petit peu mieux. Au lycée de Saint-Jean-de-Maurienne, nous étions une petite équipe d'une douzaine d'adolescents venant essentiellement d'Aiguebelle et de Modane. En terminale E. il y avait un interne dont les parents s'étaient renseignés sur les orientations à prendre, ils savaient l'importance de l'orientation. Moi, je ne connaissais pas tout cela, je ne savais pas ce qu'était une grande école… Je n'étais allé qu'une fois à Chambéry, à 14 ans, pour me faire opérer du strabisme ; c'est l'endroit de France où j'étais allé le

plus loin. Même lorsque nous allions en Italie, nous n'allions même pas jusqu'à Turin. Un jour où nous faisions les révisions pour le bac, un collègue a amené des dossiers d'inscriptions pour l'école d'ingénieurs de Saint-Étienne. Ce fut vraiment par hasard, parce qu'il a posé des dossiers d'inscription sur la table où nous faisions les révisions, que je me suis inscrit au concours.

J'ai passé l'écrit à Grenoble et l'oral à Saint-Étienne. C'était la première fois que j'allais aussi «loin » en France. À l'écrit, l'italien faisait partie des épreuves avec un bon coefficient. Je pense que cela m'a aidé puisque, pour le reste de la sélection en technique et en dessin industriel, tout le monde se valait à peu près. La différence se faisait donc sur le français et pour moi, sur l'italien. J'ai dû avoir une bonne note en italien, ce qui m'a permis d'être sur la liste d'attente. Puisque certains se sont désistés, par exemple pour faire l'école de la Martinière à Lyon, j'ai pu intégrer cette école d'ingénieurs. Tout cela s'est fait avec beaucoup de concours de circonstances. Lorsqu'il fallait travailler à l'école, je travaillais sans me poser de question. Il n'y avait pas de stratégie derrière, ni de revanche, ni de vocation. À l'époque, mon père était déjà bien malade. Si je n'avais pas été boursier, l'ascenseur social n'aurait pas fonctionné ; s'il n'y avait pas eu mon collègue qui amenait ces dossiers d'inscription au concours à cette école, tout cela ne se serait pas passé. Voilà à quoi cela tient ! Je ne m'imaginais même pas que l'on puisse entrer dans des écoles d'ingénieurs au niveau bac. Je pensais que j'allais faire un petit I.U.T. ou un D.E.U.G. - Diplôme d'Études Universitaires Générales - math-physique à Grenoble…

Mes parents n'ont pas dit grand-chose de cette école, étant donné que j'avais une bourse et que je pouvais me débrouiller. Je ne pense pas que ce fut vraiment une fierté pour mes parents… un peu, peut être, mais ils ne me l'ont jamais dit. Les choses se faisaient comme ça, un peu par hasard. Du reste, maman me disait bien que si je travaillais à l'école, c'était pour moi et elle avait raison.

J'ai effectué les quatre ans de l'école, alternant les cours et les stages. J'ai continué l'italien première langue et l'anglais deuxième langue car de 1975 à 1979 c'était encore enseigné. Nous n'étions pas nombreux à suivre les cours d'italien. L'école regroupait les élèves de première à quatrième année et nous étions que trois ou quatre. Je me souviens qu'il y avait un Corse.

Dans cette école, pour passer dans la classe suivante, il y avait une sélection et il y a même des élèves de quatrième année qui sont sortis sans diplôme. Cela me mettait la pression. À Saint-Étienne, j'ai rencontré ma future femme et, en sortant de l'école, nous nous sommes mariés. Ensuite j'ai effectué 12 mois d'armée au 27ème bataillon de chasseurs alpins à Annecy. Malgré mes demandes, je n'ai pas trouvé de travail sur les départements de Savoie, Haute-Savoie et Isère et ma femme travaillait comme infirmière à Saint-Étienne. Je suis sorti de l'armée

en octobre 1980 et j'ai trouvé du travail à « Technique-surface », entreprise qui faisait du revêtement de surfaces, à côté de Saint-Étienne. Je devais développer un nouveau système de revêtement de surface au nitrure de titane pour les pièces mécaniques soumises à l'usure par frottement. J'ai été embauché en janvier 1981. Mitterrand est passé Président de la République en mai. Malgré mon travail, fin juin, l'entreprise n'avait plus de crédit pour la recherche-développement à cause, soit disant, du changement de gouvernement. Je fus viré. J'ai retrouvé du travail durant l'été dans une entreprise de fabrication mécanique, vers Saint-Étienne. Là, tous les mois, l'entreprise repoussait les traites. J'étais entre l'atelier et le bureau d'études et je devais faire sortir des machines spéciales - fabriquées et montées dans l'atelier- pour les livrer et ainsi pouvoir les facturer aux clients. Mais l'entreprise était en difficulté. À l'époque, j'avais déjà les deux enfants : Emilie, née en 1981 et Florent, de 1983. Ma femme était infirmière mais avait arrêté de travailler pour les enfants, avant de reprendre quand ils ont été plus grands. J'ai donc cherché du travail ailleurs par le biais de l'Agence pour l'emploi des cadres. J'ai été recruté pour travailler dans le nucléaire à E.D.F. - Électricité De France -, à Lyon. Je suis resté dans le nucléaire à Bugey, pendant environ 10 ans, et ensuite j'ai été dans l'hydraulique, à Grenoble. J'ai fait plusieurs postes. Au cours du dernier, je m'occupais de la maintenance mécanique au groupement d'exploitations Écrins-Vercors, basé à Pont-de-Claix, à coté de Grenoble. On s'occupait des centrales hydroélectriques de Cusset (vers Lyon) sur le Rhône, celles de la vallée de la Romanche et de l'eau d'Olle dont Grand-maison, de celles de la Matheysine et du Drac, de celles de l'Isère de Grenoble à la confluence avec le Rhône et celles du Vercors… C'était un territoire à couvrir très étendu sur le massif des Ecrins, le Vercors et Cusset.

En 1992, au moment où j'ai été muté à l'hydraulique à Grenoble, quand j'ai quitté le nucléaire, nous avons acheté une maison mitoyenne à Fontaine. Puis nous l'avons revendue pour acheter cet appartement à Seyssins, en 2004.

« *J'ai su que j'avais la double nationalité par hasard. Ma mère nous avait programmés pour être français* ».

J'ai su que j'avais la double nationalité par hasard, dans les années 1990, au cours d'un voyage en Italie. J'avais entendu à la radio italienne de Grenoble qu'une association locale « la collectivité italienne » organisait un voyage à Venise. Je me suis donc inscrit avec mon épouse et, dans le car, un membre de l'association nous a expliqué que des Italiens avaient la double nationalité. Je me

suis donc dit que je l'avais peut-être et c'est comme cela que j'ai appris que c'était bien le cas, en me rapprochant du Consulat d'Italie de Grenoble. Je ne le savais pas avant. Ma mère nous avait programmés pour être Français.

J'ai effectué des recherches sur l'histoire familiale, car j'avais besoin d'expliquer à mes enfants notre identité. J'ai fait des arbres généalogiques simplifiés en posant des questions à mes tantes en Italie pour expliquer à mes enfants d'où nous venons. Il faut dire que nous sommes Français sans vraiment l'être, nous ne sommes pas Italiens non plus. J'ai appris l'italien qu'en sixième, au C.E.S de Modane. J'ai pris cette langue parce que mes parents étaient Italiens, parce que ma sœur l'avait aussi prise en première langue. Il n'était pas question de prendre l'anglais. D'ailleurs, les Italiens savent que nous ne sommes pas Italiens parce que nous parlons qu'italien, sans connaitre le dialecte. Quoi qu'il en soit, je pensais que notre histoire pouvait intéresser les enfants lorsqu'elle serait concrétisée sur le papier. C'était aussi pour ma satisfaction personnelle. Ce travail n'a pas encore attiré beaucoup d'attention de la part de mes enfants, mais peut-être que cela viendra, lorsque les petits-enfants seront plus grands. Peut-être que leurs parents auront plus envie de savoir d'où nous venons.

Je n'ai pas pu récupérer beaucoup de documents, à part des *ricordini*, petites photos accompagnées d'un petit poème qui sont offertes en Italie aux proches des personnes décédées. Avec ces documents, j'avais une partie des informations précisant la date de décès. J'ai questionné également une cousine du côté de ma maman qui a immigré du Trentino au territoire de Belfort, car je ne connaissais pas grand-chose de ce côté de la famille.

Lorsque mon père est mort, en 1982, ma mère est restée veuve à Fourneaux. Nous montions pendant les vacances la voir avec mes enfants. Nous avions aussi encore des biens de mon papa en Italie, puisqu'au décès de mes grands-parents il y a eu un partage. Il avait une vieille maison et des terrains. Cette maison n'était pas vraiment habitable, donc nous avons investi un peu pour avoir le minimum de confort. C'était pour faire plaisir à ma maman et aller voir la famille, qui entre-temps avait accepté ma mère. Nous l'emmenions quelques jours par an en Italie. Jusqu'à ce que ma maman ne puisse plus se déplacer, nous allions régulièrement en Italie. Lorsqu'elle est décédée, en 2009, nous avons fait la succession avec ma sœur. Elle voulait vendre cette vieille maison en Italie, déjà lorsque mon père était décédé en 1982. Elle voulait vendre tout ce qu'il y avait en Italie, puisque une maison secondaire générait des frais. Comme ma maman y était attachée et n'avait pas eu beaucoup de plaisir dans sa vie, cela me faisait mal au cœur de vendre cette maison. Nous n'avons donc pas vendu tout de suite. En 2009, l'Italie était en crise et nous avons dû commencer à payer des impôts sur la maison. Nous avons alors essayé de la vendre.

Finalement, tous les biens ont été vendus à notre cousin germain à un prix dérisoire, 10 000 euros, mais ça nous a enlevé des soucis.

Lorsque les enfants étaient petits, ils aimaient bien aller en Italie. J'avais également une tante à mon père qui n'habitait pas loin et qui avait des vaches. C'était la campagne. Depuis, elle est décédée. Mes enfants ont fait leur vie en France. Émilie a appris un petit peu l'italien, Florent n'a jamais appris... Garder la maison en Italie ne signifiait pas grand-chose pour eux. Ils n'ont pas d'attachement particulier pour ce pays.

Parfois, j'écoute la radio locale de Grenoble en italien, je lis parfois en italien. Sur Seyssins, il y a un réseau d'échange de savoirs où nous pouvons proposer nos compétences et, en contrepartie, nous pouvons profiter des compétences des autres. Il y a un groupe de conversation italienne et je m'y suis inscrit il y a deux ou trois ans. Cela me permet de parler un petit peu italien, car nous allons peu en Italie. Dans cette association, certaines personnes sont italiennes, d'autres sont des deuxièmes générations et il y a également des Français qui s'intéressent à l'Italie. Chaque situation est différente, mais je pense que ce qui nous lie dans cette association, c'est l'amour de la langue italienne, des chants... Dans cette association, nous parlons italien et non pas les dialectes puisque les personnes viennent de différentes régions.

À part les pâtes, je ne cuisine pas vraiment italien. Mes enfants non plus. C'est mon épouse qui fait la cuisine et elle a repris quelques recettes que faisait ma mère, dont le *strudel,* un gâteau roulé aux fruits qui doit venir de ma grand-mère maternelle (qui était originaire, comme mon grand père, du Trentin, région proche de l'Autriche). Je crois que s*trudel* veut dire gâteau en allemand ! Nous avons repris quelques recettes de maman, mais c'est tout.

Pour ma sœur, je pense que c'est pareil. Elle cuisine les pâtes et une sauce chaude avec des anchois et de la crème, la *bagna cauda*. Elle aime aussi faire les plats à base de poivrons… Je pense que c'est italien, mais je ne suis pas certain que ce soient des recettes piémontaises. Ma soeur est et se sent vraiment Française, tout en ayant expliqué à ses enfants qu'il ne fallait pas qu'ils oublient qu'ils étaient petits-fils d'immigrés. Elle remercie nos parents de nous avoir permis d'étudier, de nous encourager à devenir ce que nous sommes devenus, malgré leur vie difficile. Ma sœur a aussi gardé une grande affection pour nos tantes. Lors de sa dernière visite, fin août 2015, elles étaient surprises de la voir en débardeur et jambes nues…

Nous n'avons pas conservé d'objet qui se transmet de génération en génération et qui vient d'Italie. J'ai simplement une vieille pipe décorative qui appartenait à mon grand-père maternel. Elle est dans la maison de Fourneaux. Pour le

moment je garde cette maison familiale mais je crains que ça ne fasse comme celle en Italie, les impôts n'arrêtent pas d'augmenter et il y a beaucoup de frais. Financièrement, cela devient délicat. On ne trouve plus à louer et la maison est souvent vide, les hivers sont rigoureux… Lorsque ma maman est allée au foyer logement à Modane, en 2001, ma sœur voulait vendre cette maison pour ne pas avoir de frais à supporter. J'ai donc racheté sa part pour la garder, en accord avec mes enfants. Ils sont attachés à cette maison de famille. Maintenant qu'ils sont parents à leur tour, ils aiment bien y monter. Nous montons assez souvent le week-end et un peu pendant les vacances. Je crains que le jour où je serai obligé de vendre, cela soit difficile. D'une part au niveau sentimental, car mes parents se sont beaucoup sacrifiés pour l'avoir, d'autre part au niveau financier car tout est à vendre à Modane, et je crains que je n'en sois réduit à la brader, comme cela s'est produit avec les biens de mon père en Italie. Je connais aussi de moins en moins de monde à Modane et beaucoup de personnes que je connaissais de la génération de mes parents sont décédées. Ainsi va la vie…

Mise en contexte

Monsieur Mino Faïta

On a dit le rôle prépondérant de l'immigration – suisse en l'occurrence - pour la période qui correspond au début du décolletage : c'est sous la houlette de mécaniciens suisses que l'activité a pu se déployer dans la vallée de l'Arve. Mais force est de souligner que les dynamiques migratoires ne furent pas essentielles que lors de l'enfance de cette activité. À n'en pas douter, le décolletage a hautement bénéficié de la conjoncture des Trente Glorieuses : à cette époque, tout en conservant Cluses comme point central, l'activité se répand d'Annemasse à Sallanches. Cette réussite met en jeu un modèle particulier. « La croissance du système repose sur des salaires horaires assez faibles compensés par le labeur acharné de ses entrepreneurs, de ses artisans, de ses ouvriers. Le territoire du décolletage s'affirme comme l'exemple même du district industriel en France. Ce territoire se construit autour des valeurs de la famille, du travail et de la compétence, valeurs dont la croissance économique permet l'épanouissement. Les entreprises sont auto-financées et les bénéfices y sont systématiquement réinvestis tandis que la régulation du système est en grande partie assurée par l'établissement à leur compte d'ouvriers compétents qui sont souvent, comme les patrons, passés par l'école d'horlogerie de Cluses[138] »

Ceci étant, une nouvelle fois, la réussite du secteur n'a rien d'autarcique, puisque le succès du secteur était parfaitement inenvisageable sans un recours aux immigrés, dont l'embauche massive permit de pallier le déficit profond de main-d'œuvre qui se fait jour après la Seconde guerre mondiale. Au sein de la population étrangère, le contingent le plus remarquable est formé par les Calabrais dont l'essentiel est issu de l'Aspromonte méridional[139]. Dans le courant des années 1960, la dynamique migratoire s'intensifie et se diversifie, à telle enseigne qu'en 1974, Cluses ne compte pas moins de vingt-trois nationalités[140].

À l'évidence, l'entretien présente également un intérêt au second degré, dans la mesure où il permet de s'approcher des éléments déterminants de l'avènement d'un historien. Il y a une trentaine d'années, Pierre Nora a fait sauter un verrou de l'univers historique en demandant à des historiens reconnus de raconter (en historien) leur parcours personnel[141]. Ce faisant, en

---

138 P. Judet, *La Savoie industrielle*, op.cit., p.269

139 M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op. cit., pp.185-190

140 P. Judet, *La Savoie industrielle*, p.270

141 P. Nora, *Essais d'ego histoire*, Gallimard, 1986

sollicitant un éclairage sur les motifs qui avaient poussé ces historiens à se tourner vers l'histoire, il s'inscrivait en faux vis-à-vis d'une des règles les mieux établies de la profession, qui consistait à garder le silence sur soi. Il convenait jusque-là de s'effacer devant sa production et de masquer les traits de sa personnalité : la conservation du titre envié de *savoir scientifique* était à ce prix.

Depuis, un revirement s'est opéré, qui est contenu dans le fait que les praticiens de la discipline ne cherchent plus à taire les rapports particuliers qu'ils entretiennent avec le sujet. « Nul n'ignore plus qu'un intérêt avoué et élucidé offre un abri plus sûr que de vaines protestations d'objectivité. L'obstacle se retourne en avantage. Le dévoilement et l'analyse de l'investissement existentiel, au lieu d'éloigner d'une investigation sereine, deviennent l'instrument et le levier de la compréhension[142] ».

On voit donc se dessiner, en pointillé, les conditions qui accompagnent la naissance d'un historien, les éléments qui déterminent son orientation vers un sujet spécifique…

En détaillant les spécificités de son parcours, il éclaire sa propre histoire et met à disposition de l'observateur les liens qui existent entre l'histoire de l'homme et l'histoire de l'historien, entre l'histoire qui l'a fait et l'histoire qu'il a fait…

Si la trajectoire livre des indications quant à la sélection d'une thématique de recherche, elle peut également renseigner quant à la manière de la traiter : ne pas céder à une vision misérabiliste de l'immigration, s'efforcer de restituer le caractère complexe des cheminements migratoires, rendre compte de la pluralité des cas…

Le parcours personnel de Mino Faïta jette de la lumière sur l'histoire qu'il écrit et sur les moyens qu'il emploie pour l'écrire.

[142] Ibid., p.6

Entretien avec Monsieur M. F.

« ***Être professeur à Charles Poncet était le rêve du gamin serrurier qui se réalisait. Partir de son pays natal n'empêche rien*** **».**

Lieu : Thiez **Origine :** Italie (Pouilles) **Période :** 1944-2015

Mots clés : Centre de tri, Clandestinité, Décolletage, Professorat.

« ***Je savais que dans ma ville natale il n'y avait pas d'avenir*** **».**

En Italie, je suis allé à l'école jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, à 14 ans. Nous allions à l'école uniquement le matin. Sans vouloir me positionner dans un discours misérabiliste, enfant, je travaillais déjà l'après-midi. Cela m'a aussi permis de me construire. Je savais à l'époque que dans ma ville natale, il n'y avait pas d'avenir. Je savais aussi, pour avoir vécu dans des conditions difficiles, qu'il fallait se battre. Il fallait se battre contre ceux de notre propre condition. J'avais cette image en tête : devoir vivre avec les deux mains sur les colts et les yeux sur le rétroviseur. Or, je n'étais pas fait pour cela. S'il faut se battre pour des causes qui peuvent me paraître justes ou intéressantes, oui. Pour le reste, non. Adolescent, si je devais avoir une force, c'était de me dire ceci : « *Non, ici, ce n'est pas fait pour toi*. »

La violence était partout, générée par la misère. La violence n'est pas inscrite dans les gènes, c'est la misère qui engendre la violence. J'ai donc voulu partir, sans pour autant me rendre dans une région plus dynamique en Italie. Être étranger d'accord, mais pas dans mon propre pays. Je connaissais des amis qui étaient partis à Turin et à Milan et l'expérience en Italie du nord c'était mal passée. Encore aujourd'hui, ces histoires ne sont pas encore réglées. En revanche, aujourd'hui, il n'est pas acceptable que des personnes de ma condition « hurlent avec les loups ». Certains pensent qu'en « hurlant avec les loups », ils vont être plus forts et reconnus…

J’ai migré deux fois : la première fois à l’âge de 14 ans, le 15 août 1958. En arrivant en France, j’ai découvert un autre monde, un autre paysage : l’horizon était barré par les montagnes. Pour une personne qui est née au bord de la mer, l’horizon fait partie de sa vie, il nous permet d’imaginer… Ici, je n’imaginais pas. En repensant plus tard à mon expérience migratoire, je me suis demandé ce que cela avait pu empêcher ou, au contraire, favoriser. En France, j’ai découvert une autre vie, un autre monde, un autre climat, d’autres comportements, d’autres valeurs : celles de la République.

Je suis arrivé légalement, mais puisque je n’avais que 14 ans, j’ai du travailler illégalement. Les conditions seraient inacceptables aujourd’hui : j’ai travaillé chez un serrurier. Sur un de ces chantiers, à une hauteur de dix étages, je faisais des trous à la broche dans le béton en enjambant un pilier sans être attaché. N’importe quel geste maladroit ou un vertige m’aurait fait tomber dix étages plus bas !

Lorsque j’étais en Italie, j’aimais l’école. C’est la misère qui m’a expulsé de l’école. En France, il s’est rapidement mis en place un projet inimaginable dans ma tête : en 1958, j’habitais à proximité du lycée Charles Poncet, établissement prestigieux. Lorsqu’il faisait froid, j’étais jaloux de ces gens qui pouvaient apprendre au chaud, dans cet établissement. Je me disais que je devrais aller, un jour, dans ce lycée. Je ne savais pas pour quoi faire, mais je savais que je devrais aller à Charles Poncet. Quoi qu’il en soit, ma première expérience de travail fut près de ce lycée, du mois d’août 1958 jusqu’au mois de février 1959. Puisque je n’avais pas l’âge légal pour travailler, j’ai dû le faire en cachette. Tout ce que je gagnais, je devais le dépenser ici, pour survivre. Je suis donc retourné en Italie où j’ai travaillé durant presque trois ans, dans une grande parfumerie.

C’est là que j’ai fait ma première éducation politique : je voyais la noblesse, un baron qui venait se servir à la parfumerie, le clergé, mais aussi la bourgeoisie urbaine qui pouvait dépenser en achat de cosmétiques ce que je pouvais gagner en un an. Cette grosse entreprise commerciale m’a fait signer un papier stipulant que je recevais 45 000 lires - le salaire obligatoire - alors que je ne touchais que 3 000 lires par mois. Cette situation était complètement absurde, inacceptable ! Mais c’était la loi du genre : soit tu acceptes, soit tu t’en vas et une personne prendra ta place. Peu à peu s’est mise en place une conscience politique même si, adolescent, elle ne pouvait être que parcellaire et limitée.

Je suis revenu définitivement en France en 1961, avec un contrat de travail. Quinze jours plus tard, j’ai reçu un papier du secrétariat m’indiquant que je devais me rendre à Milan afin de passer une visite médicale pour savoir si j’étais apte ou non à travailler. Je ne comprenais pas cette situation puisque je travaillais déjà et puisqu’à l’époque nous étions payés à la quinzaine, j’avais déjà perçu ma première paye. Quoi qu’il en soit, je suis allé à Milan. Je suis arrivé le samedi

après-midi mais la convocation était mal faite, je n'avais rendez vous que le lundi. Cette expérience m'a conforté dans mes convictions politiques. Plus tard, dans l'ouvrage « La vie rêvée des Italiens ? », j'ai expliqué ce que nous pouvions vivre au « centre de tri » de Milan. Cette expérience était absolument terrible puisque elle était humiliante. J'ai compris à cette occasion que nous devions venir en France pour produire et pour nous reproduire. C'était les deux critères et la visite médicale avait vocation à vérifier si nous étions capables de travailler, d'être suffisamment robustes, sains de corps et capable de nous reproduire. Cette visite médicale fut humiliante. Nous étions nus, systématiquement, y compris pour passer une radio pulmonaire. Cette humiliation fut voulue : il fallait que nous arrivions en France la tête baissée. Nous étions là pour obéir. Il fallait jouer le jeu, serrer le poing dans la poche pour aller travailler, pour vivre et pour survivre. L'Office National de l'Immigration choisissait les migrants. C'était une immigration choisie : il fallait être costaud, capable de se reproduire et surtout, il ne fallait pas être une forte tête. L'intégration passait par ces conditions.

À Milan, je fus déclaré apte et je suis repartis travailler en France, comme ouvrier décolleteur.

« *J'ai toujours eu envie d'être professeur* ».

Même en travaillant, je n'oubliais pas le projet qui était né dans ma tête d'enfant et d'adolescent, celui de retourner à l'école, dans ce lieu mythique qu'est Charles Poncet. L'expérience montre d'ailleurs que l'émancipation des étrangers vient notamment par l'école. J'ai toujours eu envie d'être professeur, mais il faut parvenir à confronter ce rêve à la réalité. J'ai toujours lu, même en Italie. Mon père n'avait pas d'argent pour acheter des journaux mais il connaissait des marchands et prenait des journaux et des magazines que je lisais. Ensuite, je devais les rendre pour qu'ils puissent être vendus. Cette curiosité et cette envie de lire m'ont beaucoup aidé, m'ont permis d'accéder à un certain nombre d'informations.

En 1967, j'ai eu envie d'aller à Genève puisqu'il y avait une faculté. J'ai su par une annonce qu'une entreprise recrutait des équipes et que les salariés allaient être logés dans des pavillons. Je me suis rendu à l'entretien d'embauche et c'est à cette occasion que j'ai appris que c'était une entreprise qui fabriquait des armes. Le travail était posté, nous faisions les 3/8 et au lieu de loger dans des pavillons, nous étions dans des baraques. Avec les amis avec lesquels j'étais parti, nous avons rapidement trouvé quelque chose à louer dans une maison individuelle. Je voulais travailler et, le reste du temps, aller à l'Université. Cela semblait complètement fou et irréalisable puisque lorsque vous êtes dans le

cycle des 3/8, vous n'en sortez pas. Vous n'avez qu'une envie, c'est de dormir avant de retourner au travail puisque c'est là où la vie se passe. C'est là où il y a les relations, où l'équipe de nuit et l'équipe de jour se rencontrent… L'usine est l'endroit où j'ai fait des rencontres syndicales et politiques avec des Français. Jusqu'à présent, pour les Français, j'étais un Italien. Mais à Genève, nous étions des Savoyards migrants. Nous avons aussi rencontré des Espagnols et j'ai appris des chants révolutionnaires des Républicains Espagnols.

Je n'ai donc pas pu mettre un pied à la faculté mais, dans le même temps, je menais une vie très riche. J'ai découvert aussi la neutralité de la Suisse à l'égard des conflits. Elle était censée ne pas fabriquer des armes pour les pays belligérants, mais je découvrais que les armes que je fabriquais étaient destinées aux mitrailleuses américaines au Vietnam. Je me suis dit que je ne pouvais pas continuer à faire cela, pour beaucoup de raisons différentes.

« *Avec le CAPES, je n'étais plus l'ouvrier qui était devenu enseignant titulaire on ne sait pas comment. J'étais officiellement en poste, comme les autres* ».

Je suis donc retourné en France au printemps 1968. Le déclic a eu lieu pour beaucoup de raisons. J'avais 24 ans. Je côtoyais le milieu des professeurs auquel je voulais appartenir, consciemment ou inconsciemment. J'ai découvert la fraternisation entre les professeurs et les ouvriers. Nous avons vécu deux mois extrêmement riches. Une personne m'a indiqué qu'il y avait un examen spécial d'entrée dans les universités, une sorte d'équivalence du baccalauréat. J'ai passé cet examen deux fois, en le manquant de peu. J'y suis donc retourné une troisième fois. Je me revois, interrogé à l'oral par deux messieurs. Ils ont compris que mon projet de devenir professeur pouvait être réalisé. J'ai donc passé ma licence, tout en travaillant à l'usine. Ce fut trois ans très riches et terribles, il fallait tenir le coup. Tous les ans, je demandais une bourse d'études mais on ne me l'accordait pas : on devait se demander ce que pouvait bien faire un ouvrier italien avec des études d'histoire. Cette bourse enfin accordée, j'ai pu passer ma maîtrise. Mon mémoire de maîtrise « De l'horlogerie au décolletage » fut consacré à ma terre d'accueil, comme un hommage. J'ai été accompagné par la plupart de mes professeurs, tout en devant faire mes preuves, ce qui était normal.

J'ai passé le CAPES - Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré - externe avec une bonne note, 12 à l'écrit d'histoire et 0,5 à l'écrit de géographie puisque je ne savais absolument pas en quoi consistait l'épreuve de géographie accompagnée d'un fonds de cartes. Je ne savais pas quoi faire

avec ça, puisque j'étais complètement autodidacte. Ma note fut éliminatoire. J'ai abandonné le CAPES externe et j'ai travaillé en tant que maître auxiliaire. J'ai été titularisé sur liste d'aptitude en 1985. J'étais titulaire remplaçant : c'était le bonheur complet. J'étais celui qui venait réparer, boucher les trous. Le chef d'établissement était content, les parents étaient contents, je ne m'exprimais pas sur les conflits que j'ai découvert plus tard, lorsque j'ai eu mon poste. J'avais beaucoup de plaisir à enseigner et j'ai vu des professeurs qui avaient aussi ce plaisir. Il faut voir le métier de l'intérieur pour en comprendre l'investissement. Tout allait bien mais, au bout d'un moment, j'ai souhaité avoir mes propres élèves. Titulaire, j'ai donc fait le choix de passer le CAPES interne. Puisque j'étais professeur de lycée professionnel, j'étais bivalent : j'enseignais l'histoire-géographie et le français. J'ai dû travailler puisque cette langue n'était pas complètement acquise. J'ai donc passé le CAPES interne et je l'ai raté, la première fois. J'ai compris où était mon erreur et ce que l'on attendait de moi. J'ai eu le CAPES la seconde fois. Dans cette épreuve, sinon la sacralisation, il y avait là la porte officielle : je n'étais plus l'ovni, l'ouvrier qui était devenu enseignant titulaire on ne sait pas par quelle voie, grâce à quelles complicités ou quelle méthode. J'étais officiellement en poste, comme les autres. Cela a beaucoup compté.

« *Partir c'est réaliser quelque chose, puisque cela fait partie du projet de départ* ».

Lorsque j'ai passé le CAPES, j'avais six cents points de bénéfices, ce qui me permettait de demander ce que je souhaitais, dont le lycée Charles Poncet. Professionnellement c'était le plus difficile mais c'était aussi le rêve du gamin serrurier qui se réalisait. Mon parcours était atypique, mais d'autres Italiens ont aussi vécu des expériences valorisantes en France, comme créer son entreprise par exemple, construire sa maison en étant analphabète… Devenir professeur sort peut-être quelque peu de l'ordinaire, mais l'expérience est riche pour tous les Italiens, puisque partir de son pays n'empêche rien. Au contraire. Nous savons que ceux qui partent sont les plus dynamiques, les plus courageux, les plus fous. Certains défis la mort, d'autres vont à la rencontre de la vie. Partir, c'est réaliser quelque chose, puisque cela fait partie du projet de départ.

Peu de temps après que je sois rentré au lycée Charles Poncet, s'est créée la section européenne. Des professeurs bilingues d'histoire-géographie et d'italien étaient recherchés. Je fus pris et j'ai « mangé du pain blanc »… Je travaillais à mi-temps dans cette section européenne qui était une sorte de ghetto de luxe ; je me suis battu et je continue à me battre contre les ghettos des pauvres. Voilà que je devais aborder un cas de conscience, mais que j'ai affronté sans aucun

problème : je devais travailler avec des enfants bien nés, qui pouvaient parler plusieurs langues…

J'ai travaillé dans des conditions extraordinairement positives. Je me suis fait plaisir, même si je n'ai pas toujours eu un bon accueil du fait de mes positionnements politiques : dans le livre concernant l'horlogerie, je traitais de la grève de 1904, où les patrons ont fait tirer sur la foule des grévistes. Cette affaire n'avait jamais été traitée ou, lorsqu'elle le fut, il était indiqué que les torts étaient partagés. Moi, entre les assassins et les victimes, je sais faire la différence et, en tout cas, on ne règle pas un problème syndical avec 3 morts et 39 blessés. Aujourd'hui encore, il y a des héritiers idéologiques ou politiques des personnes qui ont tiré sur les ouvriers et mon ouvrage n'a pas plu. J'ai beau dire que je n'écris pas pour plaire ou pour déplaire, je me pose cette question : en quoi l'historien ne pourrait-il pas avoir de conviction, s'il traite de la question avec les précautions déontologiques qui s'imposent ? Je ne suis pas un historien que l'on peut payer pour écrire des flatteries. Objectivement, je n'ai pas besoin de cela. Lorsque je suis arrivé à Charles Poncet et que je me suis présenté, une personne dans l'administration a voulu me créer des difficultés. En revanche, je n'ai pas eu de mauvais accueil de la part de mes collègues.

« *Les Italiens sont devenus au fil du temps des immigrés idéalisés* ».

Au cours de mon parcours professionnel, j'ai cherché ce que les Français savaient des Italiens. Mise à part l'historiographie de l'immigration italienne dans le département de Savoie et de Haute-Savoie, elle est relativement pauvre, hormis quelques articles. Il n'y a quasiment rien. Quelques travaux sont aussi écrits par des géographes. Je me suis dit que notre présence était tellement énorme, qu'elle allait sans dire. Or, on le sait, cela va mieux en le disant.

Il y a eu aussi un déclic sentimental, politique ou idéologique, je ne sais pas trop. Les Italiens sont devenus, au fil du temps, des immigrés idéalisés. Ils ne seraient pas comme les autres. Et bien si, ils ont été comme les autres. Il fallait traiter cette immigration en prenant en compte le contexte de l'époque, comme aujourd'hui il est important de traiter de l'immigration du Maghreb dans le contexte présent et dans celui qui fut colonial. Il fallait faire attention à ne pas mythifier ou démystifier coûte que coûte l'immigration italienne. Les Italiens aussi avaient eu à souffrir et parfois, voire souvent, il y a eu des crimes. Les Italiens ne représentent donc pas cette immigration rêvée, d'où le titre de mon ouvrage « La vie rêvée des Italiens ? ». Je peux vous assurer que neuf fois sur dix, lorsque j'échange avec des personnes, le point d'interrogation de ce titre est occulté. Ce titre devient pour eux : « La vie rêvée des Italiens ». Ce titre sans point

d'interrogation constitue l'imaginaire qui a été créé dans la tête des gens, y compris par le temps.

Mon travail est venu de ces questionnements. J'ai eu beaucoup de plaisir à traiter ces questions, tout comme j'ai eu d'autres centres d'intérêt. Lorsque j'ai traité des « Italiens à Cran-Gevrier », j'ai pu comprendre que la chaîne migratoire était initiée par les femmes, non par les hommes. Au lendemain de la Première guerre mondiale, c'est elles qui sont venues les premières. Pour moi, cette histoire était fabuleuse et il fallait le dire, l'écrire. Deux autres terrains d'exploration m'intéressent : l'industrie dans la vallée, car sans les gens qui viennent d'ailleurs, il n'y aurait plus rien. Il y a une forme de cohérence, les étrangers viennent aussi faire la fortune de la vallée et il ne faut pas occulter cette réalité. Si on l'occulte, cela génère des maux. L'histoire de la Première guerre mondiale m'intéresse également, puisqu'elle concerne la souffrance des hommes. J'ai publié un livre sur les fusillés innocents, appelés ailleurs les « fusillés pour l'exemple ». Il me semble que dans mon travail de recherche, il y a une cohérence. Je sais à quel monde j'appartiens. Je sais professionnellement à quel niveau je me situe, et cela me sauve. J'essaie de ne pas me prendre la tête. Je sais aussi qui sont mes compagnons de route et j'essaie de ne pas l'oublier.

Je pense que beaucoup de souffrances des Italiens ont été occultées, pour protéger leurs propres enfants. Il y a une douleur de séparation d'avec les pays d'origine : est-elle dite ? Non dite ? Est-elle bien vécue ou mal vécue ? Je suis personnellement incapable de mettre des mots sur la séparation. Lorsque je retourne en Italie, je suis bien à certains moments, et à d'autres, non. Parfois j'ai des regrets qui disparaissent immédiatement après. Cela est extrêmement confus dans ma tête, comme, je pense, dans la tête de beaucoup. Nombre d'Italiens retournent régulièrement au pays comme une sorte de pèlerinage. Que signifie-t-il ? Que vont-ils chercher, au-delà d'aller voir la famille ? Il y a donc un mélange de souffrances et de plaisir. Mais je ne connais pas leurs finalités.

Aujourd'hui, les langues se délient peu à peu. Même entre nous, on ne parlait pas de nos souffrances il y a 20 ans. À quoi bon accabler la vie de nos enfants, y compris en prenant la précaution du misérabilisme ? Peut-être avions-nous honte de dire que nous avions soufferts ? Il fallait que la vie de nos enfants soit meilleure. Je crois que beaucoup d'Italiens se sont tus. Il y a donc deux temps : le temps du silence, car même si on souffre au quotidien, à quoi bon rentrer à la maison et le dire ? En tout cas, nous n'avons pas été formatés comme cela. Je pense que c'est une force intrinsèque à toutes les personnes qui partent, cela fait partie du « contrat » : a quoi bon ressasser, se plaindre ? Il faut se préserver et protéger les siens. Ensuite, il vient un moment où il est nécessaire, presque vital, de dire que la souffrance a existé.

Les souffrances sont de différents types, car chacun peut les vivre à son échelle, à sa manière, en fonction de sa sensibilité. Pour ma part, c'est quelque chose qui a pu me propulser. Un jour, en réunion, quelqu'un m'a dit : « *Toi, va apprendre à causer français* ». Naturellement, cela m'a touché mais en même temps, je me suis dit que j'allais apprendre à parler français. J'ai fait beaucoup d'efforts pour améliorer la langue. Un jour, j'ai eu le fils de ce « triste sire » comme élève. Bien entendu, je l'ai accueilli comme n'importe quel élève. Lorsque son père est venu à une réunion parents-professeur, tout était dit.

Certaines souffrances peuvent aussi démystifier, notamment quant à la solidarité entre les immigrés. Il n'y a pas les « bons » contre les « méchants », il n'y a pas de manichéisme. Beaucoup de personnes qui sont arrivées dès 1945 ont eu comme première priorité de construire leur maison. Il y a tout un quartier où vivent beaucoup d'Italiens. À un certain moment, des gens qui n'avaient jamais voulu parler ont accepté de dire ce qui devait être dit : c'est-à-dire qu'au sein du même groupe villageois ou familial, les premiers arrivés ont hébergé les suivants en leur faisant payer le prix fort pour une place dans un garage ou un sous-sol. Au bout d'un moment, certaines personnes s'en allaient de ces lieux, mais sans dire pourquoi. La victime a tendance à se taire et à être donc doublement victime. Tout cela fait partie de la réalité, des souffrances que nous avons pu taire durant un certain temps. Il y a eu aussi la ségrégation à l'école primaire avec des comportements d'exclusion, mais également des oppositions entre les Italiens du nord et les Italiens du sud ; c'est terrible quand les pauvres se mangent entre eux. Des comportements inacceptables ont circulé à l'intérieur de la communauté italienne, tout en accablant les français.

Il y a eu aussi de la ségrégation spatiale, avec différentes sortes d'habitas : il y avait la maison à 1 million de francs, créé en 1946-1947 par un piémontais du coin pendant le boom des Trente Glorieuses. Il a fait des plans, des maisons type, et les Italiens se sont engouffrés dans ce type de construction. Cela donne un caractère vraiment original à un quartier de Cluses.

Il y a eu aussi l'habitat précaire. Il n'y a pas de situation monolithique. Certains ont également construit leur pavillon. Parmi eux, certains ont exploité leurs voisins, leurs cousins ou leurs frères en leur faisant miroiter de les accueillir chez eux, alors qu'ils les ont fait travailler ou payer ; et il y a ceux qui ont construis leur maison grâce aux liens de solidarité, avec une entraide les dimanches et les lundis de congés.

Il y a également l'habitat populaire dans les HLM – Habitations à Loyer Modéré - bâtis en 1962 pour accueillir les rapatriés d'Algérie. Les Italiens y ont habité massivement.

Ces habitats différenciés fondent déjà une hiérarchie dans la population clusienne, mais peut être également un reflet du dynamisme des uns et des

autres : certains souhaitent s'installer et construisent leur maison ; d'autres vont repartir ; d'autres Italiens, qui viennent de grandes villes, vont aller vers l'habitat social car l'immeuble est peut être plus familier et plus facile.

Il y avait un bidonville à Cluses, qui a disparu au moment où Carrefour est créé. Ce bidonville n'était pas extrêmement étendu. Il y a une dizaine ou une quinzaine de baraques couvertes avec des toits de tôle. En revanche, il y a la cité des Millières qui existe toujours. Même si les baraques ont disparu, il y a des photos de baraques en bois, le même type que nous pouvons trouver à Chedde.

« ***En termes de souffrance, il y a aussi les centres de tri*** ».

En termes de souffrance, il y a aussi les centres de tri. La mémoire à Montmélian, volontairement ou involontairement, a disparu : on ne veut pas parler. J'ai découvert Montmélian lorsque j'ai écrit : « La vie rêvée des Italiens ? ». Le contexte est le suivant : lorsque la guerre se termine, l'Italie a perdu et doit des dommages de guerre à la France. Il y a des accords bilatéraux : l'Italie doit de l'argent, mais elle n'en a pas. La France malthusienne, faiblement nataliste, a besoin de main-d'œuvre. Les Italiens deviennent la monnaie d'échange. La France est exigeante et souhaite une immigration choisie.

Ceux qui passent clandestinement sont une aubaine pour la France, puisqu'ils échappent au nombre fixé par les accords étatiques. Dès lors, tous ceux qui passent la frontière, y compris par la montagne, sont amenés à Montmélian. Un Italien que j'ai interrogé m'expliquait qu'il n'y avait pas que le centre de Montmélian où les immigrés étaient placés, car il était trop petit. Il m'a expliqué qu'il dormait dans le wagon à la gare de Montmélian, il y avait aussi des baraques extérieures, tout comme des personnes dormaient à la soufflerie d'Avrieux. Cette soufflerie comporte un énorme tube qui sert à faire des essais sur les moteurs d'avion.

Montmélian disposait d'un centre médical où les Italiens étaient triés. Cependant, il y a aussi les entreprises qui venaient se servir. Par exemple, une personne m'a indiqué qu'elle travaillait dans une entreprise qui descendait à Montmélian ou à Modane choisir de la main-d'œuvre. Un entrepreneur de Seyssel allait également, avec un collègue Italien, chercher des ouvriers à Albertville, Montmélian et Modane. Il y a eu des petits centres où les Italiens étaient embarqués dans des camions. Les témoignages racontent que dès que les personnes immigrées entendaient le moteur du camion, elles sortaient. Ceux qui travaillaient pour l'entreprise demandaient aux Italiens de s'aligner et de montrer leurs mains. Les critères d'embauche étaient les muscles et les mains. Un autre témoignage d'Italien raconte qu'il dormait dans les wagons désaffectés de la gare

et que les dents et les mains étaient regardées avant l'embauche. En écrivant cet ouvrage, j'ai demandé à une personne immigrée analphabète ce qu'elle tirait de son expérience de migrant. Ce monsieur m'a répondu que le travail avait fait des Italiens en France des hommes respectables. Cette phrase fait le tour de beaucoup de choses : la valeur du travail, ce que le salaire du travail permet de faire en France.

Je pense qu'il y a un silence organisé, même si je ne peux me baser sur aucune preuve tangible et vérifiable. Je pense qu'il y a un silence organisé, de type : « *Il n'y a pas eu cela chez nous* » ; donc il faudrait connaître ce qu'a été Montmélian il y a une cinquantaine d'années. Les personnes que j'ai contactées à Montmélian m'ont dit qu'elles ne savaient rien, alors même que ce sont des personnes qui, du fait de leurs fonctions, devraient savoir. Peut-être faudrait-il explorer davantage les archives. En tout cas, ce qui est indiscutable, c'est que la soufflerie d'Avrieux était bien fréquentée par des personnes immigrées qui cherchaient clandestinement du travail et des patrons trafiquants qui embauchaient. Eux avaient besoin de main-d'œuvre et les autres voulaient travailler. Certaines autres personnes étaient gênées d'aller chercher ainsi de la main-d'œuvre, voire avaient honte.

À Modane, je pense que rien n'était différent de Montmélian. Mais je n'ai pas beaucoup de documents à ce sujet. Ce que je sais, c'est qu'il y a eu énormément de passage à Modane. Parfois, de part mes recherches, je reconnais certaines personnes qui habitaient à Cluses. À ce moment-là, l'histoire prend corps, je connais une part du non-dit : je sais comment ils ont été traités et je sais comment ils sont en tant que personnes. Il y a des non-dits, des sentiments de honte et de culpabilité. Tout le monde n'est pas prêt à dévoiler ce parcours car le dire, c'est étaler sa propre misère. Nous n'en sommes pas fiers.

Un jour, au cours d'une recherche, un homme a témoigné publiquement de la honte qu'il avait subie au cours des visites, nu, avec un personnel féminin. Sa femme a dit, ensuite, qu'elle savait qu'il y pensait la nuit. Je ne sais pas si beaucoup de personnes ont intégré cette souffrance à ce point. Une femme Sarde a également publié son témoignage. La communauté sarde lui est « tombée dessus », lui reprochant d'avoir témoigné de sa honte lors de l'épreuve de la visite médicale. Une autre jeune femme, tuberculeuse, avait refusé de passer la radio pulmonaire en disant que sa pudeur lui empêchait de mettre ses seins à nus. C'est encore une forme de souffrance. Je connais aussi des personnes qui se sont faites refouler, non pas par des Français, mais par les carabiniers Italiens. Dans le commerce, dans le respect des quotas, les Italiens ne laissaient pas sortir facilement les personnes car elles représentaient de l'argent. Je connais également quelques exemples de personnes qui sont parties dès 1935 faire les guerres coloniales de Mussolini. Lorsqu'elles ont essayé

ensuite de se faire embaucher, elles ne réussissaient pas car elles avaient été fichées. Je ne sais pas si tous les fascistes ont été repérés.

« ***Mon rapport à l'Italie est toujours en conflit*** ».

Mon parcours a donné un sens à mon départ d'Italie, à mon engagement. J'arrive à un âge où je fais un bilan et je me dis que je n'ai pas de regret d'être parti. Il n'y a ni regret, ni amertume. Il fallait partir et je l'ai fait. Dans ma part d'italianité, comme dans ma part de francité, il n'y a rien à jeter. Je suis français de cœur et de papier, car le cœur ne suffit pas, il faut des papiers. Ils sont la preuve que le choix de la nouvelle nationalité atteste d'une volonté d'intégration par la citoyenneté. Pour ce qui est du reste, je continue à retourner en Italie avec beaucoup de plaisir, même si les problèmes de l'Italie l'atténuent. Je continue à pouvoir lire, écrire et parler en italien. Mes liens avec l'Italie ne sont pas encore clairs : je suis constamment dans ce réflexe d'attraction- répulsion. Cela est indéfinissable. J'ai plaisir à aller en Italie. Parfois, certaines choses prêtent à sourire : le café fait partie de mon italianité et il me paraît invraisemblable qu'en France on puisse servir du café dans un bol !

Nous allons de temps en temps à Aoste, en prenant prétexte d'aller boire un café. À Aoste nous nous promenons, nous allons faire quelques courses. Je m'attends à chaque fois à entendre parler italien mais souvent, les personnes parlent français. J'ai plaisir à passer la frontière et, immédiatement, je me rends compte qu'il y a des choses qui ne me conviennent toujours pas. Je vis les problèmes de l'Italie, peut-être d'une manière qu'il ne faudrait pas. Nous avons eu une maison en Italie pendant huit ans. Le regard des autres et curieux : des collègues pensaient qu'à la retraite nous allions vivre, ma femme et moi, en Italie. Je n'ai jamais eu ce projet ! L'idée de cette maison fut peut-être plus celle de mon épouse, pour faire partager à nos enfants une part de mon histoire. Mais nos enfants n'en avaient rien à faire de cette maison; ils la trouvaient jolie mais ne venaient qu'une semaine par an. Il y a la construction mentale des parents et il y a la réalité. Je fais un raccourci, mais en Italie, il y a certains comportements et si vous ne les acceptez pas, vous ne pouvez pas y vivre. Lorsque nous allions en Italie, c'était souvent pour un mois et demi ou deux mois, donc une période assez longue pour replonger dans les problèmes, dans des choses qui m'ont fait fuir ! Les Italiens en sont toujours à avoir les mains sur les colts et les yeux dans le rétroviseur pour savoir qui est en train de les truander. L'argent a encore un rôle omniprésent. Cette présence m'a beaucoup gêné. Bref, mon rapport à l'Italie est toujours en conflit. Je rêve d'une Italie qui n'existe pas. Il y a des choses que j'accepte en France, qui sont arrivées. Mais ici, je sais qui tire les ficelles. Là-bas, je dois le deviner.

Mise en contexte

Madame M.

À la sortie de la Seconde guerre mondiale, on assiste à une transformation importante pour ce qui concerne les flux migratoires entre l'Italie et la France. Certes, la création de l'ONI, organisme chargé de contrôler les vagues migratoires et de sélectionner des individus qui remplissent les critères hexagonaux, constitue l'élément le plus visible. Pourtant, l'apparition de cette entité institutionnelle (dont le fonctionnement n'est pas optimal) a tendance à masquer un autre changement d'envergure qui concerne la composition des flux. Jusque-là, les Italiens du nord et du centre sont très largement majoritaires : cependant, à partir du milieu du XXème siècle, on assiste à une inversion de la tendance puisque désormais ce sont les Italiens originaires de régions situées au sud de Rome qui constituent le contingent le plus important[143].

Cette évolution trahit les contrastes qui caractérisent la situation italienne : alors que le sud du pays demeure en proie à des difficultés économiques profondes et à un chômage endémique, le nord commence à sortir la tête de l'eau et à trouver une dynamique porteuse. On qualifie cette situation de « miracle économique ». À l'inverse, la persistance des difficultés dans le bas de la péninsule a fini par créer un espace propice aux départs : de nombreux villages de Calabre, de la Pouille, se sont dépeuplés en raison de l'absence de perspectives acceptables pour leurs habitants. Deux types de migration ont fleuri sur ce terreau : d'une part, des migrations internes en direction des principales villes de Lombardie, du Piémont, de la Toscane ; et d'autre part, des migrations externes qui, dans l'ensemble, concernent un petit nombre de pays parmi lesquels la France, l'Argentine, la Belgique, les États-Unis[144]…

La singularité du cas suivant réside dans le fait qu'il combine les deux formes de mouvements : pour les parents de l'enquêtée, le départ vers la France n'intervient qu'après une halte à Milan. De plus, le contexte familial conditionne grandement la trajectoire de ce jeune couple : l'institution familiale a manifestement beaucoup compté dans le choix du départ mais elle oriente aussi, de manière moins directe et néanmoins réelle, les points de chute. Comme le souligne Lucia Grilli, « plus le poids de la famille est important, plus les parcours migratoires pris en considération apparaissent soumis à des contraintes qui entravent toute stratégie d'envergure. Mais c'est surtout les histoires de vie qui font

[143] M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op. cit., chapitre 4 « le temps du Sud 1946-1960 »

[144] A. Bechelloni, « Le choix de la destination française vu du côté italien » dans M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, op. cit., pp.29-40

apparaître de tels mécanismes[145]. » Vraisemblablement, le déplacement initial échappe à tout projet migratoire : il constitue en revanche une manière de se soustraire à une situation pénible. Ainsi, après un séjour peu satisfaisant à Milan, les parents de l'enquêtée mettent le cap vers la France et rebondissent, une nouvelle fois, auprès de membres de la famille. Dès lors, on voit se dessiner un parcours aux antipodes des projets migratoires longuement réfléchis. Le cas suivant se rapproche donc de celui des familles napolitaines qui gagnent la France dans les années 1950 : « L'émigration, au moins dans sa phase initiale, est vécue essentiellement comme une solution parmi les options sociales possibles. En choisissant d'émigrer, la plupart des individus dont nous avons suivi les trajectoires mettent au point des stratégies à court terme. Elles visent surtout à trouver des satisfactions partielles et immédiates à des besoins ponctuels et spécifiques. Les stratégies mises en œuvre sont par conséquent le plus souvent ciblées et utilitaires : elles peuvent avoir pour but de réaliser un projet (le mariage, l'achat d'un bien immobilier ou bien d'un magasin, l'investissement dans une activité commerciale). Elles permettent parfois de faire face à des périodes de chômage plus longues et plus déstabilisantes ou alors mieux de gérer - grâce à une émigration temporaire – des conjonctures familiales et personnelles difficiles. Il y a, par exemple, ceux qui quittent le lieu de départ au cours d'une phase d'accélération ou de crise du parcours de vie familiale et qui se rendent en France pour y rester trois ou quatre ans maximum[146]. »

Après un départ forcé, qui ne correspondait pas à une ambition mais à la nécessité de partir, et un rebond en Lombardie qui ne se révèle pas enchanteur, ce sont les circonstances qui semblent pousser les parents de l'enquêtée vers la France. Cette nouvelle étape ne contient pas de facilités. Elle met en évidence un effet de la nouveauté de la vague migratoire en provenance du sud : il n'existe pas de filières, donc la famille fait office de seul point de repère dans ce nouvel environnement. On saisit de la sorte l'isolement des pionniers, que les rapports issus de la sphère professionnelle ne rompent pas réellement. Étant donné que ce couple n'est pas à l'origine d'autres venues, cet isolement perdure. Enfin, le fait que l'on puisse se retrouver dans une telle situation dans une zone où la présence d'Italiens est si nombreuse montre bien que pour ce pays, l'appartenance régionale reste prépondérante vis-à-vis des attaches nationales.

---

[145] L. Grilli, « Entre Naples et Paris : les migrants napolitains des années cinquante » dans M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, op. cit., p.224

[146] Ibid., pp.224-225

Entretien avec Madame M.

« ***Mes parents sont retournés vivre en Italie.***

C'est très dur. Et pourtant, je trouve qu'ils ont raison »

Lieu : St-Alban-Leysse **Origine :** Italie (Pouilles) **Période :** 1955-2015

Mots clés : Émigration définitive en Italie, Filière, Nationalité, Pauvreté, Racisme.

« ***Mes parents sont partis des Pouilles afin de trouver du travail mais aussi pour fuir la famille*** »**.**

Mes parents habitaient au sud de l'Italie, dans les Pouilles. Leur petit village était perdu entre les vignes et les oliviers. Mon père a eu plusieurs métiers. Son beau-père avait un commerce où il vendait des vélos et de l'électroménager donc mon père a eu plusieurs domaines d'activité. Mes parents se sont mariés en cachette puisque ma mère est tombée enceinte de mon frère. Elle ne travaillait donc pas.

Mes parents sont partis des Pouilles en 1955 afin de trouver du travail, mais aussi pour fuir le Sud puisque la famille n'a pas apprécié cette situation du couple. Une sœur de mon papa habitait déjà à Milan, ils l'ont rejoint et sont restés dans le Nord trois ans et demi. Mon père travaillait dans une usine où il faisait les 3/8. Cela ne se passait pas très bien, tout comme la vie avec ma tante paternelle, notamment du fait de la promiscuité dans le logement. Pour ma maman, les choses étaient difficiles : il n'y avait pas assez de place à Milan pour accueillir toute la famille et en partant des Pouilles, ma maman a dû laisser mon frère à ma grand-mère paternelle. Se couper de son fils fut difficile. Ma grand-mère paternelle a élevé mon frère pendant plus d'un an. Pendant ce temps, ma mère, dans le Nord, n'a pas travaillé.

« ***L'idée était de faire venir les autres en France pour qu'ils trouvent du travail, que leurs conditions de vie soient plus faciles*** » **.**

Dans les Pouilles, ma tante maternelle a rencontré un Français qui avait des origines italiennes. Elle est tombée amoureuse de lui et elle voulait se marier avec un Français puisque la vie était difficile en Italie. En plus, après le décès de ma grand-mère, mon grand-père paternel s'était remarié et les relations familiales étaient devenues compliquées. Quoi qu'il en soit et quelques soient les raisons de son mariage, ma tante est venue à Chambéry du jour au lendemain.

Ma tante maternelle étant en France, la bonne idée était de faire venir les autres pour qu'ils trouvent du travail, que leurs conditions de vie soient plus faciles et les deux sœurs pouvaient se retrouver. Mon oncle Français s'est donc engagé à trouver du travail à la famille et il a pu demander à un patron de faire un certificat expliquant que si mon père venait en France, il pourrait l'embaucher. Cela permettait à mes parents de demander une autorisation pour émigrer. Ils sont donc arrivés en France en avril 1959 par les voies officielles : ils sont venus de Milan à Modane en train. Ensuite, je crois qu'ils sont arrivés directement à Chambéry. Mes parents n'ont jamais parlé de ce passage de l'Italie vers la France. J'ai l'impression que ça a été dur… déjà d'arriver d'Italie du sud pour aller jusqu'à Milan, puis repartir de Milan jusqu'en Savoie. Par contre, ils nous parlaient de ce froid, de la neige. Cela a été difficile pour eux car dans le Sud il faisait toujours chaud et ils n'avaient jamais connu la neige. Ils avaient été perturbés par la différence de température et ils en parlent encore souvent.

« ***L'arrivée en France a été un choc*** » **.**

L'arrivée a été un choc, même si elle fut chez mon oncle et ma tante et qu'ils fuyaient cette période à Milan qui n'avait pas été très sympathique pour eux. Peut-être qu'ils s'attendaient à trouver autre chose et que, finalement, ce ne fut pas mieux…

À Chambéry, mon père a dû attendre quelques mois pour pouvoir travailler chez le patron qui lui avait fait le papier d'embauche. Puisque chez ma tante et mon oncle il n'y avait pas de place, ils ont pu trouver une pièce à vivre au-dessus de chez eux. Dans cette pièce, il n'y avait rien. J'étais déjà née et mon frère est né un an après. Dans cette pièce, nous étions donc quatre. Pour mes parents, cette période fut très difficile : ils n'avaient pas d'argent, pas de confort, notamment lorsque ma mère était enceinte de mon petit frère. Trois ans plus tard, ils ont pu

s'installer dans un lieu un peu plus confortable, avec une pièce principale, une chambre et un jardin.

Aujourd'hui encore, ils peuvent évoquer ces souvenirs difficiles : sans argent, il était difficile de nourrir la famille et lorsque mon père a commencé à travailler, il a fallu tout acheter pour s'installer. À l'époque, il n'y avait pas de crédit. Mon père raconte souvent qu'il tirait régulièrement le frigo afin de voir s'il n'y avait pas des pièces de centimes qui étaient tombées dessous pour payer à manger aux enfants. À l'époque, les personnes pouvaient avoir des ardoises chez les épiciers. Malgré tout, c'était également une bonne période pour eux car ils ont pu retrouver la sœur de ma maman. Même en n'ayant rien, il y avait la famille. Pourtant, mon père était exploité dans une usine où il n'avait pas le droit de s'arrêter de travailler, où les conditions étaient très difficiles et il a dû finir sa carrière là-bas. Pour lui, aujourd'hui, la France est le pays qui l'a nourri, dans lequel il a pu travailler et où ses enfants et petits-enfants habitent. C'est aussi le pays où on le traitait de « *sale italien* ». D'ailleurs, je suis de 1959 et j'ai pu vivre aussi ces insultes à l'adolescence. On nous traitait de « *sales Italiens* », de « *spaghettis* », de « *sales Ritals* ». Pourtant, je n'ai pas cherché à me faire des amis Italiens. Mon père pouvait vivre des événements très difficiles à l'usine, il avait très peu de contact avec des collègues, on lui jetait des pierres. Les Italiens étaient très mal vus, pas acceptés. À l'époque, la Mission Catholique Italienne organisait des repas de Noël et je me souviens que mes parents y allaient. Je ne sais pas si cette pratique de la Mission italienne perdure depuis que le Consulat italien est à Lyon. Quoi qu'il en soit, des amis de mes parents sont arrivés, mais plus tard.

« *Mes parents sont retournés vivre en Italie. Ils ont coupé net avec la France* ».

Aujourd'hui, mes parents sont répartis vivre en Italie. Je pense qu'ils ont un mauvais souvenir de ces périodes. La preuve en est : lorsqu'ils sont repartis définitivement il y a huit ans, ils ont coupé net avec la France. Ils n'ont aucun regret de l'avoir quittée, même s'ils ont vécu une grande partie de leur vie ici. Lorsqu'ils viennent nous voir, ils ne veulent même pas aller voir la maison dans laquelle ils ont habité. Il y a tout de même une empreinte négative qui est restée. Eux n'utilisent pas ces mots. Ils disent que « *non* », ils n'ont aucun regret de ce qu'ils ont vécu ici. Je suppose néanmoins que ce qu'ils ont vécu a été contraint et forcé. Eux n'ont pourtant aucun regret et ne retiennent que la famille. Le reste n'existe pas pour eux. C'est incroyable !

Mes parents avaient aussi beaucoup d'amis Italiens en France, qui comme eux étaient venus travailler ; mais ils ont gardé peu de liens avec eux. Ils ont coupé ces liens lorsqu'ils sont repartis en Italie. C'est presque choquant. Ma tante est encore à Chambéry et ne comprend pas pourquoi ils sont partis, elle n'a pas du tout le même regard qu'eux. Elle s'est beaucoup plus intégrée en France que mes parents. Bien sûr, elle a beaucoup d'attaches encore en Italie puisque ses frères et sœurs y habitent. Je pense que cette différence de regard est due à la souffrance : mes parents ont galéré en France dès le départ, alors que pour ma tante, les choses pouvaient être plus faciles. Elle était mariée à mon oncle qui était Français, qui parlait le français, alors que mes parents ne parlaient pas du tout la langue. C'était très difficile pour mon père d'échanger avec son employeur ; quant à ma mère, elle ne sortait pas beaucoup et ne voyait que ma tante. Il y avait donc ce problème de la langue et les problèmes financiers. Il fallait nourrir cinq enfants. En revanche, nourrir cinq enfants en Italie aurait aussi été compliqué. Je pense que ce sont des difficultés qui ne sont pas de bons souvenirs pour eux. Malgré tout, lorsque mes parents sont en France, mon père ne va rendre visite qu'aux enfants de son ancien employeur. C'est bizarre, c'est paradoxal. Pour mon père, seul le travail comptait et il nous a inculqué cela. Il fallait bosser.

Pendant qu'ils habitaient en France, mes parents n'ont pas pu avoir beaucoup de liens avec l'Italie car repartir coûtait cher. Financièrement, ils ne pouvaient pas. À l'époque, ils écrivaient beaucoup de lettres. De temps en temps, mes grands-parents paternels et maternels venaient passer quelques semaines avec nous, mais c'était assez rare. Il y a une coupure et le seul le lien avec l'Italie de ma maman était en fin de compte sa sœur, en France.

Lorsque j'étais enfant, mes parents n'ont jamais évoqué le fait de retourner vivre en Italie. Avant que nous ne soyons tous mariés et que mon père ne fut à la retraite, mes parents ne nous en ont pas parlé. En 1984, en Italie, ils ont acheté un terrain et fait construire une maison à la campagne. Ils s'y rendaient régulièrement en été. Lorsque mon père fut retraité, ils passaient six mois d'affilée en Italie et ne revenaient que l'hiver ici. Petit à petit, ils ont basculé de l'autre côté, en Italie.

Ils en parlaient de temps en temps de retourner vivre en Italie, mais sans plus… et nous, nous n'y croyions pas. Ils nous disaient qu'ils se sentaient bien en Italie mais que leurs enfants et leurs petits-enfants étaient en France. Ils en parlaient « comme ça », mais c'était un sujet vague et non pas un sujet de conversation. Maintenant qu'ils avancent en âge, avec des problèmes de santé, nous leur disons que ce serait bien qu'ils reviennent vivre en France. Mais c'est un « *non* »

catégorique. Ils nous répondent que si nous les faisons venir en France, nous allons les enterrer.

Quand ils sont repartis en Italie, ils ont retrouvé de la famille : deux frères de ma maman, des frères de mon papa et trois de ses sœurs en Italie du nord, à Milan. Ils ont une autre vie. Ils disent qu'ils ont plus de relations qu'en France. Ils ont toujours gardé la nationalité italienne et parfois, mon père me dit qu'il a le « *cul entre deux chaises* » : il n'est plus vraiment Italien mais n'est pas Français non plus. En tout cas, il est évident qu'il se sent plus Italien que Français. Ma mère, en revanche, se sent vraiment Italienne. Peut-être que mon père a eu plus de liens avec des personnes par le travail. Ma maman était à la maison et ne faisait que s'occuper de nous. Il y avait bien ma tante, le voisinage et quelques amis Italiens mais je trouve qu'ils avaient bien plus d'amis Italiens quand ils sont venus en France qu'au moment où ils sont repartis. Je ne sais pas pourquoi. Peut-être parce que nous avons une grosse famille et qu'ils n'avaient pas le temps de voir leurs amis ? En tout cas, vers la fin, j'avais l'impression qu'ils voyaient de moins en moins leurs amis, comme s'il y avait déjà un pas qui était en train de se franchir. Je ne sais pas… Je n'ai pas d'explication là-dessus.

« *Je souhaiterais récupérer ma double nationalité. Ma fille aussi souhaiterait l'avoir* ».

Pour ma part, je suis donc née à Milan, j'étais Italienne. Lorsque je me suis mariée à un Français, je suis devenue Française, j'ai perdu ma nationalité italienne. Si je veux la récupérer, je crois qu'il faut que j'aille vivre un petit peu en Italie. Je m'étais renseignée il y a quelques mois au Consulat italien quand il était encore à Chambéry. J'avais envie de retrouver une double nationalité même si au quotidien, cela ne change rien. Mais nous avons des racines italiennes. Les parents vont disparaître et pour moi, la nationalité italienne permettrait de garder malgré tout un lien avec l'Italie. Le jour où mes parents ne seront plus là, le lien avec l'Italie sera terminé, même si nous aurons l'occasion d'y retourner. En plus, je suis née en Italie donc pourquoi avoir renoncé à cette nationalité ? Pour moi, l'administration du mariage m'a coupée d'une partie de ce que je suis. Et cela fut fait car mes ex-beaux-parents (je suis divorcée) étaient racistes : mon ex-beau-père avait des origines italiennes, mon ex-belle-mère était bien Française. Mon beau-père a dû connaître la Première guerre mondiale, ce qui ne devait pas être facile. Je n'ai pas vraiment de détail, mais en tout cas, il n'aimait pas les Italiens, il disait qu'ils ne savaient manger que des pâtes... Il a même transformé son nom de famille. Donc avec ma double nationalité, j'étais mal vue. Attention

néanmoins, ce n'est pas uniquement parce que mon beau-père était raciste que j'ai accepté de renoncer à ma nationalité italienne. À l'époque, je me disais que j'allais vivre en France et que la nationalité italienne ne me servait à rien. Il n'y avait pas eu vraiment de réflexion. Je ne peux pas non plus dire que mon ex-mari m'a forcée à perdre la nationalité italienne. À l'époque, je ne me souviens même pas comment j'aurais pu faire pour garder ma double nationalité, cela date d'il y a quelques années. En tout cas, je souhaiterais la récupérer. Je me suis donc renseignée, y compris pour ma fille qui souhaiterait avoir la double nationalité. Le temps a passé et nous ne nous en sommes pas occupées.

Mon frère aîné ainsi que mes deux petits frères ne retournent pas vraiment en Italie ; leurs enfants n'ont pas plus de lien que ça avec l'Italie. Les plus attachées à l'Italie sont ma sœur et moi. Du côté de ma sœur, ce lien est puissant. Peut-être que cela s'explique aussi parce que son mari est attaché à l'Italie, sa mère étant d'origine italienne. Enseignants tous les deux, ma sœur et son mari avaient envie d'aller habiter en Italie, à Lecce. Encore aujourd'hui, ils disent qu'aller habiter en Italie est encore dans leurs projets. Ils y vont souvent avec leurs deux enfants - dont les prénoms sont à consonance italienne - durant les vacances.

Quant à mes enfants, ma fille est beaucoup plus attachée à l'Italie que son frère. Elle irait toutes ses vacances en Italie. Elle a fait de l'italien à l'école et pas son frère, elle cuisine beaucoup, elle est très attachée à mes parents, à l'Italie… Puisqu'elle attendait un bébé, elle n'a pas pu aller en Italie cette année. Elle m'a donc dit qu'il faudrait que nous allions à l'exposition universelle pour aller au moins cette année en Italie... Nous sommes attentives en France aux sujets qui concernent l'Italie, comme le Festival du film Italien. Pour autant, je ne suis pas allée voir l'exposition universelle ; cela fait plusieurs années que je souhaiterais adhérer à une association italienne mais je ne m'en occupe pas. Je voudrais avoir un lien plus régulier avec l'Italie en dehors de mes parents et de ma famille.

Au sujet de la cuisine, je vais acheter des produits dans le magasin italien de Chambéry car là-bas, je trouve que ça « sent l'Italie ». C'est une partie de l'Italie que nous retrouvons mais les commerçants ne parlent pas italien, c'est dommage. Je mange sans gluten donc je ne peux pas manger beaucoup de pâtes. Je dois faire abstraction des pâtes et je les remplace par autre chose. Par contre, en Italie, lorsque j'ai l'occasion d'en manger , je le fais Je n'ai pas appris à faire les pâtes typiques des Pouilles et d'ailleurs, les enfants me le reprochent. Ils me demandent ce qu'ils vont faire lorsque leur grand-mère sera décédée. Ma sœur a pris le relais pour les pâtes, elle sait tout faire. Chez ma sœur et son mari, tout est décoré à l'italienne, y compris les petits piments accrochés. J'ai l'impression qu'ils mangent comme quand ils étaient en Italie. Il y a tous les jours des pâtes. Ils ont vraiment la culture italienne. D'ailleurs, ma sœur est professeur

d'italien alors que pour ma part, je ne parle pas italien et j'ai des difficultés à parler patois. Pour autant, je le comprends très bien. Mes parents parlaient patois à la maison et mes frères parlent mieux patois qu'italien, sauf le dernier qui parle peu. Pour ma part, lorsque je parle un peu, c'est l'italien qui sort. Il faut dire que j'ai fait plusieurs stages chez mon oncle, en vacances, quand j'étais plus jeune.

Il est assez étonnant de constater à quel point il peut y avoir des différences alors que nous sommes tous frères et sœurs. Mon frère aîné à trois ans de plus que moi ; mon petit frère à un an de moins que moi, j'ai cinq ans avec l'autre frère et dix ans avec la dernière. Nos racines sont malgré tout italiennes. Quant on va en Italie, en vacances, on y est bien ; quand on va visiter l'Italie… Je crois que c'est un tout. Il n'y a pas que la nourriture, que la culture ou que la langue. C'est un tout. Lorsque nous étions enfants, nos parents nous parlaient de l'Italie et ils la mettaient en valeur. Par exemple, nous mangions italien tous les jours. Les parents se sont sentis exclus des Français et c'était dur, alors qu'en Italie du sud, tout le monde est accueilli les bras ouverts. Par exemple, en France, c'était parfois difficile avec le voisinage, même si au fil des années les choses se sont arrangées. C'est peut-être pour ça que mon père n'a côtoyé que des Italiens… Je ne sais pas. Ils ne se sont jamais vraiment exprimés là-dessus.

Je ne sais pas ce qui peut expliquer que c'est plutôt du côté de ma sœur et de moi que les liens avec l'Italie sont les plus forts : peut-être parce que les filles sont plus attachées à leurs parents ? Peut-être parce que mes parents sont retournés vivre en Italie ? J'ai l'impression que l'Italie a une autre mentalité, même si la France est très bien. Pour moi, l'Italie est associée à l'accueil, à cette langue italienne que j'adore et je trouve que les villes ont toutes du charme. Par exemple, souvent, les gens ne trouvent pas Turin beau alors que je trouve cette ville belle. Il y a quelque chose au fond de moi qui fait que j'aime l'Italie ; je trouve qu'il y a une âme que je ne retrouve pas en France - même si Paris est magnifique et que toutes les villes françaises ont aussi leurs charmes. Mais c'est comme s'il y avait une atmosphère en Italie… En Italie, lorsque vous vous mettez sur une place, vous avez envie d'y rester. Il y a des sentiments différents, un bien-être, une convivialité. Je prends toujours cet exemple. Un jour que nous étions avec mon ex-mari à Rome, nous avons demandé notre chemin. Il se trouve qu'en Italie, lorsque vous demandez votre chemin, les gens vous accompagnent. Cela est déjà arrivé dans l'Italie du sud. Il fait bon vivre en Italie. Ce n'est pas pour autant que j'y retournerais, ma vie est ici. J'aime certainement l'Italie parce que ce sont mes racines et que mes parents y habitent. J'ai peut-être une vision étriquée de l'Italie… En tout cas, lorsque je vais en Italie et que je passe la frontière pour revenir en France, j'ai presque les larmes qui coulent. Il y a un déchirement quand je repars, tout le temps, tout le temps... Pourtant, quelque temps après, je me dis que nous sommes très bien en France, en

Savoie, qu'il y a les montagnes… Mais il y a quelque chose avec l'Italie. Je me pose toujours cette question : si mes parents n'étaient pas venus vivre en France, « puré », je serais en Italie ! Voilà ! Parfois, cela me fait mal au cœur car je serais italienne, quelle joie ! Attention, je ne renie pas la France ! Parfois, j'essaie de faire marche arrière et je me dis que j'aurais pu vivre en Italie. Cela m'aurait plu. Mais bon, c'est comme ça, c'était un choix de la part de mes parents de venir ici, tout comme c'est un choix de repartir vivre en Italie.

Lorsque nous avons des parents qui habitent loin, c'est très dur. Et pourtant, je trouve qu'ils ont raison de vivre en Italie, on y est bien. Maintenant que je suis grand-mère, c'est impossible d'aller y vivre… je crois que j'ai enlevé tout doute et que je ne revivrais pas en Italie. Même si je n'ai jamais envisagé de le faire… De toute façon, il était hors de question pour mon ex-mari d'aller habiter en Italie. Mais comme mes enfants étaient attachés à l'Italie… Ma fille, lorsque je me suis séparée de mon mari, était partante pour que nous habitions en Italie. Elle avait envie. D'ailleurs, avec son mari actuel, ils sont partis une semaine à Rome et ils ont pensé habiter en Italie. Ils sont partis en Sardaigne une semaine en vacances. Puisqu'ils voulaient un bébé, en partant, ils ont dit qu'ils aimeraient qu'il soit conçu en Italie. Et c'est ce qui s'est passé. C'est drôle… Ils sont très contents que leur enfant ait quelque chose d'Italien, même s'il n'a pas un prénom italien. Le mari de ma fille a des grands-parents bergamasques et c'est un petit peu la guerre entre l'Italie du nord et l'Italie du sud. Ils sont donc contents que leur enfant ait été conçu ni dans le nord, ni dans le sud, mais en terrain neutre, en Sardaigne.

En tout cas, de plus en plus de touristes vont en Italie, notamment du sud. Mon fils, qui est retourné l'année dernière en Italie, a eu le sentiment que ce n'étaient plus les Pouilles qu'il avait connues. C'est devenu touristique et certaines choses se sont transformées.

Mise en contexte

Madame S.

Dans le cadre des migrations entre la France et l'Italie, celles qui concernent les travailleurs ruraux sont loin d'être les mieux connues. Pourtant, il est peu de dire que l'exploitation des champs et des forêts doit beaucoup à l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère. Philippe Hanus explique cette méconnaissance comme suit : « Une des raisons majeures du peu d'intérêt qui lui est manifesté réside probablement dans son invisibilité : de maigres effectifs disséminés dans les fermes, les cabanes d'alpages (bergers transhumants) ou dans la forêt, à l'inverse des cohortes d'ouvriers concentrés en des lieux aisément repérables : usines et faubourgs urbains. En outre, le personnel extrêmement mobile de ces chantiers forestiers est difficile à évaluer par les agents recenseurs et échappe donc fréquemment à la raison statistique – a fortiori lorsque les migrants ne sont pas en règle avec la Préfecture[147] ».

Les mouvements des bûcherons bergamasques occupent une place particulière dans l'histoire de l'exploitation des forêts alpines. Ils s'inscrivent dans le prolongement de déplacements qui ne tenaient pas grand compte des frontières et qui concernaient bien souvent des manœuvres mobilisés pour des tâches ponctuelles. À la fin du XIXème siècle, on glisse vers un autre type de travail forestier : ce sont désormais des petites équipes spécialisées qui émigrent de façon saisonnière (entre Pâques et la Toussaint) pour exploiter des parcelles de grande envergure. Ces mouvements qui deviennent massifs finissent par se fondre dans un schéma régulier, puisque les mêmes individus gagnent la France chaque année à la même époque. On peut d'ailleurs observer une organisation sous-jacente de cette émigration : un chef d'équipe constitue son groupe en puisant dans ses connaissances ou parmi la population de son village. Il prend langue avec l'employeur et discute les délais de livraison du chantier, la question de la rémunération…

Ce mode de fonctionnement qui mêle dynamique pendulaire et cooptation communautaire est parfaitement au point pour ce qui concerne les travaux de bûcheronnage mais on remarque qu'il déborde les secteurs connexes de la scierie et de la fabrication de papier. L'univers des travailleurs du bois semble régi par cette dimension relationnelle : en son sein, il est fait grand cas de la parole donnée. C'est d'ailleurs à l'occasion du retour dans la région de Bergame d'une de ses connaissances (exerçant son métier en France) que le père de l'enquêtée le sollicita pour savoir s'il ne

[147] P. Hanus, « Trajectoires migratoires dans l'économie forestière de montagne du XIXème siècle à nos jours », *Hommes et migrations*, 2013, n°1301, p.149

connaîtrait pas un endroit où il pourrait y avoir une place vacante lui correspondant…

La trajectoire professionnelle de l'enquêtée fait écho à une facette à demi oubliée de l'histoire industrielle de la Savoie : celle-ci connaît un développement proto-industriel, fortement adossé à l'exploitation de l'énergie hydraulique, qui est un des atouts du territoire. Ainsi, à Cognin, on trouve l'existence d'un canal dès le XVème siècle : toutefois, il ne prend son essor qu'au XIXème[148]. La force de l'eau est principalement mobilisée pour le secteur de la papeterie ainsi que pour celui du textile. À Cognin, une manufacture de draps est fondée en 1826 par Blard et Chevalier[149] ; elle utilise évidemment la force motrice, dont les avantages permettent aussi l'implantation d'ateliers consacrés à la soie. « C'est la présence d'une importante colonie savoyarde à Lyon qui permet l'introduction de l'industrie de la soie en Savoie à l'occasion de la première annexion et ce sont ses promoteurs qui, en bons commerçants, poussent plus loin la recherche de la flexibilité. Les établissements impliqués dans la production soyeuse ont été nombreux en Savoie mais peu ont duré et aucun n'a atteint l'importance de la fabrique de Faverges[150]. »

Après un parcours industriel sinueux, Antoine Champenois s'installe à Cognin, le long du canal, dans les locaux d'une ancienne filature de coton : il fait affaire avec des négociants lyonnais et, quelques années seulement après ses débuts, en 1875, il emploie une centaine de personnes. À l'instar des entreprises dynamiques, celle de Champenois est mécanisée : le moteur hydraulique fait fonctionner 250 métiers mécaniques. Il faut noter que l'usine de Champenois occupe la place de première entreprise de la commune de Cognin à la veille de la Première guerre mondiale. Elle met à profit la puissance hydraulique ainsi que la vapeur pour ses machines : en fait, l'électricité ne lui sert que pour l'éclairage.

Pierre Judet estime cependant que l'industrie n'est pas implantée très profondément dans le paysage local car les entrepreneurs de Cognin ne sont pas originaires du village. De même, les femmes qui travaillent chez Champenois sont domiciliées sur place mais elles ne sont pas issues du lieu. À l'évidence, les patrons doivent attirer leurs employées et ils ont recours à de la main-d'œuvre immigrée. À cet égard, on peut penser qu'il se produit à Cognin quelque chose de similaire à ce que Mino Faïta

---

[148] Cf. P. Judet, «La Savoie industrielle » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., p.250

[149] Ibid., p.251

[150] Ibid., p.252

décrit pour Cran-Gevrier[151] : sans doute, les femmes d'immigrées occupent des postes laissés vacants par les Savoyardes.

La crise des années 1930 a des répercussions très nettes sur les industries qui ont une physionomie ancienne : ainsi, l'usine Champenois ferme à la date de 1934. Malgré tout, on observe le maintien de différentes activités sur le lieu, dont le textile figure en bonne place. Les difficultés que rencontre le secteur auront toutefois raison du site dans les années 1960[152]. Néanmoins, l'identité industrielle de Cognin est à l'origine de la venue en France du futur mari et du futur beau-frère de l'enquêtée ; de la même manière, le passé industriel de la ville a compté dans le choix d'y implanter leur propre entreprise (la STAR) quelques années plus tard.

[151] M. Faïta, *Les Italiens à Cran-Gevrier, toute une histoire ! 1860-2010*, Deux Ponts Plurimedia productions, pp.18-20

[152] P. Judet, « La Savoie industrielle », op. cit., pp.273-275

Entretien avec Madame S.

« ***En Italie, c'était vraiment la misère*** ».

Lieu : Cognin **Origine :** Italie (Bergame) **Période :** 1910-2015

Mots clés : Entrepreneuriat en oxydécoupage, Industrie textile, Nostalgie, Scierie.

Nous sommes une famille originaire de Bergame, en Italie. Mon père, né en 1910, est venu une première fois lorsqu'il était jeune à Briançon pour le cyclisme et la compétition. Cela lui a permis de se rendre compte de ce qui existait en France. Ensuite il est retourné en Italie, près de Bergame. Il s'est marié et il a eu ses cinq enfants : ma sœur aînée née en 1935, mon frère en 1937 , moi en 1939, un frère né en 1947 et ma petite sœur en 1946.

Pour nourrir la famille, mon père était scieur dans une scierie. Un jour, l'entreprise s'est arrêtée. Puisqu'il connaissait des bûcherons Italiens qui faisaient les saisons en France, il leur a demandé de l'aider. Un des bûcherons a pu lui obtenir une promesse d'embauche dans la scierie de Saint-Pierre-d'Albigny en tant que scieur, car il connaissait toutes les essences de bois. Il est donc venu en France en 1948 par le réseau officiel grâce à la promesse d'embauche. Pour ne pas nous laisser en Italie sans ressource, il nous a tous envoyés au-dessus de Bergame, dans un village chez notre grand-mère maternelle. Il nous envoyait de temps à autre quelques sous et ma maman se débrouillait pour travailler quand elle pouvait. Il est important de préciser que je n'ai jamais eu faim. Pourtant, cela aurait pu être le cas puisque nous étions cinq enfants et que mon papa n'était pas là. Je me souviens qu'il est arrivé que ma maman aille laver le linge pour un œuf, qu'elle n'a jamais mangé. Elle a fait ça : être allée laver du linge pour un œuf ! Ma maman n'était pas forcément tendre. Par exemple, je n'ai pas de souvenir de câlin. Il faut dire qu'elle n'avait pas le temps car elle travaillait

beaucoup pour sa famille et était fatiguée. Je dois dire qu'elle s'est toujours débrouillée pour nous, pour faire ce qu'il fallait. En Italie, c'était vraiment la misère. Je me souviens par exemple que je n'avais jamais mangé de banane avant de venir en France. En Italie, lorsque j'avais 10 ans, j'ai gardé un bébé et il fallait que je lui donne une banane à manger à la cuillère. J'avoue en avoir mangé moi aussi puisque je ne savais pas ce que c'était.

En France, le patron de mon papa l' a autorisé à construire un chalet en utilisant les matériaux de la scierie ; donc après son travail, il allait construire seul l'habitation. Lorsque qu'elle fut terminée, en 1950, mon père a fait venir ma mère, mes frères et sœurs et ma grand-mère maternelle. Elle est venue pour aider maman avec les enfants, mais il n'a jamais été prévu qu'elle reste vivre en France. Toute la famille a donc débarqué par le train à Saint-Pierre-d'Albigny. Ma maman est venue avec un seul passeport pour cinq enfants. D'ailleurs, lorsque les douaniers ont vu la photo de ma maman avec ses cinq enfants, ils lui ont dit qu'ils n'avaient jamais vu ça : six personnes sur le même passeport car tous les enfants étaient mineurs.

Puisque nous sommes venus par le train, nous regardions tous les noms des villes qui défilaient. Pour ma maman ce n'était pas facile puisqu'elle ne parlait pas français. Par exemple, elle lisait« *cambère* » au lieu de Chambéry puisqu'elle disait les noms à l'italienne. En italien, il n'y a pas le « h » ni le « y ». C'est une dame qui, en l'entendant dans le train, lui a expliqué la prononciation de Chambéry. Pour ma maman, quitter l'Italie a été un déchirement. Je me souviens que pour moi, partir d'Italie ne l'a pas été, je n'ai pas souffert. Ce qui m'a le plus embêté à l'époque était que je savais que je devais recommencer l'école qui était obligatoire jusqu'à 14 ans.

Lorsque nous avons rejoint mon père, j'avais 11 ans. Je ne l'avais pas revu depuis deux ans puisqu'il n'avait pas assez d'argent pour revenir nous voir en Italie. Le seul lien que nous avions était le courrier et les nouvelles données par les bûcherons bergamasques qui faisaient les saisons. Lorsque nous sommes arrivés, il avait acheté un cadeau à tous ses enfants. Je me souviens qu'il m'a acheté mon premier baigneur.

Nous avons emménagé dans le chalet de cinq pièces construit par mon père et mis à disposition par le patron. Il était très confortable. Il n'y avait plus que la cave à faire et je me souviens que nous l'avons creusée avec mon frère aîné. Nous sortions la terre par le plancher et ce n'était pas évident. Notre chalet était situé à proximité de la gare de Saint-Pierred'Albingny, dans l'enceinte de la scierie. Puisque mon père était très sportif, il nous avait construit un terrain de tennis avec une ficelle au milieu.

Comme prévu, j'avais déjà fini l'école en Italie mais j'ai dû y retourner puisqu'en France l'école était obligatoire jusqu'à 14 ans. J'ai dû apprendre à parler français, tout comme mon frère et ma sœur aînés. En revanche, les enfants plus jeunes ont tout de suite parlé le français. D'ailleurs, ils n'ont pas d'accent. Moi, je ne peux pas cacher mon accent italien. Je ne l'aime pas, je roule les « r » et je n'arrive pas à les dire autrement. J'ai eu des diplômes sportifs puisque j'ai été la meilleure des deux écoles, laïque et privée : j'étais très bonne au lancer de balles, à la corde, en course, en saut… alors même que je n'avais jamais fait de sport ! J'ai remporté toutes les disciplines et ma maîtresse était fière de moi. Elle parlait un peu italien et cela m'a aidé à parler français. Qu'elle parle ma langue a été important pour moi. Lorsque j'ai été très bonne en sport, cela a étonné mes copines. Pour elles j'étais la « *macaroni* », terme dont on traitait tous les Italiens à l'époque. Elles ne le disaient pas méchamment, je n'en ai pas trop souffert. Elles ont été encore plus étonnées lorsqu'elles ont vu que j'étais meilleure qu'elles en calcul. Alors là, le terme « *macaroni* » a disparu ! Par contre, je me souviens que le fait d'être Italien rendait les liens difficiles avec les gens du village qui ne voulaient pas que nous nous installions. Par exemple, nos voisins ne nous parlaient pas et s'il devait y avoir un contact, c'était automatiquement avec des paroles comme : « *Sales macaronis, mangeurs de chats* ». Je suis pourtant persuadée que si nous avions habité plus longtemps à Saint-Pierre-d'Albigny, les habitants auraient appris à nous connaître et nous auraient appréciés. Nous étions de gros travailleurs et nous ne cherchions de « noise » à personne.

À Saint-Pierre-d'Albigny, après la scolarité obligatoire, j'ai fait deux années d'école ménagère. Ma sœur aînée, qui avait 16 ans à notre arrivée, s'était faite embaucher tout de suite dans le tissage. Ma maman s'occupait de nous à la maison. Elle ne nous parlait que bergamasque. Petit à petit elle a appris à parler un peu français, mais « comme une vache espagnole ». À la maison elle ne cuisinait pas forcément des spécialités italiennes, à part la *polenta osei* [polenta à l'oseille] qu'elle faisait par exemple quand il y avait les bûcherons. D'ailleurs, j'en fais de temps en temps, mais pas souvent. Il y a deux manières de manger la *polenta* à Bergame : la polenta semi-liquide et celle plus sèche, que l'on coupe en morceaux. En tout cas, ma maman lavait parfois le linge des bûcherons et se faisait payer. Il fallait aller chercher l'eau derrière la scierie et avec mes frères et sœurs, nous y allions avec des seaux que nous accrochions sous l'évier. Pas loin de la maison, vers la gare, il y avait un grand bassin où l'eau coulait toujours, été comme hiver ; et été comme hiver, ma maman allait laver le linge. Cela lui a tordu tous les doigts. Elle apportait une bassine d'eau chaude pour pouvoir tremper ses mains gelées dedans. C'est d'ailleurs cela qui a dû lui faire du mal mais sur le coup, l'eau chaude pouvait la soulager. Mon papa a mis l'eau plus tard à la maison. Je me souviens aussi que l'hiver, je n'avais pas de chaussette lorsqu'il

neigeait. J'avais des *zoccolli*, chaussures en bois avec une lanière en cuir dessus. C'était mon père qui les faisait avec des matériaux de récupération.J'étais nu-pieds dedans. Ces chaussures sont bien plus dégagées qu'un sabot, il y a juste une lanière dessus. Pourtant je n'avais pas froid. Je n'ai jamais eu souvenir d'avoir froid, ni d'avoir faim.

Mon père a peu à peu gravi les échelons à la scierie jusqu'à devenir chef scieur. Un jour, la scierie a fermé et mon père a pu retrouver le même travail à Frontenex. Nous étions logés par le patron de la scierie, dans un appartement en immeuble. Comme à Saint-Pierre-d'Albigny, il n'y avait pas de location mais une mise à disposition du logement. J'avais 16 ans et terminé mon école d'aide ménagère. Il fut difficile pour moi de partir de Saint-Pierre-d'Albigny pour aller à Frontenex puisque je devais quitter mes copines. Avec les habitants, les choses ont par contre beaucoup changé : nous n'entendions plus « *macaroni* ». Peut-être que la population était différente, peut-être que nous nous étions un peu francisés… je ne sais pas, mais en tout cas, à Frontenex, nous n'avons pas senti que nous étions des étrangers. Nous avions aussi des voisins Italiens, des connaissances, mais mes parents n'avaient pas beaucoup d'amis. On peut dire que nous étions seuls. Nous n'avons pas forcément eu de liens d'amitié avec d'autres Italiens.

Quelques années après notre venue à Frontenex, nous avons fait venir notre cousin — le fils de la sœur de mon père — pour des raisons familiales et économiques. Il est resté en France une dizaine d'années avant de repartir en Italie travailler dans la papeterie, en typographie. Mon cousin a même monté sa propre affaire. Il n'est jamais revenu en France. Je suppose que ce fut très difficile pour lui de quitter sa maman pendant dix ans…

Quant à nous, puisque cela faisait cinq ans que nous habitions en France, comme l'autorisait la loi, toute la famille a demandé et obtenu la nationalité française. Aucun de nous n'a la double nationalité. Je ne sais pas quel avantage aurait pu nous donner le fait d'avoir encore la nationalité italienne. Nous n'allions pas retourner en Italie. Par contre avec ma sœur, lorsque nous prenions le train, nous nous arrêtions dans un café qui passait des chansons italiennes. Alors là, je ne vous raconte pas dans quel état nous étions en sortant... Nous nous arrêtions aussi acheter le journal italien. Je me souviens que ma maman nous le confisquait. Elle ne voulait pas que nous achetions ce journal. Son refus n'avait pas pour objectif de nous couper de l'Italie. C'était uniquement par souci d'économie. Nous n'avions pas forcément les moyens d'acheter ce genre de chose. Ma maman est toujours restée économe, elle n'achetait que l'essentiel. Avec ma sœur aînée, nous écoutions aussi la radio italienne. Cela a duré des années… Ma sœur aînée fut plus touchée que moi par ce départ d'Italie. Elle

avait déjà des amis et beaucoup d'attaches en Italie puisqu'elle était plus âgée que moi. Elle a dû y laisser plus de souvenirs.

À Cognin, une entreprise italienne s'était installée dans l'ancienne usine de soie Champenois. Comme elle, elle faisait du tissage, mais cette fois en fibranne. C'était l'Industrie Textile de la Savoie - ITS. Ma sœur aînée est donc venue travailler à Cognin. Son embauche par un des patrons a failli être compromise car il ne souhaitait embaucher que des tisseuses Françaises. Elle n'a pas perdu son calme et lui a dit : « *Vous êtes qui vous ? C'est à l'autre directeur que je m'adresse.* ». C'est grâce à cet aplomb qu'elle fut embauchée. Ils n'ont jamais regretté cette embauche car c'était une remarquable tisseuse. Même lorsqu'elle était à la retraite, elle rêvait la nuit de son métier. Quoi qu'il en soit, à l'époque, comme l'entreprise cherchait du personnel, elle m'a fait embaucher. J'avais 16 ans, je ne savais pas tisser mais j'ai appris sur le tas. Je suis devenue peu à peu spécialiste, je créais les collections du tissu. J'ai fait toute ma carrière à Cognin, en gravissant peu à peu les échelons. D'ailleurs, on m'a proposé d'être représentante en France, voire à l'étranger, mais j'ai refusé, préférant rester à Cognin. Le directeur de l'entreprise (pas celui qui ne voulait embaucher que des Français), originaire d'Italie, est devenu plus tard mon beau-frère puisque j'ai rencontré son frère qui était mécanicien (gareur) sur les machines à tisser et nous nous sommes mariés. Il m'a semblé naturel de me marier avec un Italien. C'était lui… D'ailleurs, même ma sœur aînée s'est mariée avec un Italien, alors que mon frère aîné s'est marié avec une Espagnole. Les derniers de la fratrie se sont mariés avec des Français. Quoi qu'il en soit, à sa venue en France, mon beau-frère parlait français puisque c'était son entreprise en Italie qui l'avait envoyé à Cognin afin de prendre cette industrie du textile. En revanche, mon mari a appris la langue ici, peu à peu. Mon mari a réussi à maitriser parfaitement la langue en étudiant tout seul à la maison. Il lisait beaucoup d'ouvrages en français. Il voulait y arriver ! Il a aussi fait plusieurs stages à Lyon et à Paris pour se perfectionner dans son métier. Il a également appris la teinture et a fini teinturier. On tissait le tissu de couleur écrue et ensuite mon mari teignait les couleurs à la demande du client.

Dans les années 1960, le tissage ne fonctionnait plus. L'usine a fermé mais nous avons gardé la maison bourgeoise de l'usine. Cette bâtisse, anciennement à Champenois, était absolument magnifique. Puisqu'il fallait garder le site, je faisais office de gardiennage et nous ne payions donc pas le loyer. Je m'occupais de mes enfants à la maison. Mon mari a trouvé du travail à Bissy, à National Standard, une usine américaine qui fabriquait des machines qui étaient ensuite exportées en Russie.

Quant à mon beau-frère, il est parti avec sa femme — Mauriennaise — en Argentine, en tant que directeur principal d'une usine de tissage de 2000 ouvriers. Ils y sont restés une dizaine d'années, la vie là-bas leur plaisait mais ils ont dû revenir en France puisque des guérillas commençaient à avoir lieu et ma belle-sœur commençait à se languir de la Savoie..

Lorsque mon beau-frère est revenu dans les années 1970, mon mari a démissionné de l'entreprise de Bissy afin de s'associer avec son frère et de créer une entreprise. Nous avons quitté la maison anciennement Champenois puisqu'il y avait l'opportunité d'acheter la maison où nous sommes aujourd'hui. Ils ont donc monté une affaire d'oxydécoupage (pour donner des formes au fer au laser). Cette entreprise familiale s'appelait Société Technique Agricole et Routière - STAR - car nous travaillions également avec des machines agricoles, des machines pour la route… Les enfants ont travaillé à STAR (ma fille au bureau et son frère dans l'atelier), tout comme ma belle-sœur, ma sœur aînée et moi-même en tant que secrétaire une journée par semaine. Il était prévu que nos enfants reprennent l'entreprise mais certains éléments ont fait que ce ne fut pas possible. Elle fut donc revendue lorsque nous avons pris notre retraite.

Du côté de mes frères et sœurs, chacun a eu un métier différent : mon frère aîné était bon en vélo mais mon père, malgré qu'il l'ait poussé, n'a pas réussi à le faire concourir dans le cyclisme. Il a travaillé dans une usine de dérailleur et dans le plastique à Saint-Gobain. En revanche, mon plus jeune frère a concouru et cela s'est bien passé pour lui avant qu'il n'ait un accident grave. Il a dû arrêter le Tour de France et ce fut le chagrin de sa vie. Ma sœur a été embauchée comme première secrétaire du maire à la Mairie de Saint-Alban-Leysse.

Depuis que je suis à la retraite, je suis dans des associations : le Groupement de Recherche Historique de Cognin et « Cognin eau vivante ». En effet, l'usine Champenois, devenue ITS et dans laquelle j'ai travaillé, utilisait la force du canal. En plus, ma maison est sur ce même canal et j'ai une chute d'eau de plus de trois mètres sous les fondations. Je tiens à cette association car il faut sauvegarder le canal.

Depuis quelques années, avec mon frère aîné, nous parlons italien et bergamasque. Depuis qu'il a perdu sa femme il y a deux ans, il vient me voir deux fois par semaine. Comme je ne pratique plus beaucoup l'italien, je le parle mal. Parfois, je cherche certains mots. Mon frère me demande régulièrement de traduire certains termes et parfois je n'y arrive pas. Je lui demande donc des indices. Si je ne parviens pas à trouver la réponse, dès qu'il me dit ce que signifie le mot, je me dis : « *Ah mais oui ! Bien sûr ! » et nous rions.* Nous nous exerçons à parler bergamasque puisqu'en Italie de moins en moins de personnes doivent le parler. Nous nous en étions rendu compte avec ma sœur aînée lorsque nous

allions dans la région de Bergame. Depuis qu'elle est décédée il y a deux ans, je ne veux pas y retourner.

Les relations avec l'Italie sont différentes selon les frères et sœurs, nous n'avons pas les mêmes souvenirs : je parle avec mes plus jeunes frères et sœurs automatiquement français puisqu'ils sont venus très jeunes en France. Ce n'est que depuis peu que nous reparlons italien avec mon frère aîné.. Les voyages en Italie, c'était juste avec ma sœur aînée. Nous avions commencé toutes les deux il y a longtemps : lorsque nous avons été en âge de voyager, nous avions décidé de retourner en Italie puisque mes parents avaient complètement coupé avec le pays. Tous les étés, pendant les vacances, nous allions donc chez la sœur de ma maman pendant un mois. Nous connaissions tout le monde, c'était la fête, nous étions toujours très bien accueillies, nous revoyions la famille, les copines d'enfance… Nous ramenions tous les ans des petits cadeaux à notre famille, comme du chocolat… Ce voyage était impératif depuis que nous avions 18 ou 19 ans ! Je me souviens que, la première fois, mon père n'était pas d'accord que l'on parte et à notre retour, il nous a punies. Son refus était par souci d'économie et je pense aussi qu'il considérait que deux jeunes filles qui partent ensemble, ce n'était pas sérieux. Il avait peur.

Je ne veux pas aller en Italie avec mes autres frères et sœurs et de toute façon, ils y sont moins attachés que moi. Avec ma sœur aînée, nous avions les mêmes souvenirs d'Italie. Les autres étaient plus jeunes. Même si je parle italien et bergamasque maintenant avec mon frère aîné et qu'il est toujours attaché à la langue, il ne retourne pas pour autant en Italie. Il s'était marié avec une Espagnole et il allait plus facilement en Espagne qu'en Italie. Depuis que mon mari est décédé, sans le vouloir consciemment, j'ai coupé les ponts avec l'Italie. Et même si j'ai mon accent italien, je me sens complètement Savoyarde.

Avec mes enfants, je n'ai jamais parlé bergamasque. Par contre, jusqu'à sa maternelle, j'ai toujours parlé italien à mon fils aîné. Il sait donc lire et écrire l'italien. Lorsque j'ai eu ma fille, trois ans plus tard, j'ai décidé de ne pas lui parler en italien. En effet, mon fils commençait à avoir des devoirs à l'école et il fallait que je traduise de l'italien vers le français. J'ai donc arrêté de ne parler qu'italien. Mon fils Umberto a fait son service militaire et on l'a envoyé à Modane puisqu'il parlait italien. Il a beaucoup aimé cette période, il était fier de faire le lien entre la France et l'Italie et de parler italien. Par contre, il ne va jamais en Italie. Ma fille Stéphanie n'y va pas non plus. Je dois avouer qu'elle m'en veut encore de ne pas lui avoir parlé et appris l'italien comme à son frère. Elle se fait comprendre mais il est vrai qu'elle ne parle pas comme mon fils. Aucun de mes enfants n'a appris l'italien à l'école. Par contre, mes petits enfants l'ont pris en deuxième langue.

Umberto s'est marié avec une Française et c'est elle qui a choisi de donner à leurs deux enfants des prénoms italiens : Chiara et Giulia. Cela m'a fait plaisir. Mes petits-enfants apprécient quand je parle italien avec eux mais ils ne s'intéressent pas vraiment à l'histoire de la famille en Italie. La famille italienne est venue parfois nous voir, mais bien longtemps après que nous soyons installés en France. En revanche, ma grand-mère maternelle, qui a habité deux ans avec nous, n'est jamais revenue puisqu'elle avait ses propres enfants en Italie. Elle était juste venue aider ma maman à notre arrivée. Nous l'aimions beaucoup...

Mise en contexte

Madame U.

Aux premières heures des voyages touristiques, le territoire savoyard compte deux atouts essentiels qui lui assurent d'emblée une fréquentation respectable. Outre les visites à Chamonix, pour y admirer sommets et glaciers, les eaux, dont les mérites thérapeutiques sont vantés, constituent l'autre facette de l'attractivité précoce des départements savoyards. À ce titre, Aix-les-Bains est un centre reconnu dès le début du XIXème siècle : la ville jouit d'une bonne renommée auprès de l'aristocratie européenne. Tout au long du siècle, le thermalisme gagne en importance : les installations font l'objet d'agrandissements et de modernisations. De surcroît, afin de mieux accueillir les élites de toute l'Europe et de parfaire sa notoriété, Aix se dote d'un casino à la date de 1850[153]. Ajoutons que dans les années qui suivent le rattachement de la Savoie à la France, les travaux des thermes sont achevés et que le bâtiment principal est complété par deux annexes[154].

Cependant, cette cité thermale en vue n'attire pas à elle que de riches vacanciers étrangers : d'autres franchissent les frontières pour venir y travailler. Les équipements et les multiples constructions de la commune nécessitent une large main-d'œuvre : on dénombre 58 hôtels à Aix en 1889, soit 47 de plus qu'en 1860[155]. Ces réalisations doivent beaucoup aux Italiens et principalement aux maçons piémontais. D'ailleurs, au début du XXème siècle, la ville a fixé nombre de transalpins : en 1906, ils représentent 10% de la population aixoise. Au sein de ce contingent, si l'on excepte quelques cordonniers, on ne trouve quasiment que des maçons[156]. Certains d'entre eux ont monté leur entreprise et ont obtenu la nationalité française, d'autres, plus nombreux, sont embauchés par des structures locales… Une d'elles mérite l'attention : après avoir créé une entreprise de plâtrerie-peinture en 1881, Léon Grosse abandonne progressivement cette activité pour le bâtiment. Il profite pleinement du succès de la station d'Aix-les-Bains et se lance dans des réalisations luxueuses. L'entreprise ne néglige pas les travaux publics pour autant : « (…)

---

153 J. Coppier, « Le tourisme en Savoie, construction d'une économie dans le temps long » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., p.462

154 Ibid., p.463

155 M. Faïta, « Le bâtiment et les travaux publics en Savoie, un binôme aux mains de l'Etat » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., p.430

156 M. Faïta, *Les Italiens, peuple bâtisseur*, op.cit., p.21

la période est également celle de la diffusion du béton armé : aussi, à cette date, Léon Grosse acquiert-il pour le Sud-Est la concession du procédé Hennebique, du nom du spécialiste parisien de ce nouveau matériau[157]. » Cette technique lui confère une position favorable par rapport à ses concurrents et lui permet de diversifier ses activités en construisant des ponts, un barrage… À la veille de la Première guerre mondiale, Léon Grosse occupe la place de premier entrepreneur du BTP en Savoie[158].

Des évolutions sensibles se font sentir à la suite du second conflit mondial ; la plus évidente d'entre elles est relative au rôle joué par les pouvoirs publics. L'Etat définit des priorités par le biais des plans : au-delà de l'impérieuse reconstruction, le cap est mis vers la modernisation du pays. Il est question de renouveler les équipements, d'en construire de nouveaux et de reprendre les grands travaux interrompus ou bloqués par la guerre. Quelques années plus tard, la question du logement figurera en tête des objectifs nationaux. La conjoncture se révèle donc hautement porteuse pour les entreprises du BTP.

Pour soutenir un tel effort, le domaine de l'énergie apparaît crucial. En effet, l'enjeu consiste, en large part, à pouvoir faire face aux demandes d'électricité en hausse constante. Les départements savoyards deviennent un lieu stratégique pour EDF qui poursuit ses aménagements et lance des projets gigantesques. Globalement, même si quelques entreprises locales parviennent à tirer leur épingle du jeu, ces chantiers d'envergure favorisent de très grosses structures du BTP. « Pour sa part, Léon Grosse, dont les travaux publics ont largement contribué à la réputation de l'entreprise depuis 1920, ne prend pas part à ces chantiers et préfère investir dans le bâtiment : de 1948 à 1951, l'Aixois choisit de construire des immeubles en Savoie réalisant ici 50% de son chiffre d'affaires, sans que l'on sache encore s'il s'agit d'une situation de repli ou d'une stratégie prometteuse[159]. » L'entreprise Grosse joue un rôle important dans la modernisation des infrastructures des départements savoyards : elle réalise des établissements scolaires[160] et prend également une part active dans la construction des stations de sports d'hiver dans les années 1960-1970. Cette dernière activité devient un pivot du secteur de la construction : pour les stations de Savoie et de Haute-Savoie, on passe entre 1956 et 1975 de 20 000 à 90 000 lits. Parallèlement, le groupe poursuit sa croissance en

---

[157] M. Faïta, « Le bâtiment et les travaux publics en Savoie, un binôme aux mains de l'Etat », op.cit., p.434

[158] Idem

[159] Ibid., p.443

[160] Ibid., p.445

prenant, à la date de 1981, le virage de la promotion immobilière ; ceci étant, cette dernière activité reste de l'ordre du complément[161].

L'enquêtée pose les pieds sur le sol français en 1963, à une époque de nette décrue pour l'immigration italienne. Elle arrive à Aix-les-Bains, qui compte encore une importante colonie transalpine et où elle rencontre son futur mari. Celui-ci travaille chez Léon Grosse : sa carrière illustre bien la montée en puissance de l'entreprise ainsi que sa polyvalence. D'autre part, la trajectoire de ce couple est évocatrice, dans le sens où elle montre l'importance de la parentèle dans l'aventure migratoire. Elle est capitale, tant pour le volet de la mobilité que pour celui de l'implantation ; on repère ici sa fonction : après être arrivés grâce à un réseau de solidarités familiales, ils vont se trouver tous deux à l'origine de la venue - temporaire - de leurs parents respectifs.

[161] Ibid., p.453

Entretien avec Madame U.

« ***Je ne comptais pas rester en France. L'Italie me manquait*** ».

Lieu : Aix-Les-Bains **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1930-2015

Mots clés : Filières, Nostalgie de l'Italie, Tourisme, Traditions.

« *On travaillait et nous pouvions manger* ».

En Italie, nous habitions à une dizaine de kilomètres de la ville de Reggio di Calabre. Je travaillais beaucoup pour ma famille et je n'étais pas rémunérée. Puisque c'était la tradition, je faisais de la couture et nous lavions le linge à la main à la rivière. L'hiver, nous faisions chauffer l'eau à la maison avec du savon. Ensuite, nous avons connu la Javel. Lorsque le linge n'était pas sale, nous le mettions dans un grand panier en osier fait à la main, nous faisions bouillir de l'eau avec des restes de savon et nous ajoutions de la cendre que nous avions préalablement tamisée. Les petits morceaux de charbon noir restaient dans le tamis et la fine cendre blanche était ajoutée à l'eau. Avec le savon et la cendre, le linge était blanc et parfumé.

Mon grand-père avait une propriété avec des châtaigniers à 1 heure 30 de marche. Avec les autres filles du village, nous allions ramasser les châtaignes, chacune s'entraidait… On partait et on revenait ensemble. Nous pouvions ramener 30 kilos de châtaignes chacune. Nous les portions dans un sac sur la tête. Nous gardions aussi les animaux : nous avions des lapins, des chèvres, des cochons. Mon grand-père, qui travaillait beaucoup, avait peu à peu planté des vignes, des figuiers, des pêchers… Nous avions donc de quoi manger et des fruits de saison. On travaillait et nous pouvions manger. Il y avait aussi un grand jardin avec des arbres de bergamote. Au mois de janvier et de février, lorsque la bergamote était mûre, une personne dans le village avait une machine et en

extrayait l'essence. Elle était ensuite exportée en France pour faire des parfums. Notre famille n'était pas propriétaire de la terre mais le patron ne nous la faisait presque pas payer. En revanche, nous cultivions pour lui les arbres de bergamote. La récolte était pour lui.

Je suis venue en France en février 1963 et je dois dire que mon arrivée ne s'est pas mal passée puisque j'avais de la famille qui habitait et travaillait déjà à Aix-les-Bains : deux tantes et deux oncles (les frères et sœurs de mon père). Je suis partie par le train de Reggio di Calabre jusqu'à Turin, ensuite je suis arrivée à Chambéry. Au départ, je suis venue en touriste chez ma tante car en Italie, l'hiver, nous ne faisions pas grand-chose. En France, mes tantes m'ont convaincue que je pouvais travailler. Il me fallait un travail et un contrat sinon je devais partir au bout de trois mois. J'avais 23 ans et la tante chez qui j'habitais m'a trouvé un travail à l'école talmudique d'Aix-les-Bains dès le mois de mars ou d'avril. Je faisais le ménage mais je n'étais pas satisfaite de ce travail et je ne comptais pas rester en France. L'Italie me manquait, je regrettais les traditions italiennes, les chants populaires, le travail en commun à la maison et dans les champs, les amis avec qui j'avais grandi. Mais le destin a fait que j'ai rencontré mon futur mari au mois d'octobre 1963. Il était Sicilien et venait de la campagne, de Milena. Milena était un village loin de la ville et les conditions de vie étaient difficiles. Nous nous sommes donc connus à Aix-les-Bains. Il travaillait avec mes deux oncles. C'était notre destin de nous rencontrer. Beaucoup d'Italiens de Milena se sont installés soit à Asti, vers Turin en Italie du nord, soit à Aix-les-Bains. Quelques personnes venaient et faisaient ensuite venir les autres. Nous nous sommes mariés sous le régime italien au mois d'août 1964 au Consulat de Chambéry.

« ***Nous n'avons pas senti de rejet et nous avons eu des amis Français*** » **.**

Mon mari était venu en France en mai 1960 pour travailler. En Sicile, les conditions de vie étaient difficiles. Il avait déjà deux frères qui travaillaient à Aix-les-Bains depuis la fin des années 1950 et qui avaient acheté un grand corps de ferme à Grésy-sur-Aix. Petit à petit, ils l'ont aménagé et en ont fait une maison de famille avec des appartements. Les trois frères vivaient donc au même endroit. À l'époque, chacun de nous a pu trouver rapidement du travail en France. Lorsque nous nous sommes mariés, je suis allée habiter dans la maison de mon mari et de ses frères. Nous avions un appartement agréable. On ne peut pas dire que nous avons souffert, si ce n'est au sujet de la langue française. C'était dur. Par contre, je ne peux pas dire du mal des Français. Nous avons toujours été dans

notre famille, entre Italiens, et en même temps nous nous sommes bien intégrés. Nous n'avons pas senti de rejet et nous avons eu des amis Français. Mon mari a toujours été respecté à l'entreprise Léon Grosse où il travaillait. Il était manœuvre avant de se spécialiser comme maçon coffreur. Il partait souvent la semaine en déplacement et a fait de nombreux chantiers, essentiellement les grands barrages de la vallée de Tarentaise (Tignes, Roseland), la construction des stations de ski à Courchevel et la piste de bobsleigh à La Plagne pour les Jeux Olympiques d'Albertville de 1992. Il construisait des hôtels de luxe, a beaucoup travaillé à la création des centres Pierre&Vacances à la fin des années 1960 (en Tarentaise et à Nice). Il a aussi participé à la construction de l'usine Pechiney à Saint-Jean-de-Maurienne, au grand pont sur l'Isère à l'entrée d'Albertville, aux nouvelles galeries à Annecy, à l'extension de l'hôpital d'Aix-les-Bains en 1985, au centre commercial Carrefour à Chambéry… Léon Grosse avait également une filiale qui rénovait les anciens bâtiments. Mon mari a donc participé à la rénovation des termes d'Aix-les-Bains dans les années 1970-1980, du château et de la Préfecture de Chambéry. Il a connu quelques tensions avec les Français mais celles-ci étaient rares et elles n'ont pas duré longtemps. En revanche, au début qu'il était en France et qu'il ne parlait pas du tout la langue, mon mari est allé dans une épicerie et une personne a été méchante avec lui. Je pense que mon mari a souffert un peu plus que moi car il parlait moins, il ne savait pas lire… Je pense qu'il a plus souffert que moi mais qu'ensuite il a été très bien intégré. Les gens l'aimaient vraiment beaucoup.

Entre nous, dans la famille, nous parlions italien et le patois de chez nous. Donc au début, de mon côté avec mes tantes et du côté de mon mari avec ses frères, aucun de nous ne maîtrisait la langue française. Sur les chantiers, mon mari travaillait aussi avec des Espagnols, des Turcs, des Maghrébins, des Portugais et des Italiens qui avaient différents dialectes… Petit à petit, nous nous sommes débrouillés. Je me souviens que lorsque j'allais travailler à l'école talmudique, j'étais très attentive à ce qu'on me disait. Même si j'apprenais rapidement, ce fut un peu dur au début. . Pour mon mari ce fut plus difficile puisqu'il ne savait déjà ni lire, ni écrire en italien. Moi j'avais pu faire l'école élémentaire. En France cela correspond au CM2 mais en termes d'acquisitions à l'époque, cela correspondrait à la troisième. Cela m'a aidé, j'avais pu apprendre des choses. Par exemple je me chargeais toujours des papiers administratifs et lorsque nos enfants sont allés à l'école, je leur expliquais comment nous faisions en italien, comment moi j'avais appris. J'ai beaucoup regretté de ne pas avoir pu poursuivre mes études alors j'ai toujours poussé les enfants à étudier dans le domaine qui leur plaisait. J'étais exigeante avec cela. Je regrette aussi de ne pas avoir bien appris à écrire français.

« ***Mes enfants n'ont jamais connu la discrimination*** **».**

Lorsque mes enfants sont nés, j'ai arrêté de travailler. Avec mon mari nous avons gardé la nationalité italienne mais nos trois fils ont la double nationalité. Nous avons choisi des prénoms italiens. Mon aîné s'appelle Giampiero. L'état civil a francisé son prénom et il est noté « Jean-Pierre ». Mon fils n'a pas prévu d'engager des démarches pour retrouver son prénom d'origine. Les deux autres enfants sont restés avec des prénoms italiens : Roberto et Tonino. Par contre, la mairie s'était trompée et avait noté Torino, la ville de Turin, à la place de Tonino… Si les prénoms sont italiens, j'ai en revanche toujours appelé mes enfants Jean-Pierre, Robert et Toni alors que mon mari n'avait pas francisé leurs prénoms. Nous n'avons pas gardé la tradition de faire porter à l'aîné le prénom de son grand-père paternel. Mon beau-père n'a pas beaucoup apprécié…

À la maison, nous parlions beaucoup italien et les dialectes. Lorsque les enfants sont allés à l'école, je traduisais les termes français en italien. J'aimais beaucoup parler la langue italienne. Comme je savais lire et écrire, j'utilisais plus souvent l'italien que le calabrais alors que mon mari parlait beaucoup sicilien. D'ailleurs, le napolitain et le sicilien sont reconnus comme des langues par l'UNESCO et non pas comme des dialectes.

Les enfants n'ont pas connu de brimade à l'école parce qu'ils étaient fils d'Italiens. Ils ont toujours été bien intégrés. Il y a aussi une grande communauté italienne à Aix-les-Bains. Par contre, lorsqu'ils partaient deux ou trois mois en Italie pendant les vacances d'été, ils avaient du mal à reparler français en arrivant. Quoi qu'il en soit, en France, il pouvait y avoir des chamailleries entre jeunes mais ils n'ont jamais connu la discrimination.

« ***Des membres de la famille sont retournés vivre en Italie définitivement*** **».**

En 1963, les parents, un frère et une sœur de mon mari sont venus d'Italie pour habiter en France dans la maison qu'avait acheté et rénové les frères de mon mari et mon mari. Le père de mon mari est décédé en 1969. Entre-temps, la fille avec qui il était venu était repartie se marier et vivre à Asti, près de Turin. Au décès de son mari, ma belle-mère a donc fait le choix de repartir en Italie et de retrouver sa fille à Asti. Elle n'est pas retournée vivre en Sicile, même si elle continuait à aller voir régulièrement sa famille au village tous les étés.

Mes parents sont quant à eux venus habiter à Aix-les-Bains dans un appartement à loyer modéré en 1966, avec mes trois derniers jeunes frères et sœurs. Ils sont

donc venus avec trois garçons et une fille. Nous étions très souvent en ville avec eux. Lorsqu'ils étaient jeunes, mes aînés ont été en partie élevés par ma mère qui leur parlait calabrais. Mon père a été embauché comme manœuvre en maçonnerie. Il est tombé malade et puisqu'il n'avait pas beaucoup cotisé en France, la Sécurité sociale lui a dit qu'il ne pourrait pas percevoir sa retraite. En Italie, mes parents avaient fait construire une maison en 1970, même s'ils habitaient en France. Mes parents sont donc retournés vivre définitivement en Italie en 1973, à la retraite de mon père. Ils sont repartis avec ma sœur et mon jeune frère qui était encore au lycée. Un autre de mes frères, qui était venu avec mes parents en 1966, est également reparti en Italie se marier en 1979 et il n'est jamais revenu habiter en France.

« ***Nous souhaitions retourner vivre en Italie car en France nous nous sentions étrangers*** ».

Avec mon mari, nous avons habité dans la maison de famille à Grésy-sur-Aix avec nos deux premiers enfants. N'ayant pas de voiture et étant loin de la ville d'Aix-les-Bains, il me fallait courir dans tous les sens pour prendre les cars. Avec les enfants et les poussettes ce n'était pas pratique. Un jour, je suis rentrée d'Aix-les-Bains avec le car et j'ai dit à mon mari que s'il n'allait pas passer le permis de conduire, j'allais le passer moi-même. J'étais passée à l'auto-école et j'avais pris le carnet de code. Mon mari s'est mis à rire et il m'a dit qu'il allait le faire. Je pense qu'il avait un peu peur de ne pas y arriver puisqu'il ne savait ni lire, ni écrire. Petit à petit, il est arrivé à apprendre le code et il a réussi son permis au bout de la seconde fois. Nous avons donc acheté une 4L [Renault 4] et c'était bien plus pratique.

Lorsque mes parents sont retournés vivre en Italie, ce fut l'occasion de prendre leur appartement et nous avons pu déménager à Aix-les-Bains. On a pu récupérer la location et vivre dans cet appartement avec mes deux aînés et le troisième enfant que nous avons eu. C'était très bien car à Grésy-sur-Aix nous étions trois familles les unes sur les autres dans la maison peu isolée du froid, il n'y avait pas de commerce à côté, pas d'école proche, il n'y avait pas de médecin. Je me souviens que lorsque les enfants étaient malades c'était dur, d'autant que nous n'avions pas le téléphone pour appeler le médecin. Il fallait marcher un kilomètre pour l'appeler d'un bar et s'il y avait de la neige, il ne venait pas jusqu'à la maison.

En 1976, avec mon mari, nous souhaitions retourner vivre en Italie. Ni en Sicile, ni en Calabre, mais en Italie du nord, à Asti où habitait ma belle-sœur. Nous

avions choisi l'Italie du nord puisqu'en Italie du sud dont nous venions il n'y avait pas de travail. Nous souhaitions repartir en Italie car en France nous nous sentions étrangers. Nous avions donc acheté un appartement à Asti. C'était l'époque où mon premier garçon, Jean-Pierre, devait entrer au lycée. Avant la rentrée scolaire, nous avions passé tout l'été dans l'appartement. À la fin de l'été, mon aîné et son frère n'ont pas voulu vivre en Italie du nord. Ils voulaient retourner en France. C'est donc ce que nous avons fait puisque ici, durant ces trois mois d'été, nous n'avions laissé ni la location de notre appartement, ni le travail de mon mari. D'ailleurs, mon mari n'avait pas arrêté de travailler à Léon Grosse et il venait nous rejoindre à Asti qu'une fois tous les 15 jours, en voiture.

Nous sommes donc revenus dans l'appartement d'Aix-les-Bains et quelque temps plus tard, nous avons revendu l'appartement d'Asti. Ensuite, nous avons eu le projet de construire une maison à Aix-les-Bains. La construction de la villa par mon mari a commencé en 1982, alors même qu'il travaillait sur les chantiers pour Léon Grosse. Avec la construction et les enfants qui grandissaient, nous avions besoin d'argent puisque nous devions payer l'emprunt. Mon dernier fils Toni avait dix ans et j'ai repris un emploi à temps plein dans un collège : je servais les plats à la cantine et je nettoyais des salles de classe. Le soir, je faisais également un mi-temps à Léon Grosse où je nettoyais tous les bureaux. Mes enfants ou mon mari pouvaient venir m'aider. Ce mi-temps le soir a duré quelques années. J'ai travaillé au collège jusqu'à ma retraite.

En grandissant, mes trois garçons ont choisi de prendre la langue italienne au collège. À la maison, je parlais en italien à mon dernier mais lui me répondait en français. Il n'a jamais parlé italien à la maison. C'était différent avec les deux premiers puisque lorsqu'ils étaient jeunes et que nous habitions à Grésy-sur-Aix, ils étaient à l'école à Aix-les-Bains et se rendaient très souvent chez mes parents qui leurs parlaient calabrais. Mes enfants ont donc été élevés en partie par ma mère, dans les traditions calabraises : dialecte, nourriture… À la maison je cuisinais italien mais j'ai aussi incorporé des plats français, comme la purée et les gratins... J'aime beaucoup la cuisine française mais je ne réussi pas ces plats comme les Français.

« *Nous avons encore beaucoup de famille en Italie* ».

À l'époque où nous travaillions, nous retournions deux fois par an en Italie. Avec les enfants je repartais en Italie l'été, à la mer. Mon mari, qui ne prenait jamais de vacances en été puisqu'il y avait des chantiers, pouvait en prendre l'hiver et nous retournions en Italie tous ensemble à Noël.

Puisqu'en1979 un de mes frères qui habitait en France est retourné se marier en Italie et qu'il y vit toujours, il ne reste plus en France qu'un de mes frères et moi-même. Mes trois frères et une soeur habitent donc en Italie. Du côté de mon mari, ils étaient quatre garçons et une sœur en France. Tous les garçons sont restés en France mais la sœur est retournée se marier à Asti. Aujourd'hui, nous retournons donc très souvent en Italie puisque nous avons encore beaucoup de famille en Calabre, à Milan et vers Turin. D'ailleurs, j'étais à Milan il y a trois semaines chez ma sœur. La famille vient également nous voir à Aix-les-Bains.

Depuis que je suis à la retraite, je n'ai pas pensé retourner vivre en Italie. Lorsque mon mari était encore en vie, on aurait bien aimé retourner vivre en Italie, même si on n'y restait jamais longtemps. Maintenant, j'ai des petits-enfants en France. Lorsque je vais en Italie, je peux y rester 15 jours ou un mois, mais pas plus. Si j'avais encore mon mari, peut-être que je pourrais rester plus longtemps…

Aujourd'hui, la maison où habitaient mes parents est toujours fermée et commence à se dégrader. Nous avons encore la maison des parents de mon mari en Sicile. Il y a encore des liens avec l'Italie. Je regarde la télévision italienne, je peux lire en italien et en français. Mes enfants connaissent bien leurs cousins Italiens et ils ont gardé des liens avec eux. Ils se voient aux grands événements familiaux, comme les mariages et les décès.

Mon dernier fils Toni, après avoir eu sa licence d'histoire à Chambéry, est parti à Milan faire une école de théâtre. Ensuite, il a vécu à Rome, s'est trouvé une amie italienne mais ils habitent aujourd'hui en Angleterre. Il fait des spectacles et donne également des cours de langue. Robert a fait un BTS et travaille chez Tefal. Jean-Pierre a fait une école d'ingénieur et il est inspecteur de l'environnement pour l'État français. Mes enfants se sentent Italiens et n'ont pas reniés leurs origines, contrairement à leurs cousins du côté de leur papa qui ont renié leur origine sicilienne. Ils ont mal vécu leur côté sicilien. D'ailleurs, deux des frères de mon mari ont pris leur nationalité française et ont laissé tomber la nationalité italienne.

Cela fait une vingtaine d'années que le village sicilien de mon mari est jumelé avec Aix-les-Bains. D'ailleurs, à la sortie de la gare, il y a la Place de Milena, même si tout le monde l'appelle la Place de la gare. À Aix-les-Bains, il y a plusieurs associations italiennes et avec mon mari nous faisions partie de l'association de Milena avec qui nous faisions deux repas par an. Il faut dire qu'à Aix-les-Bains, 30 % des aixois ont des origines siciliennes. Aujourd'hui je vais moins dans cette association, même si nous sommes toujours en contact. Mon fils Jean-Pierre est adhérent depuis le printemps dernier à l'association de la Promotion de l'Italien, à Chambéry. Il y a des cours d'italien et des conférences.

Pour le moment il y va en tant que participant. Lorsqu'il a passé son concours de la fonction publique en 1998, il y avait le soir même un match France-Italie. Bien évidemment, les examinateurs lui ont demandé qui il soutiendrait. Il avait donc répondu : « *Que le meilleur gagne* » mais au fond de lui, il était plus pour l'Italie. Jean-Pierre est marié à une Française, tout comme Robert. Leurs enfants ont des prénoms français. Par contre, Jean-Pierre a repris une tradition italienne que nous n'avions pas conservée avec mon mari : ses enfants ont comme deuxième prénom celuide leurs grands-parents paternels et maternels. Leurs enfants peuvent avoir la double nationalité s'ils la demandent. D'ailleurs, la fille de Jean-Pierre qui est en Master et qui souhaitent intégrer la Commission européenne va certainement demander la double nationalité. Lorsqu'il y a des événements sportifs, mes petits-enfants sont un peu plus pour l'Italie. Pour ma part, je soutiendrais un peu plus l'Italie… je suis contente quand les Italiens gagnent.

Mes petits-enfants ont des liens avec l'Italie à travers la nourriture, les voyages en Italie avec nous, les échanges par messagerie avec leurs cousins... Ils parlent également très bien italien. Avec la famille, nous pouvons parler italien ou le dialecte et ils ont étudiés cette langue à l'école. Un de mes petits-enfants souhaite d'ailleurs emmener certains de ses amis en Sicile et en Calabre car il n'apprécie pas qu'il y ait sans arrêt des stéréotypes sur la mafia.

Je pense que mes petits enfants se sentent en partie italiens. Ils adorent l'Italie et aiment s'y rendre. Pour ma part, cela va faire 53 ans que je suis en France et je me sens toujours un peu étrangère. Par exemple lorsque je retourne en Italie, je dis que : « *Je retourne chez moi* ». Je me sens toujours italienne dans tout, les coutumes, la langue… Les Français sont des gens gentils, ils ont une force de caractère et par certains côtés, je les admire beaucoup. Mais les Italiens ont une autre culture et encore aujourd'hui, dans les repas de famille, nous cuisinons plutôt italien.

Mon fils Jean-Pierre constate que notre famille (nous parents et eux enfants) a voulu garder une culture italienne mais qui s'est figée dans les années 1960, lorsque nous avons immigré. On essaye de garder des choses de 1960 qui se passaient en Italie, alors que depuis la société italienne a évolué. Lorsque nous allons en Italie, nous nous attendons à trouver l'Italie d'une certaine manière et nous sommes donc un peu déçus car ça ne peut pas être comme avant. C'est une sorte d'image d'Épinal. Lorsque les enfants vont en Italie, ils ne rencontrent pas l'image de l'Italie qu'ils avaient gardée de quand ils étaient petits et que nous partions en vacances. Par exemple, Jean-Pierre constate que Milan est une grande ville cosmopolite et qu'elle perd de fait son italianité. Il se rend aussi compte qu'il y a des pizzas avec une garniture de frites en Italie, alors que lui a gardé une certaine valeur de la cuisine italienne qui a complètement évolué et

qui n'est plus celle-là aujourd'hui en Italie. En tout cas, moi, je ne peux pas me sentir Française. Je dis en riant à mes amis que je me sens Savoyarde car la Savoie était italienne et que je sens mes origines. Je leur dis pour plaisanter mais il est vrai que je me sens plus Italienne que Française. En même temps, je ne veux pas retourner vivre en Italie. Premièrement parce que je n'ai plus mon mari avec moi et deuxièmement parce qu'à l'époque où nous partions en Italie avec mon mari, au bout de deux ou trois semaines, nous commencions à en avoir marre du système italien. Nous apprécions beaucoup les gens et le mode de vie italien mais le système de soins, la manière dont certaines choses se passent dans l'administration etc. ne nous convenaient pas. Malheureusement c'est comme ça et je pense que ça va devenir de pire en pire, même en France.

Mise en contexte

Madame T

On a rappelé plus haut que la période qui suit la Seconde guerre mondiale est le théâtre d'une modification de la dynamique migratoire en provenance de l'Italie. Trois éléments majeurs sont à souligner : la mise en place de l'ONI (Office National de l'Immigration), le changement de composition des flux ainsi que la diminution de leur volume.

Au-delà des tentatives, bien infructueuses au demeurant, qui consistaient à organiser sur le plan institutionnel la mobilité des individus, force est de souligner que les Italiens qui viennent s'installer en France après 1945 sont majoritairement originaires du sud de la péninsule. « Puis, petit à petit, à partir des années 1950, les provinces du Sud de l'Italie finissent par s'imposer dans les flux qui pénètrent les départements de l'Est français. Cette domination ira en s'accentuant au cours des années de relance économique. L'hégémonie de la Calabre, des Pouilles et de la Sicile finit par être incontestable au fil des années même si quelques provinces du centre et du nord de l'Italie maintiennent leur présence[162] ».

De plus, l'hexagone ne peut plus prétendre au titre d'eldorado des Transalpins : en dépit de sa position privilégiée, le territoire savoyard n'échappe pas à la règle. « Après 1960, les deux Savoie accueillent encore des migrants d'outre-monts, mais l'intensité des arrivées n'est plus la même[163] ».

Une chose est remarquable dans ces trajectoires qui ont pour toile de fond le Sud de la péninsule : elles décrivent en creux un espace qui se dépeuple et, en dernière analyse, elles s'enracinent dans un terreau favorable aux départs. Outre les profondes difficultés matérielles, on voit se dessiner des traits qui contribuent à transformer l'environnement en un tremplin pour l'émigration. Le père de l'enquêtée fait le choix de se rendre en Afrique et en Amérique du Sud pour travailler ; les deux frères de l'enquêtée ont suivi l'exemple qui consistait à aller bâtir sa vie ailleurs. Dans le premier cas, on se situe dans un mouvement pendulaire alors que dans le second, on a affaire à des départs définitifs.

On voit apparaître ce qui pourrait être considéré comme le versant sombre de ce que Mino Faïta désigne sous l'appellation de « culture de la

---

[162] P. GALLORO, « Les flux de main-d'œuvre italienne dans la sidérurgie lorraine. Analyse spatiale et démographique (1945-1968) » dans M-C. Blanc-Chaléard, *Les Italiens en France depuis 1945*, op.cit., p.88. Certes, l'exemple en question ne concerne ni le lieu d'arrivée ni le secteur professionnel mais il illustre néanmoins clairement une dynamique de fond qui touche de manière tout aussi nette la Savoie.

[163] M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op.cit., p.14

mobilité[164]»: ici, ce ne sont pas les aptitudes professionnelles qui servent de passeport pour la découverte d'autres contrées. Au contraire, les velléités de départ, aiguisées par les difficultés de la vie locale, trouvent à se déployer en raison d'une forme d'accoutumance au phénomène. L'habitude d'être confronté à des situations où ses proches vont chercher au loin des moyens de subsistance ou qui s'éloignent pour assouvir leurs ambitions crée des dispositions propices à l'émigration. Ainsi, dans ces villages du Sud de la péninsule, la mobilité devient la norme, par absence de possibilité.

[164] M. Faïta, *Les Italiens, peuple bâtisseur*, op.cit., Introduction

Entretien avec Madame T.

« ***Nous sommes une famille de migrants*** ».

Lieu : Cognin **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1910-2015

Mots clés : Migration internationale (Venezuela), Pauvreté, Représentations.

« ***En Italie, les conditions étaient moyenâgeuses*** ».

Mon père est né en 1910 en Calabre. Il est parti travailler comme maçon en Afrique orientale pendant le fascisme. Il construisait des ponts et des routes en Ethiopie et cela lui permettait de nous envoyer un peu d'argent. Ensuite, mon père est revenu en France.

Je suis née en 1949, au nord de la Calabre. Malheureusement, je n'ai que rarement vu mon père au cours de mon enfance puisqu'après ma naissance, il est reparti travailler au Venezuela avec des amis.

Ma famille a tout fait pour que je puisse aller à l'école. Elle a quitté la ferme puisque nous vivions dans une grande propriété qui ne nous appartenait pas. On nous appelait « *les colons* » [métayers]. Nous avions un propriétaire, au village, qui laissait travailler la terre aux paysans. En échange, il leur prélevait la moitié des récoltes, une partie définie d'huile, de blé, de figues sèches, du cochon tué à la fin de l'année… Les conditions étaient moyenâgeuses. Quand les récoltes étaient bonnes, tout allait bien. Mais quand elles étaient mauvaises, il ne nous restait pas grand-chose et nous avions l'impression d'être exploités. D'ailleurs, avant ma naissance, ma grand-mère faisait la lessive pour la patronne, un peu comme au Moyen-Âge. Voici une anecdote : lorsque ma grand-mère allait chercher la pension de guerre de son mari décédé, elle demandait humblement aux habitants une signature. En effet, elle ne savait pas écrire et expliquait qu'elle était « colon ». Certains refusaient de l'aider parce qu'ils étaient citoyens

américains et ma grand-mère se sentait humiliée et inférieure à ceux qui avaient pu faire fortune.

Je pense que mon père est aussi parti régulièrement travailler à l'étranger parce qu'il ne supportait pas cette vie, ce manque de liberté. Il y avait un gardien qui passait dans les fermes pour voir si tout allait bien, avec un fusil à l'épaule [confer photo]. Il ne s'en est jamais servi mais cela nous faisait un certain effet.

Dans ma famille, mon frère aîné est parti en aéronautique militaire à l'âge de 17 ans et je ne l'ai plus vu à la maison. Il ne souhaitait pas travailler la terre et à choisi un emploi plus sûr. Il a donc préféré partir et, plus tard, il a habité Trévise. Mon deuxième frère, à l'âge de 25 ans, est parti en France, en Moselle, travailler dans les mines. Ensuite, il s'est installé en Allemagne et a fait venir sa femme et sa fille.

Mon mari était de Naples mais il est venu en France en 1959, à l'âge de 11 ans avec ses parents et ses frères et sœurs. Son frère aîné était menuisier. Il était déjà venu à plusieurs reprises travailler en France. Il avait également été en Suisse. Lorsqu'il s'est installé en France, à Chambéry, il a fait venir peu à peu ses sœurs puis ses parents et les plus jeunes enfants, dont mon mari.

« ***Si je voulais réussir ma vie il fallait que je parte de l'Italie*** **».**

Je suis allée en primaire dans une petite école de campagne puis j'ai dû aller habiter la semaine chez un oncle pour le collège. Ensuite, un collège fut ouvert dans ma commune de naissance. J'y suis donc allée mais je devais habiter chez ma sœur puisque chez moi il n'y avait pas de route, pas d'électricité, pas d'eau. Personne ne s'inquiétait de nous rendre la vie plus facile, ni nos propriétaires, ni les autorités.

Au retour du Venezuela, mon père a acheté une petite terre. Il a fait construire une petite maison, avec vue sur la mer. C'est mon deuxième frère qui s'y est installé avant de partir en Allemagne. Je suis restée seule avec mes parents puisque j'étais la dernière, née 10 ans après ma sœur. Tous les autres étaient mariés ou partis. Mes parents ont décidé de quitter la ferme du propriétaire pour aller s'installer près de la côte, où il y avait le chemin de fer. Le matin, je prenais le train à 6h20 pour aller à l'école *Institut Magistral,* à 33 kilomètres. C'était une école religieuse et cela a été difficile pour moi : j'avais 15 ans, je prenais le train tous les matins tôt, j'étais morte de sommeil. Lorsque je rentrais à la maison à 16 heures, j'avais juste un sandwich dans le ventre. Ce n'était pas facile. La

troisième année, j'ai abandonné. À ce moment-là, il y a eu la mort de mon père qui avait un cancer. Il était revenu du Venezuela un peu fatigué. Je pense qu'il était tombé malade là-bas. Il est mort en 1970, j'avais 20 ans. J'ai abandonné l'*Institut Magistral* et j'ai fait une formation de puéricultrice pour travailler en école maternelle. J'ai passé un examen puis effectué un an de stage pratique avant de travailler dans l'école de la commune. C'était une sorte de crèche-école maternelle tenue par le curé. Il payait les cotisations sociales mais il ne nous donnait que ce qui lui restait à la fin de l'année. Cela signifie que pour un an de travail, je recevais 40 000 lires, ce qui n'était pas grand-chose. Bien évidemment, j'en avais marre : j'avais 25 ans, j'avais envie de réaliser ma vie, de travailler, d'avoir une famille. Après la mort de mon père, mon frère me disait de venir en Allemagne, travailler à l'usine. Évidemment, je pouvais habiter chez lui mais il était impossible que je puisse travailler avec des enfants puisque je ne parlais pas allemand. Mon frère aîné me disait aussi : « *Pourquoi tu ne viens pas à Trévise, au nord de l'Italie ?* », mais je rêvais d'être indépendante de la famille, de ne pas gêner...

J'ai rencontré mon mari en Italie lorsqu'il est venu rendre visite à sa sœur, en Calabre. Néanmoins, mon mari habitait déjà à Chambéry. Nous nous sommes plus, puis mariés. De part ma famille et mes amis, j'ai toujours eu l'exemple de gens qui sont allés faire leur vie ailleurs. Dans ma tête, je pense que je m'étais faite à cette idée-là : si je voulais réussir ma vie, mon avenir, gagner de l'argent, il fallait que je parte. Les conditions de vie étaient difficiles en Italie.

C'est ainsi que je suis venue à Chambéry à 24 ans, après mon mariage en 1973. J'avais appris le français à l'école. Je ne le parlais pas, mais je comprenais tout et j'avais appris la littérature, la culture française, la Révolution. Pour moi la France était un pays idéal pour m'épanouir, pour travailler. C'était mieux que l'Allemagne, mieux que l'Italie. Il y a toujours eu des différences culturelles entre l'Italie du nord et l'Italie du sud. L'Italie du nord est plus industrielle, riche, cultivée. Les gens du sud sont des paysans, sont un peu plus arriérés. Il y a toujours eu cette différence, justifiée ou pas. Pour moi, la France était le pays de la liberté, du moins c'est l'idée que je m'en faisais.

« *On ne peut pas dire que j'ai senti une sensation de rejet, mais j'ai mis du temps à me sentir intégrée* ».

Lorsque je suis arrivée en France, je me sentais mieux. Je sentais que les gens ne s'occupaient pas de ma vie. En Calabre, souvent, les gens parlaient derrière les fenêtres. Je me sentais surveillée, un peu accablée par l'esprit de la tradition.

Ici, c'était mieux. J'ai travaillé à l'usine Pilotaz où il y avait beaucoup d'Italiens. J'étais contente de gagner de l'argent, même si je travaillais huit heures par jour sur une machine à coudre. J'aimais la couture mais huit heures par jour sur une machine sans s'arrêter, c'était long. Mon mari travaillait dans une grande surface et louait un petit appartement, en face de l'Hôtel-Dieu. C'était une mansarde avec simplement deux pièces. Nos voisins étaient d'autres immigrés Italiens, une cousine de mon mari habitait également dessous et non loin de là, il y avait les parents de mon mari. Nous y avons habité un an. Tout ne fut pas facile à mon arrivée. Même si j'avais des voisins, je me sentais isolée. Je n'étais pas bien intégrée. Mon mari avait sa famille, ses amis, ce qui n'était pas mon cas. Je ne sortais pas souvent, c'était un peu difficile. Je n'avais personne de ma famille, je n'avais pas encore d'ami. L'intégration personnelle n'a pas été rapide. J'avais le sentiment d'être perçue par les Français comme une étrangère. Néanmoins, dans le travail, nous étions beaucoup d'Italiens et je me sentais un peu soutenue. La plupart des couturières étaient Italiennes. Il y avait aussi des Portugaises et quelques Françaises. On ne parlait pas français entre nous, je n'étais pas encore éloignée de ma culture. Je faisais donc mon intégration dans ce milieu. On échangeait des modes de vie avec les Portugaises. Par exemple, une Portugaise me parlait de son pays et moi, je lui parlais du mien. Nous évoquions nos souvenirs dans un français incertain.

Malgré cette période difficile, je n'ai pas ressenti de rejet. Mon mari parlait bien français, il avait des amis Français et Italiens, il faisait tout son possible pour que je me sente intégrée dans son milieu. On ne peut pas dire que j'ai vraiment senti une sensation de rejet, mais j'ai mis du temps à me sentir intégrée, chez moi.

Lorsque j'ai été enceinte de notre fille, nous avons fait une demande pour avoir un appartement au Biollay, dans un immeuble à loyer modéré. Là-bas, nous avions une chambre pour ma fille et une chambre pour nous, un séjour. Nous étions contents, c'était bien aéré, c'était joli. La population était sympathique, ma fille pouvait jouer avec les autres enfants du quartier, l'école était à côté.

Lorsque ma fille est venue au monde puis quand elle est allée à l'école, je me suis sentie mieux intégrée, surtout quand elle est entrée en maternelle. Elle ne parlait qu'italien puisque je lui avais parlé italien - avec mon mari, nous voulions qu'elle soit bilingue. J'ai voulu perfectionner mon français pour accompagner ma fille dans son parcours scolaire. J'ai pu aussi rencontrer les autres mamans et cela m'a aidé.

« ***Demander la nationalité française aurait pu me permettre de trouver plus de travail*** **».**

Je suis restée jusqu'à la fin à Pilotaz, en 1980. Il y a eu une première fermeture, puis une reprise, mais l'entreprise n'a pas tenu plus de six mois. J'ai été un peu au chômage puis, l'été, je suis retournée en Italie voir la famille, j'ai pu passer du temps avec elle. J'ai ensuite effectué un stage où j'ai encore perfectionné mon français, il y avait aussi une formation générale et culturelle. On nous aidait à chercher du travail, comment faire un *curriculum vitae*… Ensuite, j'ai pu avoir quelques heures de travail à *Language Studies,* une école de langues étrangères. C'étaient simplement quelques heures le soir, mais j'aurais aimé travailler plus.

Mon mari connaissait des gens qui avaient besoin d'une femme de ménage et il m'a mise en contact avec eux pour faire quelques heures. Dans le même temps, après 10 ans, son travail au magasin ne fonctionnait plus très bien. Il fut au chômage. Nous étions tous les deux dans une situation précaire. Pendant que nous étions au chômage tous les deux, dans les années 1980 ou 1990, j'ai demandé à ce que nous ayons la nationalité française. Néanmoins, cela n'intéressait pas beaucoup mon mari : il disait qu'il était Italien. J'ai fourni tous les documents mais la demande a été refusée, peut-être parce que mon mari n'était pas motivé. Je n'ai jamais redemandé. Pour moi, demander la nationalité française aurait pu me permettre de trouver plus de travail. Je pense que cela aurait été plus facile pour moi. J'ai renoncé à redemander la nationalité française. J'ai tout de même pu trouver du travail.

J'ai fait quelques heures de ménage, en même temps que les quelques heures à l'école de langues. Au Biollay, un magasin avait besoin d'une femme de ménage. En plus, je pesais les fruits et les légumes, je mettais en rayon. À la zone industrielle de Bissy, j'ai aussi fait préparatrice de commande, en parallèle de mes heures de ménage. C'était un peu compliqué mais j'arrivais à avoir une paye raisonnable.

En 1985, alors qu'il était chômeur, mon mari est allé faire un stage de peintre en bâtiment, un an, à Lyon. Je suis restée seule avec ma fille, tout en travaillant. Jusqu'à ma retraite, j'ai fait des ménages dans des magasins, dans des bureaux… Grâce à l'école de langues où je donnais quelques heures de cours, j'ai pu faire de la traduction en italien : j'ai traduit pour Opinel et pour l'École Française de Ski. N'ayant jamais pratiqué aucun sport, je ne connaissais pas les termes de montagne mais je pense que ma traduction fut bonne car on ne m'a rien dit. Dans mes souvenirs, j'étais payé à la ligne. J'aurais beaucoup aimé faire plus d'heures puisque ce travail était intéressant et valorisant. J'aimais beaucoup

pratiquer ma langue italienne lorsque je devais traduire. C'était mieux que de faire le ménage, moins fatigant et plus plaisant.

Après son stage, mon mari a fait quelques petits travaux dans le bâtiment. Ensuite il a pu être concierge et entretenir un immeuble jusqu'à sa retraite. Il était bien content, un salaire rentrait tous les mois. Lorsqu'il était au chômage, il avait commencé à faire de la peinture sur toile et il a peint jusqu'à son décès.

Pendant plusieurs années, nous avons mis de l'argent de côté et ouvert un plan d'épargne logement. Nous avons pu acheter cet appartement à Cognin, sur plan. Nous sommes venus habiter ici en 1988. J'ai toujours des liens avec l'Italie, avec ma famille et avec des associations italiennes depuis que je suis à la retraite. Depuis cette année, je suis à Dante Alighieri puisque je souhaite pratiquer l'italien. J'aide une personne de mon âge qui veut apprendre cette langue. J'apprends aussi l'espagnol, je suis également inscrite aux Amis du Vieux Chambéry. L'histoire de la Savoie est aussi l'histoire italienne. J'aime l'histoire de la France et de l'Italie. Lorsque j'entends le mot « Italie » à la télé, je dresse l'oreille, même si je n'ai pas de chaîne italienne ou de journal italien.

Ma fille a été à l'école Louise de Savoie, au collège. Après le déménagement, elle est venue au collège de Cognin. Elle avait des copains et des copines de cultures différentes, arabe, française, italienne, espagnole… Elle s'est toujours plu dans cette société pluriculturelle. Ensuite, elle est allée au lycée Louis Armand pour un baccalauréat S. Même si elle était plutôt littéraire, on lui a dit qu'elle avait les moyens de faire un bac scientifique qui pourrait lui ouvrir plus de portes. Elle s'est bien adaptée mais c'était beaucoup de travail. Ensuite elle est entrée à l'Université de Savoie où elle a fait allemand et anglais. Son souhait premier était de devenir professeur d'allemand. Même si elle est allée à l'Université de Savoie, je pense qu'elle avait d'autres ambitions mais elle ne nous a jamais demandé. Elle devait savoir que nous avions un crédit en cours et que nous ne pouvions pas nous permettre de payer un autre logement dans une ville proche de l'Allemagne. Nous avions deux petits salaires. Quoi qu'il en soit, en plus de l'anglais et de l'allemand, elle faisait espagnol par correspondance depuis le lycée. Moi aussi j'ai toujours beaucoup aimé les langues latines. Nous révisions ensemble. J'ai toujours eu une bonne entente avec ma fille. Elle a aussi cultivé la langue italienne. Elle a même pu conserver la nationalité italienne lorsqu'elle a demandé la nationalité française, à 18 ans. Elle voulait être professeur d'allemand mais à son époque, on ne demandait pas beaucoup ce type de professeur.

Elle n'a pas validé sa maitrise et s'est inscrite à l'IUFM - Institut Universitaire de Formation des Maîtres - de Chambéry pour être professeur des écoles. Elle a pu réussir son concours au bout de la seconde fois. Peu à peu, elle a gravi les

échelons avant d'être directrice. Elle le fut neuf ans, tout en ayant une classe de CM1-CM2. Ensuite elle a rencontré son mari et ils sont partis sur Paris. Maintenant, elle est dans l'Essonne. Elle un garçon de quatre ans et demi. Elle et son mari ont prévu d'aller habiter, dans quelques années en Charentes. Je pense que je les rejoindrai, dans cette région que je n'ai jamais vue. J'ai grandi à côté de la mer, en Calabre. Je pense que cela me plaira. Le climat sera certainement plus doux que la Savoie, même si j'aime beaucoup la Savoie, les montagnes, le lac, la nature. Ici, je vais laisser des amis. Je sais aussi que j'aurais presque 70 ans et qu'à cet âge-là, on s'adapte un peu moins. Je compte sur le soutien de ma fille, de mon gendre et de mon petit-fils pour qu'ils m'aident à m'adapter. Je n'ai pas pensé retourner vivre en Calabre. Je vivais dans un petit milieu fermé sur lui-même. Maintenant, la région est plus dynamique mais les conditions de vie sont toujours difficiles. J'entends des cousins qui se plaignent des difficultés. Je ne pense pas que je retournerai vivre en Italie. Pour autant, j'ai toujours gardé le contact avec ma famille. Avant nous nous écrivions ; maintenant, il y a le téléphone illimité. Les liens ont été gardés. Je retourne voir ma famille tous les trois ou quatre ans. Nous avons aussi visité le nord de l'Italie, la Toscane, Rome, Naples puisque c'est l'origine de ma belle-famille.

Ma fille retourne aussi en Italie durant les vacances. Il y a deux ans, elle m'a emmenée chez mes cousins, en Calabre. Elle leur a fait connaitre son mari et son petit garçon. Elle tient beaucoup à l'Italie. Mon mari cuisinait beaucoup et nous faisait des pâtes. Parfois il utilisait sa machine pour détailler les pâtes plus rapidement. Il aimait cela, il refaisait les recettes de sa maman. Il les avait écrites sur des papiers que j'ai encore dans les tiroirs. Avec ma fille, nous avons donc mangé à l'italienne et à la française. D'ailleurs ma fille prépare ses pizzas lorsqu'elle a des invités. Depuis que mon mari est décédé, je n'achète pas forcément des produits italiens mais j'ai une cafetière italienne pour mon café du matin. J'achète plutôt des produits locaux, de saison et non industriels.

« ***Mon père a montré le chemin de l'émigration*** ».

Ma famille vient peu me voir : mes deux frères sont morts. Mon frère d'Allemagne est venu il y a 40 ans, pour le baptême de ma fille. Mes nièces sont venues nous voir avec leur mari, ainsi qu'un cousin de Calabre ; les neveux de Trévise sont venus une fois, ainsi que le fils du cousin du Canada. D'ailleurs, il a dit que la Savoie plairait beaucoup à son père et qu'il devrait nous rendre visite. J'ai une famille de migrants. Seuls les enfants de mon oncle sont restés en Calabre : mon oncle était retraité de la marine, il avait donc un salaire. Sa femme était

maîtresse d'école, elle avait un salaire et des terres. Ils sont donc restés en Calabre car ils se sentaient chez eux. Nous, nous n'avions rien. Mon père a montré le chemin de l'émigration. C'était un taciturne qui ne disait pas grand-chose, mais il nous racontait la vie en Afrique. À la chute du Mussolini, il a dû rester en Afrique puisque les alliés les ont fait prisonniers. Il a vécu dans un camp et les prisonniers s'instruisaient entre eux. Mon père avait l'esprit ouvert à d'autres cultures. Ce côté-là me plaisait, m'intriguait. Pour nous, ses enfants, notre avenir était à l'étranger. Rien ne nous retenait attachés à la terre. Pour autant, dans notre tête, nous appartenons toujours à ce bout de terre qu'est l'Italie. J'ai fait un arbre généalogique et j'ai envoyé une copie à chacun des membres de ma famille. Tous ont été très contents. Nous sommes toujours à la recherche de nos racines, de nos origines, tout en ayant chacun des vies différentes selon les pays.

Avant de venir en France, j'ai imaginé la liberté que je pouvais avoir ici. Maintenant que j'y habite et avec le recul, la France me plaît toujours autant. Je pense qu'en France on peut réaliser des choses qu'on ne peut pas faire en Italie. En Italie du sud, il y a peu de travail et quand il y en a, il est dévalorisé, peu payé. Par exemple, les filles de mes cousins de Calabre sont diplômées mais sont obligées d'aller chercher du travail dans le Nord.

Les femmes sont un peu plus libres maintenant, elles travaillent en dehors de la maison, gagnent un salaire, voyagent et portent des jupes ou des shorts. Moi, à l'époque, je portais la minijupe et je me rendais compte que les hommes et les mères de famille avaient des difficultés à l'accepter. Maintenant, cela a changé mais d'un point de vue professionnel, c'est toujours difficile. Plus difficile qu'en France.

Mise en contexte

Monsieur James C.

La thématique de l'électroindustrie alpine a été traitée en amont. Il nous revient cependant d'ajouter une précision et d'en éclairer un aspect moins exposé. L'électroindustrie conserve une réputation d'industrie « exogène ». Son avènement, qui constitue la césure majeure de l'histoire de l'industrie en Savoie, ne relève quasiment que d'éléments extérieurs. « Même si elle repose sur l'existence préalable de chemins de fer et même si elle peut s'appuyer sur une courte phase papetière préalable, la naissance de l'électroindustrie ressemble à une création *ex nihilo*. Tout, ou presque, vient de l'extérieur : brevets, techniques, matières premières et une grande partie de la main-d'œuvre – notamment la main-d'œuvre qualifiée.De plus, la production retourne en grande partie vers l'extérieur : les marchés dont dépendent ces industries sont des marchés nationaux, voire des marchés internationaux[165]. »

Le fait que les bassins locaux de population ne suffisent pas à étancher la demande de main-d'œuvre des industries locales explique le recours à des employés étrangers : dans de telles conditions, être en mesure de loger ses employés constitue une manière de les attirer et de les fidéliser. Ainsi, sortent de terre, à proximité directe des usines, des quartiers ouvriers. À Petit-Coeur, c'est le cas comme en bien d'autres lieux. Des baraques identiques abritent des ouvriers cosmopolites dans un hameau qui jouxte l'usine[166] et qui a pris le nom de Quartier nègre, certainement en raison de la fine pellicule de poussière noire que les fumées s'échappant des cheminées de l'usine déposent. L'existence de ce quartier ainsi que son mode de fonctionnement illustre le fait que l'entreprise étend son contrôle sur le personnel, en prenant en charge la vie de l'ouvrier de la naissance à la mort[167].

Lorsqu'il raconte ses souvenirs d'enfance, Michel Etiévent révèle l'importance de cette emprise : « Au retour de la classe, en attendant que les sirènes ramènent nos pères et nos mères à la maison, on patiente à la garderie. Elle appartient à l'usine

---

[165] P. Judet, « La Savoie industrielle » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., p. 263

[166] Pour une représentation photographique, se reporter à M. Etiévent, *Fils d'usine, un siècle d'histoire industrielle en Savoie 1850-1950. pp180-181.*

[167] G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française XIXème-XXème siècles*, Seuil, 2002, p.90

aussi, comme la crèche, la coopérative, le dispensaire, la pharmacie, les assurances sociales, la cantine, les maisons, les jardins, les arbres et la terre tout autour.[168] »

Il apparait que l'industrie a fonctionné comme un vecteur de transformation de l'espace savoyard, non seulement sur le plan de l'économie mais tout aussi profondément sur le plan social et culturel[169]. Ceci étant, on ne peut passer sous silence le fait que l'industrie ait également modifié le paysage de la région au sens strict : il faut donc éclairer les rapports de l'usine avec son environnement direct. Seront donc évoqués les liens entre l'industrie lourde et les riverains des sites et la difficile coexistence de ces imposants édifices avec les impératifs du tourisme.

Dès les premiers temps de son installation, l'industrie soulève des protestations : il lui est reproché d'engendrer fumées et bruits, d'enlaidir le paysage... À cela s'ajoutent des plaintes issues du monde agricole, qui déplorent les effets de l'implantation de ces unités de production sur la faune et la flore. Dès 1900, la population de Notre-Dame-de-Briançon proteste contre ces nuisances et fait savoir par la voix de son premier magistrat qu'elle se sent menacée[170]. Le climat idéologique de l'époque, hautement favorable au progrès et à l'industrie, pousse les populations locales à s'accommoder. Cependant, les entreprises sont tout de même sommées de prendre en compte le problème de la pollution : « Dans les années 1925-1926, quand est posée la question de l'installation d'une usine, le conseil municipal de la commune de Petit-Coeur demande « l'installation d'appareils pour absorber et détruire les fumées des usines dont la construction est projetée[171] ». » Bien entendu, ces revendications ne sont pas isolées : on retrouve des préoccupations similaires sur d'autres sites.

Cette attention pour l'environnement prend un aspect plus profond à la fin du XXème siècle : le tourisme de masse génère de substantielles retombées pour la population locale. La contestation de l'industrie et de la place qu'elle occupe dans les vallées alpines se fait cette fois-ci au nom de

---

[168] M. Etiévent, « Quartier nègre », *L'Alpe*, Glénat-Musée Dauphinois, mars-mai 2008, n °40, p.25

[169] Yves Bouvier avance l'idée – tout en la discutant – d'une identité industrielle de la Savoie. Cf. Y. Bouvier, « En quête des diverses facettes de l'identité savoyarde » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., pp.607-609

[170] P. Judet, « La Savoie industrielle » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., p. 266

[171] Ibid., p.267

l'argument touristique. Au cours des dernières années du siècle précédent, les industries connaissent une perte de vitesse alors que le tourisme est quant à lui en plein essor : la destruction du Quartier nègre de Petit-Coeur illustre ce retournement de tendance. L'accès aux stations se pose de façon criante dans les Alpes ; les J.O. d'Albertville constituent l'occasion de réalisations infrastructurelles importantes en Tarentaise : on cherche à améliorer la circulation routière, notamment avec les tunnels de Ponserand et de Siaix, percés non loin de Moûtiers[172]. En outre, les pouvoirs publics engagent une rénovation d'ampleur de la ligne desservant la Tarentaise afin qu'elle puisse accueillir le TGV : « La ligne de la Tarentaise n'est électrifiée qu'en 1988. L'idée est alors de permettre l'accès de rames TGV jusqu'à Bourg Saint-Maurice et de desservir en direct depuis Paris les pîeds du plus grand domaine skiable du monde[173]. »

La mise en place de ces nouvelles infrastructures (qui nécessitent en l'espèce la destruction du Quartier nègre pour utiliser autrement le foncier) donne à comprendre le renversement qui s'opère dans l'ordre des priorités : les flux touristiques ont pris le pas sur les produits de l'industrie.

---

[172] Y. Bouvier, « Transports et communications : circuler en Savoie et organiser le territoire » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., p.501

[173] Ibid., p.488

Entretien avec Monsieur James C.

« ***Je n'ai hérité que de la partie la plus sombre du Quartier Nègre*** »

Lieu : Saint-Pierre-d'Albigny **Origine :** Italie (Frioul) **Période :** 1920-2015

Mots clés : Usine de Petit-Coeur, Quartier nègre, Logement ouvrier, Sentiment d'ostracisme, Pollutions industrielles.

« ***La famille du côté de mon père faisait partie des deux plus pauvres du Quartier Nègre*** »**.**

Mon père vient d'une famille d'immigrés Italiens du Frioul, les Corridori. Je ne sais pas en quelle année sont venus mes grands-parents en France, leurs conditions de départ et d'arrivée, ni quel travail ils faisaient en Italie avant d'immigrer. Je suppose que puisqu'ils sont partis, ils ne devaient pas posséder grand-chose. En tout cas, mon père fut le premier des enfants à naître en France. Hormis une sœur qui est restée vivre à Albertville et qui a vingt ans de plus que lui, je ne sais pas quelle différence d'âge mon père a avec le reste de la fratrie. Ils sont tous repartis en Italie. Je ne pense pas que mes grands-parents soient venus très longtemps avant la naissance de mon père en France.

Mes grands-parents habitaient dans un petit quartier, en contrebas de la route, avant que l'extension de l'usine ne le fasse disparaitre. Lorsque le Quartier Nègre fut construit, ils sont venus dans le trois pièces où nous avons habité, car mon père ne l'a jamais quitté. À l'époque, les pièces n'étaient pas grandes. Ma mère m'expliquait que lorsqu'elle s'était mariée avec mon père, mon grand-père était décédé mais il y avait encore ma grand-mère. Mes parents ont également accueilli un de mes grands-parents maternels. Donc, dans les trois pièces, il y avait mes parents, mon frère et moi et trois de mes grands-parents.

Mon grand-père paternel travaillait à l'usine. Je crois qu'il travaillait par intermittence. Il avait des soucis de santé, mais je ne sais pas lesquels. De ce fait, mes grands-parents étaient dans la précarité. À un moment, ma grand-mère paternelle a travaillé à l'établissement thermal, dans la partie des cures et à l'hôtel Radiana. Je le sais puisque au moment du décès de mon père, nous avons regardé les papiers pour faire le tri. Nous avons trouvé des fiches de paye de ma grand-mère venant de l'établissement thermal et de Radiana. On m'a dit que la famille du côté de mon père faisait partie des deux plus pauvres du Quartier Nègre, mais je ne sais pas comment cela se traduisait. Mon père m'expliquait qu'il n'était pas rare qu'en rentrant de l'école, il aille chaparder des choses dans les jardins car il ne savait pas ce qu'il allait manger le soir.

« *Les Italiens souffraient du racisme* ».

Mon père a toujours vécu au Quartier Nègre, jusqu'à sa destruction. Il n'a jamais caché ses origines italiennes, mais il ne parlait pas le dialecte qu'utilisaient ses parents. Il n'a pas gardé contact avec la partie de la famille qui est retournée vivre en Italie. Je n'ai donc vu que deux fois des cousins germains, il y a longtemps, en 1987 et en 1990. En revanche, mon père avait gardé contact avec sa sœur d'Albertville mais je ne sais pas où elle habite exactement. Mon père m'a expliqué que ses parents avaient francisé leur nom : de Corridori, ils se sont fait appeler Corridor. D'après ce que j'ai compris, cette manière de faire était vraiment courante chez les ouvriers Italiens qui avaient la volonté de s'insérer dans la société. Or, ce désir était difficile à réaliser puisque les Italiens étaient mal perçus par la société française et ils souffraient du racisme. Mon père m'a dit en avoir souffert. Par exemple, il a eu des réflexions à l'école et il a subi la discrimination à l'embauche. À ce propos, mon père était profondément anticlérical. Il a donc eu des « bâtons dans les roues » pour le travail de la part du curé de Petit-Cœur. Cette colère lui est restée. Je me souviens que même à la retraite, lorsque nous regardions la télé et qu'il y avait un curé à l'écran, il se mettait à crier et éteignait la télé - même si, à sa mort, j'ai retrouvé dans ses affaires un crucifix et une Vierge Marie. Il était vraiment réfractaire à l'institution religieuse, mais pas aux valeurs humaines. À sa manière, il les faisait vivre avec ses engagements à l'usine. C'était un ouvrier dans l'âme et dès qu'il pouvait, il aidait gratuitement les gens, il était très serviable et très militant : j'ai été nourri à l'humanité, à l'identité ouvrière, à « Pif le chien », aux laïus de revendications… mon père était également à la Libre Pensée, il a toujours gardé cet esprit contestataire et ce jusqu'à la fin de sa vie. Parfois, cela pouvait même être pesant.

Ma maman Fernande est née avec son frère jumeau, Fernand, en 1927, dans un petit hameau de la commune de la Perrière, à mille mètres d'altitude, à Vignotan. Elle avait un grand frère, né en 1921 et une sœur qui est morte à 13 ans, mais qui était née en 1924. Ses parents étaient agriculteurs. Ils étaient un peu plus privilégiés que les autres familles de paysans puisque mon grand-père a pu bénéficier d'un travail à l'usine hydroélectrique de Vignotan. Cela lui assurait un travail à l'année, une paye. De ce fait, il a pu acheter des terrains et ma mère a pu hériter de différentes choses : trois petites maisons et trois granges. Le grand-père avait acheté des choses en viager. Cela signifie qu'il avait de l'argent pour le faire, même s'il ne roulait pas sur l'or. Ma mère n'a jamais souffert de la faim lorsqu'elle était enfant. Les paysans, même s'ils n'avaient pas grand-chose, pouvaient se débrouiller avec les vaches, les cochons, les chèvres… Et même si des récoltes pouvaient être moins bonnes certaines années, ils avaient toujours de quoi manger. Dans le monde paysan, il y avait aussi une solidarité, une entraide qui existait. Au sujet de ma grand-mère maternelle, sa vie n'a pas dû être rose tous les jours. D'ailleurs, des ouvrages ont été écrits au sujet des conditions de vie des femmes dans les hameaux. Elles étaient dans les champs, elles s'occupaient des jardins, mais aussi du linge, des enfants, de la nourriture... Les hommes avaient des quartiers libres le dimanche alors que les femmes n'avaient pas ce droit. Ma mère m'expliquait par exemple que son père partait souvent randonner le dimanche avec d'autres hommes alors que sa mère continuait à faire tourner la maison.

« *Je n'ai connu que la merde du Quartier Nègre* ».

Je m'appelle James et je suis né le 17 septembre 1960, à Moutier. Mon frère, Gilles, à deux ans de plus que moi. Au sujet de mon prénom, je ne pense pas qu'il fut un prétexte pour nous éloigner des origines italiennes : ma mère m'expliquait que ses deux frères étaient moniteurs de ski à Courchevel. Un champion de ski s'appelait James Coutet, c'était un ami de mes oncles. C'est comme ça que l'on m'a donné ce prénom. Par contre, à l'école, on ne m'appelait pas James mais « Jame » et en famille on me surnommait « Jammy ».

Nous habitions dans le Quartier Nègre de l'usine puisque mon père, né en 1926, avait toujours vécu dans ce quartier, livré en 1927. L'usine avait mis en place un dispensaire, une assistante sociale, un terrain de foot, un Comité d'entreprise qui proposait des colonies de vacances (mon frère y est allé souvent et moi qu'une seule fois) et des voyages (je suis allé deux années de suite un mois en Angleterre dans une famille pour apprendre l'anglais). Je sais que l'usine donnait

droit à beaucoup de choses, mais je ne sais pas si mon père a voulu profiter de tout. De toute façon, après 1936, il y a eu pour tout le monde des avancées importantes suite aux nombreux mouvements de grève.

Enfant, j'ai toujours habité le Quartier Nègre, hormis les périodes de vacances où nous allions dans le village d'origine de ma mère, au-dessus de Brides-les-Bains, à Vignotan. Ma mère avait hérité d'une petite maison de montagne, à deux étages : au premier, il y avait une petite cuisine avec un évier et un poêle à bois. Il y avait de l'électricité lorsque j'étais enfant, mais aussi une gazinière, un petit lit dans un coin où dormait mon frère et une échelle de meunier qui nous emmenait à l'étage. Il y avait un grand lit où mes parents dormaient et un plus petit où j'étais installé. Nous y passions l'été et régulièrement les week-ends. Mon père faisait un jardin et nous avions un verger avec des pommes, des noix… Il faut dire que mon père avait deux passions dans la vie : les études, car il avait dû quitter l'école à 11 ans pour aller travailler, et la nourriture, car il avait vraiment souffert de la faim et nous mangions comme des ingénieurs. Il ne comptait pas, nous pouvions parfois même manger de la viande deux fois par jour.

En tout cas, dans cette petite maison, c'était pour moi le Paradis. C'était la campagne, les granges, la pêche et surtout, c'était loin de toutes les pollutions du Quartier Nègre : la poussière, la fumée, les odeurs. Pour moi, le Quartier Nègre s'appelait comme cela car les habitations étaient noires, les couleurs des bâtiments étaient noires, les légumes étaient noirs et les ouvriers, même s'ils s'étaient lavés, étaient encore noirs sous les yeux. Je me souviens qu'enfant, on disait que les adultes se maquillaient… Je me souviens aussi que ma maman nous lavait trois fois par jour et qu'elle nettoyait systématiquement l'appartement. Il y avait deux fenêtres et dès que nous en ouvrions une, la poussière s'infiltrait partout. Lorsque nous passions le doigt sur la peinture beige, il devenait systématiquement noir. Je ne sais pas si des études sur la pollution ont été faites mais aujourd'hui encore, en hiver, avec les anticyclones, le chauffage, le trafic des vacanciers et les camions se rendant au Fréjus, nous avons un taux énorme de pollution aux particules ; l'hiver, si durant une semaine il y a des anticyclones, nous ne voyons même pas jusqu'à Montmélian avec toutes ces usines. Avec la vague d'industrialisation, il y a beaucoup d'usines dans la vallée sur vingt-cinq kilomètres. Je ne sais pas si des études ont été faites sur les maladies des personnes qui habitaient près des usines, entre l'alcoolisme et tout ce que les ouvriers avalaient comme fumée. Je me souviens que les hommes ne profitaient pas longtemps de leur retraite. À Vignotan par exemple, il ne restait presque que des femmes âgées.

Par contre, je ne sais pas si le terme « nègre » était péjoratif parce que c'était un quartier ouvrier et que les conditions de travail, au début du siècle, étaient très

dures. Il n'était pas rare que les fours sautent à la figure des ouvriers, qu'il y ait des blessés et peut-être même des morts. À l'époque de mon père, 1936 avait eu lieu et les conditions de travail s'étaient un petit peu améliorées…

En tout cas, au Village Nègre, en plus de la fumée et de la poussière, il y avait aussi la route et le chemin de fer, nous avions un pylône à haute tension devant le nez. Parfois j'en parle à mes enfants et je leur dis que nous avions toutes les sortes de pollutions imaginables. En plus, nous avions tous les stocks de carbure du côté de notre maison. Ce stock de carbure était explosif. Lorsque nous faisons la somme de tout cela, nous avions quand même tous les désagréments de l'industrialisation, alors que Petit-Cœur, à l'origine, était une commune paysanne.

« **Dans ce Village Nègre, le plus désagréable était la poussière, la fumée et les odeurs** ».

Quand on y habite en permanence, on ne sent plus les odeurs. En primaire à Petit-Cœur, nous étions plusieurs à venir du Village Nègre et je ne me suis jamais senti stigmatisé. Mais lorsque j'ai commencé à aller au collège et au lycée de Moûtiers, j'ai eu honte. Je disais que j'habitais à Petit-Cœur. Seuls mes amis vraiment proches savaient que j'habitais dans le Quartier Nègre. Pour moi, il n'y avait rien de plus minable que l'endroit où nous habitions. Lorsque je rentrais le soir, je me demandais comment nous pouvions vivre dans des odeurs pareilles. Mais au bout d'une demi-heure, je ne sentais déjà plus rien, on ne faisait plus attention. Plus tard, l'usine a fait des améliorations, certainement du fait des stations : il y avait des remarques par rapport au tourisme et aux usines qui polluaient. Ils ont donc fait des unités de dépoussiérage. Il est vrai qu'au niveau des odeurs, c'est devenu un petit peu moins perceptible. Mon père me disait qu'en fait, tout était relâché la nuit. Je ne sais pas si cela est vrai ou non. En tout cas, je me souviens que dans les années 1970 il y a eu une amélioration de l'odeur. Mais bon… le quartier restait dégueulasse. Je me souviens que les adultes parlaient pourtant toujours du Quartier Nègre en des termes gratifiants. Il est vrai que pour les familles immigrées qui étaient venues là, ce Quartier Nègre était le bonheur : elles avaient un emploi stable, un logement en dur, la promesse de manger, d'envoyer les enfants à l'école, une situation politique stable car beaucoup avaient fui le franquisme et le fascisme… Pour tous ceux qui sont venus là, les histoires de pollution ne passaient qu'au second plan ; donc les discours sur le Quartier Nègre de la part des adultes étaient plutôt sympathiques ; mais moi, je n'ai connu que la merde du Quartier Nègre.

Je pense que jusque dans les années 1970, il y avait encore beaucoup de familles. À partir de 1970, beaucoup de monde avait déménagé, tout était à l'abandon. Il n'y avait quasiment plus de jardins, des bâtiments avaient été rasés et le quartier était livré à l'abandon. Il y avait de la poussière et plus rien d'agréable… Il n'y avait plus de vie. J'en parlais avec mon père, de temps en temps. Mon père a été façonné par les combats sociaux puisqu'il est né en 1926 : il était communiste, délégué C.G.T. – Confédération Générale du Travail - à l'usine et il n'a jamais changé d'un iota sa façon de voir la politique. Il a essayé de faire vivre ses idéaux à sa manière, jusqu'à la fin de ses jours. De ce fait, il ne comprenait pas pourquoi la plupart des familles avaient quitté le Quartier Nègre pour aller vers le dur, comme construire une maison individuelle à Bellecombe ou ailleurs… Mon père a vécu des désillusions, il ne comprenait pas cette classe ouvrière qui devenait une classe moyenne. Pour lui, avoir une petite voiture deux chevaux était suffisant et il ne comprenait pas pourquoi les autres achetaient de plus grosses voitures. Il ne comprenait pas pourquoi les gens allaient faire construire la maison individuelle alors qu'ils avaient déjà un toit. Pour mon père, ces familles avaient tout sur place et elles étaient parties... Lorsque j'étais enfant, j'avais beaucoup de mal à entendre et accepter ce discours.

Jusqu'en 1973, nous avons habité dans ce que nous appelions « la maison basse ». Dedans, il y avait plusieurs appartements. Nous, nous avions trois pièces. Nous n'avions pas d'eau chaude, pas de salle de bains, pas de toilettes. Lorsque j'étais en primaire à Petit-Cœur, je ne me souviens pas que cela m'ait posé problème, si ce n'est que notre quartier était excentré de Petit-Cœur et que je n'avais pas le droit d'aller voir les copains qui habitaient plus au centre. Cela m'embêtait car il n'y avait quasiment plus personne de mon âge dans le Quartier Nègre. Par contre, quand je suis allé au collège à Moûtiers, j'avais honte de ne pas avoir de salle de bain.

Mon père fut l'un des derniers à accepter d'aller dans ce qui était, avant, la maison des ingénieurs, dite « maison 48 » puisqu'elle avait été construite en 1948. Elle avait été désertée par les ingénieurs, mais mon père ne voulait pas déménager dans cette maison car il estimait que notre logement était suffisant, que vivre là-dedans était suffisant. Notre appartement de la « maison basse » était configuré comme cela : lorsque tu rentrais, à droite, il y avait un petit évier plat, sans place à côté pour mettre la vaisselle. Tout de suite après l'évier, il y avait la porte qui allait dans la chambre de mon frère et moi : nous dormions ensemble dans un grand lit, il y avait aussi une commode, une armoire, un bureau que mon père avait construit avec des matériaux de récupération et une commode. Ensuite, il y avait une pièce avec le poêle à bois et à charbon, en face de la gazinière. Dans le coin, après 1970, nous avions une télé. Il y avait aussi le buffet, une grande machine à laver et une table au milieu de la pièce. Dans la

chambre de mes parents, il y avait un grand lit, deux tables de chevet, deux armoires et un pot de chambre. Nous n'avions pas beaucoup d'espace vital. Seul l'évier était fourni avec le logement.

Dans ce grand bâtiment, il y avait six logements et au milieu il y avait un bassin avec l'eau courante où les femmes venaient faire la lessive et trois box en briquettes, avec une porte en bois et un gros trou à même le sol, dans une dalle, qui faisait office de toilettes. Je me souviens qu'enfant, j'avais peur de tomber dans ce gros trou. Il paraît qu'au début des Quartiers Nègres, le lavoir était le lieu d'échange privilégié ; en haut des toilettes, à un moment donné, ils mettaient des planches et durant la soirée, un monsieur jouait de l'accordéon et les gens dansaient. C'est dire l'ambiance qu'il pouvait y avoir au Quartier Nègre. Mais je n'ai pas connu cela… Quoi qu'il en soit, lorsque tous les ingénieurs ont déserté le Quartier Nègre, nous avons pu accéder à leur logement et je sais que mon père, qui trouvait cela inutile au départ, a fini par être content de ce nouveau confort. En entrant dans l'appartement, il y avait un grand couloir, une chambre chacun, des toilettes, une salle de bain-douche, un salon-salle à manger, une cuisine. Les pièces étaient aussi plus spacieuses.

« ***Au Village Nègre, les habitants vivaient en vase-clos avec leur mal-être*** »**.**

Au Village Nègre, je n'ai pas souvenir de lien de solidarité. Je me souviens surtout que les familles qui restaient au Quartier Nègre vivaient recluses chez elles. Les familles les plus accueillantes et ouvertes étaient les Nord-Africaines. Chez elles, je n'avais pas de gêne pour aller jouer. Elles habitaient dans le même bâtiment que nous. Je ne me rappelle pas aller dans les autres familles d'origine européenne. J'ai vraiment vécu la fin du Quartier et je n'ai pas connu tout ce qui avait fait sa richesse et sa notoriété : c'était un quartier réputé où il faisait bon vivre du fait de l'ouverture des gens et de la grande diversité qu'il y avait. D'après ce que j'ai compris, toutes les personnes vivaient avec leurs traditions et, en même temps, avaient une volonté d'aller vers les autres car la France était un pays accueillant où ils voulaient construire. Ce que j'ai vécu était tout le contraire : j'avais plutôt tendance à considérer que les personnes qui étaient restées au Quartier Nègre étaient celles qui n'avaient pas su évoluer dans le sens de la société. À l'époque, la société nous montrait qu'il fallait aller vers le pavillon individuel, qu'il fallait sortir de ce quartier ouvrier où il pouvait y avoir des problématiques d'alcoolisme, des problèmes dans les familles… Les personnes vivaient en vase-clos avec leur mal-être. L'arrivée de la télévision n'a pas dû arranger les choses. En tout cas, je ne me souviens pas de faits de solidarité.

Mon frère, qui a cinq ans de plus que moi, s'en souvient peut-être plus. Je pense que jusque dans les années 1970, il y avait certainement suffisamment de familles avec enfants dans le quartier pour avoir des copains. De mon temps il n'y avait presque plus personne et peu à peu les gens continuaient de partir. Dans ce que nous appelions la maison des ingénieurs, « la maison 48 », il n'y avait plus que six familles alors qu'avant, c'était plein.

C'était la zone… Le terrain de foot était à l'abandon. Tout ce qui avait fait la force et le dynamisme du quartier, je ne l'ai pas vécu. Avant, on m'a dit qu'il y avait des fêtes de quartier improvisées, les gens mangeaient dans les jardins, les uns chez les autres. Je me souviens que mon père m'en a parlé, ma mère un peu moins. Moi, je ne me souviens pas de ces choses. Je n'ai hérité que de la partie la plus sombre du Quartier Nègre, la mort lente de ce quartier. Je crois que j'ai souffert de tout cela mais ce qui fut le plus difficile, c'est que mon père avait plein d'idéaux et que tant à l'usine qu'au quartier, il a vu tous ses idéaux s'éteindre. Je pense qu'il est devenu extrêmement aigri et l'alcool est venu, comme dans beaucoup de familles ouvrières de l'époque. Ça a tué le Quartier Nègre et ça a tué une partie de la famille. Au début, l'alcool qui pouvait être festif entre les ouvriers est vite devenu un problème, dans les maisons et à l'usine.

Enfant, ce problème d'alcoolisme n'a pas non plus aidé à aller vers les autres. Et comme nous n'étions pas les seuls à souffrir de l'alcool, ça n'a pas arrangé la problématique du Quartier Nègre. Ma mère m'avait expliqué qu'elle était choquée car lorsque les femmes se rencontraient pour discuter, elles sirotaient des liqueurs, des vins cuits... Je me souviens que lorsque nous avons déménagé de la « maison basse » à la « maison 48 », notre logement était au milieu du bâtiment. Parfois, mon père était ivre le soir, il criait, ça se passait mal. Le lendemain, lorsque je croisais des voisins en allant à l'école, ils me disaient : « *Bonjour, ça va ?* ». Lorsque j'étais gosse, j'avais du mal à accepter cela. Je me demandais quel était ce monde des grands où ils avaient tout entendu, que ça avait été le bordel chez nous toute la soirée, et qu'ils ne disaient pas un mot là-dessus. Je me disais que mon père était malade et que personne ne nous aidait par rapport à cette maladie, donc j'en voulais presque plus aux autres voisins qu'à mon père. Je ne comprenais pas ces gens qui n'en avaient rien à faire de ce qui se passait à côté d'eux. Je me souviens avoir discuté avec ma mère en lui disant qu'il fallait aller voir la gendarmerie, aller voir au niveau de l'usine si quelqu'un pouvait faire quelque chose, aller voir l'assistante sociale de l'usine… Je me souviens que très tôt, j'avais bien conscience que si les choses pouvaient s'arranger, c'était par le biais de l'usine.

Mon père a complètement sombré dans l'alcoolisme jusqu'à ce que le médecin de l'usine l'envoie voir un gastro-entérologue à Albertville, dans le début des

années 1980. Il lui apprit qu'il avait une telle cirrhose du foie qu'il était condamné. On avait dit à ma mère qu'il ne finirait pas l'année. Mon père a arrêté de boire quelques semaines après et il n'est mort qu'en 2002. Il n'a plus jamais bu une goutte d'alcool. Heureusement pour lui et pour nous, il a pu bénéficier d'une préretraite, il a vécu une vingtaine d'années en retraite et il est mort à près de 77 ans, d'un cancer du poumon. Il faut dire qu'il a beaucoup fumé de cigarillos ; je détestais cette odeur lorsque j'étais enfant. Il a aussi tellement bouffé de poussière à l'usine que cela n'a pas dû arranger les choses.

« ***J'ai été content de construire une maison à mes parents, loin du Village Nègre*** **».**

Lorsque mon père est décédé, ma mère a développé la maladie d'Alzheimer et a habité avec nous [le couple Corridori] avant de partir en maison de retraite. Puisque le Village Nègre fut détruit, mes parents ont pu passer plus de 15 ans de leur retraite à Vignotan, dans la maison que j'avais rénovée pour eux, suite à notre histoire : j'étais bon élève à l'école, mais j'avais un tempérament qui n'était pas très facile. Dès que j'ai eu l'âge de partir de la maison, je l'ai fait. J'avais une quasi haine pour mon père à cette époque-là et cela devenait violent très régulièrement. À 16 ans, j'étais en première. Mon père était encore dans ses délires et j'ai fugué de chez moi, parce que la situation devenait vraiment difficile. J'ai donc quitté l'école. Comme mon père était assez strict et que je n'avais jamais pu faire quoi que ce soit, je me suis retrouvé libre sans aucune expérience. J'ai passé ainsi plus de 10 ans d'errance sociale, de galères, même si, parfois, je retournais voir mes parents quelques jours. Cela a duré jusqu'en 1986. Ensuite, j'ai voulu réparer les choses et la première priorité fut mes parents. Je savais que les jours du Quartier Nègre étaient comptés. L'usine avait proposé de vendre à mes parents un appartement en dessous des cités sud, à côté de l'usine. À l'époque, cela leur aurait coûté 250 000 francs pour acheter le terrain et faire les travaux. J'ai donc proposé à mes parents qu'ils empruntent juste la somme dont ils avaient besoin pour rénover cet appartement et moi, je m'engageais à faire les travaux pour rendre la maison habitable pour leur retraite.

J'ai travaillé six mois en charpente à Bourg-Saint-Maurice et aux Arcs, sur les remontées du domaine skiable, dans une petite entreprise qui était en train de péricliter. Puisque mon patron était content du travail que je faisais, il me laissait libre accès à son atelier afin que je puisse m'en servir pour rénover la maison. À l'intersaison, je commençais les travaux de la maison et durant un an et demi, je n'ai fait que ça : j'ai alterné la rénovation de la maison et le travail. La maison de

mes parents avait deux étages et j'en ai fait quatre, j'ai rabaissé le niveau de la cave, j'ai fait une salle de bain, des toilettes, j'ai mis un chauffage, une cheminée, une mezzanine… Cette période était stressante car je n'étais pas vraiment qualifié pour cela, j'avais peur de faire des bêtises et même si mon père ne buvait plus, il n'était pas simple à gérer au quotidien. Quoi qu'il en soit, j'ai bâti une jolie maison et j'étais très content de leur avoir construit cette maison en campagne, loin du Village Nègre.

« ***Ce Village Nègre m'a façonné*** »**.**

Après avoir construit la maison pour mes parents, je suis retourné faire une saison aux Arcs avant de travailler comme éducateur. C'était dans le début des années 1990. Je fais ce travail d'éducateur depuis maintenant 25 ans, avec des jeunes en difficulté. Je n'ai pas vécu que des mauvais moments au Village Nègre ; lorsque je regarde ma vie avec du recul, je me rends compte à quel point ce Village Nègre m'a façonné, comment ce que j'ai vécu peut expliquer mes choix actuels, comment je suis, ma manière d'être, ma sensibilité avec les gens, à m'inquiéter de la misère matérielle et sociale des personnes, à être sensible aux difficultés que peuvent vivre les gens et aux problématiques de migration. D'ailleurs, avec mon travail, je suis en plein dedans. J'ai aussi développé une sensibilité aux problématiques environnementales. Je me souviens que mon père avait deux choses qui lui faisaient plaisir : aller aux champignons et faire le jardin. Au Village Nègre, lorsqu'on allait chercher une salade, elle était noire de poussière et quand on la mettait à la lumière, elle brillait de partout. Je me suis rendu compte très tôt qu'il fallait essayer de protéger notre environnement. Si j'ai eu honte de vivre dans certaines conditions, à aucun moment je ne renierai mon passé. J'en ai d'ailleurs parlé à mes enfants, je ne leur ai rien caché. Je leur ai déjà montré les livres écris à ce sujet. Dès que nous passons à l'usine, ils disent que ça pue. Je leur réponds que ce n'est que le dixième de l'odeur que j'ai connue. Dans la vie, si nous arrivons à dépasser les périodes de souffrance, c'est un plus.

C'est une bonne chose que ce Quartier Nègre ait été détruit, au vu de la manière dont il était en train de terminer… Je ne suis retourné aux commémorations du Village Nègre que pour faire plaisir à mes parents, lorsque la stèle fut inaugurée. Mes parents allaient aussi aux réunions des anciens du Village Nègre, je les accompagnais plus jeune mais ensuite je n'y suis pas retourné. Moi, je n'aime pas me remémorer le passé juste pour me remémorer le passé. L'important est ce que nous faisons de cette histoire. Je n'ai pas de nostalgie de cette époque,

même si je n'ai pas de gêne, aujourd'hui, de dire où j'ai habité. Mais c'est aussi parce que j'ai pu dépasser cette histoire qui m'a en partie détruit et, en même temps, enrichi. Quand je passe devant ce que fut le Village Nègre, je n'ai pas la larme à l'œil, mais je dis bonjour au Quartier Nègre. Maintenant, ce Quartier est la déchèterie, il ne reste que la stèle.

« *Pour raser le Village Nègre, des ouvriers ont été expropriés* ».

Après 1970, le Quartier Nègre se dépeuplait très rapidement. L'usine détruisait petit à petit les logements. Elle s'était proposée de reloger les gens ou de leur vendre des appartements à rénover dans des baraquements, juste à côté du Quartier Nègre. Les choses ont été argumentées comme cela : lorsque Albertville fut désignée cité olympique, il y a eu la volonté de faire une voie expresse entre Albertville et Moûtiers. La voie expresse devait être construite vers la voie ferrée et la partie basse du Quartier Nègre fut frappée d'un alignement pour la construire. Toutefois, s'il n'y avait eu que cette raison, l'autre partie du Village Nègre aurait pu rester. Mais il n'y avait plus beaucoup de monde dans le Quartier. Je pense aussi qu'en termes d'image, pour le tourisme, ce n'était pas bien. Les choses étaient délabrées et il n'y avait aucun intérêt à garder un restant de Quartier Nègre dans cet état. Donc ils ont tout rasé. L'usine de Château Feuillet a fait une extension sur ce qu'avait été une partie du Village Nègre. La déchèterie fut construite et la stèle fut aussi apposée.

Pour raser le Village Nègre, des ouvriers ont été expropriés. Je me souviens d'une dame, Lana, qui ne voulait pas partir. Elle habitait juste au-dessus de notre appartement. Lana n'avait connu que le Village Nègre, elle avait passé toute sa vie ici. Elle souffrait beaucoup à l'idée de partir. Elle me l'avait dit. Mes parents n'avaient pas souffert car ils avaient la possibilité de vivre à Vignotan, quelque chose les attendait après la destruction de ce Quartier : Vignotan était un village vivant et une partie de la famille de ma mère y habitait encore. Mon père pouvait faire le jardin et le bois. Certes, ils ont laissé au Quartier Nègre des habitudes et des souvenirs, mais quelque chose d'autre pouvait les attendre. Lana disait, en revanche, que c'était une partie d'elle-même qui partait définitivement. Je ne sais même pas si la pauvre a connu une autre maison avant de mourir.

Lorsque le Village Nègre fut détruit, je me souviens être allé sur la route pour regarder. Je m'étais dit que je viendrais voir. Lorsque je suis arrivé, une pelle mécanique était en train de détruire la « maison 48 », celle des ingénieurs. C'était une maison de taille, très solide. Je me suis dit que c'était une page qui se tournait.

Je n'ai plus beaucoup de contact avec les gens qui habitaient au Village Nègre. Ce n'est pas pour oublier, c'est simplement que chacun a fait son chemin.

« ***Il est plus que naturel d'émigrer quand on a faim*** **».**

Je pense que ce travail de mémoire par rapport au Quartier Nègre est important puisque aujourd'hui encore, il existe les problématiques de l'immigration, des demandeurs d'asile… Cela fait écho à ce qu'ont vécu mon père et mes grands-parents. Il est important qu'on se rappelle que les immigrés ont participé à la richesse des vallées, que la problématique migratoire a toujours été constante partout à travers le monde. Il est naturel que les gens qui ont faim viennent essayer de trouver à manger de l'autre côté de la frontière ou de la vallée. Il est plus que normal de se déplacer lorsque nous avons espoir de nourrir notre famille. Au vu des discours que nous pouvons malheureusement entendre aujourd'hui, ces discours de peur et de méconnaissance, il faut rappeler cela. Je pense que l'homme peut aider son prochain, mais il faut rencontrer son regard, savoir ce qu'il vit. Sinon, il peut y avoir de la peur et des propos de l'ordre du rejet, comme ce qui se passe aujourd'hui avec cette peur de l'islamisme. Les gens ont peur parce qu'aujourd'hui la situation économique n'est pas glorieuse. Mais lorsqu'il a fallu reconstruire le pays et les usines, il a bien fallu des bras. Je pense qu'il faut que les personnes qui sont en souffrance aujourd'hui, notamment par rapport à leur travail, se souviennent aussi que leurs ascendants ont pu immigrer. Même lesSavoyarde « purs souches » ont pu avoir des membres de leur famille qui ont fui à Lyon ou en Angleterre pour travailler, pour avoir le loisir de mettre quelque chose dans l'assiette. À ce titre là, ce travail de mémoire est important pour faire quelque chose de cette histoire du Village Nègre.

Mise en contexte

Madame D.

À l'heure actuelle, l'image des départements savoyards est indissociablement liée à celle des sommets enneigés et aux plaisirs relatifs aux sports et aux loisirs qu'ils peuvent générer. La Savoie a pris l'aspect d'une grande région touristique et de fait, sa puissante attractivité nationale et internationale découle de la valorisation de ses espaces naturels et de leur aménagement en zones de vacances. Au sein d'un espace profondément marqué par l'activité touristique surnagent quelques hauts-lieux. Chamonix appartient, bien entendu, à ceux-ci. Le notable, en la circonstance est moins le succès du site que la persistance de l'intérêt qu'il suscite. Effectivement, les premiers voyages qui avaient Chamonix pour destination sont antérieurs à la notion même de tourisme : dès le XVIIIème siècle, des curieux se rendent en nombre significatif dans la vallée de Chamonix pour y admirer ses glacières.

Insensiblement, l'usage des montagnes évolue : à partir de l'extrême fin du XIXème siècle, aux artistes, aux curieux, aux scientifiques et aux explorateurs se joignent des alpinistes en quête d'exploits. Ainsi, il n'est plus uniquement question de contempler des paysages majestueux mais d'organiser des excursions et de gravir les sommets emblématiques du secteur. La conquête du Mont-Blanc par deux Chamoniards en 1786 marque la naissance d'un engouement pour la haute-montagne ; il se traduit par une augmentation de la fréquentation et par la création de la Compagnie des guides de Chamonix à la date de 1821, laquelle encadre le fonctionnement de cette activité nouvelle.

La pratique de l'alpinisme se développe tout au long du XIXème siècle, avec un intérêt qui s'accuse pendant la seconde moitié. Chamonix bénéficie principalement de la présence de nombreux Anglais qui transforment les Alpes en support à exploits après la création de l'*Alpine club* en 1857. Les Français chercheront à leur emboîter le pas en mettant sur pied le Club alpin français. Le site jouit surtout d'une meilleure accessibilité à partir des années 1860, puisque Napoléon III a ordonné, après son séjour en Savoie, une réfection de la route qui y mène[174].

Cependant, c'est au début du XXème siècle que l'on observe un véritable décollage de l'activité touristique. En 1901, la prolongation du réseau ferré de St-Gervais à Chamonix rend plus aisé le voyage pour la station qui s'impose comme la capitale de l'alpinisme et, corrélativement, met

[174] J. Coppier, « Le tourisme en Savoie » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op. cit., pp.463-465

celle-ci à la portée d'un plus grand nombre d'individus. De manière parallèle, les capacités d'accueil augmentent au travers de la construction d'hôtels[175]. Dans les années 1900, Chamonix était l'un des rares endroits en France où la pratique du ski balbutiait : ce n'est que lors de l'hiver 1910 que les hôtels de la station restent ouverts pour la première fois. La date peut servir de borne pour le développement des sports d'hiver dans l'hexagone[176] mais il doit être précisé qu'à cette période, la fréquentation touristique hivernale demeure quasiment confidentielle.

En matière de tourisme hivernal, une sorte de déclic se produit avec l'organisation par la ville de Chamonix d'une semaine internationale de sports d'hiver (24 janvier 1924 – 4 février 1924). Cette manifestation, initialement conçue comme un prélude à la VIIIème Olympiade organisée à Paris la même année, ne se vit attribuer l'appellation de Jeux olympiques que l'année suivante lors d'un Congrès du CIO. En un sens, les J.O. de Chamonix consacrent l'avènement de la double saison : même si la période estivale continue de drainer des flots de vacanciers beaucoup plus importants, on note tout de même une fréquentation qui s'accroît l'hiver. De ce point de vue, les équipements modernes dont la station s'est dotée pour l'échéance de 1924 lui permettent d'attirer une clientèle très élitiste et de rivaliser avec les sites suisses les plus en vue. La construction de nouvelles installations (téléphériques du Midi en 1927 et téléphérique du Brévent en 1928) renforcent cette tendance[177].

Ainsi, les Jeux Olympiques consolident la position dominante de Chamonix au sein des stations nationales de montagne, en contribuant tout de même à l'avènement d'autres stations[178] et à une extension de la pratique du ski. Ceci étant, on reste dans un schéma de tourisme de luxe. Il faut attendre les années qui suivent la Seconde guerre mondiale pour voir les sports d'hiver se transformer en activités accessibles et prisées par un public massif. L'appropriation de ces nouveaux loisirs doit beaucoup à la diffusion du ski alpin qui porte la dynamique. La fréquentation touristique connaît une forte hausse à partir des années 1960, laquelle est accompagnée par les pouvoirs publics : le « plan neige » vise à transformer les sports d'hiver en

---

[175] P. Arnaud et T. Terret, *Le rêve blanc : olympisme et sport d'hiver en France. Chamonix 1924, Grenoble 1968*, op.cit., p.54

[176] On observe dans les années qui suivent la création des premières stations. Ibid., p. 40

[177] Ibid., pp.74-75

[178] Ibid., p.101

« industrie touristique[179] ». Bien entendu, Chamonix profite de cette tendance lourde qui aboutit à un renversement du mode de fonctionnement saisonnier : l'hiver devient alors prépondérant par rapport à l'été. Toutefois, le site conserve sa spécificité vis-à-vis des autres stations : son image de capitale mondiale de l'alpinisme lui permet de ne pas accuser une trop importante disproportion entre la fréquentation hivernale et estivale. De plus, elle continue d'attirer une clientèle très largement internationale. Par voie de conséquence, Chamonix devient un endroit propice à l'installation de travailleurs venant de l'étranger qui s'attèlent à faire fonctionner la machine touristique en valorisant les liens qu'ils ont avec leur pays d'origine.

En dépit de l'existence d'une dynamique économique certaine et d'une atmosphère cosmopolite, l'enquêtée révèle que son installation à Chamonix ne fut pas simple sur tous les plans. Elle mentionne notamment des difficultés que son mari et elle ont pu rencontrer avec leurs employés français. Derrière la proximité géographique et culturelle qui souvent uni Savoyards et Valdotains, percent ici des rapports différents au travail : dans un cas, une attention scrupuleuse aux horaires ; dans l'autre, une considération inébranlable dans la parole donnée. Au-delà des différences existant entre un tourisme artisanal et un tourisme industriel, la chose montre l'importance des présupposés culturels. Afin de jouir de conditions de travail optimales, le couple a donc fait le choix de se tourner vers une main-d'œuvre originaire de son pays. Ce choix fait écho à une pratique assez courante dans le secteur du bâtiment : Mino Faïta évoque le cas d'immigrés italiens ayant créé leur entreprise et fait venir des Transalpins pour les employer. « Une main-d'œuvre venant de préférence du même village que l'on s'empresse d'aller chercher soi-même si besoin. La présence du compatriote est un élément fondamental dans la stratégie mise en place : rapports personnels de confiance ou de repères culturels[180] ».

[179] J. Coppier, *Le tourisme en Savoie* , op. cit., p.481

[180] M. Faïta, *La vie rêvée des Italiens*, op. cit., pp.224-225

Entretien avec Madame D.

« ***Nous n'avons pas peur du changement. Pour des Italiens du petit village de Courmayeur, Chamonix est une ville internationale et nous avons toujours senti que les Français s'y sentaient bien*** » **.**

Lieu : Chamonix **Origine :** Italie (Piémont/Toscane) **Période :** 1960-2015

Mots clés : Tourisme, Restauration, Cuisine italienne, Culture.

« **Le tourisme des étrangers n'était pas développé en Italie. En France, vous êtes très forts pour cela.** »

Je suis du Piémont et Auro, mon mari, de Toscane. La famille d'Auro est venue habiter dans le Piémont lorsqu'il était enfant. Dès l'adolescence, Auro fut passionné par la cuisine simple et naturelle. D'ailleurs, il travaillait l'été avec son père dans les chemins de fer pour pouvoir s'offrir la possibilité d'aller manger au restaurant. Il était dans le même lycée que mon frère et nous nous sommes connus à cette époque.

Lorsque j'étais enceinte de ma fille Martha, j'avais postulé pour un concours à la Poste. J'ai reçu un recommandé lorsqu'elle avait trois ans, m'indiquant que je pouvais aller travailler au bureau de Poste. Je suis donc restée avec Martha les premières années de sa vie. Avec mon esprit de famille, je me disais que la Poste était bien car je rentrerais à la maison vers quatorze heures. Je serais donc avec la petite car elle reviendrait de l'école maternelle.

Je ne suis pas allée à la Poste par « motivation », mais pour privilégier la vie de famille. Ma mère avait aussi toujours travaillé dans un bureau des Télécoms, c'était donc la tranquillité pour moi et il était normal que je fasse un travail comme cela. Je ne me posais pas la question de savoir ce que je voulais faire dans ma vie. J'ai donc accepté ce travail. Mais ce n'était pas facile car le bureau n'était

pas sur place et je devais prendre le train à cinq heures du matin. Il y avait beaucoup de route depuis notre montagne du Piémont.

Trois mois plus tard, au bureau, il y avait une annonce pour qu'une personne bilingue puisse aller travailler au Val d'Aoste. J'ai donc passé cet examen de français et j'ai dit à Auro que nous allions habiter au Val d'Aoste. Il n'aimait pas son travail dans les chemins de fer et ma sœur Paola habitait déjà dans le coin : elle pouvait nous aider à trouver un appartement et Auro pourrait l'aider dans la cuisine du camping qu'elle gérait avec les parents de son mari. Auro était passionné de cuisine et connaissait des recettes qu'on lui avait transmises. C'était une cuisine pour les gens qui n'avaient pas beaucoup d'argent, comme la *polenta*, les plats avec du pain sec, les choux… Pour moi, travailler au Val d'Aoste me permettrait de gagner plus d'argent. Nous avons donc déménagé à Courmayeur.

Nous sommes arrivés au Val d'Aoste lorsque j'avais trente ans. Ma famille est restée en Italie. À l'époque de notre départ, nous avions déjà Martha. Quand on est enfant, ce n'est pas facile de déménager, on ne pense pas qu'il y a un monde plus loin que chez soi. Jeune j'étais comme ça, je ne pensais pas que j'allais partir du Piémont. Lorsque tu grandis, tu dis « merci » de pouvoir bouger, apprendre et connaitre autre chose.

Je travaillais donc à la poste de Courmayeur. Je connaissais beaucoup de personnes qui me faisaient confiance. Un jour, un propriétaire âgé d'une vieille maison m'a dit que si mon mari Auro cherchait un local, il pouvait lui en louer un. Dans cette maison, ce vieux monsieur avait toujours vendu de la *polenta*. Il était fatigué et ses enfants ne voulaient pas cet établissement. Il pressentait qu'ils allaient en faire des appartements. Mon mari a donc travaillé dans cette vieille maison. Après mon travail à la Poste, j'allais l'aider. Nous faisions de la *polenta* avec des plats typiques. C'était très simple mais les gens aimaient beaucoup. Nous aussi, nous aimions beaucoup : nous étions dans la montagne, il n'y avait pas de lumière mais des générateurs. C'était un esprit « à l'ancienne ». Si le papi n'était pas mort, je pense que nous serions toujours là-haut…. Mais lorsqu'il est décédé, ses enfants ont effectivement fermé l'établissement pour faire des appartements et nous avons été obligés de partir.

Les choses se sont ensuite passées par le « bouche-à-oreille ». Un monsieur nous a dit qu'il y avait un restaurant à acheter. Là-bas aussi, nous avons pu développer un savoir-faire puisque nous sommes un peu autodidactes. C'était un vrai restaurant. Nous l'avons pris en 1986 et Lorenzo est né en 1995. Nous avons ensuite laissé cet établissement. Nous n'avons pas peur du changement, puisque nous avons un métier qui nous permet de bouger. À Courmayeur, nous avons tenu ce restaurant pendant 11 ans. C'était un établissement

gastronomique. En 2008-2009, nous avons senti la crise financière. Le tourisme fonctionnait moins. Même s'il y avait des gens de Milan qui venaient le week-end dans leur maison secondaire, le tourisme des étrangers n'était pas développé. En France, vous êtes très forts pour cela. Le Val d'Aoste est plus fermé sur lui-même. Déjà, fin 2007, nous avions pensé vendre le restaurant. Pourtant, nous ne pensions pas venir en France car mon mari Auro voulait être professeur de cuisine naturelle à Barcelone. Des amis l'ont invité dans cette ville pour organiser des cours de cuisine. Je le rejoignais le week-end. J'aimais beaucoup la mer, cet environnement qui changeait de la montagne. À l'époque on pensait donc s'installer là-bas après que Lorenzo, 14 ans, ait passé son brevet. On se disait qu'il serait facile pour lui de changer à ce moment-là de son cycle scolaire. Je l'avais déjà inscrit au lycée scientifique italien à Barcelone, car là-bas il y a beaucoup d'Italiens. Pour moi, même si au Val d'Aoste nous apprenions le français pour être bilingue, l'espagnol était plus facile à apprendre. Dans mon imaginaire, cela me semblait plus simple. J'étais curieuse de voir cette ville de Barcelone. Nous avons donc cherché un restaurant dans lequel nous nous sentions bien, mais nous n'avons pas trouvé. Nous avions déjà vendu notre restaurant de Courmayeur en décembre 2008. Nous avons cherché pendant quelques mois, en faisant des allers-retours entre l'Italie et Barcelone. Les gens disaient que ce n'était pas facile l'économie en Espagne durant cette période. Comme en Italie, c'était déjà la crise. Mon mari a aussi compris qu'avec les formations qu'il donnait, il ne gagnait pas beaucoup d'argent. Il aimait transmettre son savoir, je l'accompagnais pour l'aider… Mais cela n'a pas fonctionné. En plus, nous n'avons pas trouvé de local.

Nous sommes allés à Chamonix pour mon anniversaire. Cette ville était vraiment à côté, c'était comme la maison : j'y allais souvent pour faire les courses, le marché… Nous sommes donc allés manger à Chamonix et nous nous sommes baladés. Pour nous, les Italiens du petit village de Courmayeur, Chamonix est une ville internationale et nous avons toujours senti que les Français s'y sentaient bien, avaient des conditions de vie supérieures aux nôtres, notamment grâce au tourisme. Je n'avais donc jamais pensé monter un projet ici. En se promenant et en regardant les agences avec un couple d'amis milanais, nous avons dit en riant : « *Pourquoi ne pas créer un projet ensemble ?* ». Nous nous sommes dits pourquoi pas, tout en ne sachant pas si nous pourrions trouver car tout était cher et les gens disaient qu'à Chamonix, la crise aussi avait commencée, en août 2008. Les recherches furent très rapides car lorsque nous rentrions dans une agence, l'agent disait qu'il y avait beaucoup de restaurants à vendre car les restaurateurs changeaient tout le temps. Il y avait beaucoup de mouvements à cette époque-là. Nous avons donné notre prix, qui était raisonnable. Nous sortions d'une vente de notre commerce, nous n'avions pas tant d'argent que ça. Là, un monsieur de l'agence nous a dit : « *Dommage, si*

vous aviez plus, il y a un certain restaurant mais il est beaucoup plus cher. Il n'est donc pas pour vous. ». Avec les amis associés, nous lui avons tout de même demandé si nous pourrions visiter cet établissement, car nous y avions mangé quelques fois et nous aimions beaucoup cet endroit. Ce n'était pas dans le centre. L'agent immobilier a accepté que nous le visitions. Nous nous y sentions bien. Alors nous lui avons dit combien nous pouvions mettre et que c'était à lui de voir si les propriétaires acceptaient de nous le céder. Le propriétaire en avait marre de son restaurant qu'il n'arrivait pas à vendre. En plus, il possédait d'autres établissements. Pour lui, c'était comme une libération car il devait gérer du personnel. Il a donc accepté notre proposition. C'est comme cela que nous sommes jetés, un petit peu de manière inconsciente, dans l'aventure. C'était en 2009.

« ***Ce monde était différent de celui que nous avions vécu*** »**.**

Ce fut dur mais les choses difficiles sont bien aussi. Nous sommes passés d'un tout petit village de montagne à Chamonix. Il a fallu faire la transition, mais je pense que j'avais besoin d'air après avoir passé plusieurs années dans un petit village fermé. En plus, puisque les enfants étaient petits, je ne bougeais pas de la maison alors que j'adore bouger et voyager… L'arrivée en France fut difficile pour moi au niveau de la fiscalité et de la langue. J'ai dû me stimuler pour faire de nouvelles choses, pour apprendre et pour mieux faire. Ce monde était différent de celui que nous avions vécu. Je n'avais pas l'habitude de travailler avec autant de rigueur. Maintenant, je connais des choses que je ne faisais pas du tout avant, dans mon établissement familial. Être ici nous permet de donner plus de chances à nos enfants que si nous étions restés à Courmayeur. Si nous étions restés là-bas, les enfants auraient dû partir à Milan ou dans d'autres grandes villes. Cela devient difficile de faire des choses dans le Val d'Aoste, d'avoir du boulot, des projets etc.

Au départ, je ne voulais pas m'associer avec des personnes. Je ne suis pas faite pour cela. Avec mon mari, nous avions aussi l'habitude de travailler ensemble lorsque les enfants étaient petits, mais c'était familial. Lui s'occupait de la cuisine et moi de la gestion administrative, de la salle et nous avions du personnel. Tout se passait bien. À Courmayeur, lorsque nous avons vendu le restaurant en 2007, Martha, notre fille, qui en avait marre de l'université, est restée avec eux pour les aider à cette transition, à les faire connaître de la clientèle. Lorsque ce projet de Chamonix est arrivé, mon mari était très déterminé à travailler avec nos amis associés. Moi, je leur ai proposé de les aider lorsqu'ils avaient besoin, sans

rentrer dans la société. Cette période fut très intéressante pour moi, puisque j'ai dû apprendre beaucoup de choses. Mais je ne me sentais pas de faire partie de cette société et de travailler avec eux. Je sais très bien travailler en famille, mais pas avec d'autres personnes.

La venue à Chamonix fut aussi difficile en termes de logement. Les loyers étaient très chers et durant un an, nous avons fait des allers-retours entre Chamonix et Courmayeur. Nous avions essayé de trouver un logement aux alentours de Chamonix, en pensant que c'était moins cher. Mais c'était onéreux, il y avait aussi les problèmes de la route et pour Lorenzo ça n'allait pas : nous avions toujours habité dans des appartements en haut de nos restaurants. Lorenzo n'avait qu'à ouvrir la porte pour m'appeler. Donc être loin de la maison, travailler ailleurs ne m'allait pas pour la vie de famille. Donc pendant un an, nous avons préféré faire les allers-retours tous les jours. Heureusement, après un an, une dame qui venait manger chez nous nous a proposé de louer ce chalet. Elle nous a même fait un prix. Nous avons donc pu louer notre appartement à Courmayeur pour louer ce chalet à Chamonix. Cela fait donc quatre ans et demi que nous habitons dans ce chalet très calme, nous avons un beau jardin, il n'y a que le petit train qui passe. Dans ce chalet, nous avons assez de place pour toute la famille, y compris pour Martha et sa fille lorsqu'elle s'est séparée de son mari ; elle est venue vivre un an au chalet avant de trouver un logement. Aujourd'hui, Martha est responsable de la cave à vin qui se situe dans la rue piétonne. Elle a réussi à trouver un logement assez facilement, puisqu'elle était seule avec sa fille. La mairie ne fait pas payer beaucoup. Martha ne veut pas repartir en Italie. Elle se sent mieux ici qu'en Italie, et pas uniquement pour le travail. Elle aime beaucoup la musique donc elle peut se déplacer en Suisse pour aller voir des concerts.

Lorenzo, 20 ans, va entrer dans une école de sommelier en septembre. Je dis souvent à mon fils que pour nous, Chamonix est pour le travail. Lorsque nous serons à la retraite, avec mon mari nous aimerions trouver une maison dans la montagne, tranquillement, avec un potager, dans un petit coin. Pour moi, la part sociale de Chamonix n'existe pas. Mais je sais que pour les enfants, ce n'est pas pareil. Ici, il y a beaucoup plus d'opportunités que dans les villages, même si je trouve que pour les jeunes la ville est plus dangereuse, notamment lorsqu'il y a des concerts. Chamonix est une ville vraiment spéciale et je dis à mes enfants de faire attention. Il y a des gens qui ont beaucoup d'argent et qui ne viennent ici que pour s'amuser. Mes enfants peuvent donc avoir cette vision et je leur dis que ce n'est pas la réalité. Par exemple, mon fils dit qu'un de ses amis a reçu une voiture en cadeau de ses parents. Nous, nous ne pouvons pas le faire. C'est en travaillant qu'il pourra acheter les choses. Pas autrement. Tous ses copains avec qui il a fait le lycée sont très riches. Nous, nous sommes arrivés avec rien

puisque nous devions racheter le commerce et nous avons dû recommencer de zéro. À Courmayeur nous avions acheté un petit appartement et cette rentrée d'argent nous a permis de louer ici. C'est tout. Nous savons que ce n'est pas avec notre restaurant de Chamonix que nous allons devenir riches, surtout dans la mesure où nous travaillons les produits pour qu'ils soient bons. Peut-être que si nous vendions juste des frites ou que nous travaillions autrement, nous serions plus riches. Mais nous ne voulons pas. Ce n'est pas notre philosophie de vie. Je pense qu'il faut tenir cela, y compris pour transmettre certaines valeurs aux enfants. Le rêve d'Auro est d'avoir un petit local où il pourrait donner des cours de cuisine. Il voudrait aussi apprendre aux personnes à se faire des bonnes choses à manger, par exemple sans gluten, sans lactose, des pâtes faites maison, du pain, mais aussi des confitures…

« *Je vivais dans l'angoisse de me demander si nous faisions le bon choix pour notre fils* ».

Lorsque nous sommes arrivés, Lorenzo allait à l'école et ça s'est mal passé. L'école française était très différente de celle de l'Italie, mais maintenant il reconnait que l'école est plus enrichissante ici. Mais l'arrivée n'a pas été facile. Il a aujourd'hui de bons copains et il est toujours en contact avec la famille dans laquelle il a habité en semaine au cours de sa troisième, puisqu'il a terminé l'année dans son lycée de Courmayeur et que nous, nous étions en France. Ensuite, pour des raisons familiales, la famille n'a plus pu le garder pour le lycée. En seconde, il a choisi un lycée à Fayet où il y avait une section franco-italienne au baccalauréat, puisque son objectif était de retourner en Italie. Il a donc dû aller dans un foyer mais ça s'est mal passé : il y avait beaucoup de trajet en train et il avait besoin de quelque chose de plus tranquille. L'année d'après, il a donc terminé son lycée ici, à Chamonix. La maison était juste à côté, le lycée était plus petit, j'étais dans le conseil de classe. Il n'avait pas beaucoup de motivation pour travailler, il n'aimait pas l'école en France. En tant que maman, je ne peux rien lui dire puisque je ne connais pas comment l'école se passe en France. Par contre, les gens ont toujours été très gentils avec moi, beaucoup de mamans m'ont expliqué comment cela se passait, elles m'ont soutenue dans les moments difficiles en me disant que tout allait bien se passer. J'ai aussi rencontré d'autres mamans italiennes par le biais de l'école car je ne connaissais personne. Certaines sont devenues des amis. L'une d'elles était une femme arrivée trois ans avant nous à Chamonix. Elle connaissait donc plus le système scolaire et a pu me donner des conseils, car je ne connaissais pas les différences entre le public et le privé etc.. Je suis également allée voir une assistante sociale et j'ai

même acheté un livre qui expliquait comment se passait le système scolaire français. Le système est beaucoup plus simple en Italie. Je vivais dans l'angoisse de me demander si nous faisions le bon choix pour Lorenzo, si c'était bien qu'il aille vers un baccalauréat professionnel, si le foyer était une bonne solution… Une professeure m'a beaucoup aidée et a dit que c'était dommage que Lorenzo fasse un baccalauréat professionnel puisqu'il était intelligent. Elle aurait souhaité qu'il fasse un baccalauréat scientifique, mais il ne voulait pas. Puisqu'il n'avait pas envie d'être à l'école et que ses copains faisaient des baccalauréats professionnels, il a voulu les suivre.

Venir en France devait permettre à nos enfants d'avoir quelque chose « en plus ». Le but n'était pas que nous travaillions comme des bêtes en France pendant que notre fils était dans un foyer à Courmayeur, sans le voir de la semaine. Cela n'avait pas de sens pour nous, d'autant que s'il avait fait tout son brevet et sa première année de lycée à Courmayeur, il serait allé ensuite à l'Université et nous ne l'aurions pas vraiment vu depuis qu'il avait 14 ans… Donc c'est bien qu'il soit venu à Chamonix. Maintenant, il va commencer une formation de sommelier.

Martha a choisi son lycée à Turin puisqu'il y avait une section artistique de danse expérimentale. Elle est allée chez les sœurs et n'était pas toute seule dans un appartement à faire la fête avec ses copains.

« *À notre arrivée, mon mari fut surpris par les réactions du personnel français* ».

Le prêt avec la banque est bientôt terminé, mais je sens qu'aujourd'hui, Auro est fatigué, il n'a plus envie. Le travail devient lourd pour lui. Il a aussi été très surpris, à notre arrivée, par les réactions du personnel français qui compte les heures. Auro a eu de gros soucis avec des personnes qui, au début, disaient que ça allait et qui ensuite, se présentaient avec une liste d' heures supplémentaires. Pour nous, la parole est très importante. Ce fonctionnement était un point faible car, en Italie, lorsque nous travaillons, nous ne les regardons pas en détail. Par contre, lorsqu'il y a moins d'activité, on récupère, on prend deux jours. Maintenant, nous avons deux Italiens du Piémont en cuisine, car je suis Piémontaise. Avec eux, cela va mieux. Puisque Auro travaille des légumes et que cela est très long, il commence à déléguer à l'un des jeunes. Il lui dit de faire et il regarde, il lui apprend. Petit à petit, il commence à le préparer pour la suite, car à 60 ans, Auro sera vraiment fatigué. Nous apprenons à déléguer car nous avons fait beaucoup de choses par nous-mêmes et ce n'est pas facile de laisser faire

les autres, car quand on fait tout seul, nous allons plus vite. Mais c'est aussi une richesse de laisser le temps aux jeunes de faire les choses.

En salle, je travaille avec Lorenzo et Gianluca, un Italien que nous sommes allés chercher l'année dernière car ma sœur le connaissait de l'école hôtelière. Elle voyait ce jeune qui faisait son stage dans un grand hôtel, qui était très gentil, très présent. Elle savait qu'il était disponible après son stage. Je l'ai donc contacté et il est venu un été. Ça s'est bien passé, donc il est resté. Seul le plongeur, maintenant, est français. Pour le moment, nous fonctionnons comme cela car nous ne pouvons pas avoir plus de personnel, cela coûte cher.

« *La France est tournée vers l'extérieur et c'est ce que nous aimons* ».

La France est tournée vers l'extérieur et c'est ce que nous aimons avec Auro. Nous participons à des réunions collectives à l'Office du Tourisme avec des objectifs, des priorités à donner, nous organisons le travail d'équipe... Des Français disent qu'en France, chacun regarde son « petit coin ». Mais je dis « non », car en venant du Val d'Aoste, je sais que c'est pire en Italie. C'est une bonne chose pour moi que de participer aux réunions de l'Office du Tourisme, cela permet de connaitre ce que la station a fait l'hiver, ce qui est prévu pour l'été… Il y a aussi un partage car les hôtels m'envoient beaucoup de clients et c'est génial !

Petit à petit, nous avons eu des amis. Nous avons des relations formidables, encore plus qu'à Courmayeur car les gens du village sont un peu snobs. Ici, il y a beaucoup de sportifs, les gens sont à l'aise. Nous avons été bien accueillis. Naturellement, ensuite, les gens qui ne nous aimaient pas ne sont pas revenus et c'est normal et réciproque. Au début, il y a des gens qui nous provoquaient car ils disaient que nous faisons de la cuisine bio parce que c'était à la mode. Alors que nous, nous avons toujours fait attention. Avec le temps, ce genre de chose ne se dit plus, c'est réglé. C'est rare que des personnes qui viennent soient comme ça maintenant. Ceux qui viennent sont dans les mêmes ressentis que nous, on parle beaucoup… Nous ne sommes pas toujours parfaits, mais dans l'ensemble, les gens sont contents.

Ce que nous faisons en France me plaît vraiment. Nous avons été très bien accueillis. Seuls quelques clients ont pu se moquer un petit peu de nous au départ, car ils ne comprenaient pas la cuisine que nous faisions. Mais je pense que si j'avais été Française et que j'avais fait de la cuisine végétarienne, les gens auraient dit la même chose.

Par contre, l'Office du Tourisme a tendance à soutenir un peu toujours les mêmes restaurants. Mais maintenant, j'ai fait une croix dessus en me disant que c'est comme cela, même si je continue d'inviter ses membres à venir nous rencontrer afin que nous leur expliquions ce que nous faisons. Je pense que ce n'est pas parce que nous sommes Italiens, mais parce que l'Office du Tourisme travaille par automatisme avec des gens qu'il connait depuis longtemps. Je vais donc chercher moi-même les clients. J'aime beaucoup me déplacer pour essayer de trouver des partenariats avec des voyagistes, j'ai fait des formations de gestion, d'ordinateur etc., je voyage. Beaucoup de choses me plaisent en France. Je trouve simplement que c'est lourd en termes bureaucratique.

Aujourd'hui, Martha, Lorenzo, Auro et moi n'avons pas envie de retourner en Italie, sauf pour les vacances. Pour la retraite, nous ne savons pas encore, c'est trop loin. Auro doit travailler jusqu'à 67 ans et moi jusqu'à 65 ans… Il y a encore 10 ans. Nous avons le temps de réfléchir et *inchAllah,* nous espérons que nous aurons la santé. Pour le moment, nous ne nous posons pas cette question.

« ***L'Italie est toujours ma terre*** ».

Nous cuisinons Italien, toujours. Nous faisons venir une bonne partie des produits de l'Italie, comme les farines pour faire le pain et les pâtes. Il y a un lien affectif avec le producteur de farines d'Italie. Il a un petit moulin en pierre, c'est vraiment à l'ancienne et nous aimons beaucoup cela. Puisqu'il est au bout du Val d'Aoste, après la région piémontaise, il envoie la farine par transporteur à Courmayeur et nous, avec un abonnement, nous allons chercher les sacs de 5 kilos. Pour les producteurs, cela reviendrait trop cher de passer par le tunnel. Alors nous avons décidé de garder ce partenariat avec les petits producteurs que nous aimons et d'aller chercher nos produits. Nous allons aussi chercher du vin (qui est parfois en reconversion bio), mais aussi le parmesan, le fromage d'alpage, une pâte sèche, l'huile d'olive bio de Toscane. Tous les jeudis matin, Auro va en Italie prendre des produits. Je suis certaine que nous pourrions trouver de bons produits en France, comme de la farine, de l'huile de Provence qui doit être extraordinaire… Mais nous avons de bons contacts avec les producteurs Italiens. En France, il faudrait retourner voir chaque producteur, goûter les produits, savoir s'ils peuvent expédier à Chamonix… Nous n'avons pas le temps. Je donne la priorité à certaines choses, comme faire les papiers concernant le label du collège culinaire de France. Dès que j'ai le temps, je donne plutôt la priorité aux choses qui nous font avancer. Nous prenons tous les autres produits, légumes, épices, produits secs, savons… en France, avec les

fournisseurs des produits des magasins bio, tels que Satoriz. Nous nous faisons livrer deux fois par semaine.

Nous retournons aussi en Italie pour nous faire plaisir. Par exemple, j'y vais de temps en temps pour aller voir des copines, pour faire des courses personnelles et non pas pour le restaurant. En France, je ne trouve pas tout, ou certaines choses sont trop chères. Par exemple, je continue à acheter mon café en Italie, des biscuits pour les enfants, du thé italien que nous ne trouvons pas ici, de la lessive écologique bien moins chère qu'en France, des produits sans gluten que nous trouvons bien plus facilement en Italie. Puisque je suis allergique au gluten, je dois faire attention aux ingrédients et au prix et en Italie, ce marché sans gluten et sans lactose est plus développé. Je vais aussi voir mes copines et parfois, elles viennent aussi me voir en France, à la journée. Mais puisque le tunnel est cher, c'est plutôt moi qui me déplace puisque j'ai un abonnement et qu'en même temps j'en profite pour amener des choses. Je vais aussi en Aoste voir ma sœur, une à deux fois par mois. J'ai donc toujours des contacts très attachés en Italie. D'ailleurs, je dis à ma sœur que la France est vraiment bien et qu'il faudrait qu'elle vienne puisque le restaurant dans lequel elle travaille est en crise. Elle fait beaucoup d'heures, elle gagne peu sa vie et elle est séparée de son mari. Elle commence à être vraiment fatiguée. Je lui ai dit qu'en octobre il y avait le salon de l'emploi et qu'elle pourrait venir pour essayer de trouver quelque chose en France. On va voir si cela va marcher. Ses filles sont grandes maintenant, une habite à Londres et l'autre va aller habiter à Rome avec son mari et sa fille. Moi, je suis là. Pour le moment, j'ai encore les enfants et je ne peux pas m'occuper vraiment d'elle. Mais je pense que ce sera facile pour elle de s'intégrer ici et qu'elle va gagner une qualité de vie à Chamonix.

Tous les mois, je retourne aussi voir ma maman dans le Piémont. Je vais aussi de temps en temps à Genève prendre des cours d'informatique. En tout cas, l'Italie est toujours ma terre. Si nous étions allés à Barcelone, nous aurions moins pu voir la famille et les amis. Nous aurions toujours dû prendre l'avion. Si nous n'avons pas pu prendre de restaurant à Barcelone, c'est que cela ne devait pas arriver.

Il y a une crise en Italie. Certains ne disent rien et s'accommodent de la situation. D'autres commencent à faire savoir qu'ils ne sont pas d'accord avec ce qui se passe. On ne peut pas rester et tout accepter. En France, lorsque les choses ne vont pas, vous combattez et vous signalez que les choses ne vous plaisent pas. En Italie, moins. Lorsque nous sommes partis, les choses ne nous allaient pas vraiment en termes de politique, mais d'autres choses nous dérangeaient. Nous avions envie de faire d'autres projets, même si nous avions une qualité de vie bien meilleure que d'autres Italiens. Nous avions envie de ce défi de changement

et, en plus, il y avait cette crise politique et financière. Nous étions aussi dans la montagne, il y avait la neige, les avalanches, il fallait aussi que j'emmène Lorenzo avec le 4x4 à l'école car la navette ne montait pas chercher les trois enfants de la montagne s'il faisait mauvais temps, à cause des responsabilités s'il y avait un accident. Il y avait aussi beaucoup de contrôles dans notre établissement, envoyés par des concurrents. Ils étaient jaloux que notre restaurant fonctionne bien. Pour eux, nous étions des étrangers au Val d'Aoste puisque nous sommes du Piémont ; en plus, nous faisions de la cuisine naturelle. Ils nous envoyaient la Commission d'hygiène, les contrôles fiscaux… À chaque fois, tout s'est bien passé, mais nous en avions marre car nous n'étions pas là pour nous battre en permanence. Cette jalousie que je ne comprends pas est assez typique des petits villages, alors que je ne la ressens pas ici. En France depuis six ans, nous n'avons jamais eu de contrôle. Peut-être que cette jalousie existe aussi en France dans des petits villages de montagne. Je ne sais pas.

Mise en contexte

Madame F.

L'électricité, qui fut un puissant vecteur de la seconde industrialisation, peut également être considérée comme un agent de transformation du territoire alpin, que ce soit sur le plan économique, démographique, social… En effet, à partir de la fin du XIXème siècle, l'arc alpin et les départements savoyards en particulier se couvrent d'entités industrielles qui profitent de la proximité avec une source d'énergie abondante et relativement facile d'accès pour se développer. Il s'ensuivit un dynamisme inespéré pour une région qui se trouvait en large part à l'écart des grands mouvements de son époque. Or, après avoir bénéficié du fait que le courant électrique était malaisément transportable, la Savoie a conservé un attrait important une fois cette difficulté levée car elle faisait figure de réservoir énergétique potentiel, en raison de ses caractéristiques physiques et de l'importante présence d'eau. « Les territoires savoyards proposaient des reliefs issus des périodes glaciaires favorables à l'édification de barrages, un réseau hydrographique aux débits abondants et moins marqué qu'ailleurs par les étiages, et surtout de fortes ruptures de pente par endroit, particulièrement propices à des aménagements de moyenne ou de haute chute, notamment sur l'Isère en Tarentaise (21,8 m/km sur 90 km) et sur l'Arve (23,6 m/km sur 73 km). Ainsi, Bissorte (1147 m) puis Roselend-La Bathie (1203 m) pointèrent, chacune leur tour, parmi les plus hautes chutes du pays[181]. »

Si ces spécificités, rapidement identifiées comme stratégiques, commencèrent à faire l'objet d'une exploitation à la sortie de la Première guerre mondiale, force est de reconnaître que celle-ci demeura somme toute assez modeste, tant au niveau de l'ampleur des réalisations que de leur nombre. Néanmoins, un frémissement se fait jour pendant les années 1930, dans la mesure où on assiste à l'amélioration et à la création de quelques grands réservoirs : la Girotte, Bissorte, le Cambon et le Sautet[182].

Le véritable déclic intervient cependant avec la Libération : la volonté indiscutable des pouvoirs publics de disposer d'une énergie, à la fois en quantité suffisante et à un prix acceptable, relança les projets de grands chantiers dans les Alpes. Il était question de reconstruire le pays et de permettre le redémarrage de son économie : les aménagements

[181] D. Varaschin, « L'énergie, ou comment faire système avec son territoire » dans D. Varaschin, H. Bonin et Y. Bouvier (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la Savoie de 1860 à nos jours*, op.cit., pp.372-373

[182] Voir D. Varaschin, *Tignes, la naissance d'un géant*, op.cit., p.30

hydroélectriques passaient alors pour la condition de ce double objectif. Ainsi, le secteur hydroélectrique est devenu en quelques années un élément central du paysage énergétique français : à la date de 1960, 56% de la production nationale d'électricité provenait de l'hydraulique. Dans un tel schéma, les départements savoyards pèsent lourd : ils deviennent un espace d'expérimentation de ce que Denis Varaschin désigne comme une véritable mystique de l'après-guerre[183]. Il faut dire qu'en une vingtaine d'années, des édifices géants furent implantés sur les terres savoyardes : Génissiat, la modernisation de la Girotte, Tignes, Roselend, le Mont-Cenis et Emosson sont autant de retenues de taille considérable qui correspondaient aux visées de l'époque. « Ces aménagements, d'envergure inconnue jusque là, délivraient une électricité de grande valeur car mobilisable en quelques minutes et en mesure d'assurer les pointes hivernales d'une consommation nationale en forte hausse[184]. »

Au cours de cette période de l'après-guerre, la construction de barrages était considérée comme une spécialité française[185]. Incontestablement, une sorte de savoir-faire national s'est affirmé : cependant, il ne faut pas oublier que ces chantiers considérables, réalisés dans des conditions redoutables et devant être livrés sous des délais souvent assez courts, nécessitaient une main-d'œuvre pléthorique que ni la région ni le pays n'était en mesure de fournir. Il fut donc fait ample recours à une main-d'œuvre étrangère. Ainsi s'explique le fait que le mari de l'enquêtée trouve rapidement un emploi au chantier de La Bathie à son arrivée en France.

L'ensemble de l'entretien nécessite par ailleurs un rapide éclairage : il présente un intérêt majeur, à condition d'en faire une lecture au second degré. En effet, il se révèle parfaitement instructif quant au rôle des femmes dans l'organisation familiale et aux modes de sociabilité qui lui sont attachés. De l'incapacité de l'enquêtée à répondre aux interrogations en son nom ou pour son propre compte, il se dégage quelque chose comme un effacement intériorisé devant l'institution familiale.

Cette position, curieuse de prime abord, trouve son origine dans le fait que les femmes prennent en charge la sociabilité de la famille et la circulation de l'information au sein des réseaux

---

183 D. Varaschin, « L'énergie, ou comment faire système avec son territoire », op. cit., p. 403

184 Ibid., p.405

185 D. Varaschin, *Tignes, la naissance d'un géant*, op. cit., p.93

de parenté[186]. Quels que soient les milieux (haute-bourgeoisie, noblesse, milieux populaires ou classes moyennes), les femmes tiennent la fonction de « gardiennes de la mémoire familiale », pour reprendre l'expression de Déchaux[187]. « En conséquence, elles acquièrent une connaissance plus fine des noms et des prénoms et des événements familiaux (naissances, décès, fêtes, grands moments de rassemblement). Cela ferait d'elles les détentrices des histoires familiales à transmettre. En somme, la famille en tant que *maisonnée* (rapportée aux tâches domestiques, notamment la prise en charge des enfants, et au travail de sociabilité familiale) étant une affaire de femme, l'histoire familiale le saurait aussi[188]. »

Il apparaît que ces traits s'accusent pour la génération en question : le « rôle stratégique[189] » des femmes dans l'organisation domestique, qui consiste à conserver les souvenirs et à entretenir la transmission du roman familial jaillit ici en pleine lumière. On saisit qu'elles occupent une fonction capitale dans la sphère des relations en assurant, au surplus, le maintien d'une vie de famille, au travers de ses rites ou des événements imprévus.

---

186 Cf. S. Billaud *et alii.*, *Histoires de famille : les récits du passé dans la parenté contemporaine*, Editions de la rue d'Ulm, 2015, p.19

187 J-H. Déchaux, *Le souvenir des morts*, PUF, 1997

188 S. Billaud *et alii.*, *Histoires de famille : les récits du passé dans la parenté contemporaine*, op.cit., p.19

189 S. Gollac, « Gardiennes et bâtisseurs : genre et maison de famille » dans S. Billaud *et alii.*, *Histoires de famille : les récits du passé dans la parenté contemporaine*, op.cit., p.37

Entretien avec Madame F.

« Moi, j'aime bien les Français et lorsque certains sont racistes, cela ne me fait pas plaisir »

Lieu : Chambéry **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1930-2015

Mots clés : Mémoire familiale, Accidents du travail, Famille, Action sociale italienne.

« À l'école, nous devions apprendre les chants fascistes et porter le tablier noir ».

Je suis née en Italie, en 1930. Mon papa était tailleur de pierre. Nous habitions à la campagne dans un village nommé Aiello Calabro. Lorsque j'avais quatre ans, j'ai perdu Triesta, ma maman. Elle avait contracté le tétanos puisqu'elle n'était pas vaccinée. Nous l'avons emmenée chez le docteur, mais c'était trop tard. Un an après son décès, mon papa Luci a épousé une autre femme, Martha. Je me souviens de ce second mariage puisque j'avais cinq ans. La deuxième femme de papa m'a élevée avec ma tante Cristina, qui ne voulait pas d'enfant. Ces femmes étaient gentilles. Je pouvais dormir chez ma grand-mère alors que mon frère, Vincent, dormait chez papa. Parfois lorsqu'ils se disputaient, Vincent voulait dormir chez Mamie.

À l'école, nous devions apprendre les chants fascistes et porter le tablier noir. Je n'aimais pas du tout cette situation.

Je me suis mariée en Calabre avec Nicola, en 1955. Il était déjà venu travailler régulièrement en France, depuis 1952, puisqu'il ne trouvait pas de travail en Italie. Son premier choix fut le Canada, mais son père et sa mère ne voulaient pas qu'il aille si loin et dans un pays où il faisait si froid. C'est pourquoi Nicola n'a pas émigré au Canada. Il est venu en train en 1952, accompagné d'amis. Ce

sont les générations italiennes précédentes qui sont passées par la montagne. Nicola a pu rapidement trouver du travail au barrage de La Bâtie. D'ailleurs, il est mort de la silicose en 2001. Le travail était très dur mais il s'est fait beaucoup d'amis de différentes nationalités.

« Mon mari a eu des accidents de travail. Il travaillait trop sur les chantiers… »

J'ai rejoint mon mari en France en octobre 1957 puisque après notre mariage en 1955, il était reparti en France. Lorsque je suis venue par le train avec Julia, une sœur de mon mari, j'attendais déjà ma première fille, Anna. Elle est née à Albertville au mois de décembre. Nous avons habité à Grignon. Mon mari a eu un accident de travail sur le chantier, dans une galerie. Son bras s'est pris dans une sangle alors qu'il évacuait la terre et il a dû se faire opérer à Albertville. Les médecins, sans faire exprès, ont dû se tromper et il a contracté une infection. Il a dû se faire opérer une seconde fois du triceps. Il n'avait plus de muscle. Mon mari a eu d'autres accidents de travail. Il travaillait trop sur les chantiers… Lorsque ma fille Anna est née à l'hôpital d'Albertville, mon mari est tombé sur un chantier d'un étage. Il s'est abîmé le bord du pied. Il n'a donc pas pu aller voir sa fille tout de suite. C'était quelqu'un de très vif mais qui travaillait trop. Mon mari refusait d'acheter une voiture et roulait à Mobylette, en Vespa. Il a eu des accidents.

Lorsque nous habitions Grignon, Nicola avait déjà appris le français mais moi je ne parlais pas cette langue. Tout le monde a été gentil avec moi. Je me souviens qu'il y avait une fontaine près de la maison et qu'il y avait beaucoup de brouillard à Grignon. Il faisait très froid et je ne connaissais pas ce climat. Nous habitions à côté d'une ferme tenue par des français. Ils sont devenus des amis et parfois, nous mangions ensemble. Nous allions aussi faire des courses dans un petit magasin. Comme je ne parlais pas français, lorsque j'allais faire les courses, je posais mes produits à la caisse et on me disait combien je devais payer. S'il me manquait quelque chose, je le prenais dans un camion qui faisait des tournées : il était cher mais il avait beaucoup de choses, par exemple des « petits suisses ». Moi, je ne comprenais pas ce qu'étaient ces « petits suisses », ces yaourts. Je ne connaissais pas ces produits. Les Français étaient gentils avec moi et ils m'ont expliqué que je pouvais donner les « petits suisses » à mes enfants, avec du sucre naturel. Ils m'ont expliqué que c'était un dessert, comme le yaourt aux fruits. Je faisais à manger à l'italienne et, peu à peu, j'ai appris à faire à manger à la française. Tout le monde a été gentil avec moi. À Grignon, j'avais aussi une

amie calabraise qui habitait pas loin de chez moi. Rarement, des Français n'ont pas été gentils. Mais je suis une femme qui pardonne. Je ne suis pas raciste. Moi, j'aime bien les Français et lorsque certains sont racistes, cela ne me fait pas plaisir. C'est souvent de la bêtise. Je ressens plus le racisme maintenant mais je ne veux pas faire attention. Avant, je ne souffrais pas du racisme, ni à Grignon, ni à Chambéry.

Mon mari a arrêté les chantiers et nous sommes venus habiter à Chambéry. Nous avions trouvé un appartement Faubourg Maché, avec le frère de mon mari, Paolo. Pendant quelque temps, j'ai eu des nouvelles de mes amis de Grignon. C'est à Maché que mes filles, Eugénia et Bianca, sont nées. Nicola a trouvé un métier de maçon coffreur. Mon mari a travaillé sur plusieurs chantiers. Par exemple, il a participé à la réfection du toit de la Poste de Chambéry. C'était en 1954 ou 1955. À côté de la Poste de Chambéry, où il y a maintenant le Parc du Verney, il y avait des baraques. Je ne sais pas qui habitait dans ces baraques.

L'appartement de Maché était petit et nous avons déménagé rue de Boigne. À ce moment, Paolo est reparti à Gênes. Un autre frère de mon mari, ainsi que ses deux sœurs, étaient aussi venus à Chambéry avant de repartir à Milan. Après l'appartement rue de Boigne, nous avons acheté dans cet immeuble, au quatrième étage. Lorsque la famille s'est agrandie de ma quatrième fille, Maria-Christina, nous avons revendu l'appartement et acheté au premier étage. Quand mon mari est décédé, j'ai gardé l'appartement mais cela me fait du souci car il y a des travaux d'immeuble à effectuer, comme la façade et les balcons. À mon âge, cela me fait du souci. Mais dans cet immeuble et dans ce quartier, je suis bien habituée.

J'ai été femme au foyer. J'ai élevé mes filles et je m'occupais de mon mari, de la maison, des repas. Lorsque mes trois premières filles ont été grandes et que Maria-Cristina était encore un petite, j'ai travaillé pendant que mon mari continuait sur les chantiers : j'ai travaillé chez Pilotas - usine de vêtements - comme finisseuse en confection. Je faisais la couture de finition, les manches, les boutonnières… Je savais faire puisque mon mari, en Italie, était tailleur. Ensuite, cette entreprise a acheté des machines et on n'avait plus besoin de moi. Puisque je n'avais pas de profession, j'ai fait des ménages chez des particuliers, dans des entreprises comme les bureaux de l'E.D.F., j'ai fait des montées d'escaliers… J'ai aussi été femme de compagnie chez une dame de 90 ans, j'ai travaillé dans un hôtel-restaurant, « Le beaujolais ». Je nettoyais le premier étage et je faisais les lits. La patronne était gentille car même lorsqu'il n'y avait pas de client, elle me payait quand même. Lorsque je faisais des ménages ou que j'étais dame de compagnie, mes patrons ont toujours été des Français.

J'ai de bons souvenirs des Français que j'ai connus, ainsi que des Italiens ; nous fréquentions la Mission catholique italienne. Nous avons aussi été aidés pour les papiers de retraite par l'I.N.A.S. [Istituto Nazionale Assiste Sociale[190]]. Je suis donc allée leur apporter des chocolats et des gâteaux, car ils ont été très gentils.

« Pour moi, c'est la France qui a donné du travail à mon Nicola »

J'ai été très contente de venir en France et je ne regrette pas. Parfois, je suis contre les Italiens qui disent : « *Holàlà, je ne sais pas pourquoi tu es venue en France !* ». Alors là, je suis contre ! Une fois, j'ai répondu : « *C'est la France qui a donné du travail à mon mari ! Il ne faut pas oublier cela.* ». Pour moi, c'est la France qui a donné du travail à mon Nicola. Voilà. C'est aussi le Canada qui a donné du travail à mon frère. Il ne faut pas oublier cela. Je suis donc contente. J'aime l'Italie puisque j'y suis née et j'y ai grandi. Je me suis mariée en Italie. L'Italie compte pour moi, mais depuis 1957, toutes ces années en France comptent aussi, donc j'aime aussi la France. C'est vrai ! J'aime quand les choses vont bien en France. Parfois, les Français se plaignent que les choses ne vont pas. C'est vrai, il faut pouvoir travailler, il faut pouvoir donner du travail aux gens. Moi, je ne fais pas de politique mais il faut faire quelque chose pour les Français. Lorsque les Français ne sont pas contents, je ne suis pas contente non plus parce que je suis encore en France et que cela m'intéresse : mon mari a travaillé en France, je suis tombée malade après le décès de mon mari en France, j'ai eu mes enfants en France, j'ai quatre filles en France et mes quatre petits-enfants sont en France (un de mes petits-enfants, Paolo, à un nom italien). Moi, maintenant, je me sens Française. Nous avions d'ailleurs commencé à faire les papiers de naturalisation lorsque mon mari est tombé malade. Nous n'avons donc pas pu finir cette démarche car il fallait beaucoup de papiers et avec la maladie de Nicola, nous avons abandonné. Je n'ai pas pu être Française.

Moi, je ne peux pas voter. Depuis que je suis ici, je n'ai voté en Italie qu'une fois par procuration, il y a des années. Par contre, mes filles peuvent voter en France. Nous les avons fait naturaliser française à la naissance, en passant par le médecin et devant le tribunal.

L'administration française a d'ailleurs francisé le prénom de ma quatrième fille : Maria-Cristina est devenue Marie ; Christine est désormais son deuxième

[190] L'INAS est un organisme d'action sociale italienne, financé par le Ministère du Travail Italien. Son but est de renseigner et d'assister tous les Italiens et les Français d'origine italienne dans les démarches administratives et plus précisément dans les problématiques liées à la retraite et à la sécurité sociale.

prénom. Elle souhaite s'occuper de cela à l'avenir et retrouver son prénom d'origine. Moi, il faut que je renouvelle ma carte de séjour.

Même si mon mari a travaillé en Italie avant de venir en France, je ne touche aucun centime de l'Italie. Une de mes filles pense qu'il n'était peut-être pas déclaré. Avec mon mari, nous n'avons jamais voulu repartir vivre en Calabre. Lorsque mes enfants étaient jeunes, nous allions tous les étés en Italie voir la famille. Nous rentrions pour la rentrée. Nous prenions le train, puisque mon mari n'avait pas le permis. À cinq, nous avions deux grosses valises, que j'ai toujours. C'était une expédition, car nous ne connaissions pas les réservations et il y avait beaucoup de monde, car tous les Italiens partaient en même temps. Nous changions de train à Turin, c'était toujours plein. Il y avait deux jours et demi de voyage, le train plus le taxi. Un jour, le frère de mon mari est venu nous chercher en Fiat 500. Nous étions donc six dans la voiture avec les valises… J'ai de bons souvenirs en Italie, je voulais retourner au village où je suis née, mais Nicola est tombé malade.

Mon frère Vincent s'est marié en Calabre avec Marie-Angela. Il était cordonnier mais les clients n'avaient pas d'argent et ne pouvait pas le payer. Puisqu'il ne trouvait pas un autre travail, sa femme et lui ont immigré au Canada avec leur fils Gino. Vincent a pu trouver du travail dans la fonderie de fer, près de Toronto. Ensuite, il a eu un accident de travail et il devait porter des choses légères. Les deux filles de Vincent sont nées au Canada. J'y suis allée pour le mariage de mes nièces. Vincent a pu prendre sa retraite anticipée. Il est mort au cours d'un mariage d'amis, d'un arrêt cardiaque. Gino, malade et certainement sous le choc, est mort huit mois après.

Ma demi-sœur Triesta et son mari ont immigré à Forbach en 1956 car ils ne trouvaient pas de travail en Italie. Sa famille à travaillé dans les mines de charbon. Elle est morte en 2006.

Entretien avec Géraldine Botte[191]

Muséobar de Modane

Lieu : Modane **Origine :** Italie (Calabre) **Période :** 1800-2015

Mots clés : Modane, Dormitorio, Frontière.

Le Muséobar est tout à fait approprié pour évoquer l'immigration italienne puisque des Italiens venaient travailler à Modane mais habitaient également cette ville. D'autres effectuaient le voyage pendulaire France-Italie quotidiennement. Pour l'immigration, Modane disposait d'un dispensaire puis a mis en place le « *dormitorio* » pour accueillir des Italiens qui travaillaient en ville. D'ailleurs sur les vitrines des commerces, dans les années 1800 et début 1900, les mots étaient écrits en français et en italien. Il y avait aussi une école italienne. La Première guerre fut donc très douloureuse à Modane puisque ces populations étaient amies.

L'histoire de ma famille est celle-ci : de Calabre, un cousin a émigré en France et a trouvé du travail. Ensuite, il a fait venir la famille : tout d'abord mon grand-père avec son neveu, en 1954. Au bout de deux ans, mon grand-père a fait venir sa femme (ma grand-mère), avec ses trois enfants. Le quatrième est né en France. Ma grand-mère m'expliquait que pendant un an la vie fut vraiment difficile puisqu'elle ne parlait pas français. Elle était perdue mais mon grand-père, à la maison, obligeait sa famille à parler français pour qu'ils apprennent. Il fallait rentrer dans le moule, ne pas se faire remarquer, d'autant plus qu'ils étaient mal vus parce qu'ils étaient Italiens.

Mes grands-parents me racontaient également qu'il y avait un manque de logements à Modane. Dès leur arrivée, ils ont habité un petit appartement avec

---

[191] Géraldine Botte est Professeure des écoles à Modane et élue depuis mars 2008. Elle est conseillère déléguée **c**hargée du patrimoine auprès de l'adjointe au tourisme.

une pièce, une première chambre et une seconde de l'autre côté d'un couloir. Modane était une ville en pleine effervescence où il était très difficile de résider. Ils ont pu se loger convenablement seulement quelques années plus tard.

Mon grand-père a eu beaucoup de métiers différents : il a fini sa carrière comme peintre en bâtiment, mais avant il a fait boucher, maçon… Beaucoup de petits travaux jusqu'à pouvoir ouvrir son entreprise de peinture. Je ne sais pas quel travail il faisait en Italie avant de venir. Mon père est donc Français, son grand-père maternel était Italien.

Ma mère est arrivée de Calabre lorsqu'elle avait quatre ans. Au départ, ma mère était de nationalité italienne mais elle s'est faite naturaliser française. Cela permettait d'accéder à l'emploi plus facilement. Je crois qu'elle a encore la double nationalité. Mes parents ont toujours habité Modane, tout comme moi, sauf au cours de mes études à Lyon et en Allemagne. Je suis professeure des écoles et conseillère municipale attachée au patrimoine à Modane. Je travaille donc en lien avec le Muséobar qui a ouvert en 2005.

À Modane, presque tout le monde est issu de l'immigration italienne. Très peu de familles sont de souche Modanaise. D'ailleurs, la famille de mon conjoint est également italienne. Son père est venu de Bergame pour trouver du travail en France. Il a travaillé à Tignes, dans les grands chantiers de stations de ski et à Chambéry. Il a pu travailler dans l'entreprise de travaux publics Oliva jusqu'à sa retraite.

Ma belle-mère vient d'Italie, de Calabre. Ses parents sont venus en France quand elle avait 17 ans. Ils se sont retrouvés à Beaufort, en Tarentaise. C'est là-bas qu'elle a rencontré mon beau-père et ensuite ils sont venus s'installer à Modane. Ce sont des histoires de migration. Dans notre quotidien, nous sommes marqués par l'italianité.

Pour ma part, je n'ai jamais appris l'italien à l'école. Néanmoins, puisque je suis enseignante, j'apprends cette langue aux enfants car en classe primaire en Maurienne on apprend l'italien, pas l'anglais. Pendant cinq ans, j'ai également eu un poste spécialisé : j'enseignais le français aux enfants qui arrivaient de l'étranger. Par contre, je n'ai jamais eu d'Italien en cours, mais des Maroco-italiens, c'est-à-dire des Marocains qui habitaient en Italie et qui venaient en France pour deux raisons principales : la première était économique. La seconde est parce qu'ils voulaient que leurs enfants apprennent à parler français si un jour ils retournaient au Maroc. C'était important pour eux. J'avais également quelques élèves de l'immigration turque, mais ce n'est pas la vague massive. Je suis de 1978 et c'était quand j'étais en primaire que les Turcs sont arrivés massivement. Les jeunes qui étaient à l'école avec moi sont beaucoup repartis en Turquie.

Pendant que j'avais ce poste d'enseignante spécialisée, j'ai plutôt travaillé avec une immigration de l'Europe de l'Est, surtout des Polonais. Ils viennent souvent seuls, sans leur famille. Je pense qu'ils restent pour la durée des chantiers avant de repartir en Pologne.

Pour revenir à l'Italie, une navette existait et faisait des allers-retours France-Italie. Entre Modane et Bardonecchia il n'y avait pas de frontière. À la Belle Époque, on dansait l'internationale à Modane et on finissait la soirée à Bardonecchia. Les gens circulaient facilement d'un endroit à l'autre ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Aujourd'hui, il n'y a plus la navette, il y a beaucoup moins de trains et le tunnel du Fréjus en voiture est très cher. Il y a un bus mais il est petit et effectue peu de trajets. Par exemple, si vous voulez manger une pizza un soir en Italie, aucun bus ne vous ramènera après.

Pour ma part, je n'ai pas vraiment connu l'époque de la navette mais je sais que lorsqu'elle existait, les gens allaient faire le marché à Bardonecchia. Cette pratique s'est perdue depuis une vingtaine d'années. Peut-être qu'aujourd'hui ce n'est plus dans les mœurs d'aller en Italie et que les Italiens viennent en France… Par exemple, comme j'enseigne l'italien à l'école, on fait un échange avec une classe de Bardonecchia mais malheureusement ils n'apprennent plus le français. La professeure qui habite en Italie me disait qu'il a une quinzaine d'années, il n'y avait pas de piscine à Bardonecchia. Elle prenait donc le train pour aller à la piscine à Modane et elle avait des copines ici. C'était quelque chose de chouette qu'on ne retrouve plus maintenant.

Avec la semaine de « l'automne italien », nous avons pu reconstituer des jumelages et organiser des tournois de sport. Mais il n'y a pas de partenariat constant entre les équipes de ski de Bardonecchia et de Modane. Cela est vraiment dommage.

J'ai l'impression que depuis que nous avons ouvert les frontières, ici, on les a fermées. Avant il y avait beaucoup plus d'emplois, beaucoup plus de vie. À partir du moment où on a ouvert les frontières, une rupture a été créée. Au niveau des Italiens, il y a eu beaucoup moins d'emplois, beaucoup moins de personnes sur Modane.

Modane, dans les années 1990, a vécu une période terrible : le cinéma a été fermé à Fourneaux, on voyait les boutiques qui fermaient… Ce moment où j'étais adolescente, où j'avais une quinzaine d'années, était triste. Aujourd'hui, même si des logements sont encore fermés, on sort la tête de l'eau, des commerces rouvrent, nous avons un grand panel associatif… J'ai l'impression que cette ouverture des frontières a marqué le dynamisme de la population et les échanges. Nous sommes aussi une génération qui reste plus à la maison. Par

exemple, ma grand-mère me disait qu'elle trouvait Modane en vie lorsqu'ils sont arrivés d'Italie. Tout le monde était dehors le soir, les gens allaient les uns chez les autres… Aujourd'hui il y a peu de monde dehors et elle trouve cela beaucoup plus triste. Ma grand-mère a connu le Modane qui avait 80 cafés, des commerces dans toutes les petites rues…

Il y avait aussi beaucoup de jardins à Modane. Lorsque les Italiens sont arrivés, chacun cultivait son petit lopin de terre. Même dans le centre-ville, il y avait tout une imbrication de maisons qui ont été détruites dans les années 1950-1960. Entre ces maisons, il y avait une arche. Tout le long de l'arche, il y avait des jardins. Lorsque les Portugais sont arrivés, ils faisaient chaque année leur fête dans ces jardins. De mon point de vue, les Italiens et les Portugais s'entendaient bien. Souvent ils travaillaient dans les mêmes entreprises et ils avaient des associations culturelles où ils se mélangeaient.

Entretien avec Xavier Lett[192]

Muséobar de Modane

Lieu : Modane **Origine :** **Période :** 1960-2015

Mots clés : Racisme, Frontière.

J'ai déjà enregistré des personnes immigrées italiennes. Je me souviens d'une dame qui me racontait qu'elle habitait Place de la gare dans les années 1960 et que ses conditions de vie étaient très difficiles. J'habitais également Place de la gare enfant et je n'avais jamais eu ce sentiment. Je n'ai appris qu'il y a cinq ans que mes copains avaient habité sans eau, dans des conditions d'hygiène déplorables… Je ne l'ai su qu'en interrogeant leurs parents il y a quelques années. Ils ont pu me dire que les conditions étaient vraiment dures, y compris le rejet de la population française envers les Italiens.

Je me souviens qu'effectivement, jusque dans les années 1970, il y avait un rejet très fort des Italiens. Par exemple, à la gare de Fourneaux, il y avait un grand bureau où une trentaine de personnes travaillait. Il y avait la moitié des agents qui étaient Italiens et l'autre moitié qui étaient Français. En 1974, en coupe du monde de foot, il y avait un match Italie-Allemagne. Du côté des bureaux français, une grande banderole fut apposée : « *Allez l'Allemagne !* ». Donc ils étaient contre les Italiens. Les Italiens, qui avaient beaucoup d'humour, ont mis le lendemain une grande banderole : « *Allez la France !* », alors que nous n'étions pas qualifiés. Voici une anecdote drôle des tensions présentes. Au quotidien, il y avait des choses plus rudes : par exemple, on ne disait jamais « *le Italiens* » mais nous disions « *les Piafs* », « *les macaronis* »... Entre enfants, je ne me souviens pas qu'il y ait eu des insultes puisque nous jouions toujours ensemble. En revanche, nous entendions ce discours par nos parents. Puisque plus de la moitié de la population était d'origine italienne à Modane (beaucoup de

---

[192] Monsieur Xavier Lett est élu au Conseil municipal de Modane. Il est par ailleurs Conseiller général du canton de Modane et à l'origine de la création du Muséobar.

commerçants étaient Italiens par exemple), cela ne pouvait pas aller plus loin que ce qui pouvait se dire à la maison ou dans les relations de travail. Par exemple au travail, si quelque chose n'allait pas, on disait que c'était la faute des Italiens. Mais à Modane, il n'y a jamais eu de la violence comme Marseille a pu connaître. D'ailleurs, ce sont les Italiens qui m'ont dit qu'il y avait plus de conflits entre l'immigration des Italiens du nord et celle du Sud qu'avec les personnes de Modane.

J'ai néanmoins trouvé un élément qui pourrait expliquer comment ce rejet de la population française a presque disparu d'un coup : la guerre, ici, a été très mal vécue puisque ce fut un coup de poignard dans le dos. Elle a été vécue dans la chair des gens puisque les militaires des bataillons alpins, même ici dans la section d'éclaireurs skieurs en 1940 étaient, pour un grand nombre, des gens du pays. Un paradoxe est horrible : dans les troupes italiennes qui ont attaqué, il y avait des gens de la vallée d'à côté qui sont venus la mort dans l'âme… Cela ne peut pas ne pas laisser de traces. Toute cette génération qui a vécu cette douleur est partie à la retraite dans les années 1975-1980. Du moment où elle n'était plus dans la vie active, toute cette rancœur anti-italienne qui s'exprimait quotidiennement a disparu du jour au lendemain.

La notion de frontière est un élément constitutif de l'identité de la ville de Modane, mais nous ne l'avons compris que progressivement. Les chantiers ont été très importants puisque durant un siècle et demi ils ont permis de nous faire vivre - comme celui de la deuxième galerie du tunnel. Aujourd'hui par exemple, il y a toujours les Polonais qui sont sur les chantiers, comme celui du Lyon–Turin. Tous les chantiers ont amené leur vague d'immigration.

De plus, le fait d'avoir été une très grosse gare, une des principales gares de marchandises de fret de France, a favorisé les flux migratoires. Il y avait 600 cheminots français et 300 ou 400 Italiens. Certains se sont ensuite installés ici alors qu'au départ, être envoyé à Modane pouvait être mal vécu.

Modane a aussi été une ville administrative. Par exemple, des personnes qui travaillaient à la Poste italienne ou à l'administration du chemin de fer italien à Modane ont habité la ville et y sont restées à leur retraite. Elles se sont donc retrouvées émigrées du travail puisqu'elles étaient des personnes italiennes travaillant en France. Il y a eu aussi toute une période militaire. En revanche, les militaires ne restaient pas…

En 1992, Modane a subi un gros coup : l'ouverture de la frontière. Au 31 décembre 1991, les Modanais ne se rendaient pas compte que le lendemain il n'y aurait plus de frontière. Il y a eu une grosse réorganisation de la S.N.C.F. et c'est ailleurs que s'est effectué le tri de marchandises que Modane faisait. Les Français sont donc partis en Bugey, les Italiens sont repartis du côté de Turin. En quelques mois, les familles sont parties. Toute la partie administrative des

douanes a aussi été mutée dans d'autres administrations. Cela a été un choc. Ce fut violent et la population a mis longtemps à rebondir.

Il y a un paradoxe : le fait d'avoir, à juste dix ans d'intervalle, supprimé la frontière et ouvert le tunnel routier a fait qu'un élément qui était un lien quotidien avec l'Italie a disparu : la navette. C'était comme notre métro pour aller en Italie, il y avait des navettes toutes les heures et pour quelques francs, on allait pour un « oui » ou pour un « non » en Italie ; et tous les matins, les Italiens qui venaient travailler en France prenaient la navette. Elle fut supprimée lorsque le tunnel routier fut mis en fonction. Mais l'abonnement est sans commune mesure avec le prix de la navette. Les relations se sont donc arrêtées. Pour remettre ce genre de chose en place, nous sommes dépendants des chemins de fer italien et français et cette démarche ne les intéresse pas. Légalement, il est aussi impossible de mettre des tarifs préférentiels pour les frontaliers.

Manifestement, en Italie, la population a retrouvé ses liens historiques avec le Briançonnais. Ils ont retrouvé naturellement leurs liens avec leurs voisins historiques. Ici, le passage n'est pas naturel puisque les cols sont très hauts, à 2400 ou 2500 mètres d'altitude. Il y a donc eu des liens entre les populations de Modane et l'Italie entre 1871 et 1992, c'est-à-dire dans ce moment de l'histoire entre l'ouverture du tunnel et l'ouverture de la frontière. Ces liens sont donc anecdotiques. En revanche, au Mont-Cenis, les liens restent plus forts entre la France et l'Italie puisque le passage est plus bas, des pâturages appartiennent à des Français en Italie…là-bas, la frontière est vécue différemment.

Nous pouvons donc dire qu'aujourd'hui, à Modane, alors même que la frontière administrative est fermée, la frontière naturelle renaît. Nous n'avons plus les liens qui existaient avant.

Témoignages recueillis par le Muséobar

« Modane à l'heure italienne »

NB : Les entretiens qui suivent font partie d'enregistrements audio réalisés par le muséobar (« Modane à l'heure italienne ». propos recueillis par Jean-Baptiste Fribourg). Ils ont été mis à notre disposition par Claudine Théolier. Nous avons retranscrit ici ceux qui nous ont paru éclairer de manière intéressante la situation modanaise, laquelle est caractérisée par sa nature particulière de ville-frontière où se trouvaient notamment des bureaux de l'Office National d'Immigration.

Sylvain C.

Ma maman était cuisinière à l' «Hôtel des voyageurs » de Modane [cet établissement est situé en face de la gare de Modane]. Puisque j'ai été élevé dans ce bâtiment, je connais bien la gare. Il y avait tous les jours un flot d'Italiens qui arrivait, notamment pour fuir le fascisme dès 1922. Je connais bien la question puisque c'était le cas de mes beaux-parents. Mon beau-père et ses trois frères travaillaient à Turin mais puisqu'ils n'avaient pas adhéré au parti fasciste, ils ont perdu leur travail. En 1923, ils sont parvenus à venir à Modane grâce à des relations. Deux frères sont allés travailler à Saint-Gobain et deux autres à la papeterie Matussière.

Mon beau-père s'est installé à Modane. Ensuite, il est retourné en Italie, a rencontré sa femme puis l'a ramenée en France. Certains de ses frères se sont mariés en France et d'autres ont fait comme lui, ils se sont mariés en Italie avant de revenir en France avec leur femme et de créer leur famille.

Voici un autre exemple illustrant la fuite du fascisme : j'ai donné au Muséobar une photo où une soixantaine de personnes du même endroit de la vallée de Suse sont regroupées. Elles étaient toutes venues s'établir à Modane. Cette ville offrait du travail pour les immigrants qui n'avaient pas les moyens d'aller plus loin. Il y avait des carrières, des mines de charbon, la papeterie…

À l'entre-deux-guerres, les immigrants qui le pouvaient ne faisaient que passer par Modane, ils ne s'installaient pas. En France, Modane était l'endroit où ils étaient reçus, accueillis par des organismes. C'est à Modane qu'ils étaient triés

par des bureaux de placement privés. Je connaissais un monsieur qui parlait trois ou quatre langues et qui faisait partie d'un bureau de placement. Parfois, les immigrés avaient une demande et en fonction d'elle, ils étaient envoyés à différents endroits en France. Certains Italiens voulaient travailler dans le Nord, d'autres dans les mines…

La première chose qui était demandée aux immigrants était de passer une visite médicale. Le bâtiment du dispensaire existe toujours, de l'autre côté de la gare. C'était l'endroit où toutes les visites sanitaires étaient effectuées. Ensuite, les migrants reprenaient le train pour aller à leur destination. Je pense que beaucoup arrivaient d'Italie avec un contrat pour aller travailler dans tel ou tel endroit en France. Lorsqu'ils passaient à Modane, ils étaient automatiquement triés avant qu'on ne leur dise de prendre tel ou tel train pour arriver à destination. Ils étaient donc dirigés à partir de Modane, en particulier par la société de paquebots Cunard Line qui les emmenait en Amérique. Cela signifie que beaucoup d'Italiens, notamment d'Italiens du nord, arrivaient par la montagne et étaient ensuite embarqués pour partir en Amérique.

Plus tard, Modane a connu une immigration russe, plus particulièrement de Russes « blancs » de l'armée du Tsar. Ils sont tous venus travailler à Modane. Tous ces officiers qui avaient beaucoup d'allure ont travaillé en France comme manœuvre, par exemple à l'usine Saint-Gobain. Dans une moindre mesure, il y a eu également une immigration portugaise. Certains ont fait souche ici, se sont mariés et ont eu des enfants à Modane. Lorsque le travail était assuré les gens restaient. En plus, Modane avait quelques rizeries. Certains bâtiments existent encore. Le riz était importé du nord de l'Italie, d'une province vers la Suisse. Puisqu'à Modane il y avait des chutes d'eau qui servaient de force motrice, le riz piémontais était traité ici. Cela ne coûtait donc pas grand-chose en électricité. Modane recevait le riz brut puis il était décortiqué, nettoyé, lessivé et préparé pour la consommation. Il y avait cinq rizeries à Modane qui employaient beaucoup de monde, beaucoup d'Italiens.

Au moment de la construction d'une usine à Modane en 1920-1922, la France avait fait venir des Indochinois. Ce devaient être des gens qui n'avaient pas de travail dans leur pays… Cette usine de Modane a donc été construite par des Indochinois. À la fin de ce travail, ils sont repartis. Aucun n'est resté. De 1934 à 194O, il y a eu aussi la construction des forts à Modane. Cela demandait l'embauche de beaucoup de monde, de beaucoup d'Italiens. Cette époque était d'ailleurs risible : nous, les Français, nous n'avions pas le droit d'approcher des chantiers. Il était même interdit de prendre une photo. Par contre, les Italiens qui travaillaient dedans avaient tous les plans des forts. C'était un secret de polichinelle.

Modane était donc une ville avec une forte activité économique, avec beaucoup d'entreprises italiennes. Certaines faisaient du béton, d'autres s'occupaient du tunnel… Trois quarts des employés étaient des Italiens.

C'est aussi une ville de paradoxe : elle s'est construite avec les Italiens et en même temps contre son voisin. C'est tout à fait curieux. En 1940, les Italiens n'occupaient pas Modane, nous étions en zone libre, à l'inverse de la Haute Maurienne qui était occupée. Ici, ils ne nous ont occupés que le 29 novembre 1942, quand les Allemands ont pris la France en totalité, le jour où les Américains ont débarqué en Afrique du Nord. À ce moment-là, les Italiens sont tous descendus à Modane et nous avons été occupés jusqu'en 1943. Ils sont partis le 9 septembre 1943 et le 10 au matin il y avait les Allemands à Modane. Alors là, ce ne fut pas pareil… autant avec les Italiens ça se passait bien, autant avec les Allemands, non.

15 jours plus tard, nous avons été bombardés et la population est partie. Ne sont restées à Modane que les personnes qui étaient tenues par leur travail : les douaniers, les cheminots, la police et les employés des usines qui travaillaient pour l'Allemagne. Il y avait aussi à Modane des organisations italiennes fascistes qui, en français, s'appelaient « Après le travail » : ces gens, lorsqu'ils avaient terminé le boulot, se regroupaient et faisaient de la musique, du ski… Le parti fasciste a donc existé à Modane. Il y avait des Italiens qui étaient réfractaires à cela, donc lorsque les Italiens fascistes ont complètement occupé Modane, ils ont mis les antifascistes en prison en Italie. Tous les gens qui avaient manifesté leur mécontentement ont été arrêtés le même jour et mis en prison en Italie. Ils ont tout de même eu de la chance de pouvoir revenir lorsque l'Italie à demander l'armistice, ils n'ont pas été déportés. Je me rappelle du nom de la police fasciste : Ovra.

Après 1945, lorsque la guerre fut terminée, le tunnel fut ré-ouvert et il y a eu de nouveau l'immigration italienne. On a recommencé à faire le même système : les Italiens étaient accueillis, contrôlés et ensuite ils passaient de l'autre côté de la gare pour la visite médicale.

André D.

Il y a eu quelques épisodes tendus après la guerre. Il y a eu des règlements de comptes entre les Italiens qui étaient venus avant la guerre pour fuir le fascisme et les Italiens qui avaient occupé la France durant la guerre. Après la guerre, les fascistes qui étaient poursuivis en Italie se sont réfugiés en France. Il y a forcément eu des clashs avec les Italiens qui étaient venus en France pour se réfugier du fascisme…

La guerre a été un déchirement pour les Italiens. Ils ont été opposés. À Modane, les personnes qui travaillaient côte à côte ont aussi été opposées pendant la guerre et ce fut également une grande douleur pour les modanais.

Xavier Lett

Le bâtiment de l'Office National de l'Immigration - ONI - servait à organiser l'immigration des Italiens, surtout de 1946 à 1948. Les bases principales de l'ONI étaient dans les grandes villes de l'Italie du Nord, comme Milan et Turin. L'antenne de Modane servait à faire la visite médicale et les papiers. Cela permettait l'emploi de fonctionnaires et le photographe Montaz faisait les photos d'identité.

André D.

Ma famille était originaire de Modane et mon père, comme beaucoup de Modanais, travaillait à la gare. Il était donc bien placé pour voir tous ces flots d'immigrants. La « gare-frontière » était pratiquement une institution, un point incontournable des relations franco-italiennes. Mon père avait également beaucoup de collègues cheminots Italiens qui avaient une résidence à Modane. Beaucoup de commerçants étaient aussi Italiens. Tout le monde travaillait en bonne intelligence, nous pourrions même dire en fraternité.

Début 1960, comme l'Université commençait tard en septembre, nous avions le temps de nous faire de l'argent de poche. Les équipes de l'ONI avaient besoin de renforts puisqu'elles étaient submergées par l'arrivée des immigrants. Plusieurs trains pouvaient arriver par jour, ce qui représentait parfois 400 ou 500 personnes. Il fallait les convoyer vers les zones de vendanges ou de culture de betteraves. Etudiants, nous étions là en tant que supplétifs et c'était intéressant pour nous, c'était comme un travail saisonnier. J'ai travaillé environ trois semaines chaque année, du 15 septembre jusque début octobre. Certains commençaient plus tôt le travail car il y avait les vendanges dans le Midi. Par ailleurs, je savais qu'il y avait des afflux de femmes qui venaient du sud de l'Italie pour aller ramasser les melons à Cavaillon et les fruits de la vallée du Rhône. De ce que je comprenais, il y avait déjà une présélection en Italie et lorsque les immigrants arrivaient à Modane, ils avaient déjà une carte de travail. À Modane, elle était complétée par l'ONI avec la destination et le nom de l'employeur. On leur donnait aussi une feuille de route. L'ONI était chargé de régulariser ces

papiers et il fallait travailler en équipe avec la SNCF, la douane et la police. La SNCF fournissait les titres de transport, les douanes et la police vérifiaient les identités et qu'il n'y ait pas de trafic illégal. L'ONI s'occupait de fournir le repas et se chargeait de la logistique pour qu'ils voyagent dans de bonnes conditions.

Beaucoup d'Italiens du sud ne savaient ni lire, ni écrire. À cette époque il y avait beaucoup d'illettrisme. Certains venaient par village, il y avait toutes les générations, des grands-pères jusqu'aux petits-enfants. Puisqu'ils ne savaient pas lire, il y avait des convoyeurs qui les accompagnaient pour permettre à la fois de traduire les documents et de leur expliquer, dans leur dialecte, ce qu'il fallait faire. Donc nous, nous nous adressions également aux convoyeurs qui étaient chargés de faire le lien entre l'ONI et les immigrants. Soit les Italiens restaient dans le wagon et nous montions dedans, soit il y avait un tel afflux que nous ne pouvions pas monter dans le train et à ce moment-là, ils descendaient sur les quais. Il y avait des banquettes sur les quais, les personnes passaient au contrôle, prenaient un repas… Je me souviens qu'à un moment donné, il y avait un réfectoire dans les bâtiments de l'ONI. Des repas chauds étaient servis lorsqu'il n'y avait pas trop de monde. À l'époque de septembre et d'octobre, quand il y avait une grande affluence, tout se passait sur les quais. Sur les quais de la gare, nous entendions toutes sortes de dialectes. Ce n'était pas l'italien scolaire que nous avions pu apprendre. Finalement c'était assez festif puisque lorsqu'ils descendaient du train, les gens se connaissaient, tout le monde se regroupait. Certains avaient aussi des instruments de musique. Cela paraît inimaginable aujourd'hui.

La gare était un transit, les personnes ne restaient que quelques heures à Modane et ensuite elles étaient dispersées dans plusieurs régions de France pour ramasser les fruits et les légumes. J'ai connu ce système en 1960 mais je suppose qu'il était le même dès 1950, quand il y a eu la remise à niveau de l'agriculture en France. Le pays avait besoin de l'immigration pour la cueillette.

Il y avait également une autre immigration que j'ai moins connue et qui allait dans le Nord pour aller travailler dans les mines ou en Belgique. Il me semble que les contingents étaient moindres et que la population venait de toute l'Italie, qu'elle était moins typée que pour le travail saisonnier.

Mise en contexte

Monsieur R.

Incontestablement, la guerre civile fait figure d'événement majeur de l'histoire de l'Espagne au XXème siècle : ces trois années d'affrontement, entre 1936 et 1939, ont durablement et profondément marqué le pays en raison de la violence qui les caractérisèrent et des séquelles qu'elles laissèrent dans la société espagnole. Si la guerre civile constitue un cas typique d'opposition politique irréductible, les historiens récents plaident pour que l'on ne réduise pas ce moment à une joute entre fascistes et démocrates. Les présentations qui résument le moment à sa dimension politique et idéologique en masquent la complexité : elles passent notamment sous silence le fait que ce « fut aussi une guerre multiple : guerre de cultures, guerre de classes, guerre identitaire, même guerre de genres[193]. »

Les élections de février 1936 voient la victoire du Front populaire, qui débouche rapidement sur une situation critique restée dans l'histoire sous l'appellation de « printemps tragique » : à la tension sociale symbolisée par la hausse notable des grèves, s'ajoutent des affrontements violents entre socialistes et phalangistes. Tout porte à croire, dans ces conditions, que l'ordre public est en péril. Le 18 juillet, sur le prétexte de prémunir l'Espagne d'une révolution communiste, quelques cadres de l'armée engagèrent un putsch contre le régime. Ils reçurent, dans leur entreprise le soutien de certaines forces de la droite (la droite catholique en particulier) et de l'extrême droite. L'Église apporta en outre très rapidement sa caution aux militaires rebelles.

En réalité, la guerre civile trouve son origine dans la résistance qu'une large part de la population oppose aux putschistes. Ainsi, quelques temps après le coup d'État, l'Espagne se trouve coupée en deux : « globalement, la République gardait les deux tiers du territoire qui comprenaient les grands centres urbains ouvriers et les régions fortement industrialisées, alors que le camp des insurgés gardait l'Espagne agricole et céréalière[194]. » Mais petit à petit, grâce à des troupes supérieures en nombre, l'armée franquiste grignote les positions républicaines dans l'ensemble du pays. Au début de l'année 1939, l'entrée de Franco dans Barcelone entraîne une gigantesque vague d'immigration, qui concerne entre 500 00 et 700 000 personnes. Après la reddition de Madrid en mars, le coup d'État est achevé.

---

193 J. Canal (sous la direction de), *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Armand Colin, 2014, p.190

194 Ibid., p.193

Débute alors une dictature longue d'une petite quarantaine d'années, dont la période la plus dure, le « premier franquisme », couvre la période 1939-1959. Les caractéristiques de ce régime dictatorial doivent beaucoup à la personnalité de Franco mais l'édifice trouve son assise dans l'existence de trois piliers : l'armée, le parti unique et l'Église constituent trois institutions qui font le régime. Ce dernier s'est également imposé en ayant recours à une répression impitoyable : elle puise sa source dans le combat sans merci que les forces franquistes mènent contre les républicains et les sympathisants de gauche. La répression visait la consolidation de l'ordre nouveau en s'abattant sans réserve sur les vaincus et sur tous ceux qui, à tort ou à raison, semblaient avoir un profil d'opposant.

À partir de 1939, cette violence débridée fait l'objet d'un encadrement légal, qui ne conduit toutefois pas à une quelconque accalmie : la première décennie de la dictature se solde par l'exécution de 40 000 à 50 000 personnes (elles s'ajoutent aux 90 000 éliminations de la guerre civile). Mais, il doit être signalé que, parallèlement, fonctionne un appareil répressif tout puissant (à la date de 1940, on relève 270 000 prisonniers) et sévissent de nombreux dispositifs de représailles. « À côté de cette répression physique, la plus terrible, se développèrent d'autres formes de répression plus insidieuses : les épurations de fonctionnaires (en particulier les maîtres républicains, très touchés par la répression et massivement interdits d'enseignement), les assignations à résidence ou les bannissements, les expropriations (inscrites dans la loi de 1939, qui organisait le dépouillement économique des vaincus), sans compter d'innombrables formes de contraint physique ou morale[195]. » Qui plus est, cette frénésie répressive s'accompagne d'une reprise en main de la société civile par l'Église catholique : avec la complicité des autorités, elle impose ses normes dans le but de façonner une collectivité pleinement catholique, ce qui débouche sur un encadrement moral et un contrôle social particulièrement sourcilleux.

L'histoire de la répression franquiste est aujourd'hui bien pourvue et riche d'études sur les procédés confiscatoires, les lieux de persécution, les mesures menant à l'épuration et la quantification des victimes. Les recherches actuelles s'emploient à éclairer l'écho que ces politiques trouvent dans la population, au niveau local : il s'agit de comprendre la complexité des comportements collectifs au cours de ces périodes de terreur en confrontant

[195] Ibid., p.211

la construction de la politique répressive et les modalités de l'adaptation de la population face à cette situation[196]. Parallèlement, un type d'approche similaire se développe pour ce qui concerne la résistance au franquisme : Jorge Marco et Mercedes Yusta refusent de comprendre l'opposition à la dictature des seuls points de vue idéologique et politique. Ils tentent d'élaborer une histoire sociale, en s'appuyant sur une analyse fine de petites communautés : le premier met ainsi en évidence le rôle des villageois en armes, qu'il distingue des guérilleros[197] alors que la seconde place l'accent sur la complexité des relations qui unissent la population rurale et les combattants, montre les aspects nuancés que peut prendre la résistance quotidienne et insiste sur la place occupée par les femmes[198]. Sans conteste, ces analyses « au ras du sol » sont de nature à éclairer l'aide apportée par une fille de petit notable à un jeune déserteur, élément déclencheur du parcours migratoire suivant.

Les péripéties liées au départ de ce couple doivent également être rapprochées des aléas de l'histoire diplomatique : à la fin de la guerre 1939-1945, les vainqueurs souhaitent exclure l'Espagne du fonctionnement international, ce qui entraîne une fermeture de la frontière franco-espagnole. La réouverture de celle-ci en 1948 facilita sans doute la réussite des projets d'émigration clandestine. Enfin, notons que les conditions d'arrivée en France du couple se situent dans le prolongement de celles que connurent leurs compatriotes en 1939 : à nouveau, la première étape consiste en un internement dans un camp de fortune ou un centre ouvert[199]. Il ne leur sera possible de rejoindre la Savoie qu'après cet épisode pénible.

---

[196] Claudio Hernandez Burgos, « Les dynamiques locales et quotidiennes de la répression franquiste », *Vingtième siècle*, juillet-septembre 2015, n°127

[197] Jorge Marco, « Une histoire sociale de la résistance au franquisme », *Vingtième siècle*, juillet-septembre 2015, n°127

[198] Mercedes Yusta Rodrigo,« Le premier franquisme, vu d'en bas », *Vingtième siècle*, juillet-septembre 2015, n°127

[199] Au sujet des internements entre la fin des années 1930 et celle des années 1940, Denis Peschanski distingue plusieurs périodes pour un phénomène unique : à ses yeux, la IIIème République finissante et la Libération sont davantage marquées par le poids des circonstances que par celui des politiques volontaristes. Elles ne peuvent donc être assimilées aux projets explicites d'enfermement du régime de Vichy. On le suivra sur ce point. Cf. D. Peschanski, *Les années noires 1938-1944*, Editions Hermann, 2012, pp. 99-112

Entretien avec Monsieur R.

« ***Je pense qu'être migrant, c'est aussi savoir ne pas se retourner. Il faut suivre son chemin*** **».**

Lieu : Chambéry **Origine :** Espagne (Castille) **Période :** 1945-2015

Mots clés : Associations, Clandestinité, Intégration, Racisme.

« ***Avec un enfant et mon père déserteur, mes parents ne voulaient pas prendre trop de risques*** **».**

Mes parents sont originaires de la Castille, au centre de l'Espagne. Mon père était électricien. Après la guerre civile, l'Espagne était un chaos. Franco a mis en place un service militaire et mon père a été obligé de s'incorporer. Au bout de quelque temps, il a déserté puisque cela ne correspondait pas à ses idées. Déserteur en Espagne, il était recherché et a dû se cacher. C'est ainsi que mes parents se sont rencontrés : le père de ma mère était facteur. À l'époque, c'était une sorte de notable. Ses filles l'aidaient à distribuer le courrier. Les parents de ma mère ont accueilli et caché mon père. Ma mère lui donnait à manger et l'histoire a commencé comme cela.

Mes parents ont émigré en Catalogne pour trouver du travail. Des sœurs de ma mère y habitaient déjà, donc la vie de famille s'est un peu reconstituée. Je suppose que ma mère a trouvé des petits boulots, du ménage ou a travaillé dans les champs. Mes parents se sont mariés mais la Catalogne n'était qu'une étape. Ils voulaient venir en France pour des raisons économiques et politiques. Je suis né en 1947. Mes parents ont essayé plusieurs fois, sans succès, de franchir la frontière entre l'Espagne et la France. Il y avait la police et avec un enfant, mes parents ne voulaient pas prendre trop de risques, d'autant que mon père était

toujours déserteur. Enfin, lorsque j'ai eu 13 mois, ils ont réussi à franchir les Pyrénées avec un autre couple qui avait également un enfant du même âge.

Mon père m'expliquait que lorsqu'ils sont montés dans le train à Barcelone, ils se sont fait voler toutes leurs victuailles. Cela les avait complètement anéantis. Quand ils sont arrivés à Figueras, la police est montée et s'est dirigée vers eux. Mon père avait une adresse à Chambéry inscrite sur un papier. Il l'a apprise par cœur et l'a avalée avant qu'il ne soit fouillé. La police les a tout de même obligés à descendre à Figueras. Cette ville était encore loin, à pied, de la frontière. La police les surveillait mais aucun d'eux n'a voulu repartir. Ils ont donc continué le voyage à pied. Ce périple a duré neuf jours, dans la montagne. Ils ne marchaient que la nuit pour échapper aux patrouilles. Mes parents m'ont raconté que lorsque je commençais à pleurer, ma mère me donnait le sein pour ne pas que nous soyons repérés. Ils n'avaient pas de carte, si bien qu'ils se sont trompés et qu'ils ont fait un jour de marche supplémentaire. Ils ont dû revenir sur leurs pas. Cette marche fut difficile.

Après neuf jours, ils sont arrivés vers un ruisseau. Des personnes étaient en train de ramasser des châtaignes et elles leur ont dit : « *Vite, vite, traversez le ruisseau et vous serez en France ! ».* Ma mère me disait qu'elle avait traversé tellement rapidement qu'elle avait perdu une chaussure dans l'eau. Elle a dû continuer à marcher avec un seul soulier.

« *Pour sortir du camp, il fallait de l'argent et une adresse* ».

En France, mes parents ont ensuite été arrêtés et pris en charge par les autorités françaises qui les ont placés dans un camp de réfugiés. Je crois que le camp était à Saint-Laurent-de-Cerdans car ma mère me parlait beaucoup de ce village. Le problème était que pour sortir de ce camp, il fallait de l'argent et une adresse. Mon père a pu se souvenir de l'adresse à Chambéry mais il n'avait pas d'argent. Il fallait donc qu'il travaille. La nuit il faisait le mur et travaillait pour des agriculteurs : il faisait des trous pour planter des arbres. Cela a duré peut-être un mois ou deux, je ne sais plus. Lorsqu'il a pu réunir un peu d'argent, ils ont pu partir. Mes parents n'ont jamais revu le couple avec lequel ils étaient partis d'Espagne. C'était une alliance de circonstance.

Je crois que pour mes parents, être arrivés en France générait des sentiments partagés : ils étaient soulagés d'échapper au joug de Franco mais dans le même temps, ils ne pensaient pas qu'ils allaient être reçus comme ça : à travers les grilles du camp, des Français et d'autres les traitaient un peu de tout… Cela les a

marqués. Je crois que peu à peu ils ont voulu oublier ce genre de choses car ils ne nous racontaient que quelques petites anecdotes… J'ai l'impression qu'ils ne voulaient pas en parler pour ne pas revivre cela. C'était difficile. En tout cas, je ne les ai jamais entendus mal parler de la France. Pour eux, la France les avait accueillis et ils étaient redevables. C'était impossible pour eux de parler mal de la France. Je ne sais pas s'ils étaient complètement heureux, puisqu'ils avaient dû laisser leurs familles et qu'ils ne connaissaient personne. Je suppose qu'ils ont dû passer des soirées et des moments très difficiles, tous les deux. Mais à aucun moment il ne fut question de retourner en Espagne, la France les avait accueillis.

« ***Mes parents se sont retrouvés sur le quai, en pleurant, perdus, sans contact et ne connaissant pas la langue*** **».**

Quoi qu'il en soit, après le camp, mes parents sont arrivés à Chambéry mais les personnes espagnoles qui devaient les recevoir ne voulaient plus les accueillir, ils les ont laissés dehors. Mes parents se sont retrouvés sur le quai à Chambéry, en pleurant, perdus, sans contact et ne connaissant pas la langue. Des syndicalistes français sont passés à ce moment-là. Ils se sont occupés d'eux, leur ont trouvé de quoi manger et un petit logement dans des baraques, à l'endroit où il y a aujourd'hui le parking du Palais de justice. Je ne me souviens pas de cet habitat puisque j'avais quinze mois et je ne sais pas combien de temps ils y ont habité. Sans doute deux ou trois ans…

Cette approche de la France était donc plutôt positive puisqu'ils ont été aidés. Ensuite, les syndicalistes ont trouvé du travail à mon père et l'ont mis en contact avec une ou deux autres familles espagnoles. Il est allé travailler à Chindrieux, mais je ne sais pas ce qu'il faisait. Dans les années 1950, nous sommes allés à Saint-Pierre-d'Albigny où j'ai passé toute mon enfance, dès l'école maternelle. Nous avions une maison en location vers la gare. Pour mes parents, la vie était difficile car ils ne connaissaient pas la langue et n'avaient aucun contact avec des habitants Espagnols. Nous avions des voisins qui étaient Italiens et dans la même galère que nous, donc nous nous entendions bien.

« ***Je pense que même si c'était dur, tout le monde était logé à la même enseigne et cela faisait partie du quotidien*** **».**

La famille s'est bien agrandie, puisque j'ai eu trois frères et une sœur, nés en France : Isabelle, Julien, Antoine et Ginès. À l'époque, une prime était donnée pour chaque enfant naturalisé français à la naissance. Mes parents n'ont jamais voulu faire cela. Ils ne voulaient pas recevoir de l'argent contre la nationalité française. Ils préféraient que leurs enfants choisissent leur nationalité à leur majorité. Mes frères et sœurs se sont donc faits naturaliser français plus tard. En revanche, mes parents ne se sont jamais faits naturaliser.

Ma mère a eu de gros problèmes de reins, je devais avoir sept ou huit ans. Les médecins lui ont en ont enlevé un. C'était une période très difficile puisque comme mes parents ne connaissaient personne, les services sociaux nous ont dispersés dans différentes familles et dans différents villages. J'ai donc été séparé de mes frères et sœurs le temps de l'opération et de la rééducation de ma mère. C'était très dur pour nous puisqu'on pouvait se promener et rencontrer nos frères. Ce ne sont pas de bons souvenirs. Lorsque ma mère est revenue, nous nous sommes reconstitués comme famille.

Ma mère était très entreprenante et persuadée qu'elle parlait bien français. Ce n'était pas le cas, elle mélangeait l'espagnol et le français. Lorsque nous étions petits, ma maman était femme au foyer. Elle a travaillé plus tard, lorsque nous étions plus grands, comme aide familiale. Du jour au lendemain, elle nous a dit : « *Je vais travailler* ». Elle aidait les personnes âgées dans leur quotidien.

Quant à mon père, il a travaillé pour le barrage de Tignes et les conditions de vie étaient vraiment difficiles. Par exemple, il est arrivé une fois que mon père revienne de Tignes à vélo pour les vacances de Noël. Quand on ne le voyait pas, on ne savait pas où il était et ce qu'il faisait, on ne savait pas s'il était perdu. À cette époque, il n'y avait pas de téléphone. Je suppose qu'il a été logé dans des baraquements d'ouvriers car il nous disait qu'il faisait froid. Par contre, il ne racontait pas grand-chose de plus, il ne disait rien des conditions de travail. Mon père ne s'est jamais plaint de ce qu'il vivait en France. Je pense que même si c'était dur, tout le monde était logé à la même enseigne et cela faisait partie du quotidien. Il s'est ensuite fait embaucher à Chambéry, Faubourg Mâché. Il faisait des chantiers et devait faire les allers-retours matin et soir de Saint-Pierre-d'Albigny à Chambéry, en train. Cela a duré des années. Lorsque Saint-Pierre-d'Albigny s'est développé, mon père a pu se faire embaucher en ville, dans la construction des H.L.M..

« ***Je voulais être Français*** **».**

Lorsque j'étais à l'école, mes parents ne pouvaient pas m'aider, c'était impossible. Nous étions un petit peu livrés à nous-mêmes. Très précocement, j'ai eu une fonction d'adulte : dès que j'ai su compter et écrire, je devais remplir les papiers et les documents. Dès qu'il y avait une lettre à écrire, les parents ne comprenaient pas et je devais le faire. J'étais obligé de le faire. Plus tard, je pense que cela m'a aidé puisque j'ai appris à faire des lettres, des réclamations, essayé de régler le problème avec les propriétaires lorsque mes parents demandaient à payer le loyer un peu plus tard. J'ai été confronté à tout cela à 8-10 ans. C'était tout de même un peu précoce. À l'époque, cela me paraissait normal puisqu'il n'y avait pas d'autre solution.

À la préadolescence, j'ai commencé à avoir des problèmes. On me traitait de « *sale Espagnol* », on me disait que je venais « *voler le pain des Français* ». C'était courant… À 10-12 ans, je me disais que c'était impossible qu'un gamin puisse me dire ça. Pour moi, cela ne venait pas de lui et je me suis toujours dit que cela venait des parents, que l'enfant répétait ce qu'il entendait à la maison. Pour moi, à 10 ans, nous étions tous pareils, nous voulions juste jouer et ces mots ne venaient pas des jeunes. Je me disais qu'ils me connaissaient, qu'ils allaient grandir et que ça irait mieux. Par exemple, mon véritable prénom est Pedro mais je me suis débrouillé pour qu'on appelle Pierre. Cela s'est fait petit à petit. Dès que je devais remplir des papiers, j'inscrivais « Pierre ». Ce prénom s'est intégré petit à petit, sans faire de demande officielle. Sur ma carte d'identité, mon prénom est Pierre. Je voulais être Français. Avec le prénom Pedro, il y avait toujours quelqu'un pour me dire que j'étais Espagnol et je ne voulais pas cela. Mes parents ne m'ont appelé Pierre qu'après de nombreuses années alors que ce prénom fut utilisé rapidement par mes frères et sœurs. Aujourd'hui, je ne veux pas faire le chemin inverse et je continue à m'appeler Pierre.

En tout cas, les mots des autres ne m'ont jamais anéanti, au contraire, cela m'a stimulé. Je me suis dit qu'ils allaient voir, que j'allais y arriver. Je savais que pour être au niveau des Français, il fallait que je mette les bouchées doubles et que je fasse beaucoup plus qu'un Français pour réussir. J'ai commencé par m'intégrer dans des associations, nous avons créé le Foyer des jeunes, j'étais vice-président. J'ai fait partie aussi des comités de football et de tennis. Petit à petit, je me suis intégré et à l'adolescence ces choses-là ont quasiment disparu.

J'ai arrêté très tôt l'école puisque mes parents n'avaient pas les moyens de m'envoyer à Chambéry pour poursuivre. Mes frères et sœurs ont également quitté l'école tôt. Mon frère Julien a été marbrier, Antoine faisait du placoplâtre et Ginès était plombier. Je ne pense pas que ma sœur Isabelle ait eu un métier puisqu'elle a eu des enfants. Quant à moi, j'avais un copain qui faisait de la

prothèse dentaire et il me disait que c'était sympathique. Je me suis dit que j'allais essayer et je me suis fait embaucher en apprentissage, dans un cabinet dentaire réputé de Chambéry. Par contre, habitant à Saint-Pierre-d'Albigny, je n'arrivais pas à payer le train de la semaine avec mon salaire. Pour manger, c'était difficile. J'ai obtenu tout de même le C.A.P. - Certificat d'Aptitude Professionnelle -. Cela me plaisait mais j'ai beaucoup travaillé chez différents patrons pour me former. Je travaillais jusqu'à minuit ou deux heures du matin. Entre temps, à 20 ans, je me suis marié et nous sommes venus habiter à Chambéry.

« ***La vie associative était très importante pour moi*** ».

J'ai continué la vie associative à Chambéry, à l'Action Jeunesse Savoyarde. J'ai fait partie des joueurs, puis des entraîneurs et du comité. J'ai créé également une association de football de dentistes et de prothésistes. Nous jouions une fois par semaine. Nous, les prothésistes, nous avions fait moins d'études que les dentistes mais au foot nous étions tous égaux. J'aime bien le foot, notamment les équipes qui se donnent du mal et qui jouent bien. Si aujourd'hui l'équipe espagnole est restée huit ans en tête, c'est qu'elle a des joueurs de valeur. En revanche, je préfère le jeu des Allemands, que je trouve plus direct. Mais cela ne reste que du foot…

Je faisais également du tennis à la Motte-Servolex. La vie associative était très importante pour moi. Lorsque j'ai construit ma maison à Bissy, j'ai fait partie de la Maison pour Tous, qui est une maison de quartier. En 1981, j'ai dit au président que ce serait bien que nous construisions des tennis. J'ai donc lancé une pétition dans tout le quartier et j'ai eu plus de 500 signatures de personnes intéressées. J'ai monté mon dossier, créé un comité et j'ai commencé à prospecter puisque la mairie m'avait dit que si je trouvais un foncier, nous pouvions construire. J'ai donc recherché des fonds mais cela ne fonctionnait pas. En 1982, il y avait des élections. Je suis allé voir les personnes des listes électorales. J'ai eu des contacts avec certains mais le dossier n'avançait pas. J'ai donc proposé à une liste que nous prenions en charge le premier terrain et qu'elle s'engage à construire les autres. Nous avons donc créé des tennis. Cette période fut très enrichissante pour moi. J'ai été président des tennis durant 13 ans. Ensuite, je suis parti car il me semblait qu'il fallait que je laisse la place aux nouvelles idées. Je ne voulais pas être un frein pour le club.

À Chambéry, un centre espagnol fut créé. C'était une association où les Espagnols se réunissaient. Je n'ai jamais voulu y participer puisque ma vie était

en France. Si je veux retrouver l'Espagne, j'y vais en vacances. Mais je suis en France, je suis Français. En 1985, je me suis installé et j'ai monté mon laboratoire de prothésiste, dans lequel je suis resté jusqu'à ma retraite, en 2015.

« ***Personne n'a regretté d'être en France*** **».**

Nous ne sommes retournés en Espagne que plusieurs années après la migration de mes parents, lorsqu'il y a eu une sorte d'amnistie pour avoir des passeports. Je me souviens que ma mère était téméraire car elle est partie seule en train avec cinq enfants. Nous étions tous petits mais elle voulait absolument voir sa famille. Elle avait un passeport de réfugiée politique mais n'a pas voulu le prendre, sous peine de se faire arrêter en Espagne.

À l'aller, nous nous sommes faits arrêter à la frontière et ma mère a dit qu'elle avait oublié son passeport. Nous sommes tous allés en prison durant une nuit. Je m'en souviens très bien, nous étions petits. Je ne sais pas comment ma mère s'est débrouillée pour sortir. Finalement, on nous a laissés partir et elle est allée voir sa famille. Cette période fut triste pour nous puisque mon père était en France et nous n'allions pas à l'école en Espagne. Nous attendions, même si la famille de ma mère était très unie et qu'il y avait du monde. Le problème pour repartir en France s'est posé, car nous n'avions pas de passeport. Je ne sais pas comment ma mère s'est encore débrouillée, mais nous avons pu revenir en train.

Mes parents n'ont jamais souhaité retourner vivre en Espagne, même s'ils n'ont pas pu se faire d'ami français et qu'ils ne connaissaient qu'une ou deux familles espagnoles, avec qui nous faisions de temps en temps Noël. Ils n'avaient pas beaucoup de vie sociale avec d'autres personnes.

À leur retraite, mes parents avaient loué un appartement en Catalogne, près de la mer. Ils partageaient leur temps entre la France et l'Espagne. L'hiver ils allaient souvent là-bas et lorsque nous étions en vacances, nous allions les retrouver. Il y a une quinzaine d'années, ma mère est rentrée dans une association en Espagne qui avait pour but de raviver les mémoires de la petite ville dans laquelle elle avait vécu toute sa jeunesse. Elle écrivait donc des petits articles dans un journal local.

Dans la famille, nous sommes tous bilingues, y compris mes trois enfants puisqu'ils ont côtoyé leurs grands-parents. Mes enfants ont des prénoms à consonance française, pas espagnole. Ils aiment beaucoup l'Espagne, même s'ils n'y vont pas souvent. Par contre, on ne parle pas de l'Espagne souvent.

Quand on se voit, on ne parle pas de ce pays. Lorsqu'il y avait ma maman et que j'étais petit, nous mangions la cuisine espagnole. Maintenant, c'est rare et cette cuisine ne fait pas du tout partie de notre quotidien. Pour mes frères et sœurs ainsi que pour mes enfants, c'est pareil. Nous sommes complètement intégrés. Nous pouvons parfois faire des *tortillas* lorsque nous invitons des amis Français, parce que c'est sympa, mais avec des Espagnols nous ne mangeons pas de plat typique. On ne pense plus espagnol mais on pense français, avec le souvenir de l'Espagne.

J'aime beaucoup l'Espagne mais si j'avais un choix à faire, je resterais en France. Je ne renie pas l'Espagne pour autant. Nous allions beaucoup en vacances en Espagne lorsque mes enfants étaient plus jeunes. Nous allions notamment voir mes cousins, mais peu à peu, chacun a construit sa vie. De temps en temps, nous allons leur rendre visite, puisque nous aimons bien l'ambiance, mais c'est rare.

Lorsque mon père est décédé en 1992, ma mère nous a dit que mon père voulait être enterré dans son village natal. Mon père fut incinéré et nous l'avons placé dans le caveau familial en Espagne. Lorsque ma maman est décédée en 2011, j'ai souhaité expliquer un peu leur parcours au cours de la cérémonie, puisque beaucoup de personnes ne savaient pas ce que mes parents avaient vécu. Ensuite, nous avons emmené les cendres de ma maman en Espagne. Nous voulions récupérer les cendres de mon père et les disperser tous les deux. Lorsque nous sommes arrivés, le caveau était écroulé… Mes deux parents sont donc en Espagne et cette situation est mal vécue par toute la famille, car ils sont trop loin. Tous les deux ans, avec ma famille, nous allons faire un pèlerinage en Espagne.

Dans la famille, nous allons tous dans le même sens : aucun de nous n'a pensé retourner vivre en Espagne. Je pense qu'être migrant, c'est aussi savoir ne pas se retourner. D'ailleurs, il existe une chanson en Espagne sur l'immigration. Elle dit que quand on part, il ne faut pas se retourner. Si on se retourne, on a l'impression de laisser un morceau de sa vie en arrière. Donc il faut aller où on a envie d'aller, il faut suivre son chemin. Dans notre famille, cela a toujours été comme ça et jamais personne n'a regretté d'être en France. Je n'ai pas de souvenir non plus qu'en Espagne les membres de la famille aient essayé de faire revenir mes parents.

Le frère de mon père et son beau-frère ont tenté l'aventure en France, bien après que mes parents soient venus. C'était du pain béni : ils sont venus avec des passeports, ils avaient un logement, ils ont trouvé du travail tout de suite. Au bout de quelque temps, ils sont repartis. Je pense qu'ils n'avaient pas l'esprit aventurier, cette expérience ne leur a pas plu.

Aujourd'hui, l'actualité montre quotidiennement des personnes qui doivent émigrer de leur pays. Lorsque je vois comment cela se passe, je peux imaginer que mes parents auraient pu vivre cela également. Néanmoins, cette question est complexe puisque le marché de l'emploi ne permet pas nécessairement d'absorber autant de travailleurs, la question du logement est aussi délicate. Je m'intéresse un peu à l'histoire de l'immigration. Si les Italiens avaient également un dictateur, Mussolini, Franco à quant à lui amené la guerre civile en Espagne. Les enfants pouvaient tirer sur leur père, puisqu'un était franquiste et l'autre pouvait être « républicain ». À ce propos, il faut que je me renseigne sur ce terme « républicain », puisque je souhaiterais parvenir à comprendre ce qu'il signifie exactement dans l'histoire de l'Espagne.

Témoignage

Monsieur Pierre-Alexandre K.

Lieu : La Rochelle **Origine :** Russie/Ukraine **Période :** 1881-2015

Mots clés : Mémoire familiale, Russes blancs, Saint-Gobain, Modane.

Fils d'un immigré d'origine Ukrainienne et d'une mère d'origine piémontaise, je me présente, Pierre Alexandre Kopyloff né le 5 janvier 1942 à Saint-Jean-de-Maurienne. J'ai passé toute ma jeunesse cité de la Boucle Saint-Gobain à Modane avec une communauté russe et ukrainienne. Je souhaite relater le parcours biographique de mon père, par souci de mémoire, afin de transmettre à ma descendance le témoignage des souvenirs d'un début de vie mouvementé de cette communauté, avant que toute mémoire ne disparaisse et que tout ne sombre dans l'oubli. Je me suis appuyé sur quelques récits oraux de ces rescapés, qui par pudeur ou bien souvent d'une volonté d'annihiler le vécu de leurs drames, communiquaient peu et distillaient leurs souvenirs avec parcimonie, suite aux terribles épreuves subies. Je me suis également référé aux quelques documents conservés en notre possession.

Mon père s'appelait Jean Ivanivanovitch Kopyloff, né le 29 août 1891 à Volchansk, situé au Nord-Est de l'Ukraine. Il était fils de Jean Ivanovitch Kopyloff et de Théodosie Skatecheff (famille nombreuse de Moujik vivant à proximité de la rivière Vovtcha). Au cours de la Révolution russe de 1917, suivie d'une guerre civile jusqu'en 1923, mon père a été incorporé dans une unité de Cosaques. Les Cosaques du Don et les Armées blanches furent mis en déroute par les Armées rouges en Crimée. Le repli des Cosaques du Don se fit sur l'île de Lemnos en Grèce ; et beaucoup de Russes blancs avec de petites unités de Cosaques sur la presqu'île de Gallipoli en Turquie. Dans ces camps d'internement dirigés par des Français, les conditions d'existence étaient déplorables ; de nombreuses personnes ne survivaient pas. D'ailleurs en commémoration des souffrances endurées, il a été créé une médaille « la Croix de Gallipoli ». Nous possédons toujours cette croix avec la mention Gallipoli en russe sur la partie horizontale et les dates 1920-1921 sur la partie verticale. Les Cosaques du Don ont évacué de l'île de Lemnos au cours de l'année 1921 vers la Serbie, la Bulgarie, la

Yougoslavie et la France. Mon père se réfugie alors à Pernik en Bulgarie, arrondissement de Sofia où il exerce la profession de mineur.

La France, après l'hécatombe de millions d'hommes de la guerre de 1914/1918 manquait terriblement de main-d'œuvre, particulièrement en Savoie — en Tarentaise et en Oisans — où le développement de l'hydroélectrique était en plein essor. L'usine Saint-Gobain Chauny et Cirey implantée à Modane sur la commune du Bourget produisait du carbure de calcium avec deux fours Miguet de 6000 KW/ heure chacun. Elle avait sa propre centrale électrique à Avrieux. Elle recrutait une importante main-d'œuvre étrangère : des Italiens, des Portugais, des Marocains, Russes et Ukrainiens.

Mon père était en possession du célèbre passeport NANSEN n°9.343/30489 Visa N°633. Il a obtenu, par la ville de Sofia/ Bulgarie, un contrat de travail pour ouvrier de nationalité russe, établi par le ministère du travail service de la main-d'œuvre étrangère. Il devait travailler en atelier de plein air à la Compagnie des produits chimiques et électrométallurgiques Alais Forges et Camargues, à La Praz. Le contrat fut signé le 17/11/1928, prévoyant un salaire de 20 francs par jour, avec un paiement tous les 15 jours. Il a ensuite rejoint la société Saint-Gobain à Modane où étaient employés des collègues de sa communauté, pour travailler aux fours de carbure de calcium. Le travail assez pénible, nécessitait une très bonne condition physique. Les coulées de carbure se produisaient à une température d'environ 1200° C dans des lingotières circulant sur voie ferrée étroite. Les manœuvres, parfois dangereuses se réalisaient par câble à traction par cabestan. Mais il arrivait que certaines coulées soient difficiles à arrêter, ce qui provoquait non seulement le débordement des lingotières, la nécessité de récupérer le déversement du produit et de réparer les dégâts occasionnés par la chaleur de la coulée. D'où un surcroit de travail d'une terrible pénibilité. Les protections vestimentaires assez rustiques protégeaient difficilement de la chaleur face aux fours et du froid ressenti dans le dos par les hivers rigoureux dans le bâtiment ouvert aux 4 vents. Il s'en suivait parfois des maladies pulmonaires.

La fabrication se faisait en continu par 3 vacations de 8h (horaires : 4h/12h – 12h/20h – 20h/4h). Le broyage des blocs de carbure après refroidissement se réalisait dans la vacation 4h/12h. Hors de ces heures de travail, beaucoup d'ouvriers exerçaient une autre activité complémentaire en agriculture. L'usine produisait ses propres emballages métalliques de différentes capacités (40L / 60L et 100L) dans un atelier spécifique. La demande importante de carbure de calcium a nécessité une modernisation des équipements, notamment d'un four de plus grande capacité de production (en 1958) qui fonctionnait à 12000KW/h et jusqu'à 14500KW/h, et des conteneurs chargés sur wagon pour emballer le

carbure, ce qui a supprimé de la main-d'œuvre chargée de l'emballage en fûts métalliques.

Il y avait une communauté russe et ukrainienne vivant sur la commune… Philippe Tchernooussof. Il est né en 1885 à Rostov sur le Don, issu d'une famille de la haute bourgeoisie de l'époque, engagé militaire au grade de capitaine dans l'armée des cosaques du Don pendant la révolution en Russie. Il a embarqué sur un navire dans le port d'Odessa avec deux de ses fils : Alexis et Nicolas. Le récit de leur embarquement était très émouvant. L'Armée rouge arrivait aux portes de la ville et le bateau ne pouvant accepter toute la population en attente sur le quai, des mouvements de foule avec bousculades se produisaient. Bon nombre de cavaliers avec leur monture ainsi que des hommes, femmes et enfants furent précipités dans la mer. Ne pouvant être secourus, la plupart se noyèrent. Le bateau ainsi surchargé larguant les amarres laissait encore beaucoup de monde sur le quai. Certains d'entre-eux voyant le navire s'éloigner et l'Armée rouge arriver se sont suicidés avec leur arme.

Arrivés en France après plusieurs périples, Philippe et Alexis se sont fixés à Modane. Philippe n'a pas eu la possibilité d'emmener sa femme et son troisième enfant. Il a essayé d'avoir de leurs nouvelles par courrier, mais en retour, il a reçu une petite phrase écrite à la hâte l'implorant de cesser toute correspondance car la censure était très stricte. Beaucoup de familles restées au pays qui avaient des enfants ayant fui le régime communiste se faisaient persécuter par les Bolcheviks. Toujours dans l'espoir de retrouver sa femme et son enfant, il a obtenu les documents nécessaires pour retourner dans sa patrie. Beaucoup parlaient de leur Sainte mère Russie. Certains de ses camarades avaient des informations, par bribes, signalant que ceux qui revenaient étaient considérés comme traitres de la patrie et étaient soit fusillés dès le passage à la frontière, soit déportés dans les goulags en Sibérie. Philippe est décédé à Modane en 1959 sans aucune nouvelle du devenir de toute sa famille et a été inhumé selon le rite orthodoxe par un pope, non sans une dernière épreuve *post mortem*. En effet, le pope s'est vu refusé l'entrée dans l'église catholique par les autorités religieuses de l'époque. Il a donc fait arrêter le cortège devant la porte principale de l'église et a prononcé sa bénédiction sur le parvis. Toute l'assistance a été choquée par ce refus.

Alexis Tchernooussoff, né en 1904, a intégré en tant que « cadet » une prestigieuse école militaire dont il est sorti diplômé Celle-ci, située dans un premier temps en Crimée, fut par la suite transférée en Serbie. Il a séduit une belle piémontaise née à Oulx en 1906, Pasqualina GALLY, ma mère. Ses parents exerçaient le métier de garde-barrière à Salbertrand, dans le Piémont, puis dans

la commune de Modane sur le réseau de chemin de fer Italien. De leur union sont nés deux autres enfants : Emilia et Luigi.

Nicolas lui, un cavalier émérite, a intégré une unité de cavalerie qui donnait des représentations du savoir-faire des cosaques, sur la dextérité du maniement du sabre et du fouet (nagaïka) avec leur cheval lancé au grand galop. Le final du spectacle donnait une impressionnante pyramide en marche sur leurs chevaux. Probablement que certains Modanais se souviendront d'une représentation d'une troupe de cavaliers au stade de Loutraz, à la fin des années 1940, début 1950. Nicolas, avec son unité de cavalerie donnait des représentations au Mexique et suite à un terrible tremblement de terre, plus aucune nouvelle n'est parvenue à sa famille.

Il y a eu aussi un artiste dessinateur très doué. Célibataire, logé par la société Saint-Gobain, il vivait dans une chambre de cantonnement des personnes seules. Il noyait souvent son mal-être dans l'alcool. Un soir d'hiver très rude où sévissait une terrible tempête de neige, un fort vent tourbillonnant provoqua une visibilité nulle. Il rentrait du centre-ville à son logement, après une soirée plus arrosée que d'ordinaire, titubant sur la montée verglacée et à proximité du pont Saint Antoine, et il est tombé en contrebas de la route, dans un coma éthylique. Ses camarades de soirée tous aussi imbibés ne le voyant pas dans sa chambre sont partis à sa recherche à la pointe du jour. La température de cette nuit avoisinait les – 20°C. ils l'ont retrouvé les mains gelées, en crise d'hypothermie avancée. Transporté à l'hôpital, les chirurgiens ont dû se résoudre à l'amputer de plusieurs doigts des deux mains, mettant ainsi fin à ses dons de portraitiste. Tous ses tableaux et portraits dispersés on ne sait où, aucun d'entre eux n'a été conservé.

Il y a eu Pierre aussi, un ébéniste de grand talent, employé au secteur menuiserie, il a confectionné une magnifique maquette de l'usine Saint-Gobain représentant l'ensemble des infrastructures à l'échelle 1/10° et faisait l'admiration de tous les visiteurs. Elle était exposée en permanence dans une pièce à l'étage du bâtiment administratif. Il est regrettable que lors du démantèlement du bâtiment, elle n'ait pas pu être conservée soit par la ville de Modane, soit par le musée. Elle représentait une bonne mémoire visuelle de cette époque industrielle révolue. Il a confectionné également une petite valise en bois pour chaque jeune partant accomplir le service militaire obligatoire à l'époque.

Pour conclure je voudrais dire que dans le but d'honorer la mémoire de son grand-père, père et beau-père d'origine Russe et Ukrainienne, mon frère Serge, par l'intermédiaire d'une de ses connaissances originaire de Rostov sur le don,

s’est fait parvenir un petit sachet de terre de Russie et d’Ukraine. Accompagné de son épouse Nicole et de sa marraine Olga, ils l’ont déposé sur notre concession au cimetière de Modane. Par ce geste fort et symbolique, ils ont pu leur rendre hommage et accompagner « le repos de leurs âmes ». Ils favorisent comme cela la conservation d’une mémoire transmissible à nos enfants et petits-enfants. Je le remercie pour ce geste. En cette période mouvementée, enfants issus de parents d’immigrés qui ont opté pour la nationalité Française, comment ne pas remercier de tout mon cœur cette grande et belle nation qui, par les symboles de « liberté, d’égalité et de fraternité » m’a donné toutes les possibilités d’éducation scolaire et, par la suite la chance de bénéficier de formations pour me construire et me réaliser au travers d’une carrière professionnelle passionnante ? Aujourd’hui retraité, à mon humble avis, le devoir accompli tant sur le plan familial que professionnel, je souhaiterais que le service national obligatoire reprenne toute son ampleur et renforce ainsi dans le respect de la liberté de pensée les liens avec la nation. Je remercie de toute mon âme cette France bien aimée à qui je dois tout. J’honore particulièrement le drapeau français qui, je le souhaite, recouvrira mon cercueil lors de ma dernière révérence, ayant obtenu par l’intermédiaire de mon service national le titre de « Reconnaissance de la nation ».

Entretien avec Monsieur Charly M.

« La cité de transit c'était vraiment une épine dans le pied, pour pas dire un scandale »

Lieu : Chambéry **Origine :** Maghreb **Période :** 1970-2015

Mots clés : Associations, Intégration/Insertion, Maghreb, Cités de transit/ Bidonvilles, ADDCAES.

« Des parois aussi fines que du bois d'allumette, pour eux c'était vraiment le déshonneur »

À l'époque la ville de Chambéry possédait une sorte d'enclave, un terrain enclavé sur la commune de Cognin et a construit des baraquements, mais tout ce qu'il y a de plus précaire. C'était des parois aussi fines que du papier d'allumette, que du bois d'allumette et on a entassé ces personnes dans les baraquements jusque dans les années 1977. Les personnes ont été petit à petit relogées mais il restait encore en 77 plusieurs familles. C'est le maire de l'époque, Francis Ampe, qui était un maire socialiste qui a battu Dumas en 77. Il avait inclus dans son programme municipal le relogement de la cité de transit. Et il a tenu parole et il a logé toutes les familles restantes sur Chambéry. Il a construit des petites maisons, je peux vous les montrer éventuellement, sur Bissy. À l'époque, il y avait une multitude d'enfants dans la cité de transit et très vite le CSTI[200] a mis en place le mercredi et le samedi une animation en direction des enfants et s'est occupé-aussi du transport scolaire de ces enfants qui bien entendu allaient, non pas à Cognin, mais à Chambéry, au Biollay qui était distante de la cité d'environ 3 kilomètres, le long d'une grande route nationale. Un jour il y a eu un incident, un des enfants a été blessé par un automobiliste et le CSTI a décidé à l'époque de mettre en place un car scolaire qu'on gérait.

---

[200] Comité de Soutien des Travailleurs Immigrés.

Je suis entré en 73 — non je n'étais pas à sa création 73… — précisément donc pour aider l'association sur le site de la cité de transit car j'habitais Cognin et cette situation me révoltait. C'était assez révoltant, vous aviez à l'entrée un garde en quelque sorte ou un concierge, on peut l'appeler un concierge, mais un ancien d'Algérie, un ancien militaire d'Algérie. C'était la municipalité qui gérait la cité. Mais il n'y avait pas grand chose de fait, on les laissait croupir là où ils étaient et ils avaient de rares contacts avec la population. Ils parlaient difficilement français à l'époque. Sur l'histoire du CSTI, ça c'était un des volets de l'action du CSTI. L'histoire du CSTI, Brice Vong vous le dira plus précisément, a démarré avec des revendications syndicales sur les barrages de Savoie, sur les chantiers des barrages. Et il y a eu une, si vous voulez c'est le permanent de la CFDT de l'époque qui s'appelait Jean Berard… C'est Jean Berard avec Brice Vong. Brice Vong à l'époque était ingénieur EDF, il s'occupait de la construction des barrages et devant les conditions de travail et de logement des immigrés maghrébins, il a créé cette association.

Alors je vous ai donné la cote pour les archives, c'est enregistré sous un numéro. 43J. J'ai longtemps conservé ces archives, pendant au moins une dizaine d'années à mon domicile parce que je ne savais pas où les mettre, j'avais construit une villa donc je pouvais stocker dans mon grenier compte-tenu que beaucoup de chercheurs ou d'étudiants vont travailler sur ces questions d'immigration. Alors malheureusement on avait aussi des films mais qui ont disparu, qu'on ne retrouve pas, par exemple on a très peu de photos sur la cité de transit. Alors il y a peut-être les archives, sur la cité de transit, il y a les archives de Chambéry qui pourraient être consultées, sur les archives principales.

La cité de transit c'était vraiment une épine dans le pied, pour pas dire un scandale. C'était scandaleux. C'était le provisoire qui durait. C'était pas Calais mais presque et puis bien confiné, à l'écart de... Et puis au tout début souvenez-vous aussi des directeurs qu'on mettait à la Sonacotra, on mettait des géants de l'Algérie française, des gens comme ça. Les Algériens on les connaît quoi… Alors après aussi la politique de la Sonacotra a évolué. On a beaucoup travaillé avec la Sonacotra. Ils nous appelaient, on tenait même des permanences à la Sonacotra. Si vous voulez au tout début on était des précurseurs et on était après des agitateurs ou des gauchistes on va dire. On a fait bouger les lignes. On a forcé si vous voulez les administrations à prendre en compte cette population, dans toute sa difficulté aussi, toute sa richesse. On avait une militante qui travaillait à la Sécurité Sociale. Quand il y avait un problème au guichet, c'est elle qu'on allait voir quoi. Parce que les Algériens en particulier, mais on va dire l'ensemble des Maghrébins, avaient tendance à personnifier. Ils s'adressaient à

une personne et pour eux c'était le bon dieu, c'était untel, ils venaient à l'association et disaient « *on veut voir untel* ». Si la personne n'était pas là ou était partie de l'association... Je crois que c'était bien aussi dans leur culture, de se raccrocher à une personne qui les a accueillis correctement.

Mais le maire de l'époque de Cognin disait « *nous on est pas concernés* », il ne voulait pas les accueillir dans son école et donc c'était l'école du Biollay, l'école de Chambéry. Ils acceptaient que les gens de 4-5 ans fassent 3 kilomètres à pied pour aller à l'école... Voilà. C'était une façon aussi de nier le problème en disant Chambéry nous a mis cette cité de transit, cette tâche sur la commune mais on ne veut pas la voir quoi, qu'ils se débrouillent. En fait ils pénalisaient les habitants mais ils acceptaient que les familles aillent dans les commerces, bien entendu en tant que consommateurs il n'y avait pas de problème.

Pour eux [les immigrés] c'était vraiment le déshonneur. Les seuls qui allaient les voir, c'était le mercredi ou le samedi, c'était les militants du CSTI. Alors il y avait les assistantes sociales qui venaient aussi, qui déploraient cette situation mais elles ne pouvaient pas intervenir. Elles étaient liées par le secret professionnel, la déontologie, etc. Ils passaient l'hiver avec des sommes faramineuses en chauffage. Dès que le poêle s'éteignait, il faisait une température... Vous savez c'était du même type que ces classes scolaires, du préfabriqué avec une épaisseur de je sais pas, peut-être un centimètre quoi. Faut chauffer en permanence, puis l'humidité...

« Méfiance, incompréhension et absence de contact à l'égard d'une population qui a subi plus que revendiqué. Il y avait une certaine méfiance vis-à-vis de cette population, certainement un peu de racisme aussi je pense ».

L'action de l'association s'est diversifiée, voilà, s'est étendue à la lutte pour le logement, c'était l'époque des bidonvilles à la Courneuve, dans la région parisienne, etc. Sur Chambéry il n'y avait pas vraiment de bidonville sauf un quartier, le bas de Maché, c'est-à-dire à environ 300 mètres d'ici en direction de Cognin, qui a été entièrement démoli parce que vétuste. Maché-le-bas on va dire. C'est un quartier insalubre. Il y avait beaucoup d'insalubrité à Chambéry. En plus vous savez Chambéry a été bombardé pendant la guerre donc il y avait tout un effort de reconstruction. On avait fait entre autres la cité de Bellevue dans les années 30, et ensuite on a fait la cité du Biollay pour reloger les gens, les habitants de Chambéry qui étaient dans des logements insalubres aussi. Il n'y

avait pas que des immigrés, mais ils étaient dans les logements encore pire avec une insalubrité…

Ensuite après l'action du CSTI s'est étendue à la vie des immigrés, tout ce qui touchait le logement, tout ce qui touchait à leurs droits, les droits sociaux. On tenait des permanences, c'est toujours un sujet d'actualité : comment obtenir des cartes de travail, des cartes de séjour... Parce que c'était une action qui n'était pas vraiment prise en compte par les syndicats, la CFDT était un peu moteur là-dessus mais si vous voulez, il y avait une certaine méfiance vis-à-vis de cette population, certainement un peu de racisme aussi je pense. En tout cas une incompréhension et une absence de contact avec cette population. Vous savez c'est toute la génération que Benjamin Stora appelle « les invisibles ». On ne les voyait pas, ils ne revendiquaient rien, ils se taisaient quoi, ils se taisaient. C'étaient des invisibles donc ils disparaissent petit à petit. Pas plus tard qu'il y a un mois, j'avais rencontré à Lille ce qu'on appelle des *chibanis* et qu'on retrouve encore pour certains à la Sonacotra, dans les foyers Adoma. Si vous allez à Adoma aux Landiers, vous en verrez encore. Cette génération a subi plus que revendiqué. C'est vrai qu'au niveau des chantiers, il y avait quand même des syndicats, et puis en Algérie certaines traditions syndicales. Du temps de l'Algérie française, il y avait des structures comme en métropole certainement. Mais pour la plupart, ils se taisaient. Il n'y avait pas de harkis, peut-être quelques-uns mais mélangés.

« Des négriers modernes ».

Je vous ai donné le numéro des archives, je vous laisserai le document. Elles sont enregistrées, elles ont été posées en 2013. Elles auront bientôt deux ans. Alors dans les archives vous verrez il y a des affaires célèbres comme l'affaire Demoute et Cardeso, comme l'affaire Schlechte où c'étaient vraiment des cas de travailleurs qui étaient exploités, traités comme des esclaves. Je me souviens d'être allé un jour dans une forêt des Aravis avec François Maréchal, le permanent, et d'avoir vu des permanents travailler dans le forestage, ils étaient sous des tentes, ça suintait l'eau. Enfin vraiment carrément à l'écart de tout confort. Ils étaient traités comme des bêtes quoi. Cette entreprise était basée dans les Bauges, et j'ai pu voir — à l'époque on avait pris des photos, on doit pouvoir retrouver — ils étaient sur la paille, carrément. Des gens qui dormaient sur la paille ! Des négriers ! Ce sont des négriers modernes ! Et qui travaillaient pour le compte de l'ONF, sous-traitants de l'ONF. Cette affaire a fait du bruit puisque la section des associations de Haute-Savoie s'était jointe à nous et on avait carrément amené la presse avec un... Il existe un reportage fait par FR3 à

l'époque, qu'on pourrait retrouver éventuellement. Bien sûr il était condamné ensuite à des dommages et intérêts, etc.

Et il y a eu d'autres cas. C'est-à-dire qu'après on avait des permanences, les gens venaient éventuellement pour des problèmes de logement, pour des problèmes de condition de travail… On travaillait bien entendu avec les partenaires syndicaux, les administrations aussi pour faire évoluer les conditions des personnes qui étaient en Savoie.

« Des militants « jusqu'au-boutistes » ».

L'ADDCAES[201] a été créée car à un moment donné il y a eu un conflit entre la préfecture et l'association parce qu'on était quand même des militants. Presque jusqu'au-boutistes et ça déplaisait un petit peu à l'administration qui nous subventionnait. Parce qu'à une époque on avait des financements du FAS, le Fonds d'Action Sociale. On ne faisait pas que de gérer, on portait des affaires sur la place publique. On avait d'ailleurs un journal qui s'appelle Canard Migrateur. Tout est archivé au département. Il dénonçait l'inertie de l'administration donc ça ne plaisait pas. On ne pouvait pas si vous voulez avoir des subventions d'État ou des subventions d'un organisme et on était aussi subventionnés par le Conseil Général de la Savoie. À l'époque on avait jusqu'à 500 adhérents sur la Savoie, sur toute la Savoie.

Voilà, il a fallu sortir de cette crise en créant une association départementale pour faire en gros ce que faisait le CSTI à l'époque. Je n'ai pas été membre de l'ADDCAES dès le départ, mais 2 ans après sa création et je suis toujours vice-président, avec maintenant le permanent, Rémi Kossonogow, que vous connaissez. Donc j'ai baigné un peu dans ce qui s'est fait à cette époque. Là je vous ai parlé de la première génération, mais on s'est intéressés aussi à la deuxième génération parce que très vite il y avait des difficultés. Vous savez la double culture, les parents ne parlant pas français donc on ne parlait pas français dans le foyer, dans le ménage et les enfants étaient en échec scolaire. Donc on a fait de l'éveil culturel. On appelle ça de l'éveil culturel.

J'ai oublié aussi de vous dire qu'on avait une permanence juridique. On travaillait avec la CIMADE[202] sur Lyon et le GISTI[203] sur Paris. On avait un avocat attitré

---

[201] Association Départementale pour le Développement et la Coordination des Actions auprès des Étrangers de la Savoie.

[202] Comité Inter Mouvements Auprès Des Évacués.

[203] Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés

que vous pouvez peut-être rencontrer, c'est M. Destaret qui est avocat au barreau mais je crois il est à la retraite maintenant, qui nous a donné vraiment beaucoup de... Et il y avait aussi Me Carlan. M. Destaret et M. Carlan mais je crois qu'ils sont tous les deux à la retraite. Vous pouvez les contacter. Ils nous étaient d'une grande aide sur les aspects un peu pointus du droit. Donc il y a eu alors dans un deuxième temps aussi l'immigration turque, alors je sais plus à quelle date M. Salman a été... Mais je pense 80 oui. On a mis en place très vite comme on avait une personne très motivée, M. Salman, des foyers, des centres culturels. Un centre culturel turc à Chambéry même. Il a disparu parce que c'était très difficile si vous voulez, de mobiliser les Turcs à l'époque. Et puis il y avait des tensions entre, par rapport au pays. Vous savez que ce soit l'Algérie, le Maroc, la Turquie, il y avait des amicales plus pour contrôler que pour aider et il y avait des tensions entre eux. Donc tant que M. Salman a été l'animateur de ce foyer ça a été, mais à partir du moment où on l'a laissé à d'autres personnes, ça a périclité. Donc il y avait un foyer. On avait mis aussi un foyer, parce qu'il y avait pas mal de Serbes en Savoie, on va dire de Yougoslaves. Il y avait aussi un foyer yougoslave, pareil qui n'a pas fonctionné.

Alors pour les Turcs, il faudrait voir M. Jean-Claude Brunetti, vous le connaissez peut-être, qui est prêtre à la maison diocésaine. À l'époque il connaissait bien la population turque et il a certainement des noms à vous donner, de personnes que vous pourriez rencontrer. Notamment un Turc qui travaille au STAC, il est conducteur de car. Donc Brunetti je vous donnerai ses coordonnées. Vous devriez rencontrer des témoignages de ces personnes… Donc on s'est intéressés effectivement à ces populations

« **Les portes n'étaient fermées à personne. On ne voulait pas non plus enfermer la population immigrée dans des carcans, dans des ghettos** »**.**

Les Asiatiques, on les défendait sur des dossiers très précis mais ils s'organisaient, ils étaient à part. Ils s'organisaient entre eux. C'était très difficile à percer, leur culture, on n'avait personne pour s'occuper de cette population. On n'avait pas de proximité culturelle non plus mais s'ils venaient à l'association, on leur ouvrait les portes. Les portes n'étaient fermées à personne. Voilà. On a même travaillé sur les problèmes de la défense aussi des travailleurs italiens, piémontais etc.

Alors les Portugais, c'était très difficile de les rencontrer parce qu'il y avait déjà sur les chantiers une sorte de rivalité, sur les chantiers du bâtiment... Ils travaillaient surtout dans le bâtiment aussi, entre les Portugais et les Maghrébins.

Mais effectivement on était en contact, alors eux étaient organisés en foyer. Il y a toujours un foyer de Portugais d'ailleurs à Chambéry. Derrière la gare. On a très peu de contact avec les Portugais. C'est une population qui était comment dire, très, ils bossaient... Ah mais si attendez, il y avait le prêtre des Portugais mais est-ce qu'il est toujours en vie... À mon avis il doit plus être en vie… Autant on avait des contacts avec toute la population maghrébine, que ce soit Tunisien, Algérien ou Marocain, même si on était en but un peu avec les amicales. Quoi qu'on a travaillé aussi avec l'amicale des Algériens d'Europe. Tout dépendait du permanent de l'époque. Voilà. Il y a d'ailleurs un permanent qui, à mon avis est peut-être toujours là. Il faudrait que je vous donne ses coordonnées. Un ancien permanent des Algériens d'Europe. Tout dépendait aussi de l'époque, il y avait eu l'époque boumedienne, l'époque... Voilà et il y avait une main mise plus ou moins forte sur la population algérienne.

On organisait aussi des projections de films pour les familles, par exemple le cinéma algérien. À l'époque il n'y avait pas le forum, il n'y avait pas l'astre, on était pratiquement les seuls à passer des films d'auteurs algériens sur Chambéry. On utilisait la salle du Cinéduc, c'était géré par les Œuvres Laïques et les films étaient projetés dans la salle Grenette qui a été démolie et qui a laissé place à un parking. Et il y a toujours la mairie du quartier Grenette et on organisait environ 3 fois, 2 à 3 fois par mois une projection. En accord parfois avec l'amicale ou en autonomie. Il y avait des débats, les familles venaient...Alors les familles étaient peut-être plus intéressées par certains films moins politiques ou moins culturels. Mais on arrivait à faire passer parfois des messages. On avait déjà à l'époque des difficultés pour faire sortir les familles de leur isolement, de leur isolement culturel et social. Une action importante pour la deuxième génération dans les écoles en lien avec les instituteurs, avec l'Éducation Nationale et c'est ce qu'a repris un peu l'ADDCAES finalement, avec le CREFE [Centre Ressource École Famille Enfance]. Si vous voulez à partir d'actions spécifiques, on a très vite revendiqué que ces actions fassent partie du droit commun, c'est-à-dire que les populations étrangères puissent avoir les mêmes droits, dans les administrations, que les Français, les Français d'origine. On ne voulait pas non plus enfermer la population immigrée dans des carcans, dans des ghettos. Mais il y avait le racisme, mais il y avait le mal-logement...

« Le scandale venait souvent du fait qu'ils construisaient des logements mais qu'ils n'en profitaient pas ».

Il n'y avait pas de problème d'insalubrité ailleurs, c'était sur Chambéry essentiellement. Le maire Francis Ampe a beaucoup fait évoluer les choses,

notamment en direction des populations étrangères. Le quartier derrière Curial était très touché mais il y en avait aussi dans le centre-ville. Mais il y avait un enjeu aussi pour le maire de Chambéry, la réhabilitation et la disparition des taudis. La disparition des taudis… Moi-même j'ai pu voir une famille nouvellement arrivée, marocaine, vivre dans un deux-pièces où ça suintait l'humidité. Et cette famille a été relogée à Cognin notamment. J'ai aidé à son relogement parce qu'à l'époque j'étais conseiller municipal de Cognin. Dans les années 80. Mais Francis Ampe est du côté du lac d'Aiguebelette. Vous pourriez peut-être le rencontrer. Malheureusement j'ai pas ses coordonnées mais vous devriez pouvoir les retrouver sur l'annuaire. Ça fait partie des personnes que je vous recommande aussi parce qu'il a vraiment eu une action décisive. Et Jean Berard qui était à la tête de l'association, était dans la municipalité Francis Ampe à l'époque. Il était élu et bien entendu, compte tenu de l'action du maire de l'époque, il n'a pas été reconduit dans son mandat, c'était en 82. Il n'a fait qu'un mandat mais il fait partie de ces personnes qui ont annoncé la couleur et qui a fait bouger les choses. Il a dit les choses et il a fait, il n'a pas renoncé à son programme. Il a fait tout son programme…Voilà, c'était une période où on était confrontés quand même à pas mal d'actes racistes, de racisme, les mentalités évoluaient peu. C'est qu'il y avait aussi au CSTI beaucoup de militants qui venaient du mouvement social-chrétien. On avait aussi les relais de ce côté-là. Que des agitateurs de conscience ! On avait des relais aussi du côté de certains journalistes. La Vie Nouvelle notamment, qui maintenant existe toujours mais ça n'a plus rien à voir. C'est commercial, ça n'a plus rien à voir. Et puis on était bien en lien aussi avec des associations telles que la Ligue des Droits de l'Homme. Et quand on reprend toute cette immigration maghrébine et portugaise, voire italienne, ça a commencé dans les années de la fin du 19è siècle. Ce sont des générations qui ont construit des routes, qui ont construit des logements. Le scandale venait souvent du fait qu'ils construisaient des logements mais qu'ils n'en profitaient pas. Voilà.

« On avait tous des boulots, des familles. Beaucoup reposait sur les épaules de permanents ».

Alors on a eu aussi j'y pense aussi, il faudrait rajouter M. Gérard Savatier. Il n'est plus en Savoie, il est dans la Loire, il a été permanent de l'association pendant une bonne dizaine d'années. Peut-être pas tout à fait 10 ans mais on va dire 6 ou 7 ans. Responsable, permanent de l'association au même titre que François Maréchal ou Abdelkader Zibouche. Et à chaque fois on a eu des permanents qui faisaient bien le lien entre le culturel, le social, la défense des droits. Vous voyez c'est une richesse de l'association. C'est-à-dire qu'à côté il y avait les militants

mais il y avait aussi les permanents et beaucoup reposait sur leurs épaules. On avait tous des boulots, des familles.

Je suis du monde syndical. J'ai connu Brice Vong d'ailleurs en stage EDF. J'ai travaillé pour EDF, j'étais stagiaire l'été, je l'ai connu comme ça. Et puis je vous dis, il y avait cette cité de transit qui me tenait au corps. Je me disais « *mais c'est pas possible de voir ça* ».

Je vous donnerai aussi l'adresse de Jean Berard, il est en Maurienne, il est dans un petit village reculé au-dessus de Saint-Jean mais il vient souvent, il peut venir sur Chambéry. Il est déjà âgé, il n'a pas loin de 80 ans parce que Brice Vong a 92 ans et il a la santé. Et Jean Berard il est à peu près de cette génération. Voyez aussi M. François Maréchal, Gérard Savatier et Abdelkader Zibouche. C'est des permanents. Moi j'étais trésorier de l'association depuis sa création jusqu'à sa fin.

On a dissout l'association parce qu'on n'avait de moins en moins de militants. Puis je pense que l'association… enfin on avait joué notre rôle à un moment. On avait été les précurseurs et puis petit à petit on s'est rendus compte que dans les administrations, dans tout ce qui est public… Il y avait la deuxième génération qui montait, qui était plus revendicative également. Et on n'avait plus tellement de raison d'être, sur le plan culturel, dans les écoles donc il y avait le FAS qui subventionnait des programmes. Puis les militants, les vieux militants... Comme dans toute association, il y a... Mais ce qui était important aussi c'est que l'association était dans un réseau, le réseau des ASTI. Les associations de soutien aux travailleurs immigrés, et puis en lien avec la Cimade, avec le GISTI, sur tous ces problèmes liés à la vie quotidienne, les problèmes juridiques, etc. On avait une bonne connaissance. Notre force c'est qu'on avait à la fois notre côté militant et une bonne connaissance du terrain, et pas uniquement sur Chambéry.

« Un maire savoyard à Sétif ».

Les Algériens travaillaient. Ils travaillaient dans le bâtiment oui, beaucoup dans le bâtiment, très peu dans les usines. Par contre les Turcs travaillaient en usine. Ils étaient chez notamment chez… Ils travaillaient dans les usines, il y en avait dans le textile mais j'aurais du mal à vous dire exactement où, mais ils étaient très peu dans le bâtiment parce qu'ils avaient une tradition ouvrière, même s'ils venaient de la campagne.

Beaucoup d'Algériens viennent de Sétif, beaucoup. Alors j'ai une explication. Elle vaut ce qu'elle vaut. J'ai lu pas mal de livres sur la guerre d'Algérie et il y avait à

l'époque un maire qui était d'origine savoyarde, qui s'appelait M. Banquet-Crevault. Il était maire de, alors est-ce qu'il était maire de Sétif ou de Constantine… Je crois que c'était Sétif, pendant la guerre d'Algérie. C'était un ultra d'ailleurs, il faisait partie des ultras. Alors il y a une coïncidence. Je ne peux pas affirmer que c'est vrai mais je pense qu'il y a des liens. Banquet-Crevault était impliqué à l'époque dans l'OAS. Enfin d'après les trois tomes de, comment il s'appelait le journaliste, Yves ?… Quatre tomes sur la guerre d'Algérie. Il le cite dans ses bouquins. Donc toujours des liens alors est-ce que c'est une sorte de bouche à oreille... Une personne immigre dans un coin, un accueil plus ou moins intéressant qui fait venir sa famille et ainsi de suite, les amis, les cousins. Ce qui est dingue c'est qu'on a beaucoup de gens de Constantine et Sétif. Vous voyez, l'Est. Très peu viennent de l'Oranais par exemple, quelques Algérois et c'est tout l'est pratiquement. La famille Matmati vient de l'est algérien aussi. M. Matmati il faut le rencontrer parce que... Il a très récemment créé une association d'accueil des demandeurs d'asile. En fait cette association, avec la Ligue des Droits de l'Homme, permet à des personnes demandeurs d'asile ou déboutées du droit d'asile de pouvoir rester sur le territoire. Elle est très récente, elle a peut-être un mois l'association. Je n'en fais pas partie mais je donne un coup de main quand c'est nécessaire. On a fait récemment un déménagement, il vous en parlera sans doute. Et on avait donc une action sur toute la Savoie. À une époque, on avait selon les militants, des antennes. À Modane, à Albertville, Aix les Bains c'était plutôt difficile parce qu'on avait des élus de droite. Ça corrobore un peu le vote du Front National sur Aix-les-Bains d'ailleurs. Mais sur Albertville, Modane et Moûtiers, on avait des antennes. L'avant-pays savoyard aussi, du côté de Pont-de-Beauvoisin. On avait des relais si vous voulez, des gens qui étaient sur place et sensibilisaient aux problèmes de l'intégration, de l'insertion parce que je n'aime pas le mot intégration, de l'insertion des populations étrangères qui parfois nous signalaient des cas. Dans les écoles aussi.

Entretien avec Monsieur Abdelkader. Z.

Lieu : Chambéry **Origine :** Maghreb **Période :** 1970-2015

Mots clés : Associations, Intégration/Insertion, Maghreb, Cités de transit/ Bidonvilles, ADDCAES.

« Je suis de la génération qui s'est occupée de l'immigration des années 70/80 ».

Depuis maintenant une douzaine d'années je ne suis plus dans ces milieux, j'ai perdu la chronologie et puis je sais pertinemment qu'il y a de nouvelles têtes, de nouvelles personnes et franchement je ne les connais pas, je ne les connais pas du tout. Moi je suis de la génération, j'ai 61 ans maintenant, de la génération qui s'est occupée de l'immigration on va dire dans les années 70/80, jusqu'en 95/97. J'ai quitté Grenoble en 96, donc j'ai quitté la direction de la DCFA. Et après j'ai replongé, enfin je suis revenu à d'autres types de préoccupations, de formation professionnelle, puisque j'en avais une grande partie à la DCFA, j'ai continué un peu dans la formation professionnelle en direction des jeunes de moins de 26 ans et surtout les illettrés et puis même analphabètes, etc. Personnes vraiment défavorisées. Et puis 98 j'ai laissé tout en plan, j'en avais un peu par dessus la tête de m'occuper des problèmes d'autrui et je suis revenu à mon métier d'origine qui était celui de libraire. Librairie Jean-Jacques Rousseau, rue Croix d'or, qui existe depuis 39 ans maintenant, je sais plus combien de temps. Dont j'ai été un des deux libraires à l'origine quand on l'a créé en 76, j'ai travaillé 4 ou 5 ans et puis après je suis parti à Grenoble parce qu'il y avait cette opportunité dans la DCFA.

« Une population fondamentalement lésée »

Vous connaissez un peu l'histoire de la DCFA ? Vous les jeunes peut-être pas. Une grosse association de solidarité franco-algérienne qui a été créée pendant la guerre d'Algérie et qui avait pour but essentiel, c'était l'intégration tous azimuts, dans tous les sens du terme, l'insertion si vous voulez, les mots sont... Des populations du Maghreb parce qu'à l'origine c'était uniquement les Algériens et puis après ça s'est ouvert aux autres nationalités. Et surtout une grande partie, c'était une programmation culturelle de très bonne qualité et une formation qui réponde aux besoins de cette population qui fondamentalement était lésée sur ce plan là puisque la plupart des familles, enfin d'abord des immigrés célibataires qui étaient venus en France, étaient analphabètes. Par la suite il y a eu leurs conjoints, enfin les regroupements familiaux. Les conjoints étaient dans la même situation et les enfants entraient à l'école, ils avaient plus ou moins des difficultés, des retards scolaires, etc. Des difficultés de toute sorte, et donc on avait mis en place un certain nombre de techniques de pédagogie interculturelle avec l'appui technique du CLAP, ce qui était le Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et Promotion à Lyon, dont j'ai été entre parenthèses chargé de mission pendant plusieurs années pour ces questions de l'interculturalité. On avait même publié un petit livre qui est un espèce de classique même si techniquement parlant c'était un livre qui était un peu foiré, je parle d'un point de vue purement imprimerie, qui s'appelle « *À la recherche de l'arbre* » et qui a été une référence, et qui l'est toujours je pense, pour les équipes qui s'intéressent à ces questions là. C'est un truc qu'on a sorti dans les années 81/82 je me rappelle plus, dans ces années. Donc avec un gars qui s'appelle Ridha Ferjani qui est un psychologue. Ridha ce serait intéressant que vous le voyiez. Il est là maintenant ! Je peux vous mettre en contact avec lui. Lui il s'est beaucoup intéressé aux aspects psycho de la chose, moi même aussi j'ai travaillé avec lui là-dessus. Il y avait un autre gars maintenant malheureusement il est parti au Maroc, qui s'appelait Rachid Ferhan, qui était psychologue et qui était directeur des foyers de migrants sur la vallée de l'Arve là-bas, à Cluses en particulier. À Scionzier. Et on a beaucoup travaillé avec l'hôpital psychiatrique à Bassens, en particulier sur les questions de l'interface entre le soignant et le patient. Parce qu'on s'était aperçus que, enfin les personnels de santé psy, s'étaient aperçus que quand ils avaient affaire à des migrants, d'origine maghrébine, ceux-ci avaient l'habitude d'exprimer leur symptôme par la gestuelle. Ils ne disaient jamais, verbalement. Ils ne pouvaient pas parce qu'ils n'avaient pas les mots pour le dire donc ils désignaient des parties de leur corps, etc. Et on avait beaucoup travaillé ces questions là avec Ridha et Rachid et l'hôpital psychiatrique de Bassens. C'était suite à, je sais pas si vous vous souvenez, ce que Tahar Ben Jelloun avait sorti *La plus haute des solitudes*, donc ça c'est vieux, c'est vraiment vieux. C'est très vieux.

« Les raisons qui ont fait qu'il y a eu beaucoup d'algériens par ici, c'est qu'à la fin de la guerre d'Algérie, il y a eu beaucoup de harkis qui se sont retrouvés ici ».

On va dire que chronologiquement les Italiens d'abord, ils étaient in situ. Mais c'est vrai qu'en termes d'immigration au sens précis du terme, récent, on va dire que c'est les Algériens qui sont venus talonnés par les Portugais et les Espagnols. Les Espagnols sont pas restés très longtemps, les Portugais un peu plus mais majoritairement, on va dire grosso modo que les Portugais, une grande partie d'entre eux est repartie au pays. C'est-à-dire qu'une fois qu'ils avaient fait les économies nécessaires pour construire une maison, etc, ils sont repartis. Il y en a quand même une forte minorité qui est restée jusqu'à aujourd'hui. Donc Tunisiens, Marocains il y en a un certain nombre en Savoie mais la majorité c'est des Algériens et après il y a eu dans les années on va dire, fin des années, début des années 80, on a eu pas mal de Yougoslaves à Chambéry, en Savoie. Après il y a eu une arrivée relativement importante de Turcs qui étaient essentiellement exploités, je dis exploités à bon escient, dans les forêts, pour la coupe du bois, le bûcheronnage et dans les grandes scieries du département et quand je dis exploités, c'est parce qu'ils l'étaient véritablement. Ils vivaient dans des conditions atroces, dans des ghettos, sous des ghettos mais en pleine forêt, en plein hiver et on a eu plein, un certain nombre d'affaires célèbres de deux ou trois patrons qu'on avait traduit en justice pour ce genre de conneries. Ça c'était début des années 80, dans ces eaux là.

Donc pour revenir un peu sur l'immigration algérienne en Savoie et à Chambéry en particulier, il y a eu beaucoup d'Algériens qui sont venus on va dire après la guerre, puisque c'étaient les années des Trente glorieuses. Après la guerre, d'abord un parce qu'il y a eu pas mal de percements de tunnels dans le département mais tout ça c'est à affiner, il faut faire, il faut voir des géographes, il faut voir des gens comme ça qui vous donneront plus de précisions sur l'aspect technique on va dire. Donc il y a un géographe entre parenthèses, qui pourrait vous être utile en Savoie c'est... Excusez-moi j'ai des trous de mémoire. Si je le retrouve pas dans les cinq minutes je vous le transmettrai — qui s'est beaucoup intéressé à ces questions-là. Donc percement des tunnels, et après il y a eu on va dire le bâtiment, la plupart, les plus grosses boîtes du bâtiment, BTP, avaient un taux considérable de travailleurs algériens mais qui étaient on va dire, les chefs de chantier tout ça ils étaient italiens. Les italiens avaient grimpé dans l'échelle des responsabilités. Donc dans le bâtiment, après il y a un autre secteur où ils étaient relativement importants, c'était l'agriculture mais très peu et puis bon après il y a ce qu'on pourrait, les raisons. Les raisons si vous voulez qui ont fait qu'il y a eu beaucoup d'Algériens par là, ici, c'est qu'à la fin de la guerre d'Algérie, il y a eu beaucoup de Harkis qui se sont retrouvés ici. Et on a, pour les

loger, construit une infâme cité qui s'appelait la cité de transit de Cognin. Cette cité de transit donc quand je suis arrivé ici en 72 elle y était et c'est avec l'arrivée de la première municipalité de gauche avec Francis Ampe qui a été le maire, qui est arrivé en 77. La première fois que la gauche était élue en Savoie d'ailleurs, à Chambéry en particulier. Nous autres associations dont le CSTI, donc le Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés, qui était la principale association dont j'étais le permanent à ce moment-là, avant que je parte à Grenoble, je reviendrai sur le CSTI parce que c'est un élément essentiel dans la compréhension de... Donc on avait mis tout notre poids dans la balance avec toutes les associations humanitaires et tous les politiques, tous les partis politiques de gauche, etc. pour faire disparaître cette cité de transit qui était une abomination, qui était une honte. Cette cité de transit, c'étaient des baraques qui étaient construites le long de la rivière de Cognin avec les moustiques, les rats, etc. Ils étaient au bord de l'eau, vraiment au bord de l'eau et il fallait le voir pour y croire. On a vu des logements insalubres de toute sorte. Je me souviens à l'époque qu'on visitait ce qu'il y avait derrière les belles façades de la place Saint-Léger mais la cité de transit ça me rappelait un peu les chalets dans les camps de concentration. Toutes proportions gardées. Et donc on est arrivé à faire en sorte que la municipalité nous entende et on l'a brûlée. On a fait un grand festin, c'est-à-dire qu'on a d'abord fait construire des logements à Bessy et une fois les familles relogées, nous nous sommes donnés à cœur joie si je puis dire puisqu'on l'a brûlée, on a fait une grande fiesta pour fêter la disparition de cette chose infâme.

C'était... Elle n'était pas gérée. Ça appartenait à la commune, c'était la municipalité de droite à l'époque qui avait construit ça, et puis c'étaient des logements qui étaient censés être provisoires puisqu'on les appelait les cités de transit, sous entendu c'était juste pour quelques temps, le temps qu'on leur donne quelque chose en dur. Ça a duré, ça a duré, ça a duré de 62 jusqu'en 79/80, ça fait quand même pas mal.

Honnêtement [les Harkis] je me suis pas intéressé à leurs origines mais le peu que je sache, c'est qu'ils venaient essentiellement de la Kabylie, la petite Kabylie. Je dis pas des Kabyles mais la région on va dire du Constantinois, les Aurès, les trucs comme ça. Très peu de Oran ou de très loin. Plutôt de l'Est, de l'est du pays, Setif tout ça. Mais bon je ne veux pas jurer que tous étaient de cette région là. Je me suis pas occupé de ça vraiment, non. Il y a beaucoup de Setifiens par là, c'est vraiment, je dirais que grossièrement à Chambéry, c'est une immigration de l'est de l'Algérie. De l'Est mais en allant jusque éventuellement le Sahara pierre. Prenez par exemple la vallée de l'Arve en Haute-Savoie, c'est tous des gens qui viennent de l'Est pareil, du pays chaouia, ça va jusqu'au désert, Tamanrasset presque. Il y a très peu d'immigrés qui viennent de l'ouest de l'Algérie par là, je n'en connais pas. Personnellement je n'en connais pas. Alors

pourquoi est-ce que c'est de l'Est, parce que encore une fois je me suis jamais intéressé à la question, vraiment mais je peux supposer que quand on regarde l'histoire de la guerre d'Algérie, l'insurrection algérienne elle est essentiellement des pays de l'Est, euh de la région de l'Est. Et donc d'ailleurs mon lapsus est intéressant, des pays de l'est de l'Algérie on va dire et ça ne m'étonne pas qu'il n'y en ait pas, de Béchar ou de Tlemcen parce que c'étaient des régions qui n'ont pas été impliquées dans tous les sens du terme, dans la guerre d'Algérie. Et puis peut-être aussi parce que la misère était beaucoup plus prégnante dans l'est du pays, l'est du pays est un pays rude de plateaux, agriculture intensive des colons, c'est-à-dire blé, céréales alors céréales et puis une fois qu'ils sont partis, il ne restait pas grand chose et les gens crevaient vraiment la dalle et la majorité de ceux qui sont partis, donc pour la raison économique, ils allaient travailler en métropole.

Moi mon père c'était son cas, il est parti en 61 parce qu'il n'en pouvait plus et il est parti travailler en métropole parce qu'il avait, il crevait de faim. Il était marchand de fruits et de légumes et avec les attentats de l'OAS sur le marché à Constantine, les gens ne pouvaient plus aller bosser. Il y avait des bombes, des mitraillages, etc. Donc ils sont tous partis en immigration et quand je dis tous les marchands du marché, je le dis vraiment. Ils sont tous partis, ils ne pouvaient plus bosser. Moi par exemple j'avais mon père, deux de ses frères, deux oncles, deux trois cousins qui sont partis pratiquement la même année dans ma propre famille. La période raide des attentats. Donc ça, je pense que si on faisait vraiment une petite recherche, on pourrait affiner la chose et conforter ces raisons là mais bon encore une fois il doit y avoir d'autres paramètres.

« Je me suis beaucoup intéressé aux itinéraires personnels de certains immigrés ».

Je me suis beaucoup intéressé aux itinéraires personnels de certains immigrés. Et comme, c'est-à-dire que moi j'ai eu plusieurs vies, c'est pas pour me vanter, c'est comme ça, il se trouve que le hasard fait que d'abord et avant tout j'ai été libraire, et puis après j'ai fait du journalisme parallèlement, j'étais au Progrès de Lyon quand il avait un bureau à Chambéry. Donc, Progrès de Lyon c'était le journal concurrent direct du Dauphiné Libéré, et les deux plus grands journaux de la région Rhône-Alpes. Et par la suite quand le Progrès a été racheté, il a été rapatrié sur la vallée du Rhône donc ils ont supprimé tous les bureaux de la façade est du pays, ils nous ont demandé de les suivre à Lyon. Personnellement je n'ai pas voulu y aller parce que justement les questions de l'immigration m'intéressaient beaucoup et j'étais permanent à ce moment-là de ce fameux

Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés. Et puis par mes racines, par tout ce que vous voulez, mon passé personnel, j'ai préféré rester dans ce domaine-là. Donc je ne suis pas allé mais pour compenser, et parce que j'étais connu comme tel, il y avait un journal à Chambéry qui s'appelait *La Vie Nouvelle* qui est mort tout récemment parce qu'il a été tué par les rachats successifs, qui était un journal catholique mais progressiste. On va dire des gens qui avaient soutenu les porteurs de valise pendant la guerre d'Algérie, des gens du PSU, enfin ce qui est devenu le PSU par la suite on va dire, et là je rejoins le CSTI, ce sont les mêmes qui avaient créé ce Comité de Soutien aux Travailleurs Immigrés, qui étaient tous d'obédience on va dire catholique mais progressiste. Ces gens qui avaient créé *Le Combat*, qui avaient créé par la suite, comment ça s'appelle cette revue, *Esprit*, etc. Et donc *La Vie Nouvelle* m'avait demandé d'écrire pour eux, pour ces sujets de l'immigration. Et ça a duré des années et des années et dans les années 90 quand je suis revenu ici, donc c'est un peu tardif mais ça a mûri, etc. Le directeur de l'époque qui est malheureusement décédé dans un accident en montagne, c'était un passionné de la montagne, Philippe Revil demandait de regrouper dans un livre des portraits que j'avais fait pour *La Vie Nouvelle*, d'immigrés de la ZUP. Alors ce livre existe, il s'appelle *Rendez-moi mon cerisier*, il a été publié par Comp'act, l'éditeur qui était installé vers le Carré Curial qui a malheureusement mis la clé sous la porte il y a quelques années parce qu'il est malade, il a la maladie d'Alzheimer, il ne peut plus continuer à exercer son métier et donc ce livre existe, il est partout, vous pouvez le trouver, je peux vous offrir même un exemplaire il m'en reste 4 ou 5. Et dans ce livre vous avez une quinzaine je me rappelle plus, une douzaine une quinzaine de portraits de gens de la ZUP, représentatifs de cette diversité d'une cité qui a quand même une dimension extraordinaire pour une ZUP puisque ça regroupe à peu près 12000 habitants, c'est les chiffres. Peut-être même que maintenant c'est un peu plus. Et donc ce livre vous pouvez l'utiliser. Il y a des vieilles dames qui étaient parmi les premiers habitants de la ZUP, vous avez un flic, vous avez un jeune animateur, vous avez un artiste, vous avez un, comment on appelle ça, un qui fait les jeux du cirque, que sais-je encore. Et comme, parallèlement, j'avais entamé une histoire de la ZUP que je n'ai jamais finie, pour des raisons diverses, manque de temps et autre, peut-être mon côté un peu dispersé aussi parce que je m'intéresse à énormément de choses en même temps, donc cette histoire de la ZUP est restée en friche et pour ce livre, j'ai synthétisé dans une introduction de quelques pages, un peu le profil de cette ZUP. Donc s'il peut vous servir...Je peux même vous donner éventuellement, vous passer, pour l'histoire de la ZUP, j'avais un document qui est très important qui est l'interview très très longue de l'ancien maire de Chambéry, Dumas, le grand Dumas... Pourquoi Dumas parce qu'à l'époque c'est sous Dumas que la décision de créer la ZUP s'est faite, s'est prise et c'est intéressant de voir comment dans un pays qui a voulu répondre, après la

guerre et dans les Trente glorieuses parce qu'il y avait un développement économique considérable, une arrivée permanente de travailleurs migrants à l'instigation des patrons des entreprises, comment est-ce qu'un pays, une région, envisage des solutions aux problèmes de logements, des solutions urbanistiques, qu'on complique, en complète contradiction avec le profil des gens à loger, leur culture, leur, tout ce que vous voulez. Et c'est cette contradiction qu'il serait intéressant de faire... Je veux dire il y aurait tout un travail à faire à part des historiens ou autres, pas que des historiens, sur ce décalage permanent qu'on a entre les réalités, les besoins, les besoins réels, les affects etc etc. et des solutions qui sont plaquées de l'extérieur par des technocrates. Alors pour la ZUP on est allés chercher…, j'ai excusez-moi j'ai toujours des trous de mémoire, j'ai oublié son nom, pour lui demander de nous faire une belle ZUP sur les hauteurs de Chambéry. C'était un grand, un des plus célèbres de l'époque, je vous donnerai le nom, je vous ferai un petit mail, je vous donnerai quelques précisions et c'est loin un peu tout ça d'ailleurs pour moi. Et on lui a demandé de nous faire une belle ZUP, il a fait une très belle ZUP, tout début des années 60 quand même, ça a commencé en 59 cette affaire, 59/61/62/63 et ben pour ça ils ont rasé une montagne, enfin une belle colline, ils ont viré plein de paysans, etc. pour nous faire une concentration absolument inhumaine parce qu'il fallait voir la ZUP dans les années 70/80, etc. tous les problèmes qu'il y avait. Enfin aujourd'hui aussi il y en a mais bon ils ont quand même décloisonné pas mal, ils ont aéré énormément. Il faut dire aussi que tous les plans d'aide pour les logements, je sais pas comment ils appellent ça maintenant, les plans trucs pour les ZUP, là tout ça ils ont mis un argent fou là-dedans pour des résultats qui sont peut-être pas à la hauteur. Bon peu importe en tout cas c'est mieux aujourd'hui que ça l'était à l'époque ça c'est sûr. Je sais pas qu'est-ce que je peux vous dire d'autre.

« L'organisation de la marche pour l'égalité a été un moment très fort au niveau associatif ».

Il y a eu un truc important ici c'est l'organisation de la marche pour l'égalité au plan local, qui était un moment très fort au niveau associatif. Il y a l'incendie volontaire de la cité de transit, ça c'était un événement considérable, un procès qu'on avait intenté à un esclavagiste là d'une scierie de Cognin dont je ne me souviens plus le nom, qui utilisait des Turcs dont je vous ai parlé et ça avait fait la Une du Monde, c'était ça, il faudrait faire des recherches sur internet, c'était dans les années 80 mais je ne saurai plus vous dire. Si vous voulez le drame c'est, il faudrait que je demande à l'ancien trésorier du CSTI, cette association dont je vous parle, qui a été liquidée, moi j'étais pas là quand elle a été liquidée, dans les

années 96/97 et les archives de l'association, je ne sais pas, je ne sais pas où elles sont. Je ne sais plus où elles sont donc il faudrait que je demande à droite et à gauche avant qu'elles ne disparaissent. Où est-ce qu'elles ont été stockées ces archives parce qu'on avait un journal, on avait toutes sortes de documents.? Donc je vais téléphoner dans les jours qui viennent à mon pote, l'ancien trésorier, c'est lui qui a dû garder les archives, je ne sais pas et puis de l'ancien président Brice Vong mais je n'ai pas personnellement de documents de l'époque puisque je vous dis, j'étais à Grenoble quand elle a été dissoute.

Brice Vong est un grand personnage. Il est encore vaillant. Brice Vong, il peut vous raconter plein de choses intéressantes, il habite à Jacob-Bellecombette, je ne crois pas que je l'aie sur mon téléphone mais vous pouvez le trouver facilement sur internet. Vous lui direz que c'est de ma part et puis le trésorier c'est Charles Monod. Et puis il y a l'ADDCAES qui doit avoir des archives issues du CSTI puisque je ne sais pas si Martine vous l'a dit, donc je sais pas si le jeune homme vous l'a dit, l'ADDCAES ils ont une copie pratiquement de toutes les archives venant du CSTI. Ils ne peuvent pas ne pas les avoir. Aussi bien les journaux que les courriers sur les affaires, parce qu'on avait tous les aspects avec la Sécu, avec le... Pourquoi ? Parce que l'ADDCAES a été conçue à l'origine comme une association collecteur de toutes les données sur l'immigration. C'était une association loi 1901 qui était chapeautée par la préfecture et elle a été créée à notre instigation, nous autres CSTI, associations humanitaires, Ligue des Droits de l'Homme, etc. et des élus, des élus de la municipalité de Ampe. Le plus célèbre, le plus connu, c'est Jean Berard. Il faudra absolument que vous le rencontriez aussi. Alors Jean Berard, il a pris sa retraite il y a un certain nombre d'années, il habite en Maurienne, je n'ai pas ses coordonnées personnellement mais vous pourrez les avoir je pense facilement. Jean Berard. Alors lui c'était un PSU pur jus, il était adjoint au maire, de Francis Ampe et il a passé toute sa vie avec Brice Vong. C'est lui qui a créé le CSTI avec Brice Vong et Charles Monod. Il a passé toute sa vie dans ces problématiques de l'immigration, c'est une mine de renseignements et il doit avoir gardé énormément d'archives aussi. Voilà, moi je vous donne les ¾ personnages qui sont essentiels au moins au niveau des documents. Jean Berard, il faut regarder sur internet, je suis sûr qu'on a ses... Je les ai pas sur mon téléphone mais je peux vous les trouver.

Alors La Vie Nouvelle est-ce que leurs archives sont, je sais pas, parce que le journal a été vendu à plusieurs reprises et a fini par mourir tout récemment de sa propre mort. Alors pour les archives de La Vie Nouvelle, le mieux c'est que vous demandiez peut-être à l'épiscopat. L'épiscopat était le propriétaire de La Vie Nouvelle jusqu'à son rachat dans le tout début des années 2000 par un salopard là de, on dit salopard exprès, le racheteur de petits journaux, il les a tous

rachetés, sur tout le versant est du pays, pour les tuer, pour éliminer de la concurrence. Et donc l'épiscopat était propriétaire et ils doivent avoir des copies... Toute la collection de La Vie Nouvelle. C'était le journal vraiment catholique du département.

« C'était des gens qui étaient réprimés dans tous les sens du terme, dans leur propre pays, la colonisation, le chaouiche, le pater familias... ».

Je vous dis franchement ces dernières années j'ai perdu contact avec... Je vais réfléchir, si je vous trouve. De toute façon c'est un travail qui va être un peu de longue haleine je suppose. Donc je vais réfléchir si je peux vous trouver un nom ou deux. Si vous voulez les anciens, il n'en reste pas beaucoup. Les vieux chibanis, les vrais, il n'en reste pas beaucoup. Moi j'en connais deux ou trois mais ils ont un peu perdu la boule, donc à mon avis ils ne vont pas vous raconter des choses intéressantes. C'est très difficile, même moi qui parle l'arabe couramment, j'ai un petit voisin, un pépé, un voisin qui a maintenant 85 ans et je discutais avec lui... Il bafouille, il ne sait plus ce qu'il dit, il perd un peu la tête... Vous savez c'est des gens qui étaient esquintés sur les chantiers, après ils ont connu la solitude et puis le reste du temps, vous voyez il suffit d'aller là, sur l'avenue où il y a les bus là, vous allez en trouver plein assis sur les bancs place Italie, vous pouvez toujours demander leur avis mais à mon avis ils vont pas vous raconter de choses intéressantes. Parce qu'ils sont dans le, dans la répétition, dans la redite, dans le radotage alors ils radotent plus d'ailleurs sur des trucs qu'ils ont vécu quand ils étaient tout gosse au bled que sur des choses là. Sur ce qu'ils ont vécu sur les chantiers, les trucs comme ça…

« **Ils étaient comme du bétail dans ces trucs là mais ils ne rouspétaient jamais, jamais.** »

Pour eux si vous voulez, c'était naturel, c'était normal qu'ils bossent comme des cons, à manger des patates tous les jours etc. pour envoyer de l'argent au pays. Je l'ai vu avec mon père, je l'ai vu avec les copains de mon père. Vous voyez rue Juiverie, moi j'habitais rue Juiverie, au-dessus des stocks américains à l'époque, il y avait au dernier étage, un marchand de sommeil, il avait une pièce de 14 m², il y avait 45 personnes dedans. Vous voyez, ces mecs là ils ne rouspétaient jamais, jamais. Pour eux c'était important d'avoir un toit. Ils étaient comme du bétail dans ces trucs là mais ils ne rouspétaient jamais, jamais. C'était une

espèce de, ah il y en aurait beaucoup de choses à dire sur ces trucs-là, c'était comme une espèce de facilité qu'ils traînaient derrière eux depuis des millénaires. C'était des gens qui étaient réprimés dans tous les sens du terme, dans leur propre pays, la colonisation, le chaouiche, le pater familias... Chaque individu là-bas, qui comptait pour du beurre entre parenthèses, avait au-dessus de lui 50 individus qui l'opprimaient au quotidien et donc ça façonnait un état d'esprit d'obéissance, et surtout de vivre dans le non-dit, dans le non-verbalisé, le non-exprimé. Et ça fait qu'arrivés à l'âge de la retraite ou je sais pas quoi, ils se retrouvent comme s'ils n'existaient pas. Ils sont sur des bancs parce que leur vie n'a plus aucun sens. Avant le sens c'était le chantier. Un peu vous voyez, la dernière fois j'étais dans le Nord, voir des gens de la famille indirecte de ma femme est on est allés visiter une mine et puis avec ces gens qui nous parlaient des mineurs, de ces coins-là. Du côté de Lallaing là-bas, Douai. C'est un peu pareil, c'était des gens qui comme si Dieu le père ou son succès d'années avait décrété qu'il fallait qu'il passe là toute leur vie. Et leur vie vous savez à 40 ans elle était foutue . Les immigrés maghrébins c'était ça. Les Portugais c'est pareil. Je connais des Portugais, je peux vous mettre en contact avec... Le problème il faudrait que je leur demande d'abord, et que je vous dise. Moi je connais par exemple une dame qui fait des ménages là, Maria. C'est une Portugaise et ça fait, on a l'impression, qu'il n'y a que le travail. Elle ne s'arrête jamais, jamais jamais jamais. Alors oui probablement qu'elle voudra vous parler, je lui demanderai, parce qu'elle vient souvent au café à côté de la librairie pour discuter avec les copines quand elle a un petit moment. Mais c'est, elle est là, elle a fait vivre sa famille, son mari était dans le bâtiment je crois mais il a eu un accident depuis des années et des années. Elle a eu une gamine handicapée, un fils qui est pas une lumière, etc. Mais c'est elle qui porte la famille à elle seule. C'est admirable. Ce sont des gens qui sont absolument extraordinaires. Je lui demanderai. Ce qu'il faudrait c'est que vous me laissiez sur un petit papier les coordonnées, le téléphone et l'adresse mail et puis je vous envoie à mesure, petit à petit, toutes les informations qui viennent.

Mais le bouquin, vous ne le trouverez pas en librairie. Vous le trouverez à la médiathèque probablement mais je vous offrirai un exemplaire parce qu'il m'en reste. Vous le trouverez plus parce qu'il est épuisé, et puis surtout que l'éditeur a mis la clé sous la porte. Vous le trouverez chez Amazon sans doute, j'en suis sûr. Si je trouve dans ma fameuse ébauche de ma ZUP, si je trouve des éléments qui peuvent vous aider. Ah oui oui il y a une affaire en particulier, c'est *Le Monde* qui s'en était occupé à l'époque. On a eu une affaire *Le Canard Enchaîné* aussi. Nous on est allés les photographier, on avait apporté toutes les preuves possibles et imaginables. Celui dont Le Monde avait parlé, c'était carrément un salopard, il les fouettait. À la scierie tu sais sur la route, quand on quitte Cognin

pour aller sur Les Échelles, il y a des scieries là, il les fouettait carrément. Pour lui, c'était des esclaves.

Alors moi, pareil j'avais dans les années 80, une revue qui s'appelait *Plurielle*, au féminin singulier. C'était une revue consacrée à l'interculturalité où il y avait de la littérature, des sciences sociales, etc. Manque de pot, le hasard et l'histoire ont fait que je n'en ai plus, je dois en avoir un peut-être mais je sais que cette revue quand vous allez sur internet, vous tapez Abdelkader Zibouche, vous la trouverez. Elle est répertoriée par Charles Bonn. Charles Bonn est un spécialiste de la littérature algérienne de langue française qui était un universitaire à Lyon, Lyon 2 je crois. Est-ce qu'il est toujours vivant, à mon avis, il doit être à la retraite depuis pas mal de temps. Iil est auteur notamment d'une histoire de la littérature algérienne de langue française qui fait date et autre. Avec Jean Desjot doit être mort malheureusement. Donc lui je sais qu'il a recensé, donc il y a un centre universitaire quelconque à Lyon qui doit les avoir tous les numéros de cette revue. Elle est intéressante parce que il y a un peu toutes les préoccupations qu'on avait à l'époque par rapport aussi bien aux problèmes de l'insertion que de l'habitat, que de la santé, etc etc. Il y a aussi les journaux de la DCFA. Ça vous pouvez éventuellement les trouver à Grenoble. J'avais écrit pour des revues du ministère des affaires sociales. À l'époque j'avais fait, en particulier avec un photographe de Grenoble, des enquêtes très poussées sur l'habitat en foyer. C'était Alain Musy. Mais il est mort lui, il est mort très jeune d'une malade brutale. Alain Musy c'était un grand photographe reporter et on avait fait des enquêtes, vous pouvez certainement les trouver ces journaux sur l'habitat, sur les foyers de migrants. Savoie, Haute-Savoie. Mais de toute façon quand vous lisez des trucs sur la Haute-Savoie, c'est la même chose que celui des Landiers à Chambéry. Voilà vous m'avez réveillé un peu la mémoire...

Entretien avec Madame C. Hisbi.

Lieu : Chambéry **Origine : Maroc** **Période :** 1950-2015

Mots clés : Chibanis, Vieillissement, Résidences ADOMA, ADDCAES.

« Je préfère mourir parce que là j'en peux plus de rembourser, entre envoyer l'argent, payer le loyer, payer ».

Je vais vous parler des *chibanis*. C'est le terme qu'on emploie pour les personnes qui ont migré années 50/60/70, voilà. Donc moi je connais pas toutes ces personnes immigrées, j'en connais une bonne partie donc j'ai rencontré à ADOMA, aux résidences ADOMA. C'est une résidence sociale qui regroupe plusieurs personnes âgées et des personnes qui sont là depuis 30 ans, 40 ans. Donc elles ont toujours résidé là.

Il y a plusieurs types d'immigration, donc il y a des personnes très âgées qui sont là depuis très longtemps, qui n'ont jamais amené leurs familles, qui ont pratiquement toujours vécu ici et leur famille là-bas. Donc ils ont travaillé, ils ont leur famille au pays, donc que ce soit au Maroc, la Tunisie ou l'Algérie. Donc je vous parle des Maghrébins. Ils sont là depuis 50 ans, 40 ans. Ils font la navette, partir revenir, partir revenir. Donc ils travaillent, ils achètent leurs cadeaux, ils envoient un peu d'argent chaque fois, ils arrivent à acheter une maison là-bas sur place et ils ont une vie. Ils ont toujours vécu comme ça. Maintenant aux résidences ADOMA ces personnes sont très âgées. Elles sont très âgées, ils sont un petit peu dépourvus, déstabilisés, je sais pas trop les termes à employer. Mais ils sont arrivés à un moment donné où ils sont à la retraite, ils vivent toujours dans la résidence, leur famille est dans leur pays d'origine et ils sont un peu mitigés. Ils savent plus trop quoi faire. Rentrer au pays, c'est une chose qui est très compliquée parce qu'ils ne pourront pas s'installer définitivement avec une famille, femme et enfants, qu'ils ne connaissent pas. Parce qu'ils n'ont pas partagé beaucoup de choses ensemble, ils ont partagé des moments, ils vont partager un mois voire deux mois mais c'est tout. Ils ne peuvent pas s'installer. Ils

ne sont pas chez eux entre guillemets. La femme et les enfants se sont habitués à ne pas avoir, à avoir bon l'argent du mari mais ensuite voilà, c'est leur mari mais vivre ensemble c'est deux choses différentes. Et même eux c'est très difficile d'aller vivre avec si je puis dire ces personnes, c'est la femme et les enfants mais voilà.

« **Quand ils sont venus travailler, ils étaient jeunes, ils étaient forts et il y a beaucoup de choses qu'ils ont omis de faire comme garder des fiches de paie, comme faire attention s'ils sont bien déclarés, s'ils sont pas déclarés, si le patron paie bien les charges, tout ce genre de choses-là** »

Donc arrivé à un mois ou deux mois, il faut qu'ils reviennent dans leur résidence et leur résidence, ils ont leurs repères. Donc c'est pas grand chose mais leurs repères c'est leurs copains, c'est la petite promenade avec les copains le matin, c'est aller voir le docteur, c'est discuter des infos avec les copains, voilà. Et après je ne vous parle pas de tout ce qui est problème administratif etc, beaucoup d'entre eux ne parlent pas la langue, ne parlent pas la langue française. Enfin ils comprennent, mais après quand c'est un langage assez soutenu, c'est un peu plus compliqué. Et pour remplir les documents, c'est aussi compliqué. Et les droits et les lois changent, ça ils ont du mal à suivre, ce genre de choses. Donc il y a ça et aussi ce qui est compliqué pour eux aussi, quand ils sont venus travailler, ils étaient jeunes, ils étaient forts et on pense qu'on va toujours rester jeunes, forts, et du coup il y a beaucoup de choses qu'ils ont omis de faire comme garder des fiches de paie, comme faire attention s'ils sont bien déclarés, s'ils sont pas déclarés, si le patron paie bien les charges, tout ce genre de choses-là. Donc pour beaucoup, ils se retrouvent un peu coincés quand il faut avoir la CARSAT et qu'ils voient qu'ils ont travaillé tant d'années et que finalement ils n'ont été déclarés que si peu. Voilà, il y a beaucoup de problématiques avec ces personnes âgées donc c'est vrai que chaque question aurait été plus simple après je peux vous parler pendant des heures des *chibanis.* Il y a ces personnes-là qui sont âgées et qui ont cette problématique-là donc nous on va les visiter, moi et une autre personne d'INTERMEDE. On leur offre, on les voit une fois par semaine donc on propose le thé et le café et on discute, on échange autour de ça. Moi, employée de l'ADDCAES, parlant arabe, je parle arabe avec certains et ça leur plaît bien d'échanger en arabe et je les aide également pour remplir les documents, pour les accompagner pour une demande à la CAF ou une demande à la CARSAT ou des choses comme ça. Et des fois, ils ne voient pas trop leur courrier, ils ont des rappels et ça peut engendrer des difficultés financières parce que on peut leur bloquer leur compte

ou des choses comme ça quoi et puis ils ont quand même 2/3 aides des assistantes sociales, ils ne peuvent pas tout prendre en charge. Ils ne peuvent pas prendre en charge une personne de A à Z, c'est ça qui est compliqué. Si le monsieur fait la démarche, on va l'aider mais s'il ne fait pas la démarche, il reçoit des courriers, il ne voit pas, personne peut venir et dire « *attendez, faites moi voir votre courrier au cas où vous avez pas un rappel de tel ou tel* » enfin voilà et comme ils sont âgés, certains ont Alzheimer, d'autres ont des troubles de mémoire, ils ont pas mal de maux donc après c'est pas évident, des maux qu'on décèle pas à l'œil nu systématiquement. Il faut vraiment discuter avec les gens pour voir que des fois un monsieur après un AVC, bon il va à l'hôpital, il ressort ça va bien, oui oui ça va bien et puis en discutant avec lui on peut voir que des fois il a des absences. Et ça c'est pas les copains qui peuvent le voir parce que les copains ils sont âgés et ils peuvent pas voir ce genre de choses tout le temps.

Aux Landiers, on a commencé cette année seulement. Cette année au mois d'octobre. Quand je vais aux résidences ADOMA, je me refuse de rentrer dans les chambres. Je reste en bas, je reste dans le collectif, dans la salle collective. Je ne vais pas dans les chambres pour plusieurs raisons. C'est quand même des hommes, moi je suis maghrébine, je veux pas qu'il y ait cette image de décalée. Bon après, donc je reste dans le collectif. Mais quand ils insistent vraiment, je monte et je vais dans la cuisine. Donc là ils sont à côté de leur chambre, ils m'emmènent leurs papiers, bon quand c'est confidentiel, là je vais dans la cuisine collective, ils m'amènent leurs documents. On travaille ensemble et puis ils sont plus à l'aise parce que ce sont leurs cuisines et ils me sortent tous leurs papiers. Là, on trie ensemble et puis il y a leur compte en banque, etc. donc voilà ils n'ont pas besoin d'être visibles par les autres. Après je suis rentrée une seule fois dans une chambre mais on m'a dit effectivement que c'était, il faut faire les peintures, il faut refaire beaucoup de choses mais c'est pas très agréable de vivre là-bas. Franchement, sincèrement, à chaque fois que je repartais de là-bas, je me disais c'est pas possible, ce sont des personnes qui ont travaillé pendant 50 ans pour la France, et que finalement ils soient là, un petit groupe de personnes âgées. Il faut discuter avec eux, quand les personnes... À ADOMA, il y a une personne qui est arrivée en France en 56, elle a travaillé dans les mines de charbon, donc elle a vu des copains qui ont beaucoup souffert des mines et travaillé dans le bâtiment, etc. Et c'est des gens qui ont travaillé pendant toutes ces années-là. Pour certains, ils ont été déclarés une fois, d'autres n'ont pas été tout déclarés mais ils ont toujours travaillé. Et toujours travaillé pendant la construction d'un pays et là ils sont quoi, ils sont assis autour d'une chaise, ils discutent entre eux, ils sont mal habillés, ils ne sont pas toujours propres, ils sont livrés à eux-mêmes, ils sont dans une petite chambre de 9m², les sanitaires souvent sont à l'extérieur, si ils ont un problème ils essaient de s'arranger entre eux mais le problème c'est qu'ils sont âgés maintenant, donc ils ne peuvent même plus s'entraider. Quand il

y a 2/3 jeunes, ils peuvent passer, ils peuvent passer aider ou des fois il y a le ménage qui passe mais ils se plaignent du ménage. Ils préfèrent quand il n'y a pas de ménage parce qu'au moins elle passe, mais elle salit au lieu de nettoyer. Le problème c'est quand il y a des décès dans ce genre d'endroits. Quand il y a des décès ils sont très mal parce qu'il y en a un il m'a dit « *moi de toute façon je sais que je vais mourir comme un chien ici* ». Parce qu'ils décèdent dans leur chambre. Soit on le voit pas descendre et quelqu'un va, pousse la porte ou casse la porte et puis voilà il est mort dans la chambre. C'est brut. Ils attendent la mort et puis voilà. Le seul plaisir qu'ils ont avec l'extérieur, c'est quand on vient une fois par semaine faire le thé/café. Il n'y a pas de budget pour faire autre chose, pour faire un repas collectif ou des choses comme ça. Le fait qu'on soit des femmes, moi et ma collègue d'INTERMEDE, ça leur apporte aussi un petit... Ils se disent qu'on s'intéresse à eux. Parce qu'ils sont dans leur clos, et puis les gens de l'extérieur ne viennent pas les voir et ils disent enfin on s'intéresse à nous. Y a pas grand chose à financer, l'ADDCAES me rémunère moi pour que j'aille une après-midi par semaine, c'est ADOMA qui paie le thé/café, c'est une valeur de 20€par mois. C'est 2-3 biscuits, une théière avec 2-3 sachets de thé, et puis une cafetière. Voilà. 2 paquets de biscuits, un paquet de cacahuètes. Ça dépasse pas. C'est un budget de 20€par mois.

Ma collègue d'INTERMEDE est aide-soignante. Elle les voit pendant cet après-midi là et quand elle a des soins à faire. Donc moi je transmets, quand je vois qu'il y a des soucis, je peux les aider et elle elle transmet aussi à l'infirmière, quand elle voit qu'il y a un cas plus grave, elle demande ce qu'il faut faire et puis quand elle voit, voilà, qu'il y a des personnes qui ne vont pas bien, elle arrive à gérer le... Et puis on voit aussi que des fois moi par exemple j'ai eu à faire à un monsieur qui m'a dit « *oui j'ai un problème avec la CAF je reçois pas un papier* » donc je lui ai dit « *montrez-moi vos papiers, je vais voir* » et il sort des papiers de l'an 2000. Donc il y a un problème, il n'est pas capable de sortir... Et puis on m'a dit faut voir dans sa chambre, tout est en vrac. Comme ils se lèvent, ils s'habillent, ils sortent, ils font un grand sourire, on pense que tout va bien. Et en fait... Et puis certains sont coupés aussi, sont en conflit avec leur famille et il y aurait un travail à faire là-dessus, pour relier, refaire le lien donc c'est vrai qu'on respecte les gens. Ils disent moi j'ai un fils je ne veux plus le voir, je ne veux plus le voir mais je pense qu'il faut peut-être approfondir la chose. Peut-être qu'au fond de lui il a envie de le voir mais comme ça a duré trop longtemps et on ne sait pas le, on ne sait pas comment ça peut se faire, travailler sur ce côté-là pour renouer des liens avec des personnes, avec une fille ou avec un fils ou...

Dans ce foyer, maintenant ça s'est ouvert à des demandeurs d'asile. Le problème c'est que la résidence des Landiers, avant, il n'y avait que les personnes des Landiers qui étaient tous du même côté, c'était des personnes travailleurs qui

étaient là et puis bon ils ont toujours été là. Ils travaillent, ils sont dans leur chambre, ils vont au pays, ils reviennent, etc. Maintenant, il y a des jeunes qui sont là, il y a aussi des demandeurs d'asile. Les jeunes qui sont là, je ne généralise pas hein, mais voilà le soir ils accueillent des copains dans leur chambre, ça fait du bruit, ça boit de l'alcool et eux ça les met en insécurité ces personnes âgées. Ils se sentent plus en sécurité, plus chez eux quelque part, dans leur petit coin où ils se sentent en sécurité dans leur foyer. Et du coup le soir c'est un autre monde, le soir il y a du bruit, ça crie, il y a de la violence, il y a de l'alcool, c'est très effrayant pour eux. Donc nous quand on arrive, quand j'arrive le mardi après-midi, voilà ils nous racontent, tu sais hier soir il y a eu de la bagarre ici, il y a deux jeunes qui se sont battus, etc. Donc avant ils étaient entre eux là et maintenant ils ont un peu peur de ces jeunes-là. Ils en ont peur, ils ont peur de se faire agresser, ils ont peur de se faire racketter. C'était leur seul point de repère donc maintenant c'est eux, ils essaient, en fait les *chibanis* c'est quand même dans les mœurs il y a une hiérarchie. On respecte les personnes âgées, toujours on respecte les personnes âgées dans les pays du Maghreb. La personne âgée, on la respecte, on lui baise la main. Toujours quand on voit un *chibani*, n'importe quel jeune vient lui dire bonjour, il lui baise la main. Et du coup là, c'est les *chibanis* qui respectent les jeunes par crainte, donc ils vont leur faire des grands sourires. Et ils vont dire « *ah oui c'est bien, tu t'es battu hier, c'est toi qui a gagné* », enfin voilà. Alors qu'ils ont de la crainte. Et du coup c'est eux qui vont... Alors que voilà. Ça les bouleverse aussi…

Ils sont 51. Il y a 75 hommes à la résidence, 41 personnes ont plus de 60 ans et 34 personnes ont moins de 60 ans et 2 moins de 35 ans. Ça ce n'est que les résidences Landier. Je n'ai pas compté les demandeurs d'asile. Ils attendent avec impatience ce mardi après-midi. Pour eux, c'est vraiment leur après-midi donc ils se mettent sur leur 31 et puis ils viennent, c'est vraiment leur après-midi. Ils viennent boire leur thé, café. Ils se charrient entre eux aussi, et on peut des fois ils ont des conflits entre eux et puis bon moi j'arrive et j'essaie de plaisanter et puis d'essayer de les réconcilier indirectement et puis à la fin de l'après-midi, c'est bon, ils sont réconciliés parce que des fois, on en vient pour un oui pour un non, juste parce qu'ils se sont pas entendus sur une question ou sur quelque chose qui s'est dit à la télé ou quelque chose comme ça, ils vont se faire la tête et du coup voilà, on peut arranger ça.

Entre eux, ils ont du mal à échanger, ils vont parler de choses qui sont vraiment futiles. Tandis que non, on arrive à parler d'un peu plus de choses, on va parler de la famille, au pays, est-ce qu'ils ont appelé au téléphone et comment s'appelle votre petit-fils, est-ce qu'il va à l'école. Et là ils me disent, ils me parlent de choses je dirais presque tabou. C'est l'autre côté de leur vie, c'est là-bas donc ça ne fait pas partie de la vie ici et pour eux il y a deux vies. Il y a la vie là-bas et la

vie ici donc moi j'essaie de relier les deux, de dire que la vie ici et la vie là-bas c'est une seule vie et que voilà. Votre famille là-bas même si elle ne vit pas ici ça fait partie de tous les jours, il faut que ça rentre dans le quotidien et du coup ils sont contents après quand ils partent là-bas. Il y en a un, il avait perdu sa femme et il n'avait pas trop de liens avec ses enfants et l'autre jour il était content il m'a dit « *Oh tu sais mes petits-enfants ils m'appellent, ils me disent viens tu nous manques, et ben je vais y aller* ». Puis si on l'appelle pas pour lui dire de venir, ils vont pas venir. Il me dit « J*e vais y aller parce que* » et je lui dis allez on prend le billet d'avion donc il a pris son billet d'avion et il est parti et il est reparti une deuxième fois dans l'année. Mais avant, ils avaient leur maman, ils avaient un... Et là je pense que les enfants se disent bon on a plus notre mère, notre père est toujours là et donc voilà on risque de le perdre un jour. Et voilà ils essaient de passer un peu plus de temps avec leur famille mais c'est compliqué. C'est compliqué parce qu'arrivé à un moment donné ils n'ont plus rien à se dire.

On a fait venir un psychologue aussi, M. YAYAOUI. Francis Allard connaît bien la résidence. C'est grâce à lui qu'on a pu continuer le thé/café parce qu'un moment donné on avait plus rien à poser sur les tables, plus de biscuits, plus rien donc du coup il a dit non non je veux pas que ça s'arrête comme ça. L'ADDCAES envoie déjà quelqu'un et ça fait beaucoup de bien aux personnes âgées, c'est la moindre des choses donc il a été faire des bonnes courses et il nous a ramené tout ça et il nous a dit « *maintenant vous êtes tranquilles pour un bon moment* ». Entre elles, les personnes se posent sur le banc mais c'est pas le même impact quand il y a une personne qui va titiller, chercher des petites questions comme ça. À force, pour eux, ça devient tout tabou. On ne parle pas de la maladie, on ne parle pas de la famille, on ne parle pas de rentrer définitivement là-bas, on ne parle pas de toutes ces choses là. Et on parle de choses qui sont futiles, pour oublier qu'ils sont là et puis que voilà, la mort va les emporter. Et le problème c'est qu'ils ont beaucoup de problèmes avec la CARSAT, le problème c'est que quand on reste trop au pays aussi, ils ont peur de ça, quand on reste trop au pays, on dépasse un certain temps et on leur sucre leur complémentaire, on leur enlève leur APL, on leur dit vous devez nous rembourser les 6 mois précédents, etc. Moi j'ai un papier d'un monsieur qui a remboursé 11000€. Et il est venu l'autre jour avec un papier, il m'a dit « *Chama s'il te plaît, tu peux voir est-ce que je dois plus rien, est-ce que je dois plus rien* ». Il s'est serré la ceinture, il a remboursé 11000€ parce qu'il ne savait pas qu'il ne fallait pas dépasser 181 jours. Il était où, il était avec sa femme et ses enfants au pays et il savait pas qu'il ne fallait pas dépasser et il a dépassé et on lui a dit il faut rembourser tout, donc il a payé 11000€ pour une petite retraite hein. Quand on dépasse tant, on est considéré comme plus résident donc il faut payer. Même l'APL ils n'arrêtent pas du jour au lendemain, il faut rembourser les mois précédents. Maintenant ils commencent à connaître un peu comment c'est mais il y en a beaucoup qui ont

remboursé des grosses sommes. Et c'est très compliqué pour eux. Il y en a un qui m'a dit « *je préfère mourir parce que là j'en peux plus de rembourser, entre envoyer l'argent, payer le loyer, payer* ». Ils sont malades. Ils n'en pouvaient plus hein. Ils voulaient une meilleure vie au pays et une meilleure vie pour les enfants. Ils ont travaillé, ils n'ont pas eu des prestations, ils ne sont pas arrivés, jeunes, travaillé un mois et puis dire je vais toucher le RMI, c'était des bosseurs. Ils ont pas dit voilà et puis c'était vraiment des bosseurs. Ils sont arrivés, ils ont travaillé et ils étaient contents. Ils étaient très heureux de travailler, ils étaient jeunes, en pleine forme, ils étaient heureux de travailler.

Beaucoup ont travaillé, ils se connaissent. Ils se connaissent depuis longtemps. On a vu des photos où certains se connaissent depuis 30 ans. Et ceux qui sont arrivés dans les années 70, il n'y a pas eu énormément de patrons, il y a eu 5 ou 6 patrons, ils sont partis et puis du coup il va dans un café, il regroupe des personnes de la même région, de la même ville, du même endroit. Donc quand ils viennent ici, ils se connaissent tous ici ensuite ils font tous venir leurs femmes ensemble, ils vont venir leurs enfants ensemble donc ça fait la communauté.

Il y a un monsieur à ADOMA, il lui manquait des temps de retraite, il m'a dit vous pouvez me rechercher sur internet un ancien patron de 81 voir s'il peut m'envoyer, faire les fiches de paie, etc. Je dis mais monsieur, pourquoi vous n'avez pas gardé vos fiches de paie ? Il me dit mais qu'est-ce qu'on avait à faire des fiches de paie ? Il me dit le patron il me tendait l'enveloppe avec la fiche de paie et l'argent. On prenait les fiches de paie, on les déchirait on les mettait à la poubelle et on prenait l'argent et on le mettait dans notre poche. Il m'a dit je me revoie à chaque fin de mois et maintenant... Et pour certains aussi ils ont connu un peu des libertés donc un peu d'alcool, les femmes, voilà. Mais ça c'est encore un autre petit épisode.

J'ai trouvé ça sur internet que j'avais trouvé l'autre jour : les *chibanis*.

« Extraordinaire. Formidable. Très beaux. Le froid. La solitude. Les baraquements. C'est un choc. Parfois à peine majeurs, ces jeunes travailleurs découvrent un autre pays, une autre culture mais aussi une autre langue. Surtout ils se retrouvent seuls, sans parents, sans famille. Très vite, la raison de leur exil les rattrape. Le travail, il faut envoyer de l'argent à ceux qui sont restés au pays. À l'époque, les patrons viennent embaucher dans les cafés. On pouvait changer de patron deux à trois fois par jour. Bâtiments, travaux publics, industries, agriculture. Ces jeunes hommes en pleine force de l'âge ne rechignaient pas à la tâche, qu'ils soient déclarés ou non. Travail physique, parfois au noir, accident. Leur vie professionnelle n'est pas de tout repos ».

« De toute façon on reste pas là, on va retourner au pays... Et puis on attend que les enfants passent le bac, on va pas les perturber ».

Donc moi je suis arrivée en France à l'âge de 2 ans et demi et donc mon papa était instituteur au Maroc et donc en tant qu'instituteur, il y a un patron de Chambéry que je ne nommerais pas, qui est toujours en vie, qui a été au Maroc à Casablanca, il allait dans les cafés et il a dit « *bon beh moi j'ai du travail à proposer en France, qui veut venir travailler pour moi* » donc les copains se passent le mot donc il dit « *vous me ramenez votre passeport, moi je vous loge et j'ai du travail pour vous en France* ». Donc à cette époque-là, je vous dis c'est dans les années 70 et donc voilà il a fait signer des contrats de travail dans un café à Casablanca, des contrats de travail pour le Maroc. Mon père qui voulait être maire à l'époque a dit, bon je vais aller travailler quelques temps, 5-6 ans en France et puis je reviendrai faire mon projet. Donc il y a eu plusieurs amis avec lui, ils ont débarqué à Chambéry, ils ont travaillé, première année 70 jusqu'à 76. Donc pendant 6 ans et donc après il a fait venir ma maman et puis donc nous, mon frère, ma petite sœur et moi. Ma petite sœur qui avait 6 mois et moi qui avait 3 ans. Donc ensuite ils viennent, ils disent bon les enfants vont aller jusqu'en CM2 et après on rentrera donc qu'est-ce qu'ils font, le papa il travaille, il met beaucoup, enfin un maximum d'argent de côté, il achète la maison au Maroc en disant on va retourner au pays, de toute façon on ne reste pas là, on va retourner au pays. Les enfants commencent à grandir, la femme donc ma maman travaille comme préparatrice en pharmacie, donc on dit on va rentrer bientôt, on rentrera dans 5 ans, on rentrera dans 2 ans, bon on va peut-être attendre que les enfants passent le bac et puis on ne va pas les perturber parce que maintenant ils ne savent plus parler arabe, ils ne parlent que français donc si on les ramène au pays ça va être compliqué, on va les perturber donc on va les laisser passer le bac, donc les enfants passent le bac, la femme a plus trop envie de rentrer parce qu'on est bien, on a des amis, on a une vie sociale et puis on va pas se séparer de tout ça pour retourner au Maroc où on n'a rien construit de social et puis les enfants après le bac, il y en a une qui est en droit à Montpellier, l'autre qui fait Sciences Po à Lyon et qui va aller à Beyrouth là pour continuer ses études, un autre qui a créé son entreprise, l'autre qui travaille à Genève, donc pour la maman c'est difficile de retourner toute seule, sans ses enfants. Donc ça c'est aussi voilà, ça fait partie de ce genre d'émigration-là.

Donc moi je suis quand même l'aînée d'une famille donc j'ai pu, j'ai des souvenirs de quand je suis arrivée ici, où je n'avais pas la langue française, où j'allais à l'école et où la directrice d'école, je me souviens très bien la première année, j'ai dû rentrer en moyenne section et à l'époque j'habitais dans la même montée, dans le même immeuble que ma directrice d'école et ma directrice d'école me prenait le soir à 19h dans sa cuisine, elle préparait le repas et elle m'apprenait le

français et c'était génial. Ça, c'est vraiment... Ma mère parlait très bien le français parce que mon grand-père était militaire, donc il parlait français, ma mère et ma grand-mère parlent français mais bon ils nous parlaient pas français à la maison et mon père ne parlait pas du tout français. Donc du coup quand je suis arrivée, ma mère elle a pu travailler tout de suite mais nous pour apprendre la langue, c'était compliqué. Et du coup l'institutrice et la directrice d'école avaient proposé à maman de me prendre le soir pour m'aider et donc tous les soirs je montais dans la cuisine de la directrice d'école, j'apprenais des mots et elle faisait la cuisine pour ses enfants. Ça ça m'est resté un souvenir... Et donc on finissait le cours, elle lavait son lavabo, son évier, elle lavait son évier de la cuisine, elle l'essuyait et elle se posait et elle me disait maintenant tu relis ce que je viens de te faire et puis voilà on avait fini la leçon comme ça. Et voilà, il reste des petits flashs comme ça, de jeunesse et cette France que, je peux dire, que les gens respectent beaucoup. Moi je sais que dans les pays du Maghreb, quand on dit la France ou un Français, ça a une connotation très positive parce que le Français est généreux, le Français est gentil, le Français est droit, le Français... Et voilà, même avant de venir on avait toujours une image pas de la France mais des Français qui sont des gens bien, voilà, c'était une image comme ça. Et ça je n'étais pas déçue de ça parce que quand on voit une directrice d'école qui se propose le soir d'aider on se dit oui effectivement ils sont gentils ces Français, ça a confirmé le... Mais ça c'est quand on est petit, on entend les grands parler enfin les adultes parler et donc voilà. Donc ça c'est une expérience…

Dans les années 70, on était plusieurs à l'école à être récemment arrivés en France, je crois que dans la classe, en fait nous on est arrivés, on a habité tout de suite au centre ville le temps que les quartiers, les HLM se construisaient, donc le patron de mon papa lui avait dit « *voilà il y a un appartement je te le loue, c'était le patron de mon papa qui était propriétaire, il a dit je te le loue et si tu veux même tu peux l'acheter, je peux te le vendre* » et puis donc on était pas intéressés par... Là maintenant on regrette parce qu'en plein centre-ville un appartement... On le regrette... Parce que c'était pour une bouchée de pain et oui je crois qu'on était 4 ou 5 mais nous on était dans les premiers et ensuite les autres arrivaient donc nous on se débrouillait un petit peu en français et on voyait les autres enfants qui ne savaient pas du tout parler français et je me souviens d'une Marocaine que je revois encore maintenant et elle ne savait dire que oui, on lui parlait elle disait oui oui donc moi je lui parle en arabe, je lui dis mais il ne faut pas toujours dire oui oui oui parce que tu ne sais pas ce qu'ils te disent.

Mon papa travaillait dans le bâtiment. Il a été appelé par le patron au Maroc pour venir travailler dans les chantiers, dans le bâtiment et ensuite par la suite il a créé son entreprise que mon frère a repris par la suite. BTP dans le placo-plâtre, il était dans le placo-plâtre. Et ça marchait très très bien le bâtiment jusque, je ne

sais pas pourquoi, je ne sais pas si c'est fondé mais depuis les Jeux Olympiques, après les Jeux Olympiques, en 92 j'ai l'impression que ça s'est complètement calmé, mais alors ils ont bien travaillé pendant les JO c'était affolant, l'été on était bien. C'est pas évident de gérer parce qu'il y a des gens qui viennent qui travaillent et un moment donné ça s'arrête et là je me souviens, je me souviens de cette année après les JO, nous on a assisté, on a été aux JO etc et après on voyait que mon père travaillait un peu moins alors que l'été à fond tout le temps, là on voyait qu'il travaillait un petit peu moins, qu'il se déplaçait moins alors qu'avant, il travaillait tout le temps tout le temps tout le temps, il avait tout le temps ses employés, il gérait ses chantiers, il ne se posait pas et après les JO c'était beaucoup plus calme, on le voyait moins travailler et ça a pas repris. Après les JO c'était vraiment une descente, palier par palier, mais ça n'a jamais été aussi bien qu'avant. Avant les JO c'était impressionnant. Je me souviens qu'une année, toute l'année mon papa travaillait et une année il nous a amené en voiture au Maroc, il a pris l'avion, il est venu travailler et il a repris l'avion et il est revenu nous chercher. Il a passé le pauvre, trois quatre jours je crois, comme ça mais comme il faut aller voir les grands-parents, parce que les grands-parents nous attendent une fois par an et ils nous attendent vraiment de pied ferme. Je veux dire si on vient pas, il faut vraiment aller tous les étés pour les voir donc voilà.

« Les mentalités évoluent avec le temps. Nous en France on reste sur une image et quand on arrive là-bas on est un peu déçu ».

Les grands-parents il faut retourner les voir tous les ans. Et du coup mon père est retourné vivre définitivement au Maroc. Lui a eu beaucoup de mal à rester ici parce qu'il a beaucoup travaillé, du coup comme il travaillait tout le temps en se disant un jour je vais rentrer, un jour je vais rentrer, un jour je vais rentrer, maintenant qu'il ne travaille plus et qu'il est à la retraite, il ne voit plus trop qu'est-ce qu'il fait là. Ici c'est le côté travail et donc nous on a eu, on s'est créé une vie à côté, on a des amis, on fait du sport, on a un travail, nous on a des liens et mon papa, je pense que pour ces personnes âgées qui ne parlent pas français, je ne pense pas qu'ils ne voulaient pas faire l'effort de parler français. Je pense que dans leur tête, ils allaient rentrer un jour, donc la France était une parenthèse. On est là pour travailler, on n'embête personne, on est là, on travaille, et puis l'argent on l'envoie au pays, on fait notre maison et beaucoup ont des maisons qui ne servent à rien au pays. Des très belles maisons, des très grandes maisons. Et ici, ils vivent en HLM, dans un petit T3 à 6 et là-bas ils vont avoir des villas magnifiques, des maisons magnifiques mais bon, et ils ne peuvent pas partir parce qu'il y a les enfants et maintenant il y a les petits-enfants donc on ne peut

pas partir si loin… Et faire quoi là-bas tout seul ? C'est mitigé, autant les maris sont prêts à partir, ils se disent bon les enfants ils sont bien on les reverra de temps en temps mais les femmes, elles, ont beaucoup beaucoup de mal à couper le cordon avec, je dis moi mes enfants petits-enfants ils sont là, qu'est-ce que je vais faire là-bas. Pour beaucoup, ils ont perdu leurs parents aussi, ils ont beaucoup moins d'attaches. Et quand on repart une fois par an, il y a les décalages aussi, les décalages où quand on est là, on reste sur des positions et le pays évolue. Il évolue dans la mentalité, il évolue dans les choses que ce soit matérielles, mais surtout les mentalités, les mœurs. Elles évoluent avec le temps et tandis que nous qui sommes en France, on reste toujours sur une image, quand on arrive là-bas, on est un petit peu déçu. Il y a ça. Il y a aussi le fait que quand on se voit une fois par an, un mois par an, tout le monde est content de se voir, c'est pas la même ambiance une fois par an que tout le reste de l'année. Les gens ne sont pas toujours en vacances donc pendant le mois d'année, on est invités par tout le monde, c'est la fête, etc. Et une fois qu'on a dépassé ce stade-là, les gens reprennent leurs habitudes puis là on se dit, oh ben finalement ils font la gueule comme tout le monde, ils sont stressés comme tout le monde et là ça nous fait bizarre.

« Ça va me va très bien de travailler dans le social qui est vraiment complètement différent du commerce où je courrais après le chiffre ».

Moi j'ai travaillé comme commerciale. Je vendais des cartes postales dans les stations, je faisais les Montagnes de France donc je faisais toutes les maisons de presse, tabac presse, donc je vendais des cartes postales et puis des objets de souvenirs pendant un moment. Et ensuite quand j'en ai eu marre de faire de la route, j'ai acheté un commerce sur le centre de Chambéry, qui marchait bien, donc par la suite je me suis mariée et puis avec les enfants c'est compliqué d'avoir un commerce donc du coup j'ai revendu mon commerce, j'ai eu mes enfants, je me suis occupée de mes enfants et après j'ai repris le travail et commercial c'était pas possible pour moi avec les enfants, donc reprendre la route et puis je dormais beaucoup à l'hôtel donc avec des enfants en bas âge c'est compliqué. Donc voilà, donc j'ai changé d'itinéraire et je ne le regrette pas.

Je ne suis pas arrivée directement à l'ADDCAES, en fait grâce à l'ADDCAES, c'était un cheminement donc le fait que j'ai vendu mon commerce, je me suis dit bon je vais rester une année à la maison donc j'ai eu le premier, le deuxième, le troisième, ils se sont enchaînés du coup je suis restée un peu plus longtemps, je suis restée presque 5 ans et puis quand le petit, mon dernier allait rentrer à l'école, donc l'année précédent son entrée à l'école maternelle, donc là j'ai dit

bon il faut que je commence à prendre une activité parce qu'une fois qu'il sera à l'école, je peux quand même.

Donc à l'ADDCAES, ils proposaient une formation pour les femmes qui sont restées longtemps en dehors du circuit du travail et puis donc j'ai fait cette formation et puis l'ADDCAES avait besoin d'interprètes dans plusieurs langues donc je me suis proposée en tant qu'interprète et puis à la suite de cette formation à l'ADDCAES, ils m'ont proposé un stage ici dans les bureaux de l'ADDCAES. Donc j'ai fait ce stage dans les bureaux de l'ADDCAES donc ils m'ont proposé de travailler pour eux, j'ai dit avec plaisir, ça va me va très bien de travailler dans le social qui n'est pas du tout, qui est vraiment complètement différent du commerce où je courrais après le chiffre et du coup c'est très bien après les enfants de travailler dans le social, ça me va très bien. Au départ je travaillais en tant qu'interprète pour l'ADDCAES et une fois qu'il y a eu un poste qui était possible, donc ici je travaille en tant qu'interprète, je suis à l'accueil, renseignement social, j'accompagne aussi mon collègue pour une continuité pour la formation des femmes et donc du coup là je suis de l'autre côté, j'accompagne mon collègue pour accompagner ces femmes à l'emploi et donc je peux dire que je sais un peu de quoi je parle parce que je suis restée, j'ai été de l'autre côté et je sais comment c'est de rester longtemps à la maison avec des enfants et c'est très difficile quand on a travaillé longtemps, quand on a travaillé très longtemps à l'extérieur et qu'on se retrouve du jour au lendemain avec 3 enfants à la maison, c'est très compliqué. Donc voilà, donc tout va bien.

« Et c'est là où je me suis dit c'est mes montagnes, c'est ma Croix du Nivolet, c'est mon Granier. Donc on se dit, ce qui nous appartient c'est ce qu'on a dans le cœur ».

J'ai fait beaucoup de sport, j'ai fait longtemps de la gymnastique à assez haut niveau et on me dit « *mais tu sais Chama, à chaque fois qu'on doit aller en Allemagne, en Angleterre, il faut faire un visa pour toi parce que t'as un passeport marocain* ». Je me dis « *oui mais moi je suis marocaine, donc je veux pas enfin je me vois pas française. Je suis marocaine* ». C'était très compliqué donc je me disais « *ben non je ferai pas mon passeport français. Je ne suis pas française* ». Et donc par la suite, je me suis dit, « *si je suis marocaine, et bien il faut que j'aille vivre au Maroc* ». Donc après mon bac, j'ai été vivre 7 mois au Maroc. J'avais des relations, je connaissais des rugbyman ici, français, qui se sont installés au Maroc qui m'ont dit « *ben écoute si tu veux faire une formation d'informatique au Maroc j'ai un ami, tu peux y aller* ». Donc j'ai dit bon, nous on a une maison au Maroc, à quoi elle sert là-bas, je vais m'installer à la maison. J'ai pris ma voiture,

j'ai pris le bateau et je suis partie à Casablanca, dans ma maison, toute seule. J'étais contente, j'avais une très grande maison pour moi toute seule, j'ai dit bon je suis marocaine, on a une maison, je vais aller vivre au Maroc. Mais aussi, le regard des autres aussi. Quand on est en France, on nous dit oui t'es de quelle origine déjà, t'es du Sud. Ben oui je suis du Sud, je suis du Maroc, d'accord. On arrive au Maroc, oh ben c'est bien, bienvenue. On nous dit bienvenue alors qu'on arrive au Maroc. On nous dit bienvenue, vous êtes les bienvenus au Maroc. Je dis pourquoi, je suis marocaine… Ben non toute l'année tu vis en France, tu n'es pas marocaine. Et ça je l'ai un peu, c'était très difficile pour moi. C'était très difficile. Et donc j'avais une amie qui était blonde et du coup elle temporisait un petit peu. Je me dis bon j'ai une amie qui est blonde et donc qui est française, et on est très amies mais il y a quand même une différence, elle elle est quand même blonde aux yeux verts et moi je suis brune aux yeux noirs. Donc on a quand même une différence et même à la maison, ce n'est pas la même culture. Et par la suite, j'ai dit bon ben allez, il faut que je choisisse mon camp parce qu'à un moment donné, je ne peux pas être entre les deux.

Donc j'avais passé 7 mois au Maroc. Premier mois super, deuxième mois ça va et ensuite quand on voit comment les gens vivent, le stress, la course, personne fait attention à nous alors que d'habitude quand on part les vacances, tout le monde m'appelait au téléphone pour savoir t'es où, tu viens et puis je devais me partager, faire plaisir à tout le monde ben là tout le monde s'en foutait. Je vivais en vraie marocaine donc j'étais chez moi, toute seule. Et là arrivé 3-4-5 mois et à Casablanca, je ne voyais que l'horizon et je commençais à déprimer de ne plus voir les montagnes. J'ai dit c'est pas possible alors je ferme les yeux, je fermais les yeux très fort puis je revoyais la Croix-du-Nivolet, je revoyais le Granier. Je me dis ça me manquait vraiment et là j'ai dit « *mais là ça me manque, ça me manque vraiment et du coup je me dis c'est pas possible d'être tout le temps à l'horizon comme ça* » et puis après j'ai été me balader avec des amis, j'ai été en montagne mais c'était pas mes montagnes. Et c'est là où je me suis dit « *c'est mes montagnes, c'est ma Croix-du-Nivolet, c'est mon Granier donc* ». Donc on se dit, ce qui nous appartient c'est ce qu'on a dans le cœur. Et donc j'ai insisté, j'ai dit c'est peut-être juste une phase, il faut que je m'habitue, etc. et je suis restée 7 mois et au bout de 7 mois quand je suis rentrée, j'ai fait ma naturalisation française. Et là j'ai, une fois j'ai entendu un sketch de Jamel Debbouze qui disait parce qu'il est un peu dans le même cas que moi et qui dit « *oui, on n'arrête pas de me dire qu'est-ce tu préfères, tu préfères le Maroc ou tu préfères la France. C'est comme si on vous disait vous préférez votre père ou vous préférez votre mère?* ». Et c'est exactement ça, donc voilà je suis, je fais partie de cette catégorie. Mes parents sont marocains, moi je suis musulmane, je suis née marocaine et je vis en France et je suis fière et heureuse de vivre en France et je voudrais pas vivre ailleurs. Ni au Canada, j'ai des amis au Canada,

j'ai des amis aux États-Unis, ça ne me dit rien du tout. Voilà on fait partie de cette, de cette personne et je pense qu'il faut s'y accrocher et il faut pas laisser les gens dire non t'es pas d'ici ou si je suis d'ici.

Ça fait 40 ans que je vis là et j'ai peut-être plus, j'aime peut-être plus la France que certains qui, je ne sais pas comment m'exprimer, qui n'ont pas connu d'autres choses. Et je pense que quand on a le choix aussi, c'est encore plus… Moi j'ai le choix de vivre ici ou de vivre ailleurs, donc je choisis de vivre en France. Bon je travaille, j'ai mes enfants et quand mes enfants me disent « *Maman, on est quoi nous? On est français ou marocains? On est quoi nous? Parce que l'autre est turc, l'autre est français mais nous on est quoi?* ». J'ai dit « *ta mère, elle s'est posé la question bien avant toi donc tu es française d'origine marocaine, tu auras cette étiquette et voilà* ». Mais c'est pas les enfants qui posent, les enfants entre eux, il n'y a pas de problème entre les enfants entre eux, c'est quand ils grandissent qu'il commence à y avoir des problèmes, parce que là ils ont des amis ils ne se posent pas de question. Ils sont très bien. Une fois ma fille est rentrée elle m'a dit: « *Moi je ne comprends pas pourquoi Maud elle a une couleur toute noire? Pourquoi elle a une couleur noire et moi j'ai pas une couleur noire?* ». Je lui ai dit ben parce que et des fois elle dit « *mais tu sais la noire là* » mais elle le dit pas par préjugés mais vraiment y a pas de souci. Après il faut s'y tenir je pense qu'il faut trouver ses repères et à force de nous dire « *ou tu es là ou tu es là* » et ben nous on rentre dans une case. C'est celle-ci et puis voilà donc voilà je suis marocaine, enfin je suis née au Maroc, je suis d'origine marocaine, je suis musulmane et je vis en France et j'essaie de, voilà de combler et je m'entends très très bien avec mes amis.

Quand on parle de la religion, on parle en rigolant. Il y a un respect mutuel et il n'y a pas de souci comme on voit maintenant, tous ces soucis de religion, où la religion est tout le temps posée sur la table... Moi je suis musulmane, j'ai toujours été musulmane, je n'ai jamais eu de soucis avec mes amis à cause de ma religion. Quand on est invités à manger, je ne mange pas de viande, ben tant pis c'est pas grave, on fait autre chose. Ou des fois je dis ne vous occupez pas de la viande, c'est moi qui vais acheter la viande comme ça je sais que je pourrais manger mais on n'a pas de souci. J'ai jamais eu de problème avec mes amis à cause de ma religion ou à cause des amis qui sont chrétiens ou qui sont athées. On n'a jamais eu de problème mais vraiment jamais.

« Ça me perturbait parce que j'avais perdu mes grands-parents, j'avais perdu le pays, j'avais perdu mes repères et j'arrive dans un pays où je perds même mes parents ».

Quand on est arrivés, je me souviens que ma mère n'arrêtait pas de me parler en français et ça me déstabilisait parce qu'elle m'a toujours parlé en arabe et je me souviens quand on est arrivés, on a convoqué mes parents en disant ne parlez surtout pas à vos enfants en arabe. Il faut leur parler en français ou vous ne leur parlez pas, c'était ça, c'était l'ordre du jour. Donc du coup mon père ne me parlait pas et ma mère nous parlait toujours en français, ça me perturbait encore plus parce que j'avais perdu mes grands-parents, j'avais perdu le pays, j'avais perdu mes repères et j'arrive dans un pays où je perds même mes parents. Même mes parents ne sont plus mes parents. Mon père ne me parle plus et ma mère n'arrête pas de me parler en français. Donc on perd tout, ça bouleverse tout. On nous prend et on nous met dans un endroit et on nous perturbe tout. Et tandis que maintenant, je suis aussi conseillère municipale, je suis conseillère municipale dans une commune et je fais partie de la commission enfance jeunesse et social et là je discutais avec les instituteurs et notamment un instituteur de l'école maternelle. Il dit « *moi je suis contre qu'on dise aux parents et aux enfants de pas parler la langue maternelle. Il faut que l'enfant continue à parler la langue maternelle. À l'école il apprendra la langue parce qu'il veut communiquer avec ses amis, il veut jouer avec ses amis, il veut apprendre il apprendra et c'est une richesse d'apprendre une autre langue parce que ça développe d'autres côtés du cerveau qui fait qu'il sera un peu plus, plus ouvert vers d'autres choses* ». Alors que nous, ça ça m'avait traumatisée. On nous disait faut surtout pas et donc ma mère n'arrêtait pas de dire à mon père « *mais apprends le français parce que sinon tu ne vas plus communiquer avec tes enfants* ». Il disait « *bon je me tais, je dis rien* », donc c'était ma mère qui gérait tout. C'était ma mère qui gérait l'école, qui gérait le centre aéré, qui gérait les vacances, qui gérait tout parce qu'il n'y avait qu'elle qui parlait français. Alors il y avait aussi ça. Donc c'est plus le papa. Donc le père travaille, il ramène de l'argent, il ferme sa bouche. Et ma maman qui travaille, qui fait partie des associations, qui s'intègre et du coup mon père s'est toujours intégré mais il est toujours resté en retrait. C'est resté comme ça. Il y a un code de discussion encore maintenant, ma dernière sœur a 22 ans, mon père lui parle en arabe et ma sœur lui répond en français. On a toujours fait comme ça et c'est marrant parce que moi, je parlais arabe jusqu'à 3 ans où j'avais l'oreille, etc. donc 3 ans et demi donc je commençais l'apprentissage de la langue en arabe. Je suis arrivée là on m'a dit non non non plus d'arabe, faut parler en français. À 14 ans, j'arrive au Maroc, on me dit « *mais attends tu ne parles pas arabe toi, mais quand même tu es une arabe, il faut parler arabe* ». Donc j'essaie de sortir quelques mots un peu maladroitement, etc. et on se moque de moi. Des jeunes se moquent de moi,

on me dit « *mais elle est arabe, elle sait même pas parler arabe, elle a 14 ans c'est pas possible* ». Et là je me suis mis vraiment à apprendre l'arabe, vraiment à l'apprendre. Je l'écris pas, mais je le parle. C'est ce qui m'a permis de travailler en interprétariat, maintenant je prends des cours pour écrire aussi, pour l'écrire.

Et aussi, il y a cette histoire qui me revient là, cette histoire, je devais avoir une vingtaine d'années et j'étais au Maroc donc je stationne en voiture et là un vieux papy arrive à côté d'une Poste. Il vient de recevoir le courrier de son fils, il vient vers moi et puis il me dit « *Ma fille, s'il te plaît tu peux me lire ce courrier, je viens de le recevoir* ». Il était excité de lire le courrier de son fils et puis moi j'étais contre la voiture, j'attendais quelqu'un qui sort de la Poste et je dis ok. Et puis quand je vois que c'est écrit en arabe, je lui dis, je suis désolée Monsieur je ne sais pas lire. Il n'a pas pu imaginer que je ne savais pas lire, pour lui je ne voulais pas lire le courrier. Et là il est parti en colère et ça m'a vexée. Et là il est parti en colère et là il a dit « *les jeunes de maintenant, vous êtes impolis, vous ne voulez pas même pas rendre service* ». Il était fâché, je lui ai dit « *mais non je vous assure, je sais pas lire* ». Il m'a dit « *oui oui c'est ça…* ». Il pensait que je me moquais de lui. Je lui ai dit mais là, il y a des choses qui vont pas. Donc du coup là je commence à apprendre à écrire, à lire, en me disant que c'est bénéfique. Mais à l'époque il ne fallait surtout pas surtout pas parce que c'était handicapant d'apprendre la langue maternelle. C'était handicapant. Maintenant, c'est complètement l'inverse et avant de commencer, je voyais des petits Turcs, les parents n'étaient pas encore rentrés à l'école et ils n'arrêtaient pas de parler à leurs enfants en turc et les gamins répondaient en turc. Et je vais voir la maman, je lui dis « *parle pas trop en turc avec ton enfant, il va rentrer à l'école, comment il va faire le petit* ». « *Oh et va t'inquiète pas, il saura bien parler en français parce qu'il apprendra le français* ». Et j'en ai parlé à l'instituteur et il m'a dit « *oui oui effectivement, vous allez voir il va bien parler français* » et effectivement j'ai suivi cet épisode, parce qu'ils sont dans l'école de mes enfants, et effectivement le gamin parle comme mon fils. Sauf que mon fils ne sait pas parler arabe, et le petit Turc sait parler le turc et le français et il a le même niveau que mon fils. Même niveau de langue française. Ils sont rentrés en même temps, alors moi on m'a toujours dit vos enfants parlent parfaitement bien le français etc. avec un langage soutenu et tout j'ai dit « *chouette!* » mais maintenant, ils sont au même niveau. Sauf que le petit Turc il sait parler le turc et le français et le mien ne sait parler que le français. Parce que même si on m'a dit, c'est pas grave il faut leur parler en français, j'ai quand même eu cette crainte, j'ai pas essayé de leur apprendre l'arabe, je me suis dit au cas-où ça va les handicaper. Et donc voilà. Ma fille qui a 9 ans, elle connaît quelques mots ça l'amuse mais ils ne parlent pas du tout couramment. Ils vont comprendre un ou deux mots et c'est comique parce que « *ça veut dire quoi le mot en arabe? Et comment on dit le pain en arabe?* ». Des trucs, voilà. « *Et toi t'es une arabe et tu sais pas parler arabe?* ».

Ils nous rejettent un peu les... Des fois je me pose et je me dis on est dimanche, allez je vais leur parler en arabe pour qu'ils aient un peu l'oreille et tout et puis là ils me regardent, ils me font « *Pourquoi tu nous parles en arabe? Qu'est-ce qu'il y a?* ». « *Qu'est-ce que t'as maman? Qu'est-ce qu'il t'arrive? Pourquoi aujourd'hui tu nous parles en arabe?* ». Donc du coup après je me sens honteuse... Leur papa parle berbère, arabe et lui je pensais qu'il leur parlerait arabe ou berbère, il ne leur parle que français aussi et je pense qu'il avait peut-être eu peur d'être mis de côté s'il ne parlait pas le français. Parce que mon père effectivement était un peu mis de côté. Quand on voulait parler, on allait voir ma mère parce que c'était la facilité. On n'allait pas commencer. Déjà ma mère était impliquée dans tout, dans tout ce qu'on faisait, c'est ça aussi. Elle savait tout. Et mon père avant d'accéder à un truc, il fallait déjà lui expliquer du début pour lui dire « *Oui tu sais le basket, ben mon prof qui s'appelle machin Jacques et truc* ». Donc on allait directement voir ma mère et puis voilà. Et lui ne leur parle aussi qu'en français et j'étais déçue, parce que je me suis dit grâce à lui, moi je parle tout le temps en français donc instinctivement je ne parle pas arabe, mais lui qui a toujours parlé arabe et berbère, je me suis dit ben lui il va me décharger de ce côté-là, arabe et berbère, il va le faire. Et du coup il s'est dit non non non elle ne va pas m'avoir, moi aussi je leur parle en français comme ça y a pas de... Du coup c'est vrai que quand je voyais cette famille turque, je disais oh la la, ils parlent en turc oh la la, franchement c'est bon on vit en France quand même, on ne vit pas en Turquie, enfin ils exagèrent quoi et puis ils vont passer toute l'année en France, ils ne vont pas... Mais au final on ne sait pas comment les enfants vont évoluer, peut-être qu'un jour ils auront envie de vivre dans un autre pays. Moi je vois mes sœurs, j'en ai une qui vit à Genève, une qui elle va aller continuer ses études à Beyrouth. Celle qui fait du droit, bon elle a envie de bouger. Mais maintenant, le monde est ouvert avec les études on peut aller partout. C'est pour ça que les langues c'est qu'un plus, facilité de communiquer, c'est pas un handicap. Et d'ailleurs au Maroc, les jeunes qui parlent berbère, pour communiquer, ils sont obligés d'apprendre le berbère et l'arabe parce que le berbère c'est un peu, je peux dire un peu comme le breton voilà, c'est très local. Donc pour communiquer avec l'extérieur de leur village, ils sont obligés d'apprendre l'arabe donc du coup ils ont deux langues depuis le début. Ils ont beaucoup plus de facilités dans les langues en général après. C'est des gens qui parlent très bien l'anglais, qui parlent très bien le français. Parce que depuis tout petit, ils jonglent avec deux langues, depuis tout petit. Le cerveau s'habitue. Et aussi au Maroc, ce que j'ai jamais compris pourquoi, à la télé ils parlent l'arabe littéraire alors que personne apprend, enfin on apprend l'arabe littéraire à l'école, mais personne le parle. On l'écoute à la télé, on l'apprend à l'école, mais tout le monde parle l'arabe familier et c'est un contraste énorme. Du coup ils parlent l'arabe littéraire, ils parlent l'arabe familier et ils parlent le berbère mais ils apprennent l'anglais facilement, ils

apprennent le français facilement. Une fois que voilà, on commence à... C'est une richesse. C'est vrai, c'est pas du tout une lacune, c'est vraiment une richesse.

Moi j'ai 4 sœurs, j'en ai une qui vit en Italie, qui est assistante dentaire en Italie, qui est mariée à un italien, elle a une petite fille donc elle elle parle l'anglais, l'italien, le français et un petit peu l'arabe. Ma nièce qui apprend bien, donc bien sûr elle parle italien, et qui apprend bien le français, c'est sa maman et l'anglais. Ensuite, j'ai mon autre sœur qui habite à Genève et j'ai une autre sœur qui habite à Montpellier qui est juriste et une autre sœur qui fait Sciences Politiques, qui va à Beyrouth cette année. J'en parle parce que ça m'inquiète beaucoup. Mais bon, c'est son choix donc. Voilà, elle avait le choix. Elle a eu un très bon dossier, elle a eu le choix entre aller à Genève et à Beyrouth et elle a dit « *non moi c'est Beyrouth. Ah Genève, non non Beyrouth* ». Donc après. Parce que vous allez rire, mais quand elle m'a dit « *c'est bon j'ai mon diplôme* », j'ai pleuré. C'est la première fois. Parce qu'elle m'a dit si j'ai mon diplôme, je vais aller à Beyrouth. Et mon papa, ma maman, moi enfin surtout moi, moi et mon papa surtout parce que ma mère est très ouverte. Moi je suis très craintive et mon papa et moi on était très inquiets donc du coup quand elle a dit « *ça y est j'ai mon diplôme* », j'ai pleuré. Elle a été beaucoup beaucoup à Istanbul, beaucoup à Beyrouth et elle a adoré cet endroit et elle a voyagé avec des gens, comme dans son école Sciences-Po, il y avait des jeunes, des enfants de diplomates. Bon voilà après je pense que c'est bien aussi de se lancer comme ça, c'est génial. Je sais que mes sœurs partent en voyage et elles me disent après. L'autre jour, non ça fait 2 ans, je vois sur facebook, je suis là, elle était à Gaza. Et je me suis dit j'appelle toutes mes sœurs « *Miham elle est où? Miham elle est où?* » « *T'as qu'à lui demander* » « *Mais non mais attends, je comprends pas sur facebook je vois qu'elle est à Gaza, qu'est-ce qu'il se passe?* ». Moi on me dit rien. Donc après je leur parle jusqu'à ce qu'elle rentre. C'était très très... Elle a eu du mal à rentrer. Elle avait une amie là-bas qui travaille à l'ONU du coup elle a pu passer etc. mais elle a dit « *je ne voulais pas te le dire parce que je ne savais pas si j'allais passer ou pas. Ils pouvaient me refouler comme ils pouvaient me…*" Enfin voilà. J'ai des sœurs assez aventurières. C'est super de voyager.

« Il regrette de pas nous avoir appris la langue, de pas avoir plus communiqué avec nous ».

À Chambéry, il y avait une communauté importante de Casablanca. Ils sont arrivés en même temps, avec le même patron. C'est le même patron qui leur a fait le même contrat et il suffit, il y a eu une personne pour le cas de mon papa, il y a eu un copain de mon papa qui a été au café, c'était même pas mon père qui y était. Il était au café, il a dit « *bon voilà, je vais vous faire des contrats pour aller travailler en France* ». Il n'y avait pas de visa à l'époque, pas de... « *Je vais vous faire des contrats pour aller travailler en France, donc si vous avez des copains vous me les ramenez* ». Donc le copain à mon papa il lui a dit « *ben viens si tu veux aller travailler en France* ». Il lui a dit « *ben non, j'ai été instituteur longtemps et quand on est jeune instituteur, on est muté dans des villages paumés* ». Il a dit « *non mais enfin je vais être muté à Casablanca, j'en ai marre d'aller dans des villages paumés, lointains* ». Il a dit « *ben non non laisse tomber, tu reviendras et pour l'instant tu vas en France, tu travailles et tu reviendras plus tard* ». Et du coup voilà c'est parti comme ça et je ne pense pas qu'il regrette. Il regrette de ne pas nous avoir appris la langue, de ne pas avoir plus communiqué avec nous parce que quand notre père ne savait pas parler français, enfin il comprend mais bon, il est toujours avec son accent. Je pense que ça a coupé un peu la communication et que ça fait un peu d'éloignement. C'est pour ça que la langue c'est important, d'apprendre aux enfants à parler. N'importe où on va, on peut parler. On parle espagnol, on parle... On peut parler avec n'importe qui, ça fait du lien, on rencontre n'importe où. Moi quand je suis au Maroc, je rencontre un Français je vais discuter avec lui parce que je me sens quelque part française donc voilà je dis « *écoutez voilà ça va? Vous passez de bonnes vacances? Si vous avez un souci, n'hésitez pas* ». Voilà quoi c'est comme ça. Mon mari je sais que c'est pareil, une fois on était à Marrakech et puis il a vu un groupe d'Allemands passer, et puis ils parlaient en allemand, je sais plus ce qu'ils cherchaient. Ils s'étaient même pas adressés à mon mari et mon mari s'est levé et il a répondu en allemand en leur disant c'est à tel endroit. Donc du coup la langue c'est quand même quelque chose de.. C'est ça qu'il faut. Sinon on abandonne après, on cherche des petits mots donc on ne développe pas le social.

Entretien avec Monsieur Nasr Al M.

Lieu : Chambéry **Origine :** Syrie **Période :** 2007-2015

Mots clés : Guerre, Réfugié, Visa, Diplôme, Daech

« La dernière fois que j'y suis retourné, c'était en 2010. J'ai reçu des photos de là-bas, de mon quartier là-bas. Il est tout bombardé ».

Avant de partir de Syrie, j'étais en master. J'ai fait mon master à Poitiers, le M2, et mon doctorat à Chambéry. Moi je suis originaire du sud de la Syrie, Deraa. Je suis arrivé en France en 2007, avant la révolution. En 2013, mon frère est mort là-bas. J'étais sûr que maintenant je peux pas retourner en Syrie. C'est pour ça que j'ai fait la demande d'asile. Elle a été acceptée. Maintenant, j'ai le statut de réfugié. Ça fait un an et demi que j'ai le statut de réfugié.

J'ai ma femme ici et mes enfants ici mais ma mère, mon père, mes frères là-bas. Bon il y a trois mois j'ai un frère qui est arrivé ici. Il est avec moi maintenant. Le 23 avril, il est arrivé en France. Il est arrivé en France à pied. Il a mis un mois. Il a fait à pied les voyages de frontières des pays. Il y a 50 kilomètres. Chaque frontière c'est 50 kilomètres. Il est arrivé le 23 avril.

Je n'étais pas marié quand je suis arrivé en France. Je me suis marié en Syrie. Je suis retourné en Syrie pour me marier. Depuis le 2 avril, j'ai trois enfants. Maintenant, j'ai un petit garçon de trois mois. Avant de me marier, j'habitais chez mes parents mais quand je me suis marié... Notre appartement faisait deux étages, moi j'ai pris le deuxième étage.

J'étais à l'Université de Homs, dans le centre de la Syrie. J'ai fait mes études à l'Université de Damas et la bourse de l'Université de Homs parce que c'était un contrat avec l'Université. On doit avoir une bourse pendant 4 ans et il faut retourner en Syrie, il faut travailler le double de la période à l'université. Parce que comme ça toujours le régime il absorbe. On est obligés de retourner en

Syrie. Quand on dit boursier, ça veut pas dire je te laisse l'argent parce que moi je suis boursier alors que le gouvernement a arrêté la bourse en 2011. J'ai pris un an. J'ai fait 4 ans de cours de français mais c'est noté comme un an. Et 4 ans, et puis on peut dire un an et demi, ça fait presque 6 ans et demi donc je dois travailler chez le gouvernement 13 ans sinon le gouvernement doit vendre notre maison, la maison de ma famille, la maison de mes parents pour récupérer l'argent. Maintenant c'est plus comme ça parce que j'ai reçu un mail: « *Maintenant vous n'allez pas retourner en Syrie et on est obligés de vendre votre maison* ». Mais elle est bombardée. Ils ont fait ça avec d'autres personnes. Soit ça ou on rembourse le double du salaire, par exemple moi je touche 1000€ par mois en bourse, pendant 6 ans ça fait combien, fois deux. Ça reste comme ça, même s'il y a eu la révolution. Après le régime, bien sûr ça va changer mais maintenant le régime c'est toujours ça pour les étudiants syriens.

En Syrie, j'ai une sœur et trois frères, ils étaient aussi étudiants, un ingénieur en agronomie, et un en mathématiques aussi. Ils ne peuvent pas travailler, ils ne sont que sur les aides parce que comme je vous l'ai dit, ils sont réfugiés sur la frontière de Jordanie. Parce que la Jordanie a fermé les frontières, on ne peut pas sortir de Jordanie et en Syrie ils sont toujours sur la frontière. Parce qu'en Syrie maintenant il y a presque 15 millions de réfugiés, déplacés. À l'extérieur de la Syrie, il y a presque 4 millions à l'extérieur de la Syrie mais en Syrie il y a jusqu'à 8 millions ou 9 millions de déplacés, syriens. Dans mon village, il y a 30 000 personnes et tout le village est bombardé.

Je n'ai pas connu la guerre. Quand je me suis marié, c'était pas encore la révolution. C'était la révolution en mars 2011. Je ne communique pas beaucoup avec ma famille au pays. C'est toujours avec le réseau de Jordanie parce qu'on utilise le réseau de Jordanie comme nous habitons sur la frontière. Ma famille est réfugiée à la frontière de Jordanie. Parce que là-bas, la maison là-bas, la maison de ma famille a été bombardée. La dernière fois que j'y suis retourné, c'était 2010. J'ai reçu des photos de là-bas, de mon quartier là-bas. Il est tout bombardé.

En Syrie, l'Islam c'est 85% de la Syrie. Les autres c'est 15%, il y a plusieurs religion, les Alaouites, les Druzes, d'autres choses comme ça. Il y a plusieurs religions et si vous demandez c'est quoi sunnite ou chiite. En Syrie, il n'y a pas de Chiites. En Syrie, c'est sunnite. Il y a on peut dire 200 000 personnes chiites. La Syrie c'est presque 20 millions et 200000 Chiites.

Ma femme est musulmane aussi. Mais maintenant on entend tous les médias, moi je n'aime pas dire l'État islamique. Les médias disent l'État islamique c'est les terroristes mais c'est pas l'État islamique, c'est Daesh, c'est autre chose. Parce que l'Islam, il ne dit pas de faire ça. L'Islam dit que c'est une religion de

liberté. Même ma femme, je n'ai pas le droit de l'obliger à mettre le voile. En Islam, j'ai pas le droit, c'est son choix. Mais malheureusement dans les médias, on met les terroristes avec l'Islam mais c'est pas ça.

« C'est moi qui ai voulu venir en France, c'est volontaire. Je ne sais pas pourquoi mais depuis longtemps j'aime la France ».

C'est moi qui ai voulu venir en France. C'est volontaire. Parce qu'on a le droit. Moi j'avais travaillé au Koweït en 2005. Malheureusement notre but en Syrie est de finir les études et après de voyager. Avec un étudiant de première année, n'importe quelle spécialité. Quel est notre but, c'est tu étudies, tu veux voyager, tu finis, tu voyages. J'ai travaillé en 2005 au Koweït comme professeur de maths et en 2007 je suis retourné en Syrie comme j'avais le droit aux bourses. J'ai fait le cours de langue française de 4 mois malheureusement. Après j'avais le droit de choisir, soit Angleterre, soit Allemagne, soit France. Moi j'aime la France. C'est pour ça que j'ai choisi. Je sais pas pourquoi mais depuis longtemps, j'aime la France. Tous mes amis sont partis en Allemagne ou sont partis déjà en Angleterre et moi je sais pas. Ils ont dit « *vous pouvez voyager maintenant si tu veux choisir l'Allemagne* » mais moi j'ai dit « *non, je veux aller en France* ». Je ne sais pas, c'est comme ça.

J'ai eu des bourses pour venir en France. Je suis arrivé fin 2007 à Poitiers. Je ne connaissais personne à Poitiers mais il y a des étudiants syriens là-bas. J'ai trouvé quelqu'un: « *Bon je suis Nasr, j'arrive. Si vous pouvez venir me rencontrer à la gare* » et après il m'a dit « *Voilà le CROUS* ». Voilà, c'est lui, c'est quelqu'un syrien que j'ai rencontré mais je ne connais personne là-bas. Comme je suis à l'université, je connais qui a voyagé. Je leur ai demandé, j'ai cherché.

Je suis resté trois ans à Poitiers parce que j'ai fait le M2 pendant deux ans comme j'avais pas de langue française. Je suis resté deux ans et après j'ai fait un an de doctorat. Et malheureusement la Syrie... La spécialité c'est ergodynamique, c'était pas mathématiques et la Syrie n'accepte pas ça. Parce que mes bourses c'est mathématiques appliquées et la Syrie n'accepte pas ergodynamique. Donc j'ai dû financer cette année là parce que l'autre bourse c'est que quatre ans et moi j'ai un an et demi. Donc j'ai gardé un an comme ça. J'ai fait quand même le doctorat, j'ai commencé, j'ai travaillé jusqu'au mois de mai. J'ai recontacté l'Université de Syrie. J'ai fait comme ça, j'ai travaillé sur l'ergodynamique, ils m'ont dit non, on n'accepte pas ça. Il faudra être sur les mathématiques appliquées. J'étais obligé. Soit il faut laisser la première année, soit je perdais la bourse.

Donc je me suis inscrit en doctorat de mathématiques appliquées à l'Université de Chambéry. J'ai un cousin ici, il est médecin à l'hôpital de Chambéry. Lui est français maintenant, ça fait 20 ans qu'il est ici. Une fois en 2009, je suis venu ici pour le visiter. Là-bas à Poitiers, il n'y a pas de montagnes, c'est une ville de stress. J'ai aimé Chambéry, j'ai essayé de contacter des profs ici. Un prof m'a accepté.

J'ai fait ma thèse en quatre ans. J'ai commencé fin 2010 jusqu'à fin 2014. À Poitiers j'ai été pendant deux ans au CROUS avant de me marier. Après j'ai eu un logement parce qu'on n'a pas le droit d'avoir le CROUS quand on est mariés. J'avais les aides de la CAF, l'APL. En 2011, le régime a arrêté la bourse. Je ne sais pas pourquoi mais ils ont arrêté la bourse donc j'étais obligé de travailler. Je travaillais au CROUS pendant mes études, je travaillais comme veilleur de nuit. Si ça suffisait pour vivre ? Bien sûr que non mais bon heureusement mon cousin est ici, il a un bon salaire, il m'a aidé un petit peu. Mais l'aide c'est pas comme ça, gratuit, c'était en attendant que je travaille. J'ai fini, ça fait quelques mois, ça fait trois ou six mois. J'ai fait un doctorat à l'Université de Savoie, Grenoble aussi. Un doctorat en mathématiques appliquées. Malheureusement maintenant, on ne peut pas retourner en Syrie et donc je n'avais pas de passeport et le régime a refusé de me donner un passeport. Je suis allé à l'ambassade pour prendre le passeport. Ils ont dit « *non, il faut retourner en Syrie* ». J'avais un passeport quand je suis arrivé. Comme nous sommes étudiants, nous avons un passeport pour deux ans. Tous les deux ans, nous devons renouveler le passeport. J'avais un visa étudiant en arrivant en France.

Il y avait une association « Avrom », c'est un nom, c'est une association d'union des étudiants syriens, c'est le régime qui gère ça. C'est une association pour écrire des rapports sur les étudiants syriens parce qu'elle a fait comme ça, elle a, je sais pas comment on peut dire, pour le régime toujours ils ont absorbé. Absorbé c'est parce qu'on ne peut pas être contre le régime... Bon après la révolution, on a créé une association des étudiants syriens libres mais maintenant malheureusement, on n'est plus étudiants syriens. Presque tous les étudiants syriens ont fini parce que ça fait 4 ans que personne n'est venu en France comme étudiant boursier. Je sais que pour la Syrie maintenant au moins on a besoin de 10 ans, 20 ans. C'est pas ma voix, c'est la France qui dit ça et l'Amérique qui dit ça. Les problèmes en Syrie on a besoin d'au moins 10 ans. Pendant 10 ans moi, ça fait 8 ans en France et maintenant je sens qu'il n'y a rien en Syrie. La Syrie maintenant pour moi c'est... J'aime bien retourner en Syrie, je décide de participer à la construction de la Syrie, aider les syriens mais on pense que ça va être dur. Pendant 10 ans au moins.

« La nationalité française j'aimerais mais il faut travailler, il faut du temps ».

Ma femme m'a rejoint après parce que j'ai fait un an ici et après je suis retourné, je me suis marié là-bas en Syrie et je suis revenu ici et elle m'a suivi. Elle avait un visa visiteur. J'ai écrit que c'était ma femme, qu'elle vient avec moi. Elle a eu un visa visiteur. Ma femme, elle n'a pas eu le droit de travailler quand elle est arrivée ici comme elle a le visa visiteur. Bon maintenant comme elle a le statut de réfugié, bon ma femme elle a un brevet professionnel de pâtisserie mais maintenant elle fait des cours de français.

Mes enfants. Lina a 6 ans et Rim 4 ans. Et Mohamed 3 mois. Les deux premiers vont à l'école et ils parlent beaucoup mieux français que moi. Des fois je parle français et ma fille me dit « *Non, parle arabe, c'est mieux!* ». En famille, nous parlons en arabe. C'est bien aussi. C'est un conseil de l'école. Les enfants doivent avoir deux langues, trois langues, pour ne pas perdre. Ils sont tous les trois nés en France mais n'ont jamais été en Syrie. Ils n'ont même pas de passeport. Ils n'ont pas la nationalité française non plus, ils sont sous le statut de réfugié. Pour la nationalité française, j'aime ça mais il faut travailler, il faut du temps. Comme cette année j'ai fini, j'ai travaillé comme prof de maths, j'ai pas trouvé quelque chose à l'université. J'ai travaillé à Evian et comme prof de maths j'ai travaillé aussi à Saint-Pierre-d'Albigny. Là-bas collège et Evian lycée. C'était des remplacements. 3 mois à Evian et 2 mois ou 3 mois à Saint-Pierre-d'Albigny.

Mon frère est venu en France parce que bon, et malheureusement ils ont pris les empreintes en Hongrie. Il va être obligé de demander l'asile là-bas, on a le 28 mais ils ont dit c'est une procédure de Dublin on va contacter avec la Hongrie, on a pris un autre rendez-vous le 10 juillet, ils ont dit on n'a pas reçu encore la réponse de Hongrie, vous avez un autre rendez-vous le 12 août donc pour l'instant il habite chez moi. Il n'a ni papiers, ni diplômes. C'est lui qui a fait des études de mathématiques, il a une licence. Ici ils sont obligés de refaire la L3 ici parce que lui a fini depuis 2012 alors il va aller à l'université et comme ça maintenant il est obligé de refaire la L3.

« À Chambéry j'ai rencontré des Français, j'ai des amis, c'était plus facile ».

Actuellement, il n'y a plus d'étudiants en Syrie. En fait, les Syriens en France ne sont pas partis. On arrive avec une bourse de la Syrie pour continuer les études, comme ma situation. Tous les Syriens en France sont des étudiants. Maintenant on peut dire, tous les Syriens en France sont des docteurs parce qu'on a fini. Ça fait quelques semaines qu'on a fini les études. Bon ici, nous sommes trois

familles, quatre familles. Je connais quatre familles mais peut-être qu'il y en a plus.

Je veux rester à Chambéry. Parce que bon moi j'ai visité plusieurs villes, je suis allé à Toulouse, Poitiers, Nantes, Paris, Strasbourg... J'ai trouvé le meilleur ici. Cette région-là, c'est pas forcément Chambéry mais cette région. Pour Poitiers, c'était comme ça. Parce qu'il faut contacter avec plusieurs universités. Par exemple, j'ai contacté avec Besançon mais c'était acceptation de M1. À Toulouse ici aussi et j'ai choisi comme ça. Peut-être parce que je suis arrivé à trouver quelqu'un à Poitiers.

À Chambéry, j'ai rencontré des Français, j'ai des amis mais à Poitiers non. À Poitiers, j'étais toujours avec des Syriens. Mais ici à Chambéry c'était plus facile.

On a créé une association pour la Syrie. C'est Savoie Syrie Solidarité. On essaie de faire des collectes pour la Syrie. Au départ, ça marchait bien mais malheureusement maintenant les gens, tout le monde pense qu'en Syrie il n'y a que Daesh, soit le régime, soit l'État Islamique. Malheureusement maintenant... Avant, avec les collectes, on avait 4000 euros, maintenant si on fait des collectes on a 600 euros. De 4000 à 600... On a contacté des gens, ils ont pensé qu'en Syrie, soit le régime, soit Daesh. Mais même là-bas en Syrie, personne ne parle sur le peuple syrien. Et malheureusement aussi, le régime attaque les rebelles. Ils n'attaquent pas Daesh parce que le régime veut ça : le régime a bien travaillé pour que l'image soit, soit moi, soit l'État Islamique, et malheureusement il y est arrivée. Il n'a jamais attaqué l'État Islamique et même chose Daesh n'a jamais attaqué le régime. Par contre le régime a acheté le pétrole de l'État Islamique, il a acheté du gaz de Daesh parce que Daesh a pris le pétrole du régime et le régime l'a acheté.

« J'aurais jamais pensé rester aussi longtemps ici. J'aime la France mais je veux pouvoir revoir ma mère ».

J'aurais jamais pensé rester aussi longtemps ici. Comme je vous disais j'aime la France, j'étais content de vivre ici mais jamais pensé y vivre tout le temps. Ma famille aimerait venir. Maintenant il n'y a pas d'hôpital en Syrie, il n'y a pas de médecin, avant on a découvert que ma mère est malade, le cancer au sang, mais maintenant c'est transfert sur les cuisses. Bon j'ai déposé une demande de visa pour ma mère et la France a refusé. On a dit que j'ai le salaire, le travail, j'ai un logement, ils ont dit qu'elle va rester en France après le visa de trois mois, parce que les docteurs ont dit que c'est déjà grave, on peut pas faire des choses maintenant mais bon juste pour voir ma mère, ça fait 4 années. Et la réponse

« *nous avons estimé qu'après le visa visiteur, elle va rester en France et pour ça...* ». Et après j'ai envoyé un courrier de recours à Nantes et malheureusement la réponse « *votre logement est trop petit et pour ça on va refuser le recours* ». L'ambassade a accepté le logement parce que maintenant j'ai un logement de 70m² et ils ont donné l'affectation. Peut-être c'est ça l'objet de la France de refuser. Parce que je connais beaucoup de gens qui sont refusés. C'était juste pour ma mère, pour… Je ne sais pas si on peut dire les derniers jours. Moi je veux pouvoir revoir ma mère.

« Après les attentats de Charlie Hebdo, ma femme est restée une semaine, elle n'est pas sortie de l'appartement parce que tous les gens la regardaient. Pour la première fois en 8 ans ».

La France est normale avec moi. Avec mon frère non mais pour moi, j'ai vécu comme tous les gens ici. Si j'ai été à la CAF, au gaz ou à l'électricité ou l'eau chaude, toujours il faut présenter une pièce d'identité, comme tous les gens. Mais un réfugié qui vient d'arriver en France, non. Par exemple mon frère est sans logement. Il habite pourtant en France, son dossier est en train d'être suivi mais malheureusement il est sans logement maintenant, il est sans personne. Par contre si on regarde les autres pays, par exemple l'Allemagne, je connais des Syriens qui sont en Allemagne, parce que c'est elle qui a accepté beaucoup de réfugiés syriens. Quand vous arrivez, la police vous prend, vous emmène dans un camp, ça marche comme ça, tout ça c'est régulier. En France non. Si tu es réfugié, ok on étudie votre dossier. Si j'imagine si je suis pas en France, où il va vivre mon frère. Avec qui ? En France ça n'existe pas.

Il n'y a pas d'association qui l'aide. Notre association elle aide les syriens, on a refusé de l'aider car on aide les Syriens en Syrie. Comme il est arrivé en France, il est meilleur que les autres. Il y a d'autres associations mais malheureusement c'est la loi en France, les associations ne peuvent rien. Il faut attendre les décisions. Mais malheureusement j'ai demandé à la préfecture combien on va devoir attendre la réponse de Hongrie, ils m'ont dit peut-être un an. Pendant un an, il ne peut pas suivre ses études, il ne peut pas faire des cours en français, il ne peut pas travailler, il va rester chez moi. Il ne peut pas avoir un logement au CROUS. Bon malheureusement en France sur ce point là, il n'est pas bien traité.

Après les attentats de Charlie Hebdo, ma femme est restée une semaine, elle n'est pas sortie de l'appartement pendant une semaine parce que le lendemain du jour de Charlie Hebdo, on est sortis à Carrefour et quand on est rentrés elle m'a dit « *tous les gens me regardent* » comme ça, ça fait 8 ans et c'est la

première fois qu'ils me regardent comme ça et elle a décidé de rester au calme pendant une semaine. Après ça s'est calmé et maintenant c'est normal. Mais après on a entendu qu'il y a des filles ici à Chambéry, des gens qui attaquaient des filles qui mettent le voile. Et donc elle a décidé de rester. Elle porte le voile. Moi je suis pas content des médias, ils mettent toujours l'Islam comme les terroristes. Même les médias en France, ça c'est pas bien pour l'avenir, pour le futur. Parce que les gens, si un pays comme la France n'arrive pas à être ouvert pour les migrants, imagine maintenant il y a 1000 Français en Syrie avec Daesh. Après ça va revenir en France et tu sais c'est grave. Pour moi la solution pour la France c'est d'être ouvert. Je pense que ceux qui joindront Daesh c'est des gens qui sont au chômage, soit pauvres soit avec des problèmes. C'est pour ça l'État doit régler ces problèmes-là, on ne peut pas surveiller tous les gens. Moi je pense que c'est un problème, c'est des gens qui n'ont pas d'espoir.

Les Kurdes contre Daesh (*il décrit la carte*), le but de l'Amérique et de la France, c'est qu'ils n'ont pas trouvé de gens qui attaquent Daesh, ils n'ont pas demandé au régime son aide pour attaquer Daesh, ils n'ont pas demandé aux rebelles, à l'Armée Syrienne Libre. La France et l'Amérique aident les Kurdes à attaquer Daesh. Mais le problème des Kurdes, l'objet c'est pas d'attaquer Daesh, c'est de construire un État. Par exemple les Kurdes c'est vrai ont attaqué Daesh, ils ont libéré des villages mais malheureusement ils ont tué les Sunnites, les civils dans les villages pour faire des villes de Kurdes. Maintenant, la France et l'Amérique ont demandé à l'ASL d'aider les Kurdes pour attaquer Daesh. Ils ont refusé parce que les Kurdes ont attaqué les Sunnites, attaquent les rebelles syriens. Maintenant, c'est vraiment très compliqué. Bon je dis malheureusement maintenant l'Amérique a attaqué entre guillemets les groupes islamiques, la Syrie toute la Syrie c'est d'Islam donc c'est normal d'être un groupe du nom d'Islam mais malheureusement l'Amérique a attaqué certains niveaux comme ça et Daesh a attaqué ces groupes là et l'ASL et le régime attaquent. Et malheureusement maintenant beaucoup de Syriens ont commencé de rejoindre Daesh parce qu'ils n'ont pas de solutions. Même en Irak, l'Amérique aide les peuples pour attaquer Daesh, l'Iran aide les Chiites pour attaquer Daesh mais après les Chiites et les Kurdes ont tué les Sunnites quand ils ont libéré les villages. Maintenant les Sunnites en Irak ont refusé de participer à la guerre contre Daesh et beaucoup de gens ont rejoint Daesh parce que c'est la seule solution. Si tu es faible, tu cherches à rejoindre quelqu'un. Les jeunes n'ont plus rien. Soit je reste comme ça et le régime des Kurdes va attaquer Daesh et après va me tuer Soit je rejoins Daesh. Si vous avez vu une vidéo de la ville de Daesh, elle est vraiment une ville, je ne dis pas comme Paris, mais vraiment des villes calmes avec des marchés, les gens qui vivent normalement. Par contre les villes du régime, il y a toujours l'armée, les polices qui frappent les gens. Les villes des rebelles, l'ASL, la même chose. Les seules villes vraiment, si vous avez vu les

vidéos, les seules villes normales, ce sont les villes de Daesh. Récupérées par Daesh et ça donne un eldorado pour les gens, ils vont vivre bien. Malheureusement aussi Daesh est forte. Et malheureusement si la situation restait comme ça jusqu'à fin 2015, personne ne pourra attaquer Daesh ou gagner sur Daesh parce que maintenant, dans les villes de Daesh, Daesh c'est pas un groupe, c'est un peuple. Malheureusement c'est ça. Ça fait 3 ans, les enfants, même dans l'école, il y a une génération qui sort, imaginez dans l'école de Daesh, quelqu'un qui avait 10 ans. Maintenant ça fait à peu près 3 ans, il a 13 ans. Sa mentalité maintenant c'est bon, c'est une génération vraiment. Maintenant regardez dans les vidéos de Daesh, ils ont tué quelqu'un, c'était un enfant de 13 ans, imagine quelqu'un de 13 ans peut tuer quelqu'un. Maintenant lui c'est fini pour lui, pour sa famille.

Entretien avec Madame Bergamotte Hébrard

Lieu : Rumilly	Origine :	Période : 1860-2015

Mots clés : Rumilly, Industrie, Musée

Développement industriel

Ce que j'ai identifié pour les migrations à Rumilly, c'est qu'elles sont liées au développement industriel de la ville, beaucoup. Il faudrait vérifier mais dans les années 1920, il y a l'implantation d'une usine Orsina qui sera la Compagnie générale du lait, Lait Mont Blanc et donc c'est une entreprise suisse qui m'a-t-on dit, vient s'installer en France pour pouvoir rentrer sur le marché de l'exportation des colonies, et notamment l'exportation de lait concentré sucré vers le Maroc et l'Algérie donc là il me semble qu'il y a eu, l'usine a été mise en route par un groupe de cadres suisses qui sont venus développer l'activité dans les années alors je crois que la première boîte de lait concentré a dû sortir de l'usine en 1922, donc voilà dans les années 1919/1920 il y a une implantation de cette usine. Donc là moi ce qui m'intéressait là-dedans c'est qu'ils vont mettre en place une petite cité ouvrière et donc on aurait vu aussi un développement urbain, de la ville en fait, derrière l'usine avec des maisons de cadre, type chalet suisse m'a-t-on dit et puis une petite cité ouvrière pour accueillir les premières ouvrières. C'était beaucoup des ouvrières qui faisaient du coup la transformation du lait qui était récolté un petit peu sur les fermes, transformé sur l'usine et ensuite réexpédié. Et ils ont fait aussi dans les années 50 les laits Guigoz.

Eric Orsel est un des donateurs du musée, il nous a fait don d'un objet l'année passée et donc c'est le fils de Guy Orsel. Et Guy Orsel était le PDG de l'usine Lait Mont Blanc après 1945. J'ai ressorti ça, il y a une petite notice sur le Lait Mont Blanc dans le, où Guy Orsel est cité donc on pourra regarder si vous voulez tout à l'heure. Ensuite pour les mouvements français on a l'installation dans les années 1960 de l'entreprise Tefal qui vient de région parisienne et qui donc dans son développement se trouve un peu contraint en région parisienne pour

développer son activité et donc se rapproche, vient s'installer à Rumilly pour se rapprocher de son fournisseur de plaques alu qui sont les forges de Cran et donc là aussi il y a une petite notice dans la vie économique et l'histoire des entreprises de Haute-Savoie. Donc il y aurait eu en fait un deal passé entre la ville de Rumilly, les forges de Cran et les forges de Cran auraient investi dans le terrain pour implanter Tefal ici, en échange de quoi ils auraient signé 10 ans de contrat pour la fourniture des plaques d'alu. Voilà donc là il y a aussi les premiers ouvriers spécialisés qui viennent implanter l'usine donc là on a aussi une immigration spécialisée. Mais après la main-d'œuvre de la première usine, c'est des gens, c'est des locaux qui viennent faire tourner l'usine. Là comme contact c'est un petit peu plus difficile parce que c'est le groupe SEB. Peut-être qu'il y a eu des études qui ont été faites par le groupe SEB. Nous ici en interne on a une élue, Mme Viviane Bonnet qui est ancienne directrice des ressources humaines chez Tefal pour je pense ça devait être dans les années 80/90. Donc peut-être que elle elle pourra vous en dire un petit peu plus justement sur la politique, enfin qui était recruté et qui encadrait l'entreprise.

Les tanneries

Dans les années 70/80, on a une immigration turque. Alors ce qu'on m'a dit c'est que c'était à l'initiative des tanneries puisqu'il y a à Rumilly des tanneries assez anciennes et qui se sont déplacées dans les années 80, ils ont construit le nouveau bâtiment et ils auraient eu une pénurie de main-d'œuvre, main-d'œuvre qualifiée et donc ils seraient allés chercher des Turcs, une population turque, pour son savoir-faire lié à la tannerie, lié au travail du cuir. Et là je sais qu'une de mes collègues avait rencontré une personne, le directeur du site de la tannerie BCS à Rumilly. J'ai aussi le contact d'un ancien PDG des tanneries qui a été longtemps conseiller municipal et aussi un contact d'un ouvrier récemment retraité, M. Maden, qui serait venu de Turquie avec un numéro de téléphone. Voilà. Donc ça on pourra regarder ensemble si vous voulez et puis il y a aussi à Rumilly une association culturelle turque donc peut-être que eux aussi pourraient, seraient en capacité d'expliquer le lien entre Rumilly et la Turquie. Voilà donc ça c'est plutôt, moi ce que j'avais identifié comme des immigrations vraiment liées au développement industriel. Les tanneries existent toujours, maintenant je crois qu'elles sont en SCOP. Et c'est donc, BCS ça veut dire Beaud Challes Solap. Ce sont les noms et la famille Beaud ils sont tanneurs à Chambéry mais depuis beaucoup de générations puisque moi quand j'ai regardé dans les années 1830 ils étaient déjà tanneurs à Rumilly. Là on a un petit et même bien avant ça mais là ils remontent pas jusqu'à l'époque contemporaine.

L'immigration bosniaque

Après on a, on a aussi une population qui provient de Bosnie mais ça parce que voilà, que nous on connaît parce qu'on a pas mal de collègues qui sont bosniaques mais ça je, je sais pas trop à quelle époque et je sais pas trop dans quelles circonstances. Après la guerre quoi, j'imagine.

C'est lié à la guerre oui, c'est les années 92-95. Oui parce que ADOMA qui s'appelait SONACOTRA auparavant avait installé en Savoie et Haute-Savoie des constructions provisoires pour accueillir les bosniaques donc ils avaient à ce moment-là des modulaires qui permettaient d'assembler très très vite des petits immeubles et des appartements en provisoire et donc ils auraient comme ça accueilli beaucoup de familles dans la région dont certaines seraient probablement restées ici.

Oui donc nous on a des gens qui sont là depuis plusieurs années, moi j'ai une collègue qui a travaillé ici au service d'entretien donc que je peux éventuellement contacter si ça vous intéresse, pour raconter un petit peu son parcours, voilà. Qui sont installés depuis longtemps et qui, et puis qui font même des démarches d'obtenir la nationalité française. Voilà pour Rumilly. L'état de mes connaissances en gros.

Les recensements

J'ai regardé un petit peu dans les archives communales les recensements. Donc j'ai ressorti des recensements de population mais j'ai pas encore eu le temps de regarder ce qu'il en était exactement mais pour les périodes les plus récentes, c'est pas communicable. On est encore sur de la communicabilité à 50 ou 75 ans et on est pas dans les délais. Donc là par contre peut-être éventuellement rencontrer la directrice du CCAS ou le responsable de la police qui peut-être en savent un peu plus sur le contenu des dossiers sans divulguer des noms précis.

Les archives des années 1860/80, je les ai pas ouvertes, je les ai prises mais je les ai pas ouvertes donc je vous propose qu'on jette un petit œil. Alors j'avais pris ça ça doit être la police, alors mouvement de population. Le 11LL mais je n'en sais pas plus. J'ai pris aussi donc 4LL c'était la police. Et puis ensuite j'ai pris des petits sondages comme ça de recensement. J'ai pris recensement de population 1858, voilà, autour de 1858. Je me suis dit on pourrait peut-être voir des choses là, j'ai pas mal de choses, je vous ai d'ailleurs imprimé les listes et j'ai pris des registres des populations de la ville, voilà. Donc voilà des fois c'est marqué recensement des fois c'est population, des fois dénombrement mais là je n'ai pas tout descendu parce qu'il y avait vraiment beaucoup de rayons. Donc si vous voulez regarder ça et puis du coup j'ai pris aussi les tables de naissance,

1850/1900. 1800/1850 en disant peut-être qu'on verra apparaître des choses, en regardant comme ça vraiment très rapidement je n'ai rien vu.

L'industrie du tabac

Le début de l'industrialisation de Rumilly ça se situe assez tôt, alors si on se réfère à cette maison, donc j'ai cru, je me souviens avoir lu qu'elle avait été construite dans les années 1860. Voilà, alors ici, ça c'est l'hypothèse qu'on va vérifier parce qu'on attaque la recherche sur l'industrie à Rumilly cette année. Mon hypothèse c'est que ça a démarré avec l'industrie du tabac donc au tournant du rattachement. Puisqu'après le rattachement à la France, on a trouvé dans les archives beaucoup de correspondances entre le conseil municipal et la préfecture pour obtenir un droit de culture du tabac et du coup il y a une forte mobilisation des agriculteurs locaux et du conseil municipal pour obtenir ce droit de culture et qui commence par un essai, des essais de culture du tabac pour essayer un petit peu de relancer une agriculture qui est difficile dans la région. Après plusieurs transactions, on leur dit « Oui oui, faites des essais ». Bon l'expert vient, il constate qu'effectivement la culture du tabac est possible mais ils ne veulent pas investir donc il y a une souscription publique qui est lancée et ce premier bâtiment dans lequel on se trouve aujourd'hui est construit en 1862, du coup par souscription pour avoir un bâtiment qui permette d'accueillir les premières récoltes, donc les premiers essais commencent tout de suite en 61 et en 62 ils construisent le bâtiment. Parce qu'ils sont un peu dépassés la première année, ils ont mis du tabac un peu partout à sécher et du coup, autour de la manufacture va se mettre en place en fait un réseau. Tous les agriculteurs vont faire un ou deux hectares de tabac et beaucoup beaucoup de fermes vont du coup se mettre à cultiver du tabac puisque le monopole d'État n’achète pas à prix garanti, mais garantit l'achat des récoltes et met même en place les premières organisations de mutuelles, ils assurent les cultures, etc. Donc c'est vraiment très très codifié, d'un côté très contraignant mais d'un côté aussi sécurisant pour les fermes. Ça permet de faire des petits revenus garantis tous les ans. Et donc la manufacture, enfin le magasin du tabac va organiser comme ça la production sur les différentes fermes. Au niveau temporalité, le tabac est récolté l'été, sur les mois de juillet et août, séché sur la ferme, environ deux trois mois et ensuite livré pendant l'hiver au magasin donc les tabaculteurs sont convoqués dans le courant du mois de décembre pour livrer leurs récoltes. Là il y a des acheteurs du monopole qui font la transaction avec les agriculteurs et ensuite le tabac est entreposé pour la fermentation dans ces bâtiments. Il y avait trois corps de bâtiment et là il y a une main-d'œuvre qui est embauchée pendant l'hiver, pendant la période creuse agricole pour faire la fermentation des bancs. Il faut tourner le tabac pour que tout fermente et il y a une partie des ouvriers agricoles

et aussi les femmes, les jeunes femmes qui ne sont pas encore mariées qui viennent travailler comme ouvrières au magasin. Ce modèle-là un petit peu d'ouvriers, d'ouvrières qui ne sont pas utiles à la ferme et qui viennent travailler à l'usine et la production de plein de petites quantités réparties sur tout le territoire, c'est le modèle aussi qu'on va retrouver sur le Lait Mont Blanc dans les années 1920, puisqu'ils vont mettre en place un système de collecte sur les fermes avec des postes à lait où le camion du coup de la compagnie générale du lait va faire le tour des fermes quotidiennement. Ils viendront récupérer les pots de tous les laits qui ont été récoltés sur les fermes…

Rumilly : carrefour des deux Savoie

1864, c'est l'inauguration de la voie de chemin de fer qui relie Annecy à Aix les Bains et qui passe par Rumilly. Les productions peuvent être acheminées dans un réseau soit de transformation, c'est le cas du tabac, soit de distribution d'une autre ampleur aussi. Donc c'est aussi l'ouverture sur des nouveaux marchés et une autre organisation, là on est plus dans les échanges locaux. Même si Rumilly a longtemps et est encore du fait de sa situation géographique de carrefour, en pleine aussi, a longtemps été aussi un lieu de foire agricole et de marché pour tout le territoire.

Alors on ne pense pas qu'elle soit de formation romaine, en tout cas on a aucune certitude archéologique qui nous permette de témoigner de ça. Par contre elle est médiévale et avec des chartes de franchise qui datent du 12è siècle. Donc on sait qu'au 12è siècle et ensuite, qui ont été confirmées successivement par les comtes, les comtes de Genève et les comtes de Savoie du coup il y avait des privilèges de la ville et notamment des places de marché et de foire. Et il y a eu très peu de fouilles qui ont été faites à Rumilly donc on n'a pas de certitude archéologique.

Le Karthala des Comores.

(avec le trésorier et le président de l'association).

Lieu : Chambéry **Origine :** Comores **Période :** 1980-2015

Mots clés : Association, Culture, Traditions, Transmission.

C'est à peu près dans les années 80 que les premiers Comoriens sont arrivés sur Chambéry. De Marseille, il y a des gens qui sont venus de Marseille, d'autres des Comores. Nous on vient de la Grande Comore. En fait, la Grande Comore. Les Comores sont divisées par des petites îles, il y a Anjouan, Mohéli et Mayotte, et la Grande Comore. La majorité sont de Ngazidja et ensuite de Mayotte et après Anjouan et Mohéli. Même en France, ils sont pas beaucoup. C'est surtout la Grande Comore.

Je suis venu à Paris, après Nîmes, 2001 que je suis arrivé à Chambéry. Je suis né à la Grande Comore. Je suis arrivé à Paris en 2000.C'est le travail. Parce que j'étais à Paris, après Marseille, à Nîmes. Je suis arrivé ici en 2002 et je suis resté.

« Nous on est ouverts, on est ouverts à toutes les associations, à toutes les origines parce que nous c'est surtout ça notre but ».

Elle a été créée en 95. C'était l'époque de nos parents. Ils sont arrivés et du coup ils cherchaient un local. Quand on leur avait expliqué justement qu'ils ne pouvaient pas avoir un local comme ça, sans avoir de statut, etc. ils ont voulu monter une association, avoir un local, de telle sorte à ce que ils puissent mettre, avoir des aides par rapport à leurs enfants, des cours de soutien, des cours d'arabe. Essayer de mettre en avant la culture comorienne et aussi la culture française, parce que c'est très important. On organise des sorties on a même aussi comme des danses.

On fait trois activités. Mais il y a un problème maintenant, parce qu'avant, maintenant les salles il y a une limite. On ne peut pas faire des activités comme avant parce qu'il y a deux salles par an, nous on est 4 fois. Surtout le local qu'on a maintenant, c'est trop trop petit. On fait la demande à la mairie ça fait 2 ans, 3 ans. Ils n'ont pas trouvé. Parce que c'est trop petit avec les enfants, les familles grandissent. On n'a pas de subventions de la mairie. Quand la mairie organise des événements comme le marché du continent, on essaie, on participe, on vend des trucs. C'est un peu comme ça qu'on arrive à récolter quelques fonds. On invite tout le monde, on invite tout le monde, toutes les associations sont les bienvenues. La dernière fois, on avait un repas dansant, moi je les avais invité parce qu'à chaque fois qu'on a des réunions, on essaie de se tenir au courant et puis bon eux quand ils ont des activités ils nous invitent donc moi j'ai l'occasion de participer quand je peux donc je me dis pourquoi pas les inviter, pour justement leur faire découvrir notre culture, nos traditions, nos repas, etc. Il y en a qui peuvent venir, d'autres malheureusement ne peuvent pas. Mais nous on est ouverts, on est ouverts à toutes les associations, à toutes les origines parce que nous c'est surtout ça notre but. Quand l'association a été créée au début, c'était vraiment réservé à la communauté comorienne et puis avec le temps, on s'est dit non on peut pas continuer à rester comme ça. On a voulu justement développer…

On enseigne le comorien, la culture comorienne, l'éducation comorienne, les traditions comoriennes. En même temps aussi la culture française, les traditions françaises. Ça c'est quand même important. Si un enfant va à l'école et admettons qu'il ait des problèmes de scolarité... On fait des cours de soutien scolaire. Il y a des écoles coraniques. On a aussi un professeur qui enseigne l'école coranique pour les enfants. Il le fait bénévolement, il refuse catégoriquement qu'on le rémunère malgré les efforts, il fait énormément d'efforts. C'est quand même quelqu'un qui travaille la semaine et il donne des cours le week-end. Il n'a pas beaucoup de temps pour lui et sa famille mais il a énormément de volonté et de toute manière, chaque fois on n'arrête pas de le remercier de ce qu'il fait parce que il n'y a pas beaucoup de gens qui... C'est très très très bien. Il n'y a pas que les Comoriens dans la classe de coran.Ils restent jusqu'à 25 ans, il y en a 26, maintenant... C'est le week end. Les jours de vacances ou comme ça.

On a 80 adhérents. Ils ne sont pas tous sur l'association. Et puis il y aussi d'autres associations comoriennes sur Chambéry. Il y a deux associations, deux ou une. Bon une en plus. C'est aussi pour les enfants. Mais nous on était la première association, depuis les années 95, en 1995. La deuxième association est arrivée je crois c'était en 2010 qui s'appelle Malezic. Il me semble c'était 2010/2011. Ça veut dire éducation.

« Réalisez votre rêve, faites ce que malheureusement nous on a pas eu l'occasion de faire, parce que vous vous avez de la chance d'avoir des parents qui sont disponibles, qui seront toujours là pour vous ».

À l'époque ils n'étaient pas beaucoup mais nous quand on a commencé à prendre la direction de l'association, on a commencé à améliorer un petit peu, pour les enfants. C'est pour ça l'équipe qu'on est maintenant a problème de salle.

On sous-loue pour des fêtes, des danses. Parce qu'on a voulu aussi créer un groupe de danse pour les jeunes, de la danse de tradition comorienne. Ça dépend de ce qu'on veut faire mais généralement c'est surtout par rapport à ça. On organise des mariages, des mariages comoriens. C'est l'association qui s'occupe de ça, l'organisation. Les grands mariages, ça c'est une obligation. C'est tous les ans. Là ils sont tous partis. Avec le ramadan qu'il y a eu ils partent tous. On a des gens qui ont des problèmes de logement, qui font des demandes de logement et malheureusement qui n'arrivent pas à trouver des logements. Moi le premier d'ailleurs. Des problèmes il y en a toujours. Moi le premier. Parce que ça fait quand même 2 ans. J'ai fait deux demandes et malheureusement il n'y a pas, soit on va me proposer à Chambéry-le-Haut et je ne veux pas aller là-bas parce que c'est un petit peu loin par rapport à mon lieu de travail. Je veux me rapprocher de mon lieu de travail. Après on se contente de ce qu'on a. Mais bon ce problème de logement on le connaît toujours parce qu'il y a des personnes qui ont des logements qui sont malheureusement très chers… Surtout les gens qui déménagent, qui ne connaissent personne. Il ne connaît personne, alors il est obligé de chercher une association. Les femmes comoriennes travaillent. Dans l'hôtellerie, le nettoyage. Après vous avez des jeunes qui font des boulots soit dans la vente ou dans les finances.

Sur Chambéry il n'y a pas beaucoup de femmes seules. Il n'y en a pas beaucoup. Il doit y avoir une petite minorité de femmes seules. Mais sinon la minorité sont mariées, elles vivent avec leur conjoint, les enfants. Mais bon après les femmes qui vivent seules ont malheureusement du mal à s'adapter au sein de la société française. Nous on est là justement pour les aider. Que ce soit dans leurs démarches administratives ou même dans la vie de tous les jours. Vous avez des gens qui parlent pas très très bien le français ou qui comprennent pas malheureusement quand on leur parle, ben... Elles sont perdues.

Aujourd'hui quelqu'un qui vient des Comores va plus parler l'anglais parce que maintenant l'anglais est devenu une langue internationale. Il y a beaucoup d'écoles aux Comores, même des universités où ils parlent beaucoup l'anglais parce que le tourisme se développe. On a beaucoup d'Anglais, d'Américains et donc du coup c'est devenu une langue principale, voilà. Le français un peu moins. On va dire que le comorien est plus connu, sa matière préférée en fait

c'est surtout les mathématiques. Ils maîtrisent très très bien les mathématiques, vous lui demandez de faire n'importe quel calcul, il n'a pas besoin de calculatrice, il le fait de tête. C'est vrai qu'on a pas mal de problèmes sur la langue française. Mais les gens se débrouillent. Il y en a qui ont du mal à s'exprimer mais ils arrivent quand même à se faire comprendre.

Les gens qui quittent Marseille, ça c'était arrivé pas dans les années 90 mais plus là donc il y a quoi 4 ou 5 ans. Beaucoup de violence c'est clair, beaucoup de violence et malheureusement c'est dommage à dire mais la majorité des violences, c'est les Comoriens. Parce que les gens n'ont pas de boulot, l'État ne fait rien pour ces jeunes là, ils sont perdus soit parce qu'ils ont des problèmes familiaux donc ils n'ont plus de repères, et donc voilà la facilité pour eux, c'est quoi c'est faire des trafics, vols, pas mal de condamnations. Il y avait dans les années 80... Fin 90, une affaire qui s'est déroulée à Marseille, un groupe comorien qui a été arrêté pour une affaire de vol dans un entrepôt. Il y avait des vêtements de marque etc. Quand ils sont passés devant le juge, le juge était étonné en fait. À l'époque les Comoriens étaient calmes, discrets. Un Comorien qui arrivait qui n'avait pas de situation, qui n'avait pas de papiers entre guillemets, ils disaient ben écoutez il est là pour faire sa vie, on ne va pas le réexpédier chez lui alors qu'il a fait le voyage pour ça donc le juge donnait justement des délais, « É*coutez on vous donne du temps pour que vous essayez de régulariser votre situation* » et quand il y a eu ces jeunes justement qui ont été arrêtés pour ce trafic là, il n'y croyait pas en fait, il disait « *vous n'êtes pas des Comoriens* ». Ils demandaient pourquoi : « *ben non parce que j'ai jamais entendu un Comorien faire un tel délit pareil. Qu'est-ce qui vous est passé par la tête pour en arriver là ? »* Et du groupe qui était là, il y en a pas un qui a su dire quoi que ce soit. Pas un. Même lui ça l'a tellement blessé. Il y a des lois et malheureusement quand on commet des délits, les délits sont punis. Quand on voit aujourd'hui, il y avait la responsable de la communauté comorienne à Marseille qui a été appelée, il n'y a pas longtemps, avec le maire de Marseille Jean-Claude Gaudin pour aller visiter la plus grande prison de Marseille. Ils se sont aperçus qu'il y avait 95% de détenus qui étaient Comoriens. La plupart des grands délits, de trafics d'armes, de drogues, meurtres, viols. Enfin des crimes qu'aujourd'hui moi même je ne pensais pas... Et justement le maire de Marseille disait à un responsable, très haut responsable de la communauté, « *Qu'est-ce qu'il faut faire ? D'où il vient le problème ?* ». Après nous quand on nous posait la question, je répondais, il y a pas 36000 solutions, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse, les enfants, l'école ça ne les intéresse pas. L'enfant il est à la maison, il voit à longueur de journée les parents se disputer, il n'a plus de repères, il est totalement perdu, il ne mange pas, il n'a pas sa propre chambre, il est obligé de partager sa chambre avec sa sœur ou son petit frère. À un moment donné il y a pas 36 solutions.

Donc les activités avec les enfants, c'est ça, c'est pour leur montrer en fait, c'est pour qu'en fait ils ouvrent les yeux parce qu'ils sont enfermés. Quand ils sont chez eux ils sont enfermés, leurs parents auraient aimé leur faire découvrir pas mal de choses mais par manque de moyens ou de temps, c'est pas possible. Donc et justement quand ils viennent nous voir, on essaie de mettre en place des activités pour les faire sortir.

« On a une journée, uniquement une fête pour les enfants, tous les mois d'octobre. Donc cette année là ce sera le 18. Tous les ans une fois réunir les enfants, fête religieuse, parler surtout problèmes qu'il y a. On travaille dessus ».

Les enfants sont l'avenir des parents, donc quand vous avez un enfant, que vous lui avez donné une bonne éducation, tout ce qu'il faut pour qu'il puisse réussir dans sa vie et qu'un moment donné il dévie parce que il a de mauvaises fréquentations, c'est un échec. C'est un échec. Et ce qui est dommage aujourd'hui c'est que les enfants comoriens qui commettent de tels délits, c'est pas des jeunes qui ont 30 ans ou 40 ans, ils sont beaucoup plus jeunes. 18 ans, 16 ans, 14 ans. Alors ça traduit quoi, ils sont censés au moins réfléchir à ce qu'ils veulent faire. Les portes sont pourtant ouvertes, il y a des formations, il y a des stages, je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui la société ne fasse rien pour que les enfants réussissent ou pour que les gens réussissent. Après chacun fait son choix... C'est quand même dommage. Moi je sais qu'après la société a sa part de responsabilité, nous les parents ou les grands frères on a aussi notre part de responsabilité.

Ici on a pas ce problème, on n'a pas ce problème. Les jeunes fréquentent l'école, ceux qui arrêtent l'école trouvent quelque chose pour s'occuper, soit ils travaillent ou ils font des formations. Vous ne trouverez pas un jeune comorien dans la rue.

« On les encourage, s'il y en a un qui a un diplôme, voilà. On le valorise devant les autres ».

Il y en a beaucoup qui vont à l'université, il y en a beaucoup. L'Université de Chambéry, Grenoble, il y en a qui vont même à Lyon, il y en a qui sont dans des écoles de prépa, fac de droit, des grandes écoles. Il y a quand même de l'espoir, un espoir. C'est pas si abandonné que ça. Non les jeunes ici sont motivés, ils ont de l'ambition, ils y croient et moi je les fréquente régulièrement donc je leur dis,

« *baissez pas les bras, il faut y croire. Vous allez rencontrer un moment donné des obstacles ou des gens qui vous empêcheront de vivre ou d'avancer mais ne vous laissez pas faire. Réalisez votre rêve, faites ce que malheureusement nous on a pas eu l'occasion de faire, parce que vous vous avez de la chance d'avoir des parents qui sont disponibles, qui seront toujours là pour vous* ». Nous nos parents étaient disponibles mais par manque de moyens financiers ils ne pouvaient pas à chaque fois nous aider, il fallait qu'on fasse un sacrifice, rentrer dans la vie active beaucoup plus tôt que prévu. Après c'est pas un regret, moi personnellement je suis parti de Marseille depuis 2002. On est en 2015 et j'ai appris énormément de choses, énormément de choses. Que ce soit dans la vie professionnelle, dans la vie personnelle, voilà. Aujourd'hui je sais ce que c'est vivre. Voilà c'est surtout ça. Être indépendant, quand on est dépendant on ne peut pas avancer. Et je pense que même les gens qui étaient aux Comores et qui sont venus en France, c'est la même chose. Quelqu'un qui a pris l'habitude de rester chez ses parents, qu'on lui fasse tout, que du jour on lui dit ben écoute, tu te débrouilles, on est un peu perdus, on n'a pas de repères, on ne sait pas quoi faire, voilà. Nous on les encourage, moi je les encourage personnellement.

« Les filles réussissent mieux que les garçons ».

On va dire que les filles elles ont plus de motivation que les garçons. Surtout les fêtes, les enfants c'est les... C'est les filles qui ont fait... Ils viennent mais ils sont timides avec public, ils n'aiment pas parler mais les filles, elles parlent.

Les filles ont plus de motivation, elles ont plus vraiment envie, elles préfèrent attendre un peu, elles ont un peu peur d'entrer dans la vie active. Elles savent pas trop, « *non on demande à une fille alors la vie active ? Ah non non non. On ne sait pas encore, attends un peu. -Ah bon mais t'as quel âge ? -Ah ben moi j'ai 25 ans. — Ah oui mais bon si tu rentres pas maintenant, quand est-ce que tu vas rentrer -Non non non mais attends, chaque chose en son temps, je vais attendre d'abord de finir mes études. — Ah d'accord ok* ». Non non, elles vont tout doucement mais sûrement. Mais ça va on se plaît bien ici.

La majorité des Comoriens ont la nationalité française, la double nationalité est arrivée il n'y a pas longtemps. Je crois que c'était en 2010 ou en 2009. Voilà c'est tout récent. Moi même quand j'étais aux Comores en 2011, c'est à ce moment là que j'ai pu avoir la double nationalité. Après bon, le souci c'est qu'avoir la double-nationalité comorienne, quel avantage ? C'est pas les gros avantages comme en France, vous avez la nationalité française, vous pouvez voter, vous pouvez avoir du travail dans la fonction publique. Alors qu'aux Comores... Bon moi je pars du

principe que je suis plus en France qu'aux Comores. Et bien le jour où je déciderai de m'installer aux Comores, ce sera autre chose mais... Nos anciens rentrent définitivement, pour s'occuper du commerce ou pour se reposer. Après tout dépend de leur état de santé. Parce que vous savez aux Comores le problème qu'on a aussi, c'est la santé. Les hôpitaux ne sont pas très bien équipés, il n'y a pas beaucoup de médecins. On peut aujourd'hui tomber malade et puis subitement on vous dit on vous opère et au moment de l'opération, panne de courant et la personne décède. Y'a pas de courant. Ça c'est justement quelque chose que nous on aimerait bien aussi essayer d'étudier en tant qu'association. Il faudrait des groupes électrogènes ou même des panneaux solaires qui même là en ce moment, qui font quand même, qui sont arrivés il y a pas longtemps, je crois c'est l'année dernière qu'une société allemande est arrivée aux Comores pour poser justement des panneaux solaires. Equiper dans les villages, dans les endroits publics. Les hôpitaux publics c'est pas une assurance en fait, quand on rentre on n'est jamais tranquille. Après bon dans le privé oui, mais ça coûte plus cher malheureusement…

Il y a des commerces comoriens à Chambéry, d'alimentation générale. Après dans les environs je pense non, c'est la seule qu'il y ait sur Chambéry, plus spécialisée dans les produits exotiques. Après dans d'autres villes oui, à Lyon. Il y a même des restaurateurs comoriens qui ont ouvert justement des restaurants comoriens, il y a aussi des magasins mais c'est à Marseille et puis même Paris.

Ben le problème qu'on a, c'est qu'en fait, bon les idées on les a. Vous savez la communauté maghrébine, ils sont quand même une grande communauté sur Chambéry et ça ne les empêche pas d'ouvrir des commerces et il y en ils s'en sortent très très bien. Le problème qu'on a, nous les Comoriens, c'est qu'on a des idées et on a des propositions ou des objectifs mais on n'ose pas faire le pas, on va d'abord penser à l'échec avant de penser à la réussite et c'est ce qui va faire qu'aujourd'hui, ça nous freine et on peut faire pas mal de choses ici. Moi je regarde ici on peut ouvrir un restaurant comorien par exemple, on a des cuisiniers comoriens qui travaillent dans des cuisines et on peut... Voilà ça va pas les intéresser, ils vont d'abord penser à l'échec avant la réussite et dans la vie il faut prendre des risques. Ça passe ou ça casse. Ça passe, tant mieux, c'est une chance. Ça casse, il n'y a pas de regrets. Quand on voit les choses… Moi je n'y arrive pas, ben faut essayer, ne dis pas que tu n'y arrives pas alors que tu n'as pas essayé. Voilà c'est surtout ça. Vous voyez on peut faire beaucoup de choses, beaucoup de choses. Les gens comme je vous le disais tout à l'heure, la communauté a énormément évolué dans le monde du travail, les Comoriens auparavant, les premiers Comoriens travaillaient dans la restauration. Soit c'était un plongeur, mais très peu de cuisiniers ou des commis. C'était plus dans la plonge ou le nettoyage. Aujourd'hui ça s'est développé, on a des policiers, des

gens qui travaillent à la mairie, des gens qui sont dans la politique, des avocats, des dentistes, des médecins, on a de tout. On a de tout parce que les gens se donnent les moyens et ils y croient. Donc comme quoi il y a un espoir.

On n'a pas de lieu de culte, on va dans les mosquées marocaines, ou centre-ville ou Chambéry-le-Haut. Mais on n'a pas de... On aimerait bien qui sait peut-être qu'un jour on aura cette opportunité mais pour le moment, c'est pas réellement notre priorité. Il y a des lieux de culte. À Marseille ou dans les grandes villes ils peuvent se permettre parce qu'ils sont quand même assez nombreux mais on ne peut pas se permettre de faire des choses comme ça.

Il y a beaucoup de mosquées, dans tous les quartiers il y a des mosquées. C'est des salles de prière oui. Autrement, il y a trois grandes mosquées sur Chambéry, C'est celle qu'il y a ai Biollay, au centre-ville et une à Chambéry-le-Haut parce que pour eux c'est les trois grands axes de rencontre. Mais nous personnellement, on n'a pas le projet de faire ça. Si on arrive déjà à obtenir un local un peu plus grand, pour déjà, les jeunes, ce serait déjà pas mal.

« C'est nous qui faisons vivre les Comores, on envoie beaucoup d'argent ».

Les problèmes que nous rencontrons chaque année, parce que bon la communauté comorienne rencontre en général un gros problème, c'est celui des transports, on ,'a pas de compagnie aérienne, les billets sont très très chers. Et c'est là en fait où malheureusement il n'y a pas une grande solidarité entre nous justement pour pouvoir essayer de faire changer les choses. Il n'y a pas de tarif de groupe. En fait à l'époque où Air France faisait la ligne France Paris-Marseille ou Lyon-Moroni, il y avait justement les tarifs de groupe donc quand on partait en famille, on ne payait pas le même prix que nos parents. Air France ne dessert plus les Comores, par contre il y a des filiales d'Air France comme Kenya Airways, Air Austral, qui continuent, qui assurent la liaison. Bon les billets restent assez chers. Il y a escale sur Mayotte, escale, tout dépend après ce que vous prenez, soit Mayotte, après escale sur la Réunion, voilà. Donc aujourd'hui c'est un problème qu'on rencontre chaque année, chaque année et malheureusement, on n'est pas assez solidaires pour essayer de faire changer les choses. Et pourtant, ce problème que nous rencontrons chaque année c'est celui que toutes les communautés, toutes les origines ethniques connaissent. Les Sénégalais ont eu le même problème. Ils ont été solidaires pendant un an ils n'ont pas été chez eux, on leur a donné gain de cause. Mais il faut pas oublier une chose, c'est que nous qui sommes en France, si demain on décide de ne pas partir aux Comores pendant une année, le pays est en faillite. C'est nous qui faisons vivre les

Comores. On envoie beaucoup d'argent. Les associations qu'il y a en France font beaucoup de dons pour les Comores. On envoie aussi des médicaments, du matériel. Ici sur Chambéry on a eu c'était l'année dernière ou il y a deux ans, on a envoyé justement des vêtements, du matériel médical, on a fait un don : des chaises roulantes, des draps, au plus grand hôpital de Moroni. On a exposé le projet qu'on avait, etc., qui on était. Et on a fait justement ce don là.

C'est à partir de là qu'ils ont dit qu'on avait qu'à faire des dons là-bas, on a toujours, on reçoit beaucoup de demandes... On a les projets, là on a une demande de la Croix-Rouge. Besoin de choses, des placards, des fauteuils, des lits. Déjà ce qu'on a déjà envoyé ça va monter à 4000 euros. Et la Croix-Rouge ils vont souvent aux Comores aussi, peut-être je pense une fois dans l'année. Moi l'année dernière quand j'y étais au mois d'août, j'avais vu justement des gens de la Croix-Rouge qui aidaient les Comores. Ils en ont besoin mais ils sont souvent là-bas. Les adhérents font des dons, après nous notre ressource c'est basé sur les cotisations. Les cotisations, la carte de cotisation...

De toute manière aux Comores, l'association à Chambéry commence à se faire connaître depuis qu'on a envoyé les matériels, etc. qu'il y a eu un des membres du gouvernement comorien qui nous a reçus, le directeur de l'hôpital nous a reçus, donc déjà ils savent qu'à Chambéry ou dans la Savoie, il y a des associations pour les Comoriens, il y a des Comoriens. Donc ils savent qu'il y a des Comoriens qui vivent en France, à tel endroit, etc.

« **On a fait des photos, on fait des images, des vidéos** »**.**

On a organisé des vidéos avec le pays en général, parce que vous avez encore des gens qui entendent parler des Comores mais qui ne connaissent pas. Même si on organisait une exposition, un défilé avec nos vêtements traditionnels… On l'a fait une fois sur Chambéry, je ne sais pas si on l'avait filmé ou pas, il faudrait que j'essaie de voir mais on l'a fait, d'ailleurs on pensait même en refaire une autre parce que voilà, les gens il y en a qui ont pas pu venir malheureusement mais il y en a qui étaient quand même contents. Mais on peut le faire, ça peut se faire. On a même aussi la chance justement d'avoir sur Chambéry une grande personne qui est connue aux Comores qui a travaillé au gouvernement comorien, c'est un ancien ministre du tourisme qui a été un des fondateurs de l'association et puis ça a été aussi le premier Comorien à amener le drapeau comorien à l'ONU. On a aussi justement, c'est pas évident d'avoir quelqu'un comme ça ici. Il lui arrive aussi d'avoir des convocations, enfin des invitations pour faire des témoignages, expliquer un peu. Il s'appelle monsieur Ali. Il s'est installé sur

Chambéry avec sa famille. Il est très connu, quelqu'un de très respecté. Connu de la communauté comorienne même connu par des associations ou par des personnes politiques qu'il a fréquentées à l'époque où il était ministre parce qu'il voyageait beaucoup. Il avait même réussi un témoignage sur l'immigration comorienne, c'était un très très très beau témoignage.

Mais après lorsque vous ferez votre exposition, si vous voulez des images de l'association ou des images concernant les Comores, n'hésitez pas. Je crois que j'ai déjà vu des images sur le marché du continent quand les enfants dansaient, il y avait ça, j'ai même aussi des photos avec des objets d'art anciens... Vous demandez à n'importe quel Comorien s'il n'a pas quelque chose de comorien... Ben vous avez un peu de tout, vous avez les coquillages, vous avez aussi les chaussures créées à la main, les sandales, les vêtements traditionnels, les grandes robes ou même des espèces de manteaux faits avec les fils d'or qu'on porte aux mariages, les grands évènements quoi, avec les chapeaux aussi avec votre nom ou des petits objets. On a pas mal d'objets. Vous avez aussi des espèces de...Comment ça s'appelle quand tu as un espèce de. Il y a un objet avec des petites boules là. C'est un jeu en fait, t'as plusieurs boules et tu peux les mettre... C'est ça le Mbraha. Voilà. On a ça, on a pas mal d'objets. On a aussi des espèces de tamtam pour les chants. On a des flûtes, des flûtes en tuyau, on a, qu'est-ce qu'on a, on a du violon. On fait de la musique traditionnelle. L'après-midi c'est pour les femmes, danses spéciales de femmes, le soir c'est tout mélangé. Après pour les jeunes, aussi, on essaie de faire quelque chose pour eux parce que sinon après. Ça les intéresse, après de toute manière ils sont automatiquement confrontés à ça, parce que quand ils vont aux Comores pour marier un proche, ils le voient donc du coup ils apprennent. Ils apprennent. Non non on est assez bien installés, bien organisés. On est bien intégrés dans la société, on n'a pas à se plaindre.

Entretien avec l'association Les roses de mai

F: Fanny.

S: Stéphane, le mari.

T: La tante Maria.

Lieu : Chambéry **Origine :** Portugal **Période :**

Mots clés : Culture, Tradition, Intégration, Travail, Langue, Générations.

« L'association est née de parents qui voulaient maintenir la coutume, faire en sorte que les gens se retrouvent dans un lieu convivial ».

F: On est là à l'espace jeunes qui est juste là, je sais pas si vous avez vu, au rond-point de Super U, il y a un grand bâtiment avec un petit parking, on est là en fait normalement. Sauf que là dans pas longtemps, enfin à la fin de l'année, ils ne veulent plus nous prêter le local. Parce qu'ils veulent que ce soit vraiment un espace jeunes, jeunes. Donc on est en train de voir, on a des rendez-vous pour voir ce qui est possible ou pas possible de faire. Donc on sera un peu en attente du coup, parce que comme on a besoin vraiment d'une salle pour pouvoir s'entraîner au niveau de la danse tout ça. Au niveau de la danse ben après entre les chanteurs, les accordéonistes tout ça, ça va vraiment de 10 ans à je ne sais pas combien ils ont les plus vieux mais bon... On ne fait que de la musique. Après on essaye d'avoir une petite buvette histoire de mettre un peu d'argent mais après c'est vraiment ciblé pour nous, pour l'entraînement, pour le groupe. Après des fois on fait des petites prestations ou pour la mairie de Chambéry quand ils ont des événements, sinon après on fait aussi les mariages, les anniversaires... Les trucs comme ça. Il n'y a que des Portugais qui font partie du groupe oui. Hein ils sont tous portugais ceux qui font partie du groupe ?

S: À part Sylvain.

F: Ouais Sylvain il n'est plus trop là mais sinon ils sont tous...

T: L'association est née de parents qui voulaient maintenir la coutume, faire en sorte que les gens se retrouvent un peu dans un lieu convivial. C'était ça le but. Ils ont demandé d'avoir, au départ je pense pas au tout début, puis après si parce qu'ils ont dû faire une assurance et tout ça donc on a dû passer par un statut d'association, on l'a toujours eu le statut d'association. On devait être en règle, fallait qu'on ait un local, et fallait qu'on ait une assurance. On a fait plusieurs lieux, on s'est promenés un petit peu. On a été à Chambéry-le-Haut, la salle n'existe plus, elle a été détruite, au Pré-de-l'Âne oui, vers la rue du Maconnais où habitait tata, après on a été ici, mais pareil ça a été détruit. Après on a été dans un entrepôt à Sonnant et c'était trop cher et on a dû laisser tomber et suite à ça, Papa, quand ils ont fait la nouvelle, l'espace jeunes, il a demandé à avoir un local.

F: On était à l'ancienne Poste aussi avant.

T: Ah oui l'ancienne Poste aussi oui. Et l'espace jeunes on y est depuis, il y a bien une dizaine d'années.

F: Oui à peu près.

T: À peu près hein. Mais ils ne veulent plus... C'est dommage parce que ça n'a rien à voir, c'est pas un club c'est rien, c'est on y va le samedi soir, ça permet de nous rencontrer, de discuter voilà et puis on a un entraînement on s'entraîne et ça permet aussi de nous faire connaître et après on se déplace là où on nous demande, pour nous c'est un plaisir... On se réunit tous les samedis. Maintenant c'est tous les 15 jours. On se retrouve avec des Italiens, on s'est retrouvés avec des Maghrébins. On s'est retrouvés voilà, les gens qui veulent venir sont les bienvenus. Ils sont ouverts.

F: Mais même entre nous, entre communauté, dès qu'on peut, il y en a un qui sort un accordéon et il va jouer et puis.

T: Et puis si on sait qu'il y a un bal ou ne serait-ce qu'un artiste qui vient, si c'est pas trop loin, on se regroupe et on y va, un repas dansant.

F: Même avec les autres clubs comme Annecy et tout ça.

T: Si c'est par là dans la région on y va. On n'a pas trop de lien avec d'autres associations parce qu'ici il n'y a pas d'association à part la nôtre, par contre il y a des clubs mais c'est des clubs de foot. Et en général les clubs de foot, c'est homme. Voilà. Donc ça non. On fait du folklore mais de toute région, on n'a pas un costume régional typique, on a des costumes qu'on a fabriqués nous-mêmes, avec les couleurs du drapeau et donc avec l'emblème de l'association qui s'appelle Les roses de mai parce que ça a été créé un mois de mai. Et voilà. On ne voulait pas qu'il y ait, comme on est pas tous de la même région, et qu'il y en

ait une qui emmène le meilleur costume, et l'autre le meilleur costume, et puis voilà on ne s'en sortait plus. Au moins c'est le même pour tout le monde, on représente le Portugal donc c'est toutes régions confondues et donc il y a pas cette...Ce butoir de dire que mon costume est le meilleur parce que ma région est la meilleure. On a voulu éviter ça parce que les Portugais sont très orgueilleux. Les anciens on va dire après nous on a une vue différente déjà.

T: On a fait des sorties pour Modane, pour la commune comment ça s'appelle là-bas, c'est pas Saint-Michel, c'est…

F: À Modane là-bas ?

T: Tu te rappelles pas ? Qu'on a fait le tour des jardins là-bas. Il y avait des saltimbanques et tout ça, c'était pour une fête française, pour une fête, on nous avait demandé de participer et on y est allés. La mairie de Chambéry elle ne nous invite pas trop.

F: Un ou deux par an.

T: Voilà pas trop.

F: En fait tout dépend parce que malgré tout au jour d'aujourd'hui, c'est un peu plus compliqué, pas de nous montrer mais ils sont, enfin faut dire ce qui est, le public d'aujourd'hui, les jeunes en l'occurrence sont moins ouverts à nos traditions, à notre culture, mais plus aux danses. Du coup on a déjà eu des mauvaises surprises. Donc maintenant on est un peu plus sélectifs par rapport aux prestations ou aux demandes qui sont faites par la mairie. Donc on leur a dit, on leur a expliqué parce que nous une fois à Chambéry-le-Haut on avait reçu des œufs et des choses comme ça pendant une prestation. Mais c'était les jeunes, c'était les gamins mais voilà. Mais du coup nous, ben le groupe n'a plus voulu…

T: Ben c'était un jour où il y avait tous les pays quand même, il y avait les Vietnamiens.

F: C'était forum du monde ou je sais plus ce qu'ils font.

T: Et on a été les seuls à se recevoir des...

F: Donc maintenant on sélectionne un petit peu en fait, on a bien expliqué à la ville de Chambéry et du coup cette année ils ont réussi à nous convaincre à ce qu'on retourne à cet événement donc on y est retournés ça s'est bien passé mais avec beaucoup moins de monde. Je pense que ça attire moins aussi. Donc on fait une à deux fois par an parce que voilà la mairie veut quand même qu'on participe, ce qui est normal hein en même temps mais maintenant on sélectionne, enfin on est plus sélectifs dans les demandes.

T: Mais au parc du Vernet quand ils font les marchés du monde.

F: En fait c'est plus là à Chambéry-le-Haut après au centre-ville c'est moins difficile, c'est plus ouvert.

T: On est très bien accueillis.

F: À Jopet ou que ce soit au centre-ville où c'est déjà un peu plus, là on y va. Il n'y a pas de problème. Au Jopet là ça fait un moment qu'on y est pas allés mais avant on y allait tous les ans pendant 5 ans je crois, on a fait tous les ans mais à Chambéry-le-haut on est beaucoup plus sélectifs parce qu'on a eu trop de mauvaises surprises. C'est que c'est plus le même public. Comme ma tante disait c'est qu'avant les plus âgés étaient plus ouverts, s'intégraient, s'intéressaient et étaient vraiment ouverts. La nouvelle génération… ils respectent moins.

T: Il n'y a pas de respect.

F: Donc voilà on fait plus de prestations un peu plus privées que là pour Chambéry. Des mariages ou des fêtes.

T: Oui on y est allés, on en a fait un. Mariage portugais.

F: Euh il était mixte.

T: Mixte.

F: Le dernier il était mixte mais…

T: Et l'autre aussi il était mixte.

F: Oui peut-être sûrement, hein le dernier mariage ?

S: Celui de Montmélian ? Je ne sais plus.

F: Oui on a été jusqu'à Montmélian.

T: Si si tous les deux ils étaient mixtes.

F: Elle elle était française je crois.

T: La mariée était française, celui qu'on a fait au château, lui il était d'origine mais elle elle était française et celle qu'on a fait à Montmelian, non pas à Montmélian, vers Albertville…

S: Non c'était à Saint-Jeoire-Prieuré.

T: Et bien elle était portugaise mais lui était français.

F: En général c'est plus pour faire la surprise à l'un ou à l'autre.

T: Et on est allés aussi une fois tu te rappelles, vers Annecy, vers Annecy, un peu avant Annecy il y a une auberge, on avait pris cette direction-là. C'était une jeune

qui était française et le mari était d'origine portugaise et elle travaillait à l'usine Lu, tu te rappelles, c'était dans une école, ça se passait dans la cour d'une école.

F: Ah oui oui oui penché, un peu penché.

T: Et c'est les parents de la mariée qui nous avaient vus à Modane.

F: En fait en général c'est beaucoup les plus anciens aussi qui nous sollicitent pour les plus jeunes.

T: Ils nous avaient contactés et on avait fait la surprise aux mariés ils étaient contents.

S: On avait fait les deux, on avait fait le frère et la sœur.

T: Dès qu'on a une demande, on y va avec plaisir...

« Les personnes qui sont ici, sont arrivées à peu près dans les mêmes années donc elles se connaissent toutes ».

F : Il y a une assez grosse communauté à Chambéry. Combien ? Je ne sais pas. Tu sais pas toi ?

S: Non j'en sais rien.

F: Déjà ne serait-ce que sur Chambéry, il y a deux clubs et nous une association.Deux clubs en plus, un de foot…

S: 4 !

F: Ah oui, 4 ! Il y en a un qui a ouvert là mais qui fait plus restauration. Rassemblement, restauration, une c'est club de foot, d'ailleurs il en fait partie, l'autre en bas là…

S: C'est un club de foot sauf qu'ils ont plus eu d'équipe donc ils continuent les rassemblements comme ça

F: Après ils font généralement le samedi soir un petit bal pour qu'on puisse danser un peu sur du portugais et se rassembler aussi. Et il y a nous, nous c'est le folklorique. C'est un peu compliqué avec eux, non ? Toi t'en penses quoi ? Moi je trouve que…

S: On est tous liés avec les associations entre guillemets, on se connaît tous.

F: Si après ceux qui font un peu plus à manger, ils avaient fait un grand repas, un rassemblement, ils nous avaient demandé de faire la première partie de l'animation, la danse après ouais ça dépend mais si ça va en fait.

S: De toute façon on se connaît tous.

S: De toute façon la plupart des personnes qui sont ici, elles sont arrivées à peu près dans les mêmes années donc elles se connaissent toutes et après, voilà c'est toujours les mêmes personnes. Il y a qu'une grosse vague d'immigration qui est revenue à peu près il y a dix ans là et qui... C'est des personnes qu'on connaît pas entre guillemets.

F: Il y a beaucoup de monde, de nouveaux.

S: Ces dix dernières années, ces dix dernières années, entre dix et cinq ans, des jeunes. À cause de la crise économique. Ils sont un peu moins ouverts, la nouvelle génération. Par rapport à la génération d'avant.

S: Ben c'est pas pareil, c'est comme je vous dis, on a tous vécu ensemble entre guillemets. Ils ont tous à peu près le même âge, sur une fourchette ils ont a peu près tous migré dans les mêmes années et ils étaient tous rassemblés dans les fêtes, dans les groupes de folklore, pour le foot, des choses comme ça.

F: Oui on a grandi ensemble.

S: Ils se connaissent tous, quasiment tous quoi. Mais après ces personnes arrivées après on les connaît pas forcément toutes. C'est vrai qu'à l'époque ils étaient vachement communautaires. Très très. Aujourd'hui encore mais ils l'étaient plus j'ai l'impression à l'époque.

S: Il y a deux commerces portugais sur Chambéry.

S: Il y en a un au centre-ville de Chambéry qui est assez ancien, qui doit dater d'une vingtaine d'années et un récent qui a 4 ans. Il y a toujours un peu de rassemblement, comme je vous dis comme ils se connaissent tous. Ça reste toujours un lieu de rassemblement.

T: Beaucoup de Portugais à Chambéry, beaucoup de Portugais du nord du pays, du nord nord. Qui sont aussi arrivés pas mal clandestins dans les années 68, quand l'immigration a commencé à arriver en France. Après pas mal aussi ont immigré au Brésil. Mais après dans la Savoie, à Chambéry, oui il y en a eu pas mal. Vous savez dans les petits villages à l'époque il suffisait qu'il y en ait un qui ait réussi... Après ils se communiquaient, ils trouvaient, il lui dit j'ai du boulot pour toi donc tu, tu te débrouilles à venir... Ils s'entraidaient beaucoup, à se trouver des appartements entre eux. Aujourd'hui il y a une entraide mais je trouve que la mentalité a changé. C'est une entraide mais bien souvent c'est une entraide bon ben je te loge pendant quelques temps mais, voilà. Tu m'indemnises pour les machins alors qu'avant non, ils s'entraidaient. Et c'était si une elle savait qu'il y avait du boulot pour une autre elle allait lui dire voilà tu cherches du travail ben

voilà j'ai du travail pour toi. Au jour d'aujourd'hui non c'est différent, c'est très différent. L'emploi peut-être mais les gens sont très individualistes aussi.

F: Je pense que les deux ça va ensemble, il y a moins d'emplois et puis maintenant les gens sont un peu plus…

T: Oui je conçois qu'il y a moins d'emploi ça c'est clair. De toute façon même ceux qui sont ici, ils ont du mal à trouver de l'emploi. Après c'est comme de partout. Aujourd'hui ceux qui arrivent sont prêts à tout. Les personnes, tant qu'elles ne savent pas… puis après quand elles commencent à comprendre qu'elles se font escroquer, et ben elles réagissent mais voilà. Sur Grenoble aussi il y a eu pas mal. [Par rapport aux banques] nous ici on a pas ça, on a un Crédit Mutuel mais on a pas les machins en portugais pour que les gens apprennent à parler, c'est ce qu'on nous avait dit.

S: Et Isabelle ?

T: Mais Isabelle au jour d'aujourd'hui c'est pas comme avant, je peux te le dire.

S: Ça a changé ?

T: Ah, oui oui. Parce que ses supérieurs…

F: Elle a trop fait de bêtises ?

T: Non ça n'a rien à voir, ça n'a rien à voir. Moi je l'ai eu en pleine figure et je peux te dire que ça n'a rien à voir.

S: Peut-être qu'ils y trouvent plus leur compte…

T: C'est-à-dire que celle qui était à l'accueil disait quand on demandait à voir Isabelle, elle disait « ben ils ont qu'à apprendre à parler. »

S: Ben à l'époque c'était bien marqué le guichet…

T: Oui parce qu'à l'époque je vais te dire, le Crédit Mutuel avait une alliance avec le crédit Predial qui était une banque portugaise mais je te parle de ça il y a... J'avais 18 ans, j'en ai 50. Il y avait une alliance, un contrat entre eux et c'est pour ça que Monsieur X avait atterri ici à Chambéry, justement pour aider. Avant lui, il y avait une dame, une Portugaise, une femme. Voilà. Et c'est vrai que sur Lyon, donc ils étaient venus à Lyon, il était à Paris, de Paris il est venu à Lyon et de Lyon il est venu en Savoie. Il était là pour la communauté portugaise et bien avant qu'il soit parti, il y avait déjà quelques tensions parce que les gens demandaient à le voir, les autres ne comprenaient pas pourquoi, parce que les gens qui arrivaient ne parlaient pas un mot donc voilà. Et puis après ce qui s'est passé ça ne regarde que lui. Isabelle elle, au jour d'aujourd'hui, est dans une

agence. ils l'ont faite partir de Chambéry centre et ils ont bifurqué un peu l'immigration.

F: Je ne sais pas moi je n'ai jamais voulu aller au Crédit mutuel, quoiqu'il en soit. Justement à cause de ces tensions.

T: Laisser un peu les immigrants sur une petite agence. Donc oui elle est là, elle parle le portugais, elle est là mais elle n'est pas là que pour les Portugais mais pour tout le monde. Aujourd'hui, il n'y a plus d'alliance, il n'y a plus de contrats entre la banque portugaise à l'origine et le crédit mutuel. Au moins ici en Savoie. Il y a des transferts d'argent vers le pays mais je ne peux pas vous dire s'il y en a moins ou plus, parce que maintenant on a internet, les gens peuvent faire d'eux mêmes.

F: Si pour payer les impôts ou ne serait-ce que pour transférer l'argent une fois par an des vacances.

T: C'est surtout les hommes qui sont là, seuls, et qui travaillent dans les agences d'interim, et dont les salaires sont délivrés directement sur leur compte. Je sais que certains ont demandé à tel jour du mois que l'argent soit viré automatiquement dans une banque au Portugal, les femmes sont là-bas et elles ont besoin de cet argent. Je sais que ça se fait. Il y a pas mal d'hommes seuls qui ont leur famille au pays, de plus en plus.

F: Maintenant comme c'est plus compliqué, au début ils ont commencé à venir tout seul et à ramener leur famille, après ils ont commencé à venir avec leur famille directement et là maintenant comme c'est plus difficile qu'avant, on revient au point de départ et ils reviennent de plus en plus souvent tout seul. En général, les femmes ne veulent plus venir parce que ce n'est plus comme avant.

T: Oui parce que c'est des gens qui ont bien la vingtaine passée, presque la trentaine. Certains pères de famille c'est clair. Beaucoup sont venus quelques temps en arrière mais il n'y avait plus d'argent pour rentrer. Parce qu'ils pensaient qu'en arrivant ici ce serait l'eldorado. Mais quand ils sont arrivés ici ce n'était pas ça. C'était au début de la crise et c'était très compliqué. Parfois ils n'avaient même pas où dormir et même pas pour manger. Maintenant il y en a pas mal qui étaient ouvriers du bâtiment et qui ont leur entreprise.

F: Je sais pas.

T: Si si y'en a pas mal. Ben si.

F: Ah mais des anciens alors.

T: Des anciens. Ah oui oui, des anciens. Quelques-uns bon je pourrais pas vous dire mais oui j'en connais quelques uns. Oui oui.

« Mon cœur est toujours là où je suis née ».

F: Nous sommes tous les deux originaires du Portugal, nés en France. C'est la génération d'avant, de nos parents. Lui il est originaire de Viseu. Et moi mes parents c'est deux endroits, après c'est Fundao et Aveiro. C'est un peu plus loin. Ils sont venus avec leurs parents. Nos parents sont venus avec leurs parents. Ils étaient petits, ma mère avait 9 ans et mon père à peu près le même âge. C'est nos grands-parents. C'est pour ça que j'ai dit à ma tante de venir parce que du coup elle sait plus que moi. Moi j'ai entendu les histoires mais j'ai pas vécues, j'ai pas vécu la chose quoi. On va régulièrement au Portugal, tous les ans, tous les ans... On parle portugais. On essaye, généralement avec les plus anciens on est un peu obligés. Et avec notre fils, c'est plus les grands-parents, nous on mélange un peu. On mixe un peu. On essaie de... Des fois ça nous échappe. On a demandé, en même temps il parle portugais instinctivement mais du coup avec mes parents il parle bien.

F: Maintenant on n'y va plus de notre côté mais en général on se retrouve toujours un peu quelques jours parce que voilà, lui après ses parents ils ont la maison là-bas, moi non je vais chez ma tante mais, je vais chez ma tante donc après on va toujours dans la famille. Du côté de mon père, je vais chez mes grands-parents qui ne sont plus ici, qui sont repartis aussi. Donc après ma tante vous expliquera... Mes grands-parents sont repartis, ses parents disaient non jusqu'à il y a pas longtemps mais maintenant... Parce que son père est à la retraite mais pas encore sa maman.

S: Bon après il y en a beaucoup qui font, quelques mois là-bas, quelques mois ici.

F: Les anciens reviennent en vacances quand ils peuvent. La plupart font ça.

T: Moi honnêtement, je vais vous dire mon cœur est toujours là où je suis née après je vis ici, voilà. Ah moi je me vois facilement repartir, ah oui il n'y a pas de souci. Moi je n'ai aucun souci à retourner chez moi.

F: Mon père non plus je pense.

T: Voilà, moi il n'y a aucun problème. Si on me dit faut retourner dans votre pays, j'y retourne. Ça me ferait mal au cœur parce que j'ai mes filles là donc voilà, j'ai ma vie ici, j'ai acheté une maison mais mon cœur est toujours là-bas, ça c'est clair.

F: Si moi je me sens portugaise ? Oh ben oui. De toute façon on y est. On y est tout le temps ensemble.

T: Oui et puis je pense que tant qu'il y aura l'ancienne génération, on maintient. Après je ne dis pas, mes filles je ne sais pas, je ne peux pas dire parce qu'elles

n’ont déjà pas le même ressenti que moi j'ai parce qu'elles sont nées ici, elles ont vécu ici, même si elles sont allées souvent ici pour des vacances et tout ça, c'est pas le même lien. Moi je suis née là-bas, et on est venus ici parce qu’on était obligés de venir. Et on pensait toujours que nos parents retourneraient vivre là-bas. Ils y sont oui, mais parce qu'ils sont à la retraite et voilà. À l'époque, le but c'était de venir, d'améliorer leur vie et de pouvoir repartir. Après c'est comme, moi je parle de mes parents, on leur a souvent posé la question et on leur dit mais pourquoi on est pas retournés? Il me dit mais à l'époque on ne voulait pas vous gâcher votre vie à vous, on ne voulait pas vous empêcher d'avoir un autre avenir que nous on a eu. Donc on a toujours retardé la chose et de fil en aiguille…

F: Tous ceux qui n’ont pas acheté ici ont là-bas une maison, c'est comme mes beaux-parents c'est pareil, ils sont en HLM comme mes grands-parents, bon c'est pas encore la même génération mais ils sont quand même restés en HLM, ils sont en HLM et quoi qu'il en soit la maison est là-bas et ils font les travaux à chaque fois. Ils se sont toujours dit bientôt on va repartir donc du coup ils n’ont jamais investi ici. Mais par exemple mes beaux parents aujourd'hui regrettent ne serait-ce qu'avoir un petit appartement pour tous les deux maintenant, ben voilà, pour ne pas déranger leurs enfants quand ils reviennent, quand ils vont, parce qu'ils vont aller ils vont venir et voilà c'est ça. Mais du coup non, ils ont le HLM et voilà.

T: Mais bon, dès qu'ils ont pu ils sont repartis, ils viennent de temps en temps, ils viennent, voilà, mais ils sont à la retraite, ils profitent. C'est ce qu'on leur a dit, de toute façon, il faut qu'ils le fassent maintenant, de leur vivant.

« Il est venu pour nous sortir un peu de la misère, sous la dictature de Salazar ».

S: Moi ce sont mes parents qui ont migré, c'est pas mes grands-parents. Mes grands-parents ont migré aussi mais c'est pas avec mes parents qu'ils ont migré. À 18 ans. Ils se sont rencontrés ici à Chambéry justement.

F: Pourtant ils ne sont pas loin là-bas !

S: Ils ont un village d’écart.

F: Ils sont très très près là-bas.

S: Après quand tu regardes les liens ça se comprend, parce que mes oncles se connaissaient et qui sont plus âgés que mes parents, il y a des grosses différences d'âge et finalement ils se connaissaient, ils sont venus à Chambéry

par le bouche-à-oreilles, à peu près en même temps et c'est pas par hasard si les deux se sont retrouvés ici…

S: Au niveau du travail c'était la maçonnerie pour les hommes, la maçonnerie. Tout ce qui est travail manuel on va dire, parce que y'a pas que la maçonnerie. Le bâtiment en général.

F: Et le ménage pour les femmes.

S: Ça c'était la facilité, à l'époque où il n'y avait pas besoin de diplôme finalement et c'est où il y avait de la main-d'œuvre... Dans les années 60/70. La grosse vague entre on va dire depuis 65 à 75 quoi, plus ou moins hein.

F: Oui c'est ça parce que ma mère est née en 63 et elle avait 9 ans, c'est à peu près ça.

S: Ton grand-père est arrivé en 68. Mes parents moi sont arrivés plus jeunes, un peu plus jeunes que tes grands-parents, ils sont arrivés en 73/72. Et tu vois ça remonte à une soixantaine d'année, tous ceux qui ont 60 ans à peu près sont arrivés vers 70. Tous ceux qui sont un peu plus vieux sont arrivés dans les années 60/65 à peu près. Après pour mes parents il n'y avait rien de spécial, leur histoire, ils ont traversé la frontière... Ils étaient en règle.

F: Ma mère et ma grand-mère non. Ma grand-mère est arrivée d'abord en premier avec son autre fille, une année pour voir, pour tester, parce qu'elle s'est retrouvée veuve. Donc là-bas elle n'y arrivait pas. Et ses autres fils étaient déjà grands, étaient déjà mariés, ils avaient fait l'armée, ils avaient fait leur vie donc il ne restait plus que les deux filles. Donc elle a pris ma tante, elle est venue, elle a laissé ma mère chez sa tante, et après en fait pour faire traverser ma mère, elles ont traversé à pied la frontière dans les montagnes, les Pyrénées. Dans l'illégalité totale, à pied, toutes les deux. C'était en train jusqu'à la frontière espagnole et après elles traversaient généralement la montagne à pied, ensuite avec un passeur.

F: Oui donc elles c'était plus compliqué, ma mère et ma grand-mère avaient un petit boulot, je ne pense pas que c'était déclaré. Elles ont commencé, je crois, au Café de Paris d'abord. Elle a commencé à travailler au Café de Paris mais pour faire le service et garder les enfants du patron. Et après quand ma mère était plus grande tout ça, elles ont fait l'usine de quenelles, après elles ont fait l'usine de quenelles et après ma grand-mère n'a plus retravaillé. Elle s'est remariée. Elle a été scolarisée là, à l'école de la Croix-Rouge. Elle a eu du mal avec la langue. Elle n'est pas allée bien loin, elle n'a pas de diplôme ma mère, elle n'a rien, elle s'est arrêtée, elle avait quoi, elle avait 14 ans. Tout de suite, elle est devenue femme de ménage. Maintenant elle a 53 ans. Ma tante s'est mariée là, elle a eu

ses enfants là et elle est repartie au Portugal. Là elle y est, c'était tard déjà, je ne sais plus quel âge il avait David.

S: Il était tout petit apparemment.

F: Moi j'étais née déjà, donc j'avais 1 ou 2 ans et j'ai 29 ans. Ils ont attendu un peu, ils ont essayé de faire leur vie ici, ils ont vu que ça ne marchait pas, enfin pas spécialement dans ce qu'ils voulaient et ils sont repartis. Ils sont encore là-bas. Ma mère voulait aussi parce qu'il y a eu la séparation avec mon père mais c'est moi qui lui ai toujours dit non. Et peut-être qu'aujourd'hui, j'aurais peut-être dit oui. Et maintenant je ne sais pas trop. Elle a refait sa vie avec quelqu'un d'autre, qui est portugais aussi mais peut-être que si, peut-être que plus tard, si. Là pour l'instant elle n'y pense pas trop parce qu'elle a ma grand-mère à charge. Médicalement... Elle est bien ma grand-mère mais elle ne peut pas rester trop longtemps là-bas. Là l'année dernière c'était la dernière. Je pense qu'elle n'y retournera plus parce qu'elle va avoir 90 ans. Là cette année on n'a pas voulu lui faire faire le voyage parce que c'était en voiture. Elle ne veut pas prendre l'avion, elle a peur en avion. Mais si un jour elle doit refaire le voyage ce sera avec l'avion, si on y arrive…

T: Alors moi je suis arrivée en France en septembre 73. J'avais 8 ans. Je suis venue faire mes 9 ans en France. Avec mes parents, par l'immigration légale. Mon papa est venu un an avant nous, a trouvé un appartement, a acheté à la Croix-Rouge des lits, il a meublé et après il nous a fait venir. Il est venu travailler, pour sortir un peu de la misère qu'il y avait à l'époque au Portugal. On était sous la dictature de Salazar avec beaucoup de misère donc c'était pour améliorer la vie au départ. Au début c'était temporaire et puis après ils n'ont pas voulu nous gâcher la vie, ils n'ont pas voulu nous gâcher notre scolarité et notre avenir. Mon Papa a toujours travaillé au pays. On était chez mon arrière grand-mère, alors la grand-mère de ma maman. On avait un logement. Et on est venu par l'émigration. Oui oui, oui oui oui. Mon papa quand il a décidé, c'était ça ou... Ou il retournait au pays mais au pays à l'époque c'était pas formidable donc il a fait la demande légale, on est passé par l'émigration. Je suis allée plusieurs fois à Lisbonne avec mes parents, mes frères et sœurs et on est rentrés avec les papiers, sans problème. Mon papa avait déjà son travail. Il avait un travail à l'époque, dans l'entreprise Oliva, non Agrietta après Oliva. C'était pas portugais, c'était l'entreprise mais c'était un truc de maçonnerie. Rapidement, ils étaient entre eux quoi, entre Portugais pratiquement. Portugais, Algériens et Italiens. Pourquoi Chambéry ? Parce que j'avais deux oncles qui étaient venus avant mon papa. Et ils l'ont un petit peu incité à venir sur Chambéry. Et mes deux oncles étaient là déjà avec leur famille, bien deux ans avant mon papa, deux ans ou trois ans même. C'est le hasard. Eux sont passés comme clandestins. Voilà je ne connais pas du tout, je sais que eux ils ont passé la frontière à pied.

F: Ah comme ma grand-mère.

T: Ma maman on était 4 enfants. Elle était couturière de métier et mon papa lui avait acheté une machine à coudre. Tant que mes deux frères et sœurs étaient en maternelle, elle n'a pas travaillé, elle nous a élevés mais elle faisait de la couture. Et après, dès qu'on a été à l'école, qu'on a pu se débrouiller tous les quatre, elle a commencé les ménages et elle a toujours travaillé jusqu'à sa retraite. Moi j'étais en CP quand je suis arrivée, ça a été galère. J'ai beaucoup pleuré parce qu'on ne comprenait pas, les enfants nous demandaient comment tu t'appelles et moi je me mettais à pleurer parce que je ne pouvais pas répondre. Et puis un jour j'ai demandé à mon papa « écoute les enfants me demandent toujours comment tu t'appelles". Et mon papa qui avait juste un an de français m'a dit « tu t'appelles Maria ». J'étais heureuse. Quand je suis arrivée à l'école le lendemain, comment tu t'appelles ? Maria ! Ah j'étais aux anges. Voilà on a commencé comme ça. Moi et mon frère on était les aînés, donc mon frère était plus âgé, il allait sur ses 10 ans. On a fait une année en CP pour apprendre à lire et écrire le français. Après mon frère est passé en CE2, moi aussi. On a sauté une classe. Mon frère a fait CM1, CM2, est passé en 6è mais 6è SES, c'est-à-dire à l'époque ce n'était pas une 6è normale qui vous préparait à rentrer après dans un métier, à partir dans une formation ou quelque chose comme ça. Moi je suis allée jusqu'en 5è tant bien que mal, mais arrivée à la 5è, c'était pas du tout ça, j'avais trop de lacunes... Donc j'ai fait une classe préparatoire, une SES. On apprenait à travailler un peu, on faisait de la cuisine, de la menuiserie à l'époque ici au collège Côte-Rousse et c'est-à-dire qu'on faisait moins, on avait du français, des mathématiques et c'est tout, et un peu d'histoire et pour le reste on faisait des ateliers. On était plus manuels qu'intellectuels, ça c'est clair. Mon frère est parti à l'âge de... il avait à peine 15 ans, dans le métier de métallier ferronnerie métallurgie et il avait trouvé un patron à Saint-Baldoph. Depuis il a toujours fait ça et moi, mon cursus scolaire, après je suis allée à Challes-les-Eaux, l'école n'existe plus, dans un lycée d'enseignement public. J'ai fait un CAP d'employée de collectivité. Je suis sortie j'avais 17 ans. Après, entre temps, je faisais des petits boulots pour me faire de l'argent de poche, mon frère aussi. Et puis après je me suis trouvé un travail, des ménages chez des particuliers, dans les entreprises et au jour d'aujourd'hui, je travaille à la commune de Sonin, en tant qu'employée communale.

Ma sœur elle a fait un cursus scolaire normal jusqu'à la troisième, après elle a fait de la… — employée de bureau comment on appelle ça — secrétariat. Elle a fait je crois trois années en secrétariat mais à la sortie de l'école, elle n'a rien trouvé dans son domaine, elle a commencé elle avait 19 ans donc il fallait qu'elle travaille. Elle a commencé dans les ménages et elle est toujours dans les ménages. Mon frère, le plus jeune lui, a fait un cursus scolaire normal aussi, n'a

pas voulu passer le bac. Personne n'a le bac. Par contre lui il a le bac professionnel. Il est allé à Rumilly, il était bon en mathématiques, il est allé à Rumilly, il a appris, il est dans l'électricité, voilà. Et c'est lui qui n'a pas voulu passer le bac. Il a dit non. Pour ce que je veux faire, je n'ai pas besoin... C'était pas non plus un intellectuel mais il était très intelligent et puis très matheux.

Ma maman a suivi des cours parce qu'à l'époque, au centre socio-culturel à Chambéry-le-Haut ils se réunissaient, il y avait des dames qui prenaient en charge les femmes des immigrants, de toute race, de toute nationalité pardon, excusez-moi, et donc elles apprenaient la langue, elles apprenaient à lire, à écrire et à cuisiner. Elles faisaient des ateliers cuisine etc. et ma maman a toujours participé à ça, pour justement pouvoir s'intégrer. Elle ça a été plus facile. Papa c'est différent parce que dans le milieu du bâtiment ils se retrouvaient entre eux. Donc ça ne le poussait pas à parler français et aujourd'hui on le voit. Maman se débrouille très bien.

S: Moi c'est le contraire.

F: Oui lui c'est l'inverse ses parents.

S: Parce que ma mère a toujours travaillé toute seule pour des particuliers. Alors que mon père était dans le bâtiment, il était chef d'équipe, il parlait à ses employés qui n'étaient pas tous portugais et du coup lui, au contraire, il parle bien français.

F: Moi mon grand-père ça se voit.

T: Ah oui mais il se débrouille, il s'est toujours débrouillé. Après il a travaillé avec des Algériens, des Marocains, des Tunisiens… Ça se passait très bien à l'époque. Très bien. À l'école il y avait de toutes origines et puis ça se passait très bien. On jouait très bien ensemble. J'ai habité un quartier au Pré de l'Âne, on avait un terrain de jeux derrière le bâtiment, il y avait des Italiens, des Marocains. Dans ma montée de toute façon il y avait un Italien, une famille italienne, une famille espagnole, une famille tunisienne, deux familles algériennes, une famille marocaine et nous les portugais. Donc c'était diversifié mais on s'entendait très très bien. Il n'y avait pas de souci, dans notre génération. Belle époque, oui oui ah ça on peut le dire. Ah oui. C'était des gens qui s'étaient très bien intégrés, et il n'y avait pas ce souci de religion qu'il y a aujourd'hui. C'est des gens qui eux aussi, ses parents à eux, à la génération maintenant qui a mon âge, ces parents faisaient tout pour s'intégrer dans le pays où ils vivaient. J'avais des copines si elles venaient à la maison, on respectait, il n'y avait pas de jambon, on avait autre chose. Quand ils faisaient des fêtes à eux, ils nous apportaient des assiettes de gâteaux, on se régalait quoi. C'était une bonne... Aujourd'hui c'est différent. On ne peut pas parler de la même façon. Maintenant j'habite à Sonin.

Mais bon j'ai habité en bas à Chambéry-le-Bas, après mes parents ont toujours l'appartement à Chambéry-le-Haut là, vers la tour du Nivollet. Après moi je me suis mariée, j'ai habité à Aix-les-Bains et puis je suis revenue à mes origines.

Je suis retournée au Portugal toutes les années. Nos parents ne nous ont jamais privés de vacances. Et toutes les années, les premières années on était allés en train parce que mon papa n'avait pas la voiture et dès qu'il a passé le permis, c'était... Si on allait pas l'été, c'était à Noël mais jamais on n'a manqué.

S: C'était beaucoup plus à Noël d'ailleurs à l'époque qu'en été.

T: Non nous on allait souvent en été puis après passé un moment, mon père, des fois on allait même en été et à Noël. Voilà. Et maintenant j'y vais régulièrement oui. Oui oui. Bon après la vie fait que moi personnellement, il y a des années où je n'ai pas pu y aller mais sinon même mes filles, au jour d'aujourd'hui j'ai deux filles, aiment bien y aller. Elles parlent portugais. Moi quand je n'allais pas en vacances, je les laissais partir avec mes parents et elles allaient chez mes beaux-parents aussi et donc elles apprenaient la langue parce qu'elles ne pouvaient pas faire autrement. Quand elles ont appris la langue, elles ont aimé. Je leur parle les deux parce que j'ai un mari qui est arrivé en France quand il avait 24 ans. Portugais. Donc il ne parlait pas un mot, voilà, donc on parle portugais entre nous et c'est moi qui parle plus le français. Parce qu'il y a certains mots que je n'arrive pas à trouver en français, pour leur donner le bon sens. Mon mari parle portugais mais il se débrouille très bien en français parce qu'il est obligé de le parler. Il travaille dans le bâtiment. Mon aînée a 26 ans, elle est assistante dentaire et la deuxième elle a 21 ans et elle garde des enfants.

À mon époque à moi, on pensait plus à se marier entre nous. Je pense pas que mes parents l'auraient mal pris si mon mari n'avait pas été portugais. C'est sûr qu'ils sont plus contents si c'est un Portugais. Faut dire ce qui est. Notre génération à nous, maintenant après c'est les mœurs qui sont plus ouvertes et au jour d'aujourd'hui, il y a de tout.

F: Pour moi c'était important oui et non. Enfin si, après je suis la première des petites-filles donc je ne suis pas de la vieille génération. Il aurait été français, il m'aurait suffi.

T: Il y a beaucoup de Français qui suivent, de Françaises qui suivent. Nous on en connaît beaucoup.

F: Regarde David, il est avec une française. Après bon elle essaie de faire une année, de diversifier aussi ses vacances mais elle comprend... En même temps que ce soit moi ou ma cousine, on était toujours dans les clubs portugais justement, comme je vous l'avais dit au début, et on était toujours entre nous et elle aussi elle est avec un Portugais. Enfin elle est mariée avec un Portugais.

T: Elle est mariée avec un portugais mais qui est né en France.

F: Oui mais moi aussi, enfin nous on est nés en France.

T: Et qui pour lui oui il y va mais ça n’a pas de…

F: Il n’a pas le même lien.

T: Non il n’a pas le même lien.

F: Il n’ a pas eu la même relation parentale…

T: C'est ma fille qui le pousse au jour d’aujourd'hui.

F:C'est pas pareil.

F: C'est les histoires de famille après qui font que... Mais c'était pas obligé, mais c'était presque écrit. On y était tout le temps à l'association, ou avec mes parents ou avec mon grand-père qui nous emmenait tout le temps.

T: Ben c'était surtout le grand-père qui vous sortait à l’époque.

F: Voilà c'est le grand-père qui nous emmenait faire des petits bals le samedi, faire la petite danse voilà donc du coup quoi qu'il en soit on était tous entre nous.

T: Et puis c'est le lien de la musique qui nous lie aussi beaucoup parce qu'on aime ça.

T: À Chambéry c'est comme je vous dis, en centre-ville il y avait presque une région entière, c’était entre eux. Après, oui en général que vous soyez du Nord ou du Sud, ça ne pose pas de problème. Moi j'ai mon mari qui n’est pas d'où je suis, on est à 100 kilomètres, donc je vais un coup chez lui un coup chez moi.Voilà on se partage, donc..

Entretien avec Madame Oloya M.

« tous les hommes ont été torturés et laissés pour mort dans une déchèterie ».

Lieu : Chambéry **Origine :** Chili **Période :** 1973-2015

Mots clés : Coup d'État, Torture, Pinochet, Réfugiés, Foyers SONACOTRA.

On est partis l'année 76 et le coup d'État c'était l'année 73 mais nous sommes restés, enfin moi je suis restée, je voulais rester le maximum de temps pour essayer d'aider un peu mais c'était de plus en plus difficile. Mon mari était emprisonné, enfin c'était vraiment très très difficile. La maison des parents, les deux familles, ont été perquisitionnées par les militaires. Voilà, ça a été une époque très très noire, très dure et toujours on risque de perdre la vie ou d'être torturé. J'ai perdu beaucoup d'amis aussi, mes meilleurs amis, qui ont disparu tout simplement. On n'a jamais trouvé les traces, les corps, rien. Donc j'ai beaucoup accompagné leurs familles, soutenir moralement. On ne pouvait pas faire grand chose. C'était comme l'époque vous savez de Hitler là, c'était vraiment une époque noire, il n'y avait pas de moyens de communication, les facultés de sociologie, philosophie et tout, tout était fermé, interdit. Les livres ont été brûlés dans la rue, les militaires allaient dans les bibliothèques des universités, ils prenaient tous les livres, de gros feux dans la rue. Il y avait aussi, on pouvait pas, comment ça s'appelle, je me souviens plus en français, nous on dit *toque de queda*, c'est le vous savez les soirs pour sortir... Couvre-feu. Pendant longtemps, les magasins étaient fermés, il n'y avait plus de pain, il n'y avait plus de lait pour les enfants, c'était terrible, c'était une époque, c'était un cauchemar. Et ça a duré longtemps mais moi je ne pouvais pas et je ne voulais pas partir parce qu'il y avait déjà un travail à faire, essayer d'aider les survivants et mon mari qui était emprisonné donc je n'allais pas partir. Finalement on a pu

grâce à l'Église catholique qui est là-bas, à cette époque et même maintenant je pense, dans certains pays, elle est très militante enfin comme le pape maintenant, très combatif. Dans le sens des Droits de l'Homme, protéger les Droits de l'Homme. Et donc l'Église catholique a organisé une sorte d'association mais protégée par l'Église enfin par le pape, pour recevoir les personnes qui ne voulaient pas quitter le pays et qui risquaient leur vie. Donc ça ça a été extrêmement important, ça s'appelait *Vicaria de la solidaridad*. Tout le monde savait qu'on pouvait aller là-bas. Les militaires y entraient de temps en temps mais bon, il y avait quand même des limites, il y avait une protection parce qu'il y avait le pape et tout ça. Et puis le Chili, l'Amérique Latine, c'était un continent très catholique et pratiquant. Pinochet qui était le dictateur de l'époque, allait tous les dimanches à la messe. Donc il pouvait pas aller en même temps, vous voyez. Donc ça ça a été une grande aide pour pouvoir avoir des documents, des laisser-passer, pour pouvoir sortir clandestinement. Parce qu'on ne pouvait pas sortir. Et donc c'est grâce à la, c'est pour ça ça faudrait, je sais pas, on peut le divulguer mais en même temps. Bon en même temps c'est connu maintenant, ça fait 40 ans, plus de 40 ans. Mais c'est important de rendre hommage quand même à ce travail là parce que même maintenant il y a des suites de ce travail, c'est pas fini. Et même maintenant, par exemple les familles des disparus. Si moi j'étais restée au Chili, que mon mari avait disparu parce qu'après il avait réussi à sortir ou moi j'étais jeune à cette époque là j'avais 25 ans, 23 ans quoi. Mais je veux dire, après il y a eu tout un mouvement de parents, surtout les mères ou les veuves des disparus qui ont créé, comme en Argentine, un groupe de femmes. En Argentine, ça s'appelle *Les mères de la place de Mai*. Parce qu'en Argentine c'était pareil, aussitôt après le Chili c'était l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, c'était toute l'Amérique du Sud. C'était fasciste à cette époque là. Grâce aux États-Unis évidemment. Ce sont eux qui ont tout organisé. Donc au Chili, s'est créé un mouvement un peu comme *Les mères de la place de Mai* mais moins connu puisque c'était pas public. Les familles, c'étaient les familles mais souvent c'est les mères, souvent. Donc dans la *Vicaria de la Solidarité*, et petit à petit ils se sont groupés, ils s'accompagnaient, ça les aidait moralement vous voyez et après quelques années, ils ont créé, ils ont commencé à faire des investigations, ils ont demandé « *Où sont-ils, où sont-ils, nos enfants, nos maris, où ils sont passés* ». Parce qu'il n'y avait plus de trace, on ne savait pas s'ils étaient vivants ou morts et donc petit à petit les médias ne pouvaient pas publier, il n'y avait pas de radio, pas de télé, une seule télé enfin tout était... Mais il y avait quand même, et ça c'est bien, l'information de l'étranger.

Les gens qui pouvaient venir, journalistes ou autres, qui pouvaient rentrer allaient à la *Vicaria*. C'est là qu'ils trouvaient de l'information sur ce qui se passait réellement parce que publiquement, à part les militaires partout et tout ça, il y avait beaucoup de chiliens qui étaient contents de ça, des chiliens de droite, ils

disaient « *Ah mais enfin l'ordre règne, les communistes sont partis* ». Ils disaient que c'étaient tous des communistes, enfin. Et donc les journalistes c'est à travers ça et à travers les exilés qui avaient réussi à partir, qu'ils ont commencé à savoir la réalité de ce qui s'est passé à l'intérieur. Grâce à eux, à l'extérieur du Chili, tout le monde savait ce qu'il se passait, sauf à l'intérieur. Voilà pourquoi je vous dis que c'est encore très important ce mouvement des familles, des parents des disparus, parce que ces familles sont encore en action. Ceux qui sont encore vivants, parce que bon après c'est l'âge… Mais il y a des traces écrites, avec toute la technologie, internet tout ça, il y a des choses qui sont maintenant bien gardées.

On savait à cette époque, la torture et tout ça, et moi-même j'ai une amie qui a subi ça, enfin la fille d'une amie, elle avait votre âge. L'amie elle avait une quarantaine d'années mais elle avait une fille d'une vingtaine d'années qui était militante, très militante et qui attendait un bébé et qui a été fait prisonnière, torturée mais pas tuée parce qu'elle avait un bébé. Et quand ce bébé est né ils l'ont volé, ils l'ont piqué son bébé. Il y avait à cette époque là un trafic entre les divers gouvernements, Chili, Argentine... Surtout Chili Argentine mais aussi les autres, il y avait des arrangements. Il y avait des couples de militaires, enfin la femme du militaire qui ne pouvait pas avoir d'enfants et donc ils volaient les enfants des femmes, des jeunes femmes prisonnières et après ils les tuaient une fois que le bébé était né et qu'il était en bon poids. La femme était tuée et le corps disparu, ça c'est arrivé à une de mes grandes amies. Leur fille est toujours disparue. Mais elle a réussi grâce à toute cette organisation de familles, à trouver des traces de son petit-fils. Et il y a même un film qui a été fait dans les années 70, 80 par là, plutôt 80. C'est un film argentin qui s'appelle *La historia official*, l'histoire officielle. Dans ce film ils racontent tous les détails et c'est une histoire vraie, véridique. Les mères, enfin les épouses des militaires, on va dire qu'il y avait certaines qui étaient ignorantes, les maris racontaient des choses. Elles ne savaient pas qu'ils venaient de cette horreur là sinon la femme je sais pas si elle aurait accepté. La femme, eux ils devenaient les parents. Il y a beaucoup de jeunes comme ça, beaucoup beaucoup qui maintenant ont la quarantaine, qui ont été adoptés. Ces enfants, une fois que la dictature est tombée et que la démocratie est revenue ont pu parler librement, ils ont dit, ils ont fait des émissions à la télé disant, « il y a aussi cette histoire là ». Et nous on est toujours à la recherche de nos petits-enfants, il y a pas mal des jeunes qui ont commencé à se poser des questions, parce qu'il y avait déjà des choses, disons qu'ils ne se ressemblaient pas physiquement ou qu'il y avait des choses qui n'allaient pas avec ces parents. Ils sont allés à la *Vicaria*, donc à l'association, poser des questions et ils ont découvert petit à petit leurs vrais parents, leur vraie histoire, c'est terrible. C'est encore d'actualité ça parce que les recherches sont toujours en cours. Il y a des cas qui ont retrouvé leur vraie famille mais c'est très dur pour

ces jeunes parce que c'est toute leur vie. Toute leur vie conditionnée, la vie militaire, ils étaient contre les communistes, ils ne savaient pas que leurs parents avaient été torturés par leurs pères adoptifs. Enfin c'est un truc inimaginable, c'est pour ça ce film je ne sais pas comment le trouver ce film, *La historia oficial*. C'est un film argentin des années 80. C'est un film qui relate tellement bien tout ce qui s'est passé avec ces jeunes, c'est une des horreurs des dictatures de cette époque là. Mais comme c'est quelque chose qui est encore d'actualité dans le sens où les recherches se poursuivent, ce serait bien de trouver ce film. L'histoire officielle, un film argentin mais je ne connais pas le directeur, le réalisateur. Enfin bref, vous voyez tout ça, nous on est partis à cette époque là, on a pu quitter le pays parce que, surtout mon mari, enfin mon ex-mari parce qu'on est divorcés maintenant, a pu avec d'autres camarades qui étaient condamnés à mort, ils ont subi quatre fois des simulacres de « *fusillement* », quatre fois. Ils ont été au milieu de la nuit, les yeux bandés tout ça, en disant « *Bon ben on va te fusiller, on va vous fusiller* ». Et puis toute la mise en scène, quand c'est au moment de tirer, ils ne tiraient pas sur eux, ils tiraient à côté donc ils s'évanouissaient ou... Quatre fois comme ça. Et le reste du temps ils étaient torturés, c'est une époque terrible, terrible. Maintenant ça fait plus de 40 ans. On en a parlé l'année 2013 parce que ça faisait l'anniversaire des 40 ans et c'est là qu'on a beaucoup travaillé avec Grenoble justement, on a fait venir un juge, le juge qui voulait condamner Pinochet, qui a essayé de le mettre en prison, et Pinochet est mort à ce moment-là. Il est mort de sa belle mort mais il avait tout fait, pendant des années et des années ce juge, il est encore vivant. Et nous notre association on l'a fait venir en France, pour témoigner, et on a travaillé avec Grenoble justement.

« Les portes s'étaient ouvertes, même si on ne l'avait pas demandé, ça y est, c'était ouvert ».

Enfin bref, tout ça pour vous dire que c'était tellement terrible que le fait de sortir, lui il est parti en Argentine, enfin l'église catholique ne pouvait pas payer des billets, ne pouvait pas non plus les mettre dans des ambassades parce que les ambassades avaient tout le temps la gendarmerie devant. Donc ils donnaient des petits laisser-passer, un petit peu d'argent pour pouvoir traverser mais à pied, ou en bus vous voyez, individuellement la frontière. Et c'est comme ça qu'il a fait, lui, il est passé en Argentine. Après, moi, c'était mon tour de le rejoindre et j'avais ma fille aînée qui maintenant a 43 ans elle était petite quoi, 3 ou 4 ans. Ça a été terrible, pas aussi terrible que maintenant quand on voit ces gens-là, ces immigrés qui arrivent en bateau, qui meurent dans l'eau. On risquait notre vie

aussi mais c'était pas aussi… vous voyez. Il fallait passer clandestinement la frontière, et moi j'ai réussi avec ma fille, avec des grands efforts, à rejoindre mon mari en Argentine. Lui il était déjà protégé par les Nations-Unies, dans un foyer. L'Église catholique avait un organisme comme maintenant, comme au Chili. C'était des prêtres qui tenaient un foyer, un foyer d'accueil pour les réfugiés en attente de trouver un pays d'accueil. Comme maintenant je vois en Italie ou en Allemagne, il y a des grosses tentes où ils mettent les réfugiés pour après les dispatcher dans différents pays. Là c'était pareil mais c'était en foyer, tout petit foyer. On était moins nombreux que maintenant et donc et une de ces nuits, ça faisait deux ou trois mois qu'on était déjà là, on ne pouvait pas sortir dans la rue, on était enfermés. Il n'y avait que le personnel argentin qui pouvait sortir, faire des courses ou faire des démarches et puis une nuit, encore des militaires mais argentins cette fois-ci, ont pris tous les hommes. Les femmes et les enfants à cette époque, on nous laissait un peu, on n'était pas dangereux. Mais tous les hommes ont été torturés encore une fois et laissés pour mort dans une déchèterie, loin, en dehors de la ville. Is ont été sauvés par des pauvres gens, vous savez, qui sont affamés, qui vont chercher la nourriture le matin, après que les camions ont versé la poubelle, eux ils vont fouiller. Mais ça se fait encore dans les bidonvilles et ils fouillaient pour trouver des choses soit à manger, soit à récupérer. Et là ils ont vu les corps. Ils étaient une dizaine d'hommes torturés et ils se sont aperçus qu'ils étaient encore vivants, qu'ils respiraient encore. C'est grâce à eux qu'ils ont la vie sauve, parce qu'ils ont appelé les pompiers et voilà. Tout de suite après, bon hospitalisés, et tout de suite après, dès l'hôpital, directement à l'aéroport, protégés par les Nations-Unies, pour venir en France.

C'est comme ça que lui est arrivé en France. Ce n'était pas sa destination enfin. Ce sont les Nations-Unies qui ont décidé de l'envoyer car ils ont un avion à disposition. Il n'y avait pas qu'eux, il y avait d'autres personnes. Il n'y avait pas que des réfugiés dans l'avion, c'était un compartiment. Comment dire, directement, les Nations-Unies avaient demandé, parce que à cette époque là la situation d'Amérique du Sud était très connue, comme maintenant la Syrie, l'Irak, tout le monde parlait de ça et surtout les Français. Ils étaient très touchés parce qu'ils avaient eu avec les gouvernements qui avaient été destitués, une très bonne relation. C'était des gens de gauche aussi, le président était socialiste et donc il y avait beaucoup d'entraide, de communication. Il y avait eu la visite de beaucoup de monde connu de France, des artistes. Donc pour eux pour la France, c'était vraiment une grosse peine, une grosse douleur. Sincère. Donc à cette époque c'était Giscard d'Estaing le président, il a ouvert toutes les portes pour tous les réfugiés chiliens. Voilà, les portes s'étaient ouvertes, même si on n'avait pas demandé, ça y est c'était ouvert et c'est grâce à lui on va dire qu'on est là.

« **On nous a amenées dans un foyer Sonacotra. Là c'était un peu l'enfer parce que c'était la même époque des boat people vietnamiens qui étaient contre les communistes** »

Quelques mois après parce que nous c'était pas l'urgence, lui c'était de vie ou de mort et nous donc après notre dossier, qui avant était destiné à des pays comme le Canada, enfin des pays qui cherchent des personnes pour coloniser ou pour migrer à cette époque là, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie enfin c'était des pays comme ça… Il a fallu tout refaire, tout remettre, tous les papiers, tout ça et trouver une place pour que les Nations-Unies puissent nous envoyer dans un avion ici. On l'a rejoint 3 ou 4 mois après à Paris. Finalement, en Argentine on est restés plus d'une année quand même en attente, avec ma fille et mon mari. Plus d'une année.

Après on est arrivées à Paris, Orly tout ça. On nous a amenées dans un foyer Sonacotra. Là c'était un peu l'enfer parce que c'était la même époque des boat people vietnamiens qui étaient contre les communistes, qui nous prenaient pour des communistes, des ennemis… Donc c'était la Tour de Babel. Les Asiatiques, les Sud-américains, c'était la guerre. Eux venaient de fuir et nous on disait « *Mais on fuit justement la dictature fasciste* ! ». Eux ils disaient « *Mais non les fascistes, c'est les communistes* ! ». C'était terrible et puis on ne pouvait pas se comprendre puisqu'il n'y avait pas de langue à part l'anglais, le français personne le parlait. Oui les vietnamiens ils parlaient plus mais nous on parlait pas du tout, nous c'était plutôt l'anglais. Et donc dans ces foyers d'accueil où c'était vraiment la... je vous dis on pouvait pas rester ensemble. Il fallait toujours des groupes de différents pays et c'était terrible, terrible terrible.

Donc il y avait toute une organisation. Après le petit-déjeuner, les éducateurs qui travaillaient là amenaient tous les enfants, de toutes les nationalités, à l'école. Ça c'était bien, ça les sortait de cet endroit et nous les adultes, toute la journée, on apprenait le français, dans des salles comme ça. Comme l'éducateur ne parlait que français, c'était compliqué, parce que nous on ne comprenait rien! Enfin bref on est restées je pense 2 ou 3 mois pas plus. Normalement on avait le droit de rester je crois une année hébergé, nourri, avec un tout petit pécule pour pour le bus et un accompagnement pour toutes les démarches administratives, sécurité sociale, les papiers, tous les papiers. C'était par groupe, toujours. Mais nous c'était l'ambiance à l'intérieur qu'on ne supportait plus. Et ensuite notre préoccupation pour ceux qu'on avait laissés au Chili et en Argentine et on se disait « *Mais on ne va pas rester une année sans…oui on va apprendre le français mais là-bas ils nous attendent* ». On culpabilisait. On disait « *nous on est bien là, on est vivants, on est tranquilles, enfin tranquilles plus ou moins mais on est en vie, et puis là-bas les gens toutes les minutes peuvent être tués, il faut faire quelque chose* ». Notre urgence c'était de créer des comités de soutien et

d’aller dire au monde ce qui était en train de passer là-bas. Mon mari, très militant, il a rejoint deux ou trois autres Chiliens du même parti là-bas et ils ont pris un contact en Normandie, avec un autre Chilien qui était arrivé aussitôt après le coup d’État. Lui il était sorti, il avait réussi à sortir tout de suite après, exilé par les ambassades. Donc il était installé en Normandie et alors lui il a dit« *Venez, venez en Normandie mais si vous venez tout de suite, moi avec mon comité on peut vous trouver un logement, du travail, etc.* ». Et puis quand on a parlé au responsable du foyer, il nous a dit « *Si vous quittez là, vous perdez tout, toutes les aides de l’État. Il faudrait que vous soyez à la rue, que vous vous débrouillez seul parce que l'engagement c'est ça, vous restez une année pour bien s'intégrer, bien apprendre la langue* ». Enfin c'était bien organisé mais nous on était trop préoccupés par nos compatriotes là-bas et on a tout quitté. J'étais hésitante parce que je venais d'arriver, je venais de me poser, j'étais enceinte en plus, de mon deuxième fils, je venais de me poser et je disais « *Aie aie aie, repartir à nouveau...* ». Et là la décision était prise, vous savez le contact avait été déjà pris et le temps que le jeune homme là-bas nous trouve des adresses pour qu'on nous héberge, enfin bref, je suis restée un mois et demi, deux mois pas plus.

« **J'étais très maltraitée, on m'a laissée toute seule. Comme un chien, comme un animal. Mais j'étais en train d'accoucher. Et là c'est la première marque de racisme, enfin vraiment raciste fort que j'ai eu parce que c'était pendant mon accouchement.** ».

On est arrivés en Normandie, là c'était encore une autre histoire. C'était la neige. L'année 76 il y avait eu apparemment la canicule en France et donc l'hiver était vraiment terrible, que du verglas, etc. Nous on ne connaissait pas, on tombait à chaque fois qu'on sortait dans la rue, on glissait, moi j'étais enceinte, oh la la, ah c'était... Et puis ils nous avaient trouvé une maison de campagne en plus, en Normandie. Et sans chauffage évidemment puisque c'est une maison pour l'été. Mais c'est la seule chose qu'il avait réussi à trouver pour les trois familles avec des bébés, des enfants. Ah la la là c'était encore une épreuve, parce que comme on ne parlait pas la langue, les gens qui venaient nous voir, qui nous amenaient les marchandises, les boîtes de conserve étaient des bénévoles, mais on ne comprenait rien, comment il fallait faire à manger. Ouvrir les boîtes oui mais après il fallait faire quoi, est-ce qu'il fallait, on ne savait pas... Et puis les disputes, et puis l'enfermement, on ne pouvait pas sortir, on était encore en comment on dit, en vase clos et moi j'étais enceinte. Il y avait une autre femme qui était enceinte aussi, ah non ça a duré je ne sais pas combien de temps. Là ça a duré

longtemps, tout l'hiver, ça a été terrible. Le temps que les bénévoles de l'association nous trouvent un travail, à tous les hommes surtout et des logements. À cette époque là, il y a 40 ans, c'était beaucoup plus facile donc il y avait des gens qui travaillaient à la SNCF et qui ont trouvé des places de manœuvre dans la SNCF, sous les voies donc les 3 hommes ont été embauchés là. Ils n'avaient pas la nationalité mais ils avaient le statut de réfugié. Les papiers, on les avait eus en arrivant à Paris, tout de suite. Donc le statut de réfugié et demande de naturalisation dans 10 ans quoi. Mais bon déjà on était légal. Eux ils se trouvaient du travail et une fois qu'ils ont trouvé du travail, les HLM ont dégagé 3 HLM, pas loin l'un de l'autre. C'était au Havre. Le Havre. Et le gars qui nous aidait habitait Rouen, pas loin. Il faisait tous les contacts depuis l'association qu'il tenait. Et nous on a commencé à créer une association au Havre, l'équivalent de celle de Rouen si vous voulez. Mais bon, la vie quotidienne, pour aménager dans ces HLM, on n'avait rien. Quand on est partis on n'avait pas de valise, on n'avait rien non plus, on avait juste nos papiers, dans l'avion. C'est ça la solidarité aussi, les bénévoles, chacun amenait un matelas, un petit matelas pour ma fille, tout par terre, des tables de pique-nique, des matériels de pique-nique comme ça pour les 3 familles, des casseroles, des petits trucs. Et c'est comme ça qu'est né mon deuxième fils, à cette période là. Je parlais pas un mot, c'était horrible, c'était horrible. Parce qu'à la maternité, bon Il y a une des bénévoles qui m'avait accompagnée pour traduire, mais à la maternité ils m'ont laissée toute seule. À l'époque, il n'y avait pas d'étrangers. Surtout en Normandie. On était les seuls. Du coup on était traités, enfin moi j'étais très maltraitée, on m'a laissée toute seule, comme un chien, comme un animal. Et si je criais, ils me grondaient, enfin je voyais qu'ils étaient fâchés, qu'il ne fallait pas crier. Mais j'étais en train d'accoucher. Et là c'est la première marque de racisme, enfin vraiment raciste fort que j'ai eu parce que c'était pendant mon accouchement. Heureusement que la dame qui m'avait accompagnée m'avait posée là et en attendant, avait alerté son mari qui était médecin, puisque c'était des personnes quand même, tous les bénévoles, c'était des personnes de la classe moyenne, ou qui avaient assez de ressources, qui avaient voyagé, au Mexique, qui parlaient espagnol. C'est pour ça qu'ils pouvaient communiquer avec nous et nous accompagner. Et donc elle a alerté son mari médecin qui heureusement est arrivé, mais in extremis, j'étais en train d'accoucher. Mon bébé était en train de sortir, et voilà il est arrivé, j'entendais qu'il engueulait tout le monde, mais bon il est venu d'abord me secourir. Mon accouchement, s'est très mal passé. J'ai été très mal accueillie. Après suite à l'intervention des familles, des amis, de cette association, après les infirmières et le personnel se tenaient à carreau mais, voilà. Le mal avait été déjà fait. L'angoisse et tout. Et donc grâce à cette association. Comme quoi les bénévoles c'est vraiment précieux. C'est grâce à eux qu'on est vivants, qu'on est là. C'est pour ça moi malgré mon âge, j'ai 67 ans, j'ai une grave maladie

respiratoire, mais je continue mon travail de fourmi parce que même si c'est une goutte d'eau, ça aide, ça aide. Par exemple cette dame, la femme de ce médecin, elle ne travaillait pas, la seule chose qu'elle faisait en dehors de ses loisirs, c'était cette œuvre de bénévolat mais c'était, c'est ça qui nous a sauvés, moi, ma famille, mon bébé. Tout au long de ces années là, ces familles nous invitaient à Noël. Vous voyez elles se relayaient pour nous inviter à diverses, à Pâques, elles nous disaient Pâques c'est ça, ça. Bon Noël nous on connaissait mais la fête de Pâques ou d'autres fêtes on ne connaissait pas, on était seuls. IVoilà c'était nos meilleurs amis, c'était nos piliers quoi. C'est grâce à eux et je voudrais justement rendre hommage à ces personnes là parce que c'est des personnes qui sont décédées, elles étaient plus âgées que nous, elles pouvaient avoir 50 ans vous voyez c'était des personnes déjà et nous on était jeunes quoi, entre 20 et 30 ans pas plus. Pour nous c'était comme nos parents, nos protecteurs et donc c'est, le travail des bénévoles c'est précieux. Je vous dis ça peut sauver des vies, ça sauve des vies dans la réalité. Et donc après on est resté au Havre une fois qu'on s'est installé.

Il y a eu des choses terribles aussi qui se sont passées parce que les personnes qui ont commencé à travailler, les trois hommes, c'étaient tous des intellectuels, des jeunes étudiants, etc. et qui ne parlaient pas la langue. Le travail était très difficile, surtout avec le froid qu'il faisait et ils ne comprenaient rien, il fallait un talkie-walkie pour raccrocher les wagons. Il y en a un qui au bout d'une année ou d'une année et demie qui s'est suicidé, l'autre qui est tombé dans la boisson, qui est devenu alcoolique et le troisième c'était mon mari, qui n’allait pas bien non plus, qui est encore vivant mais qui n’allait pas bien au niveau psychologique, au niveau du stress, d’angoisse. L'autre celui qui est alcoolique, il a continué à travailler mais il était souvent en arrêt enfin bref. Après il a divorcé, vous voyez c'étaient des destins, des vies détruites, les trois familles ont été... Celui qui s'est suicidé, l'autre alcoolique il a divorcé, nous on a divorcé quelques années plus tard parce que c'est sûr, c'est. Eux ils ont vécu la torture mais ils étaient marqués pour la vie, pour la vie. Tandis que les femmes, nous on avait pas vécu ça mais on supportait. C'est nous qui avons tout porté, vous voyez. Le quotidien, les enfants, les maris qu'il fallait soutenir, écouter. Il y en a qui ont divorcé tout de suite, celle dont le mari était alcoolique. L'autre est devenue veuve. Nous ce qui nous a sauvé, mon mari et moi c'est que nous avons créé, on a pris l'initiative de créer l'association, le comité de soutien pour le Chili et ça ça nous donnait des choses, ça nous soudait. Ça nous maintenait ensemble. Mais après quelques années, tout ce qu'il avait vécu dans la prison était trop. Pour la vie quotidienne, pour la vie extérieure c'était difficile, la vie sociale. Je veux dire amener les enfants à l'école, voir avec les maîtresses, enfin le social. Tout ça c'était moi. Et vous voyez, c'était très dur. À la fin, d'un commun accord on a divorcé mais on est resté évidemment toujours comme des frères et sœurs. Parce qu'on n’a pas

d'autre famille. Après, ma fille aînée est devenue asthmatique à cause du brouillard, de l'humidité de la Normandie et des hivers trop glaçants. On n'avait pas l'habitude, elle est devenue asthmatique et mon mari qui travaillait à la SNCF a demandé la mutation vers les Alpes, vers la montagne. On nous avait dirigés vers Briançon, enfin vers l'altitude, mais la SNCF a estimé que Grenoble c'était suffisant. Donc mutation à Grenoble. On est arrivés à Grenoble mais Grenoble c'est une cuvette pour les asthmatiques. C'est pas possible. Ma fille était encore plus malade que là-bas. On est restés quand même, au moins 5 ans là parce que lui il fallait encore faire une mutation mais où maintenant ? C'était difficile parce que la SNCF disait vous êtes dans les Alpes. C'est les Alpes, voilà quoi. Et donc là à Grenoble moi j'avais créé une autre association, plusieurs même 2. Une pour le Chili qui ressemblait beaucoup à celle-ci, où on soutenait des projets de femmes là-bas et des femmes qui avaient créé des sortes pas d'écoles mais parallèles à l'école pour un peu combattre l'idéologie des fascistes. Donc on travaille comme ça, donc nous on soutenait ce travail des femmes et puis après on a fait, comme il y a une colonie beaucoup plus grosse qu'ici de Chiliens et des latinos, on avait créé la « femme latino-américaine ». Toutes les femmes au début, on a fait des manifestations. À chaque fois quand il y avait l'anniversaire des coups d'État on sortait dans la rue. On faisait des grosses grosses manifestations. Et donc ça m'a maintenue, bon en même temps je travaillais, déjà au Havre je commençais à travailler. En fait au Chili j'avais eu mon diplôme d'éducatrice. Avant le coup d'État, au Havre, j'avais travaillé comme femme de ménage, de tout quoi, dans les écoles, comme animatrice dans des centres aérés enfin des choses comme ça. Et à Grenoble, bon, je travaillais toujours dans les écoles, je continuais dans l'Éducation nationale. Et puis comme au niveau de la santé ça s'est aggravé, moi-même je suis devenue asthmatique. Donc mon mari a demandé une mutation plus éloignée.

« Je me verrais vivre ailleurs bien sûr, mais il me manquerait mon activité, mes amis, ma famille ».

Ils ont donné Chambéry, ça a changé un peu mais pas trop non plus parce que ça reste une ville basse, en cuvette. Mais bon à Chambéry, ça fait 20 ans déjà. On est arrivés à Chambéry avec des problèmes de santé.

Je me verrais [vivre ailleurs] bien sûr, quand je vais en cure tout ça, je me dis c'est là que je devrais vivre, parce que je respire, mais en même temps il me manque mon activité, mes amis, ma famille parce qu'à mon âge c'est plus difficile de déménager toute seule maintenant.

[Mes enfants] Il y en a deux qui vivent à Chambéry mais pas à côté de chez moi et deux autres qui habitent loin, donc je ne les vois pas souvent. Mes petits-enfants habitent à Chambéry et puis l'association, parce que c'est mes amis aussi. En fait c'est d'abord mes amis, c'est aussi des personnes qui sont venues pour l'intérêt pour l'Amérique Latine, le Chili tout ça mais la base, le noyau dur c'est mes amis qui m'ont aidé à créer l'association, qui ont formé le bureau, qui ont fait les statuts, qui ont fait tout ça. La plupart sont des Français, le seul Chilien c'est Octavio et il y a une argentine, il y a une équatorienne, des jeunes, qui elles sont là pas pour des raisons politiques, se sont mariées, elles ont retrouvé leur mari là-bas, c'est des jeunes de votre âge, étudiantes à l'université qui après se sont mariées, mais bon il y a des échanges de famille. Une équatorienne qui vient d'avoir un bébé et une argentine, jeune, vous voyez. Et qui sont très contentes d'être dans l'association pour pouvoir parler espagnol et échanger culturellement. Elles apprennent le français aussi, mieux. Leurs belles-mères sont dans l'association aussi. Souvent les gens, les personnes sont de mon âge, elles elles sont les plus jeunes. Ils vont au Chili parce qu'ils ont des attaches là-bas, il y a un couple dont le fils est marié avec une chilienne et qui est là-bas, qui est installé. Donc les parents y vont chaque année et on profite de leurs voyages pour qu'ils amènent l'argent qu'on a récolté dans l'année, ils l'amènent à l'école là-bas et puis en même temps ils vont voir leur fils, leurs petits-fils. Vous voyez c'est des échanges très riches, très très riches et qui créent des liens d'amitié assez profonds et puis durables parce que ça fait 12 ans l'association. Celle-ci mais avant je vous dis j'avais d'autres, à Grenoble, au Havre aussi mais bon une fois que je suis partie, bon ben après ça s'est transformé en autre chose… Mais bon c'est bien d'avoir des liens comme ça et de continuer à être un peu active. Je dis un peu parce que je ne peux pas toujours, vous voyez tout le temps qu'on a mis pour se retrouver… La moralité c'est continuer à bien valoriser le travail du bénévolat, humanitaire. Ces personnes qui vont spontanément aider, sans comment dire, enfin se poser d'autres questions, qui ont aidé à la survie, c'est important. On peut les traiter de naïfs mais c'est d'abord l'humain. D'abord l'humain. Et puis ces personnes là savent très bien aussi d'où vient tout le problème. Ça vient de haut, ça vient de hauts dirigeants, de gouvernements et qui après les propres gouvernements se plaignent mais bon ce sont eux qui ont créé ces situations. Sarkozy en Libye, Hollande toutes les guerres qu'il fait, les États-Unis alors là c'est les champions de tous les champions pour désorganiser la planète et créer des guerres partout. Avant c'était nous, l'Amérique Latine, on appelait ça le jardin potager des États-Unis parce qu'ils se servaient comme ça, comme ils voulaient, il a mis des dictateurs tout ça mais bon les choses ont changé. Maintenant c'est l'Afrique, c'est l'Irak tout ça. Donc l'Irak vous avez vu maintenant tout le monde connaît la vérité sur l'Irak, ce qu'a fait Bush, donc c'est terrible que ces pauvres peuples

soient détruits comme ça, ils n'ont rien demandé. Juste au nom du profit, la richesse. C'est tout. Si on voit partout c'est la richesse, la richesse et le pouvoir. Et l'humain évidemment passe après et c'est un peu ça mon histoire.

Bon maintenant je parle bien, je ne suis pas extrêmement typée non plus, je veux dire je pense que… Mais dès que je parle, j'ai l'accent donc les gens soit se retournent soit vous voyez… Maintenant qu'il y a toutes les grosses masses maghrébines aussi, bon je pense que c'est plus voyant, habillé, les habits, les costumes, les mœurs tout ça. Mais nous on passe inaperçus maintenant parce qu'on est catholiques, on a la même religion, on a la même culture occidentale. Il y a pas tellement de.., non maintenant non, non non. Mais au début oui. Surtout là-bas en Normandie. À Grenoble pas tellement parce que c'était déjà plus mélangé à Grenoble et nous on restait plus justement dans les groupes actifs des militants, donc voilà. Et là en Savoie, non, non non. Non, personnellement non, je peux pas dire, non non.

Il n'y a pas beaucoup de Chiliens à Chambéry parce que nous vous savez on n'est pas une grosse grosse communauté. Il y en a plus à Grenoble, à Lyon, Paris, dans les grandes villes. Mais dans les petites et moyennes villes, il n'y en a pas beaucoup.

On a beaucoup de contacts avec eux mais justement avec Grenoble, avec *La maison latina* ça s'appelle, là on a fait des choses ensemble, beaucoup de choses, on travaille ensemble, on est partenaires. Et justement, il y a de toutes les nationalités latino-américaines, c'est pas réservé aux chiliens. On fait des choses ensemble. Quand on fera quelque chose, je vous inviterai, à Grenoble. *La maison latina* ça s'appelle mais ça sera noté *Tierra del Fuego*. On a pas fixé la date encore.

« Même si parfois c'est douloureux de parler de ma vie, c'est important de témoigner. Je suis encore lucide et je peux encore apporter un petit grain de sable ».

Mais en attendant nous on avait créé déjà des réseaux de solidarité au Havre, à Grenoble, un gros réseau. C'est pour ça qu'on est toujours en communication.

[Le réseau du Havre] ben c'est pareil, quand il n'y a pas une ou deux personnes qui sont moteur après ça s'éteint tout seul. Ça s'éteint parce qu'il n'y a personne qui veut reprendre, parce que c'est lourd quand même, il faut toujours être disponible, tout le temps tout le temps. Les gens se fatiguent, surtout les Français. Ils veulent bien aider mais s'il y a quelqu'un qui prend toutes les

responsabilités. Mais aider, donner des coups de main mais pas toutes les responsabilités... Et donc voilà il fallait toujours une latino. Et souvent ça tombait sur moi quoi, même si je travaillais ça tombait sur moi, parce que je dis toujours oui. Vous voyez et donc voilà, ben là la preuve je suis la seule. Tout le monde est parti en vacances et moi je suis la seule. Mais après quand ils reviennent ils sont très volontaires, tout le monde... Comment dire, engagés. Parce que nous on a créé des cours pour les Espagnols. Il n'y a plus la dictature là-bas, c'est comme en France. Nous maintenant on soutient les minorités et là-bas les minorités c'est les Indiens. Les Indiens dans toute l'Amérique Latine, les indigènes quoi. Quand on récolte un peu d'argent, vous allez voir sur le prospectus, c'est pour des projets. Là par exemple c'est une école que l'on soutient. Une école pilote, c'est pas n'importe quelle école, une école pilote chez les indiens Mapuche, parce qu'ils veulent garder leur identité sans renier la nationalité chilienne mais garder leur langue, leur culture, leur... Leurs terres si c'est possible parce qu'ils ont été spoliés depuis les Espagnols. Leurs terres ont été volées donc c'est la raison d'être de notre association actuellement : aider cette école et en même temps faire connaître la culture là-bas. Et un peu la mémoire aussi. Moi je vais chaque année dans des lycées et surtout les premiers trimestres avant Noël, on me demande souvent de participer pour faire un travail de mémoire. Pendant une heure, j'explique mon itinéraire de réfugiée et ce que j'ai vu. Enfin je témoigne et les élèves posent des questions. Et il y a beaucoup de questions qui relient évidemment à l'actualité aussi. Vous voyez donc... C'est comme ça et puis finalement on tombe tous d'accord que en fait les motifs de toutes ces guerres et de tous ces désastres humanitaires c'est toujours l'argent, c'est toujours les pouvoirs, les pouvoirs d'un pays sur les autres et pour aller voler les richesses au Chili c'était le cuivre, les mines de cuivre les plus importantes au monde. Dans d'autres pays en Afrique ou en Syrie, partout il y a l'intérêt, l'intérêt matériel qui fait que tuer des gens, déplacer des populations, les gouvernements ça ne leur fait rien. Eux ils sont protégés là-haut donc c'est ce qu'il faudrait comprendre. C'est pas se mettre contre les personnes, les immigrants parce que eux ce sont les victimes, ce sont les premières victimes, c'est contre les gouvernements qui négocient tout ça, qui sont complices. La seule solution qu'ils trouvent c'est la répression. La répression contre les gens qui, eux ont dû fuir leur pays parce qu'il a été saccagé à cause des grands intérêts des États-Unis, l'Europe, surtout les États-Unis. L'Europe aussi est complice. Après ils se déchargent contre leurs immigrants, c'est leur faute. Eux ne peuvent pas faire autrement. Et donc c'est important, moi je trouve que même si parfois c'est douloureux de parler de ma vie, des jeunes, des réfugiés, c'est important de dire l'importance du bénévole, de l'humanitaire. C'est grâce à ces humanitaires que des vies sont sauvées à chaque fois. Et même les humanitaires ne savent pas parfois, ne se rendent pas compte, moi je suis un exemple et parce que j'aurais pu tomber dans la folie,

dans la dépression. Bon j'ai une maladie physique, qui est beaucoup due à tout le stress que j'ai vécu ces derniers 40 ans mais je suis encore lucide et je peux apporter un petit grain de sable. Et c'est grâce à des personnes qui m'ont accueillie.

« Un réfugié qui revient, il est vraiment rejeté. Ils ont créé la discorde, la méfiance partout ».

J'y suis retournée après le départ de Pinochet, enfin la mort de Pinochet, le retour de la démocratie. Mais ça a été très douloureux, parce que les gens ont fait un lavage de cerveau pendant les années de dictature et la jeunesse ne reconnaît pas ce que la dictature a fait. La plupart parce que dans les écoles, c'est pas appris tout ça, c'est appris que Pinochet était le sauveur, c'était le héros national donc merci Pinochet, merci Pinochet. Alors s'il y a un réfugié qui arrive, qui revient, il est vraiment rejeté. Il est rejeté, parfois même par sa famille. Souvent. Parce que la famille dit c'est à cause de toi, toi t'es parti, t'es tranquille parce qu'ils pensent que pour nous c'était vraiment... tranquille. Mais nous les militaires ont continué, ils ont déchiqueté tout, les meubles, les matelas. Chaque année ils revenaient, ils revenaient te chercher, ils demandaient où tu étais, etc. Donc ils ont été molestés pendant des années et même parfois ils ont été emprisonnés aussi pour qu'ils puissent dire où on était. Bon eux ils disaient ils sont en France, ils sont en sécurité. Après ils les ont laissés tranquilles mais les premières années ils ont eu beaucoup de problèmes donc ils ne voulaient rien savoir de nous. Vous voyez, même la famille. À part les parents évidemment. Donc les voisins, il y a eu beaucoup de... Pareil, des gens qui dénonçaient, dans telle maison il y a un militant ou une militante. Vous voyez, ils ont créé la discorde, la méfiance partout et jusqu'à maintenant les réfugiés sont pas bien vus là-bas. On est pas bien vus. Sauf par les vrais militants, ce qui ont vécu tout ça, qui ont notre âge et qui sont... Il y a plusieurs de mes amis qui sont revenus au Chili. J'en ai un avec lequel on avait fait le voyage d'Argentine en France qui a divorcé là mais il a mon âge et sa femme est restée. Parce que ses enfants maintenant se sont mariés, ils ont des enfants avec des Français. La femme elle reste à Paris et lui il est revenu au Chili.

« J'aimerais retourner vivre là-bas, ma famille veut toujours que je revienne ».

J'aurais aimé retourner vivre là-bas mais en même temps j'ai mes enfants et mes petits-enfants, c'est ça. Et puis ma famille là-bas, ceux qui m'ont bien accueillie, ils veulent toujours que je revienne mais la dernière fois que j'y suis allée, il y a deux ou trois ans, pour le décès de ma mère justement, j'étais très malade. Enfin à Santiago, la capitale, il y a une grosse, c'est une des villes les plus polluées actuellement. C'est presque comme la Chine vous savez, le brouillard. Parfois, pas tout le temps, parfois il y a des pics de pollution et moi j'ai failli mourir avec l'asthme. J'ai dû être rapatriée parce que j'étais hospitalisée d'urgence. Les médecins ont dit « *il faut partir d'ici quoi, il faut partir de Santiago* » mais en dehors de Santiago, je n'ai pas de la famille, je n'ai pas dans d'autres villes plus pures donc j'ai du rentrer en rapatriement d'urgence.

Mes enfants ont tous été. Ils parlent l'espagnol. Il y en a un qui voulait justement s'installer là-bas, qui voulait rester. Bon maintenant il a trouvé un travail stable ici donc il reste mais il continue à visiter. J'ai 4 enfants, une fille et un garçon en premier, ceux qui ont vécu le plus dur et après j'ai eu encore un garçon et une fille mais bon qui sont nés là, qui sont français quoi. Mais eux ce sont eux les plus jeunes qui vont le plus souvent au Chili. Ils sont nés à Grenoble. Dès qu'ils peuvent ils vont au Chili. Chili, l'Argentine, la Bolivie. Parce que maintenant c'est libre. Au contraire la Bolivie le président c'est un indien, Evo Morales. Ils peuvent aller, eux ils vont avec le sac à dos. J'aimerais pouvoir retourner mais vous voyez cette maladie, là ça va mais il y a des moments où je ne peux pas parler, pas trop parler, pas trop longtemps enfin, là ça va parce que j'ai un traitement vraiment de choc et que je reviens de ma cure mais sinon je ne peux pas quoi. L'hiver c'est terrible pour moi ici. Mais bon, mon activité principale c'est la solidarité, c'est l'association, c'est mon cordon ombilical avec mon pays quoi.

J'ai la double nationalité. Et mes enfants s'ils veulent, ils peuvent la prendre, ils peuvent prendre la double nationalité parce que les deux parents sont chiliens et français maintenant. Mais on a eu beaucoup de mal à avoir la naturalisation. Autant le statut de réfugié on l'a eu tout de suite puisqu'on était déjà en qualité de réfugiés quand on est venus, autant la naturalisation on l'a eue et pourtant on avait commencé tout de suite à travailler et tout ça, on l'a eue 10 ans après. Et par exemple toutes les années où mon mari avait travaillé, ça n'a pas été compté pour la retraite. Pour moi non plus parce qu'on n'avait pas la nationalité donc ça a été perdu.

Ma fille aînée a la double nationalité maintenant, elle a 43 ans. Et puis mon fils, j'ai un fils qui est peintre, celui qui est né ici au Havre difficilement, que j'étais enceinte pendant le trajet. Il est peintre, ah j'aurais dû vous amener un, je

pourrais vous envoyer par mail comme ça si un jour vous avez besoin il est peintre. Et il travaille beaucoup, il est très militant aussi, il a été très très militant, il a été objecteur de conscience, il a fait beaucoup de fresques à Chambéry, il y a pas mal de traces de lui partout, des fresques pendant son travail d'objecteur de conscience, il travaillait pour la mairie et donc en tant qu'artiste, il a fait beaucoup de travail pictural. Le troisième travaille à l'hôpital et la quatrième voyage beaucoup. C'est elle qui a toujours le sac à dos. Bon elle travaille en même temps mais elle voyage. Donc voilà mon histoire, synthétisée parce qu'il n'y a pas toutes les choses beaucoup plus dures quoi. Mais j'espère qu'on restera en contact.

[…]

Et puis Rémy c'est vrai qu'on se connaît depuis des années parce qu'on fait du travail de solidarité ensemble, avec l'ADDCAES. Il y a deux ans on a fait justement, mon fils a participé justement comme peintre, on a fait une pièce de théâtre sur l'immigration, avec l'ADDCAES pour la semaine de la solidarité et voilà on aime bien travailler. Non non on se connaît depuis des années avec Rémy. Lui c'est un vrai aussi, un vrai de vrai, j'ai beaucoup de respect pour lui.

Entretien avec Monsieur Octavio S.

« Je ne voulais pas assassiner des gens, je suis pacifiste ».

Lieu : Chambéry **Origine :** Chili **Période :** 1973-2015

Mots clés : Persécutions, CIMADE, Réfugié, Indien Mapuche.

Ma vie au Chili, j'étais étudiant, je crois 19 ans, je faisais des études. En 73 c'est le coup militaire, c'était un moment calme on était tranquilles, on a vu des militaires, des jeunes assassinés dans les rues. Et ça, ça m'a induit à partir du pays. En plus je devais faire le service militaire, que j'ai pas fait en fait. Je ne voulais pas assassiner des gens, je ne sais pas. Je suis pacifiste à la base et après la France est venue longtemps après. Je pensais que Pinochet n'allait pas rester longtemps dans mon pays. Je pensais pas du tout venir en France à la base. Je suis parti en 75 pour Buenos Aires, en Argentine. Je suis arrivé en 85 ici, après 10 ans. J'ai mis 7 ans pour le préparer. Je vis en avance, c'est ce que je vous ai dit, j'ai des projets dans la vie. Je sais que la situation en Amérique Latine ne va pas changer. Plein de choses, sans avoir les documents, c'est intuitif. Je suis très intuitif. Je préparais petit à petit. J'aime bien ça, préparer petit à petit. Le travail de fourmi ça me plaît. La France m'intéressait au niveau culturel, pas l'Espagne parce que l'Espagne ça m'intéresse pas du tout mais la France c'est un pays très culturel, qui allait plus avec ce que je... Mais je ne me suis pas rendu compte tout de suite. C'est quand j'ai commencé à faire de la musique en Argentine, que je me suis intéressé un peu à... Il y avait une démocratie en France aussi, il y avait un pays avec un passé entre guillemets démocratique quoi. Je militais en Amérique Latine, je militais pas mal pour le Chili là, on persécutait beaucoup les gens au Chili même si on n'était pas là bas, on nous persécutait pour être chiliens. Il y avait un, j'ai su après, on a pas su tout de suite mais j'ai appris à reconnaître qu'il y avait des dangers. Bon après, 30 ans après, j'ai su que c'était un plan. Ça veut dire que tous les gens étaient

persécutés, au Chili, en Argentine. Ah oui, on était persécuté, il fallait pas dire qu'on était chilien, même si on n'avait rien fait, c'était l'agenda politique, c'était une façon de... J'ai su après que ce système, ce type de persécutions, il y a eu un reportage ARTE, c'était l'OAS qui a fait ce système. Vous connaissez l'OAS? C'est ceux qui ont fait l'attentat contre De Gaulle, le Général de Gaulle, c'est eux qui ont mis un système comme ça. Ils ont commencé avec ça en Algérie, ils ont appliqué ça, ils ont envoyé des gens en Amérique Latine pour faire ça.

Ma vie était moins dure en Argentine parce que c'était pas mon pays déjà, je voyais... J'étais moins concerné, c'était dur quand même, j'étais clandestin pendant une année, j'avais pas mes papiers et tout mais ça je crois qu'il suffit de... J'ai su après que mon grand-père était argentin, je pouvais même pas, j'avais même pas le droit de... On faisait la queue la nuit quoi, pour avoir les papiers. Si j'avais su, j'avais même pas la possibilité de faire mes papiers. Toutes les queues que je me tapais. Je le fais encore parce que je ne suis pas français, j'en suis encore depuis 30 ans à faire tous les papiers. Réfugié politique. C'est une carte de séjour réfugié. Moi je me sens pas, en fait je me sens pas, j'ai jamais voté. Pinochet a fait un système pour qu'on vote pas, et je pense pas... J'ai jamais voté quoi en fait. En France je ne peux pas voter parce que les étrangers n'ont pas le droit de vote, au Chili je n'ai pas le droit de vote, de ce fait je n'ai jamais voté. J'ai toujours participé en politique. Je participe en politique encore, je suis mobilisé. Mon combat a changé. Dans la musique aussi. Je chante des chansons engagées. Comme en Amérique Latine, des chansons sur la nature, sur la contamination, sur le partage, sur le respect... Donc mon combat n'a pas cessé. Mon combat s'est politisé. Je n'ai pas cessé de combattre en fait.

Je suis arrivé à Paris, après j'étais pris par la CIMADE. J'ai expliqué mon cas et après j'ai eu la carte de réfugié politique. Et après la CIMADE il vous garde 3 mois et ils ont dit faut trouver un boulot. Déjà je ne parlais pas le français. Je ne savais même pas dire bonjour. Alors... Donc il y avait déjà ça, parler pas trop mal français et chercher du boulot. C'était vraiment déjà difficile quoi. Finalement, ils m'ont gardé 6 mois et après je me suis débrouillé. Après j'ai commencé à jouer de la musique dans le métro de Paris, je gagnais ma vie comme ça après j'ai fait des stages. J'allais manger à la cité universitaire à l'époque. Je prenais chez l'habitant, je prenais des chambres, une chambre pour moi comme j'étais tout seul. Un truc qui m'a sauvé, c'est que je suis très communicatif, que j'ai appris à me débrouiller. Il y en a qui ne le font pas. Je crois que je n'ai jamais eu un seul emploi par Pole Emploi. Même à mon âge, à 60 balais, je travaille encore mais je travaille qu'avec mes contrats. C'est le conseil que je donne aux gens. Moi je vois l'avenir, je vois que le chômage en France il est mental, il n'y a pas de chômage, c'est une invention. Je vois plus loin que ça. C'est une invention pour mieux tenir les gens. Mais si on se débrouille, on peut avoir le boulot, trouver un travail. Il

faut un travail mental. J'ai plein de gens, je parle avec eux, j'ai plein de copains à moi, ils font la ramasse de cartons, ils font plein de trucs ici. Ils sont dans un autre style. Après ils ont fait un reportage sur moi à TVNET, TVNET citoyen, bon je raconte toute ma vie, je l'ai fait plusieurs fois d'ailleurs.

Ça fait une vingtaine d'années que je suis à Chambéry. Mon fils avait 6 ans, il a maintenant 26 ans. J'ai deux enfants. Mon fils le plus grand fait de la BD, il édite. Il est argentin mais il vit en France, je l'ai amené en France. Et mon autre fils est modèle, il fait des shootings. Il a 26 ans. Donc je suis arrivé à Chambéry en 95. Mon fils faisait des études en Argentine, de peinture. Ici les études de peinture commencent plus tard, et lui il a commencé à 14 ans. L'école, il a toujours étudié la peinture. L'école des Beaux-Arts en Argentine.

Pourquoi Chambéry ? C'est le hasard. Je me laisse aller, j'ai habité à Perpignan aussi, j'ai fait toute la France. Je connais Nantes, je connais Perpignan, j'ai habité à Paris, la Charente-Maritime, voilà. Je connais mieux la France que mon pays. Et avec la musique, j'allais partout. Je suis resté ici parce que c'est les gens qui m'ont dit de rester, c'est pas moi. Parce que les gens me voyaient jouer. Déjà avec mon fils, j'ai toujours amené ma guitare, et j'ai amené les copains latino-américains, on chantait, on faisait l'animation pour nous quoi. Et après tout le monde, après je commençais à faire les concerts ici, pendant 6 ans je faisais la fête de la musique et après les gens me demandaient « *Ah vous jouez où là* ? » Et c'est comme ça, je n'ai rien fait, je n'ai pas de mérite. C'est les gens qui me font travailler, c'est vrai. Je travaille pour moi, le bouche-à-oreilles, je n'ai jamais fait de la publicité pour ma musique. Jamais. J'ai plein de trucs moi. J'ai des disques aussi, j'ai des diplômes j'ai tout. Avec plaisir. Avec plaisir. On pourrait aussi faire un concert. Aussi démontrer qu'on a fait des choses aussi, on n’est pas venus, on est pas des touristes quoi, moi je ne me suis jamais considéré comme un touriste, je ne suis pas venu comme un touriste.

Ça, ça a été vraiment difficile. Après faut savoir les codes, apprendre les codes. Pour moi le plus dur c'est les papiers, c'est les papiers, c'est l'assurance maladie, le chômage, les déclarations. Je me suis dit tiens tu habites où, voilà. Le plus dur c'est ça, après. Et après les gens aussi ils disent bon peut-être il est étranger, il vit mieux que nous, je le sens. C'est pour ça, je ne roule même pas en voiture quoi, j'ai un triporteur, il est inondé mon triporteur et il m'appelle pour le réparer. Je vis autrement. Moi la seule chose que je tiens (possède) c'est mes instruments de musique. Voilà, pour moi le plus important c'est ça, un stylo et un papier c'est tout. Et après c'est parti. Et après je trouve quelque chose. Je suis arrivé comme ça en France. J'étais chez l'habitant, j'ai toujours trouvé un endroit, à Paris une chambre on la paye, à l'époque je payais 1000 francs quand même, maintenant c'est plus cher. Mon fils m'a dit qu’il paye 500 euros pour une chambre de 10m². C'est dur pour le moment.

J'ai eu ma carte de 10 ans directement. Je crois que je l'ai gardée, c'est énorme. Je peux toujours la montrer. C'est énorme, on dirait un billet. Oui je l'ai gardée, oui j'ai gardé toutes mes cartes. Non maintenant j'ai une carte provisoire en attendant ma carte et après depuis le temps que je suis là, j'ai des enfants français, ils ne peuvent pas me jeter. Je n'ai jamais eu de souci avec ça, vraiment. Je n'ai pas eu de souci, j'ai toujours travaillé. Bon en plus j'ai jamais travaillé dans une structure, j'ai toujours travaillé pour moi. Toujours pour moi. Je m'organise, c'est plus dur. J'aimerais bien demander la nationalité mais bon c'est tout le temps, c'est les papiers, c'est ça, tous ces papiers. C'est 90. Mon fils il a fait 90 pages. 90 pages il a fait mon fils. Bon après, moi je fais des papiers tous les jours. J'ai un problème, j'ai une inondation la semaine dernière, faut que je fasse des papiers. Ma cave est inondée, mon triporteur est passé, ma sono est passée tout ça. Faut que je fasse tout, des papiers. C'est comme ça. Il y a des gens qui aiment ça mais moi non. Je préfère composer, écrire des chansons, jouer de la guitare. Voilà. Il faut faire avec.

Je suis bien là, j'aime bien où j'habite. J'ai des possibilités de partir à Paris pour la musique, je travaille de plus en plus dans le cinéma, j'écris de plus en plus. Mon rêve c'est de jouer dans mon pays, d'apporter quelque chose à mon pays. Ou en Amérique Latine. Si c'est pas mon pays l'Amérique Latine je m'en fous, même l'Argentine. Apporter mon expérience que j'ai en France, au niveau musical. Par exemple, parler aux gens de mes musiciens. Parce que devenir musicien, c'est pas seulement jouer bien. C'est autre chose. Il faut être fort au niveau, il faut être fort pour vivre de la musique et de l'art. Il faut croire même si les autres ça leur plaît pas. Il faut aimer. J'ai sorti 5 disques. C'est moi qui produis et le dernier c'est moi aussi. C'est vrai, j'ai pas peur quoi. Et même maintenant que c'est dur, c'est très dur la musique, avec internet on vend plus les disques comme avant. Mais c'est pour ça il faut protéger ses chansons, l'important c'est si on fait une activité. Aujourd'hui il y a un article dans le journal sur moi encore. J'ai fait un concert vendredi. À Challes-les-Eaux. Et dans ce disque là je chante mes chansons, mes concerts je fais mes chansons. Ça marche, ça marche. Je vis quoi. L'important c'est de vivre. Voilà.

« Je suis né au Chili, mon âme est indienne, mapuche, et je me sens aussi français ».

J'ai une sœur au Chili. On communique toujours, bien sûr. Ma nièce est venue me voir, elle est prof d'anglais, elle a été envoyée du Chili à l'Angleterre pour les études. Moi je vais retourner au mois de janvier pour la musique, pour faire des concerts. J'ai toujours pensé à mon pays, à apporter quelque chose. Ce que je

vous dis à vous, que je suis pour de nouvelles énergies, tout ça. Je suis toujours en avance, la vie m'a appris à être en avance. Ça veut dire que je vois comment le monde va devenir demain. Ça m'a appris ça, le fait de migrer, de voyager beaucoup, d'être persécuté, ça m'a appris ça. Voir demain. Aujourd'hui je me vois, le passé c'est passé et demain c'est... J'essaie de calculer comment ça va être. Déjà je vous dis bientôt je vais plus avoir, on va être obligés d'utiliser l'énergie solaire, ça c'est, ce matin j'écoutais la radio, de plus en plus il y a des pays qui ont compris, il n'y a pas de chômage, il y a plein de choses à faire. Ils n'ont pas envie de le faire en fait. Il y a des lobbys tout ça, ça aussi j'ai compris comment ça marchait le monde aussi. Je savais pas non plus qu'on avait autant de richesses naturelles, tout est saccagé, ils ont complètement détruit le Chili.

Ça m'affecte beaucoup. Les gens n'ont pas changé, je me sens mieux en France, pour eux je ne suis pas parti. Je ne suis pas parti pour les gens qui me connaissent, et puis je n'ai pas changé, je m'adapte, je vis bien. Je m'adapte, je suis dans le quotidien. Quand une personne vient me demander un conseil, je peux parler quoi, je m'adapte à leur vie, je fais le marché, et encore il y a encore des trucs typiques, je m'adapte, je m'habille comme eux. J'ai des vêtements au Chili, je m'habille comme eux, je change.

Je viens de Santiago. Et ma maison est dans un quartier populaire de Santiago, à 10 minutes du centre-ville. C'est la maison de mes parents, ma famille avant, mon grand-père, mon arrière grand-père qui est mort... On est chiliens. Je suis devenu plus chilien que je suis *mapuche*. Les indiens qui n'étaient jamais dominés par les Espagnols, mes origines c'est ça. Voilà, ils avaient une ambition différente. Pour eux il y avait pas de dieu, ils regardaient le ciel, ils regardaient les arbres tout ça, la nature. Oui la nature, ils défendaient la nature à fond et même maintenant. Ils sont en train de défendre la nature, ils sont persécutés les *mapuche*, les fils de la terre. Les *mapuche* ça veut dire homme de la terre.

J'aimerais retourner y vivre mais j'adore la France aussi. J'adore l'Argentine aussi, j'aime beaucoup. Je ne me sens pas à un pays, je me sens citoyen du monde. Je suis né là, je suis né au Chili, mon âme est indienne, *mapuche*, et je me sens aussi français même si les Français me disent « vous parlez mal ». Je m'en fous. Voilà. Même si en France, il y a beaucoup de racines. J'ai lu toute une histoire, même les persécutions des gens avec les religions, après il y a eu la Seconde guerre mondiale et après il y a eu les Italiens. Il y a toujours un truc, ça fait partie de l'histoire. Il faut être là, il faut, c'est pour ça que je vous dis comme je vois les choses. Mais je suis dans une tendance, dans ma vie en ce moment, pour changer un peu les choses, il faut changer les comportements. Il y a des nouvelles énergies qu'il faut utiliser. Et la musique c'est un bon moyen de passer un message. De la culture, ma lutte est là-dedans. Voilà.

Mon deuxième fils est français, et le premier argentin. J'ai trois nationalités, on a trois passeports. Un passeport chilien moi, notre fils argentin et le dernier français. Ils ont été au Chili tous les deux. Ils sont bilingues. Trois langues. Il parle trois langues, il travaille avec les États-Unis, beaucoup avec. Même pas en France. Il n'a pas envie qu'on lui dise de faire ça ou ça. Aux États-Unis, il fait ce qu'il veut. Il envoie tous ses dessins à des personnes, il fait des expositions. Et mon fils Pablo comme cadeau pour son BAC, je lui ai acheté un ticket pour partir en Amérique Latine. Il a passé 6 mois en Amérique Latine. Dans ma famille, chez mes connaissances, chez mes amis. Et maintenant il va faire ses études en France. Il voulait faire Sciences politiques mais en France c'est vraiment élitiste, il va faire les mêmes études mais en Argentine. Il va arriver à son truc. Il faut toujours... Et là ce matin il a signé un contrat comme mannequin, dans une agence de mannequin, j'ai dit tu lis bien les petites lettres, tu fais attention tout ça. Comme j'ai vécu les mêmes trucs, je connais, je peux donner des conseils. Non ça va. Voilà mais mon futur c'est ça, jouer la musique, composer. Là je vais sortir un disque, là j'ai déjà tout fini.

« On était très solidaires, on s'aidait. Je ne suis pas pour l'avoir, je suis pour l'être ».

Je ne connaissais pas de Français, non je connaissais des Chiliens de nom, surtout des Chiliens. Les Chiliens à l'époque on était très solidaires, comme on a vécu une persécution terrible, on s'aidait. On n'avait pas le choix de dire je vais t'aider, il y avait un plat, on partageait tout le temps. Je le fais encore, je continue cette tradition. Avec mes enfants je suis dans le partage. Je ne suis pas pour l'avoir, je suis pour l'être.

Il y a deux associations de chiliens à Chambéry : *Tierra del Fuego* et l'autre. J'y participe. On a fait venir un juge qui a condamné Pinochet, on l'a fait venir ici, on a fait un film. On a passé son film à *Tierra del Fuego*. J'ai participé avec eux mais maintenant je participe moins. Je travaille aussi avec l'autre association qui s'appelle « *Nancaua* », Un toit pour *Nancaua*. On a envoyé 5000 euros l'année dernière pour le Chili, *Nancaua*. Et la dame s'appelle Ricardo Donoso. Vous avez le numéro de téléphone ? Je vous le donne parce que lui il a fait de la prison au Chili, je vous le donne. Fanny sa femme elle s'appelle Fanny, son épouse. Vous lui dites que c'est de ma part. Des fois je travaille avec lui aussi. Elle elle a eu un poste à la bibliothèque de Chambéry et lui je sais pas. Je me rappelle plus.

Il n'y a pas beaucoup de familles chiliennes. On n'est pas nombreux. Des chiliens en général ils arrivent pas en France. Parce qu'il fait froid, c'est un pays froid...

Beaucoup de Chiliens, quand ils ont eu l'opportunité de retourner sont partis. Sauf ceux qui avaient des familles. Mais moi je me sens plus français que chilien maintenant.

Entretien avec Madame Irma K.

Lieu : Chambéry **Origine :** Albanie **Période :** 2003-2015

Mots clés : Guerre civile, Demandeurs d'asile, Langue, Religion.

« L'aîné a fini l'école d'électronique informatique, le deuxième a fini le droit, Bac +7 ».

J'ai 3 enfants. Mon mari travaille, moi aussi. Pour l'instant il travaille, il est entrepreneur et il fait les entretiens, le bricolage. Moi je travaille dans une entreprise, je fais les commandes, pour les magasins de bricolage. On bricole ! Ils n'ont pas reconnu le diplôme de mon mari ici, ils ne reconnaissent pas le diplôme mais il a travaillé, il a eu beaucoup de boulot comme ça, mais après il a pensé faire entrepreneur et ils ont accepté, comme il a le diplôme. Mes diplômes non plus sont pas reconnus. Et ici, je n'ai jamais vu en fait les sculptures de pierre ici. J'ai pas vu. Le bois oui mais la pierre. Je faisais les sculptures, je faisais les finitions, des fleurs, des belles choses. On en faisait beaucoup en Albanie. Maintenant ils en font mais pour le privé, nous c'était des commandes publiques.

Nous sommes en France depuis février 2003. 12 ans. D'Albanie, c'est moi qui suis venue la première avec les garçons, deux garçons et après c'est mon mari qui est venu. Notre fille est née ici, elle a 10 ans maintenant. Mes garçons ont fini les études. Et maintenant ils sont partis. On n'a plus que la petite. Elle est encore au CM2 cette année. Elle a 10 ans. Ma fille elle est à Saint-Janvier, en ville. une École privée. Elle était ici mais elle est très bavarde, elle était toujours punie, au fond de la classe. La première année au CP elle était ici et toute l'année elle l'a passée au fond, donc j'ai dit c'est pas une solution, on va faire quelque chose, on va voir. Et on l'a mise là-bas, là-bas c'est mieux, oui c'est mieux. La maîtresse l'a mise au premier rang, elle l'a mise toute seule comme ça, j'ai dit c'est bien. Parce que elle parlait trop.

L'aîné a fini l'école d'électronique informatique. La dernière année il a fini à Lyon et après il a travaillé un petit peu chez SFR. Pour l'instant, il est parti en Albanie. Il reste là-bas avec sa grand-mère. Il a une copine, pour l'instant elle ne peut pas venir ici Il travaille là-bas mais je ne sais pas combien de temps. Il travaille dans les cours d'informatique. Le deuxième a fini le droit et il travaille, il a fini tout, bac +7 et maintenant il est dans les banques à côté de la Suisse. Ça fait un mois qu'il a commencé là-bas. Comment il m'a dit... Thonon-les-Bains. Il travaille là-bas, il a un contrat de 7 mois pour l'instant, il remplace une femme qui est partie en congé maternel et après je ne sais pas, on verra bien. C'est pas loin. Il vient le week-end, comme ça.

Nos enfants parlent tous albanais, même la petite. On a parlé en albanais, elle comprend, elle fait quelques fautes c'est normal mais elle comprend très bien. À la maison on parle albanais. Mais elle, même si on parle albanais, elle doit répondre en français, c'est plus facile pour elle mais elle comprend. Donc quand elle était petite, on parlait avec elle toujours en français pour quand elle va aller à l'école, il n'y aura pas de problèmes.

On se plaît bien ici. Ça va depuis qu'on est venus ici Moi je travaille vers Aix-les-Bains, après la mairie, comme ça je ne suis pas loin. Parfois il y a du bruit ici mais... On a des enfants, elle a 4, à côté il a 2, l'autre elle a 3 garçons. Quand ils descendent ils font un peu de bruit mais, non ils sont pas... ça va. On n'a pas de problème. Le bruit il y en a partout, les enfants ils font du bruit on peut rien faire, ils veulent jouer, ben on joue, ils jouent dehors. C'est normal. Ici c'est calme. Le climat est bien aussi. C'est le même climat. Après on a des amis ici maintenant. On a des amis français. On a gardé des liens depuis le début qu'on était là, ils nous ont aidés, après on s'est fréquentés, comme ça là on se voit chez nous.

« Tout le monde était armé, tu sortais mais tu savais pas si tu rentrerais ou pas ».

C'était, c'était très dur parce qu'en 1997, il y avait une guerre civile là bas, chez nous. C'était ouvert, tous les dépôts d'armes et tous les gens ont pris des armes. Parce qu'on avait beaucoup d'armes et je ne sais pas ce qu'il s'est passé. S'étaient créées des pyramides comme ça pour donner des sous. Et tout le monde amenait les sous pour prendre plus. Nous on pouvait pas accepter ça parce qu'on disait c'est pas possible, tu donnes les sous et ils te donnent 10% chaque mois mais il fait rien. Comment il peut te donner ? Mais les gens étaient fous, ils vendaient les maisons, ils ont ramené les sous là-bas. Les premiers ont pris parce que comme chacun amène, on amène, l'autre amène et ils te donnent

les sous des autres. Ils te donnent chaque mois parce que tout le monde met. Mais après à la fin ils ne peuvent pas te donner, les gens étaient fous. Ils devaient devenir riches tout de suite. Comme ça ils amènent les sous partout. Ils ont fait beaucoup d'organismes comme ça, ils faisaient des publicités et l'État ne disait rien. Et comme l'État ne disait rien, les gens disaient c'est pas possible que c'est normal, et tout d'un coup ils sont tout tombés parce qu'il y avait pas de sous. Après le peuple il s'est levé... Et à ce moment là ils ont tout défoncé, les dépôts d'armes et tout, ils ont pris les armes, le gouvernement est tombé. C'était vraiment une catastrophe. Tout le monde avait des armes, ils tiraient, ils tiraient, il y avait beaucoup de morts parce que tu tires mais tu sais pas où il va. Nous on a mis des sacs à sable dans les fenêtres parce qu'on avait peur. Mon garçon l'aîné il avait, quel âge, 11 ou 12 ans comme ça, il voulait partir parce qu'il regardait les autres qui partaient, nous on était fermés, on gardait la maison, on, je disais on reste là parce qu'on ne peut pas sortir, le moment où ils vont aller chercher les armes, je disais non tu vas pas, tu peux pas aller, on n'a pas besoin d'armes, j'avais très peur. Mon mari avait un garage et un dépôt, aussi un magasin comme ça, ils nous amenaient de la farine et ils nous payaient mais les gens comme ils ont défoncé le dépôt, mon mari avait peur parce que c'était pas à nous.

Après c'étaient les élections. Mon mari comme il était engagé là-bas, il était amené pour une commission pour les conditions de vote. Mais les votes avec les armes comme ça c'est difficile. Il était là-bas et moi je gardais les enfants à la maison, j'avais peur et il est venu à minuit. Tout le monde tirait. Il a dit je suis venu comme ça, contre les murs parce qu'il avait peur. C'était très difficile. Le gouvernement démocratique est tombé à cause de ça, et les communistes sont revenus, ils ont changé le nom bien sûr mais c'était pareil. Après on avait beaucoup de menaces, comme mon mari il était là-bas au vote, il était, c'était vraiment très difficile et tout le peuple était armé, tous les gens, tu sais pas, tu sortais mais tu savais pas si tu rentrerais ou pas parce que c'est pas forcément toi mais ils tiraient en l'air et comme ça, ils pouvaient te tuer. C'était très difficile...

On ne pouvait pas rester après, c'était très dur. On accompagnait les enfants à l'école et on ne pouvait pas, on avait peur. Mon mari comme il était là-bas au vote, il était menacé parce qu'ils disaient n'importe quoi, t'as pas fait le boulot, t'as pas fait ça, pourquoi t'étais là, et il était obligé de se cacher, le temps que nous on parte, etc.

« C'est terrible, quand tu arrives dans un pays que tu connais pas, ils te parlent, tu peux pas répondre parce que tu comprends rien du tout. C'était terrible, j'avais besoin de tout, un bonjour ou un sourire... ».

On est venus comme demandeurs d'asile parce que c'était difficile. C'était difficile parce que nous là bas on avait un bon boulot, au début mon mari était ingénieur mécanique et moi je travaillais, je faisais de la sculpture de pierre. Et on était bien mais avec le changement de régime, tout a été bousculé. On a perdu le boulot, on a tout perdu après, on a construit notre vie et tout et mon mari a fait son garage, je travaillais, j'aidais, moi aussi je fais une formation de coiffure après. J'avais un petit salon mais la politique, c'était une période de communisme très longue et après la transition était très dure. La partie démocratique, nous on était tous les deux, engagés avec ça parce que on a beaucoup souffert du régime. Mais c'était pas, c'était très difficile la vie, on a eu des problèmes. Comme ça on était obligés de partir, on avait beaucoup de problèmes. On était menacés. Et comme ça les garçons, c'était l'aîné il avait 16 ans et demi et le deuxième avait 13 ans quand on est arrivés ici. Moi j'ai pris les garçons, je suis venue ici. Mon mari ne pouvait pas, c'était très compliqué. Et après je suis venue ici, on a payé, on est arrivés là, on est arrivés en centre-ville et après dans le sud comment ça s'appelle... Dans le centre d'accueil. Ici on est restés 3 mois on dormait la nuit et la journée on était dehors.

Après les enfants ont commencé tout de suite l'école parce que moi j'avais peur qu'ils restent comme ça. Parce qu'ils sont partis, ils ont laissé les études et tout mais ils ont repris à l'école et ils ont pris tout de suite. Donc 3 mois, et ils sont passés dans une classe normale. Ils avaient bien travaillé mais c'était très dur. C'était très dur. Quand je vois maintenant les enfants c'est très dur parce qu'on est passés par là. Je ne savais pas la langue, pas du tout parce que j'avais, dans mon pays, j'avais fait un peu d'anglais, d'italien et comme ça, mais français non. Pas du tout et j'étais perdue. Mais après je suis allée à la Croix-Rouge, au Secours catholique, dans la maison de quartiers. Comme ça tous les jours, pour apprendre la langue. Parce que j'ai dit, je ne peux pas, je ne comprends pas, il faut que je fasse quelque chose. Les enfants étaient à l'école et moi je courrais dans les cours, dans les formations. Et après la Croix-Rouge m'a beaucoup aidée. La Croix-Rouge. J'ai retrouvé là bas les gens... j'ai eu l'espoir. Je ne sais pas c'était très très dur. Je suis restée après au Galopase, Barberaz. Je restais presque un an là bas. Avec mes enfants. On avait un petit appartement. Quand j'étais à Barberaz j'avais une dame qui travaillait là-bas, les assistantes sociales, je vois de temps en temps elles m'appellent, j'appelle. Vous savez quand je suis arrivée là, j'avais besoin de tout, même un bonjour, un sourire... Comme ça un sourire, ça faisait plaisir parce que, quand tu connais personne, quand tu connais pas la langue, c'est très dur. Et ben ces gens-là ils étaient là pour moi, ils m'ont

aidée, mes enfants et c'est eux qui ont été les premiers que j'ai vus. Comme ça je peux pas oublier ça, je peux pas oublier. La Croix-Rouge surtout .Ils ont fait beaucoup. C'est des gens qui sont en retraite, qui travaillent là-bas comme ça, ils font du bénévolat... Moi là-bas j'avais le sourire parce qu'ils étaient là, ils m'aidaient. Ces gens-là... Je ne peux pas oublier, j'ai des photos, j'ai tout avec ces gens-là. Et je vois encore, ils viennent, j'ai une dame qui vient ici à la maison chaque fois, après on a des autres qui nous invitent, on invite, comme ça. On ne peut pas oublier ces gens-là.

Là-bas c'était une famille et après ils sont partis, j'ai pas, je n'ai pas eu de nouvelles d'eux. Ils sont partis de Chambéry. Des Albanais. Et je sais pas. Parce qu'ils étaient refusés. Et après ils sont partis mais je sais pas, mais j'ai pas de nouvelles depuis. Après quand mon mari est arrivé, Galopaz aussi il nous a donné un appart ici à Chambéry-le-Haut. Et oui c'est comme ça on a continué, après j'ai travaillé, comme j'avais pas les papiers pour travailler, j'ai travaillé à Caba. Je sais pas s'il est encore. Dans le centre de Chambéry. J'ai travaillé là-bas pour une somme comme ça, 25, 25 euros par semaine... Et mon mari aussi il a travaillé là-bas. Après quand on a eu les papiers, on a commencé tout de suite le boulot. Moi j'ai commencé dans une entreprise, c'était ici à Vizille, et je travaillais 2 ans là-bas. Après j'ai travaillé dans une entreprise qui faisait les commandes pour les stations de ski et après j'ai commencé ici, où je suis maintenant.

Mais notre demande était pas acceptée. L'asile politique c'était pas accepté. Après on a fait une demande à la préfecture et après ils ont accepté, ils nous ont donné un nom comme ça là, comment ça s'appelle, familial. Vie privée et familiale. Après 5 ans on a fait la demande pour la nationalité, on l'a reçue, c'est comme ça. Mais c'était vraiment très dur parce que moi personne peut comprendre sauf les personnes qui ont su, maintenant parce que c'est terrible, quand tu arrives dans un pays que tu ne connais pas, ils te parlent, tu ne peux pas répondre parce que tu ne comprends rien du tout. C'est comme les sourds, tu écoutes mais tu peux pas. C'était très dur, c'était vraiment très dur. On n'avait jamais quitté l'Albanie avant. On n'a pas pensé, on a construit une nouvelle maison chez nous à Tirana, on n'a jamais pensé à partir. Mais c'est, c'était vraiment... On ne pouvait pas. Je connaissais personne ici, je connaissais pas. On est passés par l'Italie et on est venus ici, par bateau et après on est passés par la montagne en train. Dans le bateau, il y avait deux autres familles. Sinon il y avait des jeunes comme ça, des garçons. Ça a duré toute la nuit. On n'a pas eu peur. C'était pas petit. Maintenant que je vois ça, quand on part comme ça, on ne pense pas au danger. On pense à l'arrivée. On ne sait pas ce qui nous attend. On veut partir et on est content de partir mais on ne sait pas ce qui nous attend. On ne réfléchit pas trop à ce moment là. Après c'est comme ça. Pour préparer le

voyage, ça a pris quelques jours. Parce que c'est vite fait et c'est venu comme ça. Mon mari est venu après et moi je suis sortie à la gare pour le trouver et il est passé. C'était le dieu, le dieu nous a aidés en fait, je ne sais pas comment je suis venue ici, avec les deux enfants. Si quelqu'un il m'amenait dans sa main, c'est dieu qui m'a amenée dans sa main comme ça, et même mon mari quand il a passé à la gare, il m'a dit que j'étais assise et que le contrôle est venu. Il y avait beaucoup de police, de contrôles. À côté de lui c'était une fille et elle elle parlait italien je crois, italien. Et eux ils ont cru que c'était une famille. Ils sont passés, ils nous ont vus comme ça et ils sont partis, ils ont pas demandé. Quand il est arrivé, il est descendu, la gare était pleine de police, lui il avait peur, il avait peur. Dieu nous a aidés. Dans le train entre l'Italie et la France, il n'a pas eu de contrôle, c'est comme ça.

On a été régularisés en 2005. Deux ans après être arrivés et on a eu la nationalité française en 2010. On a passé un test, on a passé une interview, non c'est bon. Mais pour apprendre une langue il faut longtemps longtemps. Mon mari a aussi pris des cours et lui il parle mieux que moi, il est surdoué lui pour les langues. Il parle l'anglais, et il sait bien écrire aussi italien. On est venus en France. En Italie on voulait pas parce que comme chez nous l'Italie, c'est presque pareil, comme ça. C'était plus facile d'aller en Italie et la langue on savait à peu près mais on voulait pas. On a dit peut-être la France c'est mieux, c'est vrai en fait. On savait pas qu'on serait à Chambéry. On est arrivés ici on savait pas. Mais c'est vrai, la France il y a une autre culture, c'est pas que l'Italie n'est pas bien mais je sais pas, la France c'est... Donc on regrette pas. Et c'était difficile, c'était un grand stress, c'est pas. Maintenant c'est tout passé mais c'est pas... Je veux pas tourner la tête derrière parce que... On a commencé une nouvelle vie, une autre langue, une autre culture, une... Tout tout. C'est...

« On ne regrette pas maintenant, ça va on aime bien ici. Il faut pas tourner la tête. Si on tourne la tête on peut pas arriver ».

En Albanie j'ai mon père, mon frère, mon mari a sa mère, son frère sa sœur. Ils habitent à Tirana. Mon mari avait son père mais il est décédé quand nous on est partis, il avait des problèmes de cœur et il n'a pas supporté. On est retournés après, après 5 ans, après 5 ans. Maintenant il a changé mais... C'est mieux, il y a la démocratie c'est pas comme avant mais il y a beaucoup choses, il y a beaucoup de corruption parce que c'est difficile, c'est difficile maintenant. Avant on avait pas de droits, on avait pas droit à grand chose mais chacun avait un boulot. Après tout a changé, tout le monde a changé de profession parce que c'était comme ça. Tout est détruit, c'est tout à recommencer, une autre vie, un

autre régime. C'est difficile. Après le politique a changé, c'est vrai les communistes ont laissé le pouvoir mais ils ont pris le pouvoir économique, comme ça ils sont revenus après, plus forts. Et maintenant ils ont changé le nom mais ils sont les mêmes. Et c'est très difficile, peut être il fallait encore des années, des années, il faut encore des années pour être bien quoi. C'est pas facile. Beaucoup, beaucoup de corruption de tous les côtés. Partout où il faut aller, dans les bureaux, il faut prendre un certificat ou un document, tu as le droit, c'est pas que, c'est la loi qui dit tu as le droit de prendre ce document, mais les gens, il faut payer pour rentrer, il faut payer pour chercher ce qu'il te faut. C'est pas, c'est pas facile. Maintenant aussi il y a beaucoup d'Albanais qui sont partis, même maintenant, parce qu'ils peuvent pas travailler, il y a de la corruption. Le problème c'est la mafia mais le problème c'est qu'ils sont de l'État. Hier j'ai vu, parce que je vois internet parfois, ils disaient, c'était un inspecteur de police il a dit, il montrait qu'il y a des gens qui ont des bateaux pour passer la drogue en Italie, et moi il disait j'ai les noms et il a donné les noms. Et à ce moment là ils l'ont viré de son boulot et il est poursuivi par la police parce que ils ont dit n'importe quoi. Il n'a rien fait le pauvre et comme ça, il a disparu avec sa famille parce qu'il avait peur, il est parti. Et maintenant ils le cherchent, il n'a rien fait, juste il a dénoncé ceux qui font du trafic. C'est très dur, c'est très dur mais c'est comme ça. Maintenant en Allemagne ils y a beaucoup d'Albanais et j'ai vu un reportage, un journaliste qui est parti et a dit je vais voir pourquoi les Albanais partent, parce que d'accord l'Irak ils ont la guerre, ils viennent, mais eux pourquoi ils partent ? Et il a constaté qu'il y avait beaucoup de corruption. Les gens qui sont vraiment honnêtes ne peuvent pas.

Mon fils souffre en Albanie. Je lui ai dit « *avec le diplôme que tu as tu peux travailler* », il m'a dit « *qu'est-ce que tu racontes ?* » Il m'a dit, « *tu peux pas, je suis allé* » il m'a dit dans les bureaux parce que ils ont besoin pour lui, pour son boulot, ils ont besoin en fait mais ils veulent pas ça. Ils veulent pas. Il m'a dit que pour entrer là-bas il fallait payer, il faut payer les gens, par exemple 5000 euros. Après ils prennent des sous, puis ils te virent parce qu'ils prennent un autre parce qui payer encore. Comme ça ils ramassent les sous, c'est pas possible il m'a dit. Il m'a dit je ne comprends pas, comment les gens peuvent supporter ça mais il ne peut rien faire. Il m'a dit ici il faut une révolution, je dis toi t'es pas en France là-bas, j'ai dit, fais attention. Il attend beaucoup. Parce que sa copine, sa mère est décédée, elle ne peut pas laisser son père pour l'instant. Mais je ne crois pas qu'il va rester là-bas. C'est difficile. Je parle tous les jours parce que je suis inquiète, ce n'est pas sûr là-bas. Il était allé voir l'ambassade de France parce que parfois ils ont besoin de traducteurs. Même eux ils savent ce qui se passe là-bas. C'est difficile mais les gens je ne sais pas, ils ont peur... C'est comme ça

parce qu'on est un peuple qui a eu beaucoup peur. Nous on restait chez nous, on ne pouvait pas parler, ma sœur nous disait chaque fois que je montais un peu la voix, chut. Parce qu'on avait peur que, il faut pas, il fallait pas parler ou dire quelque chose parce que c'était très dur. Mais, il faudra encore longtemps longtemps pour que les choses soient réglées là-bas.

Notre fils dit qu'il faut une révolution. Mais je dis c'est pas toi qui va faire la révolution, c'est pas possible. Beaucoup d'Albanais travaillent en Grèce aussi parce que c'est à la frontière avec la Grèce. Mais maintenant que la Grèce n'a pas beaucoup de boulot, ils sont partis aussi, ils sont partis dans un autre pays. C'est difficile. Mais on est partis parce qu'on ne pouvait pas vivre là-bas. On ne regrette pas maintenant parce que maintenant on est, ça va on aime bien ici. C'est vrai, nos familles nous manquent mais eux aussi ils sont contents pour nous. Comme ça, il faut pas tourner la tête. Si on tourne la tête on ne peut pas arriver. La famille au pays ne veut pas partir, c'est non non. Ils sont, chacun a son métier, ils sont bien. On a la montagne, on a la mer, on a tout mais on n'a pas le gouvernement qu'il faut. Oui c'est un beau pays. Il n'y a pas encore les infrastructures comme il faut mais. C'est très joli là-bas.

On a la maison là-bas. C'est là-bas qu'habite mon fils avec sa grand-mère. Oui oui. On a construit avant de partir, on ne savait pas, on avait une petite maison et après on a construit, les garçons ont grandi, comme ça on a construit, on a fait une grande maison et après on est partis, on l'a laissée. Mais quand on va là-bas, on va chez nous. On y va pour les vacances, parce que comme moi j'ai mon père il est très vieux, et mon mari il a sa mère aussi. On est obligés d'aller pendant qu'ils sont vivants. Pour la retraite, je ne sais pas, on a, on n'est pas là encore, on ne sait pas. Si les enfants se marient, ils ont des enfants ici, après c'est pas facile de partir comme ça. On est obligés de rester, garder les enfants, c'est comme ça. Maintenant on y va parce que les parents, il faut aller mais plus tard je ne sais pas. Là-bas, les familles qu'on voit, parce que quand on y va on n'a pas beaucoup le temps, on ne voit que la famille en fait. On ne peut pas tout faire. Maintenant qu'on est là, on a des amis ici, on a le boulot. Là-bas, on voit la famille et c'est bien et c'est tout. On reste... Ça dépend des vacances, deux semaines, trois semaines, comme ça. On peut pas rester plus on travaille.

Je fais de la cuisine albanaise mais je fais maintenant même des plats français parce que les garçons, ils disent encore tu fais ça, encore ça ? Fais autre chose, change. Donc ça maintenant. On n'a pas la chaîne de télé albanaise donc on ne peut pas regarder, on regarde que les infos d'internet. On n'a pas la chaîne albanaise. On y va, les réseaux les trucs. Mais on ne fait plus de politique.

« Moi j'avais ma grand-mère, ma grand-mère qui me parlait, c'est elle qui m'a donné la foi, on parlait en cachette, elle me montrait mais c'était interdit ».

Il y a des Albanais à Chambéry. Moi j'en connais pas beaucoup mais mon mari connaît parce que quand il sort le week-end, ils se rencontrent. Moi il y a 3 ou 4 que je connais. Je ne crois pas qu'il y ait d'association non plus. On connaît pas d'Albanais en France à part ici. Ici on a rencontré que des Albanais, on ne connaît pas beaucoup du Kosovo ni de Macédoine. Oui c'est ça, des amis albanais pas beaucoup mais plus, on a plus des Français que d'Albanais en fait.

Nous on est chrétiens, catholiques. Mais il y a des orthodoxes et musulmans aussi mais chez nous, c'était interdit pendant la période de communisme, la dictature c'était interdit d'avoir une religion. Il y avait, les églises et les mosquées c'était fermé et c'était interdit de parler, c'était interdit. Mais moi j'avais ma grand-mère, ma grand-mère qui me parlait, c'est elle qui m'a donné la foi et on parlait en cachette, elle me montrait mais c'était interdit. Ceux qui parlaient allaient en prison, c'était très dur, tous les prêtres et tout ont vécu en prison toute leur vie jusqu'à que le communisme soit parti. C'était très difficile. Les gens qui croyaient, ils croyaient en cachette, on ne savait rien de la religion. Moi j'avais ma grand-mère et je savais des choses mais les autres ne savaient pas et beaucoup d'Albanais sont athées, ne croient pas, à cause de ça. Parce qu'ils ne connaissaient pas. Maintenant les gens qui croient vont à l'église ou à la mosquée, mais chez nous on n'avait pas de problèmes de religion. Si on se mariait entre nous, on a pas de, on a jamais eu de ça. C'était... En fait là bas maintenant, ils fêtent toutes les fêtes, si c'est Pâques, même les musulmans fêtent, si c'est le ramadan, même les chrétiens fêtent, c'est tout le monde, ils font les visites, c'est comme ça, il n'y a pas de problème. On n'a jamais eu de problèmes de religion. On pratique ici, on a l'église ici à côté. Mon mari y va régulièrement, moi je n'y vais pas souvent parce que j'ai des problèmes de santé et parce que je ne suis pas toujours disponible mais j'y vais avec ma fille mais lui y va régulièrement. Parfois, il prépare la messe.

Entretien avec l’association cambodgienne de Chambéry

« Nous sommes partis à cause des Khmers rouges et à cause aussi des communistes au Cambodge »

Lieu : Chambéry **Origine :** Cambodge **Période :** 1970-2015

Mots clés : Khmers rouges, Communisme, Solidarité, Culture.

« À l'époque j'étais jeune donc je n'ai pas pu savoir pourquoi et comment le Cambodge a toujours vécu dans la guerre ».

Nous sommes arrivés à Chambéry... Disons qu'en France nous sommes arrivés en décembre 1980 à l'époque de Giscard d'Estaing qui était au pouvoir. Et nous sommes là en tant que réfugiés politiques et nous avons dû rester au centre de Cognin-les-Gorges pendant je crois bien 6 mois, pour qu'on puisse suivre les formations et pour moi apprendre le français. Et que mes parents ils puissent aussi faire une formation pour qu'ils puissent savoir comment utiliser la cuisine. En fin de compte on n’était pas encore habitués à la France. Et puis par la suite, on se fait accueillir, pourquoi on est en Savoie, parce qu'on s'est fait accueillir par une association qui s'appelle association *Enfants du Mékong*, par Monsieur et Madame Lapierre. Je ne sais pas si c'est national parce que le Président, celui qui s'est occupé de ma famille, c'est un ingénieur de cimenterie je crois mais ils sont bien organisés. Soit disant que chaque famille est suivie par une autre famille française et moi je suis occupé par les étudiantes à l'université pour que je puisse apprendre le français.

J'avais à peu près 13-14 ans. J'ai connu le Cambodge. J'ai vécu avec les Khmers rouges, à la fin des Khmers rouges. Nous sommes partis, en fait c'est à cause des Khmers rouges et à cause aussi des communistes au Cambodge. Mais à l'époque c'est vrai que j'étais jeune donc je n'ai pas pu savoir pourquoi et comment le pays du Cambodge a toujours vécu dans la guerre. Car depuis 1960

je ne me rappelle plus combien… Mon père aussi a fait militaire avec les Français, avec les Japonais tout ça. Moi je découvre seulement que, en 1975, à l'époque du coup d'État de Norodom Sihanouk, c'est le général, le maréchal Lon Nol au pouvoir et après le Maréchal Lon Nol, c'est là qu'il commence à y avoir la guerre avec les Khmers rouges.

En fait on n'a même pas décidé de partir ailleurs, on a quitté comme ça le pays natal, jusqu'à la frontière de la Thaïlande et c'est là qu'on découvre que l'ONU, que le UNHR sont là-bas. Ils nous ont accueillis au camp de Khao I Dang. On a dû rester avant d'arriver à Khao I Dang, on a dû rester 8 semaines. 2-3 nuits au camp à la frontière. Ça s'appelle le camp de résistante anti-cambodgien, anti-communiste. Et après on est rentrés ici. On a dû rester 6 mois. Après on est rentrés, ils nous ont fait quitter le camp Khao I Dang, ils nous ont expliqué vers le Chonburi. On a dû rester à peu près aussi 5-6 mois. C'est un autre camp, mais c'est plus près pour qu'on puisse quitter l'Asie pour partir vers les pays de destination. Et après Chonburi on a dû rester en prison internationale en Thaïlande, je ne sais pas comment ça s'appelle, je me rappelle plus du nom mais on est pas prisonniers mais c'est comme le plus près de l'avion il y a pas de camp, donc on a pu dormir dans la prison. Je ne me rappelle plus son nom. Près de l'aéroport. À peu près on a dû rester 2 ou 3 nuits je crois près de l'aéroport de Bangkok. Et après le bus est venu nous chercher jusqu'à l'aéroport, destination France.

On est arrivés à Paris, on s'est séparés en deux. Il y en a certains qui sont allés au foyer HR et nous, dans notre famille, ils nous ont installés aux foyers HR de Créteil. Je crois que moi j'étais au foyer HR. On a dû rester à peu près un mois, un mois maximum. Après, ils nous ont envoyés au foyer que je vous ai dit tout à l'heure, à Grenoble en Isère. Ça s'appelle Cognin-les-Gorges. La directrice s'appelle Mme Bigaret. Elle nous a appris comment travailler, comment on apprend à écrire le français, parler le français pendant quand même 6 mois. Et après les 6 mois dans le centre, toute la famille s'est séparée. Il y en a qui sont partis à Annonay, il y en a qui sont partis à Chambéry, il y en a qui sont à Voiron et il y en a qui ont dû rester à Grenoble.

J'avais rencontré une sœur religieuse vietnamienne à Cognin, elle était très gentille, elle m'a soigné pendant que j'étais jeune. Je me rappelle toujours ce bon souvenir parce qu'en fait, au Cambodge, vous voyez quand on a de la température on se met là… Mais récemment elle a dû rester quelques mois ici à Chambéry je crois, là d'après mes renseignements, j'ai cherché à la rencontrer et elle a quitté Chambéry.

Je suis arrivé après Cognin, je me suis retrouvé à Chambéry. Et puis mon père a du travail ici, à Coppelia, dans les chocolateries. Tous les cambodgiens travaillent

pour Coppelia. Et moi-même j'ai suivi les cours de remise à niveau. Et encore à nouveau je suis retourné à Grenoble pour faire un suivi de formation pendant 2 mois complets. Par la suite, j'ai passé mon examen, j'ai réussi et pour tout vous dire, je ne sais pas comment j'ai réussi mon examen parce qu'à l'époque je n'arrivais pas bien à parler français. J'ai passé mon examen pour apprendre les métiers dans la soudure. Et j'ai réussi mon CAP en 1982. Deux ans après l'entrée en France. Ma famille, ils sont toujours à Chambéry. Mes grands-parents nous ont quittés il y a à peu près 10 ans. Ils étaient venus en France avec nous.

Quand j'ai eu mon CAP, j'ai dû travailler à la société de Mecalac. C'est la fabrication de tractopelles et puis par la suite j'ai dû repartir au Cambodge travailler avec des militaires français à l'école de Saint-Cyr parce qu'ils recherchaient des interprètes pour qu'on puisse former les officiers à Kampong Spueu. Donc j'ai dû rester 5 ans et c'est là que je découvre que le Cambodge, la guerre ne vient pas du peuple cambodgien lui-même. L'histoire est très très longue. Et donc après mes missions de 5 ans avec les militaires français, je suis retourné en Guyane. Il y a une seule famille de cambodgiens que j'ai vue en Guyane. Par contre les Môns plus, c'est les Laotiens parce qu'eux, ils étaient à Cacao et à Cacao ils allaient aussi passer chercher les communautés. Donc j'ai vu seulement qu'en ville ils sont venus. Et dans toute la ville ils passent. Ils vendent la nourriture, ils vendent la nourriture, tous. Aussi les Chinois mais les Chinois qui sont nés là-bas et je suis allé le chercher mais j'arrive pas à trouver le village. Pourquoi ? Parce que c'est pas un village comme nous ici, c'est vraiment au pied de la montagne. Et donc j'ai dû rater, j'ai traversé je ne sais pas où dans la forêt. Pendant toute la journée je n'ai pas trouvé. Ils sont nombreux en fait. Même mes parents devaient être envoyés en Guyane. C'est pour ça que j'ai eu la curiosité d'aller voir ce qu'ils font exactement en Guyane. Donc la Guyane c'est bien aussi, c'est où on plante les légumes, planter... Mais j'ai rencontré les habitants de Guyane. Les gens du pays nous aidaient, à cause d'eux on vit bien. Je me suis installé deux ans en Guyane et je suis rentré en 2000, en juillet 2000. À nouveau Chambéry. Et donc après la rentrée à Chambéry à nouveau, j'ai dû travailler un petit peu en déplacement par ci par là et j'avais travaillé aussi à Modane. Et là à l'heure actuellement, ça fait 10 ans que j'ai dû travailler avec une société de ski. Ca s'appelle SACMI à Montmélian. Nous fabriquons des télésièges, des télécabines pour toutes les stations de ski en Savoie ou ailleurs. Comme j'arrive déjà à l'âge de… je suis rentré là à l'âge de 43 ans, 44 ans. Je ne peux plus faire de déplacements.

« On répond pour dire qu'on est toujours là, qu'on n'a pas oublié ce que les autres associations ont fait pour nous ».

Et pourquoi j'ai créé cette association ? En fait pour répondre à l'association d*'Enfants du Mékong* qui nous ont aidés, la famille, et en même temps cette association a pour but d'aider plutôt les orphelins de la pauvreté. La première fois qu'on a organisé la soirée, c'était pour récolter les fonds, envoyer au Cambodge pour aider suite aux inondations, en 2013/2014.

On a aidé les orphelins à travers de l'association de... Avec le docteur Michou, je ne me rappelle plus du nom de son association. Peajor je crois. Association Peajor. C'est une association de chrétiens qui sont ici.. C'est-à-dire qu'il y a aussi une association de chrétiens, Père Bernard qui nous a aussi aidés, donc c'est pour ça, on répond pour dire qu'on est toujours là, qu'on n'a pas oublié quoi.

On a aussi dans notre association des formations cambodgiennes. Les formations cambodgiennes, c'est le samedi après-midi et il y a des jeunes cambodgiens qui sont des professionnels au niveau de l'informatique. On a animé le quartier de Chambéry, donné des formations en informatique aux anciens.

Une troupe de danse, il y a l'ancienne association. Nous c'est une nouvelle association, qu'on a créée depuis 2 ans. Parce que les jeunes ont découvert que les autres associations, les anciennes, font la fête, récoltent de l'argent mais n'aident pas la pauvreté et tout ça au Cambodge. C'est pas leur objectif, c'est pour ça, ils sont venus me voir. À l'époque, j'avais seulement l'association de la boxe cambodgienne et donc c'est pour ça ils ont décidé de faire à part, une association pour qu'on puisse les aider. Moi-même j'ai créé un sport de boxe khmer et puis les autres familles, les cousins, ont créé le club de taekwondo que j'ai pratiqué toute ma jeunesse. Là les jeunes ont pris la relève.

« Il y en a certains de Chambéry qui oublient la culture khmer, ils ne le parlent plus du tout ».

À Chambéry, il n'y a pas beaucoup de Cambodgiens. Il doit y avoir à peu près une moyenne de 90 familles avec les enfants qui ont formé les familles. D'ailleurs je vais faire un recensement pour savoir exactement combien ils sont. Quelques familles se sont converties en chrétiens mais la plupart restent toujours à leur religion. D'ailleurs si vous voulez rencontrer les Cambodgiens, la semaine prochaine, le 26, j'ai demandé une salle pour eux parce qu'en fait dans la tradition cambodgienne, il y a deux fois par an, il y a le nouvel an et le 26 c'est la

Fête des morts. Et c'est le plus important, les anciens ne peuvent pas oublier. Nous n'avons pas de pagode bouddhiste parce qu'en fait on n'a pas assez d'anciens. Lyon en a deux. Souvent on a été à Lyon, à la pagode, mais plus souvent on loue la salle à des associations et donc on invite le moine de Lyon qui vient pour les anciens. Tous les anciens y tiennent mais les anciens, je dis il faut que les anciens montrent l'exemple aux jeunes. Comme ça les jeunes n'oublient par leur culture parce que petit à petit, il y a qui n'y pensent pas, donc ils oublient. Déjà il y en a certains de Chambéry qui oublient la culture khmer. Ils ne parlent plus du tout le khmer. Il y a des cambodgiens qui ne veulent plus parler cambodgien parce qu'en fait ils sont malheureux. Pourquoi ? Parce qu'ils disent à cause des Khmers rouges, des dictatures. Qui a perdu ses parents, qui a perdu son pays, donc ils oublient carrément le pays natal. Et comme je l'ai expliqué, ça ne vient pas de là. Il faut aller plus loin dans les histoires au Cambodge. Mais là tout récemment, nous avons déjà découvert à la source des histoires du Cambodge. Donc à Aix-en-Provence vous avez toutes les histoires depuis 1645 jusqu'en 1882 ou 85. On a dû rencontrer toutes les histoires, tous les conflits, ce qui se passe concernant la Cochinchine. Jusqu'où est le Cambodge à l'heure actuelle. Et là c'est vraiment le plus intéressant. Et j'ai rencontré tous les pays, donc il y avait sur les Algériens et tout ça. Et nous on a des cages. Les archives coloniales et la France nous a autorisé à aller chercher les histoires de l'Indochine. On a fait des photocopies de 5000 et quelques pages, nous avons aussi organisé des soirées, des rencontres pour qu'on puisse récolter des fonds. On a dû ramasser à peu près 10000 euros, pour payer les photocopies à… ça s'appelle ANOM. Archives Nationales de l'Outre Mer.

On a l'intention de faire un livre mais pas spécialement pour les Cambodgiens étrangers, c'est pour les Cambodgiens qui sont aussi au Cambodge, pour les jeunes pour qu'ils puissent savoir exactement pourquoi et comment les Cambodgiens ont toujours des problèmes, ont toujours eu de la pauvreté, à cause de l'étranger, les Vietnamiens. Ils ont l'intention d'envahir l'Asie du Sud-Est parce que là déjà il y a Kampuchea Krom. Si vous voulez savoir plus, il faut rentrer dans le site de KKC et là vous allez découvrir soit des films, soit des interviews, soit aussi tous les documents que l'on montre sur le site internet.

Tous les malheurs du Cambodge ne viennent pas du Viêt Nam mais ça vient tout de même de là. Le roi s'est fait manipuler. Les conflits, ça vient tout de Hô Chi Minh, les communistes. Parce que le communisme veut envahir. Je suis tombé sur un dossier, c'était un rapport du roi Bảo Đại. Il s'est fait éliminer par Hô Chi Minh mais il avait toujours le même objectif d'aller prendre l'Asie du Sud-Est, de rester dans leurs mains. Les Cambodgiens disaient « *Il y a une maison, vous avez 3 chambres mais vous vivez toujours sous le même toit* ». Vous n'avez pas entendu celui-là ? Ça veut dire vous avez une maison à 3 chambres, qui est la

Cochinchine, le Laos et le Cambodge, et ils vivent toujours sous le même toit du Viêt Nam. Il y a aussi un communiste qui disait qu'un jour, « quand l'eau sera claire on trouvera qui est pourri ». Et c'est pour ça, je ne comprends pas pourquoi ils ne peuvent pas dire la vérité, dire que les cambodgiens il faut qu'on vive ensemble, il faut qu'on soit solidaires et qu'on puisse quand même sauver notre pays.

Vous savez qu'on a vécu toujours avec les Khmers rouges, sauf que les Khmers rouges n'ont changé que les chemises. Le communisme est toujours communiste. C'est pour ça, ça ne sert à rien de dire que le pays se démocratise. On applique, on discute de la dictature. À l'heure actuelle, ça commence à sortir de plus en plus et là ils ont dû arrêter des dirigeants opposants, je ne sais pas si vous êtes au courant. Dans les 11 personnes, on m'a dit hier soir qu'ils ont été relâchés, mais d'après mes informations, ils ne sont pas relâchés. Donc le chef du parti opposant est toujours à essayer de lui sauver. Et ça parce qu'on est allés voir sur place la frontière du Viêt Nam. Et là au Cambodge, à l'heure actuelle, c'est la même chose et il y a plus personne qui peut parler de la frontière. Si on parle de la frontière, on discute sur la frontière du Viêt Nam et du Cambodge, ils nous arrêtent pour faute, pour manipuler le peuple cambodgien.

Il y a aussi les conflits avec la frontière de Thaïlande, comme quoi il est allé porter plainte, mais moi je crois que c'est plutôt la politique du parti communiste. Il a fait ça pour faire oublier la frontière vietnamienne et faire penser plutôt à la frontière avec la Thaïlande et que les Vietnamiens puissent rentrer tranquillement. Parce qu'en fait au Cambodge, il y a très peu de peuples, les citoyens thaïlandais sont rentrés au Cambodge, il y a de plus en plus de Vietnamiens qui sont entrés librement au Cambodge.

Par contre vous avez les Khmers rouges, quand ils ont créé les Khmers rouges, ce sont des Khmers rouges, qui cherchent la liberté. Mais en parallèle, les Vietnamiens ont aussi créé les Khmers rouges. Et c'est là que ça mélange tout et que les Cambodgiens ne comprennent plus rien. À l'heure actuelle c'est la même chose, ils font de manière à ce que les cambodgiens ne comprennent pas ce qui se passe. C'est comme les Khmers rouges, ils ont tué combien de personnes au Cambodge, des millions de personnes ? Donc ces deux millions de personnes, elles ont tué, elles ont accusé les Khmers rouges. Premièrement, ils sont venus en 1979 pour aider les Cambodgiens parce que là, les Khmers rouges ont menacé, ils ont tué les citoyens khmers et les Vietnamiens sont venus aider. Mais à vrai dire ils ont masqué le fond parce que si l'ONU vient nous aider, il va découvrir des choses sur ce qu'il se passe au Cambodge. Donc ce qui se passe au Cambodge, à l'époque il y a aussi l'ambassade vietnamienne à Phnom Penh. Ils ne savaient pas que les Cambodgiens ont tué les citoyens cambodgiens ? Et pourquoi ils ne disaient rien ? C'est parce qu'ils les laissaient faire. Et après vous

avez aussi, ils appellent ça les « kopram ». C'est la prise des jeunes cambodgiens, les hommes cambodgiens d'aller raser la forêt à la frontière. Ça s'appelle kopram. C'est à l'époque occupé par les vietnamiens, en 1979. Je pense que c'est eux, quand ils font ça, ils disent les Khmers rouges sont dans la forêt. Donc il a encore tué, attaqué les Khmers rouges et tué en même temps ces gens qui sont allés travailler pour couper les bois. D'après mes enquêtes, je ne fais pas de la politique mais j'ai suivi l'histoire et c'est une histoire qui montre que les Vietnamiens en ont profité pour tuer des Cambodgiens.

Les Cambodgiens ont encore des liens. Il y a certains pays qui sont allés très souvent au Cambodge, ils écoutent le Cambodge. Certains sont partis, sont restés 2-3 mois au Cambodge, les anciens. Ils font l'aller-retour des fois, 3 mois et puis ils rentrent en France et comme ils ne travaillent pas ils peuvent rester 2-3 mois. Nous on ne peut pas rester si longtemps. Ils ne rentrent pas définitivement. La plupart des Cambodgiens non. Pourquoi ? Parce qu'en France ils ont tout ce qu'il faut. Après pour les maladies, parce que certains pour des raisons de maladie, arrivés à un certain âge ils sont malades comme mon père tout ça. Et donc si il va au Cambodge, c'est pas qu'il sera pas aussi bien soigné, c'est qu'il faut qu'il reste à Phnom Penh. S'il va à la campagne, il n'y a pas de Samu, il n'y a pas de médecins... Et la plupart des médecins ne sont pas aussi... Comme la France. Par contre il y a aussi mon oncle, le moine bouddhiste, lui il est venu depuis 1975, installé à Paris et à l'heure actuelle ils ont dû retourner définitivement au Cambodge et il a créé son propre hôpital à Prey Veng. Et c'est mon ami à Toulouse, souvent ils vont aider au niveau du matériel médical. La plupart viennent de Battambamg, il y en a qui viennent de Battambamg, il y en a qui sont de Phnom Penh, il y a des autres familles qui sont de la frontière de Pailin, c'est à la frontière près de Thaïlande. Et il y en a deux ou trois familles encore, ce sont des Khmers Leu, des montagnards. Khmers Leu oui parce que vous avez Khmers Leu et Khmers Krome, Khmer Krome c'est Cochinchine et Khmer Leu c'est vers la Thaïlande. Ils parlent à peu près la même langue mais il y a les accents, le dialecte, on n'arrive pas à comprendre. C'est comme le Lao, ça s'appelle le Môn. Je crois que c'est la même chose.

À Chambéry, ils sont un peu partout les cambodgiens. Dans l'ensemble ils travaillent, ils s'en sortent bien. Mais la plupart des cambodgiens qui sont venus, même les anciens tout ça, je les fais rentrer pour travailler à la SNCF mais pas pour la SNCF, pour un service nettoyage. À l'époque ils étaient tous à Coppelia et à l'heure actuelle, la plupart des gens sont au service « *Sernam* », à l'époque ça s'appelait comme ça. Ils font des nettoyages. Et là les jeunes travaillent un petit peu dans les usines de « *pack* », ça s'appelle société « *Mason* ». Et les autres, il y en a qui sont électriciens, il y en a qui sont informaticiens. Ils ont bien réussi en fait. Il y a des mariages mixtes. C'est-à-dire qu'ils sont, chez les jeunes, il y en a,

oh je ne dis pas 50% mais peut-être 20%, qui sont avec des Européens. C'est une population qui va bien, plutôt les Cambodgiens ils sont plus sévères que les... Au niveau des sorties tout ça, ils ne sortent pas en groupe. Nous souvent on organisait des soirées et tout ça, on s'en rendait compte. En Haute-Savoie il y a aussi quelques familles cambodgiennes, je ne sais pas s'ils le font aussi mais leur association est plus faible que nous, en Savoie. En Isère c'est la même chose, donc ils viennent souvent participer à nos rencontres ici, en Savoie. Vous en avez beaucoup à Lyon et ailleurs il y a quelques familles à Modane et là il y a aussi quelques familles qui ont acheté le terrain pour construire leur maison à Yenne. À Chambéry il n'y en a pas beaucoup. Nous avons aussi des jeunes qui ont réussi dans les commerces alimentaires, restauration. Aussi la Clé minute, sinon il y a aussi une famille qui a essayé de créer cette société là. En fait les jeunes ont plus de facilités que les anciens au niveau des papiers, au niveau du langage tout ça. Et il y en a qui travaillent aussi comme indépendants, avec des systèmes de la politique actuelle, la micro-entreprise. Il y a un Cambodgien qui est très connu à Grenoble. À chaque fois, les radios de Toulouse m'ont posé la question. Il a fait souvent des interviews sur comment ça se passe au Cambodge, sur la frontière cambodgienne. Je me rappelle plus son médecin, ce monsieur. Il est médecin. Il est assez âgé.

« Il y en a qui vivent tranquillement, ils pensent à la famille et il y en a bon c'est vrai ils participent à la fête, ils participent à tout mais en pratique... Ils n'ont pas le temps ».

J'y suis retourné de temps en temps au Cambodge. Je ne peux pas laisser, bon je ne peux pas abandonner mon travail pour aider le côté opposant. Et là comme j'ai rencontré le président de la fédération de « Kase » pour rechercher les histoires, ça tombe dans mes recherches. Ça m'intéresse vraiment avec la radio de Toulouse. C'est aussi un jeune cambodgien qui est connu avant la guerre, avant les Khmers rouges encore, il était médecin à Toulouse. J'y suis retourné encore pour suivre encore toutes les histoires mais c'est une histoire sans fin. Vous voyez au Cambodge, les jeunes ont découvert que le Cambodge est développé, il y a plein de choses c'est vrai et moi je vois au contraire que c'est au Cambodge qu'on a tué, ils sont en train de tuer les gens, différemment des Khmers rouges, à travers les accidents, à travers l'alcool, à travers la prostitution et la pauvreté… C'est pour ça que le Cambodge vit toujours avec les communistes. Le communisme masqué. Même le Roi Sihanouk s'est fait rouler par le Président du Cambodge. Et ça ça vient pas du Président du Cambodge en fait ça vient des Vietnamiens. Les Vietnamiens disaient « *s'il n'y a pas Sihanouk,*

le peuple va basculer ». Parce qu'en fait le peuple aime bien le Roi. Le Roi pour eux c'est le dieu. C'est Sihamoni à l'heure actuelle. Mais Sihamoni ne peut rien dire non plus, il ne peut rien faire. Parce qu'en 2013 les partis opposants ont gagné les élections et ont été menacés par le président et l'ancien Premier ministre. Les militaires sont sortis, ils ont encerclé le chef du parti et moi-même j'ai dû rester sur place, à la frontière. Après les contacts, les dépouilles des bulletins de vote, ils ont coupé carrément au milieu de comptage, soi-disant maintenant c'est fini, on ne compte plus. Et pour cela que je crois vraiment que c'est un coup d'État créé par le communisme de Hun Sen. On a prévu aussi,en 2018, de gagner parce que les peuples n'arrêtent pas de bouger, tous les jours, ils n'arrêtent pas de se révolter, de faire des manifestations pour ça. C'est très compliqué. À Chambéry en fait je suis tout seul à travailler là-dessus. Jai suivi toute l'histoire comme ça m'intéresse et sinon il y a aussi deux ou trois personnes, des anciens, à Marseille, on a créé notre équipe de recherche en France. À Paris, quelques personnes et le reste ce sont des gens cambodgiens, des jeunes. Parce que la plupart des gens qui s'installent ici en France ne pensent plus de faire changer le pouvoir. Il y en a qui vivent tranquillement, ils pensent à la famille et il y en a, bon c'est vrai ils participent à la fête, ils participent tout ça à l'écoute mais en pratique... Ils n'ont pas le temps. Mais comme la semaine passée j'ai rencontré tous les Cambodgiens, donc ils disaient à l'heure actuelle c'est très dur de faire quitter le pouvoir au Premier ministre. Pourquoi ? C'est parce qu'ils sont trop bien installés, ils sont trop riches au niveau de matériel, d'argent tout ça mais cet argent ça vient d'où ça vient de, vous savez Prey Lang ? C'est la grande forêt au Cambodge, maintenant il n'y en a plus. Ils ont tout coupé et ça c'est les stratégies des Vietnamiens toujours. Ils ont la stratégie militaire. S'il n'y a plus de forêt, les Cambodgiens ne peuvent plus se cacher. Ils ont pris aussi, vous voyez à côté de la mer, à Krong Preah Sihanouk, donc là il a pris l'hôtel, à l'époque c'était l'hôtel du Roi je crois. Lomboko. Donc Lomboko ça a été pris par les Vietnamiens aussi, ils ont créé carrément leur temple. Et là c'est une stratégie qui vient de plus haut, on ne sait pas s'ils installent quelque chose. C'est vers Kâmpot, vous connaissez Kâmpot ? C'est entre le Kâmpong Cham et Kâmpot, le plus haut, c'était un ancien hôtel je crois. Le Roi Sihanouk est allé là-bas faire la fête, faire des rencontres, des réunions et il a installé le temple dans cette colline-là. Le temple vietnamien c'est pas le temple cambodgien.

« Nous sommes quand même dans un pays de libertés, on peut créer une association ».

J'ai rencontré les Vietnamiens à Chambéry, et un jour ils m'ont posé la question, comme quoi eux ne peuvent pas créer une association comme nous, on a plus de libertés et c'est pour ça je leur ai dit, je leur ai expliqué que nous sommes ici en France, nous sommes quand même dans un pays de libertés, on peut créer une association... Mais faut pas tout mélanger, c'est-à-dire l'association qu'on a créée, culturelle, loi 1901, tout le monde n'a pas le droit de créer. Nous en tant qu'association on ne fait pas de politique. C'est-à-dire on a créé seulement le culturel et même les Cambodgiens qui sont nés, bon les pro-Hun Sen tout ça, ils sont venus en France, on les a aussi accueillis. Mais sauf qu'ils ne font pas de politique. Récemment au mois de juillet, juillet ou août, je suis passé à Meylan, j'ai dû participer à l'exposition de la nourriture du Cambodge et il y a 145 pays qui sont venus participer. Là ils terminent le 31 octobre je crois. C'est intéressant. Vous savez tous les pays au Cambodge c'est très intéressant. Et c'est un beau pays. C'est dommage qu'il y ait trop de pauvreté.

ANNEXES PARTIE I

Résultats principaux du recensement de 2012

Nationalités regroupées Haute-Savoie.

IMG1B - Les immigrés par sexe, âge et pays de naissance

Département de La Haute-Savoie (74)

Sexe : Ensemble

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	450	478	4627	2295	7849
Italie	205	128	1959	6080	8372
Espagne	146	75	1370	1851	3442
Autres pays de l'Union Européenne à 27	999	577	6164	2756	10496
Autres pays d'Europe	4533	2667	10570	4677	22447
Algérie	173	301	3757	2643	6874
Maroc	99	407	3662	1630	5797
Tunisie	46	123	1656	1078	2903
Autres pays d'Afrique	371	619	3964	755	5709
Turquie	115	456	4653	1209	6432
Autres pays	752	812	5514	1465	8542
Ensemble	7889	6641	47896	26437	88864

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Hommes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	226	259	2365	1189	4039
Italie	116	62	1027	2997	4202
Espagne	68	39	652	893	1652
Autres pays de l'Union Européenne à 27	494	271	2520	1089	4374
Autres pays d'Europe	2301	1302	4674	2166	10443

Algérie	96	130	1756	1516	3498
Maroc	60	180	1663	956	2858
Tunisie	22	45	877	666	1611
Autres pays d'Afrique	177	265	1647	429	2517
Turquie	63	207	2487	668	3425
Autres pays	329	356	2019	670	3373
Ensemble	3954	3114	21687	13238	41993

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Femmes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	223	219	2262	1106	3810
Italie	88	66	932	3083	4169
Espagne	78	36	718	958	1789
Autres pays de l'Union Européenne à 27	505	307	3644	1666	6122
Autres pays d'Europe	2232	1365	5896	2511	12004
Algérie	77	171	2002	1126	3376
Maroc	39	226	1999	674	2939
Tunisie	23	78	779	412	1292
Autres pays d'Afrique	195	354	2317	326	3192
Turquie	52	249	2165	541	3007
Autres pays	423	457	3494	795	5169
Ensemble	3935	3527	26209	13199	46871

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Recensement de 2012 nationalités regroupées Savoie

Thème	Population
Sous-thème	Étrangers - Immigrés

IMG1B - Les immigrés par sexe, âge et pays de naissance

Département de La Savoie (73)

© Insee

Sexe : Ensemble

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	260	313	2567	1245	4385
Italie	60	89	1017	4471	5636
Espagne	32	16	259	491	798
Autres pays de l'Union Européenne à 27	281	463	2451	942	4137
Autres pays d'Europe	139	172	750	360	1421
Algérie	140	262	2107	1480	3989
Maroc	62	193	1743	967	2965
Tunisie	7	43	486	250	785
Autres pays d'Afrique	152	286	1205	178	1822
Turquie	138	214	1666	412	2430
Autres pays	305	437	1580	379	2700
Ensemble	1574	2488	15830	11175	31067

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Hommes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	130	164	1445	637	2375
Italie	30	40	560	2035	2665
Espagne	21	9	125	215	370
Autres pays de l'Union Européenne à 27	151	192	1117	357	1818
Autres pays d'Europe	69	78	298	154	599
Algérie	62	117	1049	813	2041
Maroc	47	96	826	576	1545
Tunisie	3	27	270	140	440
Autres pays d'Afrique	82	156	540	92	871

Turquie	77	100	927	226	1329
Autres pays	151	181	644	179	1155
Ensemble	823	1161	7801	5425	15210

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Femmes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Portugal	130	149	1123	608	2009
Italie	29	49	457	2436	2971
Espagne	11	7	133	276	427
Autres pays de l'Union Européenne à 27	130	271	1333	585	2319
Autres pays d'Europe	70	94	452	206	823
Algérie	78	145	1058	667	1948
Maroc	15	97	917	391	1420
Tunisie	4	15	215	110	345
Autres pays d'Afrique	70	130	665	86	951
esTurquie	61	115	739	186	1101
Autres pays	154	256	936	199	1544
Ensemble	751	1327	8029	5750	15857

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Recensement de 2012 : Nationalités détaillées

Haute-Savoie

Département de La Haute-Savoie (74)

© Insee

Sexe : Ensemble

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Français de naissance	132698	75269	269200	173294	650461
Français par acquisition	1703	3279	20652	12930	38564
Portugais	954	544	3705	1658	6861
Italiens	456	186	1953	3203	5797
Espagnols	244	91	1075	993	2404
Britanniques	935	209	2193	729	4066
Allemands	195	57	604	240	1095
Belges	282	109	764	252	1408
Polonais	66	33	338	45	482
Roumains	100	23	354	46	524
Néerlandais	153	25	306	157	641
Autres nationalités de l'Union Européenne à 27	301	109	936	178	1524
Serbes	691	319	1104	158	2272
Suisses	3603	1779	7241	2993	15616
Russes	81	44	250	28	404
Autres nationalités d'Europe	569	252	868	52	1741
Algériens	613	177	1824	1789	4403
Marocains	473	264	1619	863	3218
Tunisiens	234	120	1025	606	1985
Sénégalais	42	36	212	52	341
Ivoiriens	47	9	159	7	222
Camerounais	130	83	305	20	538
Maliens	11	5	29	19	64
Congolais	63	13	51	5	132
Malgaches	45	23	186	12	266
Mauriciens	20	3	61	16	100
Comoriens	38	10	51	0	100
Guinéens	88	27	102	10	228
Angolais	21	12	41	2	76
Mauritaniens	23	2	26	7	58
Autres nationalités d'Afrique	171	117	442	59	789
Turcs	1339	443	3256	1049	6087
Chinois	27	73	192	20	312
Vietnamiens	19	27	113	64	222
Cambodgiens	13	10	55	23	101

Libanais	9	11	67	25	111
Sri-Lankais	9	0	19	8	35
Indiens	0	3	33	2	38
Pakistanais	8	4	30	0	42
Japonais	12	5	139	26	183
Autres nationalités d'Asie	127	100	605	102	934
Haïtiens	13	10	11	7	41
Brésiliens	49	39	312	13	412
Américains (U.S.)	114	55	248	107	524
Colombiens	4	15	70	4	93
Canadiens	34	15	140	27	216
Autres nationalités d'Amérique	51	57	406	60	574
Autres nationalités d'Océanie	47	9	125	13	193
Ensemble	146924	84107	323497	201974	756501

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Hommes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Français de naissance	67917	39930	136015	77240	321101
Français par acquisition	814	1649	9095	5972	17529
Portugais	483	286	2038	856	3663
Italiens	219	87	1155	1707	3169
Espagnols	114	47	586	484	1231
Britanniques	449	104	1077	389	2020
Allemands	96	20	208	97	421
Belges	160	57	384	137	738
Polonais	42	14	129	20	205
Roumains	50	12	172	12	246
Néerlandais	82	14	137	85	319
Autres nationalités de l'Union Européenne à 27	147	52	308	73	580
Serbes	351	164	586	71	1172
Suisses	1796	871	3206	1501	7374
Russes	42	20	46	10	119

Autres nationalités d'Europe	275	117	416	26	834
Algériens	352	67	817	1039	2276
Marocains	267	111	745	519	1642
Tunisiens	125	48	524	382	1079
Sénégalais	25	20	108	42	195
Ivoiriens	28	7	50	5	90
Camerounais	84	28	72	6	191
Maliens	4	3	18	10	35
Congolais	34	3	19	5	61
Malgaches	17	10	70	3	101
Mauriciens	8	1	18	5	32
Comoriens	22	2	23	0	48
Guinéens	57	5	41	10	114
Angolais	14	8	20	0	42
Mauritaniens	11	2	18	6	37
Autres nationalités d'Afrique	93	48	215	30	386
Turcs	689	201	1702	558	3150
Chinois	18	36	54	14	123
Vietnamiens	7	7	37	33	84
Cambodgiens	5	5	27	10	47
Libanais	4	5	33	5	47
Sri-Lankais	5	0	9	7	22
Indiens	0	3	9	1	14
Pakistanais	1	2	22	0	25
Japonais	8	4	28	19	59
Autres nationalités d'Asie	59	25	179	38	302
Haïtiens	3	3	6	4	16
Brésiliens	23	21	61	3	108
Américains (U.S.)	78	26	96	59	259
Colombiens	2	5	19	1	28
Canadiens	19	6	51	18	94
Autres nationalités d'Amérique	21	23	115	25	184
Autres nationalités d'Océanie	24	1	59	7	90
Ensemble	75147	44182	160825	91544	371699

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Sexe : Femmes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou plus	Ensemble
Français de naissance	64781	35339	133186	96055	329360
Français par acquisition	889	1631	11557	6958	21035
Portugais	471	258	1667	803	3198
Italiens	236	99	798	1496	2628
Espagnols	130	44	489	510	1173
Britanniques	485	105	1116	340	2046
Allemands	99	37	396	142	674
Belges	123	52	381	114	670
Polonais	24	20	209	25	277
Roumains	50	11	183	34	278
Néerlandais	71	11	170	72	323
Autres nationalités de l'Union Européenne à 27	155	57	628	104	944
Serbes	340	156	518	86	1100
Suisses	1807	908	4035	1492	8242
Russes	39	24	204	18	285
Autres nationalités d'Europe	294	135	451	27	907
Algériens	261	110	1006	750	2126
Marocains	205	153	874	344	1576
Tunisiens	109	72	500	225	906
Sénégalais	17	16	104	10	146
Ivoiriens	19	2	109	2	133
Camerounais	46	55	233	14	347
Maliens	7	2	11	9	29
Congolais	29	10	32	0	71
Malgaches	28	13	116	9	166
Mauriciens	12	2	43	11	68
Comoriens	16	8	28	0	52
Guinéens	30	22	62	0	114
Angolais	7	4	22	2	34
Mauritaniens	12	0	8	1	21
Autres nationalités d'Afrique	78	68	227	30	403
Turcs	649	242	1553	491	2936

Chinois	9	37	138	6	189
Vietnamiens	11	20	76	31	138
Cambodgiens	8	5	28	13	54
Libanais	5	6	34	20	64
Sri-Lankais	3	0	9	1	14
Indiens	0	0	23	1	24
Pakistanais	7	2	8	0	17
Japonais	4	1	112	7	124
Autres nationalités d'Asie	68	75	426	64	633
Haïtiens	10	7	5	4	26
Brésiliens	26	18	251	10	304
Américains (U.S.)	36	29	152	48	265
Colombiens	2	10	50	3	65
Canadiens	15	9	89	9	123
Autres nationalités d'Amérique	30	34	291	35	390
Autres nationalités d'Océanie	23	8	66	6	103
Ensemble	71776	39924	162672	110430	384802

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.